

N° 3096 – JANVIER 2021

jeune **afrrique**

L'AFRIQUE EN 20?1

CONTRIBUTEURS

Louise Mushikiwabo

Kamel Daoud

Christiane Taubira

Pap Ndiaye

Achille Mbembe

Youssef Seddik

Djaili Amadou Amal

Bakary Sambe

Léonce Ndikumana

Yann Gwet

Gauz

Njoya Tikum...

Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada /A 12,99 \$CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1000 XPF
AO Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285







» NOS RACINES, NOTRE AVENIR «



LES RACINES DE NOS TERRES

COCKTAIL ALCOOLISÉ À BASE D'EXTRAITS
ET ARÔMES NATURELS AFRICAINS.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



Sahara: M6 ou l'art du deal

À chacun ses intérêts – et ses priorités. De la double annonce choc du 10 décembre dernier, publiée dans une courte rafale de tweets par le président américain Donald Trump et aussitôt confirmée à Rabat, les Marocains auront retenu ce qui, pour eux, est l'essentiel : la première reconnaissance officielle de la marocanité de leurs provinces sahariennes du Sud par un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU – en l'occurrence, le plus puissant d'entre eux. Quarante-cinq ans après la « reconquista » de ce que le royaume considère comme sa profondeur historique et alors que trois décennies de processus onusien ne sont pas parvenues à sortir ce dossier de l'impasse, l'affaire du Sahara ex-espagnol vient apparemment de subir un trauma salutaire sur la scène internationale : l'entrée dans une logique de solution. La France suivra-t-elle l'exemple américain ? Parmi les quatre autres membres du Conseil, elle est celle qui a la position la plus proche, suivie par la Grande-Bretagne, d'une reconnaissance pleine et entière, puisqu'elle considère depuis longtemps le plan d'autonomie marocain comme « une base de discussions sérieuse et crédible ». Mais le pas supplémentaire qui permettrait à des ministres français de se rendre officiellement au Sahara marocain et à l'ambassade de France d'ouvrir un consulat

à Laayoune ou à Dakhla se heurte toujours à un obstacle de taille : Paris sait qu'une telle décision serait considérée par Alger comme un casus belli diplomatique. Plus que jamais partie au conflit – malgré ses dénégations – dans ce dossier, le gouvernement algérien a sur la France des moyens de pression efficaces, alors qu'il n'en possède pas, ou peu, vis-à-vis des États-Unis.

Pour historique qu'il soit, l'édit Trump du 10 décembre est une proclamation présidentielle, pas un décret.

**JOE BIDEN NE POURRA PAS
REVENIR SUR L'UNE DES
DEUX ANNONCES SANS
METTRE L'AUTRE EN PÉRIL.
POUR RABAT, C'EST DU
« GAGNANT-GAGNANT ».**

C'est-à-dire qu'en théorie l'administration de Joe Biden, qui va s'installer à la Maison-Blanche le 20 janvier, peut l'annuler. Cette hypothèse, nonobstant le fait que le futur secrétaire d'État Antony Blinken est considéré comme un « ami du Maroc », est cependant peu probable. Toute l'habileté de la diplomatie chérifienne (et surtout celle du roi Mohammed VI) a été de lier de facto dans la même concomitance, mais sans le dire ni le reconnaître, le Sahara et la normalisation des liens

avec Israël. Le tout avec l'appui du lobby juif américain, aussi influent auprès des démocrates que des républicains. « De la sorte, confie un proche du Palais, il sera très difficile à la future administration de revenir sur l'une de ces deux annonces sans mettre l'autre en péril. » Et comme nul n' imagine Joe Biden aller à l'encontre du rétablissement des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël...

Soft power

Ce type de transaction « gagnant-gagnant », Hassan II l'avait déjà pratiquée en 1986, dans un contexte très différent. Cet été-là, le Maroc se trouve dans une position économique particulièrement difficile : l'endettement est plus lourd que jamais et le FMI ne cache pas son mécontentement de voir que son plan d'assainissement n'est pas appliqué. Les États-Unis supportent de plus en plus mal l'accord maroco-libyen conclu à Oujda deux ans plus tôt. Il faut donc donner des gages pour obtenir des crédits. Le 21 juillet, Hassan II reçoit à Ifrane le Premier ministre israélien Shimon Peres, avant de rompre son « mariage » avec Mouammar Kadhafi. Même si l'entrevue se solde par un demi-échec diplomatique, le coup de poker politique rapporte. Le rééchelonnement de la dette marocaine est accepté et de nouveaux prêts sont accordés. Reste que ce qui différencie la situation d'aujourd'hui de celle de 1986, tient au fait

que le Maroc, en réalité, renoue avec l'état des relations qui prévalait entre les deux pays jusqu'en 2002. Depuis, les touristes israéliens n'ont jamais cessé d'entrer au Maroc avec leurs passeports (ils étaient 70 000 en 2019). Quant aux bureaux de liaison israéliens à Rabat et marocains à Tel-Aviv, ils ont été entretenus et leurs loyers régulièrement payés. La permanence d'une petite communauté juive au Maroc, où la Constitution reconnaît la part d'héritage hébraïque enseigné dans les manuels scolaires, ainsi que la présence dans l'État hébreu de plus d'un million de citoyens d'origine marocaine (18 % de la population et six ministres au sein de l'actuel gouvernement) font que cette normalisation, à la différence de celles qui l'ont précédée ces derniers mois de Manama à Abou Dhabi en passant par Khartoum, n'est pas une rupture historique. Dans ce royaume dont le souverain est le Commandeur de tous les croyants (et pas seulement des musulmans), les juifs ont leurs cimetières, leurs synagogues et leurs musées. Une spécificité dans le monde arabe. Les mots ayant un sens, contrairement à son homologue algérienne, la diplomatie du royaume n'a d'ailleurs jamais usé de la périphrase « entité sioniste » pour qualifier Israël, tout en ne cessant de proclamer son attachement à une solution à deux États. Un équilibre partie intégrante de son « soft power » et qui a permis que la victoire diplomatique du 10 décembre ne soit que très marginalement mise en équation avec les sentiments pro-palestiniens de la grande majorité des Marocains.

À chacun ses intérêts et ses priorités donc. Celles d'un Donald Trump en fin de cycle étaient de conclure son mandat sur un succès diplomatique susceptible – le poids du lobby pro-israélien aux États-Unis étant ce qu'il est – de faciliter la reprise de ses affaires une fois sorti de la Maison-Blanche. Celles du roi Mohammed VI, d'obtenir une reconnaissance décisive de la validité de ce que les Marocains considèrent comme une cause nationale. Même si rien n'est encore réglé sur le fond, le Sahara vaut bien un exercice de realpolitik. ■

L'année du buffle de métal

Sur cette planète fragmentée que le nivellement de la mondialisation n'a pas aplatie, les calendriers enfouis continuent d'induire une approche différente de la durée. Pour les Chinois, 2021 c'est l'an 4719, celui du buffle de métal succédant à celui du rat. Une année faste. Quelque part entre janvier et avril, Xi Jinping a prévu de proclamer l'éradication totale de la grande pauvreté et l'avènement d'une « société modérément prospère ». Le 1^{er} juillet, le Parti communiste chinois et ses quatre-vingt-dix millions d'adhérents célébreront le centième anniversaire de la plus grande formation politique au monde. Fin septembre ou début octobre, Xi Jinping sera à Dakar pour y coprésider avec Macky Sall le 8^e Focac, ce Forum sur la coopération sino-africaine dont le niveau de participation relègue le sommet Afrique-France au rang de comice préfectoral. Entre-temps, Pékin aura fait définitivement oublier son rôle dans l'apparition et la propagation de la pandémie de Covid-19 en déployant sur le continent une diplomatie du vaccin (après celle du masque), le numéro un chinois ayant annoncé que les pays africains bénéficieraient de conditions avantageuses pour la distribution massive de doses made in China. Plus que jamais en 2021, le plus lourd créancier bilatéral de l'Afrique, celui qui détient les clés des renégociations de la dette, continuera d'investir dans les infrastructures et les télécoms. Pour le plus grand bénéfice de ses quelque dix mille entreprises de

toutes tailles implantées de Tanger au Cap et à la grande satisfaction de la plupart des dirigeants africains, qui estiment que le temps des remontrances et des injonctions, émanant d'un Occident oublieux de la façon avec laquelle il a imposé ses propres valeurs au long des siècles, est révolu.

Un monde multipolaire

Certes, la dette chinoise tient à la gorge les débiteurs africains. Certes, des eaux sénégalaises aux mines congolaises, les chalutiers et les creuseurs chinois ne sont pas les derniers – et souvent les premiers – à racler les fonds marins et à polluer

LES DIRIGEANTS AFRICAINS L'ONT BIEN COMPRIS: AUTANT SE RANGER DERRIÈRE CELUI QUI, COMME AU JEU DE GO, A SU LES CONQUÉRIR EN Y METTANT LES FORMES.

sols et rivières. Mais qui osera le leur dire? Quel pays du continent oserait à l'ONU protester contre la politique que mène la Chine à Hong Kong ou au Xinjiang? Aucun. Les dirigeants africains l'ont bien compris: dans ce monde multipolaire où l'Occident a perdu le monopole de la narration du bien et du mal, autant se ranger derrière celui qui, comme au jeu de go, a su les conquérir en y mettant les formes. ■



PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE

Depuis 1970, MSC investit en Afrique : équipes locales dans plus de 40 pays, solutions de transport et de stockage, infrastructures de pointe. Nos 50 services maritimes hebdomadaires connectent les entreprises africaines aux marchés du commerce international.

[msc.com/africa](https://www.msc.com/africa)

MOVING THE WORLD, TOGETHER.



SOMMAIRE

3 **Éditorial** par François Soudan

PROJECTEURS

- 8 **L'homme du mois** Félix Tshisekedi, chef de l'État congolais
- 10 **Dix choses à savoir sur...** Yoweri Museveni, chef de l'État ougandais
- 12 **Le match** Macky Sall vs Ousmane Sonko
- 14 **2021 dans le viseur de Glez**
- 18 **Confidences de...** Djaili Amadou Amal, romancière
- 20 **2020 dans le texte**
- 24 **Secrets d'Histoire** Comment la CIA a eu la peau de Lumumba
- 30 **Esprits libres**

ÉVÉNEMENTS

- 36 **Politique** Élections en série
- 40 **Tribune** Pour une démocratie des communautés
- 42 **Économie** 21 idées qui vont changer l'Afrique en 2021
- 48 **Tribune** Le crépuscule des oppositions
- 50 **Tunisie** Mohamed Bouazizi, mort en vain
- 53 **Tribune** De quoi « islamisme » est-il vraiment le nom ?
- 54 **Musique** Il faut rendre à Manu...
- 56 **Égypte** Mahmoud al-Sissi, l'ombre de son père
- 58 **Tribune** Panne africaniste
- 60 **Turquie** Interview de Mevlüt Çavuşoğlu, ministre des Affaires étrangères

OBJECTIF TOGO

- 64 **Politique** Changement de style

DOSSIER SÉCURITÉ

- 96 **Stratégie** Comment les grands groupes se protègent

TENDANCES

- 112 **Interview** Christiane Taubira
- 118 **Tribune** États de non-droit
- 120 **Audiovisuel** Afrique, terre de pirates

126 **L'infographie** Nucléaire: l'engouement africain aiguise les appétits

128 **Tribune** Et si on en finissait avec l'évasion fiscale ?

130 **Entreprises** OCP, goodbye America ?

133 **Médias** En kiosque... De Soumaila Cissé à Henry Kissinger

134 **Tribune** Les territoires insoupçonnés du jihadisme africain

138 **Loisirs** Le jeu vidéo prend des couleurs

140 **Tribune** Les couleurs de l'après-Trump

145 **Tribune** Covid-19: une chance pour le Sahel ?

INTERNATIONAL ITALIE-AFRIQUE

148 **Diplomatie** Renaissance italienne en Afrique

150 **Entretien** avec Luigi Di Maio, ministre des Affaires étrangères

154 **PME** Un secteur privé qui a tout à gagner

157 **Armateurs** Les frères de la côte

GRAND FORMAT GABON

159 **Retour aux fondamentaux**

FICHES PAYS

209 **54 États à la loupe**

VOUS & NOUS

282 **Post-scriptum**

*La rédaction de Jeune Afrique
et tous ceux qui participent
à son élaboration vous
présentent leurs meilleurs vœux
pour cette nouvelle année.
Prenez soin de vous
et de vos proches.*

209
54 ÉTATS
À LA LOUPE

211
Afrique du Nord

219
Afrique de l'Ouest

235
Afrique centrale

257
Afrique australe

245
Afrique de l'Est

269
Océan Indien

jeuneafrique

Fondateur:
Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par
Jeune Afrique Media Group
Siège social:
57 bis, rue d'Auteuil - 75016 Paris
Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200969
Courriel:
redaction@jeuneafrique.com

Directeur général:
Amir Ben Yahmed

Vice-présidents:
Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur de la publication:
Marwane Ben Yahmed
mb@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe
de Jeune Afrique
sont à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/
qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements

Ventes: +33 (0)144301823
Abonnements:
Service abonnements Jeune Afrique,
56, rue du Rocher 75008 Paris
Tél.: +33 (0)14470474
Courriel:
abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité

DIFCOM
(Agence internationale pour la
diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale
de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris
Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200823
+33 (0)144301986
Courriel: regie@jeuneafrique.com



Imprimeur: Siep - France
Commission paritaire: 1023/80822
Dépôt légal:
à parution ISSN 1950-1285

YOUR REFERENCE PARTNER IN WEST AFRICA*

* VOTRE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE
EN AFRIQUE DE L'OUEST

**>>> VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT®
POUR VOUS ACCOMPAGNER SUR VOS PROJETS :
MINES | CONSTRUCTION & INFRASTRUCTURES
ENERGY, MANUFACTURING & SERVICES.**

+ 50 000^{m2}
d'Installations

Un Réseau de
+ 2 000
Collaborateurs



2 Centres de
Reconditionnement
de Composants

+ 1 600
Modèles suivis

Un parc actif de
23 000
Équipements



1 Centre
de Formation
Régional



WWW.JADELMAS.COM

Conception : redolphe.letreux.com

LET'S DO THE WORK.™

© 2021 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillage commercial «Power Edge» ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

JA Delmas



PROJECTEURS

L'HOMME DU MOIS

Félix Tshisekedi

Le premier jour du reste de son mandat

En annonçant la rupture de la coalition qu'il formait avec Joseph Kabila, le chef de l'État congolais a ouvert une nouvelle page de son quinquennat. Et lancé le sprint pour 2023.

ROMAIN GRAS

Torse bombé, épaules sorties, démarche d'haltérophile, Félix Tshisekedi remonte d'un pas assuré le tapis rouge du Palais de la nation. Le président congolais en a conscience, le discours qu'il vient de livrer, le 6 décembre 2020, marque un tournant. Après deux années – vingt-trois mois exactement – d'une cohabitation laborieuse avec le Front commun pour le Congo (FCC), il vient de mettre un terme à l'alliance politique qui l'unissait à son prédécesseur, Joseph Kabila.

Parmi les conseillers du chef de l'État, l'ambiance est à la fête. « Pas de reculade ni de surplace ! » se réjouit l'un d'eux sitôt l'allocation terminée. Pour le camp Tshisekedi, qui n'a jamais vraiment accepté cette union, la rupture est un soulagement.

Loin de l'optimisme affiché lors de son premier discours sur l'état de la nation, prononcé en 2019, le président congolais a dressé, en cette fin d'année 2020, un bilan sévère, allant jusqu'à attribuer la responsabilité exclusive de cet échec au FCC : « Les efforts que j'ai déployés, les sacrifices que j'ai consentis et les humiliations que j'ai tolérées n'ont pas suffi à faire fonctionner harmonieusement cette coalition », a-t-il lancé devant le Congrès, sous les hourras de ses partisans.

Longtemps pourtant, le président s'est contenté de saluer les « acquis » de cette alternance pacifique qui lui a permis d'arriver au pouvoir, minimisant autant que possible les

tensions qui jalonnaient son quotidien. Il y a bien eu des alertes et des mises en garde entre les deux camps. Le FCC a agité à plusieurs reprises la menace d'une cohabitation, et Félix Tshisekedi, celle d'une dissolution du Parlement. Mais aucun des deux partenaires n'était jusqu'à présent passé à l'acte.

Pourquoi Félix Tshisekedi a-t-il franchi le pas ? « Il y a eu un déclin psychologique, il a avalé trop de couleuvres », assure l'un de ses proches. Dans son entourage, chacun y va de son analyse sur ce qui a constitué le point de non-retour. Pour l'un de ses conseillers, « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase » a été l'enténérement surprise de la nomination de Ronsard Malonda à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) par l'Assemblée nationale, alors dirigée par Jeanine Mabunda (FCC). Pour un autre, c'est la polémique autour de la prestation de serment des nouveaux juges de la Cour constitutionnelle qui a achevé de le convaincre que l'heure était venue de tourner la page.

Cohérence

Si elle n'est sans doute pas la conséquence d'un seul événement, la rupture de la coalition est surtout une étape dans le bras de fer entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila, le premier étant bien décidé à inverser le rapport de force en sa faveur et à se défaire de l'image de dirigeant sans marge de manœuvre qui était la sienne.

Car, depuis le début de son mandat, Félix Tshisekedi se heurte à une réalité. Contrairement à ses prédécesseurs, son parti n'est pas majoritaire au Parlement, et il ne dispose pas de tous les pouvoirs. Par le biais de nominations surprises dans l'armée et dans la magistrature, il a bien tenté de reprendre la main, mais il a souvent dû batailler pour remporter des victoires.

Encouragé par certains de ses partenaires, dont les États-Unis, Félix Tshisekedi a donc franchi un pas important dans cette quête d'émancipation. Son choix a d'ailleurs été rapidement validé par un premier succès avec la chute, le 10 décembre, du bureau de l'Assemblée nationale, dirigé par Jeanine Mabunda, une proche de Joseph Kabila. Une destitution rendue possible par le fait que de nombreux députés FCC ont voté contre leur propre camp (plusieurs caciques de cette plateforme ont dénoncé un coup d'État institutionnel et évoqué la corruption de certains élus).

L'objectif, pour le président, est désormais de confirmer cette

CERTAINS DES NOUVEAUX ALLIÉS DU PRÉSIDENT POURRAIENT BIEN DEVENIR SES ADVERSAIRES DANS LES URNES.



À Kinshasa,
le 5 septembre 2019.

la rupture avec Kabila et dit adhérer à « l'union sacrée » qui se forme autour du chef de l'État, il a aussi pris soin de réaffirmer son appartenance à l'opposition et de souligner que « le bilan en 2023 sera uniquement celui de Tshisekedi ».

Autre poids lourd à avoir apporté son soutien à l'union sacrée, Jean-Pierre Bemba a, depuis plusieurs mois, choisi la discrétion. Comme Katumbi, il veut isoler Kabila. Empêché en 2018 de se présenter à la magistrature suprême en raison de sa condamnation par la Cour pénale internationale (CPI) pour subornation de témoin, le chef du Mouvement de libération du Congo (MLC) est lui aussi en faveur des réformes. Mais, bien qu'occupé à restructurer son parti, il n'a pas non plus donné d'indications sur ses intentions pour 2023.

« Euphorie »

« Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi peuvent tous les deux nourrir des ambitions personnelles, et il sera intéressant de voir jusqu'où ils seront prêts à s'investir à long terme dans un gouvernement d'union sacrée », résume un diplomate en poste à Kinshasa. « L'euphorie va vite passer. Qui peut croire la parole de quelqu'un qui a trahi ses partenaires autant de fois », tacle un proche de Joseph Kabila.

Entre Tshisekedi et ses nouveaux alliés venus d'un bout à l'autre de l'arène politique, l'heure est en tout cas aux grandes tractations autour des postes à pourvoir, à l'Assemblée ou au gouvernement. Le chef de l'État va devoir se montrer fin tacticien s'il veut harmoniser les positions de ses nouveaux partenaires tout en gardant un œil sur son ancien allié. Kabila a souvent été loué pour ses qualités de stratège. Face au démembrement de sa majorité et aux tensions au sein de sa plateforme, il a jusque-là privilégié le silence. Mais pour combien de temps encore ? ■

nouvelle majorité avec l'élection d'un nouveau bureau à la chambre basse. S'il y parvient, Tshisekedi pourra alors accentuer la pression sur son Premier ministre FCC, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, qui a certes refusé de démissionner mais sera alors sous la menace d'une motion de censure de l'Assemblée. Dernier étage de la fusée : en cas de départ d'Ilunga, Tshisekedi s'éviterait la contrainte du contre-seing qu'exige la Constitution pour nommer un informateur. Il pourrait aussi former plus librement son futur gouvernement.

« Félix Tshisekedi obtiendra très certainement cette majorité, estime un député proche de Moïse Katumbi. La question sera surtout celle de la cohérence de ce nouvel attelage. » De fait, même si la dynamique actuelle

semble jouer en faveur de ce coup de billard à trois bandes, Félix Tshisekedi devra avancer avec précaution. Son objectif – clairement assumé par son entourage – est de briguer un second mandat en 2023. Or, certains des nouveaux alliés qui le rejoignent pourraient être ses adversaires dans les urnes.

Moïse Katumbi, qui a officiellement lancé son parti Ensemble pour la République, est l'un d'eux, même s'il n'a pas encore levé le voile sur ses ambitions pour les prochaines élections. Entre l'ancien gouverneur du Katanga et le chef de l'État, les canaux de discussions n'ont jamais été bloqués. Mais l'incertitude politique actuelle incite Moïse Katumbi à montrer une certaine prudence dans son positionnement. S'il a encouragé

KAY NIEFELDZUMA PRESSZUMA/REA

10 choses à savoir sur...

YOWERI MUSEVENI

À 76 ans, dont trente-quatre au pouvoir, le chef de l'État ougandais s'apprête à briguer un sixième mandat le 14 janvier. Et il s'est assuré de ne laisser qu'une chance infime à ses adversaires.

1 « PRÉSIDENT POUR TOUJOURS »

C'est le slogan que Yoweri Museveni s'était choisi lors de la précédente élection, en 2016. Peu enclin à prendre sa retraite, il a fait sauter le verrou constitutionnel des deux mandats en 2005, puis supprimé en 2017 la limite d'âge pour briguer la magistrature suprême, alors fixée à 75 ans.

2 MZEE

Arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1986, Museveni a su raviver l'éclat de la « perle de l'Afrique », terni par des années de violence, en ramenant stabilité et croissance. Son armée parvient également à chasser du pays les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA, de Joseph Kony). Mais à 76 ans, le « Mzee » [le sage, en swahili] ne remporte plus l'adhésion d'antan, en particulier auprès de la jeunesse.

3 RWITABAGOMI

« Celui qui abat les plus têtus », en français. C'est le surnom de son fusil. La légende veut qu'il place son AK-47 sous son lit lorsqu'il dort. Formé à la guérilla dans le Mozambique des années 1970, Museveni a gardé le goût des treillis et de la discipline militaire. Il s'inspirera du Front de libération du Mozambique (Frelimo) pour créer son propre mouvement de résistance, la National Resistance Army (NRA), et sa branche politique, le National Resistance Movement (NRM), actuel parti présidentiel.

4 ANCIEN MARXISTE

C'est dans la Tanzanie socialiste de Julius Nyerere qu'il fait son apprentissage politique de 1967 à 1970, à l'Université de Dar es-Salaam.

Il y dirige alors un groupe d'étudiants de gauche, proche des mouvements de libération africains.

5 BON ÉLÈVE

Le jeune guérillero reniera par la suite ses idéaux politiques pour se soumettre aux contraintes libérales. Soutenu par les États-Unis qui louent la stabilité de l'Ouganda, il peut compter sur l'appui du FMI.

6 GENTLEMAN-FARMER

Museveni aime le rappeler, il est avant tout éleveur. Né en 1944 à Ntungamo, dans le sud-ouest du pays, il est placé sur une vache à sa naissance, comme il est d'usage chez les Bankyankole Bahima. Il aime à donner des nouvelles de son troupeau, dont chaque bête produirait, selon ses dires, près de 25 litres de lait par jour.

7 DYNASTIE

Son frère, Salim Saleh, général à la retraite, siège au Conseil national de sécurité. Sa femme, l'ancienne députée Janet Museveni, est ministre de l'Éducation et des Sports depuis 2016. Son fils Muhoozi Kainerugaba, lieutenant-général et numéro deux de l'armée, est soupçonné de vouloir lui succéder à la tête de l'État – ce qu'il dément.

8 VOISINAGE

Il entretient des relations en dents de scie avec son homologue rwandais Paul Kagame, auprès duquel il a pourtant combattu en Ouganda dans les années 1980. Leurs armées s'affrontent en juin 2000 à Kisangani (RD Congo). En août 2019, après des mois à s'accuser mutuellement de déstabilisation, les deux présidents signent un accord visant à apaiser leurs relations.

9 RÉPRESSION

Régulièrement accusé de vouloir museler ses adversaires, Museveni a fait passer en 2018 une taxe sur les réseaux sociaux jugée liberticide. La campagne présidentielle, marquée par le bras de fer qui l'oppose à Bobi Wine, a été émaillée de violences.

10 BOBI WINE

Bête noire du régime de Museveni, le député chanteur constitue une menace inattendue pour le chef de l'État. Fréquemment arrêté, le principal candidat de l'opposition sait que ses chances de l'emporter sont très minces.

MARIÈME SOUMARÉ



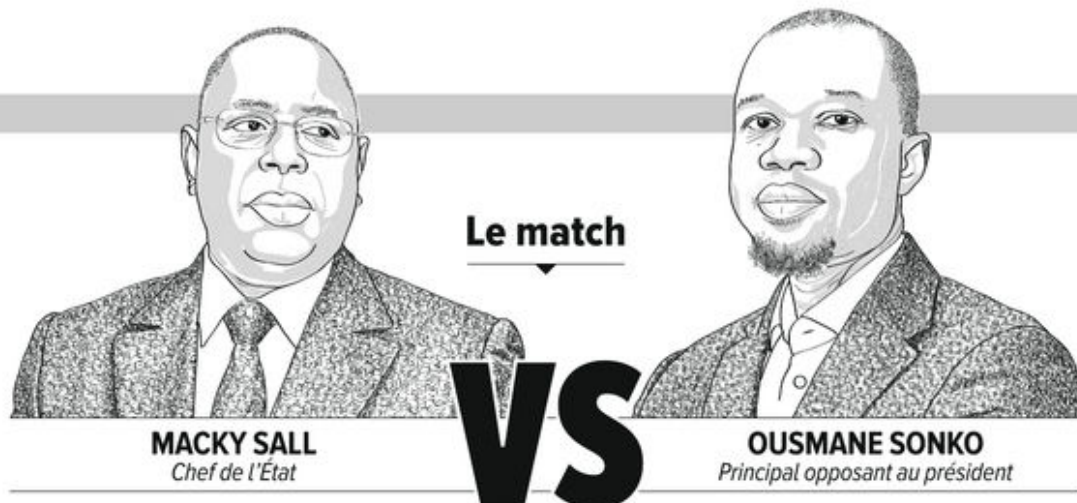
JIN LIMANG/SHUTTERSTOCK



L'exploration **nous éclaire sur la voie à suivre**

La recherche constante de l'innovation est un gage
d'éclairage pour le monde intelligent





MARIÈME SOUMARÉ

Il n'y a pas si longtemps, il n'était encore que cet inspecteur des impôts turbulent, qui s'était fait connaître en accusant le chef de l'État de « corruption » et de « viol de la Constitution et du code pétrolier ». C'était en 2016 et la sanction n'avait pas tardé à tomber : Ousmane Sonko était radié de la fonction publique par décret présidentiel pour « manquement au devoir de réserve ». Depuis, il a fait du chemin. Après avoir été élu député en 2017 et remporté 16 % des suffrages lors de la présidentielle de 2019, il est de fait devenu, à tout juste 46 ans, l'un des principaux opposants au président. Voire l'un des derniers.

Avec le remaniement du 1^{er} novembre dernier, Macky Sall a porté l'estocade à une opposition déjà fragilisée par la mise hors-jeu de Karim Wade, du Parti démocratique sénégalais (PDS), et de l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall – tous deux inéligibles. Idrissa Seck, arrivé deuxième à l'issue du dernier scrutin présidentiel, et Oumar Sarr, transfuge du PDS, ont tous deux rallié la majorité. Dans le clan de Macky Sall, certains ne font pas mystère de leur désir de voir l'opposition entièrement engloutie dans la machine BBY (Benno Bokk Yakaar).

Pour gouverner plus « confortablement » et sans contestation, et préparer au mieux la présidentielle de 2024, à laquelle il ne peut participer selon la Constitution, le président n'a pas hésité à se séparer de plusieurs de ses plus proches ministres. « Il a toujours voulu éviter un combat des chefs, explique l'un de ses conseillers. Il a eu le courage de couper des têtes pour éviter que le travail du gouvernement ne soit parasité. » « On allait droit vers une cacophonie et une guerre fratricide, renchérit un observateur de la vie politique sénégalaise proche du président. Il fallait clarifier la situation. »

En écartant ces « ambitieux », Macky Sall s'est aussi rapproché de personnalités à l'ancrage territorial marqué : Idrissa Seck à Touba, Oumar Sarr à Dagana et Aïssata Tall Sall dans le Fouta pourraient renforcer sa coalition lors des prochaines élections locales. « Il n'est jamais bon pour un président en fin de mandat d'être minoritaire dans les collectivités », assure son conseiller. Une stratégie qui « relève de la politique à l'ancienne », tacle un cadre déçu de l'Alliance pour la République (APR, parti présidentiel) pour qui « coopter un chef de parti n'équivaut pas à coopter ses bases ».

Une ligne radicale et constante

Ousmane Sonko, lui, se veut confiant. Mieux, il se satisfait de découvrir le « vrai visage » d'opposants qui – selon lui – n'en étaient pas ou plus. Le député « patriote », arc-bouté sur sa position antisystème, assume de porter seul, ou presque, la contestation contre le régime de Macky Sall. Agitateur pour les uns, tribun pour les autres, il a su trouver son public et son électorat en un temps record. Et revendique une ligne radicale et constante. « Les Sénégalais en ont assez des acteurs politiques versatiles, qui changent de camp au gré de leurs intérêts », confiait-il à *Jeune Afrique* en novembre. Un constat partagé par un ancien compagnon de route de Macky Sall. « Ce serait un danger de penser que déstructurer l'opposition est un moyen de gagner des élections, car l'opposition est un canal qui permet de rassembler la frustration des populations. Sans interlocuteurs, le débat se joue entre le pouvoir et la rue, analyse notre source. L'opposition, c'est comme l'eau qui coule. Si vous l'empêchez de passer d'un côté, elle finira toujours par couler ailleurs. » 



Nous savons nous y prendre en matière de finance **en Afrique**

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.

2021 dans le viseur de GEL



Présidentielles Concours de longévité

Au pouvoir depuis respectivement 1986 et 1990, Yoweri Museveni et Idriss Déby Itno remettront leur mandat en jeu en cette année 2021, le 14 janvier pour l'Ougandais et le 11 avril pour le Tchadien. Au concours de la longévité, ils ne sont devancés, en Afrique, que par l'Équato-Guinéen Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, le Camerounais Paul Biya et le Congolais Denis Sassou Nguesso. C'est aussi en 2021 que ce dernier organisera une présidentielle.

Doit-on parler avec les jihadistes ?

« Négocier avec les terroristes ? » : sur toutes les lèvres en 2020, année de putsch au Mali et d'élections au Niger et au Burkina, la question de la sécurité dans le Sahel devra trouver une réponse en 2021. Et, pendant que se déroulent les débats politiques, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Boko Haram ou encore les Shebab continuent d'endeuiller le continent...



Eco Sursis pour le franc CFA

Annoncé pour 2020, le lancement de la nouvelle monnaie ouest-africaine inspirait du scepticisme tant les tâches à accomplir autour de sa naissance étaient herculéennes : création d'une banque centrale, choix du régime de change, fabrication des pièces et des billets, débat sur les critères de convergence ou encore adaptation des systèmes informatiques. Et la pandémie de Covid-19 est arrivée... Pas certain donc que l'eco voie le jour en 2021.

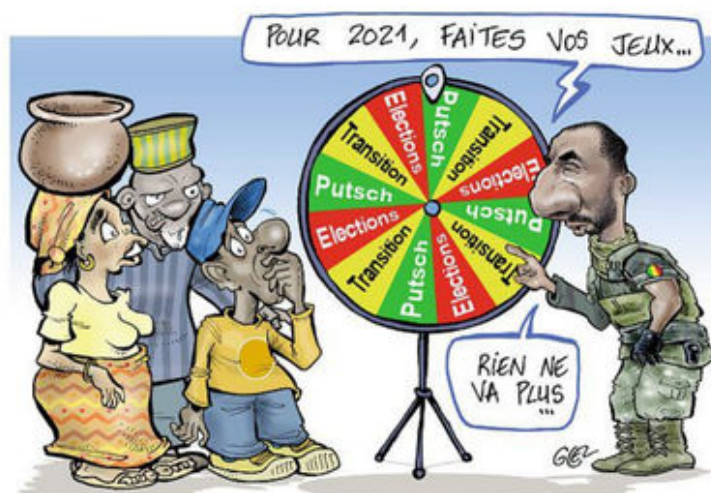


Africa2020 Le continent vu de France

Lancée par le président français, Emmanuel Macron, la saison Africa2020 a bien failli être rebaptisée Africa2021 pour cause de pandémie. L'événement a tout de même débuté en décembre 2020 et se déroulera jusqu'à la mi-juillet. Il met à l'honneur les 54 États du continent, avec les agents du changement, dans les domaines des arts, des sciences, des technologies, de l'entrepreneuriat, de l'économie et de l'éducation.

Algérie Hirak entre sursaut et essoufflement

Après la démission d'Abdelaziz Bouteflika et l'investiture d'Abdelmadjid Tebboune, en 2019, un référendum constitutionnel et la raréfaction des manifestations populaires en raison du Covid-19, le Hirak algérien est en quête d'un nouveau souffle. L'année 2021 sera-t-elle celle du sursaut ? Ou celle de l'assouplissement durable d'un mouvement de contestation insatisfait ?



Mali Vers un apaisement ?

Dans un Mali qui en est à son quatrième coup d'État depuis son indépendance, et malgré l'euphorie provoquée par le renversement d'Ibrahim Boubacar Keïta, l'année 2020 s'est achevée sur un parfum de désillusion, notamment après la composition du Conseil national de transition (CNT). L'année 2021 sera-t-elle le pont entre un enlèvement et un renouveau électoral, avec l'avènement d'un régime civil promis en 2022 ?



Épidémies S'il n'y avait que le Covid-19...

À l'issue d'une année marquée par la pandémie de coronavirus, le continent, qui représente 15,5 % de la population mondiale, n'a déploré qu'environ 3,5 % des décès liés au Covid-19. En 2021, l'Afrique devra pourtant affronter des maladies souvent plus meurtrières, comme le paludisme, la rougeole, Ebola, le choléra, la tuberculose, le VIH ou la typhoïde. Et devra rester prudente... avec toutes sortes de gestes barrières.

Abiy Ahmed De paix lasse ?

Prix Nobel de la paix en 2019, chef de guerre en 2020, quel visage offrira le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed en 2021 ? Inspirera-t-il des remords au comité norvégien qui lui a décerné la haute distinction pour son accord de paix avec l'Érythrée voisine et ses réformes démocratiques ? Fera-t-il oublier au contraire la campagne militaire déclenchée contre la région dissidente du Tigré ?



Économie Afrique 2021 2.0 ?

Le continent prendra-t-il en marche le train de l'économie digitale, accéléré à l'échelle du monde, par la pandémie récente ? Pionniers en mobile banking, les élites d'Afrique planchent sur la poursuite de la digitalisation, le développement de la connectivité, la découverte du télétravail ou encore la perception des impôts par voie électronique. Objectif : une « Afrique digitale unifiée »...





Message du Fonds OPEP pour le développement international

Janvier 2021 marque le 45^e anniversaire du Fonds OPEP. Notre mandat est de contribuer aux efforts de développement de nos pays partenaires, tout en renforçant les communautés ciblées. Depuis 1976, nous accompagnons les avancées socio-économiques en Afrique, où nous avons investi plus de 11 milliards de dollars des États-Unis en soutien à des opérations dans 53 pays.

Nous intervenons rapidement et avec efficacité pour répondre aux besoins essentiels et prioritaires des populations, particulièrement les plus démunies.



En 2020, la lutte contre la pandémie de COVID-19 a ainsi été une préoccupation majeure. Le Bénin a bénéficié dans ce cadre d'un prêt de 15 millions de dollars pour le renforcement de ses capacités de traitement de la pandémie et l'équipement de 17 laboratoires.



Pour assurer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus de ses agriculteurs, le Sénégal a obtenu un prêt de 20 millions de dollars. Alliant production agricole et processus écologiques, le projet parrainé par la Banque africaine de développement générera environ 28 000 emplois ruraux en privilégiant les femmes et les jeunes.

Conscients du rôle essentiel que le secteur privé est appelé à jouer pour combler le déficit de financement annuel des Objectifs de développement durable, la moitié de toutes nos opérations en faveur du secteur privé et de financement du commerce stimulent le commerce, renforcent les infrastructures et facilitent l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME) sur le continent africain.



Avec pour objectif de dynamiser les échanges commerciaux ainsi que le secteur des PME, deux prêts de financement du commerce ont été octroyés à la Coris Bank International (CBI) - première banque du Burkina Faso maintes fois primée et important bailleur de fonds des PME - pour soutenir son expansion régionale.



Nos équipes publiques et privées œuvrent de concert pour permettre au Mozambique de concrétiser sa Stratégie nationale d'efficacité énergétique. Un appui au secteur privé de 50 millions de dollars (sous réserve de conclusion) financera la construction d'une centrale thermique, tandis qu'un prêt de 36 millions de dollars au gouvernement finance une ligne de transmission connexe majeure.

Le Fonds OPEP continue d'être au service de l'Afrique, pour le bénéfice de ses populations.

Qui sommes-nous

Le Fonds OPEP est une institution multilatérale de financement du développement ayant coopéré à ce jour avec 135 pays partenaires pour stimuler la croissance économique et le progrès social dans les pays à revenu faible et intermédiaire.



P.O. Box 995
1011 Vienna, Austria
www.opecfund.org

Djaïli Amadou Amal

Prix Goncourt des lycéens en France pour son roman *Les Impatientes*, l'auteure camerounaise vient de rentrer au pays. Romancière remarquée, elle est aussi une féministe de terrain.



NICOLAS WESSYAS/SIPA

PROPOS RECUEILLIS PAR CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

Jeune Afrique: Quel destin imaginez-vous encore pour *Les Impatientes*, déjà multiprimé?

Djaïli Amadou Amal: Il va vivre sa vie. Le plus important est qu'on le lise, que les gens soient sensibles à la cause des femmes – c'est le sujet abordé – et qu'ils la fassent avancer. Nous avons déjà reçu des propositions de traduction en plusieurs langues. Déjà, le Choix Goncourt de l'Orient ouvre automatiquement la voie à une traduction en langue arabe.

En tout cas, les récompenses remportées par *Les Impatientes* sont bien la preuve que les maisons d'édition africaines se débrouillent plutôt bien. Avec des initiatives telles que le Prix Orange du livre en Afrique, elles deviendront sans doute plus compétitives sur le marché et mettront davantage de moyens pour identifier les talents prometteurs. Aujourd'hui, *Munya*, les larmes de la patience, la version africaine des *Impatientes*, s'arrache. Subventionnée, elle reste

en vente dans les librairies d'Afrique subsaharienne au prix abordable de 3 000 F CFA [4,50 euros]. Quant à Proximité, la maison editrice, elle voit ses ventes s'envoler.

Vous êtes considérée comme une romancière féministe. Y a-t-il une manière africaine d'être féministe?

J'écris des romans engagés, qui éclairent sur la condition peu enviable des femmes du Sahel tout en essayant de trouver des solutions sur le terrain. Le féminisme dont je me réclame exige que l'on se concentre sur les fondamentaux, sans brutalité ni vulgarité : l'égalité hommes-femmes, l'accès à l'éducation pour les filles, la lutte contre les violences. J'ai du mal à m'identifier à des femmes qui revendiquent le droit de ne pas porter de soutien-gorge ou de se mettre en minijupe. Dans la région du Grand Nord, dont je suis originaire, certains parents privent leurs filles d'école parce que les jupes des uniformes y seraient trop courtes.

Ils ont face à eux des directeurs d'établissement tout aussi inflexibles, qui imposent le respect d'une longueur réglementaire. Mon rôle est de persuader ces derniers de laisser les jeunes filles rajouter quelques centimètres à leurs jupes, l'essentiel étant qu'elles échappent aux mariages forcés grâce à l'école.

Des Camerounaises ont récemment défilé à moitié nues devant le domicile de l'opposant Maurice Kamto, assigné à résidence...

Cette démarche va à l'encontre des valeurs africaines. A-t-on besoin de se déshabiller pour se faire entendre? Elles attirent les voyeurs et ne font aucunement avancer leur cause. Le dispositif policier devant le domicile de Maurice Kamto n'a pas été levé parce qu'elles se sont dévêtues.

Les Africaines sont-elles suffisamment féministes? Luttent-elles assez pour leurs droits?

Elles s'activent de plus en plus. Être féministes, c'est briser ces verrous qui nous emprisonnent mentalement. Les femmes ne seront jamais totalement libérées tant qu'elles resteront persuadées qu'elles ne peuvent s'épanouir que dans le mariage, qu'il est normal qu'à compétences égales elles soient moins rémunérées que leurs collègues hommes, que les promotions canapé sont inévitables. Il leur faut prendre conscience de leurs difficultés et s'unir pour les affronter. D'autant que les violences faites aux femmes sont perpétuées par ces dernières elles-mêmes. Ce sont elles qui persuadent les plus jeunes d'accepter les époux qu'on leur impose, qui les exhortent à la soumission, qui infligent des violences psychologiques à leurs belles-filles... Je rêve d'une nouvelle façon d'éduquer tant les filles que les garçons. ■



PHILIPPE LE ROCH
Responsable des financements
export Afrique à la Société Générale



MOHAMED EL FADEL KANE
Directeur marchés financiers
et financements structurés Afrique
subsaharienne à la Société Générale

L'AFRIQUE EST UNE PRIORITÉ DE NOTRE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Quelle est votre vision de la problématique des infrastructures en Afrique subsaharienne ?

PHILIPPE LE ROCH. Le plan stratégique « Transform to Grow » du groupe Société Générale fait de ses activités africaines un des piliers de la croissance du Groupe. C'est ainsi qu'est née l'initiative « Grow with Africa » qui a vocation à contribuer collectivement au développement durable de l'Afrique. Le groupe a identifié quatre axes de développement, dont le financement des infrastructures.

Comment intervenez-vous dans le financement des infrastructures ?

PHILIPPE LE ROCH. Nous intervenons dans ces projets à trois niveaux complémentaires. Le groupe a une présence solide et historique en Afrique avec 17 filiales de banque universelle. Il y a 5 ans, nous avons créé des plateformes de financements structurés (SFG), basées à Abidjan, Alger et Casablanca, afin d'élaborer des solutions de financement pour nos clients en Afrique. Enfin, les équipes basées à Paris ont un savoir-faire et une longue expérience du continent africain en matière de financements structurés, notamment en financement export.

MOHAMED EL FADEL KANE. Nos filiales en Afrique subsaharienne sont leaders sur leurs marchés respectifs. Cette présence solide nous permet de bien connaître le contexte et

les acteurs locaux. Nous sommes ainsi en mesure de bien identifier les projets d'infrastructures. Cet enracinement dans les pays nous permet également d'assurer le suivi de l'exécution des projets.

Quelle est votre « valeur ajoutée » ?

PHILIPPE LE ROCH. Notre dispositif est unique : nous offrons à nos clients à la fois la puissance d'un réseau, avec une connaissance intime des économies locales, et l'expertise reconnue d'un grand groupe international, notamment en matière de structuration de projet et de financement.

MOHAMED EL FADEL KANE. Nous avons une grande expérience des financements multisources, combinant un prêt en devises et une tranche en monnaie locale, à des taux d'intérêt compétitifs, sur des durées qui peuvent être longues (10-12 ans par exemple). Ces solutions sont très intéressantes pour nos clients car elles contribuent à réduire le risque de change et offrent des différés de remboursement avantageux qui allègent leur trésorerie. Et par ailleurs, la stratégie globale de Société Générale s'appuie sur une ambition RSE qui pose la « Contribution au développement durable de l'Afrique » comme un axe majeur. Nous veillons à ce que tous les projets que nous finançons intègrent les critères environnementaux, sociaux et de lutte contre le changement climatique. •

CÔTE D'IVOIRE : LA FINANCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2025, environ 30 % de la consommation quotidienne en eau d'Abidjan sera alimentée par une nouvelle usine d'eau potable. PFO AFRICA, société ivoirienne spécialisée dans la construction et les travaux publics et maître d'ouvrage du projet, a signé un accord de partenariat stratégique avec VÉOLIA AFRICA. Le projet prévoit la construction d'un réseau de canalisations (28 km) ainsi que deux châteaux d'eau (5 000 m³ chacun).



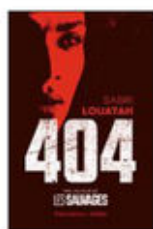
Chantier de construction de la future usine d'eau potable.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a arrangé le financement de la construction de ce projet de 253 millions d'euros. Celui-ci comprend un crédit acheteur libellé en euros et bénéficiant de la garantie de BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT. La plateforme de financements structurés d'Abidjan est intervenue en qualité de chef de file mandaté et agent de la tranche en francs CFA, avec le soutien de **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Côte d'Ivoire** et **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Burkina Faso**. Grâce à cette transaction, **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** a remporté en juin 2019 le prix TFX de la meilleure opération durable soutenue par une agence de crédit à l'exportation (ECA) de l'année.

En savoir plus sur l'initiative Grow with Africa sur www.societegenerale.africa

2020 dans le texte

C'est peu dire que l'année écoulée n'a pas été simple. Pour beaucoup, la lecture a représenté un exutoire de leur frustration pendant le confinement. Si vous les avez manqués, voici une sélection des livres les plus marquants pour attaquer 2021 du bon pied.



404,
de Sabri Louatah,
Flammarion, 368 pages,
21 euros

Le titre du roman est *404*, le nom du vieux modèle Peugeot, et il aurait pu s'appeler Testarossa, en référence à la Ferrari. Du rythme, du rythme, du rythme tout au long de ce thriller captivant qui se lit comme on dévore une série télévisée. Dans un futur proche, les Mirages, des vidéos impossibles à distinguer de la réalité, sont diffusées sur les réseaux sociaux. L'une de ces fake news, mettant en scène le président algérien en train de violer la candidate à la présidentielle française, fait basculer le scrutin. Comme dans son œuvre précédente, la tétralogie *Les Sauvages*, Sabri Louatah ausculte l'identité française là où ça fait mal : dans ses rapports avec les Arabo-musulmans. Une dystopie dont l'actualité ne cesse de valider les sombres augures. Demain n'est pas loin...

MABROUCK RACHEDI



LA PART DU SARRASIN,
de Magyd Cherfi, Actes Sud,
432 pages, 22 euros

Magyd Cherfi n'est jamais là où on l'attend. C'est peut-être ce qui fait de lui un homme et un artiste si précieux. Le chanteur de Zebda s'est réinventé depuis quelques livres en écrivain, mais, dans ses jeunes années, il surprenait déjà, comme il l'évoque dans *La Part du Sarrasin*, deuxième volet d'un récit

autobiographique commencé avec *Ma part de Gaulois*. On le retrouve ici quatre ans après le bac. Il fait du rock quand ses copains ne jurent que par le rap. Il se voit Français quand tout le monde le renvoie à ses racines maghrébines. Lecteur de Zola, adorateur de Léo Ferré, « le Madge » croit en l'idéal républicain... quand la République ne croit pas aux jeunes de son espèce. Cet ancien gosse de la banlieue toulousaine ne se fait pas d'illusion en voyant arriver la gauche au pouvoir et se dit offensé par la manière très froide dont le président François Mitterrand reçoit la délégation de la Marche des beurs. Cette quête identitaire est racontée avec verve par Cherfi dans un texte truffé de *punchlines*, mêlant argot et vocabulaire châtié. Toute une époque revit, dans sa complexité, et l'écrivain se confirme.

LÉO PAJON



**DES BAISERS
PARFUM TABAC**,
de Tayari Jones,
Presses de la Cité, traduit
par Karine Lalechère,
376 pages, 21 euros

Un homme marié à deux femmes, cela en fait une de trop aux yeux de la loi. James, polygame, se partage entre une famille officielle et une autre, qui vit dans son ombre. Dana, adolescente, est du mauvais côté de la barrière : elle est un secret. Tous ses choix – ses jobs d'été, les soirées où elle a le droit d'aller, sa future fac... – sont conditionnés par cette demi-sœur dans la lumière, qui, elle, ne connaît pas son existence. Quand

la vérité éclatera-t-elle ? Cette question est le fil tendu qui porte le dispositif narratif, subtil et efficace. Comme dans *Un mariage américain*, Tayari Jones a le génie de placer ses personnages au cœur de dilemmes inextricables. Ces situations dramatiques révèlent la nature humaine dans toute sa complexité.

MABROUCK RACHEDI



**UNE HISTOIRE
POPULAIRE
DU FOOTBALL**,
de Mickaël Correia,
La Découverte,
416 pages, 21 euros

En rédigeant *Une histoire populaire du football*, Mickaël Correia rappelle une évidence historique oubliée à l'heure du foot business : le sport collectif le plus regardé au monde est l'un des seuls à sortir tout droit des ateliers de la révolution industrielle anglaise plutôt que des bancs de l'université. Et les internationales ouvrières et anticolonialistes de la fin du XIX^e siècle ont autant contribué à sa notoriété que les exploits de ses plus grandes stars relayés en mondovision. Des premières équipes corpo ne restent aujourd'hui que quelques noms : Arsenal, West Ham, composées à leurs origines d'ouvriers et de dockers londoniens. Les tribunes du monde entier ont été sommées de s'assagir pour s'adapter au credo libéral d'un sport désormais lissé par l'argent. Ce qui n'empêche pas qu'un stade de foot reste un terrain de lutte politique, comme l'ont encore démontré les révolutions arabes de 2011, les

derniers événements en Algérie... et les prises de position antiracistes de certains joueurs.

OLIVIER CASLIN



RESTE AVEC MOI,
d'Ayòbámi Adébáyò,
traduit par Josette
Chicheportiche, J'ai Lu,
384 pages, 8 euros

Le titre du premier roman de la Nigérienne Ayòbámi Adébáyò pourrait laisser penser à une bluette vite lue et vite oubliée... Et pourtant ! Ce livre écrit par une jeune femme de 32 ans et qui vient de paraître en poche chez J'ai Lu révèle un écrivain de talent. Tout en racontant l'histoire d'amour entre Yejide et Akin avec poésie et crudité, la romancière brosse un portrait sans fard d'une société nigérienne où le poids des traditions et la domination masculine peuvent détruire jusqu'à l'intimité d'un couple. Parsemé de références à l'histoire du pays, *Reste avec moi* est une riche parabole sur l'impuissance du patriarcat nigérien, incapable de se remettre en question, incapable de renouveler ses critères de pensée et incapable d'enfanter un monde nouveau.

NICOLAS MICHEL



ALMA, LE VENT SE LÈVE,
de Timothée de
Fombelle, Gallimard,
400 pages, 18 euros

Avec *Alma, le vent se lève*, le romancier français Timothée de Fombelle propose le premier tome d'une trilogie consacrée à la traite négrière. Jeune ou moins jeune, le lecteur pourra suivre les aventures d'une jeune Oko, dont une partie de la famille a été enlevée par des marchands d'esclaves ; celles de Joseph, aventurier français embarqué à bord d'un navire négrier, et celle d'une foultitude d'autres personnages. Sans doute ce premier tome

était-il le plus dur à réussir, puisqu'il aborde la question polémique des enlèvements d'Africains par d'autres Africains pour le compte de marchands blancs qui ne prenaient pas le risque de s'aventurer dans les terres. Timothée de Fombelle franchit l'obstacle avec brio, porté par une écriture aussi poétique que subtile.

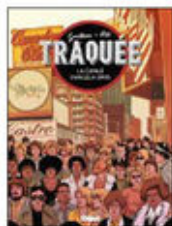
NICOLAS MICHEL



LES SABLES DE L'EMPEREUR,
de Mia Couto, traduit
par Elisabeth Monteiro
Rodrigues, Métailié,
672 pages, 25 euros

Trilogie réunie en un roman, *Les Sables de l'empereur* se lisent telle une saga où le devenir des personnages, leurs choix, les routes qu'ils vont emprunter, nous tiennent en haleine. Parmi les protagonistes, la jeune Imani vit sur un territoire disputé par les Portugais et par l'empereur Ngungunyane, qui cherche à les contrer. Interprète du soldat portugais Germano, Imani pénètre dans les arcanes du pouvoir colonial et en décrit les rouages. Prolifique écrivain mozambicain, Mia Couto nous entraîne au XIX^e siècle, déployant « une incursion dans un passé qui n'est pas passé et dans une géographie qui, parce qu'elle est africaine, l'intéresse par son universalité ». Agrémenté de lettres et de proverbes, le roman aborde par l'intime toute la complexité de l'Histoire. Une œuvre qui vient de recevoir le prix Jan Michalski 2020, doté de 50 000 francs suisses.

ANNE BOCANDÉ

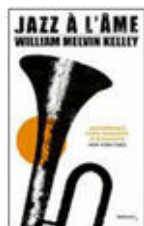


TRAQUÉE. LA CAVALE D'ANGELA DAVIS,
de Fabien Grolleau
et Nicolas Pitz,
Glenat, 152 pages,
20 euros

1970. Angela Davis intègre la liste des dix criminels les plus recherchés

du FBI pour son implication présumée dans une prise d'otages. Depuis plusieurs mois, le puissant Hoover s'emploie à neutraliser cette militante communiste, noire et féministe, « intersectionnelle » avant l'heure. L'auteur français de bande dessinée Fabien Grolleau se focalise sur cette traque pour mettre en exergue « l'acharnement d'une société dominante blanche et masculine » contre Angela et, à travers elle, contre les Noirs d'Amérique. Sur les planches dessinées par Nicolas Pitz, les attaques du Ku Klux Klan dans le quartier de son enfance en Alabama s'inscrivent parmi les moments fondateurs de la lutte pour les droits civiques. Et ses lettres passionnées au militant George Jackson riment avec les mots de James Baldwin.

JULIE GONNET



JAZZ À L'ÂME,
de William Melvin Kelley,
traduit par Éric Moreau,
Delcourt, 247 pages,
20,50 euros

C'est en 1965 qu'est initialement publié *A Drop of Patience*, titre original de ce *Jazz à l'âme*. À l'époque, son auteur, William Melvin Kelley, ne sait pas encore que, quelques années plus tard, il s'établira à Paris. Dans ce roman, on suit l'itinéraire d'un jazzman africain-américain, Ludlow Washington, né aveugle, qui tente de suivre les traces des génies de son époque entre les années 1930 et 1950. Mais de quel instrument joue Ludlow ? Un instrument à vent, pour sûr. Peut-être celui de Charlie Parker ou de Clifford Brown ? Sans doute... Mais Kelley ne nomme jamais l'instrument dont joue ce musicien aux prises avec le racisme, à une époque où la ségrégation raciale est inscrite dans la Constitution. Dans ce récit fiévreux, Kelley nous rappelle à quel point be-bop et hard-bop furent les témoins d'une époque où les cœurs battaient beaucoup plus vite qu'à la normale.

KATIA DANSOKO TOURÉ



Agilité organisationnelle, innovation, croissance

Malgré la pandémie de Covid-19, les ventes de Cimencam ont cru de 15% en 2020. Pour faire face à la demande, tout en protégeant ses employés, ses partenaires et ses clients, l'entreprise a mis en place des procédures spéciales. Elle a aussi participé à l'effort de l'État dans sa lutte contre le virus. Benoît Galichet, son directeur général (photo ci-dessous), explique comment.



Comment Cimencam a-t-elle traversé l'année 2020, marquée par la pandémie de Covid 19 ?

Effectivement, l'année 2020 restera l'année de la Covid-19 dans le monde entier et bien entendu, notre entreprise n'a pas été épargnée. La pandémie a impacté nos vies tant au niveau professionnel que personnel. Cimencam, face à cette réalité, a pris des dispositions particulières afin de stopper la propagation du virus et mis en place des procédures pour assurer la santé de ses employés. Nous avons également partagé nos bonnes pratiques avec nos parte-

A PROPOS DE CIMENCAM

Filiale du Groupe LafargeHolcim, Cimencam est une entreprise spécialisée dans la production de matériaux de construction au Cameroun et en Afrique centrale. Créée en 1963, l'entreprise produit et vend du ciment et du béton prêt à l'emploi. Elle fournit des solutions et des services associés et innovants depuis plus de 50 ans.

naires et assisté nos communautés riveraines avec des dons en kits sanitaires anti-Covid. Nous avons aussi assisté l'État camerounais, à travers notre réponse au Fonds spécial de solidarité nationale.

Les résultats de Cimencam ont-ils été affectés ?

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, pour Cimencam, 2020 a été une année particulièrement bonne en termes de vente. De nouveaux produits, tels Hydro, Sublim et les ciments spéciaux pour les BTP, ont été très bien accueillis par le marché, avec à la clé des records de vente. C'est aussi le cas de notre béton prêt à l'emploi et du nombre d'affiliés Binastore (réseau mondial de commerçants professionnels au service de la construction durable), avec une croissance des ventes de 15% environ.



Remise des dons de Cimencam au ministère de la santé

FOCUS

LAFARGEHOLCIM EN AFRIQUE
DE L'OUEST

Cimencam fait partie intégrante du Cluster Afrique de l'Ouest du Groupe LafargeHolcim. Également appelé LafargeHolcim Maroc-Afrique, le Groupe est aussi présent au Bénin, en Côte d'Ivoire et en Guinée, où il emploie près de 1000 employés, et tout autant de sous-traitants permanents. Au terme d'une année 2020 marquée par la crise à Covid-19, toutes les filiales du cluster ont su démontrer leur résilience et leur agilité organisationnelle. Elles ont poursuivi le renforcement de leurs capacités de production et la diversification de leur offre, entamés voilà trois ans.

Outre les investissements enregistrés au Cameroun, le nouveau broyeur acquis par l'usine guinéenne a triplé ses capacités de production, qui sont passées de 350 000 à 900 000 tonnes par an. Dans la même veine, LafargeHolcim Côte d'Ivoire a réceptionné un impressionnant silo d'une capacité de 70 000 tonnes. Il lui permettra d'améliorer son impact environnemental en réduisant de 75 % son trafic lié au transport des matières premières de la zone portuaire vers ses dépôts.

Comment Cimencam s'y est-elle prise pour servir ses clients dans le contexte de lutte anti-covid ?

Du point de vue industriel et commercial, grâce aux mesures spécifiques prises par nos équipes, Cimencam a assuré la continuité de son activité et elle a su augmenter sa production afin de satisfaire la demande. En ce qui concerne la distribution, l'entreprise a su se démarquer et opérationnaliser des innovations déjà enclenchées, avec la digitalisation comme axe incontournable de développement de nos activités.

Quelles sont ces innovations ?

Nous avons continué de pousser la solution de paiement mobile de nos produits, l'application My Cimencam, qui représente aujourd'hui plus de 60 % de nos ventes. Dans cette perspective, nous avons développé des partenariats stratégiques avec les établissements de banque. Nous avons aussi développé notre système de suivi de la clientèle (Sprint), le suivi des livraisons grâce au Transport Analytic Center (TAC), et mis en place un programme de fidélité de nos revendeurs.

Comment l'entreprise s'y est-elle prise pour maintenir les relations avec ses employés durant cette année particulière ?

Le dialogue social a été au rendez-vous pour garder la sérénité au sein des équipes. Nous avons notamment mis à disposition un fond d'un milliard de FCFA alloué pour la retraite complémentaire. Le développement des compétences a été au cœur de la stratégie des ressources humaines, avec environ 10 000 heures de formations réalisées. Sur le plan de la santé, quelques chantiers ont été clôturés. Je peux évoquer la rénovation de l'infirmierie, l'achat de deux ambulances, la distribution de moustiquaires imprégnées ou encore la vaccination de 500 membres du personnel et leurs familles contre la méningite ACYW135.



Remise de dons de Cimencam aux bénéficiaires de la population camerounaise

Quelles sont les perspectives pour l'année 2021 ?

Nous avons de nombreux challenges en 2021, mais nous pensons très clairement être assez préparés et outillés pour y faire face. En santé et sécurité, nous devons travailler davantage pour avoir une année sans accidents. Nous devons également apprendre à vivre avec le virus en gardant les mesures barrières pour éviter d'être contaminés. Au niveau logistique et industriel, il sera important de réduire les coûts et d'améliorer notre performance industrielle pour garder le cap et relever les challenges commerciaux dans un climat social sain.

Comment la CIA a eu la peau de Lumumba

Le 17 janvier 1961, il y a tout juste soixante ans, disparaissait le premier chef de gouvernement congolais, assassiné après avoir été renversé avec la complicité de Washington. Un épisode sombre que Larry Devlin, le « Monsieur Congo » des services américains de 1960 à 1967, révélera un demi-siècle plus tard dans son passionnant récit, *CIA, Mémoires d'un agent*.

FRANÇOIS SOUDAN

Léopoldville, 30 juin 1960. Avec la proclamation de son indépendance, le Congo sort enfin de la longue nuit coloniale. Le nouveau pouvoir est bicéphale : un chef de l'État aussi madré qu'indéchiffrable, Joseph Kasavubu, et un Premier ministre aussi charismatique qu'imprévisible, Patrice Lumumba. Dans les bars, on danse au rythme d'*Indépendance Cha Cha*, mais l'euphorie sera de courte durée. Dès le 5 juillet, une mutinerie éclate dans le camp de Thysville (Mbanza-Ngungu), puis s'étend à la capitale. Une affaire de soldes, bien sûr, mais aussi une révolte contre l'encadrement belge maintenu sur place en vertu d'accords bilatéraux. « Pour l'armée, a l'impudence de dire le général Janssens, qui la commande, indépendance égale zéro. » Le 11 juillet, c'est la riche province du Katanga, où règne l'« Union minière » belge, qui entre en sécession sous la houlette de Moïse Tshombe. Le Sud-Kasaï menace d'en faire autant. De partout, ce nouvel État-continent est au bord de l'implosion.

C'est sur ces entrefaites que débarque, le 10 juillet 1960, au Beach de Léopoldville, le nouveau chef d'antenne de la CIA. Agent de la CIA depuis 1949, Lawrence (Larry) Devlin est un homme d'expérience et un dur à cuire. Sa « couverture » est celle d'un consul ordinaire, et son patron local est l'ambassadeur des États-Unis,



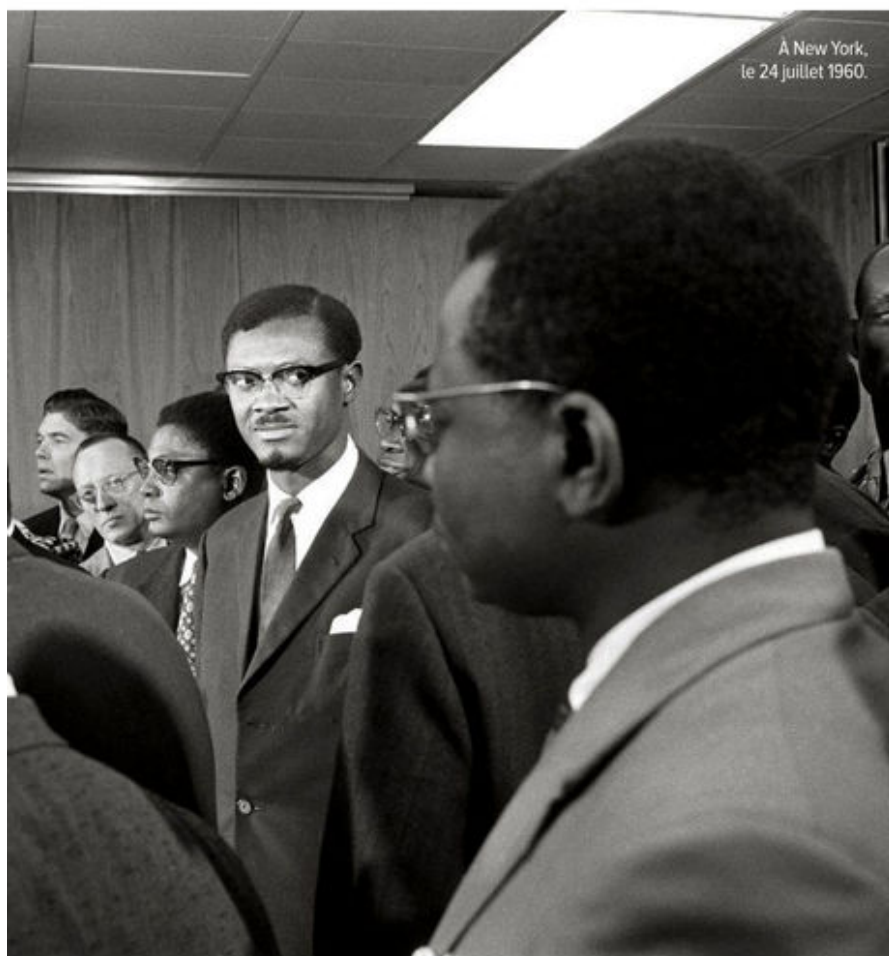
Clare Timberlake. Très vite, les deux hommes acquièrent une conviction, partagée à Washington par leurs supérieurs : Patrice Lumumba, le nationaliste du Kasaï, cofondateur du puissant Mouvement national congolais, devenu Premier ministre, est un homme dangereux. Communiste ? Non. Agent de l'URSS ? Sans doute pas. Manipulé et manipulable par les Soviétiques et le KGB ? Assurément. Il faut donc tout faire pour l'isoler.

Au cœur de la guerre froide

Dans la plus grande discrétion, Devlin commence alors à sonder, en vue d'un éventuel recrutement, quelques-uns des leaders politiques congolais les plus en vue, réputés pour leur animosité à l'encontre de Lumumba : Albert Kalonji, chef des

TRÈS VITE, LES ÉTATS-UNIS ACQUIÈRENT LA CONVICTION QUE LE PREMIER MINISTRE EST UN HOMME DANGEREUX ET QU'IL FAUT TOUT FAIRE POUR L'ISOLER.

A New York,
le 24 juillet 1960.



Balubas du Sud-Kasaï, Paul Bolya, un leader mongo de l'Équateur, Pierre Soumialot, le propre secrétaire privé de Lumumba, le syndicaliste Cyrille Adoula et, surtout, celui qui deviendra l'un de ses plus fidèles contacts, le ministre des Affaires étrangères, Justin Bomboko.

En ce mois de juillet 1960, la situation se dégrade chaque jour un peu plus. À Matadi, sur la côte Atlantique, les parachutistes belges venus sécuriser leurs compatriotes et l'armée congolaise se battent à l'arme lourde. Le 13, Lumumba annonce la rupture des relations diplomatiques avec la Belgique et menace d'en appeler à une intervention soviétique si les Occidentaux ne bougent pas. Le 17, un premier contingent de Casques bleus de l'ONU débarque sur l'aéroport de

N'Djili, avec à sa tête le général britannique Alexander, qui déclare, provocateur : « Les politiciens congolais ne sont pas encore descendus de leur arbre. »

Au cœur de ce maelström de violences et de pillages, l'obsession des Américains est plus que jamais le Premier ministre. Non seulement les chancelleries socialistes – URSS, Tchécoslovaquie, Chine, Allemagne de l'Est, Ghana, Guinée – soutiennent Lumumba, mais son propre entourage est, selon la CIA, truffé d'« agents du KGB ».

Nous sommes alors en pleine guerre froide, et les Américains ne reculent devant aucune pression pour contrer leur cible. Apprenant que le prestigieux magazine *Time* envisage de publier une *cover story* sur Lumumba

avec sa photo à la une, l'ambassadeur Timberlake avertit son homologue en Belgique, lequel téléphone à son ami Henry Luce, le propriétaire de *Time*. Résultat : Lumumba disparaît de la couverture. Au nom des intérêts suprêmes de l'Amérique. Dans un message câblé au siège de la CIA, Larry Devlin écrit : « Patrice Lumumba est né pour faire la révolution, mais il n'a pas les qualités nécessaires pour exercer le pouvoir après s'en être emparé. Tôt ou tard, Moscou prendra les rênes. Il croit pouvoir manipuler les Soviétiques, alors que ce sont eux qui tirent les ficelles. » Le 26 août 1960, Allen Dulles, le directeur de la CIA en personne, lui répond : « Si Lumumba continue d'être aux affaires, le résultat sera au mieux le chaos et au pire une prise du pouvoir à terme par les communistes, avec des conséquences désastreuses pour le prestige de l'ONU et les intérêts du monde libre. Son départ doit donc être pour vous un objectif urgent et prioritaire. »

Manifestations organisées

Alors que l'ambassadeur Timberlake s'attelle à convaincre le président Kasavubu de démettre Lumumba (mais il faut, pour cela, un vote du Parlement), Devlin agit en sous-main pour saper l'autorité du Premier ministre. Avec l'aide d'agitateurs recrutés pour l'occasion – il dispose d'un budget de 100 000 dollars, somme considérable à l'époque –, le chef d'antenne de la CIA organise des manifestations anti-Lumumba qui, parfois, dégénèrent. Le 5 septembre, Kasavubu limoge Lumumba et le remplace par Joseph Iléo. Mais le leader nationaliste se rebiffe, refuse de quitter son poste et obtient un vote du Parlement en sa faveur. La voie constitutionnelle semble bouchée. L'heure est donc venue, estime la CIA, de passer aux choses sérieuses : le coup d'État.

C'est alors qu'apparaît un certain Joseph-Désiré Mobutu. Certes, l'homme n'est pas un inconnu pour les Américains, mais ils saisissent mal ses motivations. D'un côté, ils le jugent modéré, compétent

et pro-occidental; de l'autre, ils n'ignorent pas qu'il fut l'un des plus proches collaborateurs de Lumumba, qui a fait de lui un secrétaire d'État, puis le chef d'état-major de l'armée. Bref, ce colonel d'à peine 30 ans est encore une énigme – qui ne tardera pas à s'éclaircir.

Un soir, en ce tout début de septembre 1960, Larry Devlin a rendez-vous avec Joseph Kasavubu à la présidence. Alors qu'il patiente dans un salon, surgit Mobutu. « J'avais très envie de vous parler, lui dit-il. J'en ai assez de ces jeux politiques, ça n'est pas comme cela que nous allons construire un Congo fort, indépendant et démocratique. Et puis, les Soviétiques envahissent le pays. Savez-vous qu'ils ont envoyé une délégation au camp Kokolo pour enseigner le marxisme aux soldats et leur distribuer leur propagande? Ils prétendent que vous, les Occidentaux, pilliez le Congo alors qu'eux sont nos vrais amis. J'en ai parlé à Lumumba. Il m'a répondu de me mêler de mes oignons. J'ai réuni mes commandants de zones: tous sont d'accord avec moi. Alors, je vais être clair. L'armée est prête à renverser Lumumba et à mettre en place un gouvernement de transition composé de techniciens. Puis-je considérer que les États-Unis nous soutiennent? »

Mobutu prend le pouvoir

À ce moment de la conversation, le ministre des Affaires étrangères Justin Bomboko, que Devlin considère pratiquement comme l'un de ses agents, s'introduit par une porte dérobée. Avant de s'asseoir aux côtés du colonel Mobutu, il glisse à Devlin

un petit mot plié en deux sur lequel il a écrit: « Aidez-le. » Convaincu, le chef d'antenne de la CIA répond: « Je peux vous assurer que les États-Unis sont disposés à reconnaître un gouvernement de transition composé de civils. » Mobutu a une dernière requête: « J'ai besoin de 5000 dollars pour mes officiers: si le coup échoue, leurs familles seront sans le sou. » Accordé.



Larry Devlin,
chef d'antenne
de la CIA.

Le 14 septembre 1960, Joseph-Désiré Mobutu s'empare une première fois du pouvoir. Lumumba est arrêté, un gouvernement civil au sein duquel Bomboko demeure ministre des Affaires étrangères est nommé, et les relations diplomatiques avec l'URSS, la Chine et la Tchécoslovaquie sont rompues. Mais il y a un hic. Mobutu, qui a placé Joseph Kasavubu en résidence surveillée, est de facto le chef de

l'État. Aussitôt, Larry Devlin vient le voir: « Vous avez un gros problème de légitimité, lui dit-il, d'autant que vous avez congédié l'Assemblée nationale. Rétablissez Kasavubu. »

Le groupe de Binza

« Légitimité? Vous devriez dire hypocrisie! » s'exclame Mobutu, très énervé. Mais il s'exécutera. A-t-il le choix? À trois reprises au moins, au

cours des semaines qui suivent le coup d'État, la CIA, mise au courant par l'un de ses informateurs dans l'entourage du très lumumbiste Pierre Mulele, permet à Mobutu de déjouer des tentatives d'assassinat. Devlin lui-même paie de sa personne en neutralisant par hasard un tueur alors qu'il rendait visite à son ami au camp Kokolo. Cela crée des liens, et le « Chief of Station » de la CIA ne cache pas son admiration pour ce jeune colonel à la silhouette frêle, d'un courage physique étonnant, capable de maîtriser une horde de mutins déchaînés et menaçants par la seule magie de son verbe et de son charisme. Et puis, Mobutu est bien entouré. Le « groupe de Binza », dont il fait partie et qui le conseille, est composé de personnalités « amies » de la CIA, voire carrément recrutées: Bomboko bien sûr,

Cyrille Adoula et le nouveau directeur de la Sûreté, Victor Nendaka, un ex-bras droit « retourné » de Lumumba, originaire de la Province Orientale et considéré comme particulièrement brillant.

Reste, bien sûr, l'hypothèque Lumumba. Bien que placé en état d'arrestation, l'ancien Premier ministre n'a toujours pas quitté sa résidence officielle. Pis, aux yeux de la CIA, →

“ Pour cette nouvelle année, symbole d'espoir,
je voudrais vous remercier pour votre fidélité
au Groupe **NSIA** et vous souhaiter de profiter
du meilleur en 2021. ”

Bonne et Heureuse Année !

Jean Kacou **DIAGOU** | Président Groupe NSIA

2021 MEILLEURS
VOEUX

→ il est désormais protégé par les Casques bleus de l'ONU. Le représentant du secrétaire général Dag Hammarskjöld à Léopoldville, l'Indien Rajeshwar Dayal, que les États-Unis tiennent en haute suspicion, a en effet obtenu que les soldats congolais soient remplacés par ceux de l'ONU. Lumumba multiplie les déclarations aussi courageuses qu'incendiaires. Bref, il faut en finir.

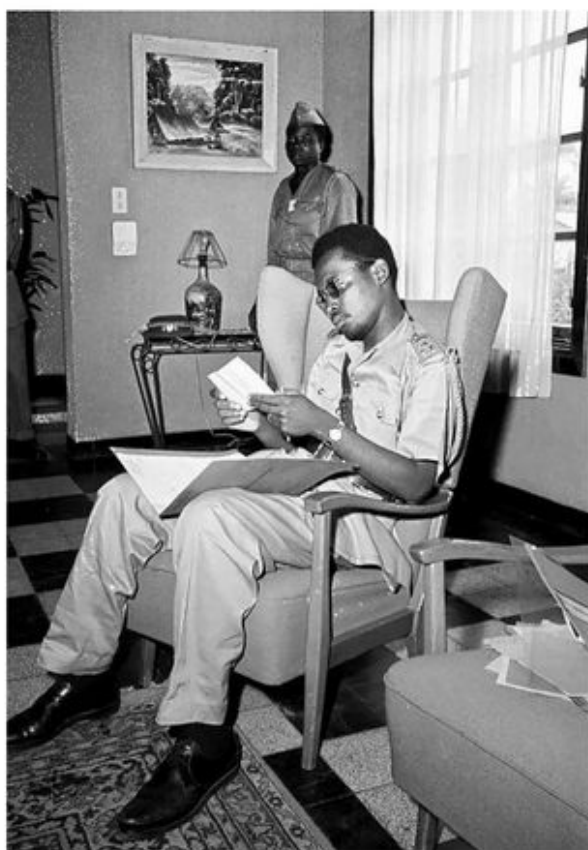
Le 19 septembre 1960, Larry Devlin reçoit un message particulièrement secret de Langley: « Un certain "Joe de Paris" arrivera à Léopoldville le 27 septembre; il vous contactera, et vous devrez travailler ensemble. » Le jour dit, « Joe » et lui se retrouvent dans un bar, puis dans une maison sûre. « Joe » est chimiste, il travaille pour la CIA et il a apporté toute une collection de poisons pour liquider Lumumba. « Qui a autorisé cette opération ? » interroge Devlin. « Le président Eisenhower en personne », répond « Joe », qui ajoute: « Ce sera à vous et à vous seul de l'exécuter. » Il lui tend alors un paquet dans lequel sont emballés les poisons: des poudres et liquides divers pour la nourriture, la boisson et même un dentifrice spécial. « Si notre homme se brosse les dents avec, il attrapera une poliomyélite foudroyante. Ni vu ni connu. »

Opération poison

Larry Devlin, qui n'est pas convaincu de la nécessité de supprimer Lumumba – « ce n'est tout de même pas Hitler », pense-t-il –, contacte néanmoins son seul agent dans l'entourage de Lumumba. Mais l'agent se rétracte: il n'a pas, assure-t-il, accès aux cuisines et aux appartements privés d'un Lumumba de plus en plus méfiant. Pendant les semaines qui suivent, Devlin traîne les pieds alors

que Langley s'impatiente: « Où en êtes-vous, Larry ? » Larry sera sauvé par le gong.

Le 27 novembre 1960, par une nuit d'orage, Patrice Lumumba



Joseph-Désiré Mobutu à Léopoldville (Kinshasa), en septembre 1960.

quitte clandestinement la capitale pour se rendre à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), son fief. Il sera arrêté quelques jours plus tard dans le Kasai, sévèrement battu et ramené en avion à Léopoldville, avant d'être incarcéré au camp militaire de Thysville. Rajeshwar Dayal supplie Hammarskjöld d'autoriser le contingent ghanéen de l'ONU à tenter un assaut pour le délivrer. Mais le secrétaire général, sous la pression directe des Américains, ne donne pas son feu vert. À tout le moins, l'opération empoisonnement est-elle abandonnée. Alors que, de la Province-Orientale au Nord-Katanga, en passant par le Sud-Kivu, Antoine

Gizenga, Pierre Mulele, Anicet Kashamura et la plupart des compagnons de Lumumba déclenchent l'insurrection, un autre plan américain émerge: faire en sorte que les

Congolais s'occupent des Congolais. En d'autres termes: que l'armée se charge elle-même du sale boulot.

Mutinerie imprévue

Le 13 janvier 1961, le camp de Thysville, où est détenu Lumumba, entre en mutinerie. Très vite, la CIA apprend que des soldats mécontents ont libéré l'ancien Premier ministre et envisagent de se placer sous ses ordres. À Léopoldville, tout le gouvernement est en proie à la panique, sauf Mobutu et Nendaka, qui, après avoir réquisitionné Kasavubu et Bomboko, s'envolent pour Thysville. Une nouvelle fois, le chef d'état-major fait face à ses troupes, les retourne en sa faveur et ordonne que Lumumba soit de nouveau arrêté. Ficolé, le héros de l'indépendance est jeté dans un avion, direction Elisabethville (actuelle Lubumbashi), la capitale de la province sécession-

niste du Katanga, où l'attend Moïse Tshombe, son ennemi juré.

Le visage tuméfié, Patrice Lumumba est aperçu le 17 janvier sur le tarmac de l'aéroport. Il sera fusillé le même jour. Le 20 janvier, à Washington, le président John Kennedy entre en fonction. À Langley, chacun se félicite de ce que la nouvelle administration n'ait pas à gérer le cas Lumumba. On ne sait jamais, avec ces démocrates... 

CET ARTICLE
A ÉTÉ INITIALEMENT PUBLIÉ
DANS LE NUMÉRO 9 DE

LaRevue

www.larevue.info



LA PERFORMANCE SUSTAINABILITY DU GROUPE OCP HAUTEMENT RÉCOMPENSÉE PAR SUSTAINALYTICS ET VIGEO EIRIS.

Le Groupe OCP a fait l'objet de deux nouvelles notations par les agences internationales Vigeo Eiris et Sustainalytics, respectivement spécialisées dans l'évaluation de la performance en Sustainability et dans l'identification des niveaux de risques ESG (Environnement, Social et Gouvernance).

Conformément aux données communiquées par le rapport Vigeo Eiris, le Groupe a été classé 3^e dans le monde, sur les 206 entreprises internationales du secteur de l'industrie Mining & Metals ; et 1^{er} parmi les entreprises des pays émergents. L'évaluation de la performance générale du Groupe OCP a augmenté de 27 points en comparaison à l'année 2019, fruit des avancées systémiques du Groupe sur les questions liées aux domaines revus par l'agence, à savoir l'Environnement, les Ressources Humaines, les Droits de l'Homme, l'engagement communautaire, le comportement dans les affaires ainsi qu'en matière de gouvernance.

En effet, alors que le score maximum atteint est de 76/100 toutes industries confondues, l'agence a attribué au Groupe une note de 66/100, correspondant à un niveau avancé de performance dans le monde, les entreprises étant évaluées sur la base de leurs informations publiques et des précisions qu'elles fournissent en réponse aux questions de l'agence. A cet égard, OCP est considérée comme étant proactive au regard des informations diffusées, premier niveau de coopération sur une échelle de quatre, témoignant des efforts de reporting et de divulgation engagés par le Groupe.

Cette position confère par conséquent au Groupe OCP la distinction Top Performers, confirmant ainsi son implication et son leadership en matière de Développement Durable depuis de nombreuses années.



Par ailleurs, l'agence Sustainalytics, qui évalue le Groupe OCP de manière non-sollicitée depuis quelques années, a publié un rapport Risque Sustainability qui, au-delà d'évaluer la performance, s'intéresse à la force du management et son impact sur la composante « Risque ESG ». Le niveau de « Risque ESG » ainsi attribué par l'agence au Groupe a fortement diminué pour atteindre le score de 27,4 ; divisant ainsi par deux le score précédent. Cette note de risque est composée de deux dimensions : le niveau d'exposition de l'industrie aux « Risques ESG », et le niveau de maîtrise desdits risques. Le rapport Sustainalytics a par conséquent permis au Groupe OCP de se placer sur le podium des meilleurs performers parmi les 53 entreprises évaluées dans la catégorie « Agricultural Chemicals ». Le rapport reconnaît par ailleurs, un niveau de management fort, ou « Strong », des risques Sustainability, soit le plus haut niveau d'échelle.

Les résultats des analyses menées par les deux agences Sustainalytics et Vigeo Eiris confirment une nouvelle fois les engagements du Groupe OCP en tant qu'entreprise responsable et ce, grâce notamment à l'expansion de sa politique en matière de Développement Durable et d'Engagement Social et Communautaire.

Conscient de la nécessité de concilier croissance économique et préservation des ressources, OCP mène depuis des années un vaste chantier de transformation durable intégrant la Sustainability dans sa stratégie globale.

Leader mondial sur le marché des engrais phosphatés, le Groupe OCP a implémenté une stratégie qui lui permet de renforcer son statut de producteur d'engrais parmi les plus durables au monde, intégrant ainsi les Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'Organisation des Nations Unies. OCP a adopté une approche holistique en la matière dans le but de promouvoir un modèle de développement inclusif à impact durable dont l'approche vise à créer une dynamique verte, favorisant ainsi la symbiose avec l'écosystème industriel et les communautés.

Pour plus d'informations sur la Sustainability à OCP, consultez notre Rapport de Développement Durable :

<https://www.ocpgroup.ma/sustainability>

GROUPE OCP

2-4, Rue Al Abtal, Hay Erraha, 20200,
Casablanca, Maroc.

www.ocpgroup.ma

La démocratie? Un complot !



Kamel Daoud
Écrivain et journaliste
algérien

« Les Arabes sont inaptes à la démocratie. » Si un Occidental suprématiste ose l'affirmation, c'est le scandale et les hurlements. Et pourtant, à lire ce qui a été écrit dans le monde dit « arabe » depuis la fuite de Ben Ali en 2011 et les soulèvements contre les dictatures, on conclut que c'est là une conviction fétiche des élites locales surtout, des dictatures et des islamistes. La démocratie, selon les trois, c'est la CIA, le Mossad, les agents secrets, les plans de déstabilisation, les francs-maçons, les Juifs. Et que donc il n'y a pas de démocratie pour « nous », il n'y a que des guerres, des soupçons et des prédatons. On en est venu à voir un Che Guevara du désert dans un loufoque Kadhafi, et un saint homme dans un Saddam en haillons !

Dix ans après des soulèvements inédits en Tunisie, Libye, Syrie ou Égypte, on en est à trois conclusions répétées sur « le monde arabe ». Un : la révolte ne profite qu'aux islamistes qui sont mieux structurés, plus puissants et plus intelligents que les « démocrates ». Deux : un « Arabe » sous dictature est moins dangereux pour le monde qu'un Arabe en révolte, selon les quiétistes occidentaux terrifiés par les guerres locales et les flux migratoires de conséquence. Trois : il n'y a pas de révolutions dans le monde dit arabe, mais seulement des manipulations. C'est ce que jurent, les yeux plissés, les intellectuels « arabes » entre eux, paralysés par le doute, les théories fumeuses et les racismes convertis en identités et nationalismes.

Il est en effet étrange de lire et relire, encore et encore, cette auto-disqualification à la démocratie qui aujourd'hui fait le plaidoyer d'acteurs locaux, différents et antagonistes. Les dictatures, consolidées par des guerres civiles ou les propagandes de stabilité, le répètent sans cesse. La démocratie ? C'est le chaos de la Libye ou la mort à la syrienne, disent-elles. La démocratie ? Ce sont les islamistes, les Frères musulmans, la fatwa sur la jupe et la barbe.

Et pour les islamistes ? La démocratie, c'est l'Occident, ses valeurs attentatoires à « nos valeurs », c'est la perte de l'identité, la désobéissance à Dieu, la nouvelle colonisation qui cache la nouvelle croisade.

« Débrouillez-vous »

Et pour les démocrates ? C'est encore pire. La démocratie, c'est BHL (ce philosophe français dont on devine peu, en Occident, la fétichisation pour donner un visage à la théorie de la déstabilisation utile au complot juif mondial, une version urbaine de Lawrence d'Arabie), c'est Sarkozy, c'est la destruction des pays du front de refus contre Israël. Et pour des théoriciens occidentaux ? La démocratie dans le monde dit arabe, il vaut mieux ne plus en rêver car cela tourne au cauchemar. Lors d'un café partagé à Alger, à l'occasion de sa visite à Bouteflika moribond un an avant sa chute, la chancelière allemande Angela Merkel répondra clairement à la question de l'auteur : « La démocratie ? Elle viendra par des réformes internes dans les pays arabes et pas avec les interventions directes. » Traduction : « Débrouillez-vous. »

Des leçons ? Elles sont connues. Les islamistes ont compris que, selon un hadith, « la guerre est une ruse ». Que la voie d'Erdogan est plus efficace que celle de Ben Laden. Aujourd'hui, les islamistes composent, infiltrent les associations, les syndicats, les écoles, les institutions et les médias. C'est la voie turque. Qui profitera à l'internationale turque et sa prédation.

Les dictatures locales ? Elles ont encore revendu la stabilité à la place du chaos. D'ailleurs, quelques images de la Libye ou d'Alep d'aujourd'hui sont plus efficaces que mille urnes bourrées lors de fausses élections démocratiques.

Les Occidentaux ? Ils ont compris qu'il vaut mieux protéger leurs propres démocraties des chaloupes ou des attentats que les exporter.

Les démocrates ? Ils n'ont rien compris. Ne le veulent pas, n'ont plus de langue commune avec leurs pays mais avec leurs pairs. S'enfoncent dans le spectacle, le victimaire, le « décolonial » conjugué aux confort des exils, le selfie ou la jérémiade et le dédouanement « culturel » de l'islamisme, ou les procès sournois de la laïcité, qui est pourtant le dernier rempart avant les pendaisons, comme à Téhéran après la victoire des ayatollahs.

**LES OCCIDENTAUX
ONT COMPRIS QU'IL VAUT
MIEUX PROTÉGER LEURS
PROPRIES VALEURS QUE
LES EXPORTER.**



COBENTIN FOLLENDIVERGENCE

Manifestation à Tunis, le 16 octobre 2011, contre l'extrémisme et la violence après l'attaque contre Nessma TV, qui avait diffusé le film *Persepolis*.

Le combat pour la démocratie ? Beaucoup d'intellectuels « arabes » aiment le mener contre l'Occident, mais en habitant l'Occident. C'est moins dangereux et sublimement futile. Il est moins risqué de cracher sur Macron depuis Paris en tant qu'exilé que de grimacer face à Abdel Fattah al-Sissi en habitant Le Caire. Personne n'aime réinventer la crucifixion en misant son propre corps.

Réinvention du passé

C'est alors que dans les rues d'Oran ou de Tunis, rien ne ressemble mieux à la nuit que le futur « arabe ». À peine quelques étoiles et des comètes sans lendemain et les décroissances de la Lune en guise d'événement. Le futur ? Aucun « Arabe » ne semble rêver de futur. Le futur c'est la peur,

**ÊTRE UN « ARABE »,
C'EST AVOIR ÉTÉ.
OU MOURIR POUR ALLER
AU PARADIS. OU S'EXILER
POUR MIEUX LE REJOUER.**

le noir, l'échec. Tous, d'une manière ou d'une autre, réinventent le passé : les islamistes rêvent de la Médine du Prophète et du califat. Les démocrates de « Nahdha », Restauration, panarabisme ou néodécolonisation.

Les dictatures ? Des monarchies et des récits épiques d'indépendance à rejouer, mais en mode fantasme. Le passé est tragiquement le but de nos révolutions. La Restauration, ce vieux mythe, est

notre malheur, le foyer de nos vanités. Être un « Arabe », c'est avoir été. Ou mourir pour aller au paradis. Ou s'exiler pour mieux le rejouer. Et tant que nous répétons que c'est la faute de la démocratie car trop occidentale, que nos malheurs sont la faute des « autres », que le complot mondial explique mieux nos échecs, qu'il vaut mieux libérer la Palestine que son propre esprit et son propre pays, que l'islam nous dispense de nos responsabilités, et que la laïcité est une trahison, nous serons encore dans l'échec.

Dans le monde dit arabe, le malheur nous vient du ciel des religieux, de la terre des dictatures et des paranoïas de nos élites. Entre 2011 et aujourd'hui, nous avons eu du temps pour le comprendre. Et c'est une petite lueur d'espoir si fragile. 

Parce qu'elles le valent bien



Louise Mushikiwabo,
*Secrétaire générale
de la Francophonie*

Elles portent souvent à bout de bras des familles et des communautés entières. Elles prennent soin des aînés, s'occupent de l'éducation de leurs enfants et pratiquent en même temps des activités informelles et précaires. Ce sont elles qui se lèvent plus tôt que tout le monde et se couchent plus tard que tout le monde. Elles absorbent beaucoup de fatigue et de peine mais répondent le plus souvent avec le sourire, sans se plaindre.

Ces femmes entrepreneuses, artisanes, exploitantes agricoles, ces jeunes filles déscolarisées, subissent de plein fouet la crise du Covid-19. Dans l'impossibilité de se déplacer, de vendre leurs productions ou de s'approvisionner, elles ont été très nombreuses à perdre leurs maigres revenus, sans accès à des services de base ou à des mesures d'aide. Représentant 70 % de la main-d'œuvre du secteur social et de la santé dans le monde, elles sont aussi, presque toujours, en première ligne dans la lutte contre la pandémie.

Elles ne sont, en revanche, presque jamais dans les processus décisionnels de réponse à la crise, et sont d'autant plus vulnérables qu'elles œuvrent majoritairement dans le secteur informel. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, par exemple, l'emploi informel, c'est respectivement 92,4 % et 91 % de l'emploi global, tous secteurs confondus. Les risques d'occuper un emploi informel – qui concernent davantage les femmes que les hommes – augmentent également selon le niveau d'éducation.

Pourtant, comme dans d'autres crises, les femmes ont fait preuve de résilience, d'imagination et d'innovation pour satisfaire aux besoins les plus essentiels. Il est donc aujourd'hui urgent de soutenir ces femmes et ces filles malmenées par la crise, aux vies froissées. En particulier en Afrique. Car bien que relativement épargné par la pandémie, le continent pâtit de ses répercussions économiques : baisse drastique des flux transfrontaliers de personnes ou de marchandises, fluctuations de l'aide pour le développement, diminution des transferts d'argent, autant de phénomènes dont les Africaines subissent le contrecoup. Pour qu'elles se relèvent dignement de cette crise en capitalisant sur leurs savoirs endogènes, pour qu'elles soient outillées à affronter les suivantes avec courage et détermination, ces mères, ces filles, ces grands-mères, ces amies, ces grandes sœurs ont plus que jamais besoin de nous !

C'est pour elles que j'ai décidé de mobiliser l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Dès l'été 2020 et avec le soutien de nos États et gouvernements membres, nous avons créé le Fonds « la Francophonie avec Elles », qui

**IL EST AUJOURD'HUI
URGENT DE SOUTENIR
CES FEMMES ET
CES FILLES MALMENÉES
PAR LA CRISE,
AUX VIES FROISSÉES.**

apporte un soutien technique et financier à des centaines de milliers de femmes et de filles vulnérables. L'appel à initiatives a suscité un engouement sans précédent, avec plus de 1400 projets reçus provenant surtout des pays d'Afrique et de la Caraïbe. L'OIF et ses États et gouvernements membres auront mobilisé cette année près de 3 millions d'euros. Cette initiative se focalise dans sa première phase sur l'Afrique, Haïti et le Liban, et reste néanmoins ouverte à tout l'espace francophone.

Actions concrètes

Aujourd'hui, ces femmes et ces filles ont plus que jamais besoin de vous ! Elles ont besoin d'actions concrètes en faveur de leur autonomisation, comme le Fonds « la Francophonie avec Elles ». La mobilisation de toutes et de tous est indispensable à l'impact de ce Fonds, et à son inscription dans la durée. Entreprises privées, citoyennes et citoyens engagés, fondations, États ou gouvernements, vous pouvez agir directement. Il vous suffit de faire un don sur notre site internet.

À nos côtés, vous pouvez contribuer directement au Fonds « la Francophonie avec Elles ». Le faire, c'est aider d'autres femmes et filles à révéler leur plein potentiel. À jouer pleinement leur rôle de leviers du développement et d'actrices du changement. À participer activement à la construction d'un monde plus équitable et plus durable pour toutes et tous.

Unissons nos forces, unissons nos moyens, unissons-nous pour, et surtout avec les femmes et les filles !



« Notre ambition est de faire de l'Afrique un pilier de notre développement international »

ENTRETIEN



MATHIEU PELLER,
Partner et Chief
Operating Officer
Afrique de Meridiam



► Centrales solaires de Ten Merina au Sénégal

Pouvez-vous vous présenter ?

Meridiam est une société à mission (au sens de la loi française) qui développe finance et exploite à long terme des infrastructures publiques à travers le monde. Pour chacun de nos projets, nous mettons au même niveau la performance économique et financière, d'une part, et l'impact positif sur l'environnement et la société au sens large, d'autre part. Et nous nous assurons que tous nos projets contribuent concrètement aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

La société a été créée en 2005 et a commencé à développer son activité en Europe et en Amérique du Nord. Puis, en 2015, nous avons décidé de nous intéresser aux marchés émergents et nous avons choisi de travailler en Afrique. Notre ambition est de faire de ce continent le 3^e pilier de notre développement international.



► Aéroport de Madagascar

Pour quelles raisons ?

L'Afrique est un continent qui est en train d'accélérer et qui a besoin d'acteurs capables de « développer » des projets. Notre savoir-faire et notre expérience nous permettent de proposer à nos clients des projets clés-en main, financés et directement opérationnels et qui s'inscrivent dans une logique durable. Nous prenons en charge l'ensemble du cycle du projet, depuis les études jusqu'à l'exploitation, en passant par la structuration financière et la construction. Nous travaillons en partenariat avec des acteurs locaux (partenaires financiers, sous-traitants, entreprises de BTP, etc.) et internationaux (groupes industriels, banques de développement, etc.).

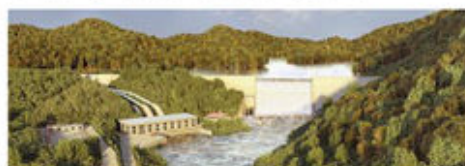
De plus, nous avons une vision de long terme. Quand nous nous engageons dans un projet, c'est avec un horizon de 25 ans. Nous sommes ainsi parfaitement alignés avec les attentes des autorités publiques africaines.

Quelle est votre stratégie ?

Meridiam s'intéresse aux projets liés à la mobilité (transport public, routes, ports, aéroports, etc.), à la transition énergétique et à l'environnement (solaire, éolien, biomasse, hydraulique, géothermie, eau, déchets etc.) et aux infrastructures sociales (santé, éducation, etc.).

La société a deux bureaux régionaux. Celui de Dakar couvre l'ensemble de l'Afrique de l'ouest, et celui d'Addis-Abeba, l'Afrique de l'est. Ce sont de vrais pôles de compétences qui disposent des talents nécessaires pour mener à bien les projets. Cette présence locale nous permet d'être proches de nos clients et de nos projets.

À ce jour, et en seulement 5 ans, nous avons investis plus de 4 milliards d'euros dans une quinzaine de projets en Afrique. Et nous n'allons pas nous arrêter là, car nos projets pour les années à venir sont au moins aussi importants.



► Centrale hydraulique de Kinkuele

Pouvez-vous citer un projet que vous avez réalisé ?

Au Sénégal, nous avons construit un ensemble de 4 centrales solaires qui représentent un total de 140 MWc. Ces projets pionniers en Afrique de l'ouest fournissent à 1 million de personnes une électricité propre, renouvelable et un tarif parmi les moins chers d'Afrique subsaharienne. L'équivalent de 150 000 tonnes de CO₂ sont ainsi économisées chaque année grâce à elles. Par ailleurs, nous tenons à inscrire ces projets dans les communautés locales et avons notamment pour cela mis en place des périmètres maraichers irrigués près des centrales afin de permettre la création d'une activité agricole et d'emplois durables.

Quelle est votre « valeur ajoutée » ?

Outre la capacité à proposer des solutions clés-en-mains, notre force réside dans notre aptitude à respecter les délais et à concrétiser des projets, comme l'atteste le nombre élevé de contrats réalisés en l'espace de cinq ans.



► Site géothermique de Tulu Moye en Ethiopie

Adresses Meridiam :

PARIS
4, place de l'Opéra
75002 Paris, France

DAKAR

Immeuble la Rotonde rue
Amadou Assane Ndiaye x
rue St Michel
2nd floor, BP 4887
Dakar, Sénégal

ADDIS-ABEBA

Cape Verde Street, Bole
Sub-city - Woreda 03/05,
House # 379 - Addis
Ababa, Ethiopia

ÉVÉNEMENTS

36
Politique
Élections
en série



42

Économie

21 idées qui vont changer l'Afrique en 2021

50

Tunisie

Mohamed Bouazizi, mort en vain

54

Musique

Il faut rendre à Manu...

56

Égypte

Mahmoud al-Sissi, l'ombre de son père



Le député et chanteur ougandais Robert Kyagulanyi, alias Bobi Wine, candidat à la présidentielle de 2021 face à Yoweri Museveni.

KEITH WATKINS/SPA IMAGE/SPA

Élections en série

Du Bénin à la Zambie en passant par le Congo, dix pays vont connaître des scrutins décisifs cette année. Reste à savoir lesquels déboucheront sur une alternance.

PAR LA RÉDACTION DE JEUNE AFRIQUE

Bénin Opposants aux abonnés absents

C'est presque un secret de Polichinelle : Patrice Talon sera candidat à un second mandat à la présidentielle du 11 avril 2021. Engagé dans une tournée marathon de « reddition des comptes », à la fin de 2020, il a promis de lever le voile au début de janvier 2021. L'Union progressiste et le Bloc républicain, les deux partis de la mouvance présidentielle qui se partagent l'intégralité des sièges à l'Assemblée, ont déjà fait savoir qu'ils le soutiendraient.

Seule inconnue : le ou les candidats qui lui feront face. Les poids lourds de l'opposition – aux premiers rangs desquels Sébastien Ajavon et Lionel Zinsou, condamnés au Bénin pour des faits qu'ils nient, sont actuellement en exil à l'étranger.

Les nouvelles règles du jeu électoral instaurées en 2019 obligent en outre les candidats à obtenir le parrainage de députés et d'élus locaux. Mais ni les Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE) ni le tout jeune parti Les Démocrates ne disposent d'élus à l'Assemblée, et seulement d'une poignée dans les conseils communaux pour les FCBE.



Patrice Talon, le président du Bénin.



Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed.

Cap-Vert Double échéance

Des législatives pour commencer l'année au Cap-Vert. Elles devraient se tenir d'ici au mois de mars 2021 et aboutir à la désignation d'un Premier ministre. Face à l'actuel titulaire du poste, Ulisses Correia e Silva, le chef du Mouvement pour la démocratie (MpD), une femme, Janira Hopffer Almada, jeune députée à la tête du Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) qui rêve de lui ravir les rênes du gouvernement. Au Cap-Vert, c'est le Premier ministre qui détient l'essentiel du pouvoir, mais une présidentielle devrait ensuite être organisée, et, comme le prévoit la Constitution, Jorge Carlos Fonseca laissera sa place après deux mandats.

Djibouti Faux suspense

Il n'avait pas officialisé sa candidature à la fin de 2020, mais il fait peu de doute qu'Ismail Omar Guelleh, 73 ans, briguera sa propre succession à la présidentielle prévue en avril 2021. Au pouvoir depuis 1999, il n'a toujours pas préparé de successeur et n'a pas l'intention de lâcher la barre au moment où Djibouti fait face à des périls inédits, entre la crise qui déchire l'Éthiopie voisine et celle, économique, qui secoue la planète. Force est aussi de constater que l'opposition, divisée et dépourvue de véritable leader, n'est pas en mesure de contrecarrer ses plans. Guelleh le sait et compte bien faire de sa bonne gestion de la pandémie de Covid-19 un argument de campagne. Si le



Adama Barrow ira finalement au terme de son mandat à la tête de la Gambie.



Denis Sassou Nguesso, président du Congo.

redémarrage économique post-coronavirus se confirme et permet de créer des emplois, alors le président sortant a toutes les chances d'être réélu dans quelques mois.

Éthiopie

Voter malgré la guerre ?

Le Premier ministre, Abiy Ahmed, a reporté les scrutins initialement prévus en août 2020 à mai ou juin 2021 en raison de l'épidémie de coronavirus. Mais la guerre lancée contre la région du Tigré, qui ne reconnaît plus l'autorité d'Addis-Abeba, menace de s'enliser et de bouleverser le calendrier électoral. Ces échéances sont pourtant cruciales pour la légitimité d'Abiy Ahmed, dont le projet unitariste s'oppose à un fort courant régionaliste,

voire autonomiste (et pas uniquement au Tigré), et alimente de fortes tensions intercommunautaires.

Gambie

Parole, parole, parole...

La politique gambienne n'a pas été un long fleuve tranquille depuis la chute de Yahya Jammeh, en 2016. Adama Barrow, qui l'a défait dans les urnes, avait promis de ne rester au pouvoir que trois ans, le temps de remettre le pays sur les rails. Mais il ira finalement au bout de son mandat, au grand dam de la société civile et de l'opposition, et en briguera même un deuxième, en décembre 2021, sous la bannière du Parti national du peuple, formation qu'il a créée en 2019. D'ici là, les tractations avec ses anciens alliés

devenus ses ennemis, à commencer par Ousainou Darboe, du Parti démocrate unifié (UDP), iront bon train.

Congo

Un peu d'air

Le Congo connaît la date de sa prochaine élection présidentielle : le 16 mars 2021. Nul doute qu'il a également une bonne idée de ceux qui vont s'y présenter, même si aucune candidature n'a encore été officiellement annoncée. À commencer par le président Denis Sassou Nguesso, désigné candidat depuis 2019 par le Parti congolais du travail (PCT) et grand favori à sa propre succession. À 77 ans, il brigue un quatrième mandat et, contrairement à 2016, il peut compter sur le soutien d'un parti uni derrière

ÉVÉNEMENTS POLITIQUE

son chef. Face à lui, l'opposition part une nouvelle fois en ordre dispersé derrière le chef de l'opposition parlementaire, Pascal Tsaty Mabiala, Parfait Kolélas et Mathias Dzon – Jean-Marie Michel Mokoko, candidat en 2016, est toujours emprisonné. S'il y a donc peu de surprises à attendre du scrutin lui-même, le plus dur commencera ensuite pour l'heureux élu, qui aura la lourde charge de relancer une économie en récession, tout en apportant un peu d'air à une classe politique en mal de renouvellement.

Somalie Le changement, ce n'est pas maintenant

« Un citoyen, une voix », avait promis le président Mohamed Abdullahi Mohamed, en fonction depuis 2017. Mais faute d'une situation sécuritaire satisfaisante, les Somaliens ne pourront finalement pas voter au scrutin universel direct à la présidentielle qui doit se tenir d'ici au mois de février. Candidat à sa propre succession, le président sortant promet de continuer à lutter contre les Shebab et de renforcer les capacités de l'État. Parmi ses rivaux, Abshir Aden Ferro, un homme d'affaires franco-somalien, virulent détracteur du système électoral actuel qui permet, selon lui, les achats de voix.

Tchad Et de six ?

S'il n'est pas encore officiellement candidat pour la présidentielle dont le premier tour est prévu le 11 avril, Idriss Déby Itno, au pouvoir depuis décembre 1990, semble décidé à briguer un nouveau mandat, qui serait alors son sixième. Son parti, le Mouvement patriotique pour le salut (MPS), est entré en pré-campagne et pourrait l'investir dès janvier. Face à lui, l'opposition peine à se faire entendre – d'autant que les autorités ont interdit les rassemblements, officiellement pour raisons sanitaires,



Le président zambien, Edgar Lungu, sera candidat à sa propre succession en 2021.

en cette période de pandémie. Saleh Kebzabo, président de l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR), Mahamat Ahmad Alhabo, leader du Parti pour les libertés et le développement (PLD), voire Succès Masra, patron du mouvement des Transformateurs, comptent bien contrecarrer les plans du chef de l'État. Les élections législatives auront quant à elles lieu le 24 octobre, et les locales se tiendront à la fin de 2021.

Ouganda Ad vitam æternam

Il ne fait pas de doute que Yoweri Museveni maîtrise tous les leviers du pouvoir et qu'il n'organiserait pas une élection qu'il peut perdre. Au pouvoir depuis 1986 et désormais âgé de 76 ans, il briguera un sixième mandat, à la présidentielle du 14 janvier, mais ne fera que mine de remettre sa couronne en jeu. D'ici là, une ferme répression aura continué de s'abattre sur l'opposition et sur son principal rival, le rappeur et député Robert Kyagulanyi, dit Bobi Wine. Celui-ci bénéficie d'un large soutien populaire et de l'appui du rival historique de Museveni, le docteur Kizza Besigye. Mais sa force de frappe est circonscrite aux centres urbains,

tandis que le président sortant peut compter sur le solide ancrage du parti au pouvoir. Le combat s'annonce très inégal.

Zambie Le moment de vérité

Les graves difficultés économiques que traverse la Zambie pourraient-elles empêcher Edgar Lungu d'être réélu ? Ce n'est pas à exclure, tant le pays est endetté et empêtré dans un éprouvant bras de fer avec les compagnies minières. Accusé d'autoritarisme, Lungu a été élu une première fois en janvier 2015 pour achever le mandat du président Michael Sata, décédé quelques mois plus tôt. De nouveau élu – mais pour un mandat complet cette fois – en août 2016, il a été autorisé par la Cour constitutionnelle à se représenter en août 2021. Il devrait une nouvelle fois affronter dans les urnes Hakainde Hichilema, le chef de l'opposition zambienne à la tête du Parti uni pour le développement national (UPND). Ce dernier met en avant ses qualités d'homme d'affaires pour relancer le pays, mais pas sûr que cela suffise pour lui permettre de convaincre les électeurs, d'autant qu'il a déjà été battu cinq fois d'affilée. **15**



La CRRH-UEMOA, dix années au service de la promotion du financement de l'habitat dans l'UEMOA : Juillet 2010-Juillet 2020

- Le capital social de la CRRH-UEMOA en 2020 : 9 588 970 000 FCFA.
À la création : 3 426 000 000 FCFA.
- Nombre de banques commerciales actionnaires en 2020 : 56.
À la création : 29.
- Nombre d'actionnaires institutionnels en 2020 : BOAD, BIDC, SHELTER AFRIQUE, SFI.
À la création : BOAD.
- De 2012 à 2020, la CRRH-UEMOA a décaissé 200 milliards de FCFA pour le refinancement de 35 banques actionnaires dans les huit (08) pays de l'UEMOA,

à raison de :

- 162 milliards de FCFA de ressources de marché mobilisées par emprunts obligataires, et ;
- 38 milliards de FCFA de ressources concessionnelles mobilisées auprès des partenaires au développement pour le refinancement du logement abordable.

Le montant total de ressources mobilisées s'élève à date à 295 milliards de FCFA.

- La CRRH-UEMOA est notée AA+ à long terme, et A1+ à court terme par l'agence Bloomfield Investment Corporation.

La CRRH-UEMOA remercie les investisseurs qui lui font confiance ainsi que les partenaires au développement qui la soutiennent, notamment : la KFW et la Banque Mondiale.

La CRRH-UEMOA vous souhaite de joyeuses fêtes et une heureuse année 2021.



www.facebook.com/crrhuemoa

68, Avenue de la libération, Immeuble BOAD - Site internet : www.crrhuemoa.org.

La CRRH-UEMOA, Finançons ensemble, l'accès à la propriété pour tous !



Achille Mbembe

Historien
et politologue
camerounais

Pour une démocratie des communautés

La civilisation industrielle n'est pas immortelle. Mélange de puissance et de vulnérabilité, elle est foncièrement fragile. Nous avons eu le loisir de le constater à la faveur de la pandémie, lorsque les moteurs du monde eux-mêmes, à savoir les populations humaines, ont été ébranlés. Et ce n'est pas fini.

Depuis l'avènement de la modernité occidentale, les humains sont engagés dans une interminable guerre contre le vivant. Grâce notamment aux découvertes scientifiques et technologiques, l'humanité a accompli des progrès gigantesques. Sur tous les plans. Ceux-ci n'ont guère permis, du moins jusqu'à présent, de vaincre la mort. Mais ils ont contribué, à peu près partout, à une nette amélioration des conditions de vie, à un recul des maladies et à un allègement significatif des souffrances sur terre.

Ces progrès ont cependant nécessité le développement d'un système d'extraction et de gaspillage sans précédent des richesses de la planète. Au demeurant, ce système ne survit que grâce à la combustion constante et ininterrompue de carburants fossiles et de masses gigantesques d'énergie qu'il faut aller chercher de plus en plus loin dans les entrailles de la Terre et au fond des océans.

Le plus grave, aujourd'hui, c'est la rapidité avec laquelle l'humanité est en train de détruire la couche d'ozone. C'est la concentration, dans l'atmosphère,

secouer et prendre de la distance. Demain ne saurait être simplement une répétition d'hier. Ce dont le continent a besoin, c'est d'une grande transition.

Il faut en effet repenser de fond en comble la question fondamentale du bien-être collectif ou, si l'on veut, du développement. La croissance économique et matérielle ne saurait, à elle seule, justifier autant de dégâts. En tant que projet historique de transformation, le développement en Afrique doit être fondé sur une conception élargie de la santé, celle des êtres humains et, avec eux, celle de toutes les autres composantes du vivant.

Ni le vieux modèle occidental, ni sa version chinoise ne permettront au continent de briser les chaînes de l'appauvrissement. La prospérité et le bien-être ne sont pas synonymes de ponction indéfinie des corps humains et des richesses matérielles. Ils sont affaire de qualité des liens sociaux, de sobriété et de frugalité. Le continent devra par conséquent forger un modèle original, capable d'une part de concilier la nécessaire mise en valeur de son immense capital naturel et humain et de ses gigantesques ressources écologiques, et d'autre part de répondre de manière créative à l'exigence de survie à laquelle font face toutes les espèces vivantes. Tout le reste viendra par surcroît.

Pour y parvenir, il faut s'attaquer aux soubassements sociaux, politiques, économiques et culturels qui sous-tendent et facilitent l'extraction et la prédation.

L'impératif est aujourd'hui la relocalisation de l'économie. Adossée sur les capitaux naturels du continent, cette nouvelle économie doit être orientée vers les besoins locaux, ceux de première nécessité. Car c'est à travers la satisfaction des besoins de première nécessité que se construira la citoyenneté et que nous restituerons à tous la dignité perdue.

Réhabiliter la localité impose de revenir aux communautés et à leurs institutions, à leurs mémoires et à leurs savoirs, à leur intelligence collective. Tout indique en effet qu'il faut soutenir les pratiques de résilience dont regorge le continent.

L'Afrique a développé, notamment depuis le XIX^e siècle, des formes hybrides d'organisation, qu'il s'agisse de production ou d'échanges. Cela n'est pas une faiblesse, mais une force. Dans une large mesure, elle a échappé à la domination totale aussi bien par le capital que par l'État. Des bureaucraties parasitaires ont cependant eu raison de cette

EN PUISANT DANS SA MÉMOIRE PROFONDE, L'AFRIQUE PEUT INAUGURER UN MODÈLE DE GOUVERNEMENT POUR LE XXI^e SIÈCLE.

de dioxyde de carbone, d'oxyde nitreux, de méthane. Et que dire des poussières extrêmement ténues, des rejets de gaz toxiques, des substances invisibles, des fines granulations et particules de toutes sortes? Pour ce qui concerne l'Afrique en particulier, c'est la déplétion des stocks de pêche, la dégradation des mangroves, la hausse des flux de nitrate et l'altération des zones côtières. C'est aussi le bradage des forêts, l'épandage agricole, l'artificialisation des sols, la perte des espèces rares, bref, la destruction de la biosphère.

À la faveur de la pandémie, il aurait donc fallu marquer une pause, ouvrir les yeux, nous laisser



Déforestation
en Sierra Leone.

énergie sociale qu'elles ne cessent de saper et de dévoyer.

Car, à côté de la société officielle héritée de la colonisation, ont toujours existé des sociétés de pairs. Dans ces espaces de l'en-commun, les ressources sont gérées de manière participative, par le biais de systèmes contributifs ouverts, qui ne se limitent pas à l'impôt formel. Ces sociétés de pairs sont régies par le double principe de la mutualité et de la négociation sociale. C'est ce qui explique l'existence, dans maintes régions du continent, de multiples associations à bénéfice social. L'économie dite informelle montre que beaucoup sont habités par le désir de créer quelque chose qui soit directement utile à ceux qui y contribuent. Ils gagnent ainsi leur vie en produisant de la valeur ajoutée pour le marché. Par-delà l'échange, c'est donc le développement de communautés productives qu'il importe de favoriser. Cela ne peut se faire que si triomphe un modèle inédit, la démocratie des communautés.

Parasites et prédateurs

L'Afrique doit rentrer, de son propre gré, dans une grande transition. L'objectif de cette transition serait de créer les conditions de renforcement de l'investissement sociétal. Il faut rétablir un dynamique équilibre entre le marché et l'État, puis l'État et la société, dans une perspective de mutualisation. Pendant très longtemps, l'État a été – et est encore – dominé par une classe de prédateurs et de parasites qui utilisent leurs positions de pouvoir au sein de la bureaucratie pour maximiser des profits personnels. Dans sa formule actuelle, l'État ne réinvestit guère dans l'entretien et le renforcement des capacités génératives des communautés.

Il faut donc sortir d'une relation exclusivement extractive et prédatrice avec l'État et imaginer une

relation générative, celle qui enrichit le social. Ce rééquilibrage doit se faire en faveur de toutes les couches productives de la société, au détriment des couches bureaucratiques et de la force armée, formelle ou informelle.

Afin d'inverser le rapport de force au bénéfice des couches productives de la société et aux dépens des chercheurs de rente, il est possible de s'appuyer sur les capacités généralisées de communication libérées par les nouvelles technologies et sur le médium universel du numérique, à condition que cet instrument serve à accroître les facultés critiques et les capacités d'auto-organisation, ainsi que les capacités de création et de redistribution de valeur.

En puisant dans ses propres traditions et sa mémoire profonde, l'Afrique peut inaugurer un nouveau modèle de gouvernement pour le XXI^e siècle. Ici, gouverner serait avant tout veiller, dans nos environnements écologiques, à l'interaction la plus harmonieuse possible entre tous les vivants. La santé deviendrait ainsi la base de la refondation d'un nouveau contrat qui ne serait pas seulement social, mais qui impliquerait aussi les autres habitants non humains de la planète, les individus autant que les espèces. Dans une large mesure, c'est l'idée même de souveraineté qui serait réinventée. Comme c'était le cas dans le passé, le biotope deviendrait le souverain en dernière instance.

Le gouvernement des humains consistait à assurer constamment l'équilibre du biotope. Les sociétés authentiquement humaines étaient celles qui savaient accueillir tous les autres environnements. Là où ils existaient, la fonction première des États était d'assurer la couverture sociale des populations, notamment face aux crises et aux risques de tout genre. C'est à puiser dans ces archives profondes de nos sociétés que nous appelle le présent. **UA**



21 idées qui vont changer l'Afrique en 2021

Touché – durement – mais prêt à rebondir, le continent devrait rattraper cette année les pertes de 2020. Voici la contribution de *Jeune Afrique* à cet effort de relance avec une liste de mesures aussi innovantes que nécessaires.

DOSSIER CONÇU PAR ESTELLE MAUSSON, AVEC QUENTIN VELLUET, AURÉLIE M'BIDA, JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKE, MATHIEU GALTIER, BAUDELAIRE MIEU, OMER MBADI, EL MEHDI BERRADA ET CHRISTOPHE LE BEC

En quelques mois, la production économique subsaharienne de 2020 a été amputée de l'équivalent des PIB cumulés de la Côte d'Ivoire, de la RD Congo et du Sénégal. Le nord du continent affronte, lui, une rare dégradation de sa balance extérieure (-7,6 % du PIB). Pour autant, la prédiction d'avril d'Alioune Ndiaye, DG d'Orange Moyen-Orient et Afrique

(« Je ne crois pas que le coronavirus sera la catastrophe décrite »), a été presciente. Malgré la récession observée – la première en une génération au sud du Sahara –, le continent est paré pour rattraper dès l'an prochain les pertes de cette étrange année 2020 – celle des « déjeuners Zoom » et des funérailles « distancées ». Pour aider à accélérer cette reprise, nous avons interrogé plusieurs dizaines de leaders du business

et de l'économie en Afrique sur les principales idées et recommandations (politique économique, gouvernance, finance, technologie, société...) pour l'année à venir. Nous en avons sélectionné 21, chiffre porte-bonheur au blackjack mais aussi l'âge de la majorité dans une demi-douzaine de pays africains. Chance et maturité, peut-on espérer de meilleurs augures pour l'Afrique en 2021?

1 Créer de la monnaie

À l'instar de l'Europe et des États-Unis en 2008, le continent pourrait bénéficier grâce au FMI du programme d'émissions de droits de tirages spéciaux (DTS), échangeables contre des devises, sans que cela n'aggrave l'endettement public (56 % du PIB africain en 2018). La Chine, dont le yuan fait partie du panier de devises des DTS, pourrait être un allié face à la réticence américaine. En parallèle de l'annulation complète ou partielle de la dette extérieure (500 milliards de dollars), les pays pourraient alléger l'endettement intérieur (50 % de la dette africaine) en négociant un allongement de la maturité et une baisse des taux d'intérêt.

2 Cartographier le potentiel géothermique du continent

15 000 MW rien qu'en Afrique de l'Est. C'est la capacité énergétique que pourrait générer la géothermie dans cette région, selon l'Union africaine. Pour l'heure, seul le Kenya (qui figure dans le top 10 mondial des producteurs d'énergie géothermique) a sauté le pas, près de la moitié de sa consommation électrique étant assurée par cette énergie propre, fiable et compétitive. Mais des projets sont en cours en Éthiopie, Égypte, Érythrée, Ouganda, Tanzanie et à Djibouti. Établir une carte des ressources à exploiter permettrait d'en faire émerger d'autres et de motiver les investisseurs.

3 Accélérer la production africaine de médicaments

L'idée, née bien avant le Covid, est plus que jamais d'actualité. La production pharmaceutique africaine représente 3 % du total mondial, et le continent importe 70 % de ses besoins. En juin 2020, a été lancée la Plateforme africaine de fournitures médicales (par le CDC Afrique, Afreximbank et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique). Un Plan de fabrication pharmaceutique pour l'Afrique (PMPA), approuvé par l'Union africaine en 2012, doit bénéficier du lancement attendu de l'Agence africaine du médicament (AMA). À terme, 16 pays

africains ont signé le traité instituant l'AMA, dont l'Algérie, le Maroc et le Sénégal. Si quelques pays seulement – Maroc, Algérie, Tunisie, Afrique du Sud, Kenya et Sénégal – disposent d'une industrie du médicament, le coronavirus devrait accélérer l'essor de la production locale. Le chinois Fosun Pharma et le tunisien Saiph construisent chacun une usine de génériques en Côte d'Ivoire. L'indien Africare veut s'étendre au Burkina Faso, en Éthiopie et au Zimbabwe; le français Servier (via sa filiale Biogaran) en Afrique de l'Ouest; CFAO dans le monde anglophone et en Algérie.

4 Une banque de gènes pour définir la médecine du futur

À 35 ans, Abasi Ene-Onong est en passe de régler plusieurs enjeux de la recherche médicale africaine et mondiale. Avec sa start-up 54gene, l'entrepreneur nigérian veut constituer la plus grande banque de génomes africains du monde. Son travail de séquençage met l'Afrique sur le devant de la scène médicale. Il participera non seulement au développement de produits adaptés aux populations du continent mais aussi à enrichir considérablement la recherche mondiale en thérapie génique grâce à l'apport d'informations dont elle ne disposait

pas jusqu'ici, faute de laboratoire et de données disponibles sur place. Ces travaux devraient surtout participer au futur de la médecine qui tend de plus en plus vers des traitements conçus d'après l'ADN de chacun. Et permettre notamment de mieux maîtriser les ARN messagers, ces « photocopies » de notre ADN utilisées dans les futurs vaccins contre le Covid-19.

5 Créer une union économique sur le riz

C'est une solution concrète pour renforcer le secteur agricole et l'intégration continentale. De la même façon que l'Europe a amorcé sa construction par l'intermédiaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), l'Afrique aurait intérêt à commencer son intégration par un marché précis et clé pour elle. Dans ce cadre, le choix du riz, céréale très consommée mais largement importée, s'impose. Cette proposition audacieuse en appelle une autre: instaurer, dans les nombreux pays où ce n'est pas encore le cas, une TVA sur les produits agricoles. Imposée par la loi, cette taxation ne s'applique qu'à partir d'un certain niveau de chiffre d'affaires (c'est le seuil d'assujettissement). Autrement dit, elle met à contribution les grands acteurs, notamment les importateurs, sans →



4 La start-up nigérianne 54gene met le continent sur le devant de la scène médicale mondiale.

→ toucher les petits producteurs locaux, qui sont ainsi protégés des importations. Une pratique qui génère des recettes publiques et favorise la production nationale.

6 Développer un système digital de protection sociale
La crise a accéléré la « digitalisation » des offres de services publics. Le service de transferts sociaux sur mobile Novissi du Togo, lancé en avril 2020, a reçu les louanges du FMI. Il en va de même des « crédits numériques » accordés au Gabon et au Sénégal aux populations les plus vulnérables pour le règlement de factures. Plus largement, Libreville a déjà développé une offre de sécurité sociale combinant solutions biométriques et cartes à puce, tandis que Lomé a lancé une agence d'identification biométrique. L'Afrique du Sud et la Namibie ont également suivi cette voie. Le grand modèle reste le programme d'identification biométrique « Aadhaar », en Inde, qui pourrait faire des émules...

7 Adopter un Sherman Act africain
Pour nombre d'économistes, c'est la mesure devant accompagner l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Si l'ouverture des frontières est indispensable, l'organisation de la concurrence – par l'intermédiaire de l'adoption d'une loi antitrust sur le modèle de la réglementation américaine de 1890, toujours en vigueur – l'est tout autant. Accompagnée de la création d'une agence de la concurrence, elle permettrait la démonopolisation des économies, notamment au Maghreb, mais aussi l'encadrement des opérations de fusion et de rachat. L'échelon supranational doit assurer une certaine indépendance vis-à-vis des intérêts locaux.

8 Créer une plateforme continentale en ligne d'accès à des contenus académiques
La crise du Covid-19 a démontré l'attractivité de l'enseignement à distance



6 Au Togo, une agence d'identification biométrique a vu le jour cette année.

autant que les faibles capacités des pays africains, à terme, à répondre à cette demande. Des efforts louables ont été menés pour faciliter l'accès à la recherche africaine, par l'intermédiaire de l'African Education Research Database, géré toutefois depuis le Royaume-Uni. L'université panafricaine – soutenue par l'Union africaine et qui compte quatre campus à Ibadan, près de Nairobi, à Tlemcen, à Yaoundé et à Buea – a lancé au début de 2020 son offre de cours en ligne, avec cependant des débuts affectés par la pandémie. Mais ces initiatives ne ciblent que l'enseignement tertiaire, négligeant les cycles primaire et secondaire, ainsi que la formation technique...

9 Impliquer la Zlecaf dans toute négociation commerciale
Un pays membre de la Zone de libre-échange commerciale africaine doit informer ses pairs et leur faire bénéficier des conditions les plus favorables contenues dans tout nouvel accord bilatéral conclu – la « clause de la nation la plus favorisée ». Paradoxe : aucun mécanisme contraignant n'existe aujourd'hui permettant à la Zlecaf d'intervenir en amont, durant les négociations commerciales avec les partenaires extérieurs. Avancée importante, cependant, les négociations

tarifaires pour l'implémentation de la Zlecaf impliquent désormais les communautés économiques régionales (Cedeao, CAE), forçant les États africains à soumettre leurs propositions tarifaires à travers leurs unions douanières et non plus individuellement.

10 Créer une agence de notation panafricaine
Pas nouvelle, l'idée gagne du terrain, y compris dans certaines discussions de couloir du FMI. Une réaction aux critiques croissantes adressées aux mastodontes de la notation – Fitch, Moody's et S&P –, accusés d'empêcher la relance des économies africaines et même d'en pousser certaines vers le défaut. Seule une agence d'envergure panafricaine permettrait de faire entendre une autre voix. Un projet qui pourrait se concrétiser rapidement, un rapprochement entre deux agences, l'une ouest-africaine et l'autre sud-africaine, étant dans les tuyaux.

11 Drones et images satellites comme outils agricoles de base
Lutte contre les criquets pèlerins, traçabilité des fèves de cacao, cartes de fertilité des sols, usage raisonné de l'eau et des engrais... Ce ne sont que quelques exemples d'utilisation des drones et des images satellitaires déjà



KARIEL REUNIS/COO/AFIC

12 La centrale solaire photovoltaïque de Bangweulu, près de Lusaka, en Zambie, d'une capacité de 54 MW.

à l'œuvre dans le domaine agricole sur le continent. Vu les gains de productivité engendrés et la réduction du coût de ces équipements, on peut parier sur leur essor rapide au profit d'une agriculture « de précision ». La Banque africaine de développement a conclu un projet de formation de 40 pilotes de drones en Tunisie quand la plateforme togolaise E-Agribusiness (l'une des nombreuses présentes sur le continent) a signé un accord avec le chinois Quanfeng Aviation pour créer, au Togo, un centre de formation de pilotes pour l'Afrique de l'Ouest.

12 Multiplier les « scaling solar », encourager la production locale

Concevoir, financer et réaliser des projets de centrales solaires sans attendre qu'ils émergent d'eux-mêmes. Telle

est l'approche d'IFC, branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, avec son programme « scaling solar ». Fort de son succès, il s'étend sur le continent. D'où l'idée de le décliner dans d'autres secteurs clés : l'agroalimentaire afin d'encourager la production locale de poulet par exemple, l'immobilier pour favoriser la construction de logements sociaux et durables, la santé et l'éducation pour créer des solutions d'e-formation et d'e-médecine.

13 Généraliser les contrats de performance

Le Rwanda en a fait la colonne vertébrale de son administration. Portant le nom d'« Imihigo », ils fixent des objectifs annuels à chaque fonctionnaire et donnent lieu, tous les ans, à un classement des districts

les plus vertueux. Mais les contrats de performances, s'ils se développent dans la fonction publique, s'imposent aussi dans les relations entre États et entreprises privées. Récurrents dans le secteur énergétique, ils doivent être étendus aux autres secteurs. Une garantie d'efficacité et d'équilibre du rapport des forces entre les parties prenantes.

14 Vers un « cloud » souverain ?

Le marché africain des *data centers* est anticipé à 3 milliards de dollars en 2025, contre 646 millions de dollars en 2019. Cet afflux de capitaux, qui est capté par des opérateurs d'infrastructures comme Rack Center ou Africa Data Centres – qui a levé plus de 600 millions de dollars ces six derniers mois –, est le signe que l'internet africain gagne en maturité et en résilience à une vitesse suffisante pour passer à l'étape suivante : le développement de services en tout genre, hébergés sur des serveurs africains et permettant aux entreprises d'externaliser certaines activités et ainsi d'accélérer leur transformation digitale. Ces dernières – notamment les banques – vont s'engager dans le rapatriement à domicile de leurs données jusqu'ici hébergées sur des serveurs européens ou de coûteux *data centers* qu'elles possédaient. Ce déménagement devrait diminuer la dépendance des utilisateurs aux plateformes étrangères et indirectement renforcer la souveraineté des États devenus maîtres de leurs données stratégiques.

15 Une monnaie digitale unique

Le déclin de la monnaie physique constitue-t-il un recul des libertés individuelles ? C'est le débat suggéré par le développement de la *mobile money*. À la fois facilitateur des transactions intracontinentales, catalyseur d'une bancarisation progressive des Africains et, de fait, d'une formalisation des économies, il ouvre aussi la voie à une dépendance à des tiers incontournable et à l'exploitation →

Édito

Et l'éducation dans tout cela?



Alain Faujas

Journaliste à Jeune Afrique

L'ancien président ivoirien Félix Houphouët-Boigny avait compris que l'enseignement était le socle du développement, lui qui, de 1960 à 1980, a fait adopter des budgets de l'éducation et de l'enseignement supérieur représentant 44 % du budget total de l'État! Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là, et l'Afrique continue à ne pas bien former ses enfants. Selon l'Unesco, un cinquième des jeunes de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés au sud du Sahara. Le taux de réussite au baccalauréat des Mauritaniens avoisine 10 %. Seulement 60,4 % des Togolais sont alphabétisés. Seule une vraie priorité budgétaire pour l'éducation et la formation permettra à l'Afrique d'atteindre ses objectifs: diversification des économies, augmentation de la valeur ajoutée dans l'exportation des matières premières, réduction du chômage et de l'informel... Rien de tout cela ne sera réalisé si tous les petits Africains n'empruntent pas le chemin du savoir, depuis la maternelle jusqu'à l'université, en passant par les centres de formation et avec l'aide du numérique. 

→ des données personnelles (géolocalisation, nature et habitudes d'achats) à des fins commerciales. Si certains appellent à la vigilance et au droit à la discrétion, d'autres, comme l'économiste bissau-guinéen Carlos Lopes, imaginent aller plus loin en créant une monnaie virtuelle commune au continent, une solution qui permettrait de sauter l'étape de la monnaie physique panafricaine, l'eco, projet mille fois repoussé et dont la concrétisation – au vu des tensions qui l'entourent – paraît des plus incertaines.

16 Un accélérateur panafricain de villes intelligentes

À partir de janvier 2021, l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) abritera le premier bureau en Afrique de l'incubateur américain Plug and Play. Soutenu par le géant des phosphates OCP, le projet offre un espace entièrement équipé en technologies de pointe, l'accès à des programmes de mentorat, des ateliers pratiques et un réseau de partenaires internationaux pour les porteurs de projets africains. Le premier programme d'accélération, qui sera lancé en début d'année, concerne le domaine des *smart cities* (internet des objets, mobilité urbaine, immobilier, énergie et santé).

17 Mettre un coup de frein au financement du charbon

Plusieurs groupes bancaires africains (Absa, Standard Bank...) ont récemment amorcé la manœuvre, avec une accélération en 2020, malgré la complexité d'une telle décision sur un continent où le charbon est la principale ressource énergétique. Et ce à l'instar de ce qui se fait ailleurs dans le monde, dans la lignée des fameux « ODD » des Nations unies. Les banques de développement à l'international – parmi lesquelles la BAD ou encore la BOAD –, ont, quant à elles, fait le vœu d'aligner leurs activités sur l'accord de Paris sur le climat lors du sommet Finance en commun, en novembre 2020. Il y a fort à parier que d'autres acteurs leur emboîteront le pas en 2021.



18 Micro-irrigation

Cette technique d'irrigation, utilisant un réseau de distribution en surface ou souterrain « jusqu'au pied de la plante », gagne des adeptes face aux ravages du changement climatique, même jusqu'au sein de la Banque mondiale. L'israélien Netafim, un des leaders du secteur, déploie cette technologie au Niger, avec des économies d'eau estimées entre 30 % et 55 %. L'ONG américaine IDE la teste au Burkina Faso, et des essais concluants ont été menés en Gambie et en Afrique du Sud. La taille du marché des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte au Moyen-Orient et en Afrique représentait 360 millions de dollars en 2020 (572 millions attendus en 2025) selon Market Data Forecast.

19 Course aux fournisseurs « alternatifs »

Si le continent s'est tenu à l'écart de la guerre technologique livrée par les États-Unis contre les matériaux et fournisseurs chinois (5G, processeurs...), la situation est appelée à changer. À la fin de novembre



17 Centrale à charbon de Lethabo, à Vereeniging, en Afrique du Sud, dont 86 % de la production électrique est assurée par le charbon.

coopérative, encadrés, équipés et formés par des groupes internationaux, ce système vise à créer des emplois décents, empêcher le travail des enfants, protéger l'environnement et assurer la traçabilité du minerai. Expérimenté en RD Congo avec l'appui du suisse Trafigura et du chinois Huayou Cobalt, qui commercialisent le minerai, ce modèle intéresse les filières aurifères au Sahel ainsi que celles du saphir à Madagascar, où il permettrait de pérenniser des emplois et de lutter contre l'exploitation du sous-sol par des groupes armés ou mafieux.

21 « Mobile insurance » face aux risques

Santé, risque climatique, agriculture... Les défis sont nombreux et pourtant peu embrassés sur un continent où le taux de pénétration de l'assurance est d'à peine 3 %. C'est dans une année post-Covid que les acteurs panafricains devront repenser leur modèle de développement. Certains, comme Sunu, Sanlam, Attijariwafa, et d'autres, ont déjà accéléré le chantier en raison de la pandémie.

Digitaliser les assurances et proposer des services adaptés à l'ensemble des populations, urbaines, rurales, classe moyenne, agriculteurs, petites et grandes entreprises, tel sera leur leitmotiv. Les technologies existent, des insurtech ont essaimé sur le continent : Balloon, Bima... Et les grands assureurs lorgnent déjà ce marché aux promesses avantageuses. **IA**

2020, l'USaid a rappelé aux bénéficiaires de son aide l'interdiction de recourir aux « équipements ou services de télécommunication produits par Huawei, ZTE, Hytera, Hikvision, Dahua et leurs filiales », en raison du National Defense Authorization Act signé en août 2018. Une « dérogation limitée » existe, mais ces interdictions doivent figurer dans les nouveaux appels d'offres. En filigrane : un vif encouragement à rechercher d'autres fournisseurs que les majors chinoises de la technologie.

20 Des mines artisanales appuyées par des multinationales extractives

Alors que la RD Congo détient les deux tiers des réserves de cobalt, essentiel à la fabrication des batteries des véhicules électriques, plusieurs grands groupes miniers et de négoce se sont alliés avec des coopératives locales pour favoriser le développement de mines artisanales « responsables ». Grâce à des sites extractifs d'un nouveau genre, exploités par des mineurs locaux organisés en





**FOURNISSEUR DE MATIÈRES PREMIÈRES
AUX INDUSTRIELS D'AFRIQUE**

Votre partenaire international depuis 15 ans

| PARIS | DUBAÏ |



(+33) 1 48 40 67 61 | cemp@ce-mp.com

www.ce-mp.com



Yann Gwet

Essayiste camerounais, auteur de Vous avez dit retour? (éd. Présence africaine, 2019).

Le crépuscule des oppositions

Longtemps nous avons vécu dans l'illusion de la « fin de l'Histoire ». Nous avons pensé que les indépendances et, surtout, l'ouverture de la parenthèse démocratique des années 1990 marquaient le début d'une transition vers une Afrique plus juste, plus prospère; que l'Histoire serait une longue marche vers un progrès inéluctable.

Mais alors que l'année 2020 s'achève, que voyons-nous? Sur le plan politique, elle aura été d'un cru plus que douteux. À coups d'arrestations arbitraires, de harcèlement des partis d'opposition, de répression des manifestations, de tripotillages constitutionnels, les « mauvais élèves » de la zone francophone ont tenu leur rang. L'impunité dont ils jouissent a fini par inspirer des pays à la réputation moins entachée. Le résultat est un paysage démocratique considérablement dégradé. Cette dégradation mérite toute notre attention, car elle survient trente ans après les conférences nationales souveraines censées mettre l'Afrique (francophone) sur le chemin de la démocratie.

Nous en sommes plus loin que jamais. Les élections sont à tel point décrédibilisées par la fraude que l'on est en droit de s'interroger sur l'intérêt de poursuivre cette fiction. L'abstention ne cesse de croître. Les partis au pouvoir fusionnent avec des États dont ils se servent des ressources et des institutions pour écraser toute velléité de contestation, entérinant le retour de facto à des systèmes de partis uniques. Asphyxiés par une répression

politiques, des médias moralisateurs, des opposants opportunistes en quête d'un statut, d'un strapontin ministériel ou de quelque prébende, de sincères militants réclamant une véritable démocratie, et, bien entendu, des autocrates en quête permanente d'une fausse mais nécessaire « légitimité ».

La greffe du principe d'opposition dans le corpus politique de maints pays africains a toujours été une gageure. Nombre de nos sociétés fonctionnent encore sous un mode colonial. La raison d'être des États, dont les structures sont souvent héritées de cette époque, est d'imposer un ordre unique. Lesdits États ont rarement été reconfigurés pour servir un projet démocratique. Dès lors, il n'est guère étonnant qu'ils s'accommodent mal d'un modèle politique qui repose sur l'idée que la dissension est fertile.

Potentiel révolutionnaire

Cette dissension a toujours été incarnée par des partis d'opposition. Mais ces derniers sont vieillissants. Ils reposaient sur des idéologies puissantes, qui s'exprimaient dans des mouvements de masse représentant des intérêts sociaux, économiques et culturels distincts. La mise en mouvement de ces grosses machines exigeait une organisation méticuleuse, des financements importants, une logistique sophistiquée. La mort des grandes idéologies, la complexification croissante de l'économie, l'interconnexion du monde appelaient une approche renouvelée du combat politique dans des démocraties artificielles.

La mutation vers une nouvelle manière de faire de la politique est à l'œuvre à travers le monde. L'Afrique en sera un laboratoire privilégié. Sa démographie est, de ce point de vue, un atout. Avide de changement et adepte des nouvelles technologies, sa jeunesse a pris le pouvoir sur ce qui est déjà le nouveau terrain d'expression politique: les réseaux sociaux. Cette nouvelle technologie est certes chaotique. Elle accroît la polarisation, alimente l'irrationalité et une forme de radicalité. Mais elle est souple, dynamique et assez peu coûteuse. Son potentiel révolutionnaire est considérable. Plusieurs gouvernements africains l'ont bien compris, qui investissent désormais dans la surveillance et le contrôle des réseaux sociaux.

Cette guerre pour le contrôle du monde virtuel sera l'un des grands enjeux du monde de demain, et l'une des grandes batailles qui sera menée en Afrique. La fin progressive et inéluctable du parti politique sous sa forme traditionnelle ne signifie donc pas, loin de là, la fin de l'opposition. Bien au contraire, il est possible que le meilleur soit à venir. **BA**

AVIDE DE CHANGEMENT, LA JEUNESSE A PRIS LE POUVOIR SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX.

féroce, trop souvent fragilisés par leurs propres incohérences, les partis d'opposition qui rejettent le rôle de faire-valoir qui leur est assigné sont soumis à un régime de persécution qui leur laisse peu de chances d'émerger.

Dans ces conditions, et en l'absence du soutien d'une communauté internationale qui oscille entre réalpolitik et défense de prétendues valeurs universelles, il n'est pas absurde d'acter la mort du principe de l'opposition politique en Afrique francophone et de préparer la prochaine étape. Bien sûr, la fiction persistera un moment. L'économie de la « démocratie » est importante. S'y mêlent des ONG vivant du business des élections, des activistes financés par divers organismes pour réciter le catéchisme démocratique, des think tanks instrumentalisant la démocratie pour servir des desseins



« Nous accompagnons la transition digitale de l'Afrique en proposant des solutions sécurisées et décarbonées »



ENTRETIEN

« Nouridine Bihmane, directeur général des marchés émergents et de la « service-line » décarbonation, et Alpha Barry, directeur général Afrique du groupe Atos »



Quelle est la présence du groupe Atos en Afrique ?

Nouridine Bihmane : Le groupe Atos est présent en Afrique depuis les années 50 grâce à la société informatique Bull rachetée en 2014. Nous avons une dizaine de filiales en Afrique subsaharienne, qui nous permettent de couvrir l'ensemble de cette zone. Le groupe emploie 2 600 salariés en Afrique, dont 85 % sont des ingénieurs.

Alpha Barry : Tous nos collaborateurs sont Africains et nos ingénieurs disposent d'un très haut niveau de formation et de compétences. Cela nous permet de réaliser des projets de qualité localement et aussi de générer un quart du chiffre d'affaires avec des clients européens et rapporter ainsi des devises fortes à nos économies. Atos encourage également le recrutement de talents de la diaspora africaine.

Quelle est votre stratégie de développement dans ce continent ?

N.B. : Le groupe Atos souhaite jouer un rôle important dans le développement socio-économique et numérique du continent. L'Afrique, en voie de digitalisation accélérée, est une priorité stratégique pour Atos. Sa transformation numérique est une force motrice pour une croissance innovatrice, inclusive et durable. Nous accompagnons nos clients en proposant des solutions digitales sécurisées et décarbonées avec des équipes d'experts à proximité.

A.B. : Comme dans d'autres pays émergents, l'Afrique conçoit des innovations qui sont valorisées au niveau mondial. Par exemple, le « digital mobile banking » né en Afrique est désormais exporté en Europe et les concepts et applications développés par nos ingénieurs sont repris et commercialisés en Europe. Notre ambition est de promouvoir ces laboratoires dits d'« innovation inversée ».

Quelle est votre offre de produits à destination des clients africains ?

N.B. : Nous proposons toute notre gamme globale de services digitaux en Afrique. Un zoom peut être sur « Atos OneCloud » qui permet d'accélérer de manière pro-active la migration des clients vers du multi-cloud à travers un guichet unique d'offres et une organisation dédiée. C'est une solution très avantageuse notamment pour les PME africaines dans la mesure où elle réduit leurs besoins d'investissements et introduit un mode de tarification plus souple et variable.

A.B. : Nous proposons également une modernisation des applications par le biais de la mise en place d'ERP. Le Digital Workplace permet l'accès à l'ensemble des applications sur un poste de travail de manière mobile, sécurisée et fluide. C'est une offre très adaptée à la nouvelle ère post Covid. Nous proposons également des solutions sectorielles par industrie (banque, télécommunications, etc.) pour répondre aux besoins métiers de nos clients.

-> Équipe ATOS Sénégal



Quelle est votre « valeur ajoutée » ?

N.B. : Au-delà de notre positionnement de leader du digital, de la cybersécurité (n°1 en Europe et n°3 dans le monde), des supercalculateurs (n°1 en Europe), je m'attarderais sur notre offre de décarbonation qui reflète notre engagement pour un monde durable. Saviez-vous que nous sommes les seuls à proposer à nos clients des engagements de réduction des émissions de carbone dans le cadre de nos contrats de prestation de service ? Nous nous engageons à réduire ce niveau d'émissions de CO₂ selon un calendrier et, en cas de nécessité, nous faisons bénéficier le client d'un certificat de compensation CO₂.

A.B. : Nous avons un portefeuille de technologies et des compétences que nous mettons au service de nos clients africains. Atos Afrique dispose de plusieurs pôles spécialisés en intégration d'ERP, cybersécurité, et en big data : ils sont basés en Afrique du sud, au Maroc et au Sénégal. Enfin, nous avons une présence dans de très nombreux pays avec une réelle taille critique.

JAMG Photos : D.R.

Mohamed Bouazizi, mort en vain

Il y a dix ans, le nom de ce vendeur de légumes ambulant qui s'était immolé par le feu pour protester contre l'arbitraire rimait avec Printemps arabe. Aujourd'hui, il évoque surtout des lendemains qui déchantent.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Sur la place du gouvernorat de Sidi Bouzid (Centre), Mohamed Bouazizi, dont le vrai prénom est Tarak, mais qu'on appelle communément Mohamed, comme son père, décédé voilà quelques années, se sent marqué au fer rouge. Une femme, agent municipal, vient de lui confisquer sa balance. Ce n'est pas la première fois que Mohamed, 26 ans, vendeur de légumes ambulant, essuie ce qu'il ressent comme une brimade. Mais cette fois, il tente de défendre son bien et aurait, dans la querelle, touché la poitrine de Fadwa Hamdi – le nom de l'agent municipal –, qui le gifla. La légende se construit autour de cet incident bref mais fondateur : un ordre établi sourd aux revendications d'une jeunesse avide de justice sociale, de dignité et de liberté – mots d'ordre de la révolution –, et une femme qui humilie un homme en public.

Un mépris, une « hogra », que ne peut supporter Mohamed Bouazizi. D'autant qu'à l'humiliation s'ajoute le spectre de la faim puisque la police municipale a confisqué toute la marchandise du jeune homme, qui a sa famille à charge. Son parcours est semblable à celui de milliers d'anonymes qui exercent leurs activités dans l'informel faute de pouvoir glisser des billets pour obtenir une autorisation. Après avoir quitté le lycée avec un niveau bac, Bouazizi tente de subvenir aux besoins de ses six frères et sœurs, car les revenus de ses parents – sa mère travaille aux champs, et son beau-père est maçon – sont aléatoires et très insuffisants. C'est lui le soutien de

sa famille depuis que l'aîné a quitté la maison. Maison est d'ailleurs un bien grand mot pour désigner cette habitation sommaire de quelques mètres carrés située au fond d'une ruelle du cloaque de la Cité Nour, de Sidi Bouzid. Les Bouazizi vivent chichement mais dignement. Un aspect important pour cette famille originaire de la tribu des Hamama.

Nous sommes le vendredi 17 décembre 2010. Dans moins d'une heure, la prière hebdomadaire va réunir les fidèles. Mohamed ne peut assumer cette honte publique. « Il est

LA ROMANTIQUE RÉVOLUTION DU JASMIN A ÉTÉ REBAPTISÉE « RÉVOLUTION DE LA BROUETTE », CELLE DES VENTRES CREUX.

allé se plaindre à la mairie, personne n'a voulu le recevoir. Puis il a essayé chez le gouverneur. Trois fois. On l'a chassé. Ce n'était pas la première fois qu'on saisissait sa marchandise, mais se faire gifler par une femme en pleine rue, ça l'a brûlé à l'intérieur. Chez nous, ce n'est pas acceptable », racontait sa mère aux journalistes, qui avaient envahi la ruelle d'habitude déserte. Fou de rage, Bouazizi cherche à se faire remarquer, se munit d'un bidon de produit inflammable, retourne devant le gouvernorat, hurle sa colère et s'asperge en menaçant de s'immoler par le feu. « Il espérait que quelqu'un sortirait du gouvernorat pour lui restituer son matériel », assure Hatem,

un chômeur qui a assisté à la scène. Et c'est le drame : il a allumé un briquet par bravade et s'est embrasé aussitôt. « Peu avant, il riait avec ses copains qui tentaient de le dissuader de commettre l'irréparable », se souvient Mongia, qui essaiera d'éteindre les flammes avec sa djellaba. Depuis son bureau sur la place, l'avocat Salhi Daher est alerté par les cris. Il prend des photos du corps calciné qu'il adresse aux chaînes d'information internationales. Il considère que « Mohamed Bouazizi a libéré la parole ». « Ici, le pauvre n'a pas le droit de vivre », disait Mohamed en évoquant les difficultés de la région de Sidi Bouzid, mais il n'était ni un meneur, ni un militant. Celui qui se tuait à la tâche ne portait qu'une revendication : celle de vivre décemment et dignement. Emmené d'urgence à l'hôpital, Bouazizi décède le 4 janvier 2011.

Instrumentalisation

Mohamed devient un héros, l'icône d'une révolution que certains baptiseront, dans un élan romantique, Révolution du jasmin. L'appellation ne tiendra pas. Très prosaïquement, les Tunisiens la désignent désormais par l'expression « Révolution de la brouette », celle des ventres creux qui perdent la vie en tentant de gagner quelques subsides. Une façon de relativiser l'emphase laudative et l'enthousiasme qui ont prévalu en 2010. « Plus personne à Sidi Bouzid ne considère Bouazizi comme un exemple », concède un agronome de la région. Au fil du temps, les langues se délient. Lamine, le cousin de Mohamed, avait à l'époque raconté qu'il avait contribué à instrumentaliser le drame. « Il n'était pas le premier à s'immoler, il y avait eu d'autres cas,



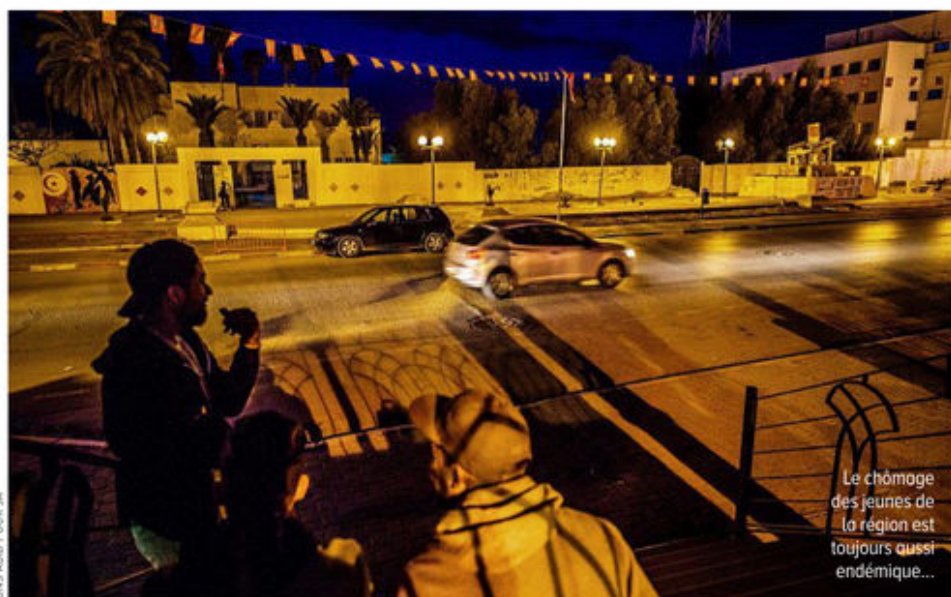
Le portrait géant du « martyr » sur la façade de la Poste, à Sidi Bouzid.

notamment à Monastir et à Kairouan, mais personne ne leur a prêté attention », explique un syndicaliste qui avait relayé sur les réseaux sociaux et auprès des agences de presse le geste de Mohamed.

Aujourd'hui, Bouazizi est oublié, quand on ne lui impute pas carrément

l'échec de la révolution. Son portrait géant, sur le mur de la poste de Sidi Bouzid, s'étirole et jaunit sous le soleil, tandis que les passants feignent d'oublier que tout est parti d'ici. Rares sont ceux qui vont sur sa tombe pour dire une prière. Sa famille, après avoir déménagé dans une banlieue chic de

Tunis, s'est installée au Canada et plus personne ne parle de Mohamed. Sidi Bouzid a changé. La voirie et l'éclairage ont été refaits dans les quartiers démunis. La ville, où les investissements industriels sont minimes, s'est dotée d'un nouveau gouvernorat, d'un deuxième poste de →



COMME UN PEU PARTOUT DANS LE PAYS, LES TEMPS SONT AUX REGRETS ET AU « C'ÉTAIT MIEUX AVANT ».

→ police, d'un marché, d'une piscine semi-olympique (fermée en raison du coût élevé du chauffage), d'un Centre des arts dramatiques, dont la salle des spectacles est dépourvue de sièges, et compte sur des financements internationaux pour la réalisation d'un CHU et d'un marché de gros.

Ce n'est pas pour autant que les problèmes de la région, dont le chômage et la corruption, ont été résolus. Comme un peu partout en Tunisie, les temps sont aux regrets et au « c'était mieux avant ».

Tout se passe comme si, après le vent d'espoir qui a soufflé sur la

région, le pays et bien au-delà, le désenchantement avait rattrapé les Bouzidiens. « Il suffit de voir la fameuse brouette abandonnée devant la porte close d'un musée de la révolution qui n'a jamais vu le jour pour comprendre ce qui se passe à Sidi Bouzid », soupire Lamine. **BA**

« Le gouvernement se fait de l'argent avec nos rêves »

En 2011, pendant la révolution, l'euphorie et la fierté des habitants de Sidi Bouzid de compter parmi les leurs celui par qui la révolution avait commencé étaient frappantes. Dix ans plus tard, l'ambiance a singulièrement changé. Devant la brouette du vendeur ambulant, trois jeunes postés sur les escaliers de la municipalité tuent le temps, à la tombée de la nuit. La lumière est trop faible pour prendre des photos, il faudrait revenir en journée. « Mais l'obscurité règne de jour comme de nuit à Sidi Bouzid »,

ironise Samir. Son camarade Marwane, 23 ans, fournit les sous-titres : « Avant, on avait au moins une maison de jeunes, une maison de la culture pour respirer, maintenant on se sent dans une prison à ciel ouvert. » Il poursuit : « Avant on pouvait rêver de partir en Europe pour travailler, maintenant le gouvernement se fait même de l'argent avec nos rêves, il est payé sur chaque migrant tunisien qui part et se fait expulser. Donc je ne veux plus envisager de partir pour lui offrir cet argent. »

Il y a comme une atmosphère de suspicion qui règne, alors qu'approche la date de la commémoration du geste de Mohamed Bouazizi. La police n'hésite pas à demander les autorisations de filmer et de photographier au sein même de l'hôtel Ksar Dhiafa, l'un des seuls de Sidi Bouzid.

Le lendemain, la présence policière sur la place Bouazizi est remarquable. Mais les questions des agents commencent à devenir pesantes, quoique peu agressives. « Vous avez une autorisation ? », « Pour qui travaillez-vous ? »

« Vous êtes logée dans quel hôtel ? »

Visite du cimetière de Sidi Bouzid avec un ami d'enfance de Bouazizi. On s'attendrait à trouver, sinon un mausolée, du moins une sépulture qui se distingue des autres. Mais non, la tombe de Bouazizi est en fait assez difficile à trouver, tant elle est commune. Tout un symbole, pour celui qui s'est donné la mort après avoir été humilié, mais dont le geste est devenu l'expression du désespoir de toute une jeunesse.

ONS ABID



Youssef Seddik
Philosophe
et anthropologue
tunisien

De quoi « islamisme » est-il vraiment le nom ?

Que les langues, dont la langue française, dans le contexte qui nous occupe ici, se débrouillent ! Monsieur Macron, les maîtres du discours politique et le public « parlant » ont beau nuancer les connotations pour démontrer, à juste titre d'ailleurs, que « musulman » n'a rien à voir avec « islamiste », leur voix ne passe pas. D'abord pour des raisons évidentes qui relèvent de ces réflexes du langage et des conversations. Mais pourquoi le suffixe « isme », généralement suspect quand il marque de la teinte idéologique ou même irrationnelle un concept, laisserait-il « innocents » et neutres « judaïsme », « christianisme », « bouddhisme », « paganisme » et ne poserait problème que lorsqu'il est accolé à « islam » ? La question est d'autant plus légitime que dans son acception actuelle, polémique et négative dans les langues européennes, « islamisme » signifiait seulement, et jusqu'à la fin du XIXe siècle, la religion fondée par le prophète Muhammad en Arabie au VIIe siècle. En témoigne cet ouvrage, plutôt élogieux, d'un Auguste Comte intitulé précisément *De l'islamisme*...

Une équivoque voulue

Mais il y a pis ; s'il est correct de désigner par le vocable qualificatif de « chrétien » un individu, un groupe, un pays, un objet ou un symbole, l'expression devient plus hésitante avec le judaïsme, et un objet quelconque ne saurait être qualifié de « juif », ni un concept ou doctrine, auquel cas on aurait recours à

entre « islamique » et « islamiste » devient « normal », comme si on suivait, sans le savoir, la juste logique de l'usage qu'en faisaient au XIXe siècle Auguste Comte et ses contemporains !

Mais cette équivoque voulue et entretenue provoque moult dégâts dans les consciences, les attitudes et les réactions face au voisin musulman, le brave citoyen français ou le résident, désormais frappé d'une sorte d'étoile jaune mentale cousue sur la peau « quand il ne fait que se diriger vers son lieu de culte ». Pour que les Français lambda et de bonne foi me comprennent, j'évoquerais cette tueuruse confusion dans l'espace public de mon pays très majoritairement musulman, la Tunisie. Lors des premières élections démocratiques – après l'abolition du régime de Ben Ali le 14 janvier 2011 –, le mouvement Ennahdha n'avait gagné que parce qu'il usait lourdement de ce qualificatif d'« islamiste » (islâmi en arabe, par vicieuse opposition à muslim, musulman). L'électrice et l'électeur, au fond de l'isoloir, éludaient cette perverse nuance entre les deux vocables et se contentaient de cet algèbre primaire qui leur disait que le non-musulman (ou non-islamiste, quelle peut être la différence ?) ne saurait être le bon candidat, tout juste un athée, un communiste et donc un vil renégat ! Neuf ans après, l'érosion du mouvement Ennahdha est patente. Une véritable dégringolade... Pour deux raisons profondes au moins. Sa gestion désastreuse du pouvoir conféré à ses leaders par les urnes, le goût du lucre et l'enrichissement suspect de ses militants et chefs. Vaines furent leurs tentatives de se dire pour un régime civil, de dissocier, comme ils disent, la politique et la da'wa (propagande religieuse ou prosélytisme). Personne ne prend plus Ennahdha, comme au début de la révolution, pour des Craignants-Dieu ! L'autre raison de leur affaissement nous ramène à notre sujet sémantique : l'irruption ou l'éruption d'une dame dont l'arme-maitresse est sans doute le maniement efficace d'un discours ordonné et terriblement « boxeur ». Abir Moussi, jadis militante auprès de Ben Ali, aujourd'hui chef d'un parti d'une quinzaine de députés à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), ne prononce jamais le mot « islamiste » ou « islamisme » pour s'adresser aux représentants d'Ennahdha, mais plutôt, et toujours, celui, hautement péjoratif chez les Tunisiens, de Ikhwan (les Frères). Diaboliquement efficace ! Son parti dépasse, et de loin, dans les sondages celui, si solidement bâti il y a cinquante ans, par Rached Ghannouchi... 

**LE MUSULMAN LAMBDA DE FRANCE EST
DÉSORMAIS FRAPPÉ D'UNE SORTE D'ÉTOILE
JAUNE MENTALE COUSUE SUR LA PEAU.**

« judéen » ou « judaïque ». Pour les choses et les gens d'islam, les caprices sournois de l'usager francophone nous font sombrer dans la confusion dangereuse. Le substantif et adjectif « musulman » n'indique ou ne qualifie que des individus ou groupes se reconnaissant de la foi de l'islam, et il est donc impropre de dire « musulman » d'un ouvrage, d'une architecture ou d'un sentiment. Il faudra glisser vers l'adjectif « islamique » pour parler de l'Alhambra, un recueil de Rûmî ou de la détresse d'un fidèle empêché de prier sur l'esplanade de la Mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem. Là, l'amalgame

Il faut rendre à Manu...

Sa famille et les éditions Soul Makossa s'apprêtent à exhumer de nouvelles pépites du regretté saxophoniste. Et tentent toujours de mettre fin à l'exploitation illégale de ses œuvres.

LÉO PAJON

La disparition de « Papa Dibango », qui a succombé au Covid-19 le 24 mars dernier à l'âge de 86 ans, a créé un grand vide. Ses fans n'ont même pas pu se consoler en musique, aucun concert hommage ne pouvant être organisé quand la pandémie secouait la planète. Quelques rééditions sont venues mettre un peu de couleur sur cette période de deuil prolongé. Il y a d'abord eu la sortie en vinyle de *Gone Clear, The Complete Kingstons Sessions*, chez Soul Makossa, l'aventure reggae du Camerounais avec les pointures de la rythmique jamaïcaine Sly & Robbie.

Plus récemment, Frémeaux et associés ont donné à réécouter les *Négropolitaines*. L'album, imaginé avec le musicien de son vivant, réunit des titres déjà parus dans les volumes 1 et 2, sortis respectivement en 1989 et 1992. Ce tour d'Afrique mêle compositions originales et standards, comme *Indépendance Cha Cha* du Grand Kallé ou *Pata Pata* de Miriam Makeba.

À part ces mélodies indispensables, mais déjà entendues, et un best of édité rapidement par Universal, aucun album d'hommage ou d'inédits



« Papa groove » a succombé au Covid-19 le 24 mars 2020, à l'âge de 86 ans.

JACQUES TORREGANO

à la mesure du géant de l'afro-jazz n'est sorti. Sa famille, meurtrie par les rumeurs annonçant prématurément la disparition de l'artiste, et qui a accompagné sa dépouille au cimetière du Père Lachaise, à Paris, en rangs serrés, n'a toujours pas pu organiser les obsèques qu'elle souhaitait.

AUCUN ALBUM D'HOMMAGE À LA MESURE DU GÉANT DE L'AFRO-JAZZ N'EST SORTI.

L'idée d'une célébration en musique est bien sûr toujours d'actualité. Son fils Michel a évoqué dans plusieurs entretiens des concerts « fin 2020, début 2021 » en France, mais aussi en Côte d'Ivoire ou au Cameroun. La pandémie a certes encore allongé les délais, mais le projet reste, chapeauté par Claire Diboa, la manager de l'artiste. Et le Manu Dibango Orchestra (dont la plupart des membres sont issus du Soul Makossa Gang, la formation qui accompagnait Manu ces dernières années) entend bien faire vivre la musique du Camerounais en live.

Pour comprendre le relatif silence musical qui a suivi la disparition de

Manu Dibango, il a fallu contacter Thierry Durepaire, qui gère la société Soul Makossa, propriétaire de la très grande majorité des éditions musicales de l'artiste. « Quand j'ai repris Soul Makossa, en 2015, c'était un immense bazar... Nous avons passé notre temps depuis à remettre de l'ordre dans sa discographie, pillée illégalement par toute une bande d'escrocs depuis plus de 20 ans », révèle-t-il.

Selon Thierry Durepaire, près de 80 % des éditions physiques ou digitales proposant les œuvres de Manu Dibango ne lui reversaient pas un centime. « Manu ou Soul Makossa n'étaient pas rémunérés ! s'insurge le gérant. C'est difficile à croire, mais il a vécu tout ce temps essentiellement grâce aux cachets des concerts, et non de l'exploitation de son œuvre discographique. Quand j'ai mis les choses à plat en 2015 et que je lui ai expliqué la situation, il était profondément abattu. Ce n'était pas qu'une question financière. Manu souffrait surtout d'avoir été dépossédé de son œuvre. »

« Safari symphonique »

Les éditions Soul Makossa ont donc fait la chasse aux contenus illégaux plusieurs années – et continuent aujourd'hui. Ce qui n'est pas de tout repos. « Un jour on a reçu des représentants du label anglais MRC qui voulaient faire un album avec nous, raconte Thierry Durepaire. On leur a dit qu'on était contents de les rencontrer car ils commercialisaient déjà 28 disques de Manu sans qu'on ait reçu de royalties ! Ils ont quand même sorti deux albums dans la foulée, sans notre accord. Pour stopper ce genre de société, il faut attaquer en justice à l'étranger : on n'a pas forcément les finances pour les contrer. »

Les éditions musicales ont néanmoins réussi à imposer « un grand shutdown digital », en amenant une trentaine de plateformes musicales (Deezer, Spotify, Youtube...) à supprimer le contenu numérique frauduleux pour le remplacer par les productions sous licence Soul Makossa. « Chaque fois qu'on réussissait à faire rentrer un

album au bercail, Manu s'offrait une coupe de champagne », se souvient en rigolant Thierry Durepaire.

D'autres chantiers restent en friche. Notamment sur les réseaux sociaux : les éditions Soul Makossa expliquent qu'un ancien collaborateur de l'artiste leur a confisqué la gestion de la page Facebook Manu Dibango – Officiel (68 000 abonnés). « Il nous a même fait du chantage en nous demandant à mots couverts de l'argent pour récupérer nos identifiants, le jour de l'enterrement de Manu », s'indigne Thierry Durepaire.

Mais le gérant veut penser à l'avenir. La maison a déjà sorti plusieurs rééditions vinyles. *Gone Clear*, ainsi que *Waka Juju*, limité à 1 000 exemplaires, tous écoulés. L'album doit ressortir en vinyle transparent, tout comme *Afrovision* et *CubAfrica*, enrichis de livrets fourmillant de détails sur la conception des albums. Des inédits sont aussi prévus. En 2019, Manu Dibango nous avait confié plancher sur un projet avec Adama Bilorou, un joueur de balafon. Ils souhaitaient reprendre des standards africains. L'album, dont l'enregistrement a commencé en février 2020, est « pratiquement fini ». Il devrait sortir en 2021.

Quelques *lives* pourraient aussi être édités : celui du Grand Rex, le dernier grand concert parisien de Manu en octobre 2019, ou sa toute dernière scène à l'opéra de Montpellier en février 2020, toujours pour inviter les spectateurs à un fabuleux « safari symphonique ».

Et l'on n'est pas non plus à l'abri d'ovnis musicaux, comme l'a prouvé la réédition en 2019 d'*African Voodoo* (Hot Casa Records), compilation de titres soul, jazz et funky enregistrés en 1971. « Pour beaucoup de gens, Manu se résume à un grand type sympa et à *Soul Makossa*... estime Thierry Durepaire. Il y a tout à faire découvrir ! Sa carrière a commencé à la fin des années 1950, il a traversé tous les styles, et il reste des pépites incroyables à dénicher. Toute la question, maintenant que nous avons réussi à faire rentrer la plupart des albums chez nous, est de continuer à faire vivre sa musique. » 

« NÉGROPOLITAINES », UNE RÉÉDITION POSTHUME

« Quand on a travaillé avec Manu sur la réédition des "Négropolitaines", on n'imaginait pas que ce serait notre dernier album ensemble, confie avec tristesse Patrick Frémeaux. Il aimait bien Frémeaux et associés parce que nous étions l'éditeur d'enregistrements sonores de Léopold Sédar Senghor et d'Abdou Diouf, et que nous avons aussi une galerie d'art qui défend l'art coutumier depuis plus de trente ans. Il partageait notre ambition d'envisager l'Afrique dans sa totalité : arts, paroles, musiques... Lui avait une vision « lévi-straussienne », panafricaine, qui l'a amené dans les *Négropolitaines* à rendre hommage à toutes les musiques du continent, bien au-delà de celles du Cameroun. »

Ces albums convoquent la fine fleur de la diaspora musicale africaine, dont l'immense batteur Tony Allen, également disparu cette année. On y retrouve le meilleur des rythmiques du continent (et des Antilles) : beat mandingue, afrobeat, high life, soukous, rumba, biguine... Bien sûr, le son « world » de l'album, le projet même, pourront peut-être paraître un peu datés. Mais la générosité de Manu Dibango emporte tout, dès ce « Panafriquean Jam », titre choisi pour inaugurer la réédition en chالوپant. « Le disque apporte un focus dans une société de l'information où tout va très vite, et où une image ou un son sont très rapidement remplacés par d'autres, estime Patrick Frémeaux. Avec Manu, nous avons pris en compte des morceaux accessibles pour des personnes de 30 ou 40 ans aujourd'hui. »

L.P.

Mahmoud al-Sissi, l'ombre de son père

Le chef de l'État aurait-il, comme son prédécesseur Hosni Moubarak, succombé à la tentation de faire de son fils aîné, 38 ans, déjà cadre tout-puissant des services de renseignements, un numéro deux qui ne dit pas son nom ?

THOMAS HAMAMDJIAN

« Vous aurez du mal à trouver en Égypte quelqu'un qui accepte de parler de lui », nous avait-on prévenu. Au nom de Mahmoud al-Sissi, fils aîné du raïs, toutes les portes du Caire semblent se claquer. La promesse d'anonymat n'est plus une garantie suffisante pour pouvoir évoquer l'homme de 38 ans dont les photos se comptent sur les doigts d'une main, l'un des chefs les plus puissants des services de sécurité égyptiens. Sur les traces du général Hosni Moubarak, son prédécesseur renversé en 2011, le maréchal Sissi se fie à son sang pour garantir sa sécurité et son pouvoir, hissant son fils au rang de numéro deux de l'agence de renseignements liée à la présidence et le faisant général de brigade en toute discrétion, avant l'âge réglementaire, selon des sources bien informées.

Discret et secret

Rarement évoqué en public par son père aux côtés de ses frères Moustapha et Hassan, et de sa sœur, Aya, le personnage apparaît en juillet 2016 sur les écrans internationaux lorsque, sur la foi de fuites égyptiennes, l'hebdomadaire italien *L'Espresso* le lie à l'assassinat de Giulio Regeni. En janvier 2016, cet étudiant italien qui enquêtait sur les syndicats égyptiens disparaît avant que son corps soit retrouvé dans une banlieue du Caire, atrocement torturé. « Il est difficile de croire que le fils de Sissi n'était pas au courant des mouvements de Regeni avant même sa disparition », écrit le

magazine. En 2018, les enquêteurs italiens identifiaient cinq suspects, tous membres du service où Mahmoud al-Sissi était chargé du contre-espionnage au moment du meurtre. Mais, en juin 2020, le Premier ministre italien s'avoue « préoccupé par les lenteurs de l'Égypte pour coopérer avec l'Italie » sur ce dossier.

« Il n'existe que deux photos de lui, le public n'a jamais entendu sa voix. Si vous parlez de Mahmoud en Égypte, vous irez droit en prison », met en garde Saïf Alislam Eid, chercheur égyptien en sciences politiques à l'Institut de Doha pour les études supérieures. En sécurité chez l'adversaire qatari, ce militant de la révolution de 2011 a été emprisonné un an en 2014. Sa famille continuerait de subir des pressions policières, mais lui n'hésite pas à évoquer le fils redoutable. « Au moment de l'affaire Regeni, il occupait déjà un poste important au sein du Service de renseignement général (GIS), dont il est aujourd'hui le numéro deux. Il était au moins au courant de la disparition de Regeni, s'il ne l'a pas ordonnée. » Selon le politologue, le nom de Mahmoud al-Sissi a commencé à circuler chez les opposants en septembre 2019, quand l'entrepreneur de BTP Mohamed Ali s'est mis à publier

**SON NOM EST APPARU
DANS LA PRESSE
INTERNATIONALE EN
2016, LORSQUE L'ITALIE
L'A LIÉ À L'ASSASSINAT
DE GIULIO REGENI.**

des vidéos dénonçant les somptueux travaux sans factures qu'il aurait exécutés pour la famille Sissi et la façon dont le maréchal transformerait l'Égypte en un royaume familial. L'accusation fait écho aux abus du clan des Moubarak et présente l'aîné des Sissi comme l'éminence grise de son père. Mohamed Ali appelle à manifester et, malgré un niveau de répression inédit, des milliers d'Égyptiens descendent dans la rue.

Le contrôle des médias est l'un des dossiers dont est chargé Mahmoud al-Sissi au GIS, qui a mis la main depuis 2016 sur d'importants groupes de presse. Site d'information satellite du service, *Cairo 24* publiait en juin 2020 un article prétendant révéler la véritable figure de ce serviteur de l'État à la réputation ternie. À propos des manifestations de 2019, on peut ainsi lire que « Mahmoud al-Sissi semblait avoir la part du lion de la colère dirigée contre son père », faisant du fils le bouc émissaire de la rage des opposants « Frères musulmans ».

Ces projecteurs ont-ils motivé l'envoi de Mahmoud al-Sissi, quelques semaines après les manifestations, en mission à Moscou ? L'épisode est nimbé de mystère et illustre le tabou que représente son nom. En novembre 2019, le site indépendant Mada Masr, interdit en Égypte, annonce que Mahmoud al-Sissi est envoyé en exil en Russie. Les locaux du média sont alors perquisitionnés, quatre journalistes brièvement arrêtés et leurs ordinateurs saisis. Mada Masr a eu l'outrecuidance de révéler que le cercle présidentiel avait décidé d'écarter temporairement Mahmoud. Citant des sources du GIS, l'article



SAÏD POUR JA

IL AURAIT ÉTÉ L'ARTISAN DE LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE QUI PERMET À L'ACTUEL PRÉSIDENT DE SE MAINTENIR JUSQU'EN 2034.

en attribuait les raisons principales à « son échec à gérer correctement la plupart des responsabilités dont on l'avait chargé », notamment son contrôle défaillant des médias encore trop indépendants au goût du raïs et son incapacité à désamorcer le scandale des vidéos de Mohamed Ali.

Pressions de MBZ?

D'autres raisons ont été avancées, comme des pressions du dirigeant émirati et financier du régime Mohammed Ben Zayed, inquiet que les oppositions populaires mais aussi internes au pouvoir de Mahmoud ne rejaillissent sur son président de père. « Au Caire, certains disent aussi que le temps était venu pour lui d'aller faire un stage auprès de Poutine pour apprendre la manière de gérer un État autoritaire », souligne le politologue Saïf Alislam Eid.

Stage ou limogeage, l'exil moscovite n'a pas duré, et le fils a retrouvé au début de 2020 son fauteuil au GIS. Le chercheur évoque aussi le rôle politique joué par Mahmoud, lequel aurait été l'artisan de la réforme constitutionnelle de 2019 qui permet à son père de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034, et l'ordonnateur de la mise sur pied d'une coalition autour du parti présidentiel, Futur de la nation, pour les législatives de la fin de 2020.

Une énième tentative de rendre une république arabe héréditaire se prépare-t-elle? « Il est trop tôt pour pouvoir l'affirmer : le président Sissi est en très bonne santé et se voit encore président pour les vingt prochaines années, au moins », tempère Eid. Le portrait officieux que dresse *Cairo 24* de Mahmoud al-Sissi décline l'idée qu'il ne doit son avancement qu'à son mérite et non à l'influence paternelle,

et nie même qu'il détient le grade de général que « les médias hostiles » lui prêtent. D'après l'auteur, son parcours est des plus cohérents : diplômé de l'Académie militaire en 2003, affecté à la sécurité du canal de Suez puis officier dans une base du Sinaï, il rejoint en 2009 le GIS où il serait notamment chargé du Nord-Sinaï, terrain d'une guérilla de Daech. L'article rapporte même que le fils Sissi était, lors de la révolution de 2011, « l'un des officiers chargés de sécuriser la place Tahrir où, sous un faux nom, il est entré en relation avec un groupe de révolutionnaires dont il a aidé un grand nombre de membres ». On peut en douter au vu de la répression des militants de 2011, menée par les services qu'il dirige. *Cairo 24* fait l'éloge d'un caractère contrastant avec le tempérament irascible qu'on lui prête : « Il est poli et franc, comme son père, sauf qu'il fume ! Ce qui ne l'empêche pas d'aimer le sport et d'en faire régulièrement. »

« Entre 2014 et 2017, Sissi a écarté quarante-sept cadres du GIS, pour enfin remplacer en 2018 son directeur, Khaled Fawzy, par Abbas Kamel, l'un de ses loyaux serviteurs, secondé par son propre fils Mahmoud. Idem dans l'armée, avec le limogeage du chef d'état-major Mahmoud Hegazy en 2017, dont les critiques ont laissé à penser à Sissi qu'il pourrait tenter un coup », rappelle Saïf Alislam Eid. Le frère de Mahmoud, Moustapha, est lui bien placé au sein de la puissante Autorité de contrôle administratif, et le cadet, Hassan, a rejoint récemment Mahmoud au GIS. Un blindage familial du pouvoir présidentiel qui pourrait trahir sa faiblesse davantage que sa force. 

**Gauz**

Écrivain ivoirien,
auteur de *Debout payé*
(2014), *Camarade papa*
(2018), et *Black Manoo*
(2020)

Panne africaniste

Peut-on encore critiquer le panafricanisme ? Le sujet est clivant, souvent défendu par des ayatollahs au verbe mystique et à la fatwa facile. On s'imagine bien un Gauz, dramatiquement héroïque, se dressant face à une meute de « panafricanistes » enragés, lançant ses arguments tranchés contre des incantations cabalistiques directement inspirées des pyramides. Gardez votre imagerie de super-héros, je tremble de peur ! D'autant plus qu'après avoir sorti un roman en plein Covid-couvre-feu (oui, la promo est bancable), je viens de voir mon dossier de demande de nationalité malienne rejeté (« du tout cuit », m'avait-on pourtant assuré).

Si je n'avais pas si peur des « panafricanistes », je leur dirais que « pan » est un « tout » grec porté par une civilisation occidentale méprisante, pour laquelle « noir, c'est noir », et qu'« africaniste » renvoie à une spécialité universitaire, au même titre qu'entomologiste ou botaniste. J'ajouterais qu'il est tellement difficile de définir « africain » que « panafricain » en devient un sophisme. Je rappellerais que cette idée est un bon sentiment perpétuel, né en des milieux ultramarins qui ont eu la poésie de s'inventer une Afrique unique pour résister à l'oppression séculaire, et que cette Afrique a été un foyer de projection de fantasmes salvateurs. Je continuerais en leur expliquant que les « pères fondateurs » ont peut-être gagné en émancipant les

tous les discours de Thomas Sankara, figure africaine et idole « panafricaniste », et je leur ferais remarquer que l'occurrence « panafricanisme » y est rare comme poil sous la plante de pieds africains. Et oui, j'utilise des guillemets parce que les « panafricanistes » ont glissé de l'ordre des idées à l'ordre religieux, et que j'ai conscience d'être un blasphémateur plutôt qu'un contradictoire.

Mais comme j'ai peur, je m'abstiens et préfère me concentrer sur une actualité africaine qui m'a révolté, moi, sans les toucher eux. Le 10 décembre dernier, sur les bancs de l'Assemblée nationale française, se discutait un projet de loi portant réforme du franc CFA et comportant un seul article visant à approuver un texte qui a été signé en catimini entre deux banquiers, il y a un an, à Abidjan.

Humiliation suprême

Il s'agissait de monnaie, l'outil fondamental avec lequel un peuple pilote son développement économique, de monnaie de pays africains indépendants et souverains. Les peuples concernés n'étaient même pas informés, encore moins instruits de ce qui se tramait dans le ventre de leur futur. Leurs dirigeants ? Occupés à les maintenir sous des cieux obscurs qui auront les apparences de la démocratie ! Et comme s'il ne s'était rien passé depuis soixante ans, des millions de destins africains ont ainsi été scellés à Paris, en pleine capitale « panafricaniste » (oui, la France est probablement le plus grand nid de « panafricanistes » au monde). Pas une seule manifestation, aucune action symbolique d'aucun Africain, avec ou sans préfixe. À peine quelques murmures sur les réseaux sociaux pourtant enflammés par le déboulonnage de statues d'hommes blancs quelques mois auparavant.

Moi, c'est sur internet que j'ai assisté en direct à l'une des plus grandes humiliations des souverainetés d'Afrique d'expression française depuis les indépendances. Je n'imaginais pas ressentir plus grand sentiment de honte que lors de l'arrestation (en direct aussi) de Laurent Gbagbo, président élu de Côte d'Ivoire, par une simple opération de police française.

Seul le Parti communiste a voté contre ce projet de loi. Mais, le processus législatif n'est pas terminé. Si nos dirigeants ne veulent pas bouger de leurs sièges présidentiels, au moins les Africains peuvent-elles assiéger ces assemblées de France où l'on décide pour eux et sans eux. Sinon, ce sera la panne africaniste totale. 

JE ME MÉFIE D'UNE IDÉOLOGIE QUI N'A QUE DES « PÈRES FONDATEURS » ET PAS UNE SEULE MÈRE CACHÉE DANS UN COULOIR DE L'HISTOIRE.

peuples et en créant l'Organisation de l'unité africaine (OUA), mais qu'ils ont aussi définitivement perdu quand la construction du nouveau siège de l'Union africaine (UA) a été confiée aux Chinois. Comment auraient-ils pu imaginer que soixante ans plus tard, les États-Unis et l'Union européenne assureraient les trois quarts du budget de fonctionnement de ce qui est à ce jour la plus grande entité panafricaine ?

Je leur dirais aussi que je me méfie d'une idéologie qui n'a que des « pères fondateurs » et pas une seule mère cachée dans un couloir de l'Histoire ou dans les cuisines enfumées des mémoires. Je leur parlerais de mon ami Bruno Jaffré, qui n'est pas africain, mais qui a compilé en un superbe ouvrage



Créer un continent africain prospère grâce à la connectivité



Pierre Chaume, vice-président de Nokia pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest

Pour que le continent africain puisse consolider sa place dans l'économie mondiale, accroître l'accès à internet reste essentiel. Pourtant près de 300 millions de personnes ne sont pas actuellement desservies par l'internet mobile. Selon Pierre Chaume, vice-président de Nokia pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest, les opérateurs montrent de plus en plus d'intérêt pour la couverture des régions rurales pour desservir ces communautés, mais le coût reste prohibitif.

« Leur plus grand défi consiste à trouver des solutions économiquement viables pour desservir ces communautés », dit-il. « La solution est triple. Premièrement, les équipementiers tels que Nokia cherchent à fournir des technologies moins coûteuses, faciles à installer et consommant moins d'énergie. »

« Deuxièmement, les institutions de développement et les banques doivent soutenir les opérateurs, car les revenus qu'ils obtiendraient sont moins importants et le coût est plus élevé », explique M. Chaume.

Troisièmement, les gouvernements et les législateurs « doivent jouer un rôle de catalyseur pour rendre le spectre disponible à un coût inférieur, faciliter les procédures d'accès aux sites et, bien sûr, offrir des facilités fiscales », dit-il. « Avec ces trois composantes, l'Afrique peut réussir ce défi de pouvoir connecter les régions les plus isolées. »

Nokia a investi presque 20 milliards d'euros durant les quatre dernières années dans la recherche et le développement (R&D) pour mettre au point des solutions très innovantes. « Depuis l'an dernier, au Kenya, nous travaillons en partenariat avec le gouvernement et l'UNICEF pour apporter des solutions de connectivité rurale innovantes à faible coût et du contenu spécifique dans les écoles des régions reculées du pays afin d'éduquer les enfants qui souffrent de handicaps visuels et auditifs. »

peut coûter jusqu'à 50 % du revenu mensuel d'une personne. »

Selon M. Chaume, l'industrie dans son ensemble doit s'efforcer de trouver des moyens de réduire les coûts et de les rendre plus abordables. Nokia participe au câble sous-marin 2Africa, qui reliera l'Europe, le Moyen-Orient et 16 pays d'Afrique et devrait être opérationnel avant 2024. « Une fois mis en service, il devrait pouvoir fournir plus que la capacité totale combinée de tous les câbles sous-marins desservant l'Afrique aujourd'hui. Cela permettra d'augmenter la bande passante internationale et donc de réduire le coût de la transmission des données », dit-il ;

M. Chaume conclut qu'avec la dernière génération (5G), les équipementiers et les opérateurs africains doivent travailler ensemble pour rester au contact de l'agenda mondial



La 5G peut aider l'Afrique à passer à l'industrie 4.0 et les nombreux cas d'utilisation qu'elle permettra, comme la télémédecine ou l'enseignement à distance, sont fondamentaux pour notre continent.

M. Chaume ajoute qu'en plus de la couverture, il existe un autre défi qu'il faut adresser pour favoriser une adoption omniprésente d'internet sur le continent : l'écart d'usage. « C'est là que même lorsque les gens ont accès à l'internet, ils ne s'abonnent pas nécessairement au service. GSMA les a estimés à 500 millions de personnes en Afrique », dit-il. « Les raisons en sont notamment l'accessibilité financière et le manque de compétences numériques. Nous savons que les données en Afrique sont encore chères, en particulier en Afrique subsaharienne où un gigaoctet de données

5G. « La 5G peut aider l'Afrique à passer à l'industrie 4.0 et les nombreux cas d'utilisation qu'elle permettra, comme la télémédecine ou l'enseignement à distance, sont fondamentaux pour notre continent. Bien sûr, là encore, la question du coût revient sur la table. Les solutions de Nokia permettent une migration économique vers la 5G grâce à une simple mise à jour logicielle de millions de nos stations de base AirScale 4G. Notre solution 5G est aussi 90% plus économique en énergie comparée à la 4G ce qui devrait également contribuer à rendre le coût d'utilisation par Gigabit moins cher. »

JAMG - © D.R.

Mevlüt Çavusoglu

Ministre des Affaires étrangères

« Sans nous, la Libye aurait plongé dans le chaos »

PROPOS RECUEILLIS À ANTALYA PAR JOSÉPHINE DEDET

Très impliquée en Libye aux côtés du Gouvernement d'entente nationale (GNA), que dirige Fayez al-Sarraj, la Turquie avait, en janvier 2020, envoyé des forces pour aider ce dernier à contrer l'offensive du maréchal Haftar, soutenu, lui, par les Émirats arabes unis, l'Égypte et la Russie. La situation ayant tourné à l'avantage du GNA, les parties adverses ont signé un accord de cessez-le-feu le 23 octobre dernier.

Mais Ankara n'en entend pas moins garder la main. Le 12 décembre, la présidence turque a déposé devant le Parlement une résolution prolongeant de dix-huit mois – à compter du 2 janvier 2021 – la mission de ses militaires. À l'issue d'une conférence turco-libyenne qui s'est tenue à Antalya (Turquie), en décembre, JA s'est entretenu avec Mevlüt Çavusoglu, le ministre turc des Affaires étrangères.

Jeune Afrique : Le dialogue inter-libyen progresse mais, réunis à Tunis, les négociateurs ne sont pas parvenus à désigner les membres d'un gouvernement de transition. Comment réagirait la Turquie si ces négociations échouaient ?

Mevlüt Çavusoglu : La Turquie a toujours souligné qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire au conflit libyen et que la seule issue était politique. Nous soutenons donc le processus onusien en cours et accueillons favorablement la décision des Libyens d'organiser des élections le 24 décembre 2021. Si la Turquie n'avait pas répondu à l'appel du GNA, reconnu par l'ONU, contre Haftar et ses

soutiens, la Libye aurait plongé dans le chaos. Grâce à nos efforts, le vent a tourné, ce qui a ouvert la voie à un dialogue inter-libyen et à des tentatives de conciliation sous l'égide de l'ONU.

Aujourd'hui, le processus onusien comme le dialogue inter-libyen ont fait des progrès substantiels. Nous apprécions les efforts sincères que font les Libyens pour prendre en main leur destin et parvenir à une solution nationale.

Il est cependant indéniable que la situation militaire sur le terrain et les pourparlers politiques influent l'un sur l'autre. C'est pourquoi le cessez-le-feu doit être protégé. Les erreurs du passé ne doivent pas être répétées, et aucune forme d'agression ne doit être tolérée. À cette fin, nous maintiendrons notre soutien au dialogue inter-libyen et serons prêts à saisir toute opportunité qui favoriserait un règlement politique pacifique, inclusif et durable.

La présence en Libye de mercenaires – d'un côté les Russes du groupe Wagner et, de l'autre, les Syriens venus d'Idlib, que la Turquie a envoyés sur le terrain – ne menace-t-elle pas le processus de paix ?

**NOUS VOULONS
COOPÉRER AVEC ALGER,
RABAT ET TUNIS POUR
RECONSTRUIRE LES
VILLES LIBYENNES QUAND
LA GUERRE SERA FINIE.**

Il est nécessaire de désarmer, de démobiliser et de réintégrer les groupes armés [dans une armée nationale], de réformer la défense et d'établir des institutions inclusives, dirigées par des civils – raison pour laquelle nous soutenons le gouvernement libyen légitime, reconnu par les Nations unies. La Turquie copréside également le Groupe de travail sur la sécurité, établi à l'issue de la conférence de Berlin. Le problème des mercenaires requiert une réponse globale. Mais d'abord et surtout, il faut apaiser les inquiétudes et la méfiance qu'éprouve le GNA à l'égard de Haftar, de ses milices et de ses mercenaires étrangers. Le 6 décembre, par exemple, la prétendue ANL [Armée nationale libyenne] de Haftar a tenté de s'emparer du camp Tindi, à Oubari [grande ville du Sud], en violation de l'accord de cessez-le-feu signé à Genève le 23 octobre.

L'inaction de la communauté internationale face à la brutale offensive militaire de Haftar contre le gouvernement légitime de la Libye n'a fait qu'encourager l'agresseur. Haftar a occupé des bases militaires, puis les a remises à des forces étrangères (Émirats arabes unis, Égypte) ou à des mercenaires (le groupe russe Wagner). Aujourd'hui, ces bases ne servent pas les intérêts du peuple libyen.

La crise libyenne est un test décisif pour l'Otan. Elle met à l'épreuve sa capacité à gérer les crises dans son voisinage immédiat. Nous disons à nos partenaires de l'Otan que l'Alliance devrait aider la Libye à bâtir des institutions militaires solides.

Comment travaillez-vous avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie sur ce dossier ?

Nous avons des liens solides avec ces trois pays. En raison de leur proximité avec la Libye, ils étaient parmi les plus affectés par cet interminable conflit et par la montée du terrorisme. Nous avons toujours souligné que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie avaient un rôle clé à jouer pour résoudre la crise libyenne. Nous avons donc insisté



CEM OZDECI / AP / SIPA

À Ankara, en août 2020.

auprès de nos interlocuteurs européens pour qu'ils soient inclus dans le processus de la conférence de Berlin [seule l'Algérie a finalement été représentée dans la capitale allemande]. Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a participé à ses pourparlers et a multiplié les déplacements afin de promouvoir une solution pacifique.

Conscients du danger que représente l'instabilité de la Libye, Alger, Rabat et Tunis se sont montrés particulièrement constructifs. Au lieu de soutenir des factions illégitimes, ils ont toujours rappelé qu'ils appuyaient le gouvernement légitime reconnu par l'ONU. Le Maroc a non seulement

abrité plusieurs rencontres entre les députés du Haut Conseil d'État et la Chambre des représentants, à Bouznika et à Tanger, mais il a aussi travaillé dur pour mettre fin aux divisions au sein de cette Chambre. La Tunisie a, elle, accueilli la première session du Forum de dialogue politique libyen. Nous voulons également coopérer avec Alger, Rabat et Tunis pour reconstruire les villes libyennes détruites par la guerre, quand celle-ci aura pris fin.

L'accord de cessez-le-feu stipule que les pays tiers ne doivent plus former militairement les factions libyennes. Pourtant, l'armée turque continue

d'entraîner et de conseiller l'armée du GNA. N'est-ce pas un problème ?

Notre aide à la formation et nos conseils en matière militaire sont prévus dans le protocole d'accord que nous avons signé [en novembre 2019] avec le gouvernement reconnu par l'ONU. Nous aidons les Libyens à bâtir une armée régulière, à réformer le secteur de la défense et à accroître leur capacité à combattre les menaces qui pèsent sur la stabilité et l'intégrité territoriale de leur pays. Tout cela est conforme aux conclusions de la conférence de Berlin et aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Je rappelle au passage que lesdites résolutions pressent la communauté internationale de reconnaître le GNA comme seul gouvernement légitime de la Libye.

En novembre 2019, vous avez aussi signé avec Tripoli un accord sur la délimitation de vos frontières maritimes. Survivrait-il à un changement de régime en Libye ?

Le GNA n'a cessé de répéter que la signature de ce type d'accord relevait de sa souveraineté et qu'il était compatible avec le droit international.

Que proposez-vous pour régler vos différends avec l'Égypte, la Grèce, Chypre du Sud ou Israël à propos de la délimitation des frontières maritimes en Méditerranée orientale ?

Nous sommes prêts à parler avec tous les États riverains avec lesquels nous avons des relations diplomatiques [ce qui exclut Nicosie]. Nous avons conclu un protocole d'accord sur la délimitation de nos frontières maritimes avec la Libye au terme de négociations. Malgré cela, la Grèce ne veut pas discuter avec nous, pas plus que les Chypriotes grecs avec les Chypriotes turcs. Au contraire, la Grèce et Chypre du Sud sont entrés dans une logique qui cible la Turquie et Chypre du Nord. Nous avons suggéré l'organisation d'une conférence régionale sur la Méditerranée orientale, ce qui constituerait un premier pas vers un règlement pacifique dans Mare Nostrum. 



BEAC | Banque des États de l'Afrique Centrale

Réalizations du Gouvernement de la Banque des États de l'Afrique Centrale en matière de conduite de la politique monétaire de la CEMAC

À la prise de fonction du Gouvernement de la BEAC en 2017, le Gouverneur a placé le nouveau mandat sous le signe de la transformation du paysage financier de la CEMAC, à travers l'accélération et la finalisation des réformes monétaires.

Les champs couverts ont notamment porté sur :

- › la réforme du dispositif de gestion du collatéral admissible en garantie des opérations de refinancement des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ;
- › l'amélioration du cadre de détermination du sens et du volume de l'intervention de la BEAC ;
- › l'implémentation de nouveaux instruments d'intervention de la Banque Centrale sur le marché monétaire ;
- › la réduction de l'asymétrie d'information ;
- › l'automatisation du traitement des opérations et de certaines données du marché monétaire ;
- › la formalisation de la fonction de prêteur en dernier ressort de la Banque Centrale ;
- › l'élaboration d'un cadre de suivi et de traitement des contreparties de la BEAC en difficulté de liquidité.

S'agissant de la **gestion du collatéral**, les changements introduits visent une meilleure protection du bilan de la Banque Centrale. À cet effet, pour assurer la cohérence du nouveau cadre de conduite de la politique monétaire, le système des décotes applicables aux effets publics a été réformé pour mieux apprécier aussi bien le risque de marché que le risque de crédit, suivant les meilleures pratiques en la matière. Le deuxième volet de la réforme du collatéral, relatif aux créances privées, a abouti à l'adoption d'une notation financière des entreprises, permettant à la BEAC de réaliser une gestion plus dynamique de son collatéral et de renforcer son efficacité en

ABBAS MAHAMAT TOLLI,
Gouverneur de la BEAC
et Président de la COBAC



tant qu'instrument
de politique moné-
taire.

En ce qui concerne l'amélioration du cadre de détermination du sens et du volume de son intervention, la BEAC a abandonné les objectifs de refinancement nationaux au profit de la régulation de la liquidité orientée par l'évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire. Dans le même temps, il a été institué le Comité du Marché Monétaire chargé, entre autres, de proposer au Gouverneur le volume et le sens de l'intervention hebdomadaire de l'Institut d'Emission sur le marché monétaire ainsi que les mesures adéquates pour favoriser une meilleure régulation de la liquidité bancaire. Cet organe se réunit à fréquence hebdomadaire, chaque mardi, depuis le 6 mars 2018.

A propos des instruments d'intervention de la Banque Centrale sur le marché monétaire, il convient de noter qu'avec la nouvelle stratégie de politique monétaire, les interventions de la BEAC sur le marché monétaire permettent de piloter le taux interbancaire de référence autour du principal taux directeur (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres, TIAO). Par ailleurs, l'introduction, par la BEAC, depuis le 11 juin 2018, des appels d'offres régionaux à taux multiples a fortement incité les établissements de crédit à développer des comportements d'anticipation et à dynamiser leur

gestion de trésorerie. En effet, les innovations introduites ont permis de moderniser leur structure et d'assurer la cohérence, la complémentarité et la simplicité des instruments.

Ils sont désormais constitués :

- › des opérations d'open market ;
- › des facilités permanentes ;
- › des avances intra-journalières ;
- › des opérations de refinancement des crédits à moyen terme ;
- › des réserves obligatoires.

Par ailleurs, l'adoption de la méthode de constitution des réserves en moyenne mensuelle et l'alignement du calendrier de constitution à celui des opérations principales offrent davantage de flexibilité aux établissements de crédit dans la gestion de leur trésorerie.

De plus, formalisant son rôle de prêteur en dernier ressort, un cadre général d'apport de liquidité d'urgence aux établissements de crédit a été adopté le 19 décembre 2017 par le Comité de Politique Monétaire (CPM). Ce dispositif autorise la BEAC à accorder des avances aux institutions financières jugées solvables par le superviseur bancaire (la COBAC), pour leur permettre de faire face à de graves tensions de liquidité pouvant affecter la stabilité financière dans la CEMAC. En outre, pour traiter et prévenir les risques de dépendance de certains établissements de crédit vis-à-vis du refinancement auprès de la BEAC, le CPM a approuvé, le 24 juillet 2019, diverses mesures applicables à ce type d'établissement en vue d'assainir leur situation de liquidité.

Pour ce qui est de la réduction de l'asymétrie d'information entre les acteurs du marché monétaire, des cadres permanents de concertations ont été institués en 2017, au niveau régional et national, regroupant l'ensemble des acteurs du marché monétaire de la sous-région (Trésors publics, établissements de crédit et BEAC) et les Administrations Publiques du pays concerné, les établissements de crédit de la place ainsi que la Direction nationale de la BEAC. Il s'agit, au niveau de chaque pays membre de la CEMAC, du Club National des Trésoriers (CNT-Pays) et, au niveau régional, du Club Régional des Trésoriers de la CEMAC (CRT-CEMAC).

Concernant l'automatisation du traitement des opérations et des données du marché monétaire, celle-ci se justifie par la nécessité de faciliter l'utilisation des nouveaux instruments de politique monétaire de façon à gérer le flux des



solicitations avec la plus grande célérité, tout en réduisant les risques opérationnels, d'une part, et l'importance de créer un cadre virtuel de collecte et de diffusion d'informations relatives au marché monétaire, d'autre part. L'application DEPO/X, permettant l'organisation des adjudications et le traitement des transactions sur le marché monétaire est ainsi entrée en production le 11 juin 2018, tandis que la plateforme RTDM, application de reporting et de traitement des données du marché monétaire, a été mise en exploitation le 21 juin 2019.

L'ensemble de ces actions ont fortement contribué (i) à la transformation du paysage financier dans la CEMAC avec la promotion de la culture financière, (ii) à l'amélioration de la transmission des impulsions monétaires à l'économie réelle, (iii) au renforcement de la résilience du système financier de la Zone et (iv) à la préservation de la stabilité monétaire. En effet, ces mesures confèrent plus de réactivité au marché monétaire et restaurent progressivement le rôle des taux d'intérêt comme indicateurs du coût de la liquidité dans la Zone. En concourant à l'amélioration de l'efficacité de la politique monétaire, le nouveau cadre opérationnel permet à la Banque Centrale d'apporter sa meilleure contribution à une croissance économique saine et soutenue.

JAMG PHOTOS : D.R.



Banque des États
de l'Afrique Centrale

BP 1917 - Yaoundé, Cameroun
Tél. : (+237) 222 23 40 30 / 222 23 40 60
Fax : (+237) 222 23 34 68
Email : communication@beac.int

www.beac.int
COBAC : www.sgcobac.org

OBJECTIF **TOGO**

UN PAYS, SES DÉFIS

POLITIQUE

Changement de style

Pandémie oblige, le chef de l'État togolais, réélu en février pour un quatrième mandat, a attendu la fin du mois de septembre pour remanier son gouvernement, dont il a confié les rênes à Victoire Dogbé. Avec de nouveaux objectifs.



Le président
Faure Gnassingbé et
sa Première ministre.

PIMENT

NADOUN COULIBALY

Depuis qu'elle a pris la suite du très discret Komi Sédom Klassou, dès sa déclaration de politique générale devant le Parlement, le 2 octobre dernier, Victoire Dogbé a pris ses marques et imprimé son style. Première femme à diriger un gouvernement au Togo, elle emboîte ainsi le pas à son homologue Rose Christiane Ossouka Raponda, nommée à la primature gabonaise en juillet 2020.

« La Première ministre est une femme de terrain, dans l'action, par exemple pour ce qui est du suivi des travaux d'infrastructures », remarque le politologue togolais Kokou Folly Lolowou Hetcheli. « Sa feuille de route s'inscrit dans le prolongement de la vision du président Faure Essozimna Gnassingbé et de ce qui se fait déjà. Elle est donc, selon moi, dans la continuité de la politique et du style du chef de l'État », poursuit l'universitaire.

Leadership féminin

Victoire Dogbé, qui était à la fois ministre et directrice de cabinet du président Gnassingbé depuis plus de dix ans, est une personnalité politique chevronnée, doublée d'une technicienne aguerrie (*lire p. 68*). Son parcours, les responsabilités qu'elle a exercées au sein d'organisations internationales, dans le secteur privé, puis au service de l'État au plus haut niveau, confirment par ailleurs le singulier et réel *empowerment* des femmes que l'on peut observer depuis une dizaine d'années au Togo, en politique et dans les affaires. « Sa nomination a évidemment suscité un fort engouement auprès des femmes, qui y voient un signe de promotion du

leadership féminin », reconnaît Kokou Folly Lolowou Hetcheli. Elle traduit aussi « un changement de cap dans le style de gouvernance, désormais plus orientée vers les résultats », explique-t-on dans l'entourage présidentiel. La Première ministre, en fondant sa gestion sur la concertation permanente pour décider en dernier ressort, a su insuffler un nouvel élan. Les membres du gouvernement sont liés par un « contrat d'objectifs » qui trace la feuille de route de l'exécutif.

De fait, les priorités s'articulent autour de trois axes majeurs : l'inclusion et l'harmonie sociale, la relance économique et la création d'emplois et, enfin, la modernisation du pays par le renforcement de ses structures. « En passant en revue les cent jours du gouvernement, on voit que les décisions prises reflètent l'interconnexion des projets, comme l'opérationnalisation de l'agence d'identification biométrique, le démarrage de l'étude sur la loi d'assurance maladie ou encore le début des travaux de la plateforme industrielle d'Adetikopé », explique un membre de l'exécutif.

Situé à 21 km au nord de Lomé, sur la RN1 qui relie la capitale togolaise à celle du Burkina Faso, Ouagadougou, ce futur parc industriel nécessite un investissement de 200 millions d'euros, financés par son promoteur et gestionnaire, Arise, filiale du groupe singapourien Olam, lequel est devenu, à la fin de novembre dernier, actionnaire majoritaire de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT, lire p. 88). La première phase, en cours de développement, doit s'étendre sur 129 hectares. Ce parc a pour vocation de booster la transformation locale des produits de l'agriculture togolaise, à commencer par la filière coton. Dans le même temps, l'exécutif a lancé un chantier majeur pour la transformation économique du pays, celui de la carte de fertilité des sols pour l'agriculture.

Baptême du feu

Après la tenue, en juin 2019, des premières élections municipales organisées dans le pays et, surtout, la présidentielle du 22 février 2020, qui s'est conclue par la réélection de Faure Gnassingbé à un quatrième mandat, le calme sur le front sociopolitique semble compromis par l'arrestation, à la fin de novembre, de deux membres de la Dynamique M^{re} Kpodzro (DMK), Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et Gérard Yaovi Djossou (lire pp. 74-75).

Victoire Dogbé va-t-elle faire face à son premier bras de fer politique ? « Nous n'en

sommes pas là, c'est une affaire judiciaire, même si les mises en cause sont des personnalités politiques. La cheffe du gouvernement sera jugée sur sa capacité à respecter les règles de l'indépendance de la justice et des droits de la défense », assure-t-on en coulisse. Un avis sur lequel l'universitaire togolais Kokou Folly Lolowou Hetcheli met un bémol. « L'arrestation de ces leaders relance la crise sociopolitique liée à l'élection présidentielle, et il revient à la Première ministre de parvenir à un compromis, estime-t-il. Cette crise sera son baptême du feu, et on verra la manière dont elle parviendra à la résoudre. »

Santé et relance avant tout

Sur le front économique, après un ralentissement sensible en 2017, imputable aux tensions sociopolitiques, le pays était reparti sur de bons rails en 2018 et 2019. Mais, en 2020, au

Togo comme ailleurs, la pandémie de Covid-19 a mis un frein aux progrès – bien réels – de l'économie (lire pp. 76-79).

Victoire Dogbé arrive donc à la tête d'une équipe gouvernementale dans un contexte de relative reprise de l'activité. Contrairement à la plupart des pays du

continent, le Togo ne sera pas en récession pour l'année 2020 (la croissance devrait se maintenir entre + 0,7 %, selon les projections des autorités togolaises, et à 0 %, selon le FMI) et, surtout, la reprise semble déjà s'amorcer. « Pour juguler les effets néfastes de cette pandémie, dès l'apparition de la maladie au Togo, le gouvernement a adopté un plan de riposte bâti autour des "3R" : riposte sanitaire, résilience et relance économique », rappelle Sani Yaya (lire interview pp. 81-82).

La gestion de la pandémie reste une préoccupation majeure du président, qui tient à éviter une nouvelle vague de contaminations en ce début d'année 2021. Et en la matière, comme dans celle du travail du gouvernement en général, Faure Gnassingbé « ne veut pas de décisions hâtives », rappelle l'un de ses proches. Le chef de l'État togolais prône une gouvernance concertée reposant sur l'avis du Conseil scientifique et sur des échanges permanents avec les acteurs impliqués, afin de proposer des solutions qui ne pénalisent pas tel ou tel camp. ■

**DANS LA GESTION DE LA
PANDÉMIE COMME DANS
LE TRAVAIL DE L'EXÉCUTIF
EN GÉNÉRAL, FAURE
GNASSINGBÉ PRÔNE UNE
GOUVERNANCE CONCERTÉE.**



DÉMATÉRIALISER POUR FACILITER : l'Office Togolais des Recettes au centre des grandes réformes au Togo



Philippe Kokou TCHODIE
Commissaire Général de l'OTR

Au cœur de la 2^{ème} génération des réformes entreprises par l'Etat togolais pour rendre plus efficace l'administration fiscale : la dématérialisation. Elle est introduite à tous les paliers de la collecte des taxes et impôts. Tout est mis en œuvre par l'Office Togolais des Recettes pour réduire les tracasseries et le temps de traitement des dossiers, simplifier les procédures, amoindrir les coûts. La panacée à la culture fiscale ?

De toute évidence, le chemin est balisé et les résultats encourageants. De 2013 à 2019, les recettes fiscales se sont accrues de 54,9% et les liquidités de l'Etat de 52,9 %. Malgré la crise sanitaire, la dynamique des réformes soutenues en 2020 laisse présager une stabilité des chiffres.

Le défi des 24h chrono à la douane togolaise

En moins de deux ans, les habitudes ont changé. Les relations entre la douane et ses partenaires se sont fortement digitalisées. Les prémices de ces changements remontent à 2019 avec l'introduction du dédouanement en ligne des marchandises à l'import. La plateforme numérique dédiée offre la possibilité aux opérateurs économiques d'obtenir gratuitement en quelques clics, le certificat d'origine des marchandises et les différents documents douaniers. Le second également au bénéfice de l'OTR est la célérité des procédures. Aujourd'hui, le temps moyen d'attente pour la délivrance desdits documents est de 5 heures alors qu'il fallait attendre au moins 48 heures hier pour se les voir délivrer.

L'autre chantier digital prend en compte le dédouanement à l'importation et la procédure d'enlèvement des marchandises. Ici, le défi relevé par l'OTR est de garantir un enlèvement en 24 heures « chrono ». En termes de célérité, une marchandise débarquée au port de Lomé peut être enlevée dans un délai de 24 heures dès l'enregistrement de la Déclaration en Douane Unique.

Les impôts connectés ...

Assimilable à une révolution positive, les méthodes de l'administration fiscale ont connu de profondes mutations. L'approche ici est pédagogique et progressive. D'abord, la collecte est confiée au secteur bancaire ; les files aux guichets de l'Office sont supprimées. Ensuite, un module web « e-OTR » est mis en place pour simplifier les démarches du contribuable et lui faire gagner du temps. Troisième changement majeur, la déclaration en ligne instaurée en 2016. Pour la faire adopter, l'Office accompagne, forme, sensibilise le contribuable sur l'intérêt de l'innovation. Méthodologie payante : au 31 décembre 2019, 100% des grandes et moyennes entreprises dans les registres de l'office ont fait leur déclaration en ligne. Galvanisé par ces résultats, l'Office promeut en plus de la télé déclaration,

l'e-payment ou le « Mobile payment ». La phase expérimentale se déroule bien. Les Grandes et moyennes entreprises se prêtent à l'exercice. La majorité finit vite par l'adopter. 99% de ces entreprises paient aujourd'hui en ligne. Quant au « Mobile Payment », l'OTR associe les deux opérateurs de téléphonie mobile du Togo à l'initiative. Il installe par ailleurs des bornes électroniques sur plusieurs de ses sites.

Pour étendre le processus de digitalisation entamé à tous les services fiscaux, l'Office initie le projet d'implémentation d'une solution intégrée de gestion des impôts et taxes à travers une application dénommée e-Tax. Ce projet, une des priorités du Commissaire général de l'OTR, Philippe TCHODIE, vise entre autres à simplifier et faciliter les procédures fiscales par leur digitalisation.

Le foncier dépoussiéré ...

Le secteur cristallise les attentions. Il occupe une place prépondérante dans les performances réalisées ces dernières années par le Togo en termes d'amélioration du climat des affaires. L'indicateur Transfert de propriété est celui sur lequel le Togo s'est le mieux amélioré depuis 2018, le positionnant dans le dernier rapport Doing Business comme l'un des grands réformateurs en Afrique. Le travail effectué se focalise sur la réduction drastique des délais, la simplification des procédures et une informatisation du régime foncier.

Le traitement manuel des demandes d'immatriculation foncière a laissé place à la digitalisation des requêtes. « Plus question d'attendre des années pour se faire délivrer son titre foncier. Il est disponible désormais dans un délai de 6 mois », a rappelé le Commissaire général de l'Office, lors d'une rencontre avec les usagers. De même, les délais d'obtention de la copie du titre sont ramenés de 7 jours à 48 heures, de 10 jours à 6h pour les mutations totales et de 10 jours à 5 jours pour les transferts de propriété. Par ailleurs, grâce à la plateforme e-foncier, les réquisitions, demandes de renseignements ou les dépôts de plainte se font désormais en ligne. En quelques mois, la totalité des titres fonciers de la capitale togolaise a été numérisée de même que les plans cadastraux. La base de données disponible en ligne facilite la vérification par les usagers.

Innover et simplifier. Toutes les composantes de l'Office Togolais des Recettes sont touchées par ces maîtres-mots du nouveau mode d'action de la régie financière du pays. L'ambition est de contribuer fortement au développement inclusif et durable du pays via une mobilisation juste des ressources. Pour ce faire, l'Office entend maintenir le cap de la modernisation tout en faisant des usagers et contribuables, de véritables partenaires avec qui, l'édification du Togo de demain doit se poursuivre.

PETIT ABÉCÉDAIRE DU POUVOIR

Victoire Dogbé

Première Togolaise à la tête d'un gouvernement, l'économiste détient déjà un record de longévité en tant que ministre et directrice de cabinet du président. Retour sur le parcours d'une pionnière.

ATTENDUE
Le nom de Victoire Tomegah-Dogbé, 60 ans, circulait en coulisses depuis des semaines. Pourtant, sa nomination à la primature, le 28 septembre, est intervenue sept mois après la présidentielle, à l'issue de laquelle Faure Gnassingbé a été réélu pour un quatrième mandat. Un délai justifié, selon les autorités, par la pandémie de Covid-19.

BATTANTE
Après un début de carrière dans le privé, notamment au sein de l'Industrie togolaise des plastiques (ITP), dont elle est devenue directrice générale alors qu'elle n'avait pas 35 ans, Victoire Dogbé a su rapidement marquer son territoire dans le monde très masculin de la politique. Et rares sont ceux qui se risquent à la critiquer publiquement. On dit d'elle que « c'est une fine communicante ».

DOSSIERS SENSIBLES
Nommée en pleine pandémie de Covid-19, la Première ministre est attendue sur des dossiers sensibles: elle doit relancer le pays, aider les entreprises à ne pas sombrer et conduire le processus de révision du Plan national de développement 2018-2022 (lire pp. 76-82).

EMPOWERMENT FÉMININ
En succédant au discret Komi Sédom Klassou, qui était en poste depuis juin 2015, Victoire Dogbé est la première femme à diriger un gouvernement au Togo. Ce dernier comprend 33 membres, dont 11 femmes. Parmi elles, Marguerite



LOUIS VINCENZI/IMPACT POUR JA

Gnakadè, première femme à la tête du stratégique ministère des Armées, qui remplace celui de la Défense (rattaché à la présidence depuis la « tentative de complot contre la sûreté de l'État » d'avril 2009).

GEEK
Très active sur les réseaux sociaux, elle anime personnellement sa page Facebook et son compte Twitter. Elle avait par ailleurs insisté pour que la communication numérique du candidat Faure Gnassingbé soit particulièrement soignée lors de la dernière présidentielle et, selon l'un de ses collaborateurs, « elle reste attentive aux contenus publiés sur les comptes officiels de la présidence de la République et du chef de l'État ». Lors de sa déclaration de politique générale, elle a dit vouloir placer le digital au cœur de son action.

LONGÉVITÉ
Elle a conservé pendant près de douze ans son portefeuille ministériel du Développement à la base – étendu depuis à l'Artisanat, à la Jeunesse et à l'Emploi des jeunes – et pendant onze ans ses fonctions de directrice de cabinet de la présidence.

MENTOR
C'est Gilbert Fossoun Hounbo qui la propulse en politique. Ils se rencontrent au début des années 2000, alors qu'ils travaillent tous deux pour le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) – lui dirige le bureau Afrique, elle officie successivement au Togo, au Congo, au Burkina Faso et au Bénin. Nommé chef du gouvernement en 2008, Hounbo en fait sa ministre déléguée chargée du Développement à la base. À la tête de ce portefeuille, elle traduit en action la fibre sociale du chef de l'État, lequel lui confie dès 2009 la direction de son cabinet.

PARTI AU POUVOIR
Membre de l'Union pour la République (Unir, au pouvoir), elle n'exerce pas de fonction officielle et n'appartient pas au bureau politique du parti, mais elle y a de l'influence. Elle a d'ailleurs porté les couleurs de la majorité présidentielle aux législatives de 2013, à l'issue desquelles elle a été élue dans la circonscription de Vo, dont elle est originaire, qui était traditionnellement acquise à l'opposition. Elle a toutefois laissé à son suppléant le soin de siéger.

SUDISTE
Au Togo, l'usage veut que le poste de chef du gouvernement soit confié à une personnalité originaire du sud du pays, le chef de l'État étant originaire du Nord. C'était le cas de Komi Sédom Klassou, natif de Notsé, et c'est celui de Victoire Dogbé, née à Badougbé (Région maritime).

CHARLES DJADE, À LOMÉ



Mécanisme Incitatif de Financement Agricole
Fondé sur le Partage de Risques



IMPROVEMENT LOGS

**Au MIFA S.A,
nous accompagnons
la Modernisation, l'Industrialisation
et le Financement de l'agriculture.**

+228 2221 5180

✉ infocontact@mifa.tg

📍 200, rue Adamano • BP: 1306 Lomé, Togo

🌐 www.mifa.tg



Sous bonne garde

À la suite du remaniement gouvernemental du 28 septembre 2020, le président togolais a réorganisé une partie de son équipe de proches collaborateurs.

CHARLES DJADE ET GEORGES DOUGUELI

Le chef de l'État togolais est connu pour savoir s'entourer d'hommes et de femmes expérimentés, discrets et plutôt jeunes (bon nombre sont quadra). Si son ancienne garde de conseillers spéciaux murmure toujours à son oreille – parmi lesquels son frère **Amah Gnassingbé**, mais aussi **Barry Moussa Barqué**, **Charles Debbasch** et **Koffi Sama** –, le président Faure Gnassingbé a profité de la nomination à la primature de **Victoire Dogbé** (lire p. 68), son ancienne directrice de cabinet, pour réorganiser ses équipes. 



**Sandra
ABLAMBA
JOHNSON**

Secrétaire générale de la présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson a rang de ministre. Nommée en remplacement de **Patrick Daté Tèvi-Bénissan**, décédé début septembre, elle assure aussi la direction du cabinet civil du chef de l'État depuis la promotion à la primature de **Victoire Dogbé**. Économiste du développement formée à l'Université de Lomé, Sandra Johnson, 40 ans, est une habituée des couloirs du palais de la Marina, puisqu'en 2012 elle avait intégré le cabinet de Faure Gnassingbé, où elle coordonnait la cellule climat des affaires (CCA) depuis 2017. Promue ministre déléguée en mars 2019, elle est aujourd'hui récompensée pour avoir contribué à faire aboutir les réformes ayant permis les progrès spectaculaires du Togo dans les éditions 2019 et 2020 du classement « Doing Business » de la Banque mondiale.



**Djibril Mohaman
AWALOU**

Professeur des universités, directeur central du service de santé des armées et de la clinique médico-chirurgicale (alias « Pavillon militaire ») du CHU Sylvanus-Olympio, le très discret colonel **Djibril Mohaman Awalou** est le coordonnateur national de la gestion de la riposte au Covid-19. À ce titre, il rend quotidiennement des comptes à Faure Gnassingbé, lequel est à la tête du comité de crise luttant contre la pandémie.

Kouessan Joseph YOVODEVI

Nouveau directeur de la communication et de l'information de la présidence, le journaliste Kouessan Yovodevi est attendu sur le chantier de la restructuration de la communication gouvernementale. Formé à l'Institut supérieur de presse de Lomé, enseignant à l'Université catholique d'Afrique de l'Ouest (Ucao) et à l'Institut des sciences de l'information de la communication et

des arts (Isica) de Lomé, ce professionnel des médias ne fait pas partie du premier cercle du chef de l'État. Il a cependant dirigé la télévision togolaise (TVT) pendant douze ans, de 2006 à 2018, jusqu'à son départ à la retraite. Il va devoir superviser l'ensemble des communicants rattachés aux différents ministères pour donner du sens et de la cohérence aux messages de l'exécutif.

Komlan ADJITOWOU

L'ex-chef d'état-major adjoint des Forces armées togolaises (FAT), élevé au grade de général en 2018, prend la tête du cabinet militaire du Palais. Chef d'état-major particulier du président, il est chargé d'assurer la sécurité de Faure Gnassingbé, ainsi que l'interface de ce dernier avec les forces de défense. Il succède au **colonel Awoki Panassa** nommé ambassadeur du Togo au Ghana en janvier 2020.



COMMUNIQUÉ

PATIO 2025

**Made in Togo,
Création d'emplois et
Transfert de compétences**

En 2020, Le Patio a su s'adapter rapidement à des conditions sanitaires nécessitant la mise en place de mesures et de protocoles stricts.

L'excellence de la prestation de service du Patio aussi bien dans le domaine de la restauration, de l'hôtellerie que du SPA, s'affirme aujourd'hui comme une référence régionale.

MADE IN TOGO

En octobre, lors de l'exposition Made in Togo, Le Patio donnait déjà le ton, mettant en avant le rôle crucial que peut avoir la promotion des entrepreneurs locaux au renforcement de l'économie nationale qui se veut créatrice d'emploi, inclusive et durable.

« Cet événement a contribué à donner une impulsion à quelque-chose qui était latent, sous-jacent. La politique de promotion de l'économie locale et des producteurs locaux correspond à une forte ambition gouvernementale. Nous avons tout simplement contribué à mettre autour de la table des groupes d'acteurs qui visent les mêmes objectifs et favorisé la prise de contacts qui se développeront par la suite »

précise Sitso Curtarello, la promotrice du Patio.

CRÉATION D'EMPLOIS ET TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Depuis cet événement marquant, le Patio a entrepris différentes actions suivant en cela les lignes directrices de la feuille de route Togo 2025 afin de contribuer aux efforts du gouvernement à la dynamisation de la création d'emplois tout en s'appuyant sur les forces de l'économie.

D'abord en offrant une formation hôtelière accessible et en phase avec les exigences du métier.

Ensuite en assurant un transfert de compétences avec des restaurateurs étoilés d'Europe.

En décembre 2020, les Chefs du célèbre restaurant Bô-tannique ont travaillé avec ceux du Patio dans le but de fusionner leurs techniques.

C'est à la source à Lomé, au nouveau port de pêche et au grand marché des légumes, des fruits et des épices que les échanges ont commencé avant de se poursuivre en cuisine et donner naissance à de nouveaux savoir-faire.

« Transférer les savoir-faire, innover, être à l'écoute de ceux qui font et pensent autrement les métiers de la restauration et de l'hôtellerie, cela fait partie de ma compréhension de la convivialité, c'est la force du Patio. La convivialité ne réside pas seulement dans l'art d'accueillir et de servir, mais aussi, surtout, dans la capacité à favoriser les échanges. Le Bô-tannique partage cette même vision des choses.

Après avoir fait la connaissance des Chefs Florent Presse de Negri et Romain le Guillou, je savais que leur cuisine reflétait autant leur capacité d'offrir, de partager leurs connaissances, que de recevoir. Je savais qu'après leur passage à Lomé et dans les cuisines du Patio, ce sont aussi les produits Togoais qui seraient incorporés à leur cuisine et mis en avant dans leur bel établissement de Bordeaux » ajoute Sitso.

AMBITIONS 2021

Et ce n'est que le début puisque l'équipe du Patio s'apprête bientôt à donner une impulsion nouvelle à la dynamique de la création d'emplois avec l'extension du resort en 2021 et la réalisation du Patio Lodge.



Ce centre d'affaires entièrement conçu en matériaux locaux s'inscrit dans la continuité du Patio et du Patio spa, alliant l'âme de l'Afrique et l'esprit de modernité !



Si vous souhaitez séjourner au Patio, **réservez à l'avance**, fort de son succès l'établissement affiche souvent complet!

CITÉ OUA

+228 90376707

lepatio@lepatio-lome.com

www.lepatio-lome.com

LE PATIO

SAISON D'HÔTES RESTAURANTS SPA

La déclaration de patrimoine prend enfin forme

Pour prévenir l'enrichissement illicite des agents de l'État, l'ultime loi nécessaire à l'entrée en vigueur de ce garde-fou a été adoptée le 10 décembre 2020 par l'Assemblée nationale.

CHARLES DJADE, À LOMÉ

Les prérogatives du médiateur de la République – fonction actuellement occupée par Awa Nana Daboya, magistrate chevronnée et présidente de la Cour de justice de la Cedeao de 2009 à 2011 – ont été élargies par la loi organique adoptée le 10 décembre dernier par le Parlement. Le processus de lutte contre l'enrichissement illicite et la corruption des hauts responsables et des agents de l'État va pouvoir se mettre en marche. En effet, si les modalités relatives à la déclaration des biens et des avoirs (telle que la prévoyait la Constitution de 1992, article 145) ont été fixées par la loi organique du 24 janvier 2020, il restait à étendre les attributions du médiateur de la République, qui recevra lesdites déclarations, et à garantir son indépendance.

« L'institution du médiateur se voit doter d'un texte actualisé qui lui permet de jouer pleinement son rôle et d'être en phase avec l'évolution de notre société. Il lui confère de nouvelles attributions, notamment l'autosaisine, qui l'autorise à se saisir d'office de tout problème relevant de sa compétence et de formuler des recommandations pour y remédier », souligne Christian Trimua, ministre des Droits de l'homme et porte-parole du gouvernement. Le nouveau texte fixe le mandat du médiateur de la République à trois ans, renouvelable une seule fois. Selon une disposition provisoire, le médiateur en exercice, dont le mandat a été renouvelé en 2019, peut à sa demande être reconduit à la fin de son mandat.

Avant son entrée en fonction, il devra prêter serment devant la Cour constitutionnelle, gage de son indépendance, et déclarer ses biens et avoirs auprès de cette même cour... avant de recevoir les déclarations de patrimoine du président de la République, des membres du gouvernement, des présidents et membres des bureaux de l'Assemblée, du Sénat, des institutions, des magistrats, des directeurs et comptables des administrations centrales et établissements publics, etc. Objectif : prévenir l'enrichissement illicite des hautes personnalités et des agents exposés aux risques de corruption.

« Formalité républicaine »

En outre, le médiateur disposera désormais de la possibilité de mener des enquêtes et des investigations, notamment au sein des services publics, « pour aider à une administration publique, juste, équitable et de qualité au service des citoyens ».

La déclaration de patrimoine devra être faite par les intéressés dès leur entrée en fonction, avec obligation de déclarer tous leurs biens et avoirs (au Togo et à l'étranger) d'une valeur supérieure à 200 000 FCFA (305 euros). Les personnalités en fonction avant l'effectivité de la mesure disposent de douze mois pour s'y conformer.

« C'est une formalité républicaine qui devrait promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions publiques, garantir l'intégrité et la probité des serviteurs de l'État et prévenir l'enrichissement illicite », estime Amathévi Aboki, directeur exécutif de l'ONG Association des jeunes engagés pour l'action humanitaire. « Cette déclaration à elle seule ne suffit pas », nuance Akomola Atikpati président du réseau anticorruption (RAC-Togo), qui appelle « les gouvernants à faire de la lutte anticorruption une cause nationale à travers l'adoption d'un projet de loi sur cette question ». Au-delà de la volonté affichée de l'exécutif de mettre en avant la gouvernance concertée, la reddition des comptes et la lutte contre la corruption, les Togolais attendent désormais des actes. ■



INNOVATION

Les députés en séance, dans le plein respect des gestes barrières.



LE COMPLEXE TOURISTIQUE S'ÉTEND et inaugure en 2021 ses Cottages et sa Marina



Monsieur Sam Kossi Khouri,
Promoteur du Blue Turtle Bay



La station balnéaire Blue Turtle, dont la plage et les restaurants ont été ouverts au public en 2018, va inaugurer au début de l'année 2021 sa marina, la première du Togo, et ses cottages. Un atout majeur pour le tourisme national.

L'idée est venue à Sam Kossi Khouri en 2014 : développer la première marina de loisirs du Togo ! Depuis, l'entrepreneur togolais s'attèle à cette tâche afin de rendre disponibles, dans sa ville, les mêmes services balnéaires et loisirs nautiques auxquels il a droit lors de ses voyages à l'étranger.

Situé à Lomé, sur le boulevard du Mono, mitoyen au Port autonome de Lomé (PAL), Blue Turtle a été soutenu par le gouvernement dans le cadre du plan de développement et de renouveau du pays. Il l'a également été par les autorités portuaires, qui souhaitent aménager le site sur lequel le PAL s'est étendu et modernisé depuis plusieurs années.

Une plage sécurisée et ses loisirs nautiques

Depuis 2018 déjà, la plage est ouverte au public avec de nombreuses activités nautiques, parmi lesquelles la location de jet-skis. Deux restaurants, le Sushi Bar et le Canari Bar, y offrent deux cuisines bien distinctes. Le premier, installé dans une grande paillote à étage, est spécialisé dans la cuisine japonaise. Le second, les pieds dans le sable, propose snacks, grillades et pizzas.

Tous deux donnent sur la magnifique plage de sable fin. Un bassin artificiel, creusé par enrochement et alimenté par l'eau de mer, assure la sécurité des baigneurs qui souhaitent éviter les courants de l'océan. Pour les plus sportifs, des terrains de pétanque, de volley ou de foot complètent le paysage. Dans le contexte actuel, Blue Turtle veille au respect des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de coronavirus.

« Nous avons travaillé exclusivement avec des sous-traitants et des fournisseurs locaux qui ont fourni un travail d'une grande qualité, que cela soit en termes de compétences et d'exécution, d'idées ou de matériaux. » Sam K. Khouri.

LA FONDATION BLUE TURTLE protège le littoral et la pêche artisanale

La Fondation Blue Turtle (FBT), dont Sam K. Khouri est le président, est une initiative d'experts et de passionnés de la mer. Elle intervient aux côtés du gouvernement, qui a adopté une stratégie nationale pour la mer et le littoral, dans la protection du milieu marin et de ses espèces menacées, notamment les tortues, ainsi que dans le soutien à l'entrepreneuriat dans la pêche artisanale.

Dormir à Blue Turtle

Dès janvier, les visiteurs auront le loisir de prolonger leur séjour dans la station balnéaire. Dix Sept chambres tout confort ont été édifiées dans un coin de verdure. Sa proximité avec le PAL, poumon économique du Togo, ainsi qu'avec la plage, fait que Blue Turtle s'adresse aussi bien aux Togolais qu'aux visiteurs internationaux, à une clientèle de loisirs qu'à des hommes d'affaires. Un restaurant haut de gamme, qui inclura un bar à vin, un bar à champagne, une cave à cigares, une salle de réception et un yacht club, sont prévus à moyen terme.

La première marina « Made in Togo »

Raison d'être du projet, Blue Turtle s'apprête à ouvrir sa marina. Dès le premier trimestre 2021, elle pourra accueillir une vingtaine de bateaux de loisirs de six à 18 mètres. Ceux-ci pourront venir de tout le pays et de l'étranger.

Économie circulaire

Plus de 5 000 arbres ont été plantés depuis le début du projet Blue Turtle, alors qu'un potager fournit des légumes à ses restaurants. Le tri des déchets et leur recyclage sont également en place. L'utilisation de l'énergie solaire pour couvrir la consommation électrique de la station, ainsi que le traitement des eaux, sont des objectifs à atteindre à moyen terme.

Jean-Pierre Fabre, lors de son dernier meeting de campagne avant la présidentielle, le 20 février 2020.

LE LEADER DE L'ANC SE DIT RÉSOLU À NE PLUS BOYCOTTER DE SCRUTINS ET À NE PLUS INTÉGRER DE COALITION.

PIUS UTOCHI / ENP/LEADER

Remobilisation générale

Sortie fragilisée de la présidentielle, l'opposition s'organise pour préparer les régionales, les premières du genre, qui devraient se tenir en 2021.

CHARLES DJADE

La présidentielle du 22 février 2020 a été remportée sans surprise par le président sortant, Faure Essozimna Gnassingbé dès le premier tour, mais avec une victoire plus écrasante que jamais puisqu'il a recueilli 70,78 % des suffrages exprimés (contre 58,77 % en 2015 et 60,9 % en 2010). Près d'un an plus tard, les résultats du scrutin sont toujours contestés par une partie de l'opposition, à commencer par l'ex-Premier ministre Agbényomé Kodjo, candidat du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD). Arrivé deuxième, avec 19,46 % des suffrages exprimés (contre 0,9 % en 2010), il continue de se proclamer « président élu » et a quitté le pays

depuis qu'un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui, en juillet dernier.

Soutenu dans la course à la magistrature suprême par la coalition Dynamique M^{re} Kpodzro (DMK), Agbényomé Kodjo a par ailleurs devancé celui qui, depuis plus de dix ans, est considéré comme le principal leader de l'opposition : Jean-Pierre Fabre. Le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) n'est en effet arrivé que troisième, avec 4,68 % des suffrages (contre plus de 35 % en 2015 et près de 34 % en 2010).

Nouvelle carte électorale

« Le paysage politique actuel est fortement influencé par les résultats de la présidentielle de février 2020. Le scrutin a redessiné une nouvelle carte

électorale, avec le basculement de certaines régions acquises historiquement à l'opposition, comme la Région maritime et ou celle des Plateaux », analyse le professeur Essohanam Batchana, enseignant-chercheur à l'université de Lomé. Aussi, les partis de l'opposition comptent bien se réorganiser pour mobiliser les Togolais avant les élections régionales – les premières du genre –, qui devraient se tenir en 2021, et les législatives, prévues en 2024.

Après sa cuisante défaite en février 2020, Jean-Pierre Fabre a observé un silence de huit mois avant de remonter sur scène. Aujourd'hui, il veut croire en sa nouvelle stratégie, qu'il résume en deux points : ne plus boycotter d'élections – comme les législatives de décembre 2018,

lorsqu'il était membre de la Coalition des 14 (C14), qui a volé en éclats – et ne plus prendre part à un regroupement de partis. Une décision justifiée par les attaques menées contre l'ANC par de soi-disant alliés. « Nous sommes l'objet de manœuvres de déstabilisation ourdies par de prétendus amis qui assurent défendre la même cause que l'ANC », déplore-t-il, accusant certains cadres de l'opposition d'être « des entraves à la marche résolue vers l'alternance et le changement auxquels aspirent les Togolaises et les Togolais ».

Toutefois, il ne tourne pas définitivement le dos à l'unité d'action, mais il estime qu'à l'avenir cette unité ne pourra se faire qu'avec « une opposition sérieuse et responsable pour préparer la suite de la lutte », ainsi qu'il le revendiquait le 10 octobre dernier, lors d'un conseil national de l'ANC. « Jean-Pierre Fabre semble grandi par les événements survenus ces derniers temps dans l'espace politique national, et son engagement actuel est

bien courageux », estime Senyéebia Yawo Kakpo, enseignant-chercheur en sciences juridiques et politiques à l'université de Kara.

Les leçons du passé

Si, pour rebondir, le leader de l'ANC peut profiter de l'absence et des ennuis judiciaires d'Agbéyomé Kodjo – accusé d'atteinte à la sécurité intérieure de l'État et de troubles aggravés à l'ordre public –, il doit aussi savoir rassurer les Togolais qui croient encore en lui et ramener les déçus au bercail.

« Nous allons travailler constamment pour éveiller davantage les consciences et garder les populations mobilisées afin d'accroître leur adhésion à l'option préconisée par l'ANC, celle des pères de l'indépendance et fondateurs de notre nation, explique Jean-Pierre Fabre. Cette option est gravée dans notre hymne national : ne jamais baisser les bras, "lutter sans défaillance" pour vaincre et vivre libres, unis et solidaires, indépendants

et souverains. Et nous vaincrons parce que la persévérance gagne, parce que notre cause est juste. »

Également bien décidé à tirer les leçons du passé pour remobiliser les populations, l'ex-député Paul Dodji Apévon, président des Forces démocratiques de la République (FDR), s'engage à agir avec « plus de loyauté, plus d'humilité, plus de sacrifice et plus d'amour. La haine, les dénigrement et la vengeance ne nous mèneront à rien ». Une position que semble partager la DMK, dont deux membres – Gérard Djossou, président de la commission des affaires sociales de la coalition, et Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson – ont par ailleurs été arrêtés à la fin de novembre 2020, puis inculpés dans le cadre d'une enquête pour atteinte à la sécurité intérieure de l'État. « Nous ne pouvons pas nous enfermer pour dire que les autres ne comptent pas. Personne ne peut mener cette lutte seul », assure Fulbert Sassou Attiso, ex-coordonnateur de la coalition. **TA**

FORCE ET RÉSISTANCE

4x4 HEAVY-DUTY FORWARD CONTROL TRACTOR UNIT

EXR

Tractor GVW 25,000kg
GCM 42,000kg / 48,000kg

4x4 HEAVY-DUTY FORWARD CONTROL TRACTOR UNIT

EXZ

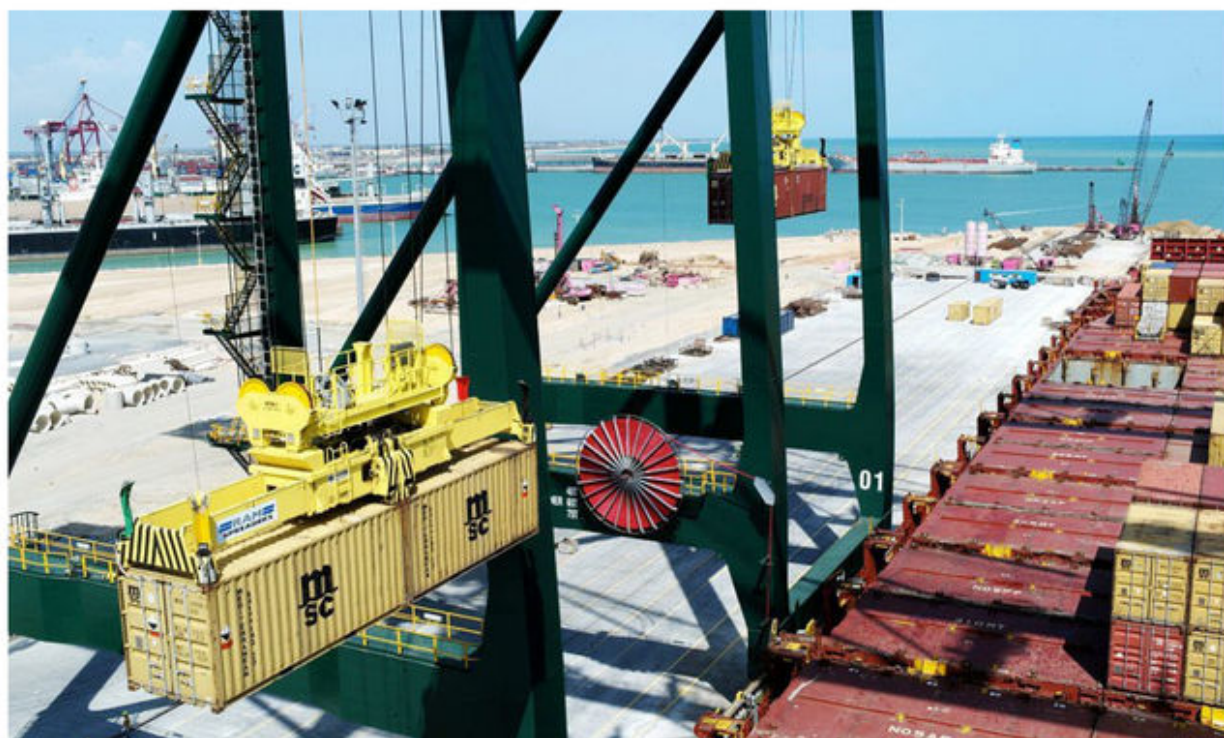
Tractor GVW 33,000kg
GCM 50,000kg

NOS OFFRES COMPRENNENT

- ☒ Les solutions de financement
- ☒ La Garantie constructeur
- ☒ Les Entretien adaptés
- ☒ Les pièces de rechange et tout accessoires automobiles

Nous libérons votre mobilité

2556 Boulevard de la Paix, Tokoin Aéroport | 08BP. 8535, Lomé-TOGO
Tél. (+228) 22 61 27 76/77/78 | Mob. +228 97 10 94 94 | info@diwatg.com | www.diwatg.com



Grues-portiques de déchargement rapide sur le quai 4 du terminal à conteneurs, au port de Lomé.

Au milieu du gué

Les réels progrès économiques et sociaux enregistrés ces dernières années sont quelque peu fragilisés par les effets de la pandémie de Covid-19.

Mais aussi par d'autres handicaps... que le pays devrait pouvoir surmonter.

ALAIN FAUJAS

Le Togo fait partie des pays africains qui ont vite réagi face au coronavirus. Fermeture des frontières, confinement, mise sous cloche de l'économie, *tracking* et renforcement du système hospitalier lui ont permis de contenir la pandémie. En revanche, cette batterie de mesures a fait reculer l'économie.

« D'après l'enquête que nous avons menée en juin 2020, cela a provoqué une baisse de 51,3 % de l'activité des entreprises, déclare Urbain Thierry Yogo, économiste senior de la Banque mondiale pour le Togo. Le gouvernement a atténué le choc pour les

entreprises en allégeant leurs charges fiscales et en exonérant de TVA les importations des intrants agricoles et des matériels médicaux. Pendant l'état d'urgence sanitaire – qui a été reconduit jusqu'en mars 2021 –, il a aussi mis en place un système de protection sociale baptisé Novissi (« solidarité »), entièrement digitalisé, pour transférer des sommes d'argent aux plus vulnérables. » Deux fois par mois, la personne qui remplissait les conditions requises recevait sur son téléphone portable 12 250 F CFA (18,70 euros) quand il s'agissait d'une femme et 10 500 F CFA pour un homme.

Malgré ces parades, la croissance du pays pour 2020 sera ramenée

à zéro selon les projections du FMI et de la Banque mondiale, et à + 0,7 selon les autorités togolaises. Les secteurs les plus touchés sont le transport, la logistique et le tourisme. Ce qui est désolant, car sous l'effet des réformes menées par le gouvernement, le rythme de croissance s'accélérait d'année en année (*lire « Repères » p. 76*).

Petit commerce et grosse combine

La vitalité du secteur immobilier, la demande croissante de la classe moyenne, les bonnes récoltes et l'investissement public dans les infrastructures ont dopé l'économie. Il faut rendre à César ce qui →

L'Avocat, acteur clé de la promotion des investissements au Togo.

L'Avocat, ici ou ailleurs, est acteur de l'économie pour au moins deux raisons. D'une part, il concourt à la stratégie juridique ou judiciaire de son client. D'autre part, le cabinet d'avocats constitue en lui-même une entité économique. Ils sont plus de cent soixante inscrits au Barreau du Togo, et ceux qui choisissent d'accompagner l'investisseur, doivent maîtriser l'ensemble des outils juridiques se rapportant au domaine économique. Les classements effectués par le magazine Jeune Afrique et par l'OHADA sur les meilleurs avocats du continent illustrent à suffisance l'implication des avocats togolais dans la promotion de l'économie.

1. Un consultant en ressources humaines et en droit social.

L'avocat togolais est la plupart du temps un consultant en matière de

ressources humaines et en droit social. Il participe souvent au processus de recrutement tout comme à celui de rupture de contrat de travail. Il a une vision d'ensemble des conflits qui existent entre les salariés et les investisseurs. Pour survivre et prospérer, l'investisseur doit chercher des voies et moyens appropriés pour s'adapter à cet environnement très mouvant et solliciter les compétences de l'avocat.

2. Un donneur d'alerte sur l'évolution de la législation.

Participant activement à la prise de décisions dont l'impact aura une influence majeure sur l'entreprise et son écosystème, l'avocat se doit d'informer sur les mutations du cadre juridique. En effet, le cadre juridique des affaires connaît une constante adaptation. Les réformes sur les lois relatives aux investissements sont



Martial AKAKPO
Associé-gérant

nombreuses. Tout investisseur doit être informé de la date d'entrée en vigueur des nouvelles conditions posées à l'exercice de son activité.

3. Un expert en mobilisation de financements de projets durables.

L'avocat togolais est également « Conseil » dans la mobilisation des financements et de la promotion des technologies durables. Il est fréquent de constater que certains avocats interviennent régulièrement en tant qu'expert dans le cadre d'opérations de financement de projets de développement sous l'égide d'institutions financières telles que la Société Financière Internationale, la Banque Ouest Africaine de Développement, la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'Investissement... A titre illustratif, on peut citer la contribution de l'avocat togolais à la réalisation de projets énergétiques phares tels que les projets CIZO, KEKELI, AMEA, SCALING SOLAR.



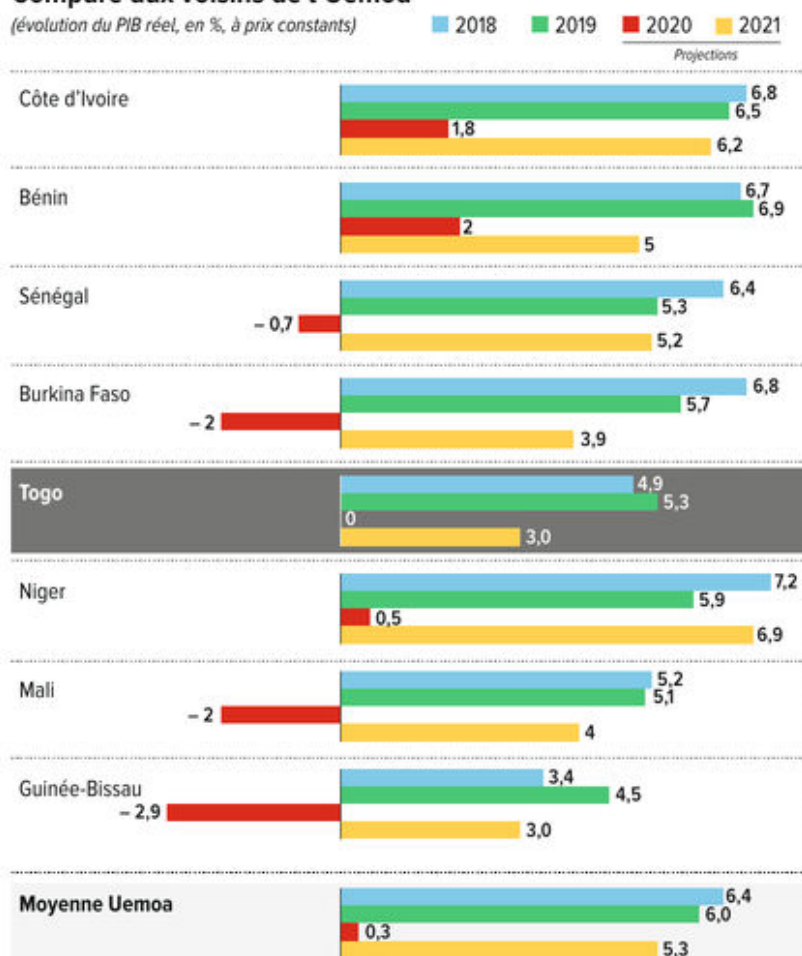
REPÈRES

Une reprise raffermissée, mais freinée par la pandémie

	2018	2019	2020	2021
			1. Projections ...1	
		(en %)		
PIB réel (à prix constants)	4,9	5,3	0,0	3,0
PIB réel par habitant	2,3	2,7	-1,5	1,4
Inflation (moyenne annuelle)	0,9	0,7	1,4	1,5
		(En % du PIB)		
Solde budgétaire global (dans compris)	-0,8	2,1	-7,1	-3,5
Solde extérieur courant (dans compris)	-3,5	-4,3	-6,3	-4,4
Dettes publiques totales	76,2	70,9	73,5	71,1
<i>Dont dette extérieure</i>	<i>19,7</i>	<i>23,5</i>	<i>31,6</i>	<i>29,6</i>

Comparé aux voisins de l'Uemoa

(évolution du PIB réel, en %, à prix constants)



→ appartient à César et porter au crédit du président Faure Gnassingbé et de son gouvernement une volonté réformatrice peu courante qui a posé les fondements de cette embellie.

Avec l'aide technique du FMI qui a applaudi ces « progrès considérables », les recettes fiscales se sont inscrites en hausse grâce à une digitalisation des déclarations et des paiements des entreprises et à un recul des exonérations. On a bien tenté de faire payer certaines taxes au secteur informel (91,6 % des emplois), mais l'intervention des inspecteurs a irrité ce monde complexe, où le tout petit commerce côtoie la grosse combine...

Le déficit budgétaire a chuté (de 8 % de moins en trois ans) grâce à une réduction des dépenses d'investissements et une maîtrise de celles de fonctionnement. La dette est revenue dans les clous des impératifs de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). L'inflation se maintenait sagement au-dessous de 2 %.

Mise à niveau

C'est dans le domaine du climat des affaires que le Togo s'est montré le plus audacieux. En facilitant la naissance des entreprises, l'obtention de leurs titres de propriété ou l'alimentation en électricité des unités de production, il a décroché la troisième place mondiale et la première place en Afrique des pays les plus réformateurs, gagnant 59 places en deux ans au rapport « Doing Business 2020 » de la Banque mondiale.

S'il se classe aujourd'hui 97^e sur 190 pays étudiés, c'est notamment parce qu'il a supprimé dix impôts, que le remboursement de la TVA intervient dans le mois et que la création d'une entreprise prend quatre heures (contre trois mois auparavant) et coûte 29 000 F CFA (au lieu de 262 000 F CFA).

Le pays n'est cependant pas tiré d'affaire. Et pas seulement parce que l'épidémie est venue brider cet élan. Le rapport « Dynamiser l'investissement privé pour plus de croissance et d'emploi », publié le 30 août dernier

SOURCES : AUTORITÉS TOGOLAISES ET PRÉVISIONS FMI - OCTOBRE 2020

par la Banque mondiale, souligne les défis qui attendent le Togo.

Pour devenir le « hub régional » qu'il ambitionne d'être, la mise à niveau du port et de l'aéroport de Lomé ne suffit pas. Encore faut-il moderniser une flotte de camions hors d'âge et réduire le temps de franchissement des frontières, lequel reste trois fois plus élevé qu'au Ghana.

Il est extrêmement judicieux de miser sur les agropoles pour accélérer la production agricole et sa transformation, comme de vouloir tripler la production de viande de volaille et d'œufs d'ici à 2023. Pour y parvenir, il conviendrait que les banques découvrent que l'agriculture vaut la peine d'être financée : en 2017, celle-ci n'obtenait que 0,2 % du total des prêts bancaires... C'est là tout l'enjeu du Mécanisme incitatif de financement agricole (*Mifa*, lire p. 86), dont les résultats sont encourageants, mais encore loin de satisfaire les besoins du secteur.

Quant au fameux Plan national de développement (PND) 2018-2022, il est en cours d'actualisation pour cause de Covid-19 – et heureusement, parce qu'avant même l'épidémie il n'était pas crédible. Le financement par le secteur privé de 65 % de ses 4 622 milliards de F CFA semblait hors de portée. Il supposait une croissance annuelle de l'investissement privé de 17 % entre 2018 et 2022, alors que son augmentation enregistrée entre 2010 et 2018 n'était que de 11 % par an.

Assainissement

Le gouvernement doit aussi s'attaquer à d'autres handicaps. L'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre par rapport aux besoins des entreprises figure au premier plan, dans un pays où seulement 60,4 % de la population adulte est alphabétisée et où 3,1 % de la population active est diplômée de l'enseignement supérieur.

Le pays est également à la traîne en matière de haut débit mobile. La 3G couvre 65 % de la population, et la 4G, 10 %. Le coût d'utilisation des données numériques est trois fois plus élevé qu'au Rwanda.

Toujours selon les enquêtes de la Banque mondiale, l'innovation n'est pas le fort des entreprises togolaises, dont seulement 1 % investissent dans la recherche et développement (R&D). Cela s'est vu durant le confinement, puisqu'elles n'ont pu mettre en télétravail que 2,7 % de leurs salariés et que leurs ventes en ligne n'ont représenté durant cette période que 8,6 % de leurs ventes totales.

Le Togo est au milieu du gué. Malgré la dégradation de ses comptes due à un surcroît de dépenses sanitaires et sociales au moment où ses recettes se tarissent, son assainissement antérieur n'est pas perdu, à condition qu'il soit poursuivi. Pour cela, l'aide des bailleurs ne devrait pas lui faire défaut. ■

SORUBAT
Société de Routes et de Bâtiments

PND
Plan National de Développement

Ensemble... Construisons L'avenir...



**AVEC VOUS
POUR FAIRE GRANDIR
VOTRE ENTREPRISE**

Présente dans les 8 pays de l'espace UEMOA, Banque Atlantique, filiale du groupe Banque Centrale Populaire, est porteuse de valeurs de Proximité, de Performance, de Citoyenneté et d'Innovation.

Banque Atlantique est engagée localement pour accompagner activement l'inclusion sociale et financière, moteur d'une croissance durable.

Partenaire financier privilégié des politiques publiques et sectorielles, Banque Atlantique propose également des solutions innovantes et adaptées aux projets de vie. Sa gamme de produits et de services répondent d'une manière ciblée aux besoins de l'économie des pays, de la Grande Entreprise à la Startup, en passant par les PME et les ménages.

Banque Atlantique a l'Afrique chevillée au corps.
C'est pourquoi, elle accompagne entre autres tous les dirigeants qui construisent une vision ambitieuse et innovante pour accélérer la croissance de leur entreprise.

Sani Yaya

Ministre de l'Économie et des Finances

« Le Togo confirme son statut de pays réformateur »

PROPOS RECUEILLIS PAR NADOUN COULIBALY

Nommé ministre du Budget en 2015, Sani Yaya, 57 ans, s'est vu confier en un an plus tard le portefeuille de l'Économie et des Finances. L'ancien banquier explique comment le gouvernement entend consolider les acquis des mesures de riposte engagées contre la pandémie de Covid-19 et de quelle façon il s'attelle désormais à réorienter les priorités économiques et à réajuster le Plan national de développement (PND) 2018-2022, afin de relancer la croissance du PIB, lequel devrait se situer entre 0 % et 1 % pour 2020.

Jeune Afrique : À la fin septembre, le Togo a annoncé la réévaluation de son PIB. Qu'implique ce rebasage ?

Sani Yaya : Le Togo a en effet migré vers le système de comptabilité nationale (SCN) 2008. Cette migration a nécessité la définition d'une nouvelle année de base, 2016, pour prendre en compte les changements méthodologiques et capter les mutations intervenues dans la structure de l'économie nationale. Le PIB de 2016, sous le SCN 2008, s'établit à 3 574,4 milliards de FCFA [environ 5,45 milliards d'euros] à prix courants, contre 2 618,1 milliards suivant le SCN 1993, soit une réévaluation de 36,5 % du PIB.

La mise en œuvre de ce nouveau système a eu des implications sur les critères de convergence, dont le taux d'endettement, qui ressort à 58,5 % en 2016 contre 78,7 % dans l'ancien système. En 2019, il s'établit à 51,9 % et, à la fin de décembre 2020, avec la mobilisation accrue des ressources pour faire face à la crise sanitaire, il devrait atteindre 57,8 %, largement

au-dessous du seuil communautaire de 70 % prévu par le pacte de convergence de l'Uemoa et de la Cedeao.

Comment l'économie togolaise résiste-t-elle aux répercussions de la pandémie ?

Elle subit un choc sans précédent, mais se montre résiliente. Alors que beaucoup de pays enregistrent une récession pour 2020, le nôtre affiche en effet un taux de croissance positif de 0,7 %, grâce aux mesures de riposte prises très tôt par le gouvernement et qui ont permis de renforcer la résilience du secteur privé et de maintenir l'activité à un niveau acceptable au plus fort de la crise sanitaire.

Il s'agit notamment de la mise en place de mesures fiscales et douanières pour accompagner les entreprises, en particulier les PME-PMI, et du soutien au secteur agricole. À travers le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa, lire p. 86), l'État mène des actions afin de relancer les activités des maillons des différentes chaînes de valeur pour créer des emplois, les consolider, augmenter les revenus des producteurs et rendre le secteur plus résilient. D'autres actions ont été engagées, notamment à travers des transferts monétaires aux

populations les plus vulnérables, réalisés au moyen de la plateforme digitale Novissi [« solidarité »].

Quelles sont les priorités de votre plan de relance ?

Notre stratégie, articulée autour des trois R (riposte, résilience et relance), vise à lutter contre la propagation du Covid-19, à renforcer la résilience du secteur privé et à relancer l'activité économique. Il s'agit d'affermir les capacités productives du pays et d'améliorer sa compétitivité.

Dans la phase de relance, un accent particulier sera mis sur la promotion du secteur privé pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de principal contributeur à la croissance économique et à la création d'emplois. Outre le renforcement du Mifa pour accompagner les agriculteurs, une attention particulière sera portée aux jeunes entrepreneurs qui viennent de créer leur activité. Plus globalement, les priorités s'articulent autour des secteurs suivants : agriculture, santé, éducation, sécurité, eau, énergie et économie numérique. Ils bénéficieront d'un appui financier accru de la part du gouvernement.

Pourquoi avoir engagé une révision du PND ?

La crise sanitaire a montré la nécessité de renforcer la protection sociale et la résilience des acteurs économiques face aux chocs exogènes et, donc, de réorienter les priorités du gouvernement à travers une révision du PND. La reprise de l'activité économique au Togo devrait se raffermir, avec une projection de la croissance à + 4,7 % en 2021 [+ 3 % selon les prévisions du FMI], à la faveur de la feuille de route pour la période 2020-2025 portée →



NOUS SOMMES BIEN NOTÉS AUPRÈS DES AGENCES MOODY'S ET S & P, ET POUVONS PAR CONSÉQUENT RECOURIR À UN EUROBOND.



→ par madame le Premier ministre, qui traduit déjà les changements à apporter au PND, avec 36 projets structurants et 6 réformes prioritaires.

Quels effets le PND a-t-il déjà produits ?

Le PND 2018-2022, qui entrait dans sa phase d'accélération, a malheureusement été stoppé par les impacts socio-économiques de la crise sanitaire. Toutefois, nous pouvons affirmer que ce plan ainsi que les réformes mises en œuvre – notamment pour améliorer le climat des affaires – ont suscité l'intérêt accru des investisseurs pour notre pays. Depuis 2018, le Togo est classé parmi les pays les plus performants au monde en matière d'investissements directs étrangers [IDE], selon la plateforme Foreign Direct Investment Intelligence. Cette dernière indique par ailleurs dans son rapport intitulé « Greenfield Performance Index 2020 » que le pays a attiré 11 projets d'IDE en 2019.

Cette croissance importante des IDE tient, entre autres, au partenariat signé en novembre 2019 avec le groupe nigérian Dangote pour l'implantation d'une usine de production et de transformation de phosphate carbonaté (2 milliards de dollars), ainsi qu'à la construction d'une centrale solaire (21,5 milliards de F CFA) financée par l'émirati Amea Power avec le soutien du Fonds d'Abou Dhabi pour le développement. Plus récemment, le partenariat conclu avec le groupe singapourien Olam [lire p. 87] et sa filiale Arise pour la construction du Parc industriel d'Adetikopé [PIA] – un investissement de près de 140 milliards F CFA – traduit aussi l'engouement des investisseurs pour le Togo et son PND. Les travaux du PIA sont en cours, et des investisseurs industriels ont déjà annoncé la volonté de s'y installer, ce qui va encore booster les IDE.

Comment comptez-vous financer la nouvelle mouture du PND ?

Le gouvernement explore toutes les sources de financement, conformément à sa stratégie d'endettement à moyen terme. Le Togo a un bon *rating* [« notation de la dette »] auprès des agences de notation internationales comme Moody's et Standard & Poor's, il peut par conséquent recourir à un eurobond pour financer son développement. Nous travaillons aussi à l'éligibilité de notre pays aux programmes de la Millennium Challenge Corporation (MCC). Sur 78 pays évalués par la MCC, seuls 25 ont réussi à remplir la carte des scores, et le Togo est classé deuxième pays en Afrique après le Cap-Vert. Une performance qui s'ajoute à celle enregistrée dans les rapports « Doing Business » et « Évaluation des politiques et des institutions en Afrique » (CPIA), de la Banque Mondiale, et dans l'indice sur la bonne gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim, qui montrent que notre pays confirme son statut de réformateur.

Quel est l'avenir de la coopération avec le FMI ?

Nous allons poursuivre la coopération avec le FMI afin de consolider les acquis du programme mis en œuvre sur la période 2017-2019, qui a donné satisfaction. Un contact permanent est maintenu avec le Fonds, et nous avons engagé des discussions au cours du mois de décembre [2020] pour préparer le prochain programme.

Sur la période 2017-2019 couverte par le programme appuyé par la Facilité élargie de crédit [FEC] du FMI, le Togo a accompli des progrès notables dans divers domaines, notamment celui des réformes structurelles. Ainsi, à la fin de décembre 2019, le déficit budgétaire global est ressorti à 1,2 % du PIB contre une norme de 3 % au sein de l'Uemoa, et le taux d'endettement, qui était de 81 % du PIB en 2016, a été ramené aux alentours de 70 %, faisant du Togo le seul pays à avoir respecté les critères de convergence de l'Uemoa. **12**



INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCE MALADIE (INAM)

Le « new management public » clé de la performance sociale

Créé par la loi n°2011-003 du 18 février 2011 l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) aide au quotidien des milliers de bénéficiaires à faire face aux dépenses de santé. Reconnu de Lomé à Cinkassé par tous comme l'acteur majeur de la réforme du financement de la santé, l'institution qui assure la couverture des risques liés à la maladie des agents publics et de leurs ayants droit se distingue par sa présence dans la vie des togolais et son impact sur les populations cibles.

Une organisation performante gérée dans les règles de l'art au service des bénéficiaires ?

Oui, grâce au « new management public » érigé en principe de gouvernance en structurant son organisation et sa gestion sur la base des méthodes et pratiques éprouvées dans le secteur privé tout en gardant les principes fondamentaux de gestion de service public.

Qu'il s'agisse de la charte du comité d'audit et de l'auditeur, de la politique de gestion des conflits d'intérêts ou de la cartographie des risques, tous les ingrédients sont réunis pour assurer la pérennité du système d'assurance maladie et la satisfaction des parties prenantes.

Ce dispositif appuie le pilotage d'une infrastructure fonctionnelle composée de l'audit interne, du contrôle de gestion, du système de management des risques qui assurent des missions de contrôle alliant transparence et efficacité.

Ces différentes missions se réalisent grâce à une boîte à outils composée du plan d'audit annuel, du cadre d'ap-

pétence aux risques, du dispositif de gestion des incidents et des manuels de procédures métiers et supports.

La mise en œuvre du Système de Management de la Qualité (SMQ) et de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) viendront renforcer le dispositif existant.

Assurer la gestion de la couverture maladie universelle est une constante dans la stratégie de développement et le choix des outils.

Le mode « projet » est privilégié pour la réalisation de certaines activités structurées dans leur phase d'implémentation.

L'institution innove dans la lutte contre la fraude en choisissant une solution de contrôle de droits basée sur la technologie photométrix de la société SURYS. Une solution qui allie l'utilisation de code barre crypté à la reconnaissance faciale.

La démarche de choix et d'implémentation de l'infrastructure informatique a valu à l'INAM un certificat de mérite avec mention spéciale pour la transformation de l'activité d'assurance maladie et la concrétisation des objectifs stratégiques basées sur le référentiel des bonnes pratiques de l'Association Internationale de la Sécurité Sociale (AISS).

Nous avons formé l'ensemble des acteurs clés des projets à une méthode de gestion des projets structurants.

Reconnu très tôt comme le talon d'Achille de l'INAM, le système d'information intégré solide fiable a mis du temps pour voir le jour. Le projet de transformation digitale de l'INAM mené conformément aux pratiques et normes internationales permet de créer un système d'information cible pour accueillir et gérer la couverture maladie universelle.

La mise en œuvre du Schéma directeur du système d'information supervisé par un Project Management Office (PMO) constitue un atout certain pour la réussite de l'assurance maladie universelle.

C'est aussi au nom de ce « new management public » que l'INAM a développé la résilience et la réactivité face à la crise sanitaire en organisant la production d'un million de masques alternatifs à coût réduit qui sont mis à la disposition des assurés et de la population pour mieux se protéger contre la Covid-19.

Faire soigner en préservant les revenus des ménages, c'est notre mission

Le solaire se lève à Blitta

Le groupe émirati Amea Power est en train de construire la plus grande centrale photovoltaïque du pays, dont la première phase, d'une capacité de 30 MW, sera opérationnelle en mars 2021.



Le 3 février 2020, lors du lancement officiel du chantier, à Blitta.

CHARLES DJADE

Le coup d'envoi des travaux de construction du parc solaire de Blitta, située à 270 kilomètres au nord de Lomé, dans le centre du pays, a été très officiellement donné le 3 février 2020, en présence du chef de l'État, Faure Gnassingbé, et de Hussain al-Nowais, le président fondateur du groupe émirati Amea Power (détenu par le holding familial AlNowais Investments), spécialisé dans la construction, la maintenance et l'exploitation d'infrastructures énergétiques.

Le gigantesque parc solaire Mohamed BinZayed (du nom du prince héritier d'Abou Dhabi) permettra de produire plus de 90,255 gigawattheures (GWh) par an et sera doté d'une puissance totale de 50 mégawatts (MW). L'installation se

fera en deux étapes. La livraison de la première phase du projet (pour une capacité de 30 MW), prévue au mois de juin 2020, a été retardée par la crise sanitaire, mais elle devrait intervenir dans le courant du premier trimestre de 2021 (70 % des travaux étaient réalisés à la mi-décembre 2020). La deuxième phase porte sur une capacité supplémentaire de 20 MW et comprend la connexion au réseau électrique national. Une fois pleinement opérationnel, le parc solaire de Blitta permettra à 600 000 foyers et 700 PME d'avoir accès à l'électricité à un coût abordable, et il portera la capacité de production du pays à 265 MW.

Réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé et porté par Amea Togo Solar, filiale locale du groupe dubaïote, ce projet représente un investissement de 21,5 milliards de F CFA (près de 32,8 millions d'euros), financé à hauteur de 25 % par le Fonds

d'Abou Dhabi pour le développement, auquel s'ajoute un prêt de 7 milliards de F CFA de la Banque ouest-africaine de développement (Boad) à l'État togolais. Le parc sera géré et exploité pour une durée de vingt-cinq ans par Amea, et l'électricité produite sera commercialisée par la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET).

Indépendance énergétique d'ici à 2030?

Le parc solaire de Blitta s'inscrit dans le cadre de la stratégie énergétique nationale et vise trois objectifs à l'horizon 2030 : permettre à 100 % des Togolais d'avoir accès à des services énergétiques de qualité et à un coût abordable, atteindre l'indépendance énergétique totale et augmenter de façon substantielle la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national – le tout en phase avec le Plan national de développement (PND, lire pp. 76-82). « L'accès à l'électricité constitue l'un des piliers majeurs qui permettront au Togo la réalisation de son Plan national de développement », souligne Abbas Aboulaye, le directeur général de l'Énergie.

Et pour atteindre une couverture universelle, le pays envisage une combinaison intelligente entre l'extension du réseau classique et le déploiement de technologies hors réseau.

Le parc solaire de Blitta s'inscrit dans la volonté d'améliorer la qualité de l'approvisionnement en électricité sur le plan national, en particulier dans la région centrale du pays : la fourniture en énergie est actuellement limitée, surtout en matière de puissance, pour les industriels qui y sont installés. La nouvelle centrale doit aussi permettre de booster l'accès pour tous à l'électricité. L'objectif est de faire passer le taux d'électrification rural à 50 % en 2022 et à 100 % en 2030... contre seulement 8 % actuellement. **LD**



Conférence Interafricaine
de la Prévoyance Sociale



Durant la crise du Covid-19, les Organismes de Prévoyance Sociale ont continué à répondre aux demandes de prestations

La Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), dont le siège est à Lomé, est un organe de régulation du secteur de la prévoyance sociale en Afrique institué en 1993, à Abidjan, par un Traité. Elle compte dix-sept États membres et supervise vingt-cinq Organismes de Prévoyance Sociale (OPS).

Six objectifs lui sont assignés : la fixation de règles communes de gestion, le contrôle de la gestion des organismes, l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires, la mise en œuvre d'une politique de formation des cadres et techniciens des OPS, la promotion et l'extension de la prévoyance sociale et l'appui-conseil aux organismes. Cécile Gernique DJUKAM BOUBA, Secrétaire Exécutif de la CIPRES, explique comment les OPS, renforcées ces dernières années, font face à la crise de covid 19.

Les OPS des États membres de la CIPRES avaient retrouvé une certaine santé financière ces dernières années. La pandémie de Covid 19 a-t-elle mis à mal les efforts réalisés jusque-là ?

Dans les années quatre-vingt-dix, la plupart des caisses de sécurité sociale étaient à la limite de la cessation de paiement des prestations sociales. Raison pour laquelle les Ministres des Finances et ceux en charge de la sécurité sociale ont créé la CIPRES, avec pour objectif de rendre les OPS de la zone plus performants, sur le plan de la gestion, et plus efficaces quant à la qualité des services rendus aux assurés sociaux. Dans cette optique, des réformes juridiques et organisationnelles, suivies de la mise en place d'outils de réglementation et de supervision, lui ont permis de réaliser des avancées notables. La majorité des organismes ont retrouvé une santé financière satisfaisante. La pandémie de la Covid 19 a certes eu un impact négatif sur le fonctionnement des OPS, notamment au niveau du recouvrement des cotisations sociales. Toutefois, ces derniers ont continué à répondre aux demandes de prestations sociales. Mon souhait est que la

bonne santé financière retrouvée des OPS ne s'effrite pas du fait de cette pandémie.

Entretien avec

**Mme Cécile Gernique
DJUKAM BOUBA**
Secrétaire Exécutif



À quels types de risques les OPS font-ils face ?

Parmi ces risques, nous pouvons citer la baisse des cotisations sociales causée par les difficultés financières des employeurs et le retard dans la liquidation des dossiers de paiement des prestations sociales, en raison de l'insuffisance des dispositifs de télétravail et de la mise en œuvre des mesures de limitation de regroupement des populations. Nous

pouvons aussi évoquer les pertes financières et les déficits de trésorerie et/ou de solvabilité.

Quelles recommandations la CIPRES a-t-elle formulé pour préserver les OPS ?

Le Secrétariat Exécutif a formulé des recommandations qui ont globalement trait à la poursuite des opérations de traitement, de liquidation et de paiement des prestations sociales, en privilégiant, dans la mesure du possible, les solutions dématérialisées. Elles concernent aussi la préparation de plans post-crise de recouvrement et de contrôle des cotisants, l'observation des principes de prudence et de rigueur dans la gestion des flux de trésorerie et la mise en œuvre d'un plan de gestion de crise, ainsi que d'un plan de continuité d'activités. Aujourd'hui, les défis que nous devons relever ensemble se résument à l'extension de la protection sociale à toutes les couches de la population, à la consolidation et à l'amélioration des prestations sociales existantes et à l'amélioration de la gouvernance des OPS.

JAMG - PHOTOS : D.R.

CIPRES

Quartier Atchanté, Cité OUA LOMÉ 2 1 BP 1228 Lomé 1

Email : cipres@lacipres.org ou cipres.org@gmail.com Tél. : +228 22 26 17 94 / +228 22 26 20 45

www.lacipres.org



Travail du manioc dans le village de Grita, qui va bientôt être équipé d'une unité de production de farine.

Un Mifa mi-figue, mi-raisin

En deux ans, le Mécanisme incitatif de financement agricole a permis de rapprocher les banques et le monde rural. Même si les besoins de ce dernier sont encore loin d'être satisfaits.

FIACRE VIDJINGNINOU

Au mois de juin dernier, le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa) avait déjà mobilisé 26 milliards de F CFA (plus de 39,6 millions d'euros) sur les 50 milliards de F CFA prévus pour l'année 2020. Une performance qui rappelle celle de 2019, où le niveau de financement a été supérieur à 8,1 milliards de F CFA, dépassant les prévisions qui avaient été établies à 7 milliards de F CFA. Ces ressources ont bénéficié en 2019 à 76 500 producteurs, qui ont ainsi pu améliorer leurs rendements et embaucher.

Grâce ce dispositif, le village de Grita (près d'Akoupapé, à 40 km au nord-est de Lomé), spécialisé dans la production de manioc, a pu obtenir le financement de 50 millions de F CFA nécessaire à l'installation de l'une des cinq nouvelles unités de production de gari (farine de manioc) en cours de construction dans la préfecture de Vo.

« Un soulagement » très attendu par Afi, l'une des centaines de femmes du village qui, au moyen de techniques archaïques, transforment inlassablement le manioc en produits variés. « C'est aussi une bonne nouvelle pour le pays, qui produit 900 000 tonnes de manioc par an, mais dont 400 000 t ne peuvent pas être transformées localement pour le moment », souligne un cadre du Mifa.

Partage des risques

Ce mécanisme a été lancé en juin 2018 avec pour objectif d'augmenter le volume de financement alloué au secteur, de professionnaliser les filières agricoles en structurant les chaînes de valeur, mais aussi de développer des produits assurantiels et technologiques innovants et adaptés.

Fondé sur le partage des risques, le Mifa permet à l'État et à ses partenaires de se porter garants des producteurs, rassurant ainsi les banques afin qu'elles acceptent d'accorder des financements aux exploitations

agricoles, dont l'activité est considérée comme comportant « trop de risques » et qui, en l'absence de garanties, avaient jusqu'à présent peu de chance de bénéficier de crédits. Le mécanisme est porté par une société anonyme dotée d'un capital de 10 milliards de F CFA qui, au-delà de la mobilisation des financements, travaille à organiser les producteurs en coopératives, à renforcer leurs capacités et leur maîtrise des techniques, et à aider les petits exploitants à élaborer des plans d'affaires.

Grâce au partenariat stratégique scellé en février 2019 entre le ministère togolais de l'Économie le Fonds international de développement agricole (Fida), dans le cadre du Projet d'appui au Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (ProMifa), pas moins 450 000 exploitants – contre 76 500 en 2019 – auront bénéficié du Mifa en 2020.

Taux d'intérêt élevé

Des résultats louables, mais encore insuffisants, selon le directeur général du Mifa : « Notre objectif est d'avoir rapidement un impact sur 1 million de personnes dans le secteur », explique Kodjo Aristide Agbossoumonde. Les financements dégagés par les institutions financières restent encore modestes par rapport aux besoins du secteur agricole. En 2019, les crédits qui lui ont été accordés ne représentaient en effet que 4,6 % du total des prêts mis en place par les banques. « Nous venons de loin, mais vous verrez que l'on progressera rapidement », nuance un expert du Mifa, en citant l'exemple de la BOA-Togo, qui a promis de mobiliser 7 milliards de F CFA de crédits pour le secteur agricole en 2020, contre 4,8 milliards en 2019, soit une hausse de plus de 45 % en un an.

La mobilisation des ressources financières n'est pas le seul défi à relever. Le taux d'intérêt des prêts agricoles, aujourd'hui de l'ordre de 15 %, reste trop élevé pour la plupart des producteurs. L'un des objectifs du Mifa est de le réduire à 7,5 %. Une cible qui semble encore lointaine. **12**



Cofina enfin au Togo ! « Être le modèle panafricain de la finance inclusive »

Fondé en 2013, le Groupe Cofina est la première institution financière africaine dédiée à la mésofinance. « Chaînon manquant » entre la microfinance et la banque traditionnelle, les institutions de mésofinance offrent aux PME africaines (90% des sociétés privées du continent) un accès plus facile au crédit.



Charles-Eric MOULOD
Directeur Général COFINA Togo

Comment le Groupe Cofina s'est-il imposé ces dernières années comme un leader de la mésofinance ?

Cofina s'est donné pour défi de réduire la fracture financière que connaît une importante partie de la nouvelle classe moyenne africaine. Ces dernières années, le Groupe a effectivement su s'imposer comme la référence en matière d'accompagnement des entrepreneurs et des PME en Afrique de l'Ouest et Centrale. Il est déjà présent dans sept pays d'Afrique (Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, Mali, Sénégal) et il dispose d'un bureau de représentation à Paris dédié à la diaspora.

Cofina a déjà financé plus de 85 000 projets d'entreprise, dont 48% portés par des femmes. Fort de plus de 1 300 collaborateurs, plus de 175 000 clients lui font déjà confiance. Il a injecté près de 600 milliards de FCFA dans les économies de ses sept pays de présence. Au 31 décembre 2019, l'institution affiche un total de bilan de 212 milliards de FCFA.

Pour quelles raisons Cofina a choisi de faire du Togo sa huitième implantation africaine ?

Le Gouvernement togolais a initié un ambitieux programme de transformation de son économie à travers le PND (Programme

National de développement) 2018-2022 ; dans lequel il positionne les institutions de microfinance comme les leviers déterminants pour le financement de l'économie et l'accès au financement des populations à revenu faible et/ou intermédiaire. L'implication des autorités togolaises et la facilitation apportée à notre déploiement ont d'ailleurs été déterminants. C'est dans cet élan national que nous avons trouvé un écho à notre vision d'« Être le modèle panafricain de la finance inclusive », et également une adéquation à notre volonté d'accompagner le développement du secteur privé africain.

Le Togo est un pays intégré dans la zone UEMOA où le Groupe est déjà présent, le Port Autonome de Lomé est l'un des principaux ports de la région et la Zone Franche a favorisé l'implantation de grandes entreprises. Cet écosystème profite au développement des chaînes de valeur où interviennent de nombreuses PME locales qui sont demandeuses de solutions innovantes de financement, d'où l'intérêt pour COFINA d'apporter son expertise de la mésofinance.

Vous parlez souvent de mésofinance, en quoi cela va apporter une différence sur le marché togolais ?

La mésofinance est dédiée à l'accompagnement des PME et des entrepreneurs du missing middle ou chaînon manquant. Cela désigne les entrepreneurs et les PME dont les besoins de financement sont devenus trop importants pour les institutions de microfinance traditionnelle, mais dont la structure entrepreneuriale reste encore considérée comme insuffisamment formelle par les banques commerciales. Or, ces acteurs qui représentent plus de 90% du tissu économique togolais emploient près de trois quarts de la population active. Ils souffrent pourtant d'un déficit de financement estimé à 1000 milliards de FCFA selon la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo. Cofina Togo apportera donc une expertise nouvelle de la finance inclusive par une approche structurée et personnalisée de son offre et s'engage ainsi à accompagner le secteur privé, et par là même à favoriser la création de valeur et d'emplois. En somme, Cofina ambitionne d'accompagner les entrepreneurs togolais à se renforcer et à se développer afin de devenir les champions nationaux de demain.

21 Boulevard du 13 Janvier - Lomé, Togo
Tél : +228 92686060

service-client.tg@cofinacorp.com

www.groupecofina.com | www.cofinatogo.com

Suivez-nous sur :    

Une affaire en « or blanc »

La prise de participation majoritaire d'Olam dans le capital de la Nouvelle Société cotonnière du Togo devrait permettre de relancer la production et d'amorcer un virage industriel.

CHARLES DJADE

L'annonce avait été faite en juin 2020, et c'est désormais officiel : le groupe singapourien Olam devient l'actionnaire majoritaire de la Nouvelle Société cotonnière du Togo (NSCT) – l'ex-Société togolaise de coton (Sotoco) –, à hauteur de 51 %. Entérinée le 25 novembre par décret, l'opération de cession des parts s'élève à 22 milliards de F CFA (34,4 millions d'euros) pour l'État togolais, qui conserve 24 % des parts de la société, contre 60 % auparavant. Les producteurs restent cependant actionnaires à hauteur de 25 % – au lieu de 40 % –, à travers la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton du Togo (FNGPC-Togo).

Les négociations ont été conduites par une commission d'évaluation des privatisations qui a étudié l'offre du partenaire, et le montant de l'opération a été rendu public à la fin de novembre. La transaction ne devait cependant être bouclée qu'à la fin du mois de décembre 2020.

Cette cession a pour objectif de doubler les rendements (notamment en exploitant la carte de fertilité des sols), de moderniser l'outil industriel sur toute la chaîne, de la production à la transformation, et de développer la marque « Coton made in Togo » de façon à bénéficier d'un différentiel de prix par rapport à la qualité, comme l'a souligné l'exécutif. Ce dernier justifie le choix d'Olam en faisant valoir son implication déjà forte en tant qu'acheteur du coton togolais et son expertise reconnue. Le géant singapourien n'a en effet plus à démontrer ses performances dans la filière, avec la reprise en 2008 de la Compagnie

cotonnière de Côte d'Ivoire (LCCI), devenue Société d'exploitation cotonnière Olam (Seco), et l'acquisition, en 2018, de 60 % des parts de la CotonTchad Société nouvelle (SN), au Tchad, où il a déjà remobilisé les cotonculteurs et relancé la production. Cette dernière est remontée à 115 000 tonnes de coton-graine pour la campagne 2019-2020, contre 17 000 t lors de la campagne 2016-2017.

Pôles de transformation

La privatisation de la NSCT vise à restructurer la filière du coton togolais et, dans la ligne du Plan national de développement (PND) 2018-2022, à lui donner les moyens de développer des pôles de transformation.

Dotée d'un capital de 2 milliards de F CFA, la société a réalisé un résultat

net de 4,6 milliards F CFA en 2019, mais la production de coton-graine du pays reste inférieure aux prévisions, avec une récolte de 116 500 t pour la campagne 2019-2020, contre 137 000 t en 2018-2019, en baisse de 15 % et en deçà des 150 000 t attendues. En comparaison, pour la campagne 2019-2020, le Bénin a produit plus de 714 700 t de coton-graine, le Mali 710 700 t, la Côte d'Ivoire 490 300 t et le Burkina Faso 458 700 t, selon les données du Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-Pica).

Olam a promis d'augmenter la production à 200 000 t en 2022 et d'accroître de 0,6 t par hectare le rendement – qui est actuellement de 0,9 t ou 1 t/ha –, tout en investissant dans la transformation du coton. De fait, avec la construction en cours du parc industriel d'Adetikopé (à 21 km au nord de Lomé, sur la RN1), réalisé par Arise, la filiale logistique du groupe, la filière devrait trouver des industriels pour développer la transformation... en commençant par les futures usines du nouvel actionnaire de la NSCT. ■



Salle de classement des fibres au laboratoire de la NSCT, dans son usine de Notsé (région des Plateaux).

FRANÇOIS GUÉNET



Chaâbane & Cie

UN BÂTISSEUR POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

Chaâbane & Cie, entreprise générale de bâtiment et de travaux publics, a été créée le premier mars 1976 par M. Nouri Chaâbane. Outre le BTP, elle est la société mère d'un groupe de sociétés qui exercent dans l'immobilier, l'investissement touristique et l'exploitation de carrières, l'enseignement supérieur, concession de matériels de BTP et de voitures.



➤ Un parc de matériel sophistiqué est disponible pour tout types de travaux

Depuis plus de quarante ans, Chaâbane & Cie a participé à la construction des plus grandes infrastructures du pays, bâtiments civils et industriels, routes, ponts, échangeurs et autoroutes, aéroports, stations d'épuration et de traitement des eaux usées ou encore travaux maritimes et hydrauliques.

La société Chaâbane & Cie a établi un système de management de qualité ISO 9001 (version 2008) et s'investit dans le développement de ses ressources humaines dans les domaines techniques et scientifiques, ainsi que dans les domaines de l'informatique et des technologies de communication.

ACTEUR DU BTP OUEST-AFRICAÎN

Dès 2003, Chaâbane & Cie a pris la décision d'ouvrir sa première filiale hors de la Tunisie, en Libye. Depuis, l'entreprise s'est étendue au Togo, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et sera bientôt présente en Côte d'Ivoire.

PROJETS EXÉCUTÉS AU TOGO

- La réhabilitation de la RN 4 de 42,5 km (axe TSEVIE-TABLIGBO) pour un montant de 22 365 000 000 FCFA environ, financés par la BAD et l'État Togolais.

- Construction du pont Alimondji (125 m) sur le fleuve Mono avec ses pistes d'accès de 11 km pour un montant de 5 200 000 000 FCFA environ, financés par la BAD et l'État Togolais.



➤ Réhabilitation de la RN 4 de 42,5 km (axe TSEVIE-TABLIGBO)

PROJETS EN COURS AU TOGO

Construction de la route RN 17 entre NALI et KATCHAMBA en deux tronçons (60 km) :

- NALI-SADORI (30 km) pour un montant de 13 000 000 000 FCFA environ, financés par la BAD, BIDC et l'État Togolais.
- KATCHAMBA-NALI (30 km) avec un montant de 11 500 000 000 FCFA environ, financés par la BAD et l'État Togolais.

Brasseries: la SNB rebat les cartes

Portée par la CNSS et la Loterie nationale, la Société nouvelle de boissons entend changer la donne sur le marché local, jusqu'à présent dominé par Castel.

NADOUN COULIBALY

La Société nouvelle de boissons (SNB) a commencé à commercialiser son tout premier produit, une bière blonde baptisée « Djama », en mai dernier. Sept mois plus tard, a-t-elle pris ses marques sur le marché local, en particulier face à la Brasserie du Bénin Lomé (BB Lomé), du groupe Brasseries et glaciers internationales (BGI), filiale du français Castel? « Pour l'instant, il est un peu tôt pour le dire, mais, en tant que nouvelle venue, l'entreprise peut bénéficier de l'effet de la nouveauté et bien entendu rebatte les cartes », explique un cadre de l'Association des grandes entreprises du Togo (Aget), qui compte une soixantaine de membres.

Pour la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) togolaise, qui est l'un des principaux actionnaires de la nouvelle brasserie aux côtés de la Loterie nationale du Togo (Lonato), « l'objectif est de pérenniser les pensions de retraite en plaçant les fonds dans un secteur concurrentiel et productif, là où ceux-ci peuvent générer des retours sur investissement », explique Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative, et de surcroît président du conseil d'administration de la SNB.

Constituée sous forme de société anonyme, dotée d'un capital social de plus de 8,9 milliards de F CFA (près de 13,6 millions d'euros), la SNB a installé son usine à Adetikopé, dans la banlieue de Lomé, où elle brasse la Djama, fabriquée à partir de maïs

local. L'entreprise vient de lancer la fabrication de soda et devrait très prochainement lancer la production d'autres boissons gazeuses et de cocktails de fruits.

La SNB mise par ailleurs sur son réseau de distributeurs agréés au Togo, mais aussi au Mali, au Niger et en Côte d'Ivoire, pour conquérir le marché régional.

Fin d'un quasi-monopole

Pour la BB Lomé, implantée au Togo depuis le milieu des années 1960 et jusqu'à présent unique brasseur du pays, c'est la fin d'un quasi-monopole. Forte d'un bilan de 120 milliards de F CFA, premier contributeur privé du pays en matière d'impôt, la brasserie dirigée par Thierry Féraud produit 2 millions d'hectolitres par an. Elle est commercialisée sous les marques Pils, 33 Export, Flag et Chill, et est aussi embouteilleur pour Coca-Cola. Face à ce nouveau concurrent, elle met en avant son expérience et sa longévité dans le pays afin de garder

la main sur un marché local dont la croissance moyenne n'est que de 2 % à 4 % par an.

« L'arrivée de la SNB crée de l'émulation et cela devrait permettre de voir à des produits et à des offres diversifiées de se développer, souligne Laurent Tamegnon, le président du patronat togolais. Auparavant, le groupe Castel bénéficiait d'un monopole et va devoir innover davantage. »

Pour l'heure, la filiale du brasseur français compte maintenir son volume d'investissements annuels, compris entre 12 milliards et 15 milliards de F CFA, afin de poursuivre la mise à niveau de ses outils de production, d'accroître ses capacités et de continuer à innover.

Ainsi, alors que la SNB a misé sur le maïs, la BB Lomé a choisi d'utiliser du riz produit au Togo dans la fabrication de sa bière. En 2017, elle a d'ailleurs signé un accord avec l'Entreprise de services et organisation de producteurs (Esop) Notsé, qui garantit à douze groupements de riziculteurs de vendre au moins 40 % de leur production pour la fabrication de la bière Pils. ■

LES DEUX SOCIÉTÉS ÉLABORENT LEUR BIÈRE AVEC DES CÉRÉALES LOCALES, DU RIZ POUR LA BB, DU MAÏS POUR LA SNB.



La SNB a lancé sa première bière locale, la Djama Pilsner, en mai 2020.

 **frissons**radio
95.2 Cotonou



Merci

À TOUS CEUX QUI NOUS
ONT ÉCOUTÉS EN 2020

 frissonsradiocotonou.com

 eg@frissonsradiocotonou.com

QUESTIONS À

Laurent Tamegnon

Président du Conseil national du patronat du Togo (CNP-Togo)

« Les PME et les salariés ont besoin d'une aide directe de l'État »

PROPOS RECUEILLIS À LOMÉ
PAR CAROLINE CHAUVET

En 2019, le Togo figurait parmi les pays les plus performants du continent pour l'amélioration du climat des affaires. Depuis, la crise sanitaire a miné l'économie mondiale. Commerce et hôtellerie en péril, résilience de l'agriculture, accès aux aides pour les PME... Le fondateur de Sanecom International et président du CNP-Togo – qui regroupe 24 associations professionnelles, soit 1400 entreprises – revient sur l'année 2020 et les perspectives pour 2021.

Jeune Afrique: Quels ont été les secteurs les plus touchés par la crise et quels sont ceux qui s'en sortent mieux?

Laurent Tamegnon: Selon nos analyses au tout début de la crise, les secteurs les plus touchés sont ceux de l'hôtellerie et du commerce. Les PME-PMI, qui représentent 80 % du développement économique du pays, ont été frappées de plein fouet par la crise. Contrairement aux grandes entreprises, il leur a été moins facile d'organiser des rotations de personnel ou de prendre les dispositions sanitaires, et elles ont dû faire face à leurs charges fixes (salaires, loyers, taxes...) avec de faibles trésoreries. Par ailleurs, nombreuses sont les PME qui ont pâti de leur dépendance vis-à-vis de leur principal fournisseur, la Chine.

Les secteurs qui s'en sortent sont ceux de l'industrie, de l'agriculture et les grandes entreprises. Le secteur agricole, surtout, a bénéficié d'un plan de riposte mis en place par le gouvernement avec, par exemple, un appui en matériels et en kits d'irrigation ou des octrois de crédits à taux bonifiés.

Outre l'agriculture, des mesures de soutien au secteur privé sont annoncées. Les entreprises en ont-elles déjà bénéficié?



MARCEL AMOUZOUHOU POUR JA

Le gouvernement a annoncé des mesures fiscales, économiques et sociales pour soulager le secteur privé. L'Union économique et monétaire ouest-africaine [Uemoa], à travers la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest [BCEAO], a mis à la disposition des banques commerciales des fonds pour soutenir les entreprises.

Ces mesures ont permis à ces dernières de repousser le paiement des charges sociales et fiscales, mais elles n'ont pas touché les dettes contractées avant et pendant la pandémie.

Il faut aussi souligner que les PME-PMI sont défavorisées dans l'accès au crédit et que les banques les assistent moins que les autres, à cause des risques encourus. Elles donnent plus aux grandes entreprises.

Quelles sont les perspectives pour le secteur privé en 2021? Et que préconise le patronat?

Le CNP-Togo poursuit toujours les discussions avec les pouvoirs publics pour mettre en place un plan de relance pour les PME-PMI et pour l'entrepreneuriat féminin. Nous penchons pour une aide directe de l'État, immédiate et temporaire, aux entreprises et aux salariés.

Nos entreprises ne doivent pas mettre la clé sous le paillason et il faut qu'elles s'efforcent de conserver leurs employés. Certaines n'ont pas eu d'autre choix que de mettre une partie de leur personnel au chômage technique, mais nous n'avons pas encore de chiffres pour en mesurer la proportion.

Pour 2021, notre souhait est donc que le secteur privé bénéficie des facilités accordées par le gouvernement, étant donné que l'état d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'au mois de mars 2021. Un équilibre budgétaire est difficilement envisageable dans cette situation... Mais vouloir, c'est pouvoir!



AMEA POWER AU TOGO

Développement et construction d'un projet solaire de 50MW en moins de 2 ans

Au moment de la rédaction de cet article, AMEA Power est en phase de commissioning de sa centrale solaire de 50 MW au Togo. Le premier projet d'énergie renouvelable à grande échelle du pays, développé par un producteur indépendant d'électricité.

En février 2019, AMEA Power a effectué sa première visite au Togo, afin d'explorer les opportunités d'investissement dans le secteur des énergies renouvelables. Il s'en est suivi la signature d'un protocole d'accord en mars 2019 avec le Gouvernement du Togo pour le développement d'un projet solaire à grande échelle. Quelques mois plus tard seulement, en novembre 2019, le contrat d'achat d'électricité et la convention de concession pour le projet ont été agréés et signés.

Un an après la première visite, le 3 février 2020, AMEA Power a lancé les travaux de construction de la Centrale Solaire Photovoltaïque Sheikh Mohammed Bin Zayed de 50 MW au Togo, à Blitta. Situé à environ 267 km de la capitale Lomé, le projet fait partie du Plan National de Développement (PND) du Togo.

Le projet est basé sur un schéma de construction, de possession, d'exploitation et de transfert (BOOT), et s'étend sur une durée de 25 ans. Des prêts concessionnels ont été accordés par la Banque Ouest-Africaine de Développement et le Fond d'Abu Dhabi pour le Développement.

Le projet est l'une des plus grandes centrales solaires d'Afrique de l'Ouest et illustre l'engagement d'AMEA Power à fournir une énergie fiable, durable et propre, et sa capacité à délivrer un projet d'envergure en ligne avec les plus hauts standards internationaux à un rythme rapide, malgré le ralentissement mondial causé par le COVID-19.

Dans le cadre de sa responsabilité sociale au titre du projet, AMEA Power a construit et électrifié des bâtiments scolaires équipés pour 3 écoles, des terrains de jeux et un forage pour l'eau potable. 4 autres écoles ont été en-

tièrement rénovées et des kits scolaires ont été distribués aux élèves de 6 écoles. AMEA Power construit également une clinique équipée comprenant une maternité pour la communauté locale.

En réponse au COVID-19, des produits alimentaires et d'hygiène essentiels ont été distribués par les équipes d'AMEA Power dans 9 pays d'Afrique à plus de 8.500 familles, dont 1.100 familles au Togo.

Basé à Dubaï, AMEA Power est un développeur et un investisseur dans des projets d'énergie renouvelable en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie émergente. AMEA Power a deux projets en construction de 50 MW chacun (1 solaire, 1 éolien), en Jordanie. Par ailleurs, AMEA Power a signé des PPA en Egypte pour un projet éolien de 500 MW et un projet solaire de 500 MW, au Kenya pour un projet éolien de 50 MW, au Maroc pour un projet solaire de 30 MW, au Mali pour un projet solaire de 50 MW et au Tchad pour un projet solaire de 2x60 MW. D'autres projets sont en cours de développement avancé en Tunisie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Ouganda et en Ethiopie.



S.E. le président du Togo et le président d'AMEA Power, Hussain Al Nowais distribuant des kits scolaires aux élèves de 6 écoles à Blitta.

N'est pas Uber qui veut

Avec Gozem, en 2018, et Vacom, lancée en octobre dernier, les sociétés de réservation de transport en ligne se diversifient. Mais sur un marché dominé par l'informel, elles ont encore fort à faire pour s'imposer.

CAROLINE CHAUVET, À LOMÉ

C'est en novembre 2018 que les premiers taxis de « type Uber » – réservés par l'intermédiaire d'une application mobile – ont fait leur apparition à Lomé. Depuis Singapour, s'inspirant des marchés émergents d'Asie du Sud-Est (notamment des sociétés Gojek et Grab), trois entrepreneurs – Raphaël Dana, Emeka Ajene et Gregory Costamagna – créent la société Gozem, nom formé sur le mot « *zémidjan* », qui désigne les motos-taxis au Togo.

En pratique, l'utilisateur télécharge l'application Gozem sur son smartphone. Il peut alors commander une moto-taxi (la majorité des véhicules), un taxi-tricycle, un taxi-voiture avec ou sans climatisation, et fixer un trajet. Le prix – qui s'aligne sur ceux du marché – est fixé en fonction du trajet mais varie selon l'heure et le jour de la semaine.

Le chauffeur Gozem, qui travaille avec son propre véhicule, est rémunéré à hauteur de 80 % du prix total de la course. Il peut toucher des primes en fonction de l'heure ou s'il travaille pendant le week-end. Sur le modèle des conducteurs de Uber, il reçoit une note de ses clients, et inversement.

Nouveaux concurrents

Depuis, la société s'est développée dans huit villes du Togo et du Bénin voisin. Dans les deux pays, depuis



Les conducteurs de motos-taxis Gozem sont rémunérés à hauteur de 80 % du prix total de la course.

son lancement, Gozem s'est associée à plus de 4 000 conducteurs indépendants, et son application a été téléchargée par 600 000 utilisateurs. Au-delà du transport, elle se diversifie dans les services d'e-commerce et de livraison.

Après le lancement, en juillet 2020, de Gozem Shopping, qui permet de faire ses courses à distance, la société vient d'acquiescer DeliVroum, première application de livraison de repas au Togo (avec 140 restaurants partenaires) et prévoit d'intégrer le service de restauration à emporter dans l'application, sur le modèle de Uber Eats.

Au cours des dix-huit prochains mois, Gozem compte par ailleurs s'implanter dans d'autres pays d'Afrique francophone subsaharienne, à commencer par le Cameroun, le Gabon et la RD Congo. Sur un marché jusqu'alors dominé par l'informel – où des particuliers s'improvisent chauffeurs et fixent le prix des courses de manière aléatoire –, Gozem a enclenché un mouvement de création de sociétés du même type.

La dernière en date, Vacom, une entreprise togolaise, a démarré ses

activités le 1^{er} octobre dernier sur le marché des transports. Selon son directeur, Kdjovi Kodjoakou, ses tarifs sont « moins élevés » pour le client. Et surtout plus rémunérateurs pour les chauffeurs, auxquels elle prend une commission de 15 % par course.

Mais la concurrence est plutôt venue d'Olé, une société lancée en 2019 par le groupe chinois Dayang Leopard. Spécialisée dans les motos-taxis, tout comme Gozem et Vacom, Olé fixe les prix du trajet selon un système de compteur, mais sans passer par une application. Et ses quelque 4 000 chauffeurs qui sillonnent les rues sont rarement en manque de clients. Olé forme chaque chauffeur, lui fournit une moto et s'occupe de l'entretien du véhicule. En contrepartie, le conducteur verse 2 000 F CFA (environ 3 euros) par jour à la société.

La direction de Gozem rétorque que Olé est plutôt « complémentaire » et ne constitue pas une rivale inquiétante, car, à ce stade, au Togo, « le marché est immense » et reste « dominé par l'informel ». Le modèle d'Olé a cependant fait des émules, et

plusieurs compagnies de transport similaires sont apparues à Lomé dans le courant de 2020.

Gozem n'a pas eu le même succès de masse au Togo que celui qu'a pu connaître Uber lors de son démarrage dans certains pays industrialisés, comme en France. Sur les marchés togolais et béninois, son arrivée n'a en effet pas fortement cassé les prix du marché, ce qui vaut à Gozem la réputation d'avoir une clientèle aisée.

Tarifs raisonnables

Casser les prix ne fait d'ailleurs pas partie des ambitions – ni des possibilités – de la société : « Nos tarifs s'alignent sur ceux du marché, et nous les ajustons régulièrement pour rester au niveau ou au-dessous. L'objectif de Gozem est d'offrir un service de qualité et plus sûr, au prix du marché », explique la direction.

COMMANDER UN CHAUFFEUR IMPLIQUE DE DISPOSER D'UN SMARTPHONE ET D'UN CRÉDIT INTERNET, ET DE SAVOIR LIRE.

Ce qui explique aussi que peu de chauffeurs indépendants se plaignent de la concurrence de Gozem. « Les gens ont l'habitude, ils nous voient et nous font signe, tout simplement », explique un conducteur de moto-taxi du secteur informel. Plus généralement, utiliser Gozem implique déjà de disposer d'un smartphone et de crédit internet – et aussi de savoir lire.

« Moi je n'utilise jamais de Gozem, et quand je sors et je prends une moto-taxi, il en existe déjà beaucoup. Je n'ai

pas envie d'attendre pendant quinze minutes et de perdre des unités de mon crédit », argumente Brianna, Loméenne d'une trentaine d'années. Pour réduire le temps d'attente, Gozem dit miser sur le déploiement d'un plus grand nombre de chauffeurs.

Sur le créneau des taxis-voitures, certes moins utilisés car plus coûteux, le système de compteur de Gozem et de Vacom a tout de même chamboulé le marché. « J'ai senti leur arrivée, confirme un chauffeur indépendant. Chez Gozem, les prix sont fixes et, finalement, beaucoup de clients se sont tournés vers eux. Mais on s'adapte ! »

Gozem et Vacom peuvent également se démarquer par les aspects de qualité et de sécurité des prestations, grâce notamment au système de traçage GPS, plus fiable et rassurant, surtout pour les usagers qui voyagent de nuit. ■

Société de Gestion et d'Intermédiation du Togo (SGI-Togo)



Un acteur du développement économique togolais et ouest-africain

Créée le 4 décembre 1996, la SGI-TOGO a été agréée, un an plus tard, par le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) de l'UEMOA, pour les métiers liés aux marchés financiers et aux opérations sur le capital des entreprises.

Accompagnement du Togo et des États de la sous-région par les émissions obligataires et la restructuration de leur dette

Nous jouons un rôle clé dans la relance de l'économie togolaise et des économies de la sous-région, à travers des opérations de levées de fonds pour le compte des entreprises et des États, de placement en valeurs mobilières, de courtage et gestion de portefeuille. Nous avons structuré

des emprunts obligataires et des opérations en capital des entreprises se chiffrant à plusieurs centaines de milliards de FCFA, dont plus de 30 % pour les États.

Accompagnement d'entreprises privées

Nous sommes tout récemment agréés « Listen Sponsor » par le CREPMF pour accompagner les PME/PMI désireuses de mobiliser dorénavant des ressources longues par le marché financier. En mars dernier, nous avons arrangé une opération d'augmentation de capital de SUNU BANK (ex BPEC) par émission de 400 000 nouvelles actions sur le marché financier. Quatre mois plus tôt, nous avons co-arrangé une émission par Oragroup de

35 milliards de FCFA de billets de trésorerie sur le marché financier de l'UEMOA. Sur la place Togolaise, nous avons déjà accompagné plusieurs entreprises et institutions de financement (Asky, Air Liquide, Togo Rail, CIM-TOGO, BOAD, BIDC, BTCL, Orabank Togo, SIAB, UTB, CEB, CNSS, GTA Assurances, SALT, BIA, Fidelia, Oragroup, Togo Télécom...)

Notre objectif, afin d'apporter notre pierre au développement du Togo, est d'accompagner davantage l'État dans sa stratégie de mobilisation de ressources sur le marché financier pour le financement de ses projets prioritaires.



* Monsieur Kokouvi ETSE, Directeur Général

4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Tél. : (+228) 22 53 33 30
Tél. : (+228) 22 53 33 40

E-mail : sgitogo@sgitogo.tg



www.sgitogo.tg

DOSSIER SÉCURITÉ

Un soldat burkinabè
à proximité du site minier
de Tambao, dans le nord
du Burkina Faso.

STRATÉGIE

Comment les grands groupes se protègent

Confrontées à des risques majeurs dans des contextes très variés, les entreprises doivent s'adapter au danger et se coordonner avec les États, souverains en matière de défense et de police.

AHMED OULOBA / AFP

CHRISTOPHE LE BEC

Avec la menace de groupes armés, les transitions politiques compliquées, la multiplication des trafics, et une pandémie de Covid-19 qui perdure, les grands groupes actifs sur le continent ont largement étoffé leurs stratégies en matière de sécurité ces derniers mois.

Pour pouvoir continuer de s'approvisionner, produire, servir leurs clients, mais aussi et surtout de protéger leurs effectifs, les entreprises confrontées à ces menaces ont investi massivement, en recourant aux services de sociétés de sécurité – conseil, gardiennage, transport, évacuation médicale –, en s'équipant de matériel ad hoc – notamment de drones et de détecteurs –, mais aussi et surtout en coordonnant leurs actions en la matière avec les autorités des pays où ils sont installés.

Car, du Sahel au Mozambique, de Tanger au Cap, s'il est un domaine où les États sont souverains, c'est bien celui de la sécurité. Si une compagnie peut parvenir à sécuriser elle-même un site à l'échelle d'une région, seuls la police, l'armée, les hôpitaux locaux et les administrations ont le pouvoir de réagir face aux menaces ; même quand, souvent, les moyens manquent, particulièrement loin des grandes villes.

Alors que les situations sécuritaires varient drastiquement entre les régions, y compris au sein d'un même pays, nous avons choisi d'étudier les stratégies spécifiques de trois groupes – un opérateur portuaire marocain, un minier canadien et un pétrolier français – confrontés à des menaces spécifiques à trois zones différentes – le détroit de Gibraltar, le Sahel et le Mozambique. Trois cas qui montrent que, pour être efficace, ces mesures coûteuses doivent être adaptées au plus près des réalités locales, et toujours de concert avec les autorités. ■

**À L'ŒUVRE, UN
OPÉRATEUR PORTUAIRE
MAROCAIN, UN MINIER
CANADIEN ET UN
PÉTROLIER FRANÇAIS,
ACTIFS DANS TROIS
ZONES PRÉSENTANT
DES RISQUES BIEN
SPÉCIFIQUES.**

Maroc Tanger Med veille sur le détroit de Gibraltar

EL MEHDI BERRADA, À CASABLANCA

Point de jonction entre l'Afrique et l'Europe, séparées de 14 kilomètres à son emplacement, la plateforme Tanger Med, inaugurée en 2007, est l'une des plus grandes infrastructures portuaires du continent. Installée sur la rive sud, à l'entrée orientale du détroit de Gibraltar, elle permet au royaume chérifien d'être connecté à plus de 180 ports grâce à sa position à la croisée des routes maritimes majeures Est-Ouest et Nord-Sud. Une situation qui fait de cet espace de presque 300 hectares un lieu de grands défis sécuritaires. Les principaux risques sont liés à l'immigration clandestine, au terrorisme et au trafic de drogue.

Les autorités sécuritaires communiquent régulièrement sur les opérations policières, comme au début du mois d'octobre 2020, avec la saisie de presque 11,5 tonnes de résine de cannabis à bord d'un camion de transport international de marchandises. Cette composante de la lutte contre la criminalité et la contrefaçon est directement gérée par la Direction générale de la sûreté nationale marocaine (DGSN) ainsi que par les Douanes qui ont toutes deux leurs propres bureaux dans l'enceinte du port.

Selon ses responsables, Tanger Med répond au code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS). « Il s'agit de mesures de sûreté visant à prévenir toute tentative d'acte de malveillance à l'encontre de la chaîne du transport maritime

incluant les ports, les navires, les personnes et les biens », expliquent les dirigeants du mégacomplexe portuaire marocain.

**65 millions de t de marchandises,
2,7 millions de passagers**

En 2019, plus de 350 000 camions et 2,7 millions de passagers sont passés par Tanger Med. Le tout ayant transité sur plus de 14 300 navires qui y ont accosté. Le port a traité presque 5 millions d'équivalent vingt pieds (EVP) et plus de 65 millions de t de marchandises. Des audits ponctuels de sécurité sont régulièrement réalisés. Les équipes de Tanger Med tentent également de définir des scénarios d'accident, d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures et des plans d'urgence qui y répondent. Enfin, les équipes

responsables de la sécurité du port réalisent des exercices de simulation de situations d'urgence pour être prêts à faire face aux menaces.

Lors de son inauguration, en 2007, Tanger Med s'est équipé en matériel de sécurité auprès de Cassidian, la division défense du groupe européen EADS, devenue Airbus Defence and Space. À l'époque, un contrat de 20 millions d'euros avait été signé pour la mise en place de son système appelé Imarsec (Integrated Maritime Security). Globalement, sur le terrain, cela se matérialise par une clôture de haute sécurité de plus d'une quinzaine de kilomètres équipée de près d'un millier de détecteurs d'intrusion, que ce soit du côté maritime ou terrestre.

Se prémunir contre les candidats à l'émigration clandestine

Il s'agit là de se prémunir, principalement, contre les candidats à l'émigration clandestine qui se montrent très inventifs quand il faut trouver le moyen d'atteindre les côtes espagnoles. Il leur arrive de s'attacher sous les camions pour pénétrer dans le périmètre sécurisé du complexe. Le système de sécurité de l'enceinte, ce sont aussi des centaines de caméras de surveillance disposées à moins de 100 mètres d'écart les unes des autres, des scanners à rayons X, des radars et des détecteurs de battements de cœur installés un peu partout. L'ensemble des données est analysé dans une salle de haute technologie gérée par les équipes dirigées par Mohamed Amine El Fatmi, directeur commandant sécurité du port Tanger Med depuis 2019.

Par ailleurs, Tanger Med se félicite d'avoir une gestion efficace des marchandises dangereuses transitant par ses quais. Depuis les explosions au port de Beyrouth survenues le 4 août 2020, cette question est devenue primordiale. Au sein de l'enceinte portuaire, une caserne de pompiers est sur le qui-vive pour toute intervention et dispose des équipements nécessaires à la lutte contre les incendies et autres sinistres à l'intérieur du complexe. ■

Sahel Endeavour Mining face au terrorisme

NADOUN COULIBALY, À OUAGADOUGOU

Malgré la menace des groupes armés, parfois actifs non loin de ses sites extractifs du centre et de l'est du Burkina Faso,

Endeavour Mining, porté par les cours élevés de l'or, ne connaît pas la crise. « Jusqu'à présent, on ne peut pas dire que ces crises sécuritaire et sanitaire aient sérieusement impacté notre production. Nous avons anticipé les risques, et nous sommes assurés d'être prêts à y faire face avec des moyens adaptés. Pour ce qui est du risque terroriste, nous prenons les précautions nécessaires grâce à une équipe d'experts en sécurisation de l'investissement et des personnes qui définissent des procédures particulières permettant de réduire les dangers », assure Pascal Bernasconi, vice-président exécutif de la compagnie minière.

Installé dans le Pays des hommes intègres, mais également au Mali et en Côte d'Ivoire, Endeavour sera bientôt au Sénégal, du fait de sa fusion en cours de finalisation avec Teranga Gold. À terme, le groupe, coté à Toronto, espère devenir le premier producteur d'Afrique de l'Ouest du métal précieux, avec 1,5 million d'onces d'or écoulées chaque année.

« Notre priorité reste la sécurité de nos employés, le bien-être des communautés voisines et la solidarité avec les États, qui sont nos partenaires », explique encore le cadre français, ancien patron de la filière minière d'Areva, chargé chez Endeavour des relations publiques, des questions sécuritaires mais également des procédures sanitaires. « Le terrorisme, et la pandémie de Covid-19 sont en réalité

des problèmes auxquels le monde entier est confronté, pas seulement le Sahel. Les terroristes frappent partout, et le Covid-19 fait plus de victimes en Occident qu'en Afrique. En réalité, personne, nulle part, n'est à l'abri d'une attaque terroriste », relativise-t-il.

La sécurité représente jusqu'à un quart du coût total des projets

Pourtant, dans sa mine de Boungou, dans l'est du Burkina Faso, Endeavour ne badine pas avec la sécurité : rotations aériennes par hélicoptère pour le personnel expatrié mais aussi les locaux, règles strictes imposées aux services logistiques, gardiennage renforcé du site, coordination quotidienne avec les forces publiques de défense et de sécurité, la compagnie a largement étoffé ses mesures pour prévenir une attaque de groupes armés. Tout le monde a en tête les quarante morts de l'attaque en novembre 2019 par

LES QUARANTE MORTS DE L'ATTAQUE D'UN CONVOI DE BUS PAR UN GROUPE JIHADISTE EN NOVEMBRE 2019 HANTENT TOUJOURS LES ESPRITS.

un groupe djihadiste d'un convoi de bus transportant 241 salariés de la mine, reprise par Endeavour à son compatriote canadien Semafo en mars 2020.

Même si les dirigeants d'Endeavour refusent de s'étendre sur le sujet, les coûts d'exploitation des grands groupes tels que le leur ont explosé dans la région, avec les dépenses de sécurité avoisinant 25 % des charges des projets situés dans le centre et le nord du Mali et du Burkina Faso, selon les experts interrogés par *Jeune Afrique*. ■

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

De nouvelles offres touristiques



© V. FOURNIER pour J.A. - Droits réservés

Un port d'attache pour les investisseurs



Mozambique Total développe son projet gazier malgré l'insurrection armée

CHRISTOPHE LE BEC

Depuis 2017, une insurrection armée vise le pouvoir central de Maputo dans la province du Cabo Delgado, au large de laquelle ont été effectuées la plupart des grandes découvertes gazières ces dernières années. L'insurrection est menée par al-Shabab, groupe qui a prêté allégeance à l'État islamique en 2019 et multiplie les attaques contre les autorités dans cette région à majorité musulmane. Le 12 août, la ville côtière de Mocimboa da Praia est même temporairement tombée entre leurs mains, après d'intenses combats contre l'armée régulière. Ce port, utilisé par les groupes pétroliers et leurs sous-traitants, se trouve à 80 kilomètres dans le sud de la péninsule d'Afungi, qui abrite les installations du projet de liquéfaction de gaz naturel – Mozambique GNL –, mené par Total, qui l'a repris à Anadarko en septembre 2019.

Malgré les réductions budgétaires liées à la pandémie, Patrick Pouyanné, le patron du géant pétrolier, fait de ce mégaprojet une priorité et a bouclé un financement de 14,9 milliards de dollars en juillet 2020 pour le réaliser : avec des réserves estimées à 65 TCF (milliards de milliards de pieds cubes), le site devrait produire chaque année 13,1 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) pendant au moins vingt-cinq ans grâce à l'exploitation de deux champs offshore et à la construction de deux trains de liquéfaction installés à

terre. Mozambique LNG doit permettre à Total d'augmenter considérablement la part gazière de sa production d'hydrocarbures sur le continent, plutôt faible actuellement – autour de 25 % –, et lui permettre de profiter d'un marché asiatique du GNL dynamique, accessible depuis l'est du continent.

Des effectifs multipliés par six depuis l'attaque d'août

« Les questions sécuritaires sont discutées avec les autorités, notamment les ministères de la Défense, de l'Intérieur et de l'Énergie. Total ne fait pas appel à des compagnies privées de sécurité armée », explique Nicolas Terraz, le patron Afrique subsaharienne de la branche exploration-production, qui suit quotidiennement la situation au Cabo Delgado, et qui affirme que le site est actuellement sûr. En dépit de la menace des groupes armés, mais aussi du Covid-19, qui impose des mesures sanitaires drastiques, pas moins de 5000 personnes, des Mozambicains pour 80 % d'entre elles, travaillent sur le site d'Afungi en ce mois de décembre. À terme, au pic d'activité du projet prévu en 2022, près de 15000 personnes y seront à pied d'œuvre.

Après l'attaque de Mocimboa da Praia, Total et Maputo ont annoncé le 25 août avoir musclé leur accord de protection des installations gazières dans cette région politiquement sensible, qui intègre aussi le projet Rovuma LNG, mené par Eni et Exxon. Une première version de cet accord avait été signée le 1^{er} mars 2019 par Anadarko. La nouvelle mouture prévoit une augmentation

de la contribution financière de Total versée aux autorités, en échange d'une meilleure protection de ses infrastructures du projet par la Joint Task Force du Cabo Delgado, dont les effectifs auraient été revus à la hausse après l'attaque du 12 août, de 500 à quelque 3000 hommes selon plusieurs sources contactées par JA.

« Mozambique LNG apporte un soutien logistique aux forces publiques de sécurité affectées à la protection des activités des projets, sous la forme de mise à disposition de véhicules, de logements et d'alimentation. Les opérateurs versent au ministère de la Défense, dans le cadre de cet accord, une compensation pour les missions de protection assurées sur le site d'Afungi », indiquait Total au moment de la signature de l'accord. « Chaque militaire ou policier mozambicain affecté à la protection du site reçoit une formation aux VPSHR (Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme). Total est particulièrement vigilant à la bonne application de ces principes, et ce sujet est évoqué régulièrement avec les autorités », indique Nicolas Terraz.

Total travaille également avec plusieurs entreprises privées de sûreté, dont les personnels ne sont pas armés. En août, le groupe avait, au Mozambique, des contrats avec les sociétés de conseil en sécurité britanniques Blue Mountain et Control Risks, ainsi qu'avec les géants mondiaux du gardiennage Garda World (canadien) et G4S (britannique), et le mozambicain Arkhe Risk Solutions. [JA](#)



THE FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

DIGITAL CONFERENCE



 10 & 11 mars 2021

**Participez à l'événement
qui rassemble les acteurs
les plus influents
de la finance africaine**

www.theafricaceoforum.com/finance-summit

BANQUES
ASSURANCES
MARCHÉS DE CAPITAUX
MOBILE MONEY
FINTECH
AUTORITÉS
DE RÉGULATION

Organisateur

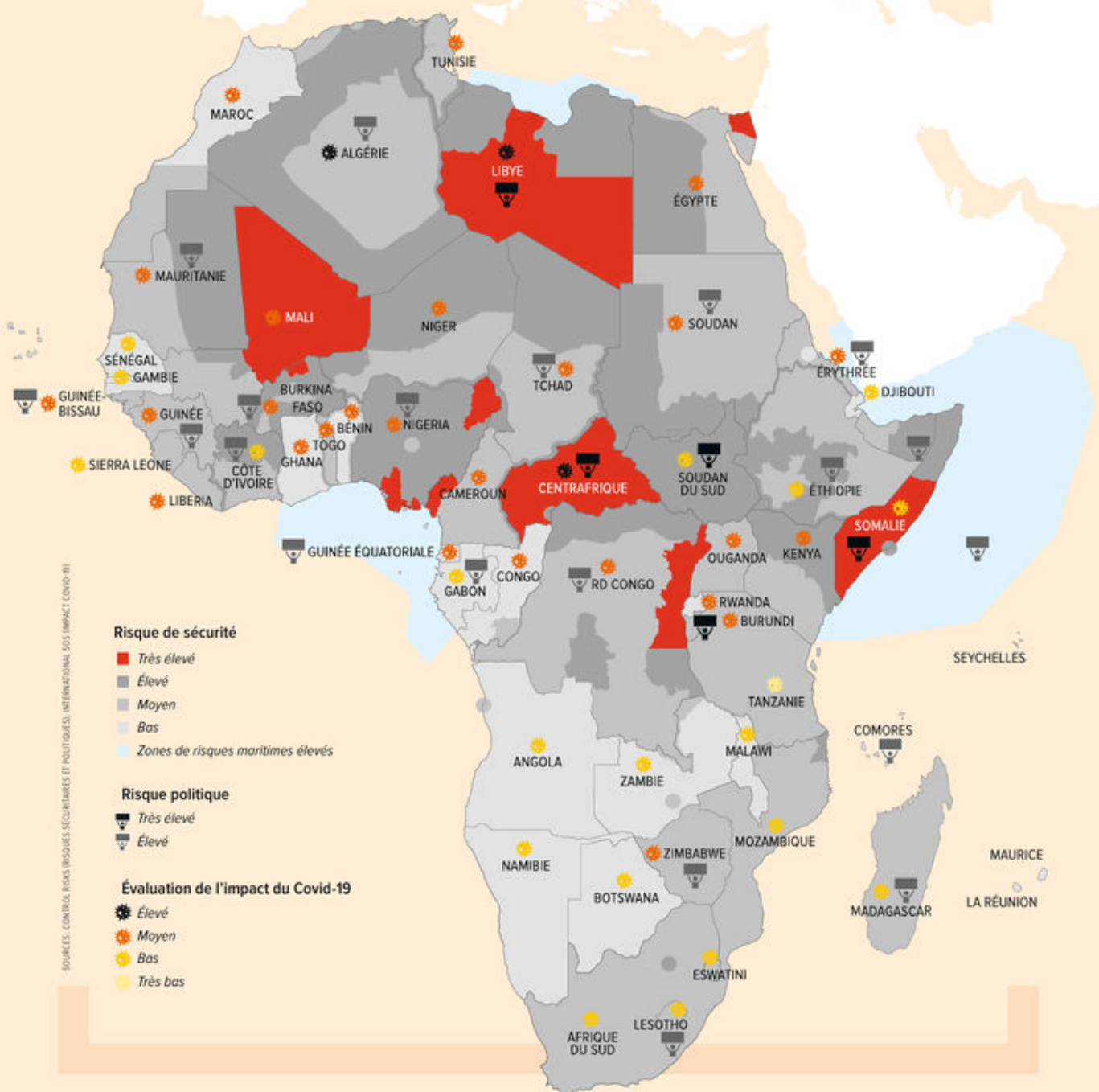


Co-host



Cartographie des risques

En ces temps incertains, les investisseurs évaluent avec attention les différents risques, en s'appuyant sur les recommandations des experts en évaluation sécuritaire et en évacuation médicale, tels que le britannique Control Risks ou le singapourien International SOS. Conflits armés, piraterie, tensions politiques, impact de la pandémie sur les activités, nous avons rassemblé sur cette carte les principaux types de dangers rencontrés par les entreprises.



SOURCES: CONTROL RISKS RISQUES SÉCURITAIRES ET POLITIQUES; INTERNATIONAL SOS IMPACT COVID 19

DRONES



FESAL OMAR/REUTERS

Session de formation au pilotage de drone au sein de la police somalienne, à Mogadiscio.

Vigies volantes

Longtemps apanage des seuls États pour les questions de sûreté publique, l'usage de ces engins de haute technologie tend à se démocratiser.

QUENTIN VELLUET

En Afrique francophone, les gouvernements du Maroc, de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de Madagascar ont pris le parti d'interdire au grand public l'usage de ces engins volants pour le réserver à leurs seuls services de sécurité et administrations. Utiles à l'agriculture, essentiels à la maintenance d'infrastructures ou capables de sauver des vies, l'usage des drones civils est encore loin d'être accessible à tout le monde. Ce qui n'empêche pas à une filière professionnelle de poursuivre un développement entamé il y a trois ans, même s'il est centré en premier lieu sur les questions de sécurité et de sûreté relevant des États.

Signe que l'activité intéresse, le français Delta Drone, un acteur de poids du secteur, coté à Euronext, a décidé d'implanter au Maroc son centre de profit sur le continent. Une incursion

africaine qui fait suite à une prise de participation de 49 % dans son capital par EM Digital, contrôlé par Mahdi el-Majidi, frère du secrétaire particulier de Mohammed VI et gestionnaire des actifs privés du souverain. Le groupe lyonnais dirigé par Christian Viguié s'est spécialisé au fil du temps et de ses acquisitions dans des prestations liées à la sécurité et à la sûreté des installations industrielles. Il emploie une quarantaine de personnes en Afrique. L'entreprise compte parmi ses clients des groupes miniers comme OCP, Glencore, Anglo-American, AngloGold Ashanti, Exxaro, South 32, Newmont ou Rössing Uranium ; des organes publics comme la Cedeao ; ainsi que plusieurs acteurs des télécoms. Il réalise 14 % de son chiffre d'affaires sur le continent, soit 2,2 millions d'euros.

Le groupe créé en 2011 y parvient principalement grâce à deux services, baptisés ISS Spotter et Rocketmine. Le premier utilise des machines autonomes programmées pour effectuer

des rondes dissuasives, contrôler des accès ou vérifier à distance l'état d'un sinistre. Il vient en complément d'un système de vidéosurveillance pour l'extérieur de locaux professionnels. Comme son nom l'indique, le second est essentiellement utilisé dans les mines pour recueillir des données topographiques. Il est utilisé en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria, en Namibie et en Afrique du Sud. Ces services sont facturés entre 100 000 et 200 000 euros.

Le secteur pourrait peser 80 milliards de dollars en 2025

Delta Drone n'est pas la seule société à saisir les opportunités d'un secteur des services par drone qui pourrait peser plus de 80 milliards de dollars en 2025 au niveau mondial. Paul Clais, autre entrepreneur français, a créé en 2016 ROAV 7, qui offre les services de ses appareils à des groupes industriels variés – parmi lesquels Bouygues Travaux Publics, Total, ENI, Perenco – et dont la majorité de l'activité s'effectue en Afrique. Au Kenya, une société de fret aérien nommée Astral Aerial s'est lancée dans les drones en 2017, en proposant une large palette de services allant du suivi de travaux à de la cartographie aérienne, en passant par l'exploration de champs pétrolifères ou de la livraison au dernier kilomètre. D'autres challengers existent au Niger, où Drone Africa Service, une start-up créée en 2017 par Abdoul-Aziz Kountché et soutenue par Orange, démocratise l'utilisation des drones. Positionnée sur la sécurité des axes routiers et des milieux urbains, la société nigérienne propose aussi ses services à des clients industriels. L'entrepreneur propose en parallèle des formations ouvertes à tous au pilotage des engins volants. L'Afrique du Sud, qui dispose d'une réglementation sur la circulation des drones, fait de son côté partie des pays à la pointe de ces technologies. UAV Industries, spécialisé dans les drones commerciaux depuis 2014 s'est également lancé en 2017 dans la formation et la certification de pilotes de ces engins, dont l'usage va nécessairement se répandre. [►](#)



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Lors de la 34^e Session de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) qui se tiendra début février 2021, à Addis-Abeba, en Éthiopie, c'est dans un contexte de COVID-19 que le Président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo succèdera à son homologue le président sud-africain Cyril Ramaphosa à la tête de l'Union Africaine pour l'exercice 2021-2022.

Afin de se préparer à sa prise de fonction, le Chef de l'État congolais qui conduira son mandat sous le thème adopté pour 2021 « *Arts, culture et patrimoine : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons* », a mis en place au sein de son Cabinet et sous sa tutelle un Panel de hautes personnalités faisant autorité dans leurs domaines pour accompagner sa mandature.

Le Nelson Mandela Hall au siège de l'Union africaine.

© DR

Union africaine : la RDC à la Présidence de l'organisation continentale pour l'exercice 2021-2022

« Nous avons échangé sur le prochain sommet ordinaire qui doit se tenir début février au cours duquel le Président Tshisekedi prendra la tête de l'Union africaine » a indiqué Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine lors de sa visite, début décembre à Kinshasa, la capitale congolaise, avant d'ajouter « Nous avons échangé sur les préparatifs et nous avons tenu une réunion de travail avec le Président, le Ministre des affaires étrangères et les membres du Panel... C'était un échange extrêmement fructueux et je suis satisfait en tant que président de la Commission de tous ces préparatifs et de cet engagement panafricain du Président de la République ».

Un Panel d'accompagnement composé de hautes personnalités

Le Président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a créé un service spécialisé ad hoc, un Panel personnalités de haut niveau, chargé d'accompagner sa mandature à la présidence de l'Union africaine pour l'exercice 2021-2022. Selon l'ordonnance n°20/144 du 30 octobre 2020 portant sa création, ce Panel est une structure de réflexion et de travail.

Il a pour mission :

- d'assister le Président de la République dans l'implémentation de sa vision et de son plan d'actions ;

«
**ARTS,
CULTURE ET
PATRIMOINE :
UN LEVIER POUR
CONSTRUIRE
L'AFRIQUE QUE
NOUS VOULONS**

- de contribuer à l'analyse, à la rédaction et à la préparation des prises de position continentale du Chef de l'État et d'assurer la préparation des dossiers de sa participation aux fora internationaux en qualité de Représentant de l'Union africaine ;

- d'assurer avec les instances gouvernementales compétentes le suivi fonctionnel, administratif et financier des activités de la présidence de l'Union africaine exercée par la RDC.

Il comprend six membres dont un coordonnateur, le juriste Alphonse Ntumba Luaba Lumu et cinq membres dont l'historien Isidore Ndaywel é Nziem, l'économiste Daniel Mukoko Samba, l'humanitaire Julienne Lusenge Maliyabwana, la scientifique Raïssa Malu Dinanga et le haut fonctionnaire international Ngokwey Ndolamb, et fonctionne avec un rapporteur, le diplomate Zénon Mukongo Ngay et un rapporteur adjoint, le haut fonctionnaire Lucien Lundula Lolatui.

Un Panel qui donnera corps à la thématique retenue, en travaillant en étroite collaboration avec toutes les institutions impliquées

La thématique retenue pour 2021 « Arts, culture et patrimoine : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons », diffère de celle de 2020 « Faire taire les armes » mais la complète dans la mesure où il n'y a pas de développement sans paix. Or, le développement de l'Afrique passe aussi par sa richesse culturelle et à cet effet le Chef de l'État congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, l'a bien relevé lors de son discours, prononcé le 6 décembre 2020 à l'issue des consultations présidentielles de novembre 2020, en indiquant « la culture et l'éducation sont les piliers sur lesquels se construisent le développement et le progrès, la création et l'innovation ». Une culture qui s'exprime à travers la musique, la littérature, les sports, les langues, etc. Un patrimoine dont l'Afrique en tant que berceau de l'Humanité est le point de départ même si nombreux sont ceux qui déplorent que cette immense richesse soit peu appréciée et peu valorisée.

Le Panel devra réfléchir sur les voies et moyens que les états membres doivent implémenter pour renforcer leurs politiques nationales culturelles afin de contribuer à la réalisation de l'intégration socio-économique du continent, de lutter contre la pauvreté, de relever les grands défis auxquels le continent est confronté et de construire une paix durable, comme le prône la Charte de la renaissance culturelle africaine adoptée en 2006.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Panel d'accompagnement veillera à la mise en place des plans de relance post-COVID-19, au suivi des projets phares déjà initiés ou en cours d'implémentation conformément aux objectifs de « *l'Agenda 2063 de l'Union africaine* » comme :

- La construction de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), un outil incontournable de la transformation économique du continent et du développement industriel, dont les bases ont déjà été posées pour un lancement début janvier 2021 des échanges commerciaux ;
- La mise en œuvre du projet du barrage Grand Inga dont le développement devrait générer plus de 43.000 mégawatts d'électricité afin

de transformer l'Afrique des sources d'énergies traditionnelles en source modernes et de garantir l'accès de tous les Africains à une électricité propre et abordable ;

- La création d'un Grand musée de l'Afrique (GMA) qui vise à sensibiliser notamment sur l'influence de l'Afrique sur les diverses cultures du monde. Le Grand musée africain constituera un centre de coordination pour la préservation et la promotion du patrimoine culturel africain ;
- La création d'un réseau panafricain des services en ligne pour mettre en place des politiques et des stratégies qui conduiront à des applications électroniques transformatrices en ce qui concerne notamment l'infrastructure terrestre intra-africaine à large bande ;



Alphonse NTUMBA LUABA L.

Coordonateur

--- Le juriste ---

Docteur en droit international public, Professeur à l'Université de Kinshasa et auteur ou co-auteur de nombreux ouvrages sur l'Union africaine (UA), en droit constitutionnel et sciences politiques, Ntumba Luaba a été Vice-ministre de la justice et aux affaires parlementaires, Ministre des droits humains, Secrétaire général du Gouvernement sous la formule transitionnelle de 1+4, Directeur national de l'Unité exécution du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion sociale (UEPNDDR), etc.

A l'échelle internationale et régionale, il jouit d'une expérience considérable et d'une parfaite connaissance des enjeux politico-économiques en Afrique centrale pour avoir été Secrétaire exécutif chargé de la coordination des programmes à la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEPGL, 2008-2011), Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) jusqu'en juin 2016.



Julienne LUSENGE

Membre

--- L'humanitaire ---

Défenseuse infatigable de la justice, de la paix et de l'égalité des sexes. En 2001, Julienne Lusenge est co-fondatrice et présidente de la Solidarité des femmes pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI). Cette ONG travaille pour la promotion des droits des femmes et des filles et sur la santé sexuelle et reproductive dans l'est de la RDC. Elle est directrice exécutive du Fonds pour les femmes congolaises (FFC) qu'elle a créé en 2007.

A l'internationale, elle est vice-présidente de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF).

Primée à maintes reprises dont Chevalier de la Légion d'Honneur de la France en 2013, Julienne Lusenge a été reconnue par les Nations Unies comme la première des vingt «femmes à surveiller» en 2019.



Isidore NDAYWEL È NZIEM

Membre

--- L'historien ---

Docteur en histoire et licencié en Philologie romane, Isidore Ndaywel è Nziem a été formé successivement à l'Université Lovanium de Kinshasa et à l'Université Paris I - la Sorbonne. Professeur des universités (RDC, Canada-Quebec, etc.), il est membre du comité scientifique et de rédaction de plusieurs revues internationales.

En Belgique, où il est Membre Correspondant de l'Académie royale des sciences d'Outre-Mer, il a été le Président du Comité d'évaluation de la section de l'Histoire du Temps Présent du Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren, après avoir fait partie du Comité scientifique de sa grande exposition « Mémoire congolaise : le temps colonial » (2005). Il est l'initiateur du prix francophone de littérature, le Prix des cinq continents de la Francophonie, décerné aux auteurs en début de carrière.

En RDC, le Prof Ndaywel a occupé plusieurs postes ministériels et dans les universités

- La cybersécurité dont le projet guidé par la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel montre clairement que l'Afrique incorpore la donne sécuritaire et numérique dans ses plans de développement.

Le Panel veillera aussi à traiter la mise en œuvre de la Charte de la jeunesse dans les différents états membres, la poursuite de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes pour un développement harmonieux et inclusif du continent, en s'assurant du respect de la Déclaration solennelle de l'UA sur l'égalité hommes-femmes en Afrique.

LE TRAVAIL DU PANEL EST IMMENSE, À L'IMAGE DU CONTINENT.

Le travail du Panel est immense, à l'image du continent. C'est pourquoi, depuis sa mise en place, il travaille en étroite collaboration avec la Direction du Cabinet du Chef de l'État, le représentant de la RDC auprès de l'UA, en synergie avec les ministres sectoriels dont les activités entrent dans le champ des compétences de l'Union africaine ainsi qu'avec le ministre en charge des Affaires Étrangères et les Ambassades de la République impliquées dans l'accomplissement du mandat du Chef de l'État pour l'exercice 2021-2022.



Ndolamb Ngokwey

Membre

--- Le haut fonctionnaire international ---

Professeur d'université (RDC, Côte d'Ivoire, Brésil, USA, etc.), Ndolamb Ngokwey a été formé en RDC (Lubumbashi) et aux États-Unis (Université de Californie, Los Angeles) où il a obtenu son PhD en sciences sociales, ses maîtrises en santé publique et en anthropologie.

Il est membre du Conseil d'administration du Fonds de l'Union africaine contre la COVID-19 au titre de la région d'Afrique Centrale.

Pendant une trentaine d'années, il travaille comme haut fonctionnaire international des Nations unies à d'importants niveaux de responsabilité pour des agences humanitaires telles que l'UNICEF, le PNUD, l'ONUCI, etc. Il était le premier africain à exercer la fonction de Secrétaire exécutif du conseil d'administration de l'UNICEF à New York.

Polyglotte, Ndolamb Ngokwey est l'auteur de nombreux ouvrages et articles scientifiques en sciences sociales et en santé publique.



Daniel MUKOKO SAMBA

Membre

--- L'économiste ---

Économiste de formation, Daniel Mukoko Samba a successivement étudié à l'Université de Kinshasa, à l'Université de Oita et de Tsukuba (Japon). Après ses études de doctorat à Tsukuba, il a travaillé comme Chercheur associé au Centre des Nations unies pour le développement régional à Nagoya (Japon) en charge de la formation en planification et gestion des projets tout en conduisant des missions de recherche en gestion environnementale dans quelques grandes agglomérations du Japon et de l'Indonésie.

Auteur de plusieurs articles scientifiques, il a successivement travaillé en RDC comme Économiste national au bureau local du PNUD (2003-2009), Directeur de Cabinet adjoint du Premier Ministre chargé de questions économiques et financières (2009-2012), Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget (2012-2014).



Raïssa MALU

Membre

--- La scientifique ---

Physicienne de formation, elle est professeure de sciences et de mathématiques, auteure-éditrice et consultante internationale en éducation. Promotrice de la Semaine de la Science et des Technologies www.semainedelasciencedc.org.

Depuis 2016, elle est en charge de la réforme de l'enseignement des sciences et des mathématiques au niveau secondaire dans le cadre du Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire (PEQPESU), un projet financé par la Banque mondiale.

Elle est Ambassadrice du « Next Einstein Forum » pour la République Démocratique du Congo (2017-2019). Raïssa MALU a été de nombreuses fois primées pour son engagement pour la Science, en particulier pour les filles et les femmes dans ces domaines techniques et scientifiques.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



M. Zenon MUKONGO NGAY

Rapporteur

--- Le diplomate ---

Zénon MUKONGO NGAY a été le Représentant Permanent de la République Démocratique du Congo auprès de l'Office des Nations unies et des Institutions spécialisées à Genève (Suisse) et à Vienne (Autriche) de septembre 2015 à décembre 2019. Il a également servi comme Ministre Conseiller et Conseiller juridique principal à la Mission permanente de la RDC auprès des Nations unies à New York entre 1998 et 2015.

Diplomate de carrière et négociateur expérimenté du système des Nations unies pendant plus de deux décennies, l'Ambassadeur Zénon MUKONGO est détenteur d'une Licence en droit de l'Université de Lubumbashi et de plusieurs diplômes dont une spécialisation en droits de l'homme et droit international de Columbia University (États-Unis, 2003), un certificat de perfectionnement en droit international et nouveaux défis de la Division de codification des Nations unies (Addis-Abeba 2011), etc.



Lucien LUNDULA LOLATUI

Rapporteur Adjoint

--- Le haut fonctionnaire ---

Lucien LUNDULA est détenteur d'un Master en Sciences-Politiques de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique) et d'un Baccalauréat en Sciences économiques et relations industrielles de l'Université de Montréal (Canada).

Membre des délégations présidentielles, en qualité d'expert lors des visites officielles du Chef de l'État congolais, il possède une expérience avérée d'une vingtaine d'années dans la fonction publique internationale acquise au sein du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe des États ACP).

M. Lundula était le coordonnateur de la Commission chargée d'organiser les obsèques du Dr. Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA.

Il sera par la suite, Coordonnateur du 10ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Mécanisme régional de suivi de l'accord-Cadre d'Addis-Abeba (MRS-10).



L'Union africaine (UA) est une organisation continentale, elle compte 55 États membres qui composent le continent africain. Elle a été officiellement fondée en 2002 pour prendre le relais de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA, 1963-1999) à la suite de la Déclaration de Syrte (Libye). Son siège est basé à Addis-Abeba (Éthiopie).

L'UA est organisée en plusieurs organes de décisions notamment la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, le Conseil exécutif, le Comité des représentants permanents (COREP), les Comités techniques spécialisés (CTS), le Conseil de paix et de sécurité (CPS) et la Commission de l'Union africaine.

Nouvellement élu à la tête de la République Démocratique du Congo (RDC), le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a été désigné le 9 février 2020 par ses pairs comme Premier Vice-Président de l'UA pour l'année 2020 et puis président pour 2021.

La RDC succèdera ainsi à l'Afrique du Sud. Ce sera d'une part le troisième pays d'Afrique centrale à présider l'UA après la République du Congo et le Rwanda et d'autre part le 19^{ème} pays depuis sa création.

Quant au Président Tshisekedi, il sera le deuxième Président congolais à prendre la présidence de l'UA après le Maréchal Mobutu en 1967.

En prévision de la mandature de la RDC, le Président Tshisekedi a mis en place un Panel d'experts constitué de diplomates, de fonctionnaires publics internationaux, humanitaires, scientifiques et économiques afin de l'accompagner à la présidence de l'Union africaine pour l'exercice 2021-2022 dont le thème sera : « Arts, Culture et patrimoine : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons ».

Moussa Faki Mahamat en visite de travail de 48h en RDC



© DIDIER MALONGO - RDC

S.E.M Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la RDC, avec M. Moussa Faki Mahamat Président de la Commission de l'U.A.

Moussa Faki Mahamat a effectué une visite de travail de 48h dans la capitale congolaise du 3 au 4 décembre 2020 afin de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs de la présidence en exercice de l'Union africaine en 2021 par la RDC.

**... M. MOUSSA
FAKI MAHAMAT...
IMPRESSIONNÉ
PAR LE SÉRIEUX
ET LE NIVEAU DE
PRÉPARATION
DU PRÉSIDENT
CONGOLAIS ET
DE TOUTE SON
ÉQUIPE**

Moussa Faki Mahamat s'est entretenu avec le Chef de l'État congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, en présence du panel. Deux points ont été abordés lors de cet échange :

- L'état des lieux de l'Union africaine à la prochaine présidence ;
- L'état d'avancement des préparatifs de cette future présidence.

Le Président de la République Démocratique du Congo Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lui a fait part de l'importance qu'il accordait à la présidence de l'Union africaine, en indiquant que son vœu est que cette présidence laisse des souvenirs mémorables.

Le président de la Commission de l'Union africaine, Monsieur Moussa Faki Mahamat s'est dit impressionné par le sérieux et le niveau de préparation du président congolais et de toute son équipe dont il a salué la qualité des membres, du travail abattu à ce stade ainsi que leur engagement dans les préparatifs pour la prochaine présidence de l'Union africaine.



TENDANCES

112

Christiane Taubira

« La France doit regarder son passé esclavagiste en face! »



120
Audiovisuel
Afrique, terre
de pirates

126
L'infographie
Nucléaire: le continent
aiguise les appétits

130
Entreprises
OCP, goodbye
America?

138
Loisirs
Le jeu vidéo prend
des couleurs



SYLVAIN EBERHARDT POUR JA

INTERVIEW

Christiane Taubira

« La France doit regarder son passé esclavagiste en face! »

À l'occasion de la parution de son premier roman, *Gran Balan*, dont l'action se situe dans sa Guyane natale, l'ex-ministre française de la Justice s'est confiée à JA. Avec la verve et le franc-parler qui la caractérisent.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE BOCANDÉ

Elle est aujourd'hui la figure la plus charismatique de la gauche française, au point qu'une pétition en ligne a circulé pour l'inviter à se présenter à la prochaine élection présidentielle française. L'ancienne garde des Sceaux, la première femme à être députée de Guyane, l'oratrice dont deux lois françaises portent le nom, offre une œuvre polyphonique ancrée dans sa terre natale. Dans la continuité de ses essais et de ses préoccupations politiques, le premier roman de Christiane Taubira, *Gran Balan*, s'adresse à la jeunesse. Depuis Cayenne, elle a répondu à nos questions.

Jeune Afrique: *Gran Balan* porte des paroles de jeunes représentant le multiculturalisme guyanais. Comment est né ce roman ?

Christiane Taubira : C'est une expérience singulière pour moi. Mes premiers écrits étaient des nouvelles qui restaient dans mes tiroirs. Sauf lors d'expériences militantes pour un ouvrage collectif, en solidarité avec les réfugiés, avec renoncement aux droits d'auteur. J'écris des essais, des textes de chansons comme celle avec Gaël Faye récemment. J'étais persuadée que je ne serais pas capable d'écrire un roman. Le confinement a imposé à la semi-nomade que je suis une vie sédentaire et j'ai découvert que j'étais en mesure de commencer un roman, de le tenir et de →



Une oratrice
charismatique dont
deux lois françaises
portent le nom.

JOËL SAGET/APP

→ l'achever. Je n'avais aucune pression. Personne ne savait que je l'écrivais. C'est une écriture totalement libre, sans concession, sans finalité. J'écris des essais pour convaincre. Là, ce n'est pas le cas.

En ouverture du roman, deux phrases: « À cette jeunesse dont on obstrue l'horizon. En indifférence. Impunément. » Et une citation de Frantz Fanon: « Il y a ma vie prise au lasso de l'existence. Il y a ma liberté qui me renvoie à moi-même. » Pourquoi?

C'est un roman pour la jeunesse. Faire vivre ces jeunes est une façon de les faire monter sur scène, d'éclairer leur existence qui peut être ternie par le manque d'opportunités, la confiscation de destinée. Tous les personnages sont inventés, composés à partir des jeunes que j'ai vus et entendus. J'ai imaginé leurs pensées.

Vous racontez vos personnages en choisissant de ne pas les décrire physiquement. Pourquoi?

L'apparence ne dit rien de personne. J'ai écrit un roman comme quelqu'un ayant une vie d'engagements et de combats. Donner une invisibilité totale à l'apparence physique est un choix délibéré et chargé de sens. Je rends aussi hommage à Toni Morrison qui a posé la question de son obligation, en tant qu'africaine-américaine, de décrire les personnages, et notamment leur couleur. Deux fois, dans un roman et une pièce de théâtre, elle a dit avoir écrit sans définir cette couleur. Et l'éditeur l'a contrainte, d'une certaine façon, à le faire.

Ce roman qui traverse toute la Guyane dépeint une jeunesse lucide, connectée, créative mais aussi désillusionnée.

Je décris un pays réel, même si je pose parfois une vision rêvée. Ce n'est pas une traversée mythique ou mystique. C'est une traversée physique de lieux que je connais, y compris certains auxquels la majorité de la population n'a pas accès, comme les zones protégées. Je ne dirais pas que ces jeunes sont désillusionnés.

Parce qu'il n'y a pas un idéal, un rêve auquel ils ont été obligés de renoncer. Je trouve cela terrible. Ce n'est pas qu'ils ont perdu des illusions: il y a comme l'impossibilité d'un idéal. Cette jeunesse a de l'énergie, la même vitalité qu'à mon époque, les mêmes impertinences, le même sens de la dérision et de l'autodérision. Mais il ne lui est pas possible de les investir dans un idéal. Ma génération a eu des idéaux. Nous avons mené des luttes au collège, au lycée, avec de belles conquêtes. Nous avons imposé l'enseignement du portugais, la langue du Brésil voisin, et celui de la littérature africaine et africaine-américaine. À mon retour en Guyane, après mes études, je me souviens d'une déception: une grève pour des aménagements logistiques, des équipements de laboratoire, la réparation d'un abri de bus... J'en étais désespérée. Que la jeunesse doive se mobiliser pour exiger de telles choses, c'est abominable! Je continue à rêver d'un monde plus fraternel malgré les désillusions.

Dans votre vingtaine, vous étiez engagée dans les luttes indépendantistes de la Guyane. La jeunesse de votre récit semble éloignée de ces combats.

Je n'ai pas envie de céder à la facilité des rapports coloniaux. Ils étaient d'une telle brutalité, y compris en termes de possibilité de parole, que par respect pour les personnes qui ont supporté cela, je ne peux pas dire que la vie que je mène aujourd'hui est la même qu'au temps où la Guyane était une colonie esclavagiste, puis une colonie. Mais il y a des traces de ces rapports de colonisation. Les institutions n'échappent pas à leur

histoire. Vous avez évoqué la question foncière: il y a eu une prédation officielle d'État, non légitime mais légale. Charles X a octroyé toutes les terres à la monarchie. Puis, quelques années après, le pouvoir a conservé le patrimoine foncier et l'a placé dans le domaine privé. Aujourd'hui encore, l'accession foncière est très compliquée. Il existe encore des traces de grandes concessions qui ont été offertes à des descendants de maîtres, puis à des colons. Certaines personnes possèdent des centaines ou milliers d'hectares depuis des générations, elles les morcellent, les vendent, etc. Le désordre foncier actuel est lié à l'histoire coloniale. Les codes mis en place de l'extérieur, depuis la France, s'imposent et se reproduisent. Or la population n'a pas forcément les clés. Ce n'est pas une relation purement coloniale, mais ce sont des empreintes qui rendent les relations difficiles.

Dès le premier chapitre, Kerma, jugé pour complicité de meurtre, s'interroge: « Comment leur expliquer à ceux-là qui viennent d'ailleurs? » Vous êtes-vous posé cette question?

C'est une question fondamentale. Kerma vit dans un lieu, sa vie est très locale et localisée sauf qu'elle est exposée au monde. C'est la réalité tangible et quotidienne de la mondialisation: on est en son lieu et le monde entier peut atteindre ce lieu. En Guyane, les positions d'autorité sont instaurées par des fonctionnaires venus de métropole, qui ne sont pas sociologiquement de plain-pied dans la société. Cela ne les rend pas illégitimes, mais cela éclaire l'incompréhension entre la société qui bouillonne, qui vit au quotidien et à laquelle appartient Kerma, et les sanctions qui peuvent tomber sur cette société, les règles élaborées pour la faire fonctionner, les codes à partir desquels on y navigue. La Justice n'est pas une administration. C'est une institution et c'est sans doute celle qui plus que toute autre doit savoir qui elle juge. Or les circonstances et les relations dans la société guyanaise font que la justice ne sait pas qui elle juge.



**CE N'EST PAS QUE
LES JEUNES SONT
DÉSILLUSIONNÉS: IL Y A
COMME L'IMPOSSIBILITÉ
D'UN IDÉAL.**



La reine Anne Nzinga, première résistante à l'invasion portugaise (Angola).



Les Amazones du Dahomey (actuel Bénin), dessin de Jean Antoine Foulquier (1860).

L'empreinte de l'histoire africaine figure dans le roman à travers les Nègres marrons, mais aussi les langues, la musique, les références aux figures de la reine Nzinga, des Amazones du Dahomey... Quels liens tisser aujourd'hui entre la Guyane et l'Afrique?

Le rapport à l'Afrique et aux traces africaines est ambigu. Les jeunes du roman rencontrent les Bushinengue à la frontière du Maroni, où ils sont majoritaires. J'ai voulu rappeler ces présences même si elles ne sont pas toujours assumées. C'est la trace de l'Afrique: un grenier de savoirs, de pratiques, de rituels. Ce n'est pas l'Afrique originelle, fantasmée, c'est l'Afrique telle qu'elle s'est prolongée, telle qu'elle a traversé les océans et le temps, et telle qu'elle s'est métamorphosée en restant elle-même. Je veux que ce soit perçu ainsi. Pendant plusieurs générations, les traces africaines ont été rejetées, l'oppression

coloniale étant d'abord une oppression culturelle, de représentations. Frantz Fanon, Albert Memmi et d'autres l'ont très bien décrit. Des oppressions qui « défigurent la culture, le passé des peuples colonisés ». Le passé est rejeté, dévalorisé de sorte que vous ne vous projetez pas dans ceux qui vous ressemblent, mais dans l'image de l'autre. Pendant des générations, en Guyane, cette aliénation était entretenue. J'ai grandi dans un environnement où parler créole était interdit, où tout ce qui n'était pas bien était des « trucs de nègres ». L'ambiguïté, aujourd'hui, c'est le retour, minoritaire, du fantasme. Des personnes qui prennent des noms africains, qui réfutent le reste de leur identité pour ne retenir, comme au temps de la négritude, que la part africaine.

Au sujet de l'histoire coloniale et de l'esclavage, Emmanuel Macron parle d'une volonté d'instaurer un rapport

« décomplexé » à l'Histoire. Qu'en dites-vous?

La notion de rapport « décomplexé » à l'Histoire est hors sujet. Ce n'est pas une question de se complexer ou de se décomplexer. C'est une question d'accepter que le passé a eu lieu et qu'il a des conséquences lourdes, comme ces préjugés, ces représentations qui ont un effet au quotidien sur la vie de millions de gens.

« Il y a souvent une chanson pour faire béquille à la mémoire nationale », écrivez-vous. Dans quelle mesure ce « bagage populaire » peut pallier l'absence de transmission dans les manuels scolaires, l'espace public, le récit national?

Dans toutes les situations, qu'elles soient de joie incommensurable ou de tristesse infinie, il y a toujours des chansons. La société guyanaise est une société de tradition orale. Nous transmettons par les chants, les →

la couleur au cœur de votre beauté

Bigen
www.bigen.eu

→ contes, les histoires, les *dolos* – ces proverbes de philosophie populaire péremptoire. J'ai aimé jouer, dans le roman, avec cette transmission.

Vous êtes présidente du comité de soutien de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage. Quel est votre rôle dans cette fondation ?

Je veux que cette fondation vive sa vie. Je lui apporte mon soutien à chaque fois qu'elle me sollicite, j'accepte que mon nom et mon image y soient associés. Je garde aussi ma liberté d'interroger certaines initiatives et prises de positions. Il est important qu'au cœur de Paris, il y ait des initiatives comme la promotion actuelle des imaginaires créoles dans le métro. Dans nos pays, nos territoires, nos départements – quel que soit le nom donné – nous avons installé cette Histoire. Au retour de mes études, j'ai organisé des expositions, des événements culturels dans l'espace public de Guyane. Nous avons obtenu, au début des années 1980, un jour férié de commémoration de la traite négrière et de l'esclavage. Pas des abolitions, mais du souvenir. En 1998, ce n'était pas le même combat. Je ne refais jamais les mêmes choses dans ma vie. À l'époque, je me battais pour dire aux institutions françaises : c'est joli de parler d'abolition sans cesse mais l'abolition de quoi ? Il faut parler du « quoi ». J'ai beaucoup bataillé pour cet article de loi qui impose une commémoration nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et leur abolition. J'ai été insultée. Je me souviens d'un duplex avec France Culture où un auditeur m'a invectivée : « La France a aboli l'esclavage. Vous mentez sur la France ! » Je lui ai répondu tranquillement : « Elle a aboli l'esclavage qu'elle a pratiqué. » La France qui a été abolitionniste a d'abord été esclavagiste. Et c'est pour ça qu'il ne s'agit pas de dire « c'est le passé, il ne faut pas s'enfermer dans le passé ». Quelque temps après, il y a quand même eu une espèce de revanche législative de ceux qui n'ont pas digéré la loi de 2001. La loi de 2005 évoquant les bienfaits de la colonisation. Les clés sont dans le passé et dans



SI VOUS REMONTEZ À PLUS D'UN SIÈCLE, LES RESTRICTIONS DE LIBERTÉ SONT TOUJOURS RESTÉES DANS LA LOI.

les représentations que les gens en ont. Il faut regarder ce passé en face. Il ne s'agit ni de se flageller ni de flageller qui que ce soit, mais fini la dissimulation et le déni.

Quel est votre regard sur l'usage du terme « pays de la créolisation » utilisé par Emmanuel Macron ?

La créolisation est une conception littéraire et philosophique. Ce n'est pas de l'exotisme. C'est un processus identifiable, des dynamiques collectives à l'œuvre. La créolisation en Guyane n'est pas le même processus que dans les Caraïbes. C'est l'un des rares territoires dans les Amériques où il y a encore des populations amérindiennes. La question de la créolité, de la créolisation ou des sociétés créoles, est complexe. Elle est majeure et ne doit pas faire diversion. Elle conduit à étudier ces sociétés qui se sont organisées à travers différents stratagèmes pour survivre, se structurer, se reproduire. Si le président de la République en parle, il ouvre quelque chose de passionnant. Dès lors, qu'est-ce qu'on en fait ?

En ce moment est débattue la loi dite de sécurité globale dans un contexte de violences policières. Quel est votre regard sur cette loi ?

Je trouve cela très inquiétant. J'ai signé l'appel des journalistes et j'ai envoyé un texte de soutien. Je pense effectivement qu'il n'y a pas de nécessité à cette loi, qu'il y a derrière des projets honteux, inavouables, dangereux pour la démocratie et pas seulement. Quand on autorise les abus, ce sont des gens qui meurent. Je crois qu'il y a quelques petites victoires du côté de

celles et ceux qui protestent et j'espère que l'on va aboutir à un retrait total. Si vous remontez à plus d'un siècle, les restrictions de liberté sont toujours restées dans la loi. Il y a toujours des freins terribles au rétablissement des libertés. Une fois qu'on l'a compris, il faut être très prudent. J'aime l'histoire des conquêtes de droits et je sais que les luttes pour les libertés ont été rudes et que des personnes en sont mortes. Pour cette raison, j'estime qu'on ne doit pas prendre les libertés à la légère. Quand j'étais garde des Sceaux, j'y étais très attentive. Mon rôle, je le disais, était d'être la vigie des libertés individuelles et publiques. J'étais prête à subir toutes les injures sauf celle qui dirait que lâchement, en tant que ministre de la Justice, j'aurais laissé faire.

Grande lectrice et oratrice, que lisez-vous actuellement ?

Je lis les livres de jeunes femmes très prometteuses comme Yaa Gyasi ou Brit Bennett. J'ai aussi beaucoup aimé *La Discretion* de Faïza Guène. Il y a certains auteurs que je lis sans cesse puisque je rôde dans ma bibliothèque toutes les nuits : Toni Morrison, Gabriel García Márquez, Alejo Carpentier, Yaşar Kemal, Cheick Anta Diop, Zora Neale Hurston... Je lis aussi des essais. Mon rapport aux livres et à la lecture est très désordonné (*rires*). Hier soir, j'ai parcouru une demi-douzaine de livres : quelques pages de Erri De Luca, de Richard Powers, un livre sur la musique... Et puis il m'arrive à certaines périodes de ne pas réussir à lire certains livres que je reprendrai cinq ans plus tard et finirai en une nuit. Il faut parler de ces expériences-là aux jeunes, leur dire que le rapport à la lecture peut être cette liberté-là aussi. 



Gran Balan,
de Christiane
Taubira, Plon,
480 pages,
17,90 euros



Radisson Hotel Group prévoit d'accélérer son développement à travers l'Afrique en 2021

Fort d'un renforcement organisationnel interne au sein de la région Afrique et d'une activité soutenue courant 2020, le groupe réitère ses ambitions sur le continent et se prépare pour un plan de croissance volontariste à travers le continent.

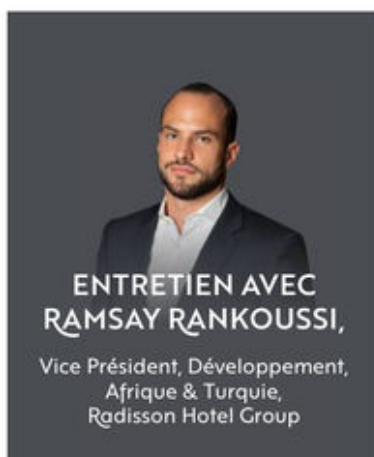
Malgré l'impact de Covid-19 sur l'industrie, quels ont été les moments forts pour Radisson Hotel Group durant cette année ?

L'Afrique a toujours été une priorité pour le groupe mais cette année nous avons décidé de renforcer nos efforts mais aussi le pilotage stratégique de la région. Nous avons lancé un nouveau plan de développement et une stratégie à 5 ans qui représente les ambitions du groupe à travers le continent. Malgré l'impact de la pandémie, nous avons été capable de clôturer près d'une dizaine de nouvelles transactions, intégrant ainsi de nouveaux hôtels à notre portefeuille africain, et c'est également la preuve de notre engagement régional à long terme avec l'introduction de nouveaux produits dans des marchés où nous sommes déjà présents ou de nouveaux.

Quelle est l'opportunité pour votre nouvelle marque « Radisson Individuals » sur le marché africain ?

Radisson Individuals est une marque qui est une conséquence directe de la pandémie. La marque se traduit comme une affiliation, permettant ainsi à de nombreux hôtels indépendants de rejoindre le réseau de Radisson sans perdre leur identité ou autonomie mais tout en bénéficiant de la force de notre groupe, de nos économies d'échelle et de l'ensemble de nos canaux de distribution.

Nous avons aussi constaté que de nombreux hôtels souhaitent être convertis sous une marque Radisson mais que le manque de liquidité actuel engendre des difficultés. Donc afin de les accompagner, nous avons créé une solution intermédiaire avec le lancement de Radisson Individuals en offrant une solution de soutien mais aussi de souplesse et flexibilité autant technique qu'opérationnelle.



Quelles sont les priorités pour le groupe et la stratégie de développement en Afrique ?

Nous avons établi une stratégie sur 2 approches distinctes mais complémentaires. La première consiste à concentrer nos efforts sur les marchés principaux et qui sont définis comme pays clés pour notre croissance. Ceux-ci sont le Maroc, l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud.

En parallèle et en lien avec notre stratégie opérationnelle, nous souhaitons aussi traduire des synergies et une masse critique à travers la régionalisation de certains pays auxquels nos efforts sont prioritaires tels que le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le

Ghana pour l'Afrique de l'Ouest. En Afrique Centrale, il s'agit de l'Angola, de l'Ouganda et du Congo. Le Kenya, l'Éthiopie et la Tanzanie sont un autre cluster sur l'Afrique de l'Est. Finalement, le Botswana, le Zimbabwe complètent nos priorités pour l'Afrique Australe avec également un souhait de renforcer notre présence à travers l'Océan Indien.

Comment définissez-vous votre plan à 5 ans pour la région ?

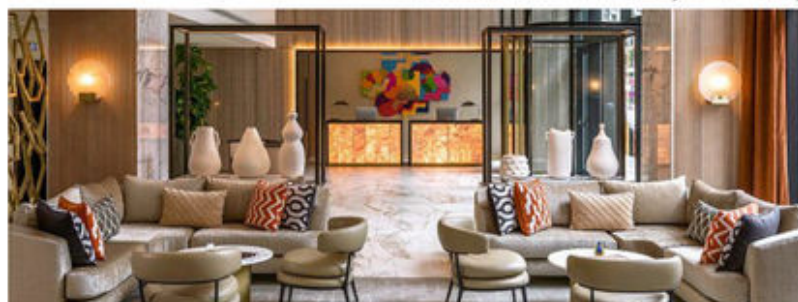
En complément de la stratégie définie et des ressources allouées, notre ambition est d'atteindre d'ici 2025 près de 150 hôtels en opération et en développement à travers l'Afrique et ce à travers toutes nos marques, depuis Park Inn by Radisson ou Radisson mais également Radisson RED ou Radisson BLU et Radisson Collection. En parallèle, notre plan de croissance consiste autant en hôtels urbains mais aussi des hôtels de loisir et le renforcement de notre offre résidentielle avec l'appart-hôtel.

RADISSON HOTEL GROUP
Regional Office : Middle East & Africa
PO BOX 72331 Dubai, UAE

Tél : (+971) 4 390 0070
Email : emeadevelopment@radissonhotels.com



Radisson Blu Hotel Casablanca City Center - Lobby





**Maître
Paulette
Oyane-Ondo**

*Avocate au barreau
du Gabon,
présidente du Centre
pour la promotion de
la démocratie et la
défense des droits
de l'homme*

États de non-droit

Tout au long de l'année 2020, un nouveau phénomène politico-judiciaire s'est installé en Afrique francophone, en particulier dans les pays où l'alternance n'est pas encore entrée dans les mœurs : l'enfermement de leaders de l'opposition dans leur propre résidence. Du Togo au Cameroun, en passant par le Gabon, la Côte d'Ivoire et la Guinée, les principaux opposants ont fait les frais de ce traitement juridiquement innommé, auquel les régimes qui le pratiquent ne donnent pas de nom non plus, et dont les victimes n'ont pas de statut juridique.

Ils ne sont pas prisonniers. En droit, pour être considéré comme tel, il faut avoir fait l'objet d'un mandat de dépôt et être écroué. Ils ne sont pas en résidence surveillée non plus. C'est une peine judiciaire relevant d'une décision de justice par laquelle un juge ordonne à une personne de vivre dans un périmètre donné, lequel peut se limiter à son domicile, avec une restriction des moyens de communication.

Pour autant, les leaders politiques enfermés chez eux ne sont pas séquestrés : en droit pénal, un enfermement sans violence physique par une autorité légale n'est pas une séquestration. La figure de l'opposition enfermée dans sa maison se trouve ainsi dans une situation de non-droit. Alors que nulle autorité officielle ne le lui interdit formellement, elle ne peut pourtant quitter son

les seuls à communiquer – en imposant leur point de vue au niveau national à travers les médias d'État et en présentant des plaidoyers devant les instances internationales pour justifier de leurs actions –, les pouvoirs en place prenaient la précaution d'envelopper leurs châtiments du manteau du droit.

Les régimes actuels s'affranchissent de cette précaution minimale et font allègrement dysfonctionner la justice. Comme si c'était le moyen de s'assurer la longévité au pouvoir. En effet, les choses ont bien changé au fil des décennies. D'abord, depuis 1990, les assassinats politiques ne sont plus une option, sauf à vouloir s'attirer les foudres de la communauté internationale. Ensuite, emprisonner un leader politique peut contribuer à lui forger une stature de défenseur du peuple, à accroître son capital sympathie auprès des populations en donnant du régime, a contrario, une image désastreuse à l'international, alors même qu'il s'emploie à la soigner. Enfin, l'on ne peut nier le rôle des réseaux sociaux, qui ont libéré l'expression des populations de ces pays et apparaissent désormais comme un contrepoids aux médias d'État.

Conventions internationales

Ces petits arrangements avec la justice paraissent surprenants, la plupart des États africains ayant ratifié des textes internationaux censés garantir à tous les citoyens le droit à une justice équitable. Plusieurs pays ont d'ailleurs inscrit la Déclaration universelle des droits de l'homme dans leur Constitution.

En réalité, seules les déclarations trouvent grâce aux yeux de ces États car, contrairement aux conventions, chartes et pactes internationaux, elles n'ont aucun pouvoir de coercition. C'est une norme morale dont la violation ne donne lieu à aucune sanction. Les pays africains ont donc une tendance à se désengager des instruments internationaux qui leur imposent le respect de leurs obligations. C'est ce qui se passe depuis un certain temps avec la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

La seule solution reste la construction nationale d'un réel État de droit. Afin d'éviter l'arbitraire, la loi doit être la même pour tous : pas de privilèges, pas d'exceptions et tous les citoyens doivent être en mesure de dire si leurs actes sont légaux. Et pour éviter que malgré tout l'État n'abuse de son autorité, la séparation des pouvoirs doit être effective. Par la disposition des choses, le pouvoir doit arrêter le pouvoir. **JA**

DU TOGO AU CAMEROUN, EN PASSANT PAR LA CÔTE D'IVOIRE, DES OPPOSANTS SONT ENFERMÉS DANS LEUR PROPRE RÉSIDENCE.

domicile encerclé par les forces de l'ordre; celui-ci est de fait en état de siège.

Aucune précaution juridique

Jusqu'au XX^e siècle, le traitement réservé aux chefs de file de l'opposition allait de l'emprisonnement à l'assassinat, en passant par l'assignation à résidence dûment notifiée, sans oublier l'exil et le bombardement de biens immobiliers par des chars et des avions. Pour brutaux que fussent ces mécanismes punitifs, les opposants qui les subissaient avaient un statut juridique clairement identifié : ils étaient des « morts pour la liberté », des prisonniers politiques, des assignés à résidence, des exilés. Bien qu'étant

UnionPay crée un écosystème digital et des services de paiement améliorés



Présent dans 50 pays africains avec des cartes bancaires émises dans 12 pays au niveau national, UnionPay International continue d'être le pionnier des services innovants à travers l'Afrique. Dans le contexte de la pandémie Covid-19, nos produits et services innovants se concentrent sur l'autonomisation du secteur financier africain grâce à la transformation digitale et à l'inclusion financière.

Ces dernières années, **UnionPay International** a développé plusieurs solutions innovantes pour aider les banques, les processeurs (TPSP), les switches nationaux et les nouveaux partenaires fintechs avec des services enrichis en valeur ajoutée, afin de promouvoir plus de transactions de paiement locales.



UPI Developer Platform

Il donne aux développeurs un accès rapide à plus de 30 API et aux directives pour le développement de produits et services en un temps record. Ces API incluent l'acceptation QR code ; In-App Apple Pay ; UnionPay Tax Refund ; Secure Pay ; Token Service, et bien d'autres.



SaaS Card Issuing Service Platform (SCIS)

Il aide les partenaires à émettre des cartes physiques et des cartes virtuelles sur des applications à moindre coût et avec une efficacité accrue.



UPI Transport Services Platform (UTSP)

Il aide à lancer le service de QR code UnionPay dans l'utilisation des transports. L'expérience utilisateur est simplifiée et transparente car la numérisation du QR code fonctionne aussi en l'absence d'Internet.



Content & Services Platform (UCSP)

Il offre des services à valeur ajoutée pour améliorer l'expérience utilisateur des portefeuilles numériques e-wallet; permettant aux institutions de fournir des services de paiement instantané pour les services publics, les voyages, les services culturels etc...

Cette plateforme sera enrichie des offres et mise à jour continuellement, avec une analyse big data et une analyse comportementale afin d'aider les partenaires à attirer plus de consommateurs.

UnionPay entend continuer à aider ses partenaires à améliorer leurs offres clients avec efficacité et flexibilité en donnant une large gamme de produits et services à valeur ajoutée facilement intégrables:



Acceptations

GAB, TPE, Ecommerce, QR Code



Emissions

Cartes physique EMV, Carte virtuelle; des offres de base aux offres haut de gamme



Paiements innovants

NFC, QR code e-wallet, Solutions B2B, Tokenisation

Aujourd'hui, avec plus de 8,4 milliards de cartes bancaires émises dans 61 pays et régions, UnionPay a la plus grande base de titulaires de cartes au monde. UnionPay International propose des services de haute qualité, des services compétitifs et sécurisés dans le monde entier.



Contactez-nous sur
africa@unionpayintl.com

🌐 www.unionpayintl.com

A Global Payment Network

Antennes émettrices de la TNT sur le toit de l'immeuble Kébé, à Dakar, au Sénégal.



SYLVAIN CHEVADOU

Afrique, terre de pirates

Droits d'auteur piétinés, contenus détournés, décodeurs crackés... Les consommateurs y trouvent leur compte, mais la création culturelle peut-elle survivre à ce pillage généralisé?

MEHDI BA, À DAKAR

« **A**u Sénégal, beaucoup de gens sont trop pauvres pour s'offrir Canal+ », Alassane Fall – appelons-le ainsi – fait partie de ceux-là.

Comme des centaines de milliers de compatriotes accros aux matchs de foot des principaux championnats européens et des compétitions internationales, cet ancien militaire de 31 ans, qui a lancé son agence de sécurité, a donc opté pour une formule à la portée de toutes les bourses. Pour un modique abonnement mensuel de

3 000 F CFA (4,50 euros), il reçoit un bouquet de 85 chaînes dont National Geographic, TFX, Action, France 24, de nombreuses chaînes africaines... et 10 chaînes sportives parmi lesquelles Bein Sports. Et peu lui importe si cette dernière ne dispose d'aucun droit de diffusion au Sénégal.

À Keur Mbaye Fall, la ville de la grande banlieue dakaroise où il réside, « les gens ne sont pas prêts à débours 10 000 à 20 000 F CFA par mois pour obtenir le bouquet complet de Canal+ », fait valoir Alassane. Alors, comme nombre de ses voisins, le trentenaire vient grossir les rangs des Sénégalais qui ont opté pour l'offre

alléchante des câblodistributeurs. Un pied dans l'illégalité, l'autre dans le secteur formel, les « câblos » sont devenus au fil des vingt-cinq dernières années une sorte d'État dans l'État, qui fait tourner la tête aux opérateurs audiovisuels ainsi qu'aux institutions officielles, incapables de décider s'il convient de les déclarer hors-la-loi ou d'officialiser leur existence.

L'histoire commence au début des années 1990, comme une banale affaire de débrouille à l'africaine. Quand Canal+ Horizons débute ses programmes au Sénégal (1991), en Tunisie (1992) puis en Côte d'Ivoire (1994), le paysage audiovisuel africain

s'en trouve métamorphosé. Les films, bien sûr, apportent une bouffée d'air frais dans l'univers confiné des chaînes d'État, où les rediffusions de séries françaises des années 1980 et les sitcoms mal doublées venues d'Amérique latine font office de seul divertissement hertzien. Mais surtout, Canal est une fenêtre ouverte sur le ballon rond, qui, des îles du Cap-Vert au golfe de Guinée fait office de religion collective.

« Les premiers abonnés à Canal+ Horizons étaient bien obligés d'accueillir leurs proches et leurs voisins dans leur salon les soirs de match », raconte Papa Alioune Camara, membre fondateur de la structure nationale qui fédère désormais les câblodistributeurs du pays, Safinatoul Amame (ex-Soretect). Très vite, face à l'invasion des supporters dans les maisons, la situation devient ingérable et conduit certains bricoleurs à introduire une dérivation au système, sans se préoccuper de légalité. Depuis un décodeur initial, on tire un câble vers la maison voisine afin de pirater le signal, puis deux, puis cinq, puis vingt... En contrepartie, chaque foyer cotise mensuellement un abonnement aussi informel que modeste. Les câblodistributeurs sont nés.

De l'informel à la légalité

Pour les pionniers de Canal+, ce qui s'annonçait comme une aventure novatrice et lucrative tourne vite au cauchemar. Car au Maghreb, d'autres formes de piratage ont fait florès, au point de menacer la viabilité de la chaîne cryptée: vente, pour un prix modique, des codes de décryptage ou de décodeurs crackés, *card sharing*... De l'Algérie à la Tunisie, l'ampleur du piratage est telle qu'au début des années 2000, confie un cadre de l'entreprise, « nous avons décidé de fermer nos filiales au Maghreb ».

Au sud du Sahara, toutefois, l'horizon n'est pas si rose. Tels le désert qui grignote les pâturages du Sahel ou l'océan qui vient mordre chaque année davantage sur les demeures du littoral, les câblodistributeurs gagnent en assurance et déploient leurs câbles, comme une araignée tisse sa toile. « Au milieu des années 1990, Canal avait recruté un



Affiche sensibilisant (en wolof) à la lutte contre le piratage: « Pirater, c'est voler l'État et les créateurs ».

ancien gendarme pour nous traquer et couper nos branchements, relate Papa Alioune Camara. Mais très vite l'affaire les a dépassés, au point qu'ils nous ont même proposé des « factures de piratage » qui prévoyaient qu'on leur reverse un forfait sur les abonnements clandestinement perçus. »

Prospérant dans la plus totale illégalité, les câblodistributeurs se rapprochent alors de consultants et de juristes dont l'avis est sans appel: « Si vous voulez aller loin, sortez de l'informel et devenez une entité économique, dotée de la personne morale. » La profession s'exécute et sort du système D. Elle s'organise en Groupements d'intérêt économique (GIE), eux-mêmes fédérés au sein de l'Association des réseaux câblés, qui donnera ensuite naissance à la Société de redistribution des télévisions

POUR LES PIONNIERS DE CANAL+, CE QUI S'ANNONÇAIT COMME UNE AVENTURE LUCRATIVE A TOURNÉ AU CAUCHEMAR.

par câble (Soretect). En 2009, c'est la consécration lorsque celle-ci obtient du ministre de la Communication d'Abdoulaye Wade une reconnaissance semi-officielle à travers une « convention portant concession de services audiovisuels par câble » avec l'État, laquelle sera signée deux ans plus tard.

Victoire d'étape

Les câbles en sont convaincus: il ne s'agit pas seulement là d'une victoire d'étape mais bien d'une reconnaissance ferme et définitive de leur activité. Autrement dit, à force d'insistance, leur prise d'influence au sein de la société sénégalaise les aurait imposés comme des protagonistes à part entière sur le grand marché de l'audiovisuel sénégalais. Au nombre de leurs arguments, la capacité qu'ils donnent à des centaines de milliers de Sénégalais d'accéder à l'information, aux films ou aux divertissements tout en tenant compte de leur pouvoir d'achat. Mais aussi le poids qu'ils affirment représenter en termes de création d'emplois, puisque ce secteur tout droit sorti de l'informel est entretemps devenu un énorme pourvoyeur de carrières, notamment pour des étudiants en électronique laissés en rade sur le marché de l'emploi.

Et pour cause : au Sénégal, pays pionnier en la matière, Papa Alioune Camara revendique un taux de pénétration de quelque 70 % sur les 1,6 million de foyers recensés en 2013. À Canal+, un responsable interrogé par *Jeune Afrique* évoque quant à lui un ordre de grandeur de 4 millions de foyers ayant recours à des câbles sur l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne francophone où le groupe opère. À raison d'un abonnement forfaitaire de 3 000 F CFA par mois, cela représenterait un chiffre d'affaires de 220 millions d'euros par an.

Parmi les principaux pays soumis à la loi des câblodistributeurs, outre le Sénégal, trois reviennent dans toutes les bouches : la Guinée, le Cameroun et la Côte d'Ivoire.

Vide juridique

Loin de partager cette vision idyllique, le président du Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA), Babacar Diagne, nommé en septembre 2018, ne cherche pas à dissimuler son désarroi. « La vérité, c'est que nous nous trouvons dans une zone de non-droit, puisque ce secteur n'est soumis à aucune convention en bonne et due forme ni à aucun cahier des charges », confie-t-il à *Jeune Afrique*. S'il admet que ces opérateurs interagissent avec des dizaines de milliers de foyers et qu'ils ont créé, au fil des ans, des milliers d'emplois, cet ancien directeur général de la RTS, la chaîne nationale, devenu par la suite ambassadeur en Gambie puis aux États-Unis, ne craint pas d'avouer qu'il « ne sait pas par quel bout prendre » ce secteur qui n'est régi par aucun texte officiel.

Depuis le Burkina Faso, Béatrice Damiba s'efforce quant à elle de fédérer comme elle le peut une riposte africaine face aux dérives d'un piratage dont le détournement des droits télévisés n'est que la face émergée. Ancienne journaliste, diplomate puis ministre de l'Information de son pays, elle a surtout présidé de 2008 à 2014 le Conseil supérieur de la communication (CSC) du Faso. C'est cette dernière expérience qui l'a



Jean-Pierre Senghor, fondateur du studio de production Djidjack Music.

conduite à créer, en 2015, l'association Convergence, qu'elle préside depuis, afin de mettre le holà au pillage des droits d'auteur et à l'impunité dont il bénéficie traditionnellement d'un bout à l'autre du continent.

« Le piratage des programmes audiovisuels a de lourdes répercussions sur les filières de production du continent, c'est pourquoi l'association a été lancée lors de l'édition 2015 du Fespaco, déclare-t-elle à *JA*. Nous voulions sensibiliser les décideurs politiques, le grand public mais aussi et surtout les acteurs de ces filières, qui, souvent, ne connaissent pas leurs droits. »

En octobre 2020, à l'initiative de l'association Convergence, du CNRA et de la Société sénégalaise du droit d'auteur et des droits voisins (Sodav), les artères de Dakar étaient tapissées d'affiches sensibilisant (essentiellement en wolof) les Sénégalais à la lutte contre le piratage. « Pirater, c'est voler l'État et les créateurs », clamait l'une d'elles. Début mars 2020, à la veille du *lockdown* aérien entraîné par le confinement de la plupart des

pays européens et africains, l'association Convergence avait prévu un colloque important à Dakar, qui aurait dû donner le signal de départ à un vaste travail de recueil de données sur le piratage des œuvres dans tout l'espace africain francophone. Si l'initiative a dû être repoussée, Béatrice Damiba se réjouit néanmoins d'un partenariat noué avec l'Agence française de développement (AFD), à hauteur de 50 millions de F CFA, afin de progresser sur le recueil de ces données qui, pour l'heure, font encore défaut.

Boîtiers magiques

En 25 ans, le continent africain a fait sa mue de l'analogique vers le digital, parfois plus rapidement que les pays occidentaux. « Entre 2015 et 2018, l'augmentation des utilisateurs du haut débit a fait un bond de + 354 % en Afrique, alors qu'il n'était que de + 88 % pour le reste du monde », rappelle ainsi Béatrice Damiba. À l'heure du tout-digital, le piratage n'est pas l'apanage du continent, bien au contraire. Le visionnage des

EN 2012, MICROSOFT A ENREGISTRÉ UNE PERTE DE 28 MILLIONS DE DOLLARS DANS 19 PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET D'AFRIQUE CENTRALE.

films en streaming, l'expansion des IPTV (ces boîtiers compatibles avec Android qui donnent ensuite accès gratuitement à des bouquets de chaînes censés être payants), toutes ces dérivations aux droits de la propriété intellectuelle et au droit d'auteur n'ont aucune frontière, pas plus que la contrefaçon.

Mais, selon Béatrice Damiba, « sur un continent où les taux d'analphabétisme et de pauvreté sont plus élevés qu'en Occident, il est plus aisé d'attirer les gens vers des options plus faciles et moins coûteuses, qui favorisent le piratage ».

Paradoxalement, certaines industries ont su tirer profit de la révolution digitale pour canaliser leurs pertes. Notamment dans l'informatique, si l'on en croit le cas emblématique de Microsoft. En 2012, l'entreprise fondée par Bill Gates avait enregistré une perte de 14 milliards de F CFA (28 millions de dollars) dans 19 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale à cause du piratage de ses logiciels de la suite Office et du système d'exploitation Windows – dont 16 millions de dollars pour la seule Côte d'Ivoire.

Mais huit ans plus tard, le ton se veut nettement plus optimiste au sein de la multinationale. « Pendant des années nous avions des équipes entières qui se consacraient à la lutte contre le piratage, rappelle à la Yacine Barro Bourgault, directrice générale de Microsoft pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. À l'époque, nos logiciels disposaient de clés d'activation qui étaient faciles à cracker. Mais aujourd'hui, nos solutions sont sur "le cloud" et c'est là que les usagers doivent les activer, ce qui a tout changé. »

Dans le secteur de la musique, en revanche, la mutation digitale a été moins indolore. « L'industrie musicale a connu son âge d'or dans les années 1980 et 1990, indique Jean-Pierre Senghor, compositeur, arrangeur et producteur. Certes, les cassettes ne se vendaient qu'à 1000 F CFA sur les marchés, il y avait de la contrefaçon, mais les producteurs faisaient du bénéfice. » Quelques années plus tard, lorsque les CD envahissent le marché, les musiciens commencent à s'auto-produire et les producteurs à perdre en influence. Puis arrive l'ère de la dématérialisation et des sites de streaming online.

« Avec Deezer, Spotify ou YouTube, les artistes ne gagnent rien, et les producteurs encore moins, résume Jean-Pierre Senghor. Ils ont besoin de figurer sur ces plateformes pour assurer leur promo mais le ratio entre le nombre d'écoutes ou de vues et ce qu'ils perçoivent est dérisoire. »

Après une carrière fructueuse au Brésil, ce musicien talentueux est revenu s'installer au Sénégal en 2009, où il a créé le studio de production Djidjack Music. Il fait aussi partie des six représentants au sein du comité directeur de la Sodav qui représente les producteurs, interprètes et auteurs sénégalais. « Aujourd'hui, artistes et producteurs ne peuvent gagner leur vie qu'avec les concerts, mais plus avec leurs albums », conclut-il.

Comme Béatrice Damiba, Jean-Pierre Senghor fait le constat, amer, que les pays africains peinent encore à mettre en place un système élaboré et rigoureux de collecte des droits d'auteur, qui s'appuierait sur des procédures consacrées aux artistes africains et serait soutenu par les pouvoirs publics. Et l'ancienne ministre burkinabè de juger : « Tant que les acteurs culturels du continent ne s'organiseront pas, nous prêcherons dans le désert. » ■

« COPILLER-COLLER », C'EST BOUCLÉ!

C'est une pratique tellement ancrée qu'elle finit par apparaître inexorable. Chaque jour, les dizaines de sites internet qui couvrent l'actualité sénégalaise se plagient les uns les autres sans respect aucun pour le droit d'auteur. Cet usage frénétique du « copiller-coller » – dont JA est régulièrement la victime impuissante – est devenu tellement massif qu'il « est souvent impossible de retrouver la paternité d'une information, tant elle a été reprise sans mention aucune de la source d'origine », comme le remarque Ibrahima Lissa Faye, directeur de publication de Pressafrik.com et président de l'Association des éditeurs et professionnels de la presse en ligne (Appel).

Selon ce dernier, sur quelque 300 sites, seule une dizaine produirait un contenu réellement original. « L'Appel a proposé de créer un Observatoire de la qualité pour la presse en ligne, et nous préconisons qu'au minimum 70 % des contenus des sites d'info soient produits par ceux-ci et que les reprises d'autres médias soient mentionnées clairement et renvoient vers le lien d'origine », ajoute Ibrahima Lissa Faye.

À l'initiative de l'association, le code de la presse adopté en 2017 prévoit que « les professionnels de la presse en ligne mettent en place un dispositif pour renforcer la professionnalisation et l'assainissement du secteur ». Mais dans les faits, le piratage éhonté de l'information est encore la règle, et la production de contenus originaux l'exception.

M.B.



GRUPO PEFACO - LYDIA LUDIC

LE NUMÉRO 1 DES JEUX EN AFRIQUE

Cela fait 25 années qu'avec mon associé Olivier Cauro, nous avons créé Grupo Pefaco. Aujourd'hui, fort de notre implantation sur quatre continents et d'une équipe de 5 000 employés, nous sommes l'une des plus grandes entreprises au monde dans le secteur des jeux.



C'est au Togo, dans les années 1990, que notre histoire en Afrique débute. Les autorités de ce pays recherchaient des partenaires pour la loterie nationale. Le modèle économique et social que nous y avons développé en a convaincu beaucoup d'autres. En 1997, nous étions un pionnier du divertissement sur le Continent.

Aujourd'hui, nous en sommes leader par l'exploitation de machines récréatives, d'espaces de jeux et de boutiques de paris.

En effet, ce n'est pas que d'engranger des bénéfices qui nous motive, c'est de créer des emplois et de soutenir la croissance locale. La construction d'un groupe, c'est toute une vie de travail, c'est une aventure avec des femmes et des hommes au quotidien. Notre Groupe n'aurait pas pu se développer aussi longtemps si nous n'avions pas mis l'humain à la première place.

Pendant cette crise sanitaire qui a touché le monde, tous nos espaces d'activités



étaient fermés. Nos seules actions étaient d'aider l'ensemble de nos employés en leur assurant leurs salaires, de soutenir l'effort collectif en offrant des centaines de milliers de masques et des centaines de tonnes de riz aux populations. Toutes nos équipes sont formées à ces opérations.

*Gagnant-Gagnant-Gagnant : croissance pour le pays
- emplois pour la population - investissements pour
le groupe ! Telle est notre philosophie et notre pratique !*



Convention des employés Lydia Ludic Togo

Depuis la création de Grupo PEFACO, nous participons au développement des communautés locales dans lesquelles nous opérons en soutenant des projets sanitaires (financement d'hôpitaux, création de dispensaires, don du sang, lutte contre le sida), sociaux (soutien aux orphelins, handicapés et prisonniers), éducatifs et culturels



(dons de kits scolaires, de mobiliers pour les écoles et soutien à la création artistique).

Avec cette nouvelle année 2021, notre développement continue dans le monde et s'accélère en Afrique. En entretenant la solidarité, en participant à des projets locaux et en contribuant à protéger l'environnement, nous construisons une société saine qui soutiendra la croissance à l'avenir.

À tous les lecteurs et à leurs familles, je présente tous mes meilleurs vœux de santé, de bonheur et de réussite.

Francis Perez

Président
de Grupo Pefaco - Lydia Ludic

AVIS
D'EXPERT



GRUPO PEFACO

GRUPO PEFACO SL
Rue Muntaner 262, 6°
08021 Barcelone · Espagne
Email : info@pefaco.com
Tél. : (+34) 6 39 21 31 14
www.pefaco.com

Le partenaire de référence des loteries nationales

Quels sont vos liens avec les loteries nationales ?

En raison de son expertise forgée depuis des décennies, de sa politique de développement de produits novateurs et de ses valeurs professionnelles, Grupo Pefaco est le partenaire de référence des loteries nationales avec lesquels nous avons signé des conventions de concession de longues durées. En plus des redevances inhérentes générant une source de recettes supplémentaires, nous contribuons aux actions sociales en faveur de la population. **À l'occasion du cinquantième de la LONACI en 2020, monsieur Dramane Coulibaly, son Directeur Général et actuel Président de l'Association des Loteries d'Afrique, a démontré les performances du secteur des jeux en Côte d'Ivoire en réitérant son engagement à soutenir l'essor des activités de ses concessionnaires, à l'instar de Lydia Ludic Côte d'Ivoire - Grupo Pefaco. Cette considération marque la reconnaissance de notre engagement permanent, de notre contribution à l'atteinte des objectifs de cette entreprise nationale et à la croissance économique de la Côte d'Ivoire.**

À quel degré peut-on parler de transparence ?

Nous appliquons une totale transparence. Notre activité implique la



René LE HENRY

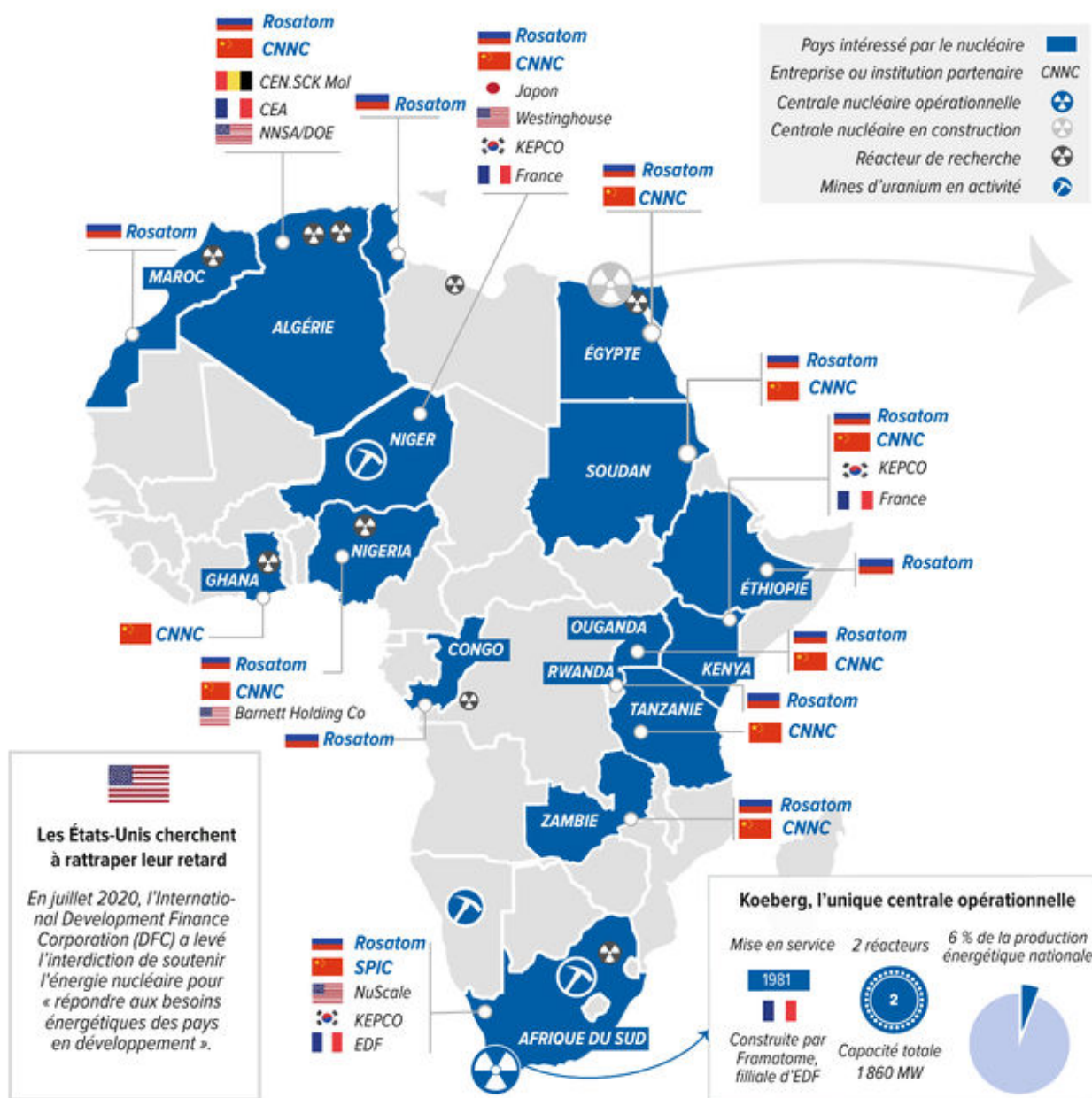
Directeur Général
de Lydia Ludic -
Grupo Pefaco
Côte d'Ivoire

gestion d'un flux important d'argent que les Institutions nationales et internationales surveillent de près notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux. Nos entités font l'objet de contrôles de l'administration fiscale, des structures de prévoyance sociale et de la législation des jeux. Notre savoir-faire et notre savoir-être font l'objet de nombreuses reconnaissances des Institutions. A titre d'illustration, notre groupe a été récompensé par de nombreux prix. Nous citerons notamment l'Award OHADA de la Meilleure Gouvernance d'Entreprise et l'Award du Meilleur Employeur par la Caisse Nationale de prévoyance sociale au Burkina Faso et, en Côte d'Ivoire, ceux du Meilleur contribuable décerné par une agence de la Direction Générale des Impôts et l'Attestation de bonne exécution par la loterie nationale-LONACI.

Nucléaire : l'engouement africain aiguise les appétits

Le continent possède 20 % des réserves mondiales d'uranium. Mais le nucléaire civil représente moins de 2 % de sa production énergétique. Potentielle solution pour pallier le déficit d'électricité de l'Afrique, l'énergie atomique séduit de plus en plus. Une dizaine d'États ont déjà annoncé leur intention de se doter d'une centrale. Pour les puissances étrangères, cet engouement est un enjeu commercial de taille et l'occasion d'asseoir un peu plus leur influence sur le continent. Alors que la Chine et la Russie multiplient les projets, les États-Unis tentent de rentrer dans la course.

Bataille sino-russe



La future centrale égyptienne

C'est la Russie, via l'entreprise **Rosatom**, qui construira la deuxième centrale du continent. Elle la livrera « **clé en main** » : combustible, construction, exploitation et gestion des déchets. Cet exemple illustre la stratégie russe en Afrique.

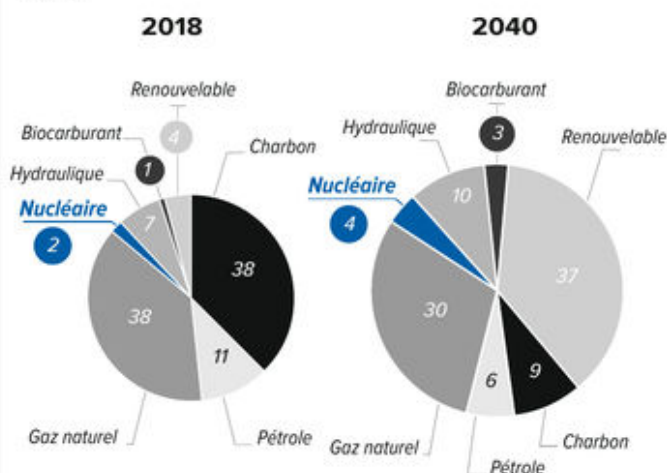
- 4 unités de 1200 mégawatts prévues
- Permis de construire : 2021
- Premier réacteur opérationnel : 2026
- 29 milliards de dollars, financés à 85 % par un prêt russe sur 15 ans
- Le combustible requis sera exclusivement fourni par la Russie
- Rosatom s'engage néanmoins à exploiter des **gisements d'uranium** sur la côte de la mer Rouge



Une bonne affaire ?

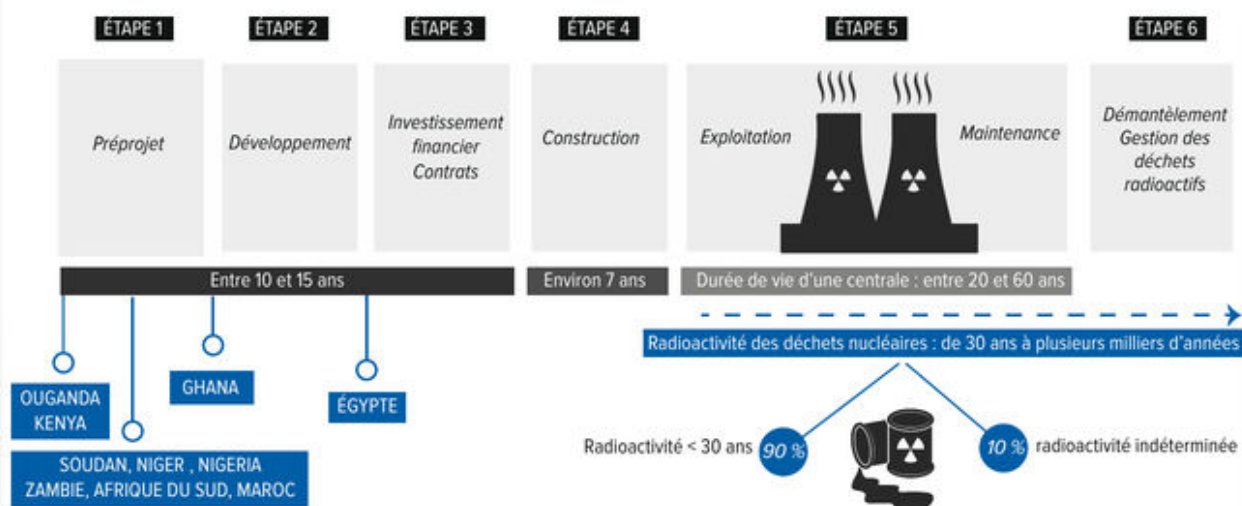
L'Agence internationale de l'énergie n'est pas aussi optimiste que les pays africains. Selon elle, la part de nucléaire dans la production énergétique du continent ne va pas beaucoup augmenter dans les années à venir. En cause, son **coût de production**, moins compétitif que le renouvelable, mais aussi l'**instabilité politique** et le contexte sécuritaire tendu des pays intéressés.

Répartition de la production énergétique du continent (en %)



Un engagement dans la durée

Dix pays africains ont clairement indiqué leur intention de se doter d'une centrale nucléaire en participant aux missions encadrées par l'AIEA destinées à évaluer l'état de leurs infrastructures respectives. Mais la route est encore longue...



Sources : IAEA, IAE, World Nuclear Association, Lazard, DFC, IRIS, OCDE



**Léonce
Ndikumana**

Économiste burundais,
professeur à l'univer-
sité du Massachusetts

Et si on en finissait avec l'évasion fiscale ?

En juillet dernier, 83 autoproclamés « millionnaires de l'humanité » ont publié une lettre ouverte demandant à leurs gouvernements d'augmenter les impôts des plus riches « immédiatement, substantiellement et de façon permanente », afin de financer la lutte contre l'épidémie de Coronavirus. Si l'initiative est louable, elle ne concerne qu'une poignée de personnes, comparé aux quelque 513 244 d'individus qui, dans le monde, étaient, avant la pandémie, à la tête d'une fortune supérieure à 30 millions de dollars. Depuis, comme l'a révélé la banque suisse UBS, le patrimoine des plus riches a encore augmenté : de plus d'un quart entre avril et juillet, quand la première vague de la pandémie faisait rage.

Déjà scandaleuse, cette situation est devenue insupportable alors que l'économie mondiale est plongée dans la plus grave crise qu'elle ait connue depuis la Grande Dépression de 1929. Certes, en Afrique, le virus a moins tué qu'il-

AU MOINS CINQ ANS DE PROGRÈS SERONT EFFACÉS, AVEC LE BASCULEMENT DE 40 MILLIONS D'AFRICAINS DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ.

leurs, mais son impact économique a des conséquences dramatiques : ralentissement de l'activité, effondrement du tourisme, baisse des envois de fonds des migrants, réduction de la demande de matières premières...

En juin 2020, le FMI annonçait une contraction de 3,2% du PIB du continent. Pour l'Afrique subsaharienne, c'est même la première récession depuis vingt-cinq ans.

La Banque mondiale estime qu'au moins cinq années de progrès seront effacées, avec le basculement de 40 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté. La jeunesse paiera le plus lourd tribut : les premiers touchés sont les travailleurs âgés de 15 à 24 ans qui, pour 95% d'entre eux, sont dans le secteur informel. Ce qui, selon l'UA, pourrait faire disparaître

20 millions d'emplois. Et si la fermeture des écoles semble temporaire, c'est en réalité un coup d'arrêt définitif dans la scolarité de beaucoup d'enfants, en particulier des filles.

Comme partout dans le monde, remettre sur pied les économies africaines aura un coût. Cela signifie injecter plus d'argent dans les services publics, notamment dans la santé et l'éducation. Cela suppose également que les pays dépensent davantage pour stimuler l'emploi et aider les PME, tout en investissant dans la prévention de futures pandémies ainsi que dans la lutte contre le changement climatique. Une perspective qui sème la panique dans de nombreux gouvernements, qui ont vu leurs dettes exploser, la fuite des capitaux s'accroître, et qui sont plutôt tentés par des programmes d'austérité.

Pourtant, comme le rappellent les « millionnaires de l'humanité », ces ressources existent. Le problème est qu'elles continuent à être détournées des caisses des États pour grossir les comptes offshore des multinationales et des plus riches. Selon un rapport sur « l'état de la justice fiscale en 2020 » (publié par Tax Justice Network, l'Alliance mondiale pour la justice fiscale et l'Internationale des Services publics), les États du monde entier sont ainsi privés de plus de 360 milliards d'euros chaque année. L'impact de ce pillage est impressionnant. Le manque à gagner correspond par exemple à 20% du budget de la santé du Maroc. Cette proportion grimpe à 45% en Côte d'Ivoire, 70% au Sénégal et 472% au Nigeria.

À l'origine de ces pertes, l'on trouve, certes, les milliardaires qui dissimulent leurs actifs dans des paradis fiscaux. Mais les premières responsables sont les multinationales qui multiplient les artifices comptables – le plus souvent légaux ! – afin de déclarer une grande partie de leurs bénéfices dans des pays à très faible fiscalité, même si elles n'y ont aucune activité, et de payer des montants d'impôts dérisoires.

Les champions toutes catégories de cette optimisation fiscale sont les géants du secteur numérique, du fait de leur facilité à manipuler les transactions virtuelles entre leurs filiales. Comble du cynisme, ce sont aussi ceux qui ont le

plus profité de la pandémie, puisque leurs activités nécessitent moins d'échanges entre les personnes. Les capitalisations de Facebook, Google, Apple et Amazon se sont respectivement envolées de 66%, 41%, 84% et 72% après compensation des pertes subies en mars sous le choc du Covid-19. C'est pourquoi les pays africains devraient suivre les traces de l'Inde, du Royaume-Uni, de la France, et introduire des taxes progressives sur les services numériques.

C'est d'ailleurs l'une des cinq mesures que la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT), dont je suis membre, a identifiées pour que les États puissent faire face à la pandémie. Nous recommandons aussi la mise en place d'un impôt plus élevé sur les entreprises en situation de monopole ou d'oligopole, en particulier celles qui profitent de la crise, comme le secteur pharmaceutique. C'est aussi le moment d'instaurer un impôt minimum ambitieux – à l'échelle de la planète – sur toutes les

COMME L'INDE OU LA FRANCE, LE CONTINENT DEVRAIT INSTAURER UNE TAXE PROGRESSIVE SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES.

entreprises, en profitant du changement d'administration à Washington, puisque le président élu Joe Biden y est favorable.

En 2030, un tiers des jeunes travailleurs dans le monde seront Africains. L'extrême jeunesse de l'Afrique a sans doute été sa force face à l'épidémie de Covid-19. Mais elle fait aussi montre de plus d'impatience, alors que sa vitalité est déjà réprimée par le chômage, la violence, les inégalités, la corruption, et, aujourd'hui, par cette récession. Opter pour le statu quo, en Afrique encore plus qu'ailleurs, c'est choisir l'instabilité. [M](#)

AVIS D'EXPERT



Bureau Veritas

Bureau Veritas Maroc

Immeuble Sigma 4^e étage, la Colline, Lot Al Afak 20520

Tél : (+212) 522 543 540

www.bureauveritas.ma

Le BIM (Building Information Modeling) By Bureau Veritas

BIM BY BUREAU VERITAS, de quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'offrir le meilleur de la technologie au service du Smart Building, notre solution BIM se traduit par la création d'une plateforme collaborative qui s'adapte à toutes les phases d'un projet de construction (de la conception à la maintenance) et qui permet de piloter et impliquer un nombre d'intervenants illimité et ce, en interopérabilité avec tous les logiciels.

BIM By Bureau Veritas, Pourquoi nous ?

Notre mission est d'accompagner les acteurs de la construction et de l'immobilier tout au long du cycle de vie de leurs projets. Le BIM By Bureau Veritas propose une gamme complète d'offres visant à favoriser la transition numérique.

Bureau Veritas Maroc collabore avec Wizzcad, spécialiste de la digitalisation du secteur du BTP afin de soutenir les acteurs marocains de la construction et de l'immobilier dans leur transformation digitale.

L'offre BIM de Bureau Veritas est une offre d'accompagnement, de formation et de certification qui vise à aider nos clients dans la transition digitale et le BIM.

BIM By Bureau Veritas, Quelle Valeur Ajoutée ?

La démarche du BIM révolutionne le mode de travail entre acteurs de la construction et de l'immobilier. Elle permet de faire face aux enjeux

actuels en matière de développement en immobilier résidentiel et tertiaire.

Notre position de leader dans le monde de la construction nous amène à anticiper les évolutions du marché en mettant en œuvre la solution BIM la plus complète, offrant ainsi, à nos clients une maquette numérique unique et collaborative et un pilotage des opérations en toute fiabilité dans le strict respect de la sécurité des données. Le projet sera ensuite déployé sur l'ensemble du continent africain.



Bruno PITOU,
Northern Africa Chief
Executive
Directeur Général
de Bureau Veritas pour
l'Afrique du Nord

OCP, goodbye America?

Accusé de concurrence déloyale par le champion local Mosaic, le groupe marocain dirigé par Mostafa Terrab est engagé dans une bataille inédite pour le stratégique marché nord-américain.

ESTELLE MAUSSION

Les États-Unis, pays où il s'est formé et où il a vécu, donnent du fil à retordre à Mostafa Terrab, le patron du géant des engrais phosphatés OCP. Depuis juillet 2020, le groupe marocain, qui figure dans le top 5 des producteurs mondiaux avec l'américain Mosaic, le russe PhosAgro et deux acteurs chinois (GPCG et YTH), a stoppé ses exportations à destination du – pourtant essentiel – marché nord-américain. Une mesure prise en réaction à une procédure pour concurrence déloyale ouverte auprès du département du Commerce américain et de la Commission américaine du commerce international par son concurrent local Mosaic. Ce dernier, qui accuse OCP de bénéficier de subventions, demande l'application de droits de douane compensatoires sur les produits marocains. Ce bras de fer – une première dans l'histoire centenaire d'OCP et un fait rare dans le monde du phosphate – illustre l'acuité de la concurrence sur le marché des engrais. Une bataille économique, teintée de considérations politiques, dont l'épilogue doit intervenir en mars 2021.

À première vue, l'affaire est mal engagée pour OCP (4,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019), pris par surprise, comme la majorité de l'industrie, par la procédure. Son ouverture à la fin de juin 2020, rendue publique par Mosaic (8,9 milliards de dollars de CA en 2019) et largement reprise dans les médias, a placé le groupe chérifien (ainsi que les russes PhosAgro et EuroChem, également visés) sur la défensive. Après cette douche froide, et malgré les propos rassurants d'OCP sur

sa capacité à faire valoir ses arguments contre l'imposition de taxe, le résultat de l'enquête préliminaire lui a été défavorable : à la fin de novembre dernier, le département du Commerce, confirmant l'analyse préliminaire de la Commission du commerce international, a statué en faveur d'une taxation de 23,46 % des engrais marocains, soit bien moins qu'EuroChem (72,50 %) mais plus que PhosAgro (20,94 %). Et, s'il est difficile de prédire l'issue de l'enquête, attendue le 25 mars, le risque est réel de voir l'imposition de droits de douane confirmée (jusqu'à présent la taxation était inférieure à 1 %).

Volumineux dossier

Se montrant serein – « nous sommes convaincus qu'une enquête complète permettra d'établir le caractère infondé de la requête », déclare OCP à *Jeune Afrique* –, le groupe n'en prend pas moins le dossier au sérieux. D'une part, il a arrêté, dès le déclenchement de la procédure, ses envois de produits aux États-Unis. D'autre part, il a mobilisé ses équipes pour contrer le volumineux dossier de plainte de Mosaic, qui dénonce les droits miniers préférentiels, les prêts et garanties étatiques, les exonérations et les rabais fiscaux dont bénéficierait le groupe marocain. Sur le volet juridique, ce dernier est accompagné par son

conseil historique aux États-Unis, le cabinet Covington & Burling, dont le conseil senior Stuart E. Eizenstat, ancien haut cadre de l'administration américaine, a été le lobbyiste officiel d'OCP entre 2008 et 2015. Ainsi, c'est sa collaboratrice Shara L. Aranoff qui a épaulé Mohamed Belhoussain, vice-président exécutif de la division ventes, marketing et approvisionnement en matières premières d'OCP, lors de l'enquête préliminaire en juillet 2020.

Dernière preuve de l'importance du sujet, le groupe dirigé par Mostafa Terrab, diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT) et ancien analyste de la compagnie d'ingénierie Bechtel, a recruté en octobre trois cabinets de relations publiques, Cornerstone Government Affairs, FleishmanHillard et CCO, pour défendre sa position, à savoir : « OCP ne bénéficie d'aucune subvention étatique » et « les importations d'engrais phosphatés en provenance du Maroc ne causent aucun préjudice à l'industrie locale américaine ». Début décembre, le spécialiste des questions agricoles de FleishmanHillard, Tony Zagora, a lancé une campagne à destination de l'opinion publique américaine. Intitulée « Stand with US Farmers » et portée par Kerry McNamara, patron d'OCP North America et conseiller de Mostafa Terrab depuis 2010, elle met en garde contre la réduction de l'offre d'engrais et la hausse des prix que risque de provoquer l'action de Mosaic, appelant à la combattre avec l'envoi d'une pétition au Congrès.

Si OCP se donne autant de mal, c'est parce que la plainte de Mosaic porte un coup d'arrêt à sa conquête

**LA PART DES ÉTATS-UNIS
DANS LE CHIFFRE
D'AFFAIRES DU GÉANT
CHÉRIFIEN ÉTAIT DE 16 %
EN 2018.**



En 2019, l'Amérique du Nord représentait 21 % des exportations d'OCP. Ici, déchargement d'engrais au port de Dar es-Salaam, en Tanzanie.

d'un marché américain devenu capital. L'année 2016, marquée par le lancement d'OCP Africa, a aussi vu la création d'une filiale aux États-Unis. Centrée au départ sur l'analyse de marché et les partenariats, cette unité s'est étoffée au fil du temps, intégrant des activités de distribution et marketing. Une évolution interne pour accompagner un rapide essor commercial : la part de l'Amérique du Nord dans le chiffre d'affaires d'OCP est passée de 12 % en 2016 à 16 % en 2018. L'année suivante, la zone représentait 21 % des exportations du groupe, juste derrière l'Amérique du Sud (30 %). Les chiffres bruts des exportations marocaines aux États-Unis sont encore plus parlants :

1,3 million de tonnes en 2017, 1,8 million en 2018 et plus de 2 millions en 2019 – soit environ 1,9 milliard de dollars sur trois ans. « Le Maroc était le premier exportateur de MAP et DAP [principaux engrais phosphatés] aux États-Unis en 2019, comptant pour 60 % des importations, suivi par la Russie avec 25 % », a indiqué en juillet l'agence de notation Fitch.

Impact limité

Alors, Mosaic est-il le grand gagnant et OCP le perdant ? Avant même le résultat final de l'enquête, les choses ne sont pas aussi simples. Aux États-Unis, le retrait des acteurs marocains et russes a bien bénéficié aux producteurs nationaux, dont le

premier d'entre eux, Mosaic, qui a repris la main sur son marché domestique. Le groupe américain (qui n'a pas donné suite aux demandes de *Jeune Afrique*) s'est débarrassé de concurrents très compétitifs, remplacés par d'autres – Arabie saoudite, Australie et Mexique – aux coûts de production plus proches des siens. Sa manœuvre a aussi permis de faire remonter le prix du phosphate dans un contexte mondial de tarif bas depuis 2019 : au troisième trimestre de 2020, soit après le lancement de la procédure, le prix du produit américain était supérieur respectivement de 20 et 40 dollars à celui de l'Inde et du Brésil quand, un an auparavant, il se vendait 20 dollars de moins

qu'eux. Malgré ces bonnes nouvelles, la situation financière de Mosaic reste fragile, avec un flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles divisé presque par deux en quatre ans et un chiffre d'affaires 2019 identique à celui de 2015.

Surtout, le revers apparent infligé à OCP mérite d'être nuancé. « Le groupe marocain a rapidement réagi et compensé l'arrêt des exportations vers les États-Unis par une hausse de celles à destination d'autres pays, dont le Brésil et l'Inde », explique Mounir Halim, directeur général d'AFRIQOM, cabinet de conseil spécialisé dans le marché des engrais en Afrique. Or le Brésil est une base clé de Mosaic, où il a racheté Vale Fertilizantes en 2018 et investi dans la production et les infrastructures portuaires. Autrement dit, ayant sorti OCP de son pré carré américain, Mosaic devra tout de même l'affronter ailleurs. « La fermeture d'un marché n'est jamais une bonne chose, mais OCP, qui figure parmi les producteurs les plus compétitifs au monde, a beaucoup d'autres options », souligne Glen Kurokawa, analyste senior chez CRU. Empreinte internationale, position de premier producteur mondial de phosphate, faiblesse des coûts de production, autant d'atouts qui font dire à Fitch que l'imposition de droits de douane aux États-Unis, si elle était confirmée, aurait un impact limité sur les performances du groupe et pas d'effet sur sa notation. Une fois le résultat de l'enquête finale connue, le retour d'OCP sur le marché américain sera déterminé par un calcul : le groupe maintient-il des marges

**QUEL IMPACT
L'ÉLECTION
DE JOE BIDEN
ET LE RÉCENT
RAPPROCHEMENT
DIPLOMATIQUE
ÉTATS-UNIS -
MAROC PEUVENT-
ILS AVOIR SUR
LA PROCÉDURE
EN COURS?**



Mostafa Terrab (65 ans) est à la tête du groupe depuis 2006.

suffisantes malgré le coût d'une éventuelle taxation ?

À cette question économique s'ajoute une dernière inconnue, politique celle-là. Quel impact le changement à la tête de la présidence américaine et le récent rapprochement diplomatique États-Unis-Maroc peuvent-ils avoir sur la procédure en cours ? Si les spécialistes rappellent que ce type d'enquête est purement

administratif et qu'il y a généralement peu de différence entre conclusions préliminaires et finales, force est de constater que Mosaic, dont la communication est assurée par Ballard Partners, dirigé par Brian Ballard, important financier du président Trump, a largement joué la carte du protectionnisme. Le groupe américain n'a cessé de rappeler les 3 500 emplois qu'il représente aux États-Unis.

Ces arguments porteront-ils autant sous l'administration de Joe Biden ? Ce dernier a désigné, le 10 décembre, la future représentante américaine au Commerce : l'avocate Katherine Tai. Si d'aucuns se sont empressés de saluer ses « qualités diplomatiques » et son « pragmatisme », ses alliés soulignent aussi sa détermination à « obtenir des résultats pour les travailleurs américains » : de nouvelles variables dans la difficile équation américaine d'OCP. [M](#)

BRAS DE FER ENTRE GÉANTS

	Chiffre d'affaires 2019 (en milliards de dollars)	Nombre de salariés	Empreinte	Production d'engrais phosphatés en 2019 (en millions de tonnes) et rang mondial	Patron
OCP	5,5	19865	350 clients sur 5 continents	10 1 ^{er}	Mostafa Terrab
MOSAIC	8,9	12600	Présent dans plus de 40 pays	8,1 2 ^e	Joc O'Rourke

SOURCE : RAPPORTS ANNUELS 2019, SITES DES GROUPES, CRU

De Soumaïla Cissé à Henry Kissinger

La Revue repasse à une périodicité bimestrielle. Nouveauté: vous pourrez désormais vous la procurer également dans le réseau des librairies, en complément des kiosques et des abonnements.

Au sommaire de ce numéro 91

« MOI, SOUMAÏLA CISSÉ... »

Un document exclusif signé François Soudan, directeur de la rédaction de *Jeune Afrique* et membre du comité éditorial de *La Revue*: « Moi, Soumaïla Cissé, otage d'Al-Qaïda ». Prisonnier des jihadistes pendant six mois, principale figure politique du Mali – ancien ministre, ex-président de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), candidat à deux reprises à la présidentielle de son pays –, il livre le récit inédit de sa détention. « Cette épreuve ne m'a pas domestiqué, dit-il. Elle m'a renforcé. Sans doute fallait-il que je la vive pour savoir que j'étais vraiment un homme libre. » À 70 ans, « Soumi » est considéré comme un prétendant sérieux au prochain scrutin présidentiel malien, annoncé pour 2022. C'est la première fois qu'il s'exprime sur cette épreuve.

MIKHAÏL MICHOUTINE

La Revue vous propose le portrait d'un homme qui était quasiment inconnu dans son propre pays et dans le reste du monde lorsqu'il a pris la présidence du gouvernement de la Fédération de Russie, le 16 janvier 2020. En succédant à l'impopulaire Dmitri Medvedev, Mikhaïl Michouline est bel et bien devenu le nouvel homme fort du pouvoir. Depuis un an, il fait un parcours sans faute. Placé par Vladimir Poutine, que l'on dit malade, il a tout pour lui succéder. « Michouline, vice-tsar... » Un texte signé Helena Perroud.

COVID-19

Et les gagnants du vaccin tant attendu contre le Covid-19 sont Uğur Şahin et Özlem Türeci, un couple allemand d'origine turque. Le jour de leur mariage, habités par la même passion de la recherche, ils travaillaient dans leur laboratoire. Olivier Marbot dresse l'étonnant parcours de ces deux scientifiques qui, avec leur start-up BioNTech, ont permis à Pfizer d'annoncer la naissance du premier vaccin efficace. Une nouvelle que les deux chercheurs millionnaires, d'une rare modestie dans leur vie quotidienne, ont fêté en buvant un thé turc... Ils espèrent, après ce vaccin, révolutionner la recherche dans le domaine du cancer. *La Revue* publie



La Revue n° 91, janvier-février 2021, 180 pages, 12,50 euros, 4000,00 F CFA

également une tribune d'un autre couple, Bill et Melinda Gates, très impliqués au sein de leur fondation, et qui appellent à une coordination internationale.

ÉDITIONS

Le compte rendu de Renaud de Rochebrune des *Mémoires* très attendus d'Olivier Bétourné, éditeur redoutable et redouté, tour à tour, du Seuil, de Fayard et d'Albin Michel. Son livre décrit les guerres sans merci que se livrent les maisons d'édition. « Nous ne nous aimions pas. » Il dévoile les grands ratés auxquels il a assisté. Comment Le Seuil est ainsi passé à côté du *Nom de la rose*, d'Umberto Eco, auteur pourtant maison... Son témoignage permet aussi de découvrir le regard qu'il porte sur la concurrence digitale et la nouvelle donne qu'elle entraîne. L'avenir du livre, demande Olivier Bétourné, ne serait-il pas dans les maisons de taille moyenne?

LE LIVRE CONDENSÉ

Retrouvez une sélection passionnante des *Mémoires* de Henry Kissinger, aujourd'hui âgé de 97 ans. L'ex-chef de la diplomatie américaine a été le principal artisan de la rencontre historique organisée le 21 février 1972 à Pékin entre Richard Nixon et le président chinois Mao Zedong, qui a permis de rétablir un lien brisé depuis vingt-deux ans. En décidant de renouer les relations diplomatiques, Washington et Pékin ont fait prendre un virage aux relations internationales de la seconde partie du XX^e siècle, modifiant l'ordre géopolitique mondial de façon irréversible.

NICOLAS PIGASSE

À LIRE AUSSI

- Chine: sur la plus haute marche du podium
- Les nouveaux combats du caméléon Ghosn
- Tunisie, le syndrome grec
- Des téléphones 5G: pour quoi faire?
- Un bilan impitoyable du business de Donald Trump
- Citations apocryphes: les phrases qui révèlent bien des surprises
- Montréal, la ville à deux têtes par Louis-Bernard Robitaille

La Revue a désormais sa newsletter bimensuelle. Pour la recevoir gratuitement, envoyez un mail à contact@larevue.info en indiquant vos nom, prénom et pays.

**Bakary Sambe**

Directeur
du Timbuktu Institute
African Center for
Peace Studies,
à Dakar, Sénégal

Les territoires insoupçonnés du jihadisme africain

La progression de l'hydre jihadiste sur le continent ne fait aujourd'hui plus débat. Mais il est intéressant malgré tout de réfléchir à certains points dont l'importance a été sous-estimée et, peut-être aussi, à certaines erreurs qui ont été commises au fil des années.

Commençons par l'Afrique de l'Ouest. Les pays de la sous-région savent qu'ils ne sont pas à l'abri et que, progressant vers le sud, le péril a déjà franchi leurs frontières. Aucun n'a oublié l'attentat qui a ensanglanté Grand-Bassam (Côte d'Ivoire) en mars 2016, ou l'attaque qui a visé des touristes étrangers dans le parc de la Pendjari (Bénin), en mai 2019. Leurs services de renseignements ont redoublé de vigilance mais aucun ne s'illusionne au point de croire que cela suffira à pallier la porosité des frontières.

Ils savent que la menace d'une radicalisation locale reste pour l'heure limitée. Mais ils n'ignorent pas que les recrutements ponctuels se multiplient. On sait, par exemple, que de nombreux jeunes Ghanéens ont rejoint Daech dès 2015 et que, depuis, la situation ne s'est pas améliorée. Au Burkina Faso, plusieurs cellules terroristes ont été démantelées, et, au Togo, les arrestations d'individus armés sont désormais monnaie courante.

Ces pays ont-ils sous-estimé la dangerosité des liens entre le crime organisé et les organisations terroristes? Même si les deux phénomènes sont

NUL NE SAIT MIEUX QUE LES THÉORICIENS DE DAECH JOUER DES SYMBOLES OU DES NARRATIONS DE CONQUÊTE.

complexes, même s'ils évoluent chacun de leur côté dans l'espace et dans le temps, l'on observe déjà des points de convergence et parfois même de coopération. Les connexions entre réseaux terroristes et cartels sud-américains, depuis les couloirs sahéliens, font ainsi planer le risque d'une aggravation de l'insécurité. Sollicités par les pays côtiers, les États-Unis aussi bien que l'Union européenne ont commencé un travail de prévention. Mais n'est-il pas déjà trop tard? D'autant que

— et c'est un facteur aggravant — les conflits armés qui ont déchiré la Sierra Leone ou le Liberia ont permis à des acteurs transnationaux très mobiles de mettre en circulation d'importants arsenaux de guerre.

Intéressons-nous maintenant au Mozambique. De la même manière que, dans les années 1980, l'on a commis l'erreur de dissocier les espaces subsahariens et nord-sahariens, on a semblé négliger le fait que l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Sud sont, depuis le Moyen Âge, les terres de prédilection des conquêtes et des incursions musulmanes. On s'étonne aujourd'hui de voir la province de Cabo Delgado devenir le théâtre d'une insurrection qui n'en est qu'à ses débuts. Mais c'est oublier qu'à l'époque de Vasco de Gama c'est un certain Mussa Bin Bique qui a donné son nom au sultanat musulman de l'île de Mozambique, puis au pays tout entier, bien avant l'établissement tardif des Portugais... en 1544.

Nul ne sait mieux que les théoriciens de Daech jouer des symboles ou des narrations de conquête. L'organe de propagande de l'État islamique (EI), Al-Naba, fait état, dans ses récentes parutions consacrées à l'Afrique, de l'insurrection au Cabo Delgado, qu'il présente comme le nouveau refuge des groupes terroristes vaincus ou affaiblis au Levant.

Ni le Mozambique ni la communauté internationale n'avaient prévu une telle insurrection avec une charge religieuse catalysant revendications et frustrations de divers ordres. Surpris par l'ampleur du phénomène, les analystes tentent d'en identifier l'origine, mais les points de vue divergent. Certains désignent les Shebab, tandis que d'autres signalent un afflux de ressortissants des pays d'Afrique de l'Ouest. La situation est d'autant plus complexe que le Cabo Delgado attire même des éléments d'anciennes rébellions, dont certaines ont sévi au Burundi ou dans l'est de la RD Congo.

L'EI cherchant à s'ancrer plus solidement dans la région et à nouer des alliances au sein des populations, ses théoriciens vont continuer à surfer sur la rhétorique de communautés musulmanes « opprimées » dans des pays de forte « culture chrétienne » — ce qu'est précisément le Mozambique.

Dans la région, certains pays ont connu, bien avant le Mozambique, des attentats et des

incursions périodiques des Shebab – c'est le cas par exemple de la Tanzanie. Mais ils ont beau sembler préoccupés par la dégradation de la situation sécuritaire, ils ne veulent pas être le théâtre d'une intervention régionale ou internationale.

Déjà en proie à d'interminables conflits, la région des Grands Lacs n'est pas en reste. Les Forces démocratiques alliées (ADF, en anglais), un groupe armé originaire de l'Ouganda établi dans la province du Nord-Kivu depuis le milieu des années 1990, a prêté allégeance à l'EI. Des attaques ont été menées à la frontière congolo-ougandaise, et l'EI, qui compte bien s'étaler du Mali à la Somalie, a annoncé la naissance de l'une de ses branches africaines, baptisée « Province d'Afrique centrale ». L'arrestation, en 2018, des Kényans Walid Zein et Halima Adan, qui ont établi à partir de la région un réseau complexe de facilitation financière pour le compte de l'EI couvrant l'Europe, le Moyen-Orient, les Amériques et l'Afrique de l'Est, montre elle aussi que cette région est en train de devenir une plateforme incontournable du terrorisme international.

CETTE DYNAMIQUE INAUGURE UNE NOUVELLE ÈRE, CELLE DE LA TRANSFORMATION PROGRESSIVE DE CES ZONES DE CONFLIT EN ELDORADOS DU FINANCEMENT DU TERRORISME MONDIAL.

Cette dynamique sans commune mesure inaugure une nouvelle ère: la transformation progressive des zones de conflit d'Afrique centrale, riches en minerais et politiquement instables, en eldorados du financement du terrorisme mondial. Une africanisation du jihad, à l'heure d'une mondialisation des vulnérabilités dans un contexte post-Covid-19, avec son lot de populisme et de surenchères identitaires, qui n'augurent en rien d'un retour à la stabilité, encore moins d'une hypothétique victoire contre le terrorisme international. [\[1\]](#)



DÉVELOPPER LE CAPITAL HUMAIN

Elle aurait pu poursuivre une brillante carrière politique mais l'ancienne députée, **Wafa Makhoulouf** a préféré prendre les rênes du CEED Tunisie, une ONG créée en 2014 qui accompagne les entrepreneurs dans le développement de leurs entreprises sur les marchés émergents. Avec fougue et détermination elle donne le ton à une démarche, qui à partir des leviers de la formation, du réseautage et de l'accompagnement, permet aux entrepreneurs de s'affirmer et de contribuer à une économie prospère et durable. Avec le développement du capital humain et de la culture économique au cœur du projet, CEED, fait office d'incubateur et se déploie sur différents programmes adaptés. La pandémie la Covid aurait pu impacter les entrepreneurs soutenus par CEED mais ils ont au contraire non seulement montré une résilience mais aussi défriché de nouvelles pistes de développement en élargissant leur réseau d'affaires et en ciblant leur production. Chaque entrepreneur écrit sa propre success story, l'approche du CEED lui permet d'aller à l'essentiel et d'identifier ses objectifs. Les chiffres sur chaque programme le prouvent ; sur CEED GROW une création de 1238 emplois entre 2014 et 2019 tandis que la plateforme de réseautage CEED network a recueilli 655 propositions dont 242 depuis avril 2020.

Wafa Makhoulouf
Directrice Exécutive



www.ceed-tunisia.tn



UN GÉANT DE L'ACIER AU CAMEROUN

Créé en 2010, PROMETAL situé à Douala-Bassa, n'a de cesse de révolutionner le secteur de la sidérurgie-métallurgie au Cameroun et dans la sous-région devenant ainsi, le partenaire stratégique de l'État camerounais dans la mise en œuvre des grands projets structurants.

UNE CONTRIBUTION AUX GRANDS PROJETS STRUCTURANTS

En effet, grâce à des aciers de qualité, produits en quantité, PROMETAL a ravitaillé les chantiers emblématiques de l'émergence, notamment : le 2^e pont sur le Wouri, les barrages hydro-électriques de Lom-Pangar et Memve'ele, les stades de football d'Olembé (Yaoundé) et Japoma (Douala), certaines autoroutes, les logements sociaux etc. Il est donc clair que la qualité de l'offre de PROMETAL ne fait l'ombre d'aucun doute au regard de son apport significatif à la construction du pays.

UNE TECHNOLOGIE DE POINTE POUR DES ACIERS DE QUALITÉ

Grâce à son four à arc électrique d'une capacité de production d'environ 200 000 tonnes de fer à béton par an, PROMETAL ambitionne de faire de l'Afrique subsaharienne une référence en la matière, capable de fabriquer des produits compétitifs standardisés aux normes internationales, et répondant aux besoins du marché aussi bien national qu'international. En effet, depuis 2014, PROMETAL est conforme aux contraintes normatives locales de l'Agence des Normes (ANOR). L'entreprise est également arrimée aux exigences qualité de la norme ISO 9001 version

2015. Ce qui démontre à suffisance la qualité de ses produits et de son système de management toujours tourné vers l'amélioration continue. C'est dire que le métier de l'acier n'est plus une exclusivité asiatique ou européenne.

UN SAVOIR-FAIRE MAÎTRISÉ

PROMETAL dispose de trois sites opérationnels d'une superficie totale de 177 000 m² dans lesquels sont pratiqués 4 métiers d'acier : le laminage à chaud (fer à béton, etc.), le profilage (tôles, tubes, profilés, etc.), le tréfilage (pointes, fils tréfilés, etc.) et le matériel agricole (machettes, brouettes, limes, etc.) pour une gamme variée de plus de 60 produits. Ces matériaux sont destinés aux bâtiments, travaux publics, à la construction métallique et à l'agriculture. Un savoir-faire qui repose sur l'expertise de plus de 1 000 collaborateurs.

UNE VISION PANAFRICAINNE

Dix ans après son installation, PROMETAL vise le marché de la CEMAC avec des perspectives sur la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Une vision qui prendra certainement forme avec la mise en service du quatrième site en cours d'achèvement (superficie : 65 000 m²) dont l'activité sera la fabrication de produits longs (profilés, fils machine en acier, fer à béton etc.) couvrant un large éventail de dimensions. L'objectif de PROMETAL est d'implanter au Cameroun, l'industrie de métallurgie la plus performante d'Afrique subsaharienne dans les 15 ans à venir et à terme de l'Afrique. PROMETAL se positionne ainsi, comme une entreprise avant-gardiste, soucieuse non seulement de l'évolution du secteur, mais aussi de la croissance du tissu économique national et régional.



Fer à béton de Prometal en grade 50 dont les diamètres vont de 8 à 32.

10 ANS D'ENGAGEMENT SOCIÉTAL

Consciente que son évolution est liée à celle des communautés qui l'entourent, PROMETAL fait de leur accompagnement un engagement non négociable de sa stratégie globale. Ainsi, l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines à ses installations passe par la promotion de la santé et l'éducation de la jeunesse. En effet, les réa-



Four à arc électrique, seule technologie de ce type en Afrique Subsaharienne.

lisations de PROMETAL ne se comptent plus dans l'arrondissement de Douala 3^e. C'est le cas du lycée d'Oyack où la construction d'un complexe multi-port est en cours pour un investissement estimé à plus de 100 000 000 FCFA et dont la fin des travaux est prévue pour fin 2021.

En outre, face à ce qui est aujourd'hui une véritable crise sanitaire, PROMETAL a apporté son soutien à l'État camerounais, en offrant le 18 Mars dernier, la somme de 100 000 000 FCFA pour la lutte nationale contre la Covid-19. De même, un bâtiment de 4 étages, d'une superficie d'environ 4 000 m² a été mis à la disposition du gouvernement. Ce local est aujourd'hui réhabilité en un centre de prise en charge et de traitement des patients atteints de la Covid-19, offrant une capacité d'accueil d'environ 324 lits. Contribuer à bâtir le futur dès aujourd'hui est le leitmotiv de PROMETAL.



Z.I Magzi - Bassa
BP 3061 Douala - Cameroun
Tél. : +237 233 37 85 85 / 95
Fax : +237 233 37 85 80
Email : info@prometal-cm.com
www.prometal-cm.com



Le jeu vidéo prend des couleurs

Du dernier volet de *Spider-Man* à *Cyberpunk 2077*, les dernières grosses productions misent sur des personnages noirs au physique plus réaliste et au caractère plus complexe. Il était temps.

LÉO PAJON, AVEC MÉLAINE JADÉ

Dans un article publié en avril 2015, nous avions abordé la question du racisme dans le jeu vidéo. Comme l'avaient observé des chercheurs américains, le secteur avait un problème avec les personnages noirs. Généralement sous-représentés (7 % des personnages, selon une étude datant de 2011), ils étaient également encore plus caricaturaux que leurs alter ego blancs : plus agressifs, dangereux et athlétiques.

Les dernières « grosses » sorties prouvent que beaucoup de chemin a été parcouru en cinq ans. D'abord, la diversité ne fait plus peur, comme le prouve le dernier volet des aventures de l'homme-araignée, *Marvel's Spider-Man Miles Morales*. Parti en vacances

en Europe, Peter Parker confie la protection de New York (sous la neige) au jeune Miles. Cet *open world* un peu répétitif développé par Insomniac Games (comme le précédent volet, *Marvel's Spider-Man*, sorti en 2018) a le mérite d'introduire un peu de couleur dans l'univers du super-héros mordu par une araignée radioactive.

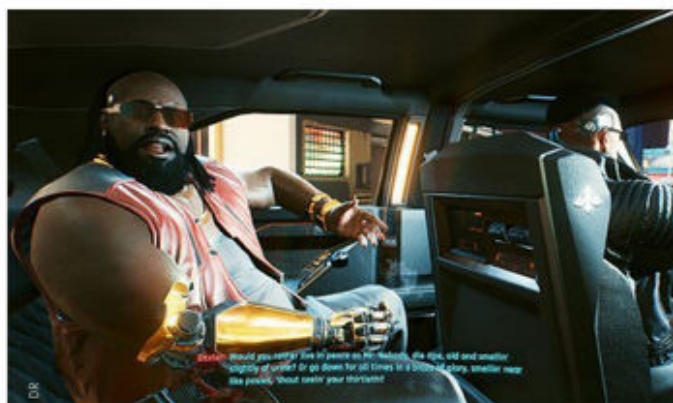
La bande-son résolument trap, les mouvements de breakdance et les graffs sur les murs de la Grosse Pomme s'inspirent clairement des

PEAU SOMBRE, CHEVEUX CRÉPUS OU « TEXTURÉS », TRANSSEXUELS... L'ON PEUT DÉSORMAIS MODÉLISER TOUTES SORTES D'AVATARS.

cultures urbaines. Surtout, le casting met l'accent sur la diversité. Tout l'entourage de Miles Morales est « racisé » : son père (décédé dans l'épisode précédent) et son oncle sont africains-américains, sa mère est portoricaine, son meilleur ami est d'origine asiatique... Bien sûr, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un métis de 17 ans qui évolue dans Harlem fraye avec des personnages secondaires noirs ou hispaniques. Mais il n'y a presque aucun studio de jeu vidéo (à l'exception d'électrons libres n'hésitant pas à aller à rebours de la mode, comme Rockstar Games et sa série des *GTA*) qui prenne ce risque pour développer un « triple A », un jeu à très gros budget. Une étude de l'International Game Developers Association dénonçait, encore en 2016, une industrie dominée par des personnages de jeunes hommes blancs hétérosexuels, s'adressant,



Marvel's
*Spider-Man
Miles Morales*,
le dernier volet
des aventures
de l'homme-
araignée.



Cyberpunk 2077: l'éditeur de personnages (à g.) et le truand Dexter DeShawn.

souvent inconsciemment, à un public leur ressemblant.

Ce nouvel opus lié à l'univers de Spider-Man montre que les lignes bougent. Et pas seulement s'agissant de la couleur de peau: on y croise furtivement un couple de lesbiennes, ainsi qu'une artiste sourde et muette. Bref, l'accent est mis sur la diversité new-yorkaise, et un hommage rendu sur un mur au mouvement Black Lives Matter ne laisse pas de doute sur le camp choisi par les développeurs.

Univers fantasy

Le dernier *Spider-Man* n'est évidemment pas le seul jeu à faire davantage de place aux Noirs. Les deux protagonistes de l'un des opus les plus attendus de 2021, *Deathloop* (de l'éditeur Bethesda Softworks), sont africains-américains. La progression de l'industrie vidéoludique sur le continent africain contribue à cette percée. Le studio camerounais Kiro'o Games avait déjà changé la donne avec *Aurion*, dans un univers fantasy. Avec *Le Responsable Mboa*, il s'attaque cette année à une république africaine, où les personnages noirs sont évidemment très majoritaires.

Enfin, les produits vidéoludiques permettent surtout de créer un avatar réaliste, à la peau sombre et aux cheveux crépus. Si elle n'a généralement pas de conséquence sur le scénario, cette personnalisation permet à tous les joueurs d'avoir un héros qui leur ressemble. *Monster Hunter World* ou *Guild Wars 2*, parmi d'autres, proposent ainsi un choix plus varié que les éternelles afros et tresses plaquées sur

un visage couleur charbon. Et lorsque le choix n'est pas assez large, les communautés de joueurs s'organisent elles-mêmes pour corriger le problème, à la manière des Black Simmers (<https://theblacksimmer.tumblr.com/>), des fans du jeu *Les Sims*, qui créent des coupes et des textures de cheveux adaptées aux personnages noirs.

L'effort le plus stupéfiant vient de *Cyberpunk 2077*, la dernière création du studio CD Projekt. Si le jeu, truffé de bugs, a déçu bien des gamers, la personnalisation de l'avatar, elle, semble avoir convaincu à peu près tout le monde en offrant une impressionnante liberté de création. Le jeu, qui va jusqu'à proposer la modélisation de personnages transsexuels, s'appuie sur une grande variété de coiffures pour cheveux « texturés ». Un gros travail

a été réalisé pour rendre les cheveux crépus plus vrais que nature. Des personnages de premier plan sont noirs: certains, sans que la couleur de leur peau soit signifiante, comme le truand Dexter DeShawn (sosie du rappeur Rick Ross au bras robotique), d'autres, pour qui la couleur fait sens, comme pour les leaders du gang haïtien des Voodoo Boys, Placide et Maman Brigitte. Bref, le jeu ne verse ni dans la surenchère artificielle de mélanine, ni dans la sous-représentation des personnages à peau foncée.

Ce n'est peut-être pas une révolution, mais en quelques années le jeu vidéo, comme le cinéma, a largement évolué. Il contribue lui aussi à dessiner sur les écrans un monde plus coloré, moins uniformément déterminé par des Blancs, bref, plus crédible. **BA**

GANGS ET POLÉMIQUES

Cyberpunk 2077, qui se voulait pourtant progressiste, a été visé par de nombreuses critiques avant même sa sortie, en raison du sort qu'il réserve aux personnages noirs. Le site britannique Rock, Paper, Shotgun (très à cheval sur la diversité dans l'univers vidéoludique) a porté les coups les plus violents, estimant que le jeu était truffé de « stéréotypes racistes ». En cause, la présence de deux gangs: les Animals et les Voodoo Boys. Le premier, qui mise tout sur la masse musculaire (et les stéroïdes), est composé d'individus de toutes origines. Le second, entre rituels vaudous, violence et consommation de drogue, donne une image certes caricaturale de la population haïtienne, mais qui colle à l'univers uniformément déjanté et brutal du jeu. L'Africain-Américain Mike Pondsmith, créateur de l'univers de *Cyberpunk*, a lui-même défendu l'éditeur CD Projekt, et salué le fait que le créole soit utilisé dans la production. **L.P.**



Pap Ndiaye

Historien, professeur
à Sciences Po Paris

Les couleurs de l'après-Trump

À la question: « Quelle est la relation Afrique-États-Unis dont vous rêveriez? », je répondrais spontanément en insistant sur le rôle crucial que les Africains-Américains ont à y jouer.

L'histoire longue des relations entre l'Afrique et les États-Unis est marquée de manière indélébile par un point de départ fondamental: la traite des esclaves entre 1619, date de l'arrivée des premiers Africains captifs en Virginie, et 1807, lorsque le commerce transatlantique des êtres humains fut interdit par la jeune République américaine (une contrebande persista jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1865). Aujourd'hui, les quelque 48 millions d'Africains-Américains ont très majoritairement des ancêtres esclaves, même si des communautés africaines significatives sont en plein essor dans les grandes villes du pays. Bien entendu, cela ne signifie pas que toutes ces personnes s'intéressent à l'Afrique. L'une des caractéristiques de l'esclavage fut de couper les liens de parenté, les filiations et d'effacer les mémoires, même si celles-ci ont persisté, en manière de résistance à l'oppression. Beaucoup d'Africains-Américains ne connaissent rien de l'Afrique et n'ont pas plus d'intérêt pour le continent de leurs ancêtres que pour n'importe quelle autre région du globe. Et pourtant, cet intérêt va croissant.

C'est surtout à partir des années 1950 que la presse noire américaine se mit à publier de nombreux articles sur l'Afrique subsaharienne, au moment où les perspectives de décolonisation devinrent tangibles. Kwame Nkrumah, qui avait fait une partie de ses

Aujourd'hui, les touristes africains-américains sont nombreux en Afrique de l'Ouest, et beaucoup d'autres cherchent la région d'origine de leurs ancêtres au moyen de tests ADN, très populaires aux États-Unis. Le Ghana, point de départ important de la traite, a lourdement investi pour attirer les touristes, dont il tire un revenu annuel de 1,87 milliard de dollars (en 2019). L'objectif est de parvenir à 8,3 milliards de dollars en 2027, pour un total de 4,3 millions de touristes internationaux, dont plusieurs centaines de milliers africains-américains. D'autres pays comme le Bénin empruntent la même voie.

Retour vers l'Afrique

Bref, l'Afrique occupe de nos jours une certaine place dans les esprits et les cœurs des Africains-Américains, surtout au sein de la bourgeoisie éduquée qui a fréquenté les universités. Sans aller jusqu'à l'afrocentrisme et aux courants intellectuels plaçant l'Afrique sur un piédestal, la valorisation des cultures africaines se fraye un chemin, y compris dans le cinéma, comme en témoigne le succès retentissant du film à gros budget *Black Panther*. C'est pourquoi il est légitime de parler de « diaspora africaine », au sens d'un groupe de personnes unies par la condition noire et par un lien, même symbolique, avec l'Afrique. Le « retour » vers l'Afrique n'est pas que physique: il peut s'exprimer par des lectures, par un intérêt, même vague, pour ce qui s'y passe.

Toute la question est alors de savoir si, dans les années à venir, cet intérêt est susceptible d'avoir une traduction politique générale ou bien s'il restera cantonné aux individus. C'est ici que la politique entre en jeu: du côté africain, quelle peut être aujourd'hui une pensée panafricaine susceptible d'inclure la diaspora au-delà des flux financiers et des enjeux économiques qu'elle représente? Comment tirer parti de ces millions de personnes d'ascendance africaine qui vivent principalement autour de l'océan Atlantique? Quel discours leur tenir, et est-ce possible de le faire au niveau de l'Union africaine? Quelle place pour les sociétés civiles, les associations qui luttent pour la démocratie? Du côté américain, quelle pourrait être la stratégie de mise en valeur des liens renouvelés et croissants entre les Africains-Américains et l'Afrique? Bien entendu, cette question se pose également aux pays européens concernés. Je n'ai pas de réponse à ces questions, mais ce dont je suis certain, c'est qu'elles sont cruciales pour la diaspora elle-même: car de la situation de l'Afrique en général dépend en partie le sort des populations noires du monde. [UA](#)

LE GHANA, L'UN DES PRINCIPAUX POINTS DE DÉPART DE LA TRAITE, A INVESTI POUR ATTIRER LES TOURISTES AFRICAINS-AMÉRICAINS.

études à Philadelphie, était une figure très populaire, saluée pour son progressisme et sa proximité avec le monde occidental (c'est ainsi qu'il était alors vu). Quelques années plus tard, un journaliste africain-américain pouvait s'exclamer: « Enfin, nous sommes fiers d'être africains! » Le Ghana, indépendant en 1957, a attiré de nombreux Africains-Américains: Martin Luther King, George Padmore, W. E. B. Du Bois, Malcolm X, Maya Angelou, Richard Wright, Pauli Murray, Muhammad Ali, Barack Obama et bien d'autres le visitèrent ou y séjournèrent jusqu'à s'y établir définitivement pour certains.

TOGO

RÉFORMES ET INNOVATIONS

Les clés du développement



< Faure Gnassingbé,
président de la République
du Togo.



^ Matériel performant pour l'agriculture.



^ Scolarisation de la petite enfance.



^ Le port, poumon économique du pays.

Le Togo a ouvert ces dernières années un grand chantier de réformes et d'innovations dans différents secteurs économiques et sociaux. Ces efforts ont été reconnus dans divers rapports d'institutions financières internationales et d'évaluation de bonne gouvernance.



^ Industries plastiques de Tsévié.



^ Le Chef de l'État togolais aux côtés des élèves du lycée scientifique de Lomé.

Des réformes propices aux investissements

Le Togo s'est révélé un des meilleurs réformateurs du continent dans les secteurs porteurs de croissance avec des impacts significatifs sur la vie des populations. En effet, selon le dernier classement de la Millenium Challenge Corporation (MCC), le Togo a réalisé des progrès exceptionnels en mettant au vert la majorité des indicateurs, avec au moins un indicateur dans chaque catégorie. Au total, le pays a validé 15 indicateurs sur 20 en 2021, contre 7 indicateurs sur 20 en 2015. Avec ce score, le pays se positionne au deuxième rang des pays les plus réformateurs dans la zone Afrique.

Ce nouveau classement confirme les performances exceptionnelles du Togo dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale où le pays a occupé le premier rang en Afrique et le troisième dans le monde pour les différentes réformes dans l'amélioration du climat des affaires.

Un autre pari gagné, le Togo plus que jamais attractif aux investissements privés nationaux et étrangers

Les réformes opérées ont facilité la promotion de l'investissement privé national et international, faisant ainsi du Togo la première destination africaine de nouveaux projets d'Investissement Direct Etranger (IDE).

De janvier à novembre, le pays a remporté 11 projets d'investissements nouveaux contre seulement 2 pour l'ensemble de l'année 2018, soit la plus forte croissance du nombre de projets greenfield dans tous les pays africains. Le pic précédent était de 7 projets, remportés en 2013.

La majorité de cet investissement vient du double partenariat signé début novembre 2019 avec le groupe nigérian Dangote, pour la construction d'une usine de

traitement de phosphate à hauteur de 2 milliards de dollars US et d'une usine de fabrication de ciment d'une valeur de 60 millions de dollars US.

Des impacts déjà perceptibles dans la mise en œuvre de la feuille de route

La feuille de route du gouvernement togolais ouvre de nouvelles perspectives pour les années à venir dans l'intérêt exclusif de la population qui constitue la priorité des actions gouvernementales. L'accent est mis sur le renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociales et la consolidation de la paix, la dynamisation de la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie, et la modernisation du pays ainsi que le renforcement de ses structures.

Les premières décisions du gouvernement donnent déjà des résultats encourageants au profit de toutes les couches sociales.

Une assurance universelle pour tous

Les autorités togolaises s'emploient à faciliter davantage l'accès aux soins de santé essentiels à toutes les catégories socio-professionnelles à travers un processus d'adoption d'une loi sur l'assurance maladie universelle.

Cette nouvelle disposition vise à étendre à tous les Togolais le régime obligatoire d'assurance maladie, qui était réservé aux agents publics et géré par l'Institut national d'assurance maladie (INAM) depuis 2012. L'objectif est de réduire de plus de 80 % la part du coût des soins de santé supportés par les ménages.

C'est un système cohérent et intégré d'assurance maladie universelle qui prendra en compte de nouveaux acteurs à savoir les travailleurs régis par le code du travail, les



Inclusion financière FNFI. >

acteurs de l'économie informelle et agricole, les indépendants, les bénéficiaires de pensions et de rentes ainsi que les personnes indigentes, vulnérables ou démunies.

Digitalisation, une option pour la modernisation

Le système de digitalisation mis en place par le gouvernement a été bénéfique aux couches vulnérables avec particulièrement le dispositif de transferts monétaires dans le cadre des filets sociaux. 600 000 personnes, dont 65 % de femmes ont bénéficié de ce programme et près de 550 000 uniquement dans le Grand Lomé pour répondre à la mesure de confinement. Le budget global affecté à ces filets sociaux est estimé à 11 milliards de F CFA.

Novissi, un dispositif solidaire 100 % digital

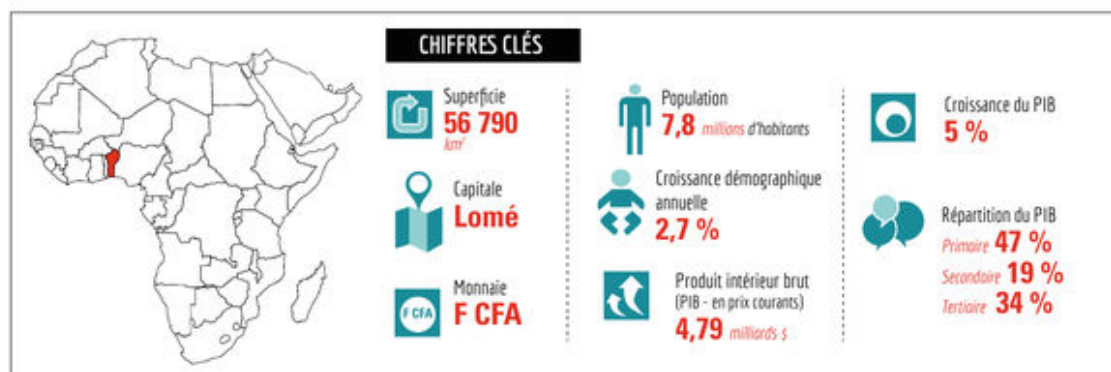
La gestion de la riposte à la pandémie de Coronavirus a été jugée efficace et reconnue par les partenaires bilatéraux et multilatéraux dans la prise en charge des malades et surtout le programme novateur d'aide sociale par transfert monétaire dénommé « Novissi ».

« Novissi », est un mot qui signifie « solidarité » en langue éwé parlée au sud du Togo. L'inscription sur ce dispositif 100 % digital, tout comme le versement des prestations sur un porte-monnaie électronique, se font sur smartphone.

Premières concernées parce qu'elles sont plus nombreuses à travailler dans le secteur informel, les femmes ont touché une allocation mensuelle d'un montant de 12 250 F CFA légèrement supérieure à celle des hommes qui est 10 500 F CFA. Au total 1 394 237 togolais ont bénéficié d'un montant global estimé à 11 668 153 500 F CFA distribué via le Fonds de solidarité nationale et de relance économique, abondé par l'État et ses partenaires au développement et des dons privés.

Cette opération a été rendue possible avec la mise à contribution des opérateurs de téléphonie mobile Togocom (T-Money) et Atlantique Télécom (Flooz).

Aujourd'hui, avec la réduction des coûts d'appel sur les deux réseaux grâce à l'intervention de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), l'expérience sera beaucoup plus performante





et plus abordable. Cette démarche de l'ARCEP qui mérite d'être saluée et encouragée, renforcera le mécanisme de digitalisation monétique ainsi que les formalités et procédures dans les domaines des services publics et sociaux de base.

Les réformes opérées dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires ont introduit la dématérialisation des formalités de création des entreprises, le guichet unique foncier et la gestion électronique des dossiers au Tribunal de commerce ; tout ceci en application d'un nouveau code des investissements.

En rapport avec le programme de modernisation de la justice togolaise, la délivrance du casier judiciaire sera totalement dématérialisée d'ici avril 2021.

Le Togo fait de l'agro-industrie un levier de développement

Dans le programme d'action du gouvernement, un accent particulier est mis sur l'agro-industrie avec la production et la transformation localement des produits bio dont les premiers résultats portent sur les fruits tropicaux, les tourteaux, le soja et le sucre.

Entre 2018 et 2019, le volume d'exportations des produits bio togolais vers l'Union européenne a connu une augmentation considérable, passant de 22 000 tonnes à 45 000 tonnes, soit un taux de progression de 102 %. Selon le Rapport 2019 de la Commission européenne sur les importations de produits agroalimentaires, publié le 4 juin 2020, le Togo occupe le 2^e rang au plan africain, et garde sa première place au niveau sous-régional.

Le port de Lomé. >



^ Jeune bénéficiaire de AGRISEF.

< Le président Faure Gnassingbé remet un chèque aux jeunes de Tchamba dans le cadre de l'Agro-business MIFA.

Des investissements dans la logistique portuaire qui portent déjà des fruits

Avec le Plan national de développement (PND 2018-2022), le gouvernement s'est engagé à transformer structurellement son économie pour faire du pays un hub logistique de premier ordre dans la sous-région avec à la clé le développement d'une chaîne logistique et de transport autour du Port autonome de Lomé en l'intégrant à un réseau de transport rénové. Dans la même veine, il est prévu la construction d'une voie express Lomé-Cinkassé dénommée « L'Autoroute de l'Unité » dont le contrat d'exécution a été déjà signé entre le Togo et des partenaires.

Tous ces efforts se sont révélés payants dans le domaine portuaire. Suivant le classement 2019 des Ports à conteneurs en Afrique effectué par « Lloyd's List » et « Container Management », le Togo occupe la 5^e place au plan continental et la première dans la sous-région ouest-africaine, avec 1,5 million d'Équivalents Vingt Pieds (EVP).



DFP/COM/OF - PHOTOS : © SUIVANT MENTION.



Njoya Tikum

Coordinateur régional, hub Afrique de l'Ouest et du Centre, au Programme des Nations unies pour le développement (Pnud)

Covid-19: une chance pour le Sahel?

L'Afrique a beau figurer parmi les régions les plus épargnées par le coronavirus, la crise n'en a pas moins de graves répercussions au Sahel, l'une des régions les plus fragiles du continent. Selon les Nations unies, environ 30 millions de ses habitants, soit 9 % de la population, ont basculé cette année dans la pauvreté, en raison des fermetures de frontières et de la diminution de l'activité. Et ce, alors que la moitié de la population vit déjà dans le dénuement. Quelque 24 millions de Sahéliens ont besoin d'aide humanitaire et de protection. C'est un million de plus qu'en 2019. Il ne faut pas se voiler la face: une régression est possible en matière de développement, en particulier dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

Avec la crise liée au Covid-19, tout est-il à réinventer dans des États fragiles (comme le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Niger), situés en toute fin de liste dans l'indice de développement humain (IDH) du Pnud? La pandémie a révélé à quel point l'ère digitale peut être source de solutions, en permettant la poursuite du travail à distance. Dans cinq des dix pays du Sahel, des « laboratoires d'accélération » ont été créés, afin de stimuler la créativité de la jeunesse

s'en servant comme point d'appui pour reconstruire... en mieux.

Avec 1200 personnes réparties par équipes entre dix pays et un budget – encore insuffisant – de 250 millions de dollars pour 2020, sur les 5,6 milliards que l'on estime nécessaires pour couvrir les années 2020-2025, le Pnud se donne pour priorité de stabiliser les zones de conflit. Autrement dit, de favoriser un retour à une vie normale dans le bassin du lac Tchad, le centre du Mali et la zone du Liptako-Gourma, à la frontière du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Un contrat social au niveau local

Grâce aux principaux donateurs du Pnud (Allemagne, Suède, Grande-Bretagne et Pays-Bas), cet objectif se traduit, dans le nord du Nigeria, par des opérations très concrètes: construction de maisons, de places de marché, de cliniques et d'écoles, afin de restaurer le contrat social à un niveau local. Outre la coopération civile et militaire que requiert la stabilisation, l'on envisage de créer des activités rémunérées pour les jeunes, afin d'empêcher leur recrutement par des groupes armés.

Ailleurs, la prévention passe par des programmes urgents de développement communautaire, mis en œuvre par les autorités locales et nationales. Au Sénégal, ce type de projet a permis d'atteindre plus rapidement 16 des 17 ODD, par la construction de routes et le raccordement au réseau d'électricité de 2 millions de villageois. La réouverture du corridor commercial entre le Cameroun et le Nigeria en 2019, après cinq ans de fermeture, a bénéficié à ces pays, ainsi qu'au Tchad, à la Centrafrique et à la RD Congo.

Une action urgente et globale est nécessaire au Sahel, avec une approche différenciée en fonction des pays et de leurs trajectoires de développement. L'ampleur des défis requiert des changements majeurs, ardemment espérés et déjà portés par les différentes communautés de la région. Aucune entité n'étant en mesure de tout résoudre, seul un travail acharné sur le terrain, les partenariats et l'innovation permettront d'avancer à nouveau vers les ODD. Face au risque de contagion des conflits armés dans des pays du Golfe de Guinée, l'investissement dans le capital humain, la bonne gouvernance locale, la paix et la prospérité sont plus que jamais des priorités. Car les répercussions de la situation au Sahel ne sont pas seulement africaines, mais mondiales. **BA**

LA PANDÉMIE EST DÉSASTREUSE? CERTES, MAIS ELLE PEUT ÊTRE L'OCCASION DE REBONDIR ET DE RECONSTRUIRE... EN MIEUX.

locale, de trouver des solutions concrètes de développement, notamment dans les zones rurales, et de les répliquer ailleurs. Parce qu'il n'est accessible qu'à quelques-uns, le numérique ne suffira cependant pas à lui seul à redresser des économies, à prévenir des conflits, à stabiliser, transformer et soutenir des États.

Que faire? Le Pnud intervient sur plusieurs fronts – la jeunesse, la gouvernance et l'énergie renouvelable – en appliquant la philosophie des « trois B »: « Build Back Better ». Ce mot d'ordre a été inventé par la délégation japonaise qui participait à la conférence des Nations unies sur la réduction des risques de désastres naturels, en 2015, puis popularisé par les démocrates, aux États-Unis. L'idée consiste à retourner une situation désastreuse en



Ministère des Affaires Étrangères
et de la Coopération Internationale

De l'environnement au Sahel, l'Italie mise sur l'Afrique pour l'avenir

Politique, économie, environnement, sécurité et développement durable. Telles sont les priorités du regain d'attention de l'Italie pour l'Afrique.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

Le développement durable est une des priorités de l'action du gouvernement italien, surtout en Afrique. Le changement climatique contribue aux risques géopolitiques, ainsi qu'à la pauvreté, à la corruption, au terrorisme et aux mouvements migratoires irréguliers. Pour l'Italie, les réponses de l'Afrique aux défis du développement durable (environnemental, social et économique) ne concernent pas seulement le continent, mais le monde entier. La moitié (11 sur 22) des pays prioritaires pour la Coopération italienne au Développement sont africains.

Dans le cadre du nouveau partenariat avec l'Afrique, l'approche de l'Italie englobe tant l'urgence que la stabilisation et le développement et insiste sur les interactions entre agriculture et santé, énergie et environnement. C'est pourquoi le ministère italien de l'Environnement a conclu - ou négocie - 22 accords avec des Etats africains, de même qu'il a financé le Centre africain pour le Développement Durable, précisément sis à Rome.

L'Afrique et les questions environnementales constitueront les piliers de la coprésidence italienne de

L'Italie et l'Afrique entretiennent des liens forts et séculaires, depuis les vestiges romains sur le Nil aux centrales d'énergie modernes, comme un fil déroulé à travers l'Histoire. Aux côtés des témoignages d'une présence constante, l'Italie relance depuis quelques années son action sur le continent.



la COP-26 en 2021 ainsi que de la présidence italienne du G20. Le système italien à l'international a lui-même renforcé son action dans ces domaines, des entreprises aux ONG, jusqu'aux universités.

D'où la multiplication d'initiatives d'entreprises comme Enel ou ENI. Enel (à travers Enel Green Power) est l'un des principaux opérateurs d'énergies renouvelables en Afrique avec 12 parcs disséminés du Maroc à l'Afrique du Sud, en passant par le Kenya, la Zambie et l'Éthiopie, tandis qu'ENI associe désormais l'exploitation des hydrocarbures sur le continent à des projets innovateurs d'utilisation du gaz dans la production d'électricité ou à de nouveaux programmes de décarbonisation.

C'est cette même logique qu'appliquent des entreprises comme Saipem, Terna (pour le transport d'électricité), la Fondation Res4Africa avec l'initiative "renewAfrica", ou Snam, un des 7 membres de "Green Hydrogen Catapult" qui mise sur l'Afrique du Nord pour développer le potentiel de l'hydrogène.

L'Italie soutient également l'Afrique dans des contextes multilatéraux: au sein de l'Agence Internationale de l'Énergie et de l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables, par le biais de laquelle elle contribue au projet d'électrification solaire du Sahel "Desert to Power".

SAHEL

Plus particulièrement, le Sahel est redevenu une priorité stratégique pour l'Europe et l'Italie en matière de sécurité et de régulation des mouvements migratoires en provenance d'une région où croissances démographique et économique ne vont pas de pair.



Aussi le Premier ministre Giuseppe Conte s'est-il rendu au Niger et au Tchad en 2019, alors que la ministre adjointe des Affaires Étrangères Emanuela Del Re s'est rendue au Niger (après une première visite en 2019) avec des aides humanitaires, avant de partir pour le Mali où elle a rencontré les autorités de la transition politique entreprise sous l'égide de la CEDEAO. L'Italie a par la suite créé le poste d'Envoyé Spécial pour le Sahel et ouvert de



nouvelles ambassades depuis 2017 au Niger, au Burkina Faso, en Guinée, bientôt au Mali et envisage même une représentation diplomatique au Tchad.

Une présence accrue et un regain d'intérêt impliquent aussi une participation aux initiatives internationales pour la stabilité : Rome collabore à l'action du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger), à la mission bilatérale de soutien au Niger (MISIN) et à des cours de formation tenus par de grandes institutions italiennes, comme l'Arme des Carabiniers et la Garde des Finances. On retrouve cette contribution dans toutes les missions des Nations Unies et de l'Union Européenne et se traduira bientôt par une participation italienne à la Task Force Takuba, force militaire européenne sous commandement français déployée dans la "zone des trois frontières" entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Mais c'est peut-être la coopération qui fournit les résultats les plus tangibles des solides relations liant l'Italie à l'Afrique. À Agadez, au Niger, des ONG italiennes travaillent à la récupération du patrimoine culturel d'une ville située depuis des siècles au carrefour des commerces et des cultures.

À Kayes, au Mali, le projet "Berretti Verdi" a favorisé la création d'emplois dans le secteur agroforestier grâce à la bonification de 3000 hectares de terres, tandis que le binôme femmes-agriculture est devenu synonyme à Keita, au Niger, de la lutte contre la désertification.



R É P U B L I Q U E I T A L I E N N E



Ministère des Affaires Étrangères
et de la Coopération Internationale

www.esteri.it

INTERNATIONAL

DIPLOMATIE

Renaissance italienne en Afrique

Militaire et économique, la stratégie transalpine d'implantation sur le continent, amorcée en 2013, a évolué avec la nomination de Luigi Di Maio à la tête des Affaires étrangères. Même si la question migratoire reste la priorité de Rome.



Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, après une rencontre avec son homologue italien Giuseppe Conte, en janvier 2019, à Rome.



OLIVIER CASLIN

Les relations entre l'Italie et l'Afrique ressemblent à des montagnes russes. Elles montent et redescendent au gré des couleurs et des agendas politiques des différents gouvernements qui, en Italie, se succèdent à un rythme soutenu. Rien que sur les cinq dernières années, les priorités ont évolué, passant de la coopération économique sous l'ère des démocrates Matteo Renzi et Paolo Gentiloni, au tout sécuritaire sous celle de leur successeur, l'indépendant Giuseppe Conte et de son très populiste ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini. Le départ de ce dernier, en septembre 2019, permet depuis au gouvernement Conte II de rechercher le point d'équilibre entre ces deux dossiers dont l'importance fluctue en fonction du rythme des vagues migratoires qui s'échouent sur le sol italien.

Les responsables politiques italiens savent depuis longtemps que les deux questions sont intimement liées. « Le développement de l'Afrique doit permettre de fixer les populations africaines en Afrique », résume le chercheur Giovanni Carbone. Et c'est la ligne de conduite suivie par les différents gouvernements italiens au début de la présente décennie. En 2013, Emma Bonino profite des quelques mois qu'elle passe à la tête du ministère des Affaires étrangères pour discrètement commander à ses services une « stratégie Italie-Afrique », première du genre dans la péninsule. « Une coquille vide, selon Giovanni Carbone, mais qui ne demandait qu'à se remplir », l'essentiel étant, selon les rédacteurs du document, qu'au lendemain de la crise financière de 2008, « l'Afrique représente une opportunité à saisir pour l'économie italienne », et qu'il convient donc pour cela de rendre le continent plus accessible aux entreprises transalpines. Toujours en 2013, Emma Bonino poursuit la même logique en réfléchissant à créer un rendez-vous régulier entre son pays et le continent. La première édition est alors prévue pour se tenir en 2016, date d'un renouveau dans les relations Italie-Afrique après plusieurs décennies d'un intérêt au mieux poli de la part de Rome. L'initiative ne verra jamais le jour.

Les crises à répétition qui secouent les institutions politiques italiennes et l'urgence provoquée par les flux réguliers de migrants qui débarquent dans le sud du pays, auront raison des bonnes volontés jusqu'alors affichées, « et la question migratoire prend alors le dessus sur tout le reste », reprend Giovanni Carbone.

L'arrivée au ministère des Affaires étrangères de Luigi Di Maio (voir interview page 150),

en septembre 2019, au moment où l'Union européenne (UE) commence à mettre en place certains mécanismes de solidarité communautaire en matière d'immigration, rebat une nouvelle fois les cartes. Et le nouveau chef de la diplomatie italienne, précédemment en charge du développement économique de son pays, semble prêter une attention plus soutenue à un secteur privé, pressé de trouver de nouveaux débouchés de l'autre côté de la Méditerranée. La question migratoire reste « le principal marqueur italien en Afrique », selon l'expression de Giovanni Carbone, mais cela n'empêche pas la diplomatie italienne de proposer, au début de 2020, un projet de livre blanc resté très confidentiel sur les relations à tisser avec le continent, notamment en matière économique. L'irruption de la pandémie, quelques mois plus tard, l'a depuis rendu obsolète.

37 ambassades

Si le virus semble devoir, pour un temps, mettre entre parenthèses, les ambitions économiques de l'Italie en Afrique, la péninsule a compris qu'elle ne pouvait pas se contenter pour autant de rester retranchée derrière ses frontières maritimes. Rome a donc décidé de renforcer sa présence diplomatique et militaire en Afrique, notamment dans les pays du Sahel, afin de mieux sécuriser la région, et donc de limiter les motifs de départ de ses populations. L'Italie disposait de 34 ambassades à travers le continent. Elle en a inauguré trois autres ces dernières années, en Guinée, au Niger et au Burkina Faso, en attendant celle du Mali, attendue pour ouvrir prochainement ses portes. Une représentation permanente auprès de l'Union africaine (UA) a également été installée à Addis-Abeba en 2017. Dans le même temps, l'Italie a augmenté sa contribution militaire sur le continent, dans le cadre de diverses opérations onusiennes ou européennes avec, là encore, une attention soutenue pour les régions du Sahel et du golfe de Guinée. Ses troupes participent ainsi de plus en plus activement à la Minusma au Mali comme au G5 Sahel, tout en menant d'importantes missions de formation au Niger et de surveillance des côtes en Somalie ou en Guinée. « L'Italie n'a pas les moyens d'aller seule en Afrique. Elle n'a donc pas d'autre choix que de s'associer, notamment aux autres pays européens, si elle veut que sa présence compte sur le continent », estime aujourd'hui Giovanni Carbone. Une nouvelle modérément appréciée du côté du secteur privé transalpin, qui n'oublie pas que les entreprises issues des différents pays partenaires de l'État italien restent avant tout ses principaux concurrents en Afrique. 

Luigi Di Maio

Ministre des Affaires étrangères

« Nous sommes convaincus de pouvoir jouer un rôle de premier plan en Afrique »

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER CASLIN

A 34 ans, Luigi Di Maio a déjà une longue carrière politique derrière lui. Élu pour la première fois député en 2013, il devient le plus jeune vice-président de la Chambre de l'histoire de son pays, sous l'étiquette du Mouvement 5 étoiles (M5S), dont il prend la tête en 2017. L'année suivante, il fait son entrée au gouvernement après la victoire électorale de son parti, au ministère du Développement économique, du Travail et des Politiques sociales. En 2019, il est nommé ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le gouvernement Conte II. Il détaille pour *Jeune Afrique* les priorités de la politique étrangère italienne.

Quelles sont aujourd'hui les priorités de votre ministère en Afrique ?

Luigi Di Maio : L'Italie jouit d'une histoire séculaire sur le continent, établie sur des relations politiques traditionnelles, et des échanges commerciaux et économiques importants. Fort de ses liens solides, notre pays a développé une approche stratégique qui englobe les secteurs que nous considérons prioritaires : de la collaboration culturelle et scientifique jusqu'aux actions de soutien à la démocratie ou à la stabilisation des zones en crise. Sans oublier la lutte contre les effets du réchauffement climatique. L'Afrique est une priorité de la politique étrangère italienne. Il s'agit d'un continent dont nous nous sentons proches, et pas seulement pour des raisons géographiques. Nous voulons y être de plus en plus présents

et nous sommes convaincus de pouvoir y jouer un rôle de premier plan aux côtés de nos partenaires.

Comment résumez-vous la politique migratoire de l'Italie ?

Elle est globale dans le sens où il s'agit d'une stratégie qui tient compte des aspects liés à l'assistance des réfugiés et des migrants, et qui vise à aider les pays concernés en Afrique à renforcer leurs moyens de lutte contre les trafics de personnes, tout en créant des opportunités socio-économiques pour leurs populations. Elle se fonde sur un dialogue constant avec les pays d'origine et ceux qui voient transiter les flux.

Est-ce pourquoi l'Italie s'implique davantage ces dernières années dans le Sahel ?

La stabilité de cette région est prioritaire. Elle représente pour nous un intérêt national direct depuis que la continuité géopolitique entre le Sahel et l'Afrique du Nord a été clairement établie après la crise politique et sécuritaire en Libye, et les énormes turbulences qu'elle a provoquées dans l'ensemble des pays sahéliens. L'Italie est donc très active au sein de la coalition du G5 Sahel et a été l'un des pays les plus investis dans la nouvelle stratégie de l'Union européenne (UE) dans la région.

Quelle est justement la position italienne sur la Libye ?

Nous sommes très engagés dans ce pays, où l'Italie soutient la même position depuis le début de la crise :

aucune option militaire mais une solution négociée par les Libyens eux-mêmes. L'intervention de la communauté internationale a permis de créer un espace dans lequel les Libyens ont pu conclure un accord de cessez-le-feu et définir une feuille de route jusqu'aux élections générales de décembre 2021. Autant de progrès qui étaient encore impensables il y a quelques mois et qui demandent à être consolidés. Aujourd'hui, grâce à la détermination des Libyens et aux efforts réalisés par les Nations unies dans le cadre de la conférence de Berlin de janvier 2020, le pays a une vraie opportunité devant lui pour entreprendre une normalisation, qui s'annonce encore longue et semée d'embûches.

Et concernant l'Éthiopie ?

Notre partenariat historique ne se base pas que sur des priorités politiques communes, telle que la stabilisation de la Corne de l'Afrique, mais sur une approche globale incluant la coopération au développement, les relations culturelles et économiques. Dans ce contexte, nous soutenons l'agenda ambitieux en matière de réformes porté par le Premier ministre, Abiy Ahmed, que nous estimons bénéfique pour la population éthiopienne.

Beaucoup de pays européens mettent en œuvre cette « approche intégrée » en Afrique, que l'Italie développe avec l'Éthiopie. Comptez-vous la généraliser à l'ensemble du continent dans le cadre d'une véritable « stratégie africaine » ?

→

« Double enjeu, une unique solution »

Selon les études menées par l'OCDE, les financements extérieurs jouent un rôle crucial en Afrique pour la reprise économique des nombreuses entreprises fortement éprouvées par les ralentissements commerciaux causés par la pandémie Covid19.

Le PIB subsaharien diminuera cependant moitié moins (-3 %) que celui de l'UE (-7,6%) (source FMI).

Les PME représentent plus de 50 % de la création nette d'emplois et 40 % du PIB en Afrique, mais seulement 20 % d'entre elles ont accès au crédit. (source AfDB). Une enquête menée par le IFC (International Finance Corporation de la Banque mondiale) a montré que 52 % des banques interrogées considéraient le risque de crédit comme le principal obstacle pour les opérations.

La solution italienne pour les entreprises et banques africaines :

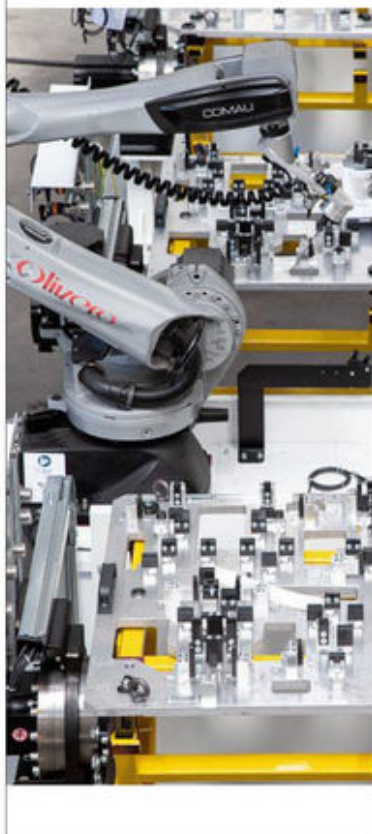
ETC - EXPORT TRADING COOPERATION est un groupe multinational italien à participation mixte, noté auprès de l'Autorité des marchés financiers européenne (ESMA) et membre de SWIFT qui opère dans les services financiers et interbancaires pour soutenir le commerce international (import/export) et les projets d'investissement en Afrique.

Avec son Business Model unique, ETC intègre les activités liées au secteur des investissements, du commerce extérieur et des services interbancaires. Le groupe est en mesure d'assister entreprises et banques, en assurant la viabilité des projets et en apportant les instruments adaptés.



Anco Marzio LENARDON,
Président ETC - Export Trading & Cooperation,
Président Uniafrica,
Représentant régional Afrique CONFAP

Aujourd'hui l'intervention au niveau européen et panafricain sera renforcée grâce au partenariat stratégique avec BGFIBank Europe SA, filiale européenne du groupe bancaire panafricain BGFIBank dont la maison mère est basée au Gabon. L'objectif de ce partenariat est de réduire le gap d'information et offrir des instruments dédiés afin de faciliter les transactions et les investissements entre l'Europe et l'Afrique.



AUTOMATISATION INDUSTRIELLE À 360 °

Des solutions clé en main relatives à des projets d'automatisation, de robotique et d'intralogistique avec AGV propre. Une aventure qui a commencé il y a plus de 30 ans et qui implique aujourd'hui plus de 200 personnes.

C'est la carte d'identité de la société piémontaise Olivero Srl qui garantit une spécialisation maximale dans plusieurs domaines du processus d'automatisation : « nous garantissons l'application logistique, les services techniques, la menuiserie, la maintenance d'usine et enfin et surtout le développement logiciel de processus. ».

Une autre caractéristique d'Olivero est de positionner comme la marque la plus importante en tant qu'interlocuteur unique et General Contractor.

À noter également, la très grande importance donnée à l'internationalisation : il y a environ 2 ans, Olivero SN est née avec son siège à Dakar, au

Sénégal et ses activités de production à Sebikotane. Olivero SN a commencé comme atelier équipé pour réaliser des structures, des menuiseries et des pièces mécaniques. Aujourd'hui, les services proposés par l'usine africaine comprennent le soutien à l'installation mécanique et électrique, la maintenance des lignes industrielles et des services de conception. Nous apportons notre soutien aux entreprises locales en leur apportant un système logistique incluant plusieurs camions et véhicules industriels. Nos équipes de techniciens italiens sont aussi sur place pour transférer les compétences aux techniciens locaux. L'histoire d'Olivero continue !



Luigi Di Maio, chef de la diplomatie italienne depuis septembre 2019.

**NOTRE
CONTRIBUTION
MILITAIRE
EST LIÉE À NOS
OBJECTIFS
EN MATIÈRE
DE SÉCURITÉ
NATIONALE.**

→ Notre approche est inclusive et se fonde sur la collaboration des différents acteurs : gouvernements, institutions, secteur privé, ONG, etc. Le ministère a récemment défini un document intitulé « Partenariat pour l'Afrique », qui précise nos priorités, ainsi que les grandes lignes directrices de notre action. C'est dans l'absolu le premier rapport de ce type en Italie. Il doit nous aider à devenir plus pragmatique et opérationnel à travers le continent.

Diriez-vous que l'Italie s'investit davantage sur le continent aujourd'hui ?

Nous avons considérablement renforcé notre présence en Afrique. Ces dernières années, nous avons inauguré de nouvelles ambassades en Guinée, au Niger, au Burkina Faso et bientôt au Mali, ce qui démontre notre implication dans le Sahel. Nous avons été le premier pays membre de l'UE à ouvrir une représentation permanente auprès de l'Union africaine (UA). Militairement, notre contribution est directement liée à nos objectifs en matière de sécurité nationale, comme la lutte contre le terrorisme, l'immigration clandestine et la criminalité organisée.

Dans quels cadres l'Italie intervient-elle militairement en Afrique ?

Nous sommes actuellement l'un des principaux contributeurs occidentaux en Casques bleus à travers le continent. Les soldats italiens sont présents au sein de la Minusma au Mali et de la Minurso au Sahara occidental. Nous sommes également présents en Somalie, au Niger, au Mali et en République centrafricaine dans le cadre de différentes opérations européennes. À titre bilatéral, nous soutenons nos partenaires africains en Libye, à Djibouti, et donc au Sahel. Enfin, l'Italie a adhéré à la *task force* Takuba et a envoyé la frégate Martinengo dans le golfe de Guinée pour lutter contre la piraterie et participer à la formation des forces navales des pays côtiers.

Que fait concrètement le gouvernement pour soutenir le secteur privé italien en Afrique ?

Nous renforçons nos réseaux de soutien sur le terrain, qui ne se limitent pas à nos ambassades et à nos agences consulaires, mais qui comprennent également les bureaux de l'Italian Trade Agency (ITA). Dès que les conditions sanitaires le permettront, nous redéfinirons un calendrier de missions commerciales

et d'initiatives diverses, destinées à approfondir les relations de nos entreprises avec le continent sur les secteurs les plus prometteurs et dans les projets financés par les banques multilatérales de développement.

Les priorités italiennes ont-elles changé avec la pandémie du Covid-19 ?

Elle a davantage mis en relief les secteurs de coopération sur lesquels nous entendons nous concentrer, notamment en faveur d'une reprise économique rapide, durable et inclusive. D'un point de vue sanitaire, l'Italie a été l'un des grands promoteurs de l'Accélérateur ACT, mis en place par l'UE et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en septembre, pour accélérer la définition et le déploiement de vaccins, tests et traitements contre le virus, tout en améliorant les systèmes de soin sur place. Démarrée dans ce contexte en décembre, la présidence italienne du G20, établie sur trois piliers – People, Planet and Prosperity –, s'attachera à relever ces défis, avec pour fil conducteur, la lutte contre la pauvreté, avec un intérêt particulier pour l'endettement des pays. L'Italie a décidé de consacrer à l'Afrique une partie importante de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 qui se tiendra à Matera, les 28 et 29 juin. [\[1\]](#)



Nous créons de la valeur pour le long terme, dans un scénario énergétique évolutif, par l'extraction de pétrole et gaz, par la production d'énergie pour la consommation locale, mais également par le soutien à la croissance et la diversification économique des communautés.

Eni en Afrique. Des compétences, des technologies et des personnes pour façonner l'avenir.

ENSEMBLE, NOTRE ÉNERGIE
EST PLUS GRANDE





L'Italia Africa Business Week (IABW) rassemble tout ce que l'Afrique compte de partenaires diplomatiques et économiques, privés comme publics, dans la péninsule italienne.

FILIPPO SPINELLI BARRILE

Un secteur privé qui a tout à gagner

Si les grands groupes de la péninsule sont déjà présents sur le continent, les PME hésitent encore à franchir le pas. Pour les encourager, des organismes ad hoc multiplient les initiatives.

OLIVIER CASLIN

L'Italia Africa Business Week (IABW) est un événement aussi rare que précieux puisqu'il permet une fois par an de rassembler tout ce que l'Afrique compte de partenaires diplomatiques et économiques, privés comme publics, dans la péninsule italienne. La quatrième édition, organisée en ligne le 9 novembre dernier, a confirmé la tendance. Malgré son format insolite, plus de 650 personnes issues d'une quarantaine de pays, dont trois ministres, se sont connectées pendant les deux heures qu'a duré la conférence. Qu'importe

les conditions, l'IABW a confirmé cette année encore son utilité et l'intérêt de la communauté d'affaires italiennes. « C'est un rendez-vous important qui permet d'éduquer ceux qui veulent investir en Afrique, constate Anco

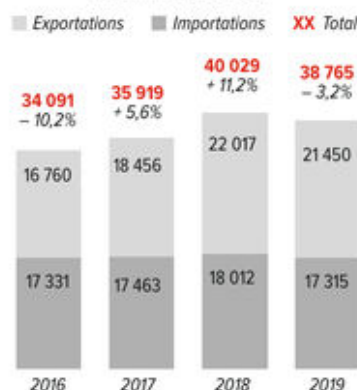
« L'IABW EST UN RENDEZ-VOUS IMPORTANT QUI PERMET DE MONTRER QUE L'AFRIQUE N'EST PAS UN PROBLÈME, MAIS UNE OPPORTUNITÉ. »

Marzio Lenardon, le président du groupe Export Trading Cooperation (ETC, lire page ci-contre). De leur montrer que l'Afrique n'est pas un problème, mais une opportunité ».

À l'heure où la question migratoire a remplacé la coopération économique au premier rang des priorités de Rome, ce n'est certainement pas du luxe. Bien sûr, les grands acteurs de type Eni ou Enel connaissent très bien un terrain qu'ils pratiquent depuis de longues décennies, « mais le secteur privé italien est constitué à plus de 80 % de PME, avant tout familiales », rappelle Anco Marzio Lenardon. La création du

DES ÉCHANGES COMMERCIAUX TIRÉS PAR LES IMPORTATIONS...

(en millions d'euros)

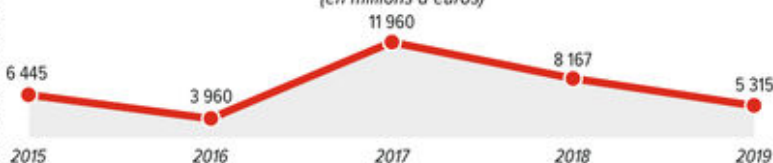


... ET ESSENTIELLEMENT ORIENTÉS VERS L'AFRIQUE DU NORD



QUAND LES FLUX D'INVESTISSEMENTS MARQUENT LE PAS

(en millions d'euros)



SOURCES : ISTITUTO NAZIONALE DI STATISTICA (ISTAT) / ITALIAN TRADE & INVESTMENT AGENCY (ITIA)

projet ETC, en 2010, avait justement pour but d'améliorer les connaissances sur l'Afrique des entreprises de la Botte, à un moment où pouvoirs publics comme organisations patronales regardaient le continent avec la plus grande attention.

Plus proche du secteur privé dont il est une émanation, le groupe vient compléter les actions de soutien, d'information et de formation apportées aux entrepreneurs par l'organisme public Italian Trade Agency (ITA), qui compte 11 bureaux couvrant 35 pays du continent, mais peu en Afrique francophone. Un trou noir comblé par ETC, qui se concentre justement sur les 17 pays de la zone Ohada.

« Le modèle harmonisé du droit des affaires mis en place facilite les investissements et rassure les patrons de PME dont la vision du continent peut parfois être déformée en matière de risque », reprend Anco Marzio Lenardon. Les partenaires que tente de tisser ETC avec des groupes étrangers plus expérimentés sur le continent ont le même but. « L'idée est d'utiliser l'expérience que

peuvent avoir nos partenaires européens (français, allemands...) sur certains marchés, pour promouvoir notre expertise industrielle », précise le président d'ETC. Avec une certaine réussite, notamment dans le secteur de l'agro-industrie où le savoir-faire italien est très recherché et apprécié. Mais, en dehors de la Corne et du Maghreb, régions traditionnelles d'implantation du secteur privé italien sur le continent, les projets

à forte valeur ajoutée ne sont pas légion ailleurs pour les investisseurs de la péninsule, notamment dans le domaine des énergies durables et autres technologies environnementales, sur lesquelles les compétences des entreprises italiennes sont certaines, mais encore trop peu connues sur le continent. D'où l'importance pour ces dernières « de se greffer sur des projets portés par d'autres », insiste Anco Marzio Lenardon, qui compte également sur la souplesse des PME italiennes pour les voir s'associer aux principales entreprises africaines afin de mieux répondre à leurs besoins.

L'Italie est bien consciente qu'elle part de loin, alors que la concurrence internationale – chinoise, turque, espagnole... –, s'exacerbe à mesure que le continent révèle son potentiel. L'exemple à suivre, selon les Italiens eux-mêmes, n'est pourtant pas très éloigné puisqu'il s'agit de s'inspirer de ce qui se passe de l'autre côté des Alpes, même si les liens historiques de chacun avec le continent sont différents. « Nos échanges commerciaux avec l'Afrique sont proches de ceux de la France, mais les volumes d'investissements français restent bien supérieurs aux nôtres grâce à leurs PME », observe Anco Marzio Lenardon, qui mesure l'ampleur de la tâche du groupe dont il a la charge, pour « apporter aux opérateurs économiques, tous les outils dont ils ont besoin pour travailler en Afrique en toute confiance ». **IA**

AFRICA ETCætera

Déjà dix ans que le groupe Export Trading Cooperation (ETC) accompagne le secteur privé italien dans ses velléités africaines. Cette entité à participation mixte (privé et public) a été mise en place sur une initiative de la Confédération générale de l'industrie italienne (Confindustria), sous le patronage de la chambre de commerce de Trévise, pour mieux cerner les besoins des marchés africains. Actif dans les domaines technique et financier, ETC a pour mission de soutenir le commerce extérieur en favorisant l'internationalisation des entreprises italiennes, ainsi que les investissements entre la péninsule et le reste du monde.

O.C.

Agriculture, développement urbain et industrie créative pour renforcer le partenariat Italie-Afrique.

Des rapports fraternels avec l'Afrique

C'est dans un rapport fraternel que l'Europe - et l'Italie - entend marcher vers le futur.

Pour l'Agence italienne de Coopération (AICS), l'Afrique reste une priorité, comme en témoignent le nombre de projets, les ressources déployées, les pays couverts et les bureaux de liaison locaux au nombre de 9.

Dans un continent qui compte 24 % des terres arables mais où la valeur de la production ne dépasse pas 6 %, une agriculture plus efficace et rentable doit figurer au sommet des priorités.

Nos projets ont fait tripler la valeur du secteur des pâtes en Éthiopie, aidé à commercialiser les fruits tropicaux au Togo, accru la valeur des filières du café, réduit les pertes dans les chaînes de production et de distribution.



Emilio CIARLO
Directeur des relations
institutionnelles et de la
communication

La coopération italienne ne cesse de multiplier ses initiatives sur le continent africain pour en valoriser l'immense potentiel et l'accompagner dans son développement

L'Italie est le troisième pays au monde pour ses investissements directs sur le continent, alors que les diasporas africaines en Italie et les entrepreneurs italiens actifs en Afrique tissent un réseau de relations toujours plus dense.

transféré notre savoir-faire et nos expériences dans le domaine de la pêche et dans l'organisation des producteurs à travers le modèle coopératif.

Agriculture, innovation, industries créatives, villes durables

En dépit de son action multisectorielle en Afrique (santé, éducation, infrastructures, institutions), l'Italie doit concentrer ses efforts sur ce qu'elle fait le mieux, là où elle peut changer la donne.

Développement urbain, smart et middle cities.

L'Italie a construit son développement autour des villes et notre Agence souhaite récupérer le leadership qui lui incombe en la matière. En effet, notre pays peut mettre à disposition ses compétences concernant les services publics (eau, ordures, logistique), la planification territoriale et la

collecte et gestion des données à l'échelle locale, en vertu d'un modèle de développement fondé sur des villes de moyenne taille dans un rapport équilibré entre territoire disponible et campagne.

Industries créatives : de la mode au cinéma.

Au Nigeria, c'est l'industrie cinématographique qui crée le plus d'emplois, derrière l'agriculture. En Afrique, l'artisanat de qualité, le tourisme durable, les industries créatives ou ladite « économie orange » ont un immense potentiel. Pourtant, le continent ne possède pas encore de véritable Académie de la mode.

La « culture pour le développement » est prioritaire pour l'AICS, domaine dans lequel l'Italie bénéficie de nombreuses reconnaissances, ce dont l'Afrique pourrait tirer de grands profits.

Les frères de la côte

Toujours propriété de leurs familles fondatrices, ces armateurs génois et napolitain sillonnent les océans depuis des siècles. Portrait de deux loups de mer qui ont reçu le continent en héritage.

Messina joue la polyvalence

Entre Messina et l'Afrique, c'est une longue histoire. Spécialisé dans le transport de vins siciliens depuis la fin du XIX^e siècle, l'armateur génois a commencé à s'intéresser au continent au milieu des années 1930, en ouvrant une première liaison maritime avec l'Érythrée. Il a ensuite multiplié les lignes en direction des principaux ports d'Afrique orientale, tout en élargissant sa gamme de services, notamment dans la logistique terrestre. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la compagnie étend ses activités aux pays du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest, puis, à partir des années 1970, à l'Afrique du Sud. Aujourd'hui encore, la vingtaine de navires mixtes (conteneurs-rouliers) de Messina suit essentiellement les mêmes routes, avec Djibouti comme hub principal entre l'Afrique et le Moyen-Orient. Avec le temps, l'opérateur a multiplié ses activités terrestres, en matière de

manutention portuaire au Kenya et au Mozambique, et d'entreposage et de logistique en Tunisie ou au Mali. Héritier de son histoire familiale, « Messina tire toujours plus de 70 % de ses revenus de ses connexions avec les ports africains qui accueillent près des deux tiers de ses services maritimes », précise Roberto Bova, responsable Afrique et Moyen-Orient pour l'armateur au pavillon rouge. Les effets du Covid-19 n'ont pas manqué de se faire sentir, mais les perspectives du continent restent prometteuses, dans la foulée des grands projets d'hydrocarbures ou d'infrastructures sur lesquels ce transporteur très polyvalent cherche à se positionner. Sa très bonne connaissance du continent lui permet d'anticiper ses besoins, comme lorsque la compagnie a démarré ses services entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Sud, pour desservir l'Angola.

OLIVIER CASLIN



MESSINA

Tout roule pour Grimaldi

Depuis ses origines en 1947, la compagnie maritime familiale Grimaldi s'est spécialisée dans les différents trafics rouliers, combinés au transport de conteneurs, de passagers, et plus dernièrement de colis lourds et de fret industriel. En appliquant la même recette, l'armateur napolitain a vite trouvé sa place en Afrique, que sa flotte relie à l'Europe depuis les années 1980. Une trentaine de navires mixtes naviguent aujourd'hui encore entre les deux rives de la Méditerranée, mais également en direction des Amériques et des ports du « range nord-européen ». En Afrique, la compagnie compte une dizaine d'agences réparties entre l'Égypte et l'Angola, et opère en tant que manutentionnaire sur les quais d'Alexandrie, de Dakar, de Cotonou, d'Abidjan, de Douala et de Lagos – où la filiale portuaire de Grimaldi, Ports and Terminal Multiservices (PTML), gère le plus important terminal roulier du continent, avec une surface de stockage de 350 000 m². Malgré un contexte rendu délicat par la pandémie, la société poursuit la modernisation de sa flotte et recevra, à partir de 2023, six navires de nouvelle génération. Elle a déjà pris livraison en novembre dernier de l'*Eco Valencia*, le plus grand navire roulier en service équipé des dernières technologies en matière de réduction de la consommation de fuel et d'émissions de CO₂. La volonté de « verdir » ses navires, reconnaissables à leur coque orange, figure au rang des priorités de l'armateur. Avec l'expansion de ses implantations et de ses services, maritimes comme terrestres, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, zones d'activités traditionnelles de Grimaldi sur le continent, où la compagnie s'est imposée au fil du temps comme le principal transporteur de véhicules d'occasion sur la route Nord-Sud.

O.C.

Meilleure Banque d'Afrique de l'Ouest



La Banque Autrement
<https://coris.bank>



GRAND FORMAT

Pour tout comprendre de l'évolution d'un pays



GABON

Retour aux fondamentaux

Face à la double crise, sanitaire et économique, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'appuie sur son nouveau carré de fidèles pour relever les nombreux défis qui attendent le pays. Y parviendra-t-il?



Entretien M. Bene Sammarie

Directeur Général de la Banque
Internationale pour le Commerce
et l'Industrie du Gabon (BICIG)

Quelle est la signification de l'entrée d'un nouvel actionnaire de référence au capital de la BICIG ? A quels changements faut-il s'attendre ?

La BICIG est une banque historique du paysage bancaire gabonais. La BNP Paribas, qui était le plus gros actionnaire, avait décidé depuis quelques années de céder ses participations au FGIS avec la condition du régulateur que ce dernier trouve un actionnaire de référence. Cette condition est remplie avec l'entrée d'un groupe comme Atlantic Financial Group qui a une expérience avérée dans le domaine bancaire et des services financiers.

L'ambition du groupe AFG, présent dans la zone CEMAC depuis 2008, en acquérant la majorité du capital de la BICIG, est d'abord de consolider son implantation dans cette zone économique importante, tout en développant une approche plus innovante de l'expérience client par la digitalisation de l'offre de services et produits bancaires. Il est aussi important de noter qu'avant même l'arrivée officielle de AFG sur le marché gabonais, le groupe, à travers sa filiale camerounaise était très engagé dans le financement de projets structurants au Gabon.

On peut donc dire que les changements qui seront très rapidement ressentis sont un triptyque qui s'articule autour de l'expérience client, d'une plus forte implication dans le financement de l'économie nationale et enfin de l'amélioration de l'inclusion financière par le digital.

Vous avez pris les rênes de la Banque au printemps dernier. Quelle est votre vision du développement de la BICIG pendant les années à venir ?

La vision que nous avons du développement de la BICIG pour les années à venir, est que cette banque historique, qui jouit d'un capital confiance très important auprès de la population gabonaise, soit la banque de référence du Gabon par la qualité de ses prestations, et le déploiement de la vision du groupe telle que développée ci-dessus. En gros, la banque de tous les gabonais qui mérite son slogan « Avançons ensemble ».

Quelle est votre stratégie en matière de digitalisation et d'offre de nouveaux services innovants ?

Notre stratégie de banque digitale permettra d'accélérer l'inclusion financière au travers de l'épargne sociale, le soutien aux étudiants, aux institutions de microfinance, aux artisans etc.

De façon prosaïque, nous ambitionnons de mettre la banque entre les mains de nos clients.

Cette promesse s'articulera autour de trois marqueurs que sont la SIMPLICITÉ (services essentiels accessibles de façon fluide), l'ACCESSIBILITÉ (dans les zones urbaines comme rurales à un prix transparent et clairement affiché) et la LIBERTÉ (liberté de faire ses opérations où et quand on veut à travers différents canaux digitaux : Application Mobile et Web, Centre de Relation Client en ligne 24h/24, vaste réseau d'agences grâce aux solutions d'Agency Banking).

Chiffres clés

Au 31 décembre 2019

Chiffres (en millions)

TOTAL BILAN	395 105
TOTAL CREDITS	193 652
TOTAL DEPÔTS	310 954
PNB	40 319
EFFECTIF	452
Parts de marché Ressources	14,1%
Parts de marché Emplois	13,5%

Enfin la BICIG entend fortement assister les acteurs publics et parapublics en facilitant la collecte des taxes et des impôts par des canaux digitaux.



ACQUISITION DES FILIALES BNP PARIBAS AUX COMORES, AU GABON ET AU MALI

Atlantic Financial Group (AFG), holding financière de Atlantic Group, annonce avoir finalisé l'acquisition des filiales de la BNP Paribas aux Comores, au Gabon et au Mali suite à l'obtention de l'ensemble des autorisations préalables des différents régulateurs. Par ces acquisitions, le Groupe AFG affiche ses ambitions renouvelées d'acteur bancaire panafricain et détient désormais en plus de la Banque Atlantique Cameroun, la Banque pour l'Industrie et le Commerce - Comores (BIC - Comores), la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG), la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali (BICIM). AFG consolide ainsi sa présence en Zone CEMAC (Cameroun et Gabon), marque son retour en Zone UEMOA (Mali) et s'ouvre de nouveaux horizons dans l'Océan Indien (Comores).

Le groupe détient ainsi quatre banques et cinq assurances.

www.bicig-gabon.com

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) – Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 – Siège social 714, Avenue du Colonel Parant – BP 2241 Libreville (Gabon) – RCCM no. 2002 B 01732 NF 78002/A – Code Banque 40001 – Tel : +241 11 78 26 13 – Fax : +241 11 74 34
Email : bicignet@bicig.ga

VOIR PLUS LOIN
AU BÉNIN, AU CAMEROUN, AUX COMORES,
AU GABON, ET AU MALI



Marwane Ben Yahmed

@marwaneBY

ABO fait place nette

Libreville, mi-décembre. Hôtels fermés, restaurants au ralenti, couvre-feu toujours en vigueur et masques de rigueur. La pandémie de Covid-19 est prise très au sérieux. Dès l'arrivée à l'aéroport, prise de température et vérification des tests PCR effectués avant l'arrivée sur le sol gabonais. Puis un autre, obligatoire, réalisé dès les formalités de police accomplies. En ville, le port du masque s'est généralisé. Comme les embouteillages qui paralysent le bord de mer aux heures de pointe. Sur le plan politique, en revanche, c'est le calme plat. Les tensions nées de la réélection contestée d'Ali Bongo Ondimba (ABO) en août 2016 puis de son AVC, survenu fin octobre 2018, sont un lointain souvenir. Jean Ping, le leader de l'opposition, a disparu des écrans radar; Zacharie Myboto prend sa retraite et Guy Nzouba-Ndama se fait discret. Reste Alexandre Barro-Chambrier, le plus jeune d'entre eux, dont on imagine qu'il prépare la présidentielle de 2023. Du côté d'ABO, le changement a été radical. La plupart des membres de son entourage, ceux qui l'accompagnaient depuis son élection en 2009, ont été évincés. Exit les figures emblématiques de la garde rapprochée, jadis jugées indébouillonnables, qu'étaient Maixent Accrombessi, Liban Soleman, « Monsieur Park », Frédéric Bongo, Étienne Massard, Jean-Luc Ndong Amvame, Steed Rey... Éloignés les « parents », Alex Bongo, Patrick Hervé Opiangah ou Serge Thierry Mickoto. Seuls trois proches, à ses côtés depuis plus de vingt ans, sont toujours là: Jean-Yves Teale, désormais secrétaire général de la présidence, Michael Moussa, à la tête du ministère de la Défense et Lee White (Forêts, Mer

et Environnement). Un coup de balai inouï, qui s'explique par plusieurs paramètres. D'abord, la déception. ABO leur avait confié de larges prérogatives et accordé sa confiance. La stratégie et le cap étant fixés par ses soins, la mise en œuvre leur en incombait. Absence de résultats, attermoissements, dilapidation des moyens alloués, luttes de clans et querelles intestines... Le couperet a failli s'abattre en 2016 sur le chef de l'État qui, seul, assume la responsabilité des échecs ou de son bilan devant ses concitoyens. Il fallait donc changer d'équipe, insuffler du sang neuf. Ensuite, les trahisons. Tous n'ont pas eu le comportement que l'on attend de ses plus fidèles collaborateurs lorsque ABO a été frappé d'un AVC. Dans la panique, alors que certains pensaient que leur patron n'était déjà plus de ce monde ou ne reviendrait pas, ce fut « courage, fuyons ». Le tout-puissant directeur de cabinet de l'époque, Brice Laccruche Alihanga, en a profité pour achever le grand ménage et placer ses hommes un peu partout. Il est aujourd'hui en prison, accusé de massifs détournements de fonds...

Le dernier recours

Changement d'ère, donc, au Palais comme au gouvernement, dirigé par Rose Christiane Ossouka Raponda. À la présidence, c'est désormais le fils aîné, Nouredin Bongo Valentin, 28 ans, nommé coordinateur des affaires présidentielles, qui supervise l'ensemble, donne le tempo, s'assure que la machine ne s'enraye plus et que tout le monde file droit. C'est le dernier recours d'ABO, l'ultime atout dans son jeu. Un nouveau gardien du temple qui n'a d'autre choix que de réussir et de répondre aux attentes des Gabonais. Or 2023, c'est déjà demain. **IA**

162 ENJEUX

Fin de la récréation

168 Opposition

Le bal des ambitieux

172 Exécutif

Au nom du père

176 Diplomatie

En passant par la Ceeac

178 ÉCONOMIE

Interview

Nicole Janine
Lydie Roboty
Ministre de l'Économie
et de la Relance

185 Stratégie

Alliés particuliers

188 Secteur privé

Le patron des patrons
sous pression

190 Numérique

Quelques clics de retard

194 Agriculture

Plus forts en cacao

196 SOCIÉTÉ

Parc de la Lopé,
un joyau à valoriser

198 Gouvernance

Chasse aux
fonctionnaires fantômes

Suivez toute l'actualité
du Gabon sur
www.jeuneafrique.com

À l'heure où l'économie est fragilisée par la crise du Covid-19, le président Ali Bongo Ondimba ne veut plus protéger une classe politique qu'il a promue et qu'il juge peu soucieuse de l'intérêt du pays.

GEORGES DOUGUELI

Une semaine chrono. C'est le temps qu'a duré la polémique sur les abattements fiscaux, qui a provoqué début décembre la démission du ministre de l'Économie, Jean-Marie Ogandaga. À la mesure d'un poison qu'on dispense au goutte-à-goutte, des documents accablants révélés par la presse et provenant de syndicats en grève au sein des régies financières ont discrédité ce pilier du gouvernement. Sûr de son pouvoir et du soutien de la présidence, il avait cru pouvoir échapper à la reddition des comptes. Erreur. De soutien haut placé, il n'en a pas eu. Au contraire, lorsqu'il a remis sa démission le 8 décembre dernier à la demande de la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda, le président Ali Bongo Ondimba lui a indiqué la porte de sortie.

D'ordinaire, sous la présidence d'ABO, l'exécutif est un cénacle solidaire. Ou, plutôt, il l'a longtemps été. Occupé à consolider son pouvoir face à une opposition inventive et déterminée à l'en chasser, le président couvrait ses amis politiques. Convaincu que ceux-ci prenaient des coups qui lui étaient destinés, il les soutenait quand ils étaient maltraités, les protégeait au point de donner le sentiment →



COM PR ©



Le chef de l'État
visitant une usine de
médicaments, à Nkok,
en novembre dernier.

ENJEUX

Fin de la récréation

→ de soustraire ces caciques à l'obligation de répondre de leurs actes. Il y a bien eu deux exceptions, personnifiées par Magloire Ngambia et Etienne Ngoubou, deux ministres chassés de sa galaxie et emprisonnés pour des soupçons de détournement. Mais rien à voir avec la violence judiciaire qui vise la classe gouvernante depuis deux ans. Désormais, il n'est plus question de protéger ministres, directeurs généraux et autres hauts fonctionnaires proches du pouvoir.

Deux électrochocs

C'est indéniable, Ali a changé. Sans crier gare ni en donner les raisons. Selon son entourage, deux électrochocs ont poussé le président à opérer cet aggiornamento. Le premier fut la calamiteuse élection présidentielle de 2016, pour laquelle le président sortant avait fait campagne dans un contexte inédit de défiance réciproque avec son propre parti. Des dizaines et des dizaines de cadres du Parti démocratique gabonais (PDG) avaient alors démissionné pour des raisons, officiellement en tout cas, en rapport avec le style du président, les agissements de ses « amis » au sein du cabinet présidentiel ou dans les agences et ministères...

Lors de la rentrée solennelle de la Cour constitutionnelle, le 15 janvier 2020.

Le deuxième événement fondateur est sans doute son accident vasculaire cérébral, survenu en octobre 2018 lors d'un voyage à Riyad, en Arabie saoudite, qui lui a valu une dizaine de jours de coma artificiel. Une assertion – non prouvée par la science – prétend que les patients en sédation profonde entendent les paroles de leur entourage. Peut-être a-t-il « entendu » la guerre des clans qui a opposé ses proches à une partie du système, cette dernière s'étant montrée plus préoccupée par la conquête ou la conservation du pouvoir que par le sort de celui à qui ils avaient juré fidélité. De quoi perdre ses illusions sur la loyauté en politique. De quoi, aussi, expérimenter la solitude du pouvoir. Il s'est débarrassé de son téléphone portable pour se déconnecter de l'immédiateté, prendre de la hauteur, mais aussi mettre de la distance et ainsi se « représidentialiser ».

Après avoir changé, Ali veut aussi changer le Gabon. Le locataire du Palais du bord de mer envoie-t-il des signaux dont la classe gouvernante essaie de décrypter la signification ? Sans état d'âme, il a lâché son directeur de cabinet, Brice Laccruche Alihanga, qui croupit depuis douze mois à la prison



COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE

de Libreville, avec plus d'une dizaine de ses affidés, tous accusés d'infractions économiques notamment. On ne compte plus les directeurs généraux auditionnés pour les mêmes raisons. « Cela va au-delà d'une simple lutte contre la corruption, estime un ancien ministre. C'est un nouveau rapport au bien public qu'il s'agit de définir ». Il avait écarté la génération de ministres et de hauts fonctionnaires milliardaires qui gravitaient autour d'Omar Bongo Ondimba, son prédécesseur de père. Croyant pouvoir moraliser la vie publique par la mise à l'écart des anciens, le président a été désillusionné par l'appétit des jeunes loups qu'il avait lui-même promus. Le goût de l'argent mal acquis transcende les générations. Au Gabon, c'est même un sport national.

Comme animé par le sentiment d'avoir été trahi, le chef de l'État coupe des têtes. Sans état d'âme. Les plus chanceux sont virés du gouvernement sans poursuites. Quant aux autres, ils ont affaire à un circuit judiciaire dérogatoire du droit commun, spécialement dédié à la « pêche aux gros ». Pour auditionner et mettre aux arrêts des directeurs de cabinet, ministres ou directeurs généraux, on mobilise des enquêteurs spéciaux, issus de la Direction générale des contre-ingérences et de la sécurité militaire (B2) ou de la Direction générale des recherches (DGR), deux services spéciaux. Les accusés sont présentés aux juges de la Cour criminelle spéciale, créée pour juger les auteurs d'atteintes aux biens publics d'une valeur minimale de 250 000 F CFA (380 euros). En matière de lutte contre la corruption, l'exception est donc devenue la règle.

La défiance du chef de l'État à l'égard de sa propre technocratie administrative est ancienne. Certes, sous la pression du FMI, il a concédé la dissolution de plusieurs agences gouvernementales créées à partir de 2009 pour apporter célérité et efficacité, là où la lourdeur des administrations ministérielles retardait ou plombait l'aboutissement des programmes prévus par le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). La suppression des agences n'a pas ramené la confiance. La tendance actuelle est à la mise en place de *task forces* chargées de mener à bien des projets dans les domaines aussi variés que la santé, l'éducation, la protection de la faune ou la

dette intérieure. Ces nouvelles structures se multiplient au point d'agacer l'ancien Premier ministre Raymond Ndong Sima qui y voit un « aveu d'incompétence » du gouvernement. Cet ancien candidat à la présidentielle de 2016 critique l'idée du recours « à des services extérieurs et à des experts sélectionnés et rémunérés dans la plus grande opacité », alors que l'administration dispose de cadres compétents. Il n'empêche, la *task force* créée le 20 juin 2020 pour auditer la dette publique sous le contrôle de la présidence aurait débusqué 440 milliards de F CFA de fausse dette. Au même titre que les fonctionnaires et agents de l'État véreux, l'autre prédateur de la fortune publique gabonaise opère sous le camouflage du respectable opérateur économique. Stopper l'hémorragie des créances fictives sur l'État est l'autre combat du président.

1200 milliards de perte en trois ans

Moraliser la gouvernance, dépenser mieux l'argent public sont des défis que les autorités entendent relever. Face à la rareté des ressources, le Trésor gabonais compte ses sous. D'autant que la disette commence à durer. À partir de 2014, puis en 2015 et en 2016, sous l'effet de la baisse du prix du baril, les recettes budgétaires du Gabon se sont fortement contractées, de l'ordre de 46 % en trois ans. La perte a été de presque 1200 milliards de F CFA. Alors que les prix du pétrole se redressaient ces dernières années et que l'économie tentait de repartir, patatras, la baisse de la demande mondiale en pétrole et le confinement consécutif à l'épidémie de coronavirus sont venus mettre un nouveau coup d'arrêt aux efforts entrepris. Pour se relancer, les gouvernants promettent une nouvelle fois aux Gabonais de profondes réformes afin de développer de nouveaux secteurs d'activités et réduire la dépendance du pays aux activités extractives. Libreville vient d'annoncer une enveloppe de 41 milliards de F CFA, financée à 85 % par la BAD, mais devra compter sur un nouveau programme d'aide du FMI dans les mois à venir. Les conséquences sociales sont inévitables. À chaque fléchissement de la croissance, l'État-providence convulse. Durant ces six derniers mois de crise sanitaire, le président a dû prélever 2,1 milliards de F CFA dans sa cassette personnelle pour financer les soins de 350 000 Gabonais précaires. Le vaccin contre le virus tueur suscite un espoir face à la sinistrose, alors que le pays doit encore relever son plus grand défi. 

**LE PRÉSIDENT
A PRÉLEVÉ
2,1 MILLIARDS
DE F CFA DANS
SA CASSETTE
PERSONNELLE POUR
FINANCER LES SOINS
DE 350 000 GABONAIS
PRÉCAIRES.**



NATIONS UNIES
GABON



COVID-19 : UNE RÉPONSE IMMÉDIATE ET DE GRANDE AMPLEUR DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Dès l'apparition du premier cas de la COVID-19 au Gabon, le 12 mars 2020, le SNU a rapidement mis en place une riposte multiforme et multi-agences en appui aux efforts du Gouvernement. La santé a été au cœur de cette stratégie. La riposte a notamment porté sur les 4 domaines suivants : l'enseignement à distance ; la sécurité alimentaire ; la continuité de l'accès aux services de santé ; et la protection des groupes vulnérables.



COVID-19
RIPOSTE

Pour permettre une réponse d'urgence, le SNU a réalloué un budget global d'environ 2,1 millions de dollars aux activités de réponse à la Covid-19 et a mobilisé 9 millions de dollars supplémentaires (dont 6 millions de dollars mobilisés dans un partenariat innovant Banque Mondiale/OMS). Globalement, cela signifie que depuis mars, le SNU a alloué un total de plus de 11 millions de dollars pour faire face à la pandémie. C'est donc environ 50 % du budget disponible pour 2020 qui a été alloué aux activités de réponse à la Covid-19.

Une implication forte et immédiate

D'emblée, le Bureau pays de l'OMS a mis en place une équipe de 57 employés chargés de l'appui à

la gestion des incidents et composée de 41 experts nationaux et internationaux. Elle travaille en parfaite collaboration avec le **Comité de pilotage du plan de veille et de lutte contre la pandémie à coronavirus au Gabon (COPIL)** et assure 24H/24 et 7J/7 des opérations de terrain.

C'est dans la même logique que le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies a été invité par le gouvernement à intégrer la Task Force Présidentielle qui coordonne la stratégie nationale de riposte à la Covid-19.

La riposte sanitaire

Concrètement, l'OMS a effectué un premier appui logistique au Gabon, qui s'est matérialisé par la mise à disposition de 1 000 kits de dépistage, 1 500 kits d'équipement individuel, 250 kits d'extractions virales, 2 véhicules pour le transport d'échantillons de prélèvements, 13 téléphones portables et 6 tablettes do-

tés du système Go.Data (application de collecte et de gestion des cas et cas contacts). Le Gabon a été le premier pays africain qui a expérimenté cette application dans le cadre de la riposte contre le Covid-19.

Le 16 novembre dernier, 10 ambulances, entièrement équipées médicalement et dotées de capacités de tests, ont été acquises et livrées par l'OMS et la Banque Mondiale. **Le Gabon est devenu le deuxième pays ayant la capacité de tests la plus importante en Afrique** (311 091 ce qui représente environ 15 % de la population totale)

Dans ce plan de riposte l'accès des enfants aux services de bases tels que l'eau et l'assainissement est rendu possible par la mise en place du programme WASH (paquet intégré santé, eau, hygiène et assainissement). Pendant le troisième trimestre de 2020, 61 437 nouvelles personnes ont été ciblées grâce à l'installation de points d'eau

dans des lieux et des espaces publics dans le cadre d'une action conjointe de l'UNICEF et de l'OMS.

L'éducation aussi

Le système scolaire gabonais a été fortement bouleversé par la pandémie. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en collaboration avec l'UNICEF et les ministères de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur, a mis en œuvre une stratégie de déploiement progressif de l'éducation à distance pour les différents niveaux d'enseignement, touchant ainsi environ 186 739 élèves et étudiants.

Alors que le SNU a célébré ses 75 ans d'existence en 2020, son implication directe dans la stratégie de riposte nationale face à la Covid-19 a souligné l'importance du multilatéralisme dans un contexte d'urgence sanitaire qui a permis au Gabon de faire figure d'exemple à l'instar de ses pairs avec une gestion maîtrisée de la pandémie.



JANG © NU GABON

OPÉRATION RENTRÉE SCOLAIRE

Le projet « Rentrée scolaire », piloté par l'UNICEF et la Banque mondiale, en collaboration avec plusieurs ministères (Éducation, Eau & Énergie, Santé, Intérieur, Économie et Défense) et en partenariat avec le secteur privé (SEEG, DHL, etc.), est une opération de grande ampleur.

757 établissements scolaires sont concernés. Le projet prévoit l'installation d'équipements et de services nécessaires pour l'hygiène, le nettoyage et la désinfection de l'environnement scolaire, la gestion des déchets, la fourniture d'équipements de protection individuelle et le contrôle de la qualité de l'eau. 450 000 élèves et membres du personnel de ces établissements bénéficient de cette initiative.



PROGRAMME PROTECTION SOCIALE

Avec environ 10% de la population gabonaise non enregistrée à la naissance, il est urgent de garantir la distribution des actes de naissances pour permettre l'accès à la santé et à l'éducation. C'est la logique d'un important programme conjoint lancé par Le SNU et les ministères des Affaires Sociales, de la Justice et de l'Intérieur. Un « guichet unique » a été créé pour permettre le traitement rapide de 23 000 actes de naissance d'ici fin 2020. Ce projet a permis jusqu'à présent d'octroyer plus de 2 000 certificats de naissance aux populations de Libreville et 508 actes de naissance ont été établis dans deux départements administratifs des provinces de l'Ivindo et de la Zadié.



PROGRAMME GABON FAMILLE VERTE

Depuis son lancement le 13 avril 2020, l'initiative « Gabon Famille Verte » a permis de garantir l'autosuffisance alimentaire aux familles gabonaises qui se sont portées volontaires. 9 798 lots de semences ont été distribués à 15 000 familles inscrites à ce programme dans la province de l'Estuaire. Aussi, afin de permettre aux bénéficiaires de cultiver chez eux, plus de 6 tutoriels ont été diffusés sur la chaîne Gabon 1ère selon les types de semences. En période de Covid et de confinement, cette initiative a permis de garantir la sécurité alimentaire aux familles vulnérables, tout en assurant le développement durable et vert du pays.

JANG - PHOTOS : D.R.



Le bal des ambitieux

Si l'élection présidentielle de 2023 est encore loin, les tractations ont déjà commencé au sein de la classe politique, où chacun espère profiter de ce premier scrutin à deux tours pour devenir le champion de l'alternance.

MATHIEU OLIVIER

En privé, tous ont les yeux rivés sur la même échéance : le scrutin présidentiel de 2023, le premier à deux tours de l'histoire du pays. Tous font le même calcul.

Le candidat d'opposition qui parviendra à se hisser au second tour face au Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir) aura une chance inédite, par la magie du report des voix, de conquérir la magistrature suprême. Chacun se prépare et tente de se mettre en ordre de marche pour ne pas être pris de court par ses adversaires... et ses potentiels alliés.

Les 5, 6 et 7 décembre dernier, l'Union nationale (UN) a tenu son congrès ordinaire. Au menu : un copieux programme politique, quelques pincées de discussions sur les perspectives économiques et, surtout, une bonne dose de cuisine interne. Zacharie Myboto, son président et ancien ministre de 82 ans, devait quitter son poste au soir du 7 décembre. Seulement, le programme a changé. Le bureau politique national a ainsi refusé d'élire le vice-président Paul-Marie Gondjout comme nouveau chef de file, repoussant sa décision à un prochain congrès extraordinaire, dans trois mois.

Seul candidat, ce dernier, marié à Chantal Myboto (mère d'Onaïda Maisha, demi-sœur d'Ali Bongo Ondimba), est le gendre de Zacharie Myboto. « L'UN s'est créée en luttant contre la dérive dynastique des Bongo. Nous ne pouvions pas choisir Paul-Marie, quelles que soient ses qualités. Le message n'aurait pas été bon », confie un membre du →



Soutien de Jean Ping en 2016, Alexandre Barro-Chambrier ne cache pas son ambition présidentielle.

YVAN TIAN © PICTURES POUR JA



« Nous accompagnons les entrepreneurs africains, indépendamment de leur degré de formalisation »

Entretien avec Monsieur Yvan N'Na Mbomo

Directeur Général de la filiale gabonaise de la Compagnie Financière Africaine (Cofina)



Pouvez-vous vous présenter ?

Le Groupe Cofina, première institution panafricaine dédiée à la mésofinance, a été fondé en 2014 par Jean Luc Konan, banquier chevronné. Tout est parti d'un constat alarmant indiquant que les PME, qui constituent près de 90 % des entreprises en Afrique, ne recevaient que 6 % des financements octroyés sur le continent. Il fallait donc trouver une alternative, une 3^e voie de financement, autre que la banque classique ou la microfinance. C'est le fondement de la mésofinance.

La mésofinance permet d'accompagner les classes moyennes émergentes et, plus spécifiquement, les entrepreneurs individuels et les PME/PMI dont les besoins de financement sont devenus trop importants pour les institutions de microfinance traditionnelle, mais dont la structure entrepreneuriale reste encore considérée comme insuffisamment formelle par les banques commerciales.

Le Groupe Cofina comprend un réseau de plusieurs filiales opérant en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale, des services de proximité à travers les Cash Points Services, et un bureau de représentation à Paris dédié à la diaspora africaine.

Notre clientèle est assez diversifiée, elle peut appartenir au monde informel mais également formel.

Que vise l'importante levée de fonds que vous venez de réaliser ?

Nous tenons tout d'abord à remercier les autorités de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) pour la confiance accordée au Groupe Cofina.

Cette levée de fonds auprès de la BDEAC permettra de financer prioritairement la relance de l'activité dans les secteurs de la santé, du transport, du commerce, de l'éducation ainsi que d'autres activités génératrices de revenus au profit des populations n'ayant pas un accès privilégié aux financements.

Vous avez appuyé des mesures incitatives en matières de formalisation

Nous avons contribué à deux initiatives :

- Le 31 août 2020, Cofina Gabon et l'ANPI (Agence Nationale de la Promotion des Investissements) ont signé une convention relative à la mise en place d'un appui technique et financier. D'une valeur de 500 millions de francs CFA, cette enveloppe sera octroyée aux PME/PMI sur la base de critères définis par l'ANPI et Cofina Gabon. La possibilité de bénéficier d'un appui technique et d'un financement à l'issue du processus d'encadrement sont des éléments qui ont conduit certains opérateurs économiques à venir se régulariser auprès de l'ANPI.
- Nous sommes également partenaire d'un programme porté par Ogooué Labs, un incubateur de jeunes entreprises, qui ambitionne de créer 10 startups tech, recruter et former 20 entrepreneurs gabonais au management de startup et employer près de 40 jeunes gabonais au sein de ses structures. Les startups retenues devront, pour bénéficier du financement de COFINA, se formaliser.

Pour quelles raisons participez-vous au financement du projet immobilier Symbioz ?

Le Groupe Cofina a développé un partenariat avec la société Kaydan, spécialiste de l'immobilier. L'objectif est d'offrir à nos clients un accès à la propriété en toute quiétude mais plus généralement, de participer à la réduction du déficit de l'offre de logements.

Symbioz est un projet de smart city au cœur de Libreville. Plus d'une centaine de villas duplex (4 et 5 pièces), dotées de toutes les commodités en termes de sécurité, de connectivité et d'espaces verts, sont actuellement en construction dans la commune d'Akanda.

→ bureau. Le parti a donc repoussé d'un trimestre la retraite du patriarche des Myboto, en attendant que d'autres candidatures émergent. Si Paul-Marie Gondjout maintient sa candidature, l'incertitude demeure autour d'autres vice-présidents, dont Paulette Missambo, une des fondatrices du parti; l'ancien Premier ministre Casimir Oyé Mba, ou encore le (seul) député élu à l'Assemblée nationale en 2018, Maxime Minault Zima Ebeyard.

« On va choisir le dirigeant du parti, mais tout le monde pensera déjà au choix du candidat pour la présidentielle, qui ne sera sûrement pas la même personne, nous confiait récemment un cadre. Ceux qui visent 2023 peuvent ne pas vouloir s'embarrasser de la présidence du parti. » Si la date n'est pas encore fixée, le candidat pour le scrutin de 2023 devra être choisi à l'issue

CELUI QUI PARVIENDRA À SE HISSER AU SECOND TOUR FACE AU CANDIDAT DU POUVOIR SORTANT AURA DES CHANCES DE L'EMPORTER.

d'une primaire à laquelle les ambitieux ne manqueront sans doute pas, comme Minault Zima Ebeyard mais aussi l'ancien ministre des Finances Charles M'Ba ou encore Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi. Celui-ci, qui fut longtemps un proche de feu André Mba Obame, est responsable de la rédaction du programme politique de l'Union nationale, mais est aussi l'un des fondateurs du collectif de la société civile Appel à agir, lequel avait été en première ligne lors du débat sur la vacance du pouvoir après l'accident vasculaire cérébral d'Ali Bongo Ondimba fin 2018.

Une nouvelle fois, le nom de Paulette Missambo, également pressentie pour la présidence du parti et

qui dispose avec son mari Casimir Oyé Mba d'un carnet d'adresses et d'une expérience non négligeables, revient régulièrement pour 2023. « On ne peut pas se permettre de se tromper, résume un militant de haut rang qui espère bien jouer le premier rôle face au PDG dès le premier tour, puis rassembler au second. En 2016, nous nous étions rangés derrière Jean Ping. Cette fois, c'est notre tour. Il faut que nous soyons en mesure de mener le mouvement. »

« Un quotidien dégradé »

Alors qu'une nouvelle candidature de Jean Ping, 78 ans, de plus en plus isolé, apparaît improbable, l'UN n'est pas seule à faire ce pari. Le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) a lui aussi entamé sa mue et son président, l'ancien ministre Alexandre Barro-Chambrier (ABC), ne fait pas mystère de ses ambitions présidentielles. Début novembre 2020, l'ancien cacique du PDG arpente de nouveau le terrain dans le deuxième arrondissement de Libreville. « L'environnement économique et social déstructuré, le chômage endémique, les décisions décadentes des petites mains au sommet de l'État ont profondément dégradé le quotidien des Gabonais », a-t-il déclaré, en promettant l'alternance.

Alors qu'il s'était, comme Casimir Oyé Mba pour l'UN, rangé derrière Jean Ping en 2016, Alexandre Barro-Chambrier est cette fois bien décidé à être lui-même candidat. « Il estime que c'est son tour », assure l'un de ses proches. Expérimenté, bénéficiant de réseaux à l'étranger, notamment en Côte d'Ivoire et au Congo-Brazzaville (le président Denis Sassou-Nguesso est son oncle par alliance, son épouse étant la nièce de la première dame congolaise), Alexandre Barro-Chambrier possède, à 62 ans, l'envergure financière pour supporter le poids d'une campagne nationale. « En prenant de l'avance et en affichant très tôt ses ambitions, il espère surtout gagner une légitimité de rassembleur et se

construire une stature qui lui avait un peu fait défaut en 2016 », croit savoir un cadre de l'opposition.

Hypothétique front commun

Guy Nzouba-Ndama, l'ancien président de l'Assemblée nationale, reste pour l'instant plus discret. Patron du parti d'opposition le plus représenté à l'Assemblée (dont il ne fait pas partie) avec dix députés, il a choisi la voie d'une opposition jugée moins radicale, en s'écartant très tôt de Jean Ping après 2016. Rallié de mauvais gré à l'ancien président de la commission de l'Union africaine il y a quatre ans, il estime à 74 ans avoir, à son tour, son mot à dire, et est aujourd'hui à la tête d'une coalition démocratique de l'opposition qui, si discrète soit-elle aujourd'hui, pourrait compter à l'avenir. « Nzouba » jouera-t-il sa carte personnelle ou celle d'un de ses lieutenants, comme l'ancien ministre Vincent Ella Menie? L'ancien locataire du perchoir, battu aux législatives à Koulamoutou (Ogooué-Lolo) dès le premier tour, a l'habitude de se relever lorsque ses ennemis le croient définitivement KO.

« L'élection à deux tours change la donne, analyse un politologue gabonais. Au premier, rien n'empêche de voir Alexandre Barro-Chambrier être candidat en même temps que l'UN, les Démocrates de Guy Nzouba-Ndama, voire l'Union et solidarité de Jean de Dieu Moukagni-Iwangou et d'autres. L'important pour l'opposition, conclut-il, sera de se rassembler dans l'entre-deux tours et de faire front pour éviter de voir l'épisode de 2016 se répéter. » Mais sauront-ils faire cause commune? « L'anti-PDG devrait faire le reste, même si cela dépendra du candidat du pouvoir en lice. Si c'est Ali Bongo Ondimba ou un autre Bongo, l'opposition n'aura aucun mal à s'entendre, pronostique un militant de la société civile. En revanche, si c'est un successeur en dehors de la famille, ce sera plus difficile. » ■

« Le groupe CIMA est résolument déterminé à poursuivre son développement au Gabon »

Entretien avec Monsieur Salim Kaddouri,
DG CIMA Gabon & Congo

COMMUNIQUÉ

Pouvez-vous présenter ?

Le groupe Ciments d'Afrique (CIMA) se positionne aujourd'hui parmi les leaders dans la production et la commercialisation de ciment en Afrique. Il dispose de cimenteries opérationnelles dans 12 pays du continent (Gabon, Cameroun, Congo, Tchad, Mali, Maroc, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Burkina, Ghana, Guinée Bissao & Guinée Conakry) et en France.

CIMA Gabon a démarré son usine en 2015, après 18 mois de construction. La 2^e ligne, d'une capacité de production ciment de 350 KT/an, a été inaugurée, portant ainsi la capacité à 1 million T/an. À aujourd'hui, l'investissement total de CIMA au Gabon a atteint 61 Mrds FCFA.

Quel est l'impact sur l'économie locale ?

Depuis 2015, CIMA a noué des partenariats pour structurer le secteur du ciment. Nous travaillons avec une douzaine de gros sous-traitants, une quinzaine de distributeurs, une vingtaine de transporteurs, une trentaine de revendeurs, près de 300 détaillants et 6 plateformes sur tout le territoire, permettant un accès au ciment à toutes les populations. À souligner aussi l'impact de la seconde ligne sur le plan énergétique, la puissance électrique est passée à 5,5 MW. Enfin, et pour nos besoins de production de ciment, nous avons repris la production de calcaire local, grâce à la réouverture de notre carrière. Au total, nos activités ont permis de créer 650 emplois directs et indirects.

Vous vous définissez comme entreprise citoyenne...

La responsabilité sociale et environnementale (RSE) est un axe fort de notre stratégie. Nous avons mis en place un Plan Santé et Sécurité au Travail qui a permis de faire face à la crise de la Covid-19 en intégrant les protocoles et les équipements nécessaires (mesures barrières, masques, etc.).

Nous sommes très actifs dans le soutien aux communautés avec des remises de dons multiformes à des

orphelinats et à des associations. La Caravane sociale de CIMA Gabon est en cours avec la distribution récente de kits scolaires dans la commune de Port-Gentil, qui va se poursuivre sur toute l'étendue du territoire national.

Enfin, nous agissons pour la formation continue de jeunes diplômés gabonais via la signature d'un contrat Apprentissage Jeune (CAJ) avec l'ONE (Office national de l'emploi).

Qu'en est-il de la protection de l'environnement ?

Nous utilisons des technologies très performantes qui ont un très faible impact sur l'environnement. Celles-ci permettent l'optimisation de la consommation d'énergie électrique et d'eau, l'obtention de très faibles émissions de poussières le long du process et la consommation rationnelle des matières premières. En générale, CIMA est en totale conformité avec les réglementations et les normes en vigueur tant au Gabon qu'au niveau mondial. Le ciment que nous fabriquons est certifié NG (Norme Gabonaise).

Quel bilan tirez-vous de votre présence au Gabon ?

CIMA est un acteur important dans l'économie gabonaise. En plus de toutes les réalisations précitées, nous avons multiplié les partenariats avec les opérateurs locaux, notamment dans le secteur logistique (maritime, routier & ferroviaire). Nous avons tenu nos engagements envers le gouvernement qui nous a appuyés. Le bilan de notre présence au Gabon est très positif.

Le Groupe est résolument déterminé à poursuivre son développement au Gabon. Nous avons présenté un projet de construction d'une usine à clinker, produit nécessaire pour produire le ciment. Cet investissement, de 100 M€, devrait permettre de créer une véritable chaîne de valeur de l'industrie cimentière et de contribuer à renforcer le tissu industriel local. Il aura un impact économique important, notamment en termes d'emploi (500 créations supplémentaires), de développement d'autres activités logistiques et de production d'électricité (12 MW supplémentaires).

www.cimentsafrique.com

Au nom du père

Des dossiers économiques à la communication, Nouredin Bongo Valentin, fils du chef de l'État, a progressivement pris les rênes du Palais du bord de mer, dont il est, à 28 ans, en tant que coordinateur général des affaires présidentielles, le véritable numéro deux.

MATHIEU OLIVIER

Dans les couloirs du Palais, certains l'appellent le « coordo ». D'autres préfèrent l'acronyme CGAP. Un autre, sans souci de nuance, évoque simplement « le patron », avant de se reprendre. « Il n'y a qu'un seul patron, c'est le chef de l'État ! » La confusion peut se comprendre : le coordinateur général des affaires présidentielles ayant « vocation à se saisir de tout dossier qui concerne le président de la République », selon cette source. De tous les dossiers, en d'autres termes ? « S'il le souhaite » ou si le président, qu'il voit tous les jours, les lui confie.

Le 18 septembre dernier, Nouredin Bongo Valentin visitait les installations d'adduction et de distribution d'eau de Franceville (Haut-Ogooué, fief de la famille Bongo). Le coordinateur général, formé à Londres en finance et en relations internationales (il a fondé la société d'investissement Shanah), faisait le même jour une halte dans l'hôpital de la ville, aussi sur le chantier du marché et, le lendemain, à l'usine de construction de pavés de Konda.

Pilote de la dette intérieure

Grands travaux, santé, diversification économique... « Il peut intervenir sur tout et ne s'en prive pas, analyse un ancien de la présidence. Un ministre est restreint par son champ de compétences, un directeur de cabinet doit rester dans l'ombre. Lui peut aller sur le terrain, communiquer et toucher à tout. » Dernier exemple en date : sa prise en main de la « *task force* pour le règlement de la dette intérieure », ayant pour but de dénoncer les entreprises ayant voulu « spolier l'État ».

Jusqu'ici, la *task force* a rejeté deux tiers des sommes réclamées au Gabon, considérées comme « fictives », soit plus de 440 milliards de FCFA (671 millions d'euros). La présidence n'a pas manqué de communiquer sur ces chiffres. « Les entreprises qui ont tenté de se faire payer des créances fictives pourraient être exclues à l'avenir des appels d'offres publics », expliquait, le 17 novembre dernier, Jessye Ella Ekogha, directeur de la communication de la présidence. Ancien de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la famille, ce conseiller du chef de l'État travaille au quotidien avec Nouredin Bongo Valentin.

IL S'APPUIE SUR SON DIRECTEUR DE CABINET, IAN GHISLAIN NGOULOU, QUI RELAIE SES INSTRUCTIONS « COMME UN COMMANDANT EN SECOND ».

Le lendemain, 18 novembre, ce dernier se félicitait de la « lutte acharnée contre la corruption » tandis qu'en coulisses des fidèles ajoutaient que « sans son implication, rien n'aurait été possible ». « C'est le dossier parfait. Il pilote la force, maîtrise la communication et soigne l'image de la présidence en même temps que la sienne », décrypte un politologue. Une façon également de poursuivre une séquence qui a démarré avec la chute de Brice Laccruche Alihanga (BLA) pour détournements de fonds publics, en s'appuyant sur ses précieux

collaborateurs : Jessye Ella Ekogha, Max-Samuel Oboumadjogo, son communicant personnel, et Lætitia Yuinang, ex-directrice juridique d'Olam, devenue sa conseillère juridique et administrative.

« Personne ne fait le poids »

Nouredin Bongo Valentin est-il pour autant tout-puissant ? Il bénéficie d'une relation directe avec le chef de l'État. Sa proximité avec la première dame est aussi un atout de taille. Sylvia Bongo Ondimba a une certaine influence, notamment dans le domaine de la santé. Ces dernières années, elle a plusieurs fois plaidé pour la nomination d'une femme à la primature, favorisant, en juillet, l'accession de Rose Christiane Ossouka Raponda au poste de Premier ministre.

« Personne ne fait le poids », résume un habitué du palais. Jean-Yves Teale, le méticuleux secrétaire général de la présidence, et Théophile Ogandaga, directeur de cabinet d'Ali Bongo Ondimba, sont plus en retrait. Ogandaga a pour adjoint un proche du CGAP, Mohamed Ali Saliou, fils de l'imam de Libreville. « Ogandaga a été nommé à ce poste après BLA, qu'on accusait de tout accaparer. Donc, mécaniquement, il préfère se faire discret », poursuit notre source. Chargé par son père de jouer le *watch dog* à la fin de l'ère BLA, quand déjà le président et ses proches suspectaient le tout-puissant « dircab » de se prendre pour Zeus et d'en profiter pour siphonner les caisses de l'État, Nouredin Bongo Valentin a logiquement pris officiellement les rênes du palais à la chute de son ancien ami.

Assisté de son conseiller économique franco-rwandais Emmanuel Leroueil, le coordinateur s'appuie sur son directeur de cabinet, Ian Ghislain

« L'engagement social est au cœur de la vision de la Comilog »

Entretien avec Monsieur Leod-Paul Batolo,
directeur général de la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog)



30 millions de FCFA offert
aux populations de Moanda



Salle multimédia construite
dans le principal lycée de Moanda



Station de lavage des mains installée
dans le principal lycée de Moanda

COMMUNIQUÉ

Pouvez-vous nous présenter brièvement la Comilog ?

Société de droit gabonais, filiale du groupe Eramet, la Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog) est spécialisée dans l'extraction et la transformation du minerai de manganèse. Elle en est le 2^e producteur mondial. Basée à Moanda, l'entreprise compte 2019 salariés dont 98 % sont gabonais. Elle est la première entreprise gabonaise tous secteurs confondus et la deuxième de la zone CEMAC.

Quelle a été la riposte de la Comilog face à la crise sanitaire de Covid-19 ?

Dès le démarrage de la crise sanitaire, la Comilog s'est fortement mobilisée pour renforcer le dispositif sanitaire mis en place par le gouvernement gabonais. Nous avons accueilli pendant trois mois (juillet-septembre) une mission médicale avec du personnel expatrié. Celle-ci a été remplacée par des médecins gabonais présents sur place. Nous avons contribué à la modernisation de l'hôpital régional de Franceville et avons fait des dons de matériel médical (masques, écouvillons, etc.) aux hôpitaux publics. Des stations de lavage des mains ont été installées dans les points névralgiques de la ville de Moanda.

Nous avons également pris des dispositions en interne avec notamment la mise en place de stations de lavage des mains dans tous nos sites et d'un dispositif de télétravail pour une partie de nos salariés. L'engagement total de la Comilog à ce jour représente une dépense globale de 3 milliards de FCFA.

Le 2 octobre 2020, un addendum à la convention minière entre Comilog et l'État gabonais a été signé. Quel en est le contenu ?

Le document prévoit la création de deux fonds RSE (responsabilité sociale et environnementale) destinés à financer de nouveaux programmes de développement au profit des communautés locales de la région d'implantation des sites miniers de l'entreprise :

- Un Fonds de développement des communautés locales alimenté par l'affectation par l'État d'une partie des taxes versées par la Comilog, comme le prévoit le Code Minier.
- Un Fonds RSE financé et mis en œuvre par la Comilog et qui sera entièrement destiné à des projets structurants au bénéfice des populations locales.

Le document donne un cadre réglementaire à notre engagement en faveur des communautés locales. Nous disposons désormais de ressources accrues et d'une visibilité à moyen terme pour pouvoir financer des projets concrets dans cinq domaines :

- Les droits fondamentaux des populations : accès à l'eau potable, à l'énergie, à la santé et à l'éducation.

- Le développement d'activités génératrices de revenus sous la forme de projets économiques viables et créateurs d'emplois.
- Le financement d'infrastructures économiques et sociales.
- Le renforcement des capacités en termes de ressources humaines (formation, etc.).
- La promotion du sport, de la culture et de la cohésion sociale.

Pouvez-vous nous fournir quelques exemples de projets réalisés, en cours de réalisation ou à venir ?

À Moanda, grâce au programme triennal (2018-2020), nous avons financé la réhabilitation des voiries principales et l'installation du Samu Social permettant un accès aux soins pour tous et notamment aux plus démunis. Un autre exemple intéressant est la construction d'une usine de fabrication de pavés (photo ci-dessous) qui seront utilisés dans des projets routiers. Cette initiative devrait avoir un impact très important en termes de création d'emplois. Cette redynamisation est le fruit de l'engagement d'Eramet et de notre PDG, Mme Christel Bories.



JAMG - PHOTOS : D.R.



C. OUMER

Nouredin Bongo Valentin a « vocation à se saisir de tout dossier qui concerne le président ».

Ngoulou. Un proche explique : « Ngoulou est comme un commandant en second, qui se soucie peu des prérogatives des uns et des autres. Il ordonne "au nom du CGAP" qui travaille lui-même "au nom du président". Donc tout le monde s'exécute ». À la fin de novembre, Libreville a bruisé d'une rumeur d'interpellation du « dircab » pour de supposés détournements de fonds. La présidence, contactée par nos soins, a aussitôt démenti.

Le pouvoir de Nouredin Bongo Valentin s'arrête-t-il aux murs du Palais du bord de mer ? Bien sûr, les réseaux hérités de son passage chez Olam comme bras droit de Gagan Gupta jouent à plein. En outre, ces derniers mois, plusieurs personnalités jugées proches de lui ont accédé à des postes

convoités, comme Boris Atchougou Admina aux Douanes ou Gabin Otha Ndoumba au Trésor. Le 27 août, il écrivait même au ministre des Finances, Jean-Marie Ogandaga, au sujet des négociations des primes des régies financières. Sollicité par les syndicats, il lui enjoignait d'organiser des négociations et à en présenter le compte rendu au président. « Il est dans son rôle : relayer la volonté du chef de l'État », explique un collaborateur.

Mais la méthode directe, déjà observée au début de 2020, cette fois avec le recteur de l'université de Libreville (poussé à la démission), détonne. « On permet une nouvelle fois à un homme d'accaparer toutes les prérogatives et de court-circuiter le fonctionnement normal de l'État », déplore un

détracteur. « C'est à la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, de conduire l'action du gouvernement. Et c'est au président de donner des orientations en conseil des ministres. Fonctionner en marge de ce système est dangereux pour nos institutions, qui sont affaiblies au nom d'une prétendue efficacité », ajoute cette source. Même si, de Maixent Accrombessi à Brice Laccruche, cela a toujours été le cas. Surtout, cela alimente, une fois encore, la suspicion quant à l'avenir politique du principal intéressé.

Actif depuis plusieurs mois aux côtés du secrétaire général Éric Dodo Bounguendza, Nouredin Bongo Valentin est ainsi devenu, en mars, membre du bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir), et peut compter sur ses fidèles du Bord de mer, Jessye Ella Ekogha et Mohamed Ali Saliou, « conseillers du distingué camarade président [Ali Bongo Ondimba] ».

Question de confiance

Une évolution logique : chargé par ce dernier de remettre de l'ordre partout où BLA avait tissé sa toile, Nouredin Bongo Valentin ne pouvait laisser le parti en dehors de sa sphère de surveillance. A priori dans l'optique de sa refondation d'ici à la présidentielle de 2023, sachant que la formation n'avait guère brillé lors de la présidentielle de 2016...

Depuis la nomination du coordinateur, les services de communication surveillent médias et réseaux sociaux pour éviter de voir son image associée à la présidentielle de 2023. « Il n'est pas question de se laisser embarquer dans un débat sur la succession qui ferait le fonds de commerce de l'opposition », souligne un collaborateur du coordinateur. « Le président est quelqu'un qui fonctionne à la confiance. Après l'épisode Brice Laccruche Alihangha, il est naturel qu'il ait ressenti le besoin de déléguer à celui qu'il connaît le mieux. » « Pourquoi imaginer plus que cela ? », questionne un proche de la famille, qui conclut : 2023 est encore bien loin... » ■



« Nous sommes résolument engagés dans une stratégie d'innovation et de modernisation »

Entretien avec monsieur Bernard Azzi,
président-directeur général de Prix Import



Pouvez-vous vous présenter ?

J'ai créé la société Prix Import en 1992 avec l'ouverture d'un premier magasin à Libreville.

Et aujourd'hui, la société compte 9 supermarchés en propre avec une surface de vente globale de 7 000 m², nous plaçant au 2^e rang du secteur de la distribution au Gabon.

Parallèlement nous avons développé une importante activité grossiste représentant plus de 40 % de notre chiffre d'affaires grâce notamment à notre plateforme logistique de 18 000 m² qui assure un dispatching efficace et sécurisé auprès de nos 450 revendeurs.

Au fil des ans, nous sommes devenus distributeurs exclusifs d'une cinquantaine de marques de renommée mondiale telles que : L'Oréal, Unilever, Elle & Vire, 1664, Tefal, Laurent Perrier, Trouillard, Taittinger, les Grands Chais de France...

La distribution de vins et de spiritueux étant une de nos spécialités une logistique adaptée aux caractéristiques spécifiques de ces produits a été mise en place nous positionnant ainsi comme un des leaders au Gabon sur ce segment.

Quelle est votre ambition ?

Notre objectif est très clair : proposer, tous les jours, à tous nos clients, des produits, alimentaires et non alimentaires, pour tous les goûts et tous les budgets en nous inscrivant dans une vision novatrice et durable.

En promotionnant la proximité avec la clientèle : notre réseau de distribution étant déjà présent sur les trois communes du grand Libreville nous allons en intensifier le maillage afin que chaque consommateur nous référence comme modèle pour ses achats quotidiens.

Vous avez signé un important accord avec le groupe Carrefour. De quoi s'agit-il ?

Oui, effectivement nous venons de signer un accord de franchise avec l'enseigne Carrefour afin d'accélérer et d'accompagner cette transformation dotant ainsi notre groupe de structures répondant aux normes internationales.

À cet effet, nous venons d'engager un vaste programme d'investissements budgété pour près de 5 milliards de FCFA qui va concerner l'ensemble de nos magasins :

Huit d'entre eux vont subir une cure de jouvence qui aboutira à une mise aux normes Carrefour Market (entre cette fin d'année et le premier semestre 2021) ;

Et reconstruction (déjà en cours) d'un centre commercial CARREFOUR de 2 200 m² agrémenté d'une galerie marchande avec une dizaine d'enseignes avec inauguration prévue 3^e trimestre 2021.

Ce qui permettra de répondre à nos ambitions évoquées dans votre précédente question.

Vous avez aussi un engagement RSE très fort...

Nous sommes fortement engagés dans le développement économique local.

Tant par notre politique de recrutement et formation local PRIX IMPORT comptant environ 750 salariés dont plus de 700 gabonais que dans le soutien des artisans et PME locales en référence le « Made in Gabon » dans nos magasins qui proposent une offre unique de 870 produits locaux : miel, chocolat, confitures, produits vivriers, pêche, etc.

Quel a été l'impact de la Covid-19 ?

La crise sanitaire a durement touché notre activité de vente en gros en raison de la fermeture des hôtels, des restaurants et des boîtes de nuit. Nos supermarchés ont été moins affectés.

Grâce à l'engagement de nos équipes, nous avons pu faire face et notre volonté d'aller toujours plus de l'avant n'a en rien été altérée.



Service Ventes en Gros

1. ZI Oloumi - Tél. : +241 (0) 11 72 46 76

Libre Service

1. Camp de Police - Centre Ville Tél. : +241 (0) 11 72 19 93
2. Carrefour SNI - Tél. : +241 (0) 66 58 86 44
3. OKALA - Tél. : +241 (0) 62 006 006

4. Bas de Gué Gué - Tél. : +241 (0) 74 64 00 01

5. Damas - Tél. : +241 (0) 62 34 00 00

6. IAI - Golf - Tél. : +241 (0) 66 00 06 60

7. Bikele - Tél. : +241 (0) 77 16 06 06

8. Owendo (Zone Portuaire) - Tél. : +241 (0) 11 70 51 27

9. Nzeng Ayoung - Tél. : +241 (0) 74 55 54 42



Le président lors du sommet extraordinaire de la Ceeac, le 18 décembre 2019.

En passant par la Ceeac

Avec la réforme de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Ceeac), le pays tente de retrouver son rayonnement et son influence d'antan.

MATHIEU OLIVIER

Le 27 novembre 2020, Ali Bongo Ondimba a passé le flambeau de la présidence de la Ceeac à son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso. « Ensemble, nous avons fait aboutir la réforme de cette institution conformément au mandat que vous m'aviez confié en 2015 », s'est réjoui le chef de l'État gabonais devant ses pairs d'Afrique centrale. Il a ensuite salué une évolution « qui s'ancre dans les aspirations profondes de notre jeunesse ».

Un satisfecit partagé par la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, qui a évoqué « une réforme institutionnelle historique ». « Le Gabon a fait les efforts nécessaires pour aller dans le sens de la volonté globale d'intégration en Afrique. Il a redynamisé la Ceeac, la seule communauté économique régionale à laquelle il appartient et

qui soit reconnue par l'Union africaine », explique Mays Mouissi, économiste gabonais.

La Ceeac est désormais dirigée par une commission (en remplacement de l'ancien secrétariat général), installée dans un nouveau siège, plus spacieux et toujours situé à Libreville. Présidée par l'Angolais Gilberto Da Piedade Verissimo et composée de sept personnes, celle-ci a défini les priorités de son mandat des cinq prochaines années : sécurité, libre circulation et harmonisation monétaire. En revanche, aucun poste n'est revenu au Gabon malgré l'activisme de sa diplomatie.

PRIORITÉS DES CINQ ANNÉES À VENIR: LIBRE CIRCULATION, SÉCURITÉ ET HARMONISATION MONÉTAIRE.

« Nous avons touché nos limites en matière d'influence régionale », déplore un diplomate gabonais. « C'est un petit sacrifice. Le siège était le véritable enjeu », tempère Mays Mouissi. D'autant que le Gabon préside déjà la commission de la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (Cemac), avec Daniel Ona Ondo. « Ali Bongo Ondimba a préféré se concentrer sur la Ceeac, dont il estime qu'elle a plus de chances de se développer », explique notre diplomate. « Au niveau des échanges, la Cemac se résume plus ou moins à quelques exportations du Cameroun et au bétail tchadien », abonde Mays Mouissi.

« À la croisée des chemins »

Libreville espère tirer profit d'une libre circulation des biens élargie à la RD Congo et à l'Angola, qui ne font pas partie de la Cemac. Le volume des échanges intra-communautaires reste aujourd'hui extrêmement faible (en deçà des 3 %), les pays de la zone partageant le même profil pétrolier ou minier. « Il faut commencer par une harmonisation des tarifs douaniers, une libre circulation des biens et un développement des infrastructures », estime Mays Mouissi. « Le marché gabonais est trop faible pour attirer des projets comme une cimenterie géante. Mais, si les marchés sont interconnectés, il peut redevenir attractif en jouant sur sa fiscalité, par exemple », ajoute l'économiste.

La question des monnaies (six actuellement) pourrait être abordée par la suite, d'autant que le projet de fusion entre la Cemac et la Ceeac est toujours à l'étude. Mais les efforts ne pourront payer que si la volonté politique perdure, notamment du côté de l'Angola et de la RD Congo, également membres de la Communauté de développement d'Afrique australe. « La Ceeac est à la croisée des chemins », lançait Ali Bongo Ondimba, le 27 novembre dernier. « Peut-être l'histoire se souviendra-t-elle que cela a démarré à Libreville », conclut un de ses collaborateurs.



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

BGFIBank Gabon a finalisé son processus de notation financière. Pouvez-vous nous en dire plus ?

M. Loukoumanou WAÏDI : D'année en année, BGFIBank Gabon, leader en Afrique centrale et au Gabon, confirme son positionnement d'acteur majeur de la finance africaine. Comme en 2019, BGFIBank Gabon été désignée meilleure banque d'Afrique centrale lors de l'édition 2020 des Trophées African Banker, qui a lieu, le 26 août 2020, en marge de l'assemblée annuelle de la Banque africaine de développement (BAD).

En septembre, un pas supplémentaire a été franchi avec la publication par l'agence internationale Bloomfield Investment Corporation de la notation financière de BGFIBank Gabon. Impulsée par le Président-Directeur Général, Monsieur Henri-Claude OYIMA, celle-ci conforte la clientèle quant à la qualité de signature de la Banque. Deux notes ont été attribuées.

La note A+, à long terme, correspond à une entité qui présente un niveau de risque faible. En d'autres termes, il n'y a pas de risque à travailler avec BGFIBank Gabon, aussi bien comme investisseur, comme prêteur que comme client. La note A1+ signifie que les liquidités à court terme sont confortables.

Quels sont les nouveaux produits que vous avez présentés récemment ?

La solidité financière de BGFIBank Gabon permet d'améliorer en permanence son offre en incorporant les nouvelles technologies. Plusieurs solutions ont ainsi été proposées à la clientèle au cours de la période récente :

• **Une plateforme d'ouverture de compte en ligne.** Depuis un Smartphone, une tablette ou un ordinateur connecté à Internet, le futur client crée un compte courant depuis l'endroit de son choix, à partir du site <https://leclient.bgfi.com>.

• **BGFI Cash Management.** Ce portail, lancé en décembre 2019 à destination des grandes entreprises, offre une solution, web unique, sécurisée et conviviale qui permet d'accéder au meilleur de la banque et répond aux exigences de rapidité et de confort de nos clients.



M. Loukoumanou WAÏDI,
Directeur Général de BGFIBank Gabon



Nous améliorons en permanence notre offre en proposant des produits innovants

• **BGFI Mobile.** Cette application de gestion du compte bancaire (Mobile Banking), associée à une solution de paiement mobile (Mobile Money), offre des fonctionnalités de retrait sans carte et de paiements (électricité, etc.).

Enfin, BGFIBank Gabon est la première banque en Afrique à proposer à sa clientèle de particuliers et d'entreprises des cartes Visa dotées de la technologie Motion Code, dotée d'un cryptogramme dynamique et dont le CVV change à un rythme régulier.

Comment voyez-vous l'avenir ?

L'année 2021 marquera le début du nouveau Projet stratégique d'entreprise du Groupe dénommé « DYNAMIQUE 2025 », dont l'objectif final est la CROISSANCE. Comme toutes les filiales du Groupe, BGFIBank Gabon aura à cœur de matérialiser sur le plan opérationnel les 5 piliers stratégiques suivants : renforcer la gouvernance ; transformer le capital humain ; garantir les ressources ; maîtriser les risques ; et assurer le développement.

Malgré une relance économique toujours incertaine, suite au reconfinement dans certains pays, consécutif à la survenance de la deuxième vague de la Covid-19, nous ambitionnons de réaffirmer notre positionnement de première banque au Gabon et en Afrique centrale.

UN ACTEUR MAJEUR DU FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES AU GABON

BGFIBank Gabon intervient depuis près de 50 ans comme un acteur majeur du financement des projets structurants (transports, logistique, télécommunications, etc.). La banque a octroyé des financements à long terme avec notamment un service de la dette parfois assuré à partir des flux de trésorerie futurs générés par le projet (Project Finance). C'est au travers d'une analyse minutieuse du déficit d'infrastructures que le groupe a ancré son engagement à financer les projets structurants de grande envergure.

groupebgfibank.com

ÉCONOMIE

Nicole Janine Lydie Roboty

Ministre de l'Économie et de la Relance

« Depuis 2010, notre économie est beaucoup plus résiliente »

Récession et relance, diversification de l'activité et création d'emplois, audit de la dette intérieure... La Grande Argentièrre, première femme à occuper ce poste au Gabon, répond aux questions de JA.

PROPOS RECUEILLIS PAR GEORGES DOUGUELI

Pas de période d'adaptation pour Nicole Janine Lydie Roboty, nommée ministre de l'Économie et de la Relance le 9 décembre dernier à la suite de la démission de Jean-Marie Ogandaga. À 54 ans, nantie d'un diplôme d'études supérieures de l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et du Centre d'études financières économiques et bancaires (Cefeb), elle avait été nommée le 17 juillet 2020 ministre déléguée à l'Économie, un ministère où elle a effectué l'essentiel de sa carrière. Cette ancienne directrice générale adjointe de la dette est très attendue sur ce dossier crucial, récemment repris par la présidence à travers la mise en place d'une *task force*.

Première femme à occuper ce poste, elle assume crânement, autant que la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda, la charge symbolique de pionnière à ce poste clé de l'État, jadis réservé aux hommes.

Jeune Afrique : Alors que l'économie mondiale tourne au ralenti à cause notamment du Covid-19, comment se porte l'économie gabonaise ?

Nicole Janine Lydie Roboty : La pandémie du Covid-19 est venue remettre en cause les efforts consentis pour restaurer le cadre macroéconomique sur la période 2017-2019. En effet, l'économie nationale a subi un triple choc lié à la chute de la demande mondiale de nos principaux produits d'exportation, à la baisse des cours de produits de base et au ralentissement de certaines activités au niveau national, suite aux

mesures de lutte contre le Covid-19. Par conséquent, le produit intérieur brut se contracterait d'environ 5 points du PIB par rapport à 2019 pour se situer entre -1 et -2 %. Les recettes d'exportation et le budget de l'État seraient également en repli. Parmi les secteurs les plus affectés par la crise figurent les services, y compris les services pétroliers du fait du report de certains investissements, le BTP en lien avec le ralentissement de l'investissement public et les autres industries. Les activités du secteur informel ont subi les effets des mesures restrictives. Cependant, l'ampleur de la crise devrait être moindre sur d'autres indicateurs, notamment dans certaines branches du secteur réel (mines, rentes, transports et raffinage) et sur l'inflation. Quant aux finances publiques, la baisse des prix et de la production de pétrole, ainsi →



Nommée le
9 décembre,
elle assume
crânement le
rôle de pionnière
à ce poste clé.

→ que la contraction de l'activité hors pétrole se caractériseraient par une baisse des recettes budgétaires d'environ 4 points du PIB par rapport à 2019. De même, les dépenses totales enregistreraient une baisse de 1,5 point par rapport à l'exécution du budget en 2019 avec le relèvement des dépenses de santé en lien avec l'effort de lutte contre le Covid-19. Ainsi, le solde budgétaire devrait se dégrader. Le solde de la balance commerciale du Gabon devrait rester excédentaire en 2020, mais en baisse par rapport à 2019. Globalement, le Covid-19 impacte négativement notre économie. Toutefois, comparativement à certains pays du continent, nous montrons de meilleurs signes de résilience.

Face à la crise sanitaire, quelle est la stratégie du gouvernement pour faire repartir la croissance en 2021 ?

Cette stratégie se fonde essentiellement sur deux piliers, à savoir l'accélération des réformes structurelles et la concrétisation de nombreux projets porteurs. Les réformes structurelles porteront sur la réorganisation du cadre institutionnel de certains secteurs comme les infrastructures, l'agriculture, l'habitat, l'énergie et la filière bois. S'agissant des finances publiques, ces réformes s'articuleront autour de l'optimisation de la mobilisation des recettes et de la rationalisation des dépenses. Lesdites réformes toucheront aussi l'environnement des affaires, aussi bien en matière fiscale que dans la promotion des investissements. S'agissant de la mise en œuvre des projets porteurs, nous anticipons un effort d'investissement de plus de 4700 milliards de F CFA (près de 7,2 milliards d'euros) sur les trois années à venir, financé majoritairement par le secteur privé et les PPP. Ces investissements concerneront principalement les secteurs des infrastructures de transport, l'énergie, l'industrie, la filière bois, l'éducation et la santé. L'effort de l'État ira prioritairement vers l'accélération des projets porteurs de croissance et dans les domaines prioritaires tels que la santé, l'éducation et le social.

La crise sanitaire a révélé ce qu'on savait déjà : la dépendance à l'égard du pétrole, la vulnérabilité du pays sur le plan de la sécurité alimentaire. Pourquoi les politiques de diversification de l'économie tardent-elles à porter leurs fruits ?

Il faut savoir que la transformation structurelle d'une économie est un processus qui prend du temps. Je voudrais également rappeler que depuis 2010, le Gabon a accompli des progrès en matière de diversification économique à travers la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). En effet, le poids du secteur pétrolier est passé de 42,2 % du PIB en 2010 à 32,7 % en 2019. Le secteur bois, avec la zone économique spéciale de Nkok, est une illustration du succès de cette politique de diversification. La mise en œuvre du PSGE a été ralentie par la chute du prix du pétrole de plus de 50 % en 2014, avec des conséquences sur les plans macroéconomique et budgétaire, et donc une réduction des capacités d'intervention de l'État, qui a été le moteur du processus. Cette crise avait d'ailleurs conduit à l'arrêt de certains chantiers majeurs. C'est pourquoi notre objectif prioritaire sur la période 2017-2019 a été la restauration du cadre ou des équilibres macroéconomiques afin de remettre le pays sur le sentier de la croissance inclusive et durable à travers la mise en œuvre d'un plan de relance. Malgré le retard occasionné dans ce processus vers la transformation structurelle, des progrès certains ont été enregistrés depuis 2010, ce qui a permis d'améliorer la résilience de l'économie gabonaise face aux chocs. C'est pourquoi l'impact sur la croissance est moins spectaculaire que ce qui est constaté dans d'autres pays pétroliers, y compris dans la sous-région.

Le 31 décembre 2019, à l'occasion de son discours de vœux à la nation, le président Ali Bongo Ondimba avait fait la promesse de créer 10 000 emplois nouveaux par an pour résorber le chômage. Cette promesse a-t-elle été tenue ?

L'annonce avait été faite dans un contexte où nous anticipions une croissance de 3,8 %. Personne ne s'attendait au brutal retournement de la conjoncture que notre pays vit depuis avril 2020, comme le reste du monde d'ailleurs. Vous comprenez donc que dans un tel contexte espérer atteindre les objectifs en matière de création d'emplois n'est pas réaliste. Pour lutter contre les effets du Covid-19 et préserver le pouvoir d'achat, le chef de l'État a pris des mesures saluables pour lutter contre les pertes d'emplois. Le cadre du travail a notamment été aménagé pour éviter des licenciements.

L'audit sur la dette intérieure demandé par la présidence a rejeté deux tiers des sommes réclamées à l'État, considérées comme « fictives ». Comment expliquer une telle proportion de dettes fictives ?

Là où les premiers audits se sont contentés de travailler uniquement sur pièces, la *task force* a systématiquement procédé à des vérifications sur le terrain pour s'assurer de l'exécution ou non des travaux. À ce jour, ce sont environ 440 milliards de F CFA de dettes qui se sont révélées fictives sur les 650 milliards de F CFA audités. Si la *task force* est parvenue à mettre à jour un tel montant, contrairement à un contrôle administratif classique, c'est que la méthode adoptée a été totalement différente. La *task force* ne s'est pas limitée à contrôler la régularité de la procédure d'attribution des marchés publics, elle a aussi vérifié dans les faits et sur le terrain la bonne exécution de ces marchés. C'est ce point qui est fondamental et qui explique pourquoi l'audit de la *task force* est extrêmement rigoureux. Il faut enfin rappeler que les travaux de la *task force* ont déjà permis de procéder au paiement d'un montant global de 4 milliards de F CFA à ce jour, au titre des créances de 300 entreprises. Il s'agit du remboursement des créances dont le montant est égal ou inférieur à 70 millions de F CFA qui bénéficie aux PME, avec pour objectifs de préserver l'emploi et d'assurer leur résilience face à la crise actuelle. ■



« Notre ambition est d'allier économie et écologie »



Entretien avec monsieur Lee White
ministre des eaux, des forêts, de la mer et de l'environnement

Monsieur le Ministre, le Président Ali Bongo Ondimba a interdit l'exportation des grumes en 2009. Quel a été l'impact de cette décision sur le secteur forêt-bois ?

L'impact a été massif. En 2009, de façon tout à fait visionnaire, le président Ali

Bongo Ondimba a décrété l'interdiction d'exporter des grumes. Dix ans plus tard, cette décision a permis de créer trois fois plus d'emplois, soit 27 000 à ce jour, et de quadrupler la part du secteur bois dans notre économie pour atteindre un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de dollars par an. Le succès est tel que cette mesure est prise en modèle dans la sous-région. À l'initiative des pays de la CEMAC, elle a été rendue applicable à partir du 1^{er} janvier 2022 dans l'ensemble du Bassin du Congo.

Ce résultat a été rendu possible grâce à la création de la Zone Économique Spéciale de Nkok (GSEZ), qui compte en son sein un cluster dédié à la transformation de bois qui est considéré comme une référence mondiale. Opérationnel depuis 2015 et considéré à l'époque par certains comme une folie, la GSEZ Nkok constitue aujourd'hui le cœur et le poumon de l'industrie forestière au Gabon.

Bientôt une deuxième et une troisième transformation seront obligatoires, ce qui nous permettra de fabriquer et d'exporter des produits semi-finis et finis (meubles, portes, fenêtres, etc.).

À vous entendre le développement du secteur forêt-bois est presque fini. Quelles sont les perspectives pour des investisseurs potentiels ?

Le Gabon abrite une forêt qui s'étend sur un peu plus de 23 millions d'hectares. Son économie forestière génère un chiffre d'affaire d'1 milliard de dollars par an et a créé 27 000 emplois. En comparaison, la Malaisie, avec 21 millions d'hectares de forêt naturelle a une économie forestière de près de 6 milliards de dollars et plus de 320 000 emplois. Nous sommes convaincus que si nous renforçons au Gabon l'obligation de deuxième et de troisième transformation sur place et si nous créons des plantations afin de garantir une exploitation durable de notre forêt, nous multiplierons par dix la taille de ce secteur dans le PIB et d'autant le nombre d'emplois créés en 10 ou 15 ans. À terme, l'or vert, c'est-à-dire l'exploitation durable et renouvelable de nos ressources naturelles, doit remplacer l'or noir, autrement dit le pétrole.

Pour y parvenir, nous devons intégrer au logiciel de notre administration forestière l'impératif de développement durable. Nous avons également besoin d'investissements de la part du secteur privé. C'est le bon moment pour investir dans cette industrie, compte tenu de la situation de l'économie mondiale et du fait que nous avons déjà réalisé le plus difficile : passer d'une industrie reposant sur l'exportation de matière première, un des principaux travers de l'Afrique, à une industrie qui transforme 100 % de son bois et qui fabrique des produits de plus en plus sophistiqués.



RÉPUBLIQUE GABONAISE

MINISTÈRE DES EAUX, DES FORÊTS,
DE LA MER ET DE L'ENVIRONNEMENT



Le président de la République Ali Bongo Ondimba, le Premier Ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda et Lee White ministre des eaux, des forêts, de la mer et de l'environnement lors de la visite d'une usine de fabrication de meubles.

Le Gabon est connu comme étant un sanctuaire de la biodiversité, l'Éden Vert de l'Afrique. Est-ce que votre vision d'une industrie forêt-bois 10 fois plus importante est compatible avec la préservation de la biodiversité ?

Aujourd'hui, 21% des écosystèmes terrestres du Gabon sont protégés et nos parcs nationaux sont parmi les plus riches d'Afrique. Pour le président Ali Bongo Ondimba, l'un des chefs d'État les plus fortement engagés dans la lutte pour la protection de l'environnement et de la biodiversité, la préservation et la survie de la planète ne sont pas négociables.

Pour autant, il ne faut pas confondre la protection de la forêt avec sa mise sous cloche. Une forêt n'est pas un musée. Nous avons besoin de développer l'ac-

tivité économique, que ce soit l'industrie du bois ou le tourisme vert, pour la simple raison que nos populations ont besoin de travailler pour vivre. Simplement, il faut le faire dans une optique durable, soutenable. Concilier impératif écologique et développement économique, c'est ça notre ambition.

L'enjeu est énorme en regard de la lutte contre le réchauffement climatique. Le bassin du Congo, dans lequel se trouve la forêt gabonaise, constitue une énorme banque de 70 milliards de tonnes de carbone stockés dans le bois et les sols. Si ce carbone venait à être libéré dans l'atmosphère du fait de la déforestation, les températures risqueraient d'augmenter en moyenne de 3° ou 4° C, ce qui aurait des conséquences gravissimes pour notre planète et pour

l'humanité. Sans compter que les forêts du bassin du Congo sont à l'origine de la pluie dans les montagnes d'Éthiopie qui alimente le Nil Bleu et ainsi l'Égypte en eau. Perdre les écosystèmes fournis par nos forêts tropicales aurait des effets incalculables. Cela mettrait sur la route de l'exil des centaines de millions de réfugiés climatiques.

Dans une vision d'exploitation durable, quels sont les risques les plus importants ?

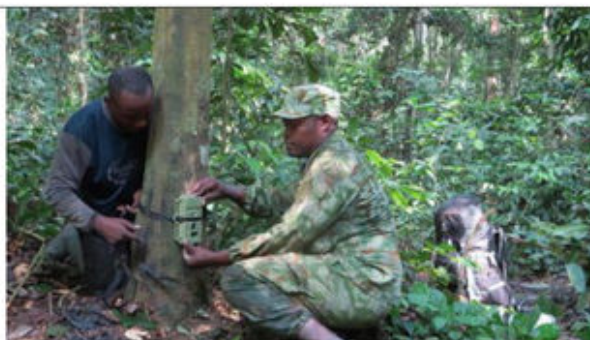
La première menace, le risque le plus important, c'est le réchauffement climatique. Paradoxalement, la deuxième menace viendra peut-être de ceux qui pensent bien faire. Il existe des lobbies qui pourfendent l'exploitation du bois tropical, des ONG soutenues par une partie de l'opinion publique occidentale qui pensent qu'exploiter une forêt, c'est forcément la détruire.

C'est pourquoi, au Gabon, tout est fait pour que notre bois soit exploité de façon durable et que l'impact soit positif pour le climat, la biodiversité et la population. Nos études montrent que grâce à la bonne gestion de la forêt, le pays absorbe de plus en plus de CO₂. Aujourd'hui, loin d'être simplement « carbone neutre », le Gabon est « hautement positif » en CO₂.

Pour nous assurer que la forêt est exploitée de façon durable, nous développons des méthodes de suivi de la biodiversité appliquées aux permis forestiers à travers l'installation de réseaux de photo-pièges qui photographient et répertorient tous les animaux – et, au passage, les braconniers – qui passent devant l'objectif. Ce qui nous permet de cerner les tendances à l'œuvre et d'avoir l'assurance que l'équilibre de la forêt est bien préservé. Allier économie et écologie, c'est la véritable ambition du Gabon.

Exploiter le bois de façon durable et générer un impact positif pour le climat, la biodiversité et la population : tels sont les principaux objectifs de notre stratégie.





Fort d'un potentiel exceptionnel et conscient du rôle que les forêts occupent dans le développement socio-économique et culturel de sa population, le Gabon a résolument orienté sa politique forestière vers la gestion durable des ressources forestières, la conservation de la biodiversité et l'industrialisation plus poussée de la filière bois.

Pour développer la production de bois durable, traçable et en plus grande quantité afin d'alimenter les filières en aval, il est prévu de :

- Développer une plantation d'eucalyptus à grande échelle (300 000 hectares). L'objectif est d'approvisionner et de soutenir la production des ZES mais aussi de développer la bourse nationale du bois du Gabon pour renforcer la transparence sur le marché et moderniser les moyens d'achat et de vente de bois en tirant profit de l'e-finance.
- Créer une base de données et un système de gestion de données forestières et de traçabilité unique au monde. Un outil de suivi de la traçabilité des opérations forestières est en cours d'élaboration afin de contribuer à la lutte contre l'exploitation forestière illégale.
- Rendre obligatoire la certification pour les activités d'exploitation forestière. Les entreprises du secteur devront intégrer d'ici 2022 le label Forest Stewardship Council (FSC), la norme la plus exigeante du secteur.

LES CHIFFRES-CLÉS DE L'INDUSTRIE DU BOIS DANS LA GSEZ DE Nkok



PRODUCTION

Bois transformés : 775 000 m³
en 2020 (estimation)
80 unités industrielles,
25 en construction



EXPORTATIONS

300 000 m³ de placage dans plus
de 50 pays et **80 000 m³ de bois scié**.
En 2020, la Chine demeure le plus grand
acheteur de bois gabonais (**39 % des**
exportations gabonaises) suivi de
l'Inde (**22 %**) et de l'Europe (**18 %**).



EMPLOI

8 000 emplois directs



INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Plus de 1,7 milliard de dollars
166 investisseurs en provenance
de 17 pays



LES 8 ÉTAPES DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU BOIS

1 > PLANIFICATION

Élaboration
des documents
d'aménagement
en suivant la loi
gabonaise et les normes
internationales
de gestion durable.

2 > GESTION

Gestion durable d'une
forêt aménagée et mise
en œuvre d'un système de
traçabilité du bois.

3 > TRANSPORT

Train, camions ou barges
vers GSEZ Nkok.
Avant d'entrer sur la ZES
le bois doit obtenir un
agrément technique
délivré par TRACER-NKOK.

4 > GSEZ Nkok *

Arrivée du bois sur GSEZ Nkok
avec l'obtention de l'agrément
technique par TRACER-Nkok).
- Au Log Parc (Le parc à bois
est certifié FSC COC (chaîne de
contrôle)
- Directement dans les industries.

5 > PREMIÈRE TRANSFORMATION

Sciage, tranchage,
déroutage
ou utilisation des déchets
de bois pour transformation
(sciures, charbons, palettes...).

6 > DEUXIÈME TRANSFORMATION

Séchage, rabotage,
collage...

7 > TROISIÈME TRANSFORMATION

Produits finis : meubles,
travers de chemins de fer...).

8 > EXPORTATION

Export de bois
transformé uniquement
selon la Loi Gabonaise.

* TRACER-Nkok est une agence indépendante qui conduit une analyse de risque sur la légalité des bois ronds qui alimentent la GSEZ Nkok. Depuis le 1^{er} octobre 2018, l'agence TRACER-Nkok couvre l'ensemble des flux de grumes entrant dans la ZES de Nkok, et garantit :
- La traçabilité de 100% des grumes entrantes, depuis la forêt d'origine jusqu'à l'entrée en usine
- La conformité de 100% des fournisseurs de grumes avec un référentiel de légalité adapté au contexte gabonais.



RÉPUBLIQUE GABONAISE

MINISTÈRE DES EAUX, DES FORÊTS,
DE LA MER ET DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNIQUÉ

Vers une industrie de fabrication de meubles « Made in Gabon »

Le Gabon vise à se positionner en tant que leader mondial du secteur bois, en intégrant l'ensemble des chaînes de valeur que procurent les différents niveaux de transformation du bois et en se positionnant notamment sur les marchés régionaux et internationaux à forte valeur ajoutée.

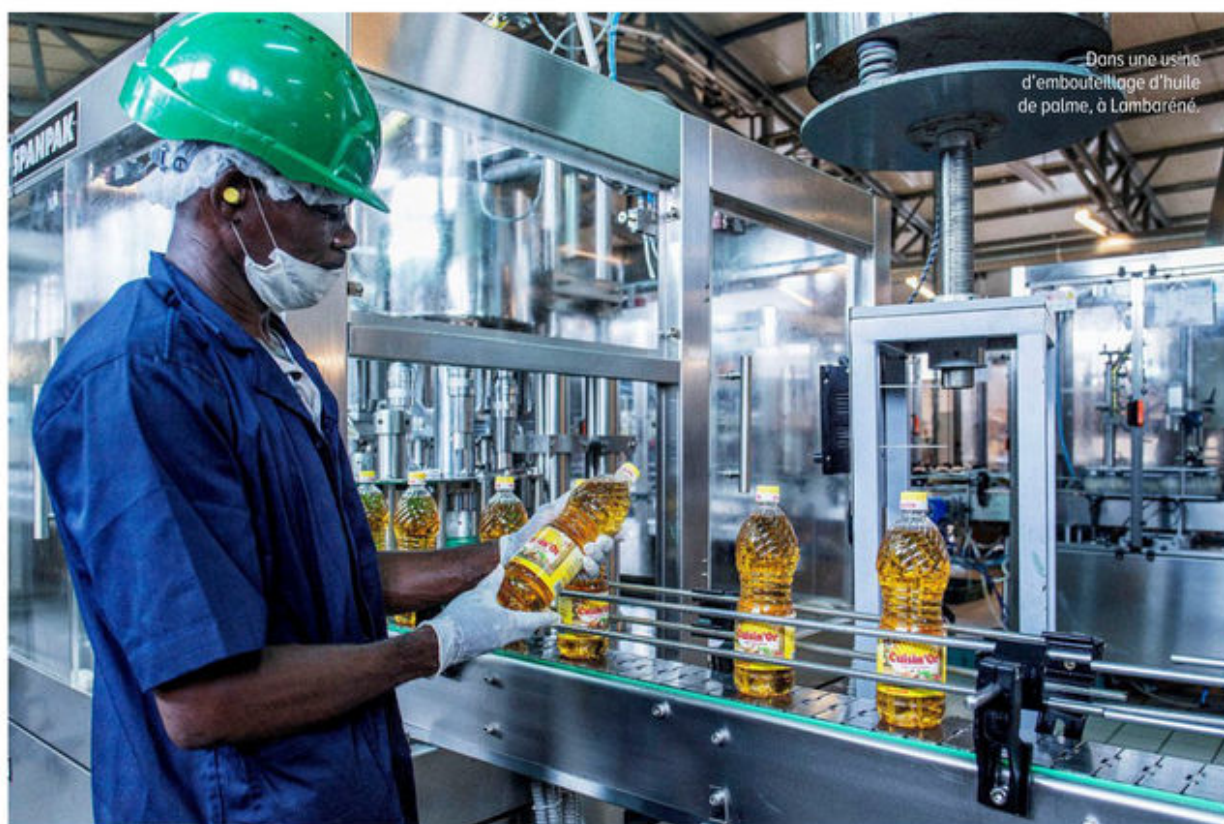
Le Gabon, reconnu mondialement pour ses masques fabriqués en bois dont plusieurs artistes de renom, tels que Picasso et Matisse, ont été inspirés, commence maintenant à travailler le bois autrement, en vue de fabriquer des meubles.

Le Gabon dispose d'un centre d'exposition « Gabon Wood hub », qui est un espace de commercialisation des meubles en bois fabriqués par les entreprises exerçant dans la zone économique spéciale (ZES) de Nkok. Des magasins vont être ouverts à Libreville, Port-Gentil, Paris, Londres et aux États-Unis en 2021.



www.eaux-forets.gouv.ga

JAMG - PHOTOS : MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS DU GABON SAUF MENTION



JACQUES TORREGANO POUR JA

Alliés particuliers

Plutôt que de diversifier ses partenariats, l'État préfère, pour la réalisation de ses grands projets, miser sur des groupes privés implantés de longue date. Quitte à limiter la concurrence...

CAROLINE CHAUVET, AVEC JULIEN CLÉMENTOT

Au Gabon, les remaniements ministériels sont presque une routine. On en compte une dizaine depuis 2018, dont le dernier est intervenu en décembre dernier après la démission du ministre de l'Économie Jean-Marie Ogandaga. « L'instabilité est érigée en mode de gouvernement », raille l'économiste Mays Mouissi. En parallèle de cette valse des commis de l'État, le pouvoir instaure une forme de continuité dans ses projets

au travers de relations au long cours avec certains groupes privés.

Le singapourien Olam en offre un exemple très parlant. Arrivée au Gabon en 1999, l'entreprise a d'abord importé du riz et du lait en poudre en même temps qu'elle exportait des grumes de bois. Également présente dans la production d'hévéa et d'huile de palme, elle a surtout profité à partir de 2010 des grands projets d'infrastructures du gouvernement pour se diversifier, notamment grâce au Plan stratégique

Gabon émergent (PSGE), élaboré à la demande d'Ali Bongo Ondimba pour sortir le pays de sa dépendance au pétrole. À travers sa filiale Gabon Special Economic Zone (GSEZ), qui donnera naissance à Arise, Olam va construire et obtenir la gestion de la zone économique spéciale de Nkok, destinée à la transformation du bois, bâtir le nouveau port d'Owendo, qu'il gère en partie, en plus du terminal minéralier d'Owendo, et devrait réhabiliter à l'horizon 2023, avec l'appui du français Meridiam, 780 kilomètres de routes entre Libreville et Franceville pour donner naissance à la Transgabonaise. En 2018, Arise avait aussi repris la gestion de l'aéroport de Libreville au groupe français Egis et décroché la construction du nouvel aéroport.

Ces partenariats avec l'État sont affichés comme très vertueux par les autorités gabonaises. La zone de Nkok aurait permis de créer, d'après les données fournies par →

→ l'entreprise, 8000 emplois directs et aurait concentré 1,7 milliard de dollars d'investissement. Entre 2010 et 2018, Olam a lui-même injecté près de 2 milliards d'euros au Gabon, soit plus de 45 % du montant total des investissements directs étrangers sur cette période, indique un document du Trésor français.

La coopération avec le géant singapourien a été facilitée par les liens personnels noués par le Palais avec la direction de l'entreprise. Aujourd'hui coordinateur général des affaires présidentielles, Nouredin Bongo Valentin, fils du chef de l'État, a été de 2014 à 2019 l'un des plus proches collaborateurs de Gagan Gupta, alors directeur général de la filiale gabonaise. Théophile Ogandaga, depuis l'an dernier directeur de cabinet du chef de l'État, était jusqu'alors numéro deux du groupe dans le pays. Cet alignement parfait entre intérêt privé et volonté politique traduit aussi la nécessité de Libreville de s'appuyer sur des partenaires privés pour mettre en œuvre certains grands projets au moment où ses finances sont sous pression. Selon les chiffres du FMI, les investissements publics n'ont cessé de baisser entre 2012 et 2017, passant de 46 % du budget à 13 %.

La transparence en question

Une bonne entente qui n'empêche pas des ratés, comme le retard pris par le programme Graine. Lequel – mis en action par la Sotrader, une société détenue à 51 % par l'État et à 49 % par Olam – prévoyait de faire passer la contribution du secteur agricole au PIB de 5 % en 2015 à 20 % en 2020. L'année passée, ce dernier stagnait toujours au-dessous de 6 %, selon la Banque mondiale. Plébiscitée par l'État, la multiplication de ces projets sans mise en concurrence pose également la question de la transparence, comme le signalait le FMI en 2019 sans en viser un en particulier. Dans cette stratégie de consolidation des acquis, chacun y trouve son compte... via des mécanismes de partage de la rente dans

un pays où le pouvoir économique n'est jamais loin du pouvoir politique, juge l'universitaire Jean-Louis Nkoulou-Nkoulou.

« Si certaines entreprises occupent des positions dominantes, c'est parce que l'environnement est incertain et que cela freine l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché », estime aussi Mays Mouissi. Le climat politique tendu, les affaires de corruption, l'instabilité gouvernementale et l'AVC qui a frappé le chef de l'État en 2018 sont autant d'éléments de perception négatifs qui pénalisent le Gabon aux yeux des investisseurs. En 2020, le classement « Doing Business » de la Banque mondiale sur le climat des affaires classe le pays à la 169^e place

D'APRÈS LE FMI, LES INVESTISSEMENTS PUBLICS N'ONT CESSÉ DE BAISSER ENTRE 2012 ET 2017, PASSANT DE 46 % DU BUDGET À 13 %.

sur 190. « Travailler avec des entreprises qui connaissent le potentiel de nos ressources permet d'accélérer la mise en œuvre des projets, de ne pas perdre de nombreux mois en études et en négociations sur les conditions d'investissement, comme c'est le cas avec un nouveau partenaire », argumente Davy Emame Ndong Nze, coordinateur de l'unité d'appui aux partenariats public-privé. Dans le secteur des matières premières, c'est aussi l'assurance d'avoir des interlocuteurs dont les décisions seront moins influencées par la variation des cours car une partie de leurs investissements est déjà amortie.

Dans ce contexte, certaines alliances semblent inaltérables. Créée avant même l'indépendance du pays, la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) exploite depuis 1962 le gisement de manganèse du plateau de Bangombé, près de Moanda. La filiale du français

Eramet est de loin la première contributrice d'un secteur minier qui représente aujourd'hui 6 % du PIB. En dépit de l'arrivée de concurrents chinois et indien au cours de la dernière décennie, Comilog extrait 90 % du manganèse issu du sous-sol gabonais, soit 4,8 millions de tonnes de minerais l'an dernier. Sa maison mère souhaite porter sa production à 7 millions de tonnes par an d'ici à 2023, grâce à l'exploitation, lancée cette année, d'un nouveau gisement, toujours proche de Moanda. Le Gabon a tout intérêt à voir la filiale d'Eramet prospérer puisqu'il en détient 28,9 % du capital. Là aussi les rapports personnels ont souvent permis par le passé d'entretenir une relation de confiance. Marcel Abéké, directeur général de Comilog jusqu'en 2011 et aujourd'hui brouillé avec le Palais, a par exemple été l'un des grands pourvoyeurs de fonds du Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir), et la famille Bongo était elle-même un actionnaire minoritaire du groupe, selon un rapport réalisé en 2012 par le cabinet d'avocats Fénéon-Delabrière.

Perenco, après Total

Cette fidélité n'empêche pas le pays d'élargir le cercle de ses partenaires privilégiés, y compris dans le secteur stratégique des hydrocarbures, qui représente 80 % des exportations. Longtemps lié aux pétroliers Total et Shell, le Gabon s'est rapproché ces dernières années du groupe franco-britannique Perenco. Arrivé en 1992 dans le pays, il est devenu le premier opérateur local à la faveur de l'achat des blocs onshore de Total en 2017. Sa production, pétrole et gaz confondus, atteindrait 100 000 barils par jour, quand 220 000 barils sont extraits à l'échelle du pays. Une montée en puissance bienvenue pour le Gabon puisque sa production a pu à nouveau augmenter après plusieurs années de baisse (+ 13 % en 2019 par rapport à 2018). Mais, là encore, la transparence dans cette relation pose question au moment où la compagnie est accusée de polluer des sites naturels. 



Pour répondre à la problématique du manque d'expérience professionnelle, l'Office National de l'Emploi (ONE), service public de l'emploi de la République Gabonaise, met en œuvre une série d'initiatives en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes.

L'ONE assiste les personnes à la recherche d'un emploi ou d'une formation pouvant faciliter leur insertion ou leur réinsertion professionnelle, les employeurs pour l'embauche ou le reclassement de leur personnel et met en œuvre les dispositions spécifiques arrêtées par le Gouvernement en faveur de l'emploi.

Un enjeu majeur

Le Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, a déclaré ouvertement la guerre contre la pauvreté, la précarité et les inégalités sociales. Au regard de la crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19, qui s'est transformée en une crise économique et financière, le Gouvernement est focalisé sur la relance économique afin de redynamiser l'emploi, singulièrement celui des jeunes.

La problématique de l'emploi des jeunes est un enjeu majeur pour notre pays. En effet, entre 2016 et 2019, l'ONE a enregistré 59 159 demandeurs d'emploi dont 86,4 % sont âgés de 16 à 34 ans. Plus de la moitié des inscrits sont des primo-demandeurs, qui n'ont pas d'expérience professionnelle. Et ce, alors que

les entreprises recherchent des personnes de plus en plus expérimentées avec un minimum de trois ans d'expérience professionnelle.

Face à cet enjeu, l'ONE a amélioré son offre de service en se constituant en 4 pôles stratégiques à savoir :

ONE-Placement : dispositif d'insertion professionnelle qui consiste à rapprocher l'offre et la demande d'emploi.

ONE-Employabilité : dispositif composé des programmes d'amélioration de l'employabilité des jeunes.

ONE-Entreprendre : dispositif composé des programmes permettant à l'ONE d'accompagner les demandeurs candidats à l'auto-emploi à la création des activités génératrices de revenus.

ONE-Intérim : dispositif de mise à disposition du personnel notamment dans les postes saisonniers mais également en vue du remplacement temporaire d'un salarié.

La Banque Africaine de Développement aux côtés de l'Etat pour lutter contre le chômage

L'État Gabonais a obtenu de la part de la Banque Africaine de Développement (BAD), un prêt pour financer le projet de Renforcement des Capacités pour l'Employabilité des Jeunes et l'amélioration de la Protection Sociale (RCEJPS).

“

Une stratégie déterminée pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

Hans Landry Ivala,
Directeur Général de l'Office
National de l'Emploi (ONE)

Ce projet comprend trois composantes : 1. Augmentation et diversification de l'offre de formation professionnelle, d'enseignement technique et de santé ; 2. Amélioration de la qualité des formations et de la gouvernance des secteurs, ainsi que 3. Promotion de l'inclusion sociale et de la solidarité nationale. L'Office National de l'Emploi exécute un programme visant à l'amélioration de l'employabilité des jeunes au sein de la composante 2. C'est dans ce cadre que la Banque Africaine de Développement (BAD) a décidé d'accompagner l'ONE dans la modernisation, la réhabilitation, l'extension et la mise en réseau des installations et équipements du siège à Libreville et des antennes dans les huit (8) provinces de l'intérieur du pays.

Le CAJ : un dispositif innovant

Par ailleurs, lors des premières Assises Sociales tenues à Angondjé, au nord de Libreville, les 25 et 26 avril 2014, le Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA a décidé d'instaurer le Contrat d'Apprentissage Jeunesse (CAJ) en tant que dispositif obligatoire d'amélioration de l'employabilité des jeunes pour les entreprises de plus de 50 salariés et comme critère d'accès aux marchés publics.

Le CAJ est un dispositif innovant en ce sens que sa mise en œuvre génère des frais de gestion versés par les opérateurs économiques partenaires pour financer les programmes d'auto-emploi. Les frais de gestion générés par le CAJ ont permis de mettre en place un fonds de garantie logé dans un établissement de micro-finance en vue de faciliter l'accès au crédit des demandeurs d'emploi désireux de se lancer dans des activités génératrices de revenus.



DF - JAMG / © Droits réservés





Bien qu'affaibli, il espère pouvoir poursuivre les réformes amorcées lors de son premier mandat.

Le patron des patrons sous pression

Réélu en août 2020 à la tête de la Confédération patronale gabonaise, Alain Bâ Oumar se trouve mis en difficulté par des accusations de malversations.

OMER MBADI

Interrogé en octobre par le quotidien progouvernemental *L'Union*, Alain Bâ Oumar n'a pas franchement défendu les entreprises dont les créances (241 milliards de F CFA, 366 millions d'euros) ont été annulées par l'État. Reconduit en août à la tête de la Confédération patronale gabonaise (CPG), il a au contraire dénoncé celles qui auraient présenté des fausses factures. En 2018, cet homme d'affaires avait montré plus de combativité pour obtenir, sous l'égide du Club de Libreville, le paiement de 400 milliards de F CFA dus par le Gabon au secteur privé.

Le fondateur d'IG Telecom, qui s'est fait une place de choix en Afrique centrale dans la fourniture de services de communication par satellite (VSAT), est sous pression. La *task*

force, sous l'autorité de Nouredin Bongo Valentin, lui reproche d'avoir empoché 600 millions de F CFA pour la connexion des lycées et écoles primaires sans avoir honoré ce marché.

L'euphorie de sa réélection sans opposition a disparu. Son premier mandat, décroché avec une voix d'écart face à Jean Bernard Boumah, avait convaincu les 300 membres de la CPG, pesant 80 % de la richesse nationale, de sa capacité à se faire entendre des pouvoirs publics et à redynamiser une organisation trop discrète. Outre le paiement de la dette intérieure, Alain Bâ Oumar et ses équipes ont contribué

IL VOIT EN LA CRISE MULTIFORME PROVOQUÉE PAR LE COVID-19 UNE OPPORTUNITÉ.

à la réécriture des codes minier, pétrolier et du travail en cours, et à la réanimation de la chambre de commerce.

Avant d'être à la tête du CPG, il présidait la Fédération des opérateurs de communications électroniques du Gabon (Foceg), et sa croisade contre la contribution des entreprises du secteur au financement de l'assurance maladie des Gabonais économiquement faibles (GEF) avait aussi marqué les esprits.

Le natif de Libreville avait aussi amorcé une restructuration interne de la CPG, qui s'est traduite par une cure d'amaigrissement du conseil d'administration – le nombre d'élus est passé de 60 à 20 –, et par une réduction de la présence des organisations représentatives des branches d'activités, passée de 30 à 18. Une réorganisation à marche forcée qui a suscité des remous. Comme cette lettre divulguée début 2020, révélant un malaise auprès d'une partie du personnel, qui se plaint de l'attitude rigide du patron gabonais.

L'économie locale reléguée

Cette raideur a-t-elle créé de l'instabilité? Durant son premier mandat, le dirigeant, qui n'a pas répondu aux sollicitations de *Jeune Afrique*, a épuisé deux secrétaires généraux. Mais tout semble indiquer que l'économiste Hamidou Okaba, en poste depuis l'an dernier, a signé pour un long bail.

Les critiques émanent aussi de l'extérieur de l'organisation. «Je ne reconnais plus la CPG depuis qu'il en a pris les rênes», se désole le dirigeant d'une association patronale, lui reprochant sa propension à privilégier les multinationales à l'économie locale.

Bien qu'affaibli, ce mathématicien, qui a fait ses classes à Aix-Marseille et à l'American University, à Washington, espère maintenir le cap et offrir au patronat l'aura dont il a été longtemps privé. Il voit en la crise multiforme provoquée par le Covid-19 une opportunité. La CPG reste sur le front, en concertation avec le ministère de la Santé, avec des dépitages dans les entreprises, et continue de négocier les mesures de relance qui pourraient être adoptées, notamment au profit de ses membres. ■



« La pandémie du Covid-19 a été une opportunité pour renforcer le système de santé du Gabon »



ENTRETIEN AVEC

Dr. Guy Patrick Obiang Ndong,
ministre de la Santé du Gabon

Pouvez-vous nous présenter les grandes lignes de la stratégie globale de riposte du Gabon face à la pandémie du Covid-19 ?

Dès le mois de janvier 2020, et avant même que le continent africain ait été touché par le virus, le Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, a décidé de réunir un conseil de cabinet dédié à la pandémie. Un comité spécial Covid-19 a été créé : il a été chargé de définir une stratégie de riposte et de l'appliquer.

Le Président de la République a pris en charge personnellement le pilotage de la riposte sanitaire qui est devenue une priorité stratégique nationale. Cette implication personnelle du chef de l'État a permis de réduire le nombre d'échelons intermédiaires et de rendre le processus d'exécution fluide et agile.

Quelles ont été les composantes de cette riposte ?

La stratégie a été basée sur plusieurs piliers. Le cœur de la riposte a consisté en un dépistage massif et gratuit de la population, destiné à identifier les personnes affectées par le virus, qu'elles présentent des symptômes ou pas, et les cas contacts, puis à les isoler dans des sites spécifiques (CHU, hôtels, etc.). Nous avons sollicité l'appui de l'Agence Gabonaise d'Études d'Observations Spatiales (AGEOS) afin d'établir une cartographie des zones les plus touchées. Cela nous a permis de mieux cibler les populations à traiter et d'ajuster la stratégie en permanence. Nous avons voulu, dès le départ, isoler et traiter le plus rapidement possible afin de bloquer le développement de la pandémie. L'ensemble des ressources hospitalières (secteur public, secteur privé et défense) ont été mobilisées dans une logique de mutualisation. Un Fonds spécial



L'implication du président de la République Ali Bongo Ondimba est telle, qu'il a aussi supervisé la bonne réception des équipements.

Covid-19 a été créé par le Président de la République en vue de financer l'acquisition des équipements nécessaires.

Dans une 2^e étape, la population a été sensibilisée par le biais des canaux de communication. La fermeture des frontières et des lieux publics (écoles, hôtels, restaurants, etc.) ainsi que le confinement ont complété le dispositif. Notre réponse a été globale et agile.

Des décisions importantes ont été prises en matière d'équipements. Pouvez-vous nous en dire plus ?

L'application d'une telle stratégie ne pouvait avoir de sens que si les moyens nécessaires étaient alloués. L'acquisition du laboratoire géant Pr. Daniel Gahouma a permis de porter la capacité de dépistage de 300 à 10 000 tests par jour. Cette installation, unique en son genre en Afrique subsaharienne, est devenue la pierre angulaire de la stratégie de riposte.

Les plateaux techniques des structures de santé ont été renforcés avec l'acquisition de matériels (ventilateurs, etc.) et d'équipements de protection individuelle (gel, gants, masques, etc.) pour équiper les professionnels de santé. L'aménagement de l'hôpital de campagne Angondjé a représenté un apport supplémentaire de 300 lits.

S'agit-il d'une simple réponse ponctuelle ?

L'acquisition du laboratoire Pr. Daniel Gahouma va nous permettre de diagnostiquer d'autres virus. Nous avons lancé la réhabilitation d'un ancien hôpital dans le but de créer un Institut des maladies infectieuses. Par ailleurs, pendant cette crise nous avons développé la formation du personnel médical. La plupart des investissements consentis sont de nature pérenne. En dépit de ses aspects négatifs, la crise sanitaire a été une opportunité pour renforcer le système de santé du Gabon.

Quelques clics de retard

À concentrer ses efforts sur le développement des infrastructures et la numérisation de l'administration, Libreville en a oublié de soutenir le secteur privé. En dehors des opérateurs de télécoms, peu d'entreprises technologiques émergent dans le secteur du numérique.

Airtel est l'un des principaux fournisseurs d'internet mobile du pays.



QUENTIN VELLUET

En Afrique centrale, il est un président grand amateur de musique, mais qui peine pourtant à imposer son tempo. Lors du sommet TransformAfrica de Kigali en 2013, Ali Bongo Ondimba promettait de faire du Gabon la référence continentale de l'économie numérique. Mais, malgré ses efforts, le président n'est toujours pas parvenu à concrétiser cette vision, résumée dès 2011 par l'ambitieuse stratégie « Gabon émergent », qui insistait largement sur le volet numérique. « Il est furieux, et son ministre de l'économie numérique n'en dort pas de la nuit », souffle un cadre proche du gouvernement.

Doit-on y voir l'expression de sa frustration ? Le 20 novembre, le

président de la République du Gabon a limogé son demi-frère, Alex Bernard Bongo Ondimba, 51 ans, directeur général de l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (Aninf) depuis sa création, en 2011. Pour le remplacer, le chef de l'État a nommé Daniel Christian Rogombe, décrit comme un technicien discret, qui aura notamment la charge de développer et de renforcer les partenariats public-privé dans la gestion des infrastructures de télécoms du pays.

Pas de législation spécifique

L'Aninf a pourtant démontré sa capacité à déployer des infrastructures de niveau international. Aux côtés de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), présidée par l'inamovible Lin Mombo, l'agence a

permis au pays d'être l'un des mieux câblés d'Afrique centrale et l'un de ceux où les données mobiles coûtent le moins cher (6,85 dollars, soit moins de 1,2 % du revenu mensuel moyen). Ses 2,9 millions d'abonnés à l'internet mobile (156 % de taux de pénétration) profitent du haut débit distribué par deux câbles sous-marins (ACE et SAT-3) et bientôt par un troisième, 2Africa, fruit d'un consortium mené par Facebook avec lequel l'Arcep négocie actuellement le choix de l'opérateur (Gabon Telecom ou Airtel) qui gèrera l'atterrissage de l'infrastructure sur les plages de Libreville.

Sur la terre ferme, cette capacité est distribuée par un *backbone* de fibre optique publique géré depuis 2016 par Axione, une filiale du groupe Bouygues. Le Central Africa Backbone (CAB), financé par la Banque mondiale en 2015, connecte quant à lui le territoire au Congo, au Cameroun et à la Guinée équatoriale.

Les différents cadres juridiques et réglementaires ne semblent pas non plus représenter un frein à l'essor du secteur. « Conformément aux recommandations de l'UIT, le Gabon a adopté il y a un an le système de licence technologiquement neutre qui permet aux opérateurs de ne pas payer à nouveau lorsqu'ils effectuent une montée technologique telle que la 5G, explique Lin Mombo. Cela évite des procédures fastidieuses et encourage les investissements », poursuit le patron de l'Arcep, qui préside également le Conseil africain des régulateurs de Smart Africa.

Sur le plan économique, Yannick Ebibie, directeur général de la Société d'innovation numérique du Gabon (Sing), contrôlée à 30 % par l'État, assure que le Gabon dispose

d'une législation en faveur des TPE et PME « généreuse et libérale » qui prévoit des incitations financières identiques à celles des différents « Start-up Act » adoptés récemment au Sénégal, en Guinée, ou encore au Mali. Mais la « réglementation pourrait être assouplie concernant les exigences et le contrôle des équipements, ou la politique de données personnelles, peu favorable au développement d'objets connectés ou de services en télémédecine », ajoute ce spécialiste de l'entrepreneuriat formé aux États-Unis.

Contrairement à nombre de ses voisins, le petit pays d'Afrique centrale n'a effectivement pas défini de législation spécifique en faveur du développement des entreprises du numérique. Il est d'ailleurs l'un des rares États du continent à ne pas avoir donné suite aux propositions de l'organisme i4Policy, spécialisé dans l'accompagnement des institutions dans la définition de « start-up act » sur mesure. Et plus largement, le pays classé à la 169^e place (sur 190) du rapport « Doing Business 2020 » de la Banque mondiale, demeure réputé pour son environnement des affaires quelque peu âpre, bien qu'un code des investissements censé raccourcir les délais de création d'entreprise, grâce à un guichet unique en ligne, soit en cours de préparation.

Business angels

La principale erreur des autorités gabonaises en matière de numérique est finalement d'avoir concentré leurs efforts sur la numérisation du secteur public, négligeant dans le même temps de soutenir les initiatives privées. Résultat, l'économie numérique stationne aux alentours de 3 % du PIB depuis 2014, selon nos estimations basées sur les données de l'Arcep (mobile et internet fixe), tandis que les ambitions tablent sur une participation du secteur de 10 % à 12 % de la richesse nationale d'ici à 2025. Pour certains observateurs, cela s'explique par l'existence d'une fracture générationnelle entre une jeunesse connectée et entreprenante et une classe

dirigeante dépassée qui ne parvient pas à saisir concrètement le potentiel du numérique. « Nos interlocuteurs ne comprennent rien aux enjeux. Ils préfèrent dépenser de l'argent lors d'assises ou dans des véhicules d'investissement plutôt que directement sur des plateformes », regrette un familier de l'écosystème numérique du pays, qui précise néanmoins que des personnalités comme Fabrice Nze-Bekale, DG du cabinet de conseil ACT Afrique, commencent à fédérer des *business angels* pour soutenir les jeunes pousses locales.

Mais l'administration n'est pas seule responsable du retard numérique accumulé dans le secteur privé. « Si le Gabon ne parvient pas à capitaliser sur la révolution numérique, c'est parce que les opérateurs traînent à mettre en place l'interopérabilité de

IL EXISTE UNE FRACTURE GÉNÉRATIONNELLE ENTRE UNE JEUNESSE CONNECTÉE ET UNE CLASSE DIRIGEANTE DÉPASSÉE.

leurs services de transfert d'argent et parce qu'ils cultivent une politique conservatrice sur leurs API [interface de programmation d'application], rendues trop restrictives », explique Emmanuel Leroueil, conseiller économique et financier d'Ali Bongo Ondimba. Conséquence, si 44 % de la population a adopté la *mobile money*, elle ne peut pas envoyer d'argent d'un opérateur à un autre. De leur côté, les développeurs qui voudraient lancer une application pour le grand public doivent braver la complexité des interfaces afin de proposer leurs solutions sur les plateformes des opérateurs.

Le Gabon est pourtant loin de végéter dans une torpeur entrepreneuriale. Loin des projecteurs dont il aurait pourtant besoin, et malgré un État peu réceptif, un écosystème

se crée. Le pays a encore besoin de muscler son offre de formation dans le numérique et l'entrepreneuriat, mais il dispose déjà de solides filières à l'université des sciences et techniques de Masuku et à l'école 241, qui forment des codeurs confirmés.

De son côté, Yannick Ebibie, patron de la Société d'Innovation Numérique du Gabon (Sing), qui accompagne les start-up, peut compter sur le soutien d'actionnaires privés comme Gabon Telecom, Vivendi (GVA), la banque Bicig ou le fournisseur d'accès à internet Solsi. L'entreprise, qui affirme avoir appuyé 28 start-up, a décentralisé son modèle en s'implantant après Libreville à Port-Gentil et à Franceville. Elle propose diverses prestations, comme de l'hébergement de contenus sur le *cloud* ou l'accès à Gobonus, une plateforme en ligne qui agrège des appels d'offres et connecte les fournisseurs de services à des donneurs d'ordres internationaux. « Plus que de financements, nos start-up ont besoin d'opportunités », martèle le dirigeant, ex-consultant senior de Performances Group.

De multiples initiatives

Ailleurs dans la capitale, d'autres structures d'accompagnement voient le jour et se renforcent. Un incubateur, baptisé Ogooue Labs, a reçu le 26 novembre 2020 un prêt de 250 millions de FCFA (environ 381 000 euros) de la part de la Compagnie financière africaine (Cofina) pour financer son programme d'accélération de start-up. Autour de lui, se déploient des initiatives similaires, comme GLab, qui soutient l'entrepreneuriat féminin, JA Gabon, axé sur l'éducation, ou l'Incubateur multisectoriel de Libreville (IML). Tous participent à ce qu'en moyenne, 185 entreprises du numérique se créent par an au Gabon. Parmi elles, des noms prometteurs, comme la plateforme d'information et de streaming musical Gstore, des médias en ligne, comme Gabon Media Time et Urban FM, ou encore Yoboresto.com, une plateforme de vente à emporter. De quoi faire monter crescendo l'ambition d'Ali Bongo Ondimba. ■



RÉPUBLIQUE GABONAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DES DROITS DE LA FEMME

« Vers un service social de proximité, dynamique et résilient »

Prisca R. NLEND KOHO a été successivement Directrice de la stratégie de la Dette, Directrice Nationale des Assurances cumulativement Présidente du Conseil d'Administration de la CICA-Ré puis ministre de la Pêche et de la Mer. En août 2019, elle est élue député et fait son retour au gouvernement en octobre 2019.

Actuellement ministre des Affaires Sociales et des Droits de la Femme, elle revient sur le bilan d'une année d'intenses activités, malgré la pandémie de la Covid-19 et sur les perspectives d'un Gabon social en pleine mutation.



ENTRETIEN AVEC

Madame Prisca R. Nlend Koho,
ministre des Affaires Sociales et des Droits de la Femme

Madame la Ministre, à votre entrée en fonction il y a 13 mois, comment aviez-vous appréhendé votre nouvelle responsabilité ?

C'est une importante mission qui m'a été assignée par le Président de la République, Chef de l'État, **S.E Ali BONGO ONDIMBA** qui place le social au cœur de son action politique. De ce fait, prendre la mesure des Affaires Sociales revient à se préoccuper des questions de l'humain en situation de vulnérabilité, avec de surcroît la mission de promouvoir les droits de la femme, dans une approche volontariste et participative.

À ma prise de fonction, je me suis appuyée sur le solide fondement idéologique, préalablement posé par le Chef de l'État, dans le cadre du Pacte Social, de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon et du programme de la Décennie de la Femme 2015-2025. J'ai aussi bénéficié de l'expérience enrichissante de la Première Dame, Madame Sylvia BONGO ONDIMBA, dont le pragma-

tisme et la détermination participent de manière significative à la facilitation de l'action sociale.

Vous avez initié un important chantier de réformes au sein de votre département ministériel, quelle en est la teneur ?

Ces réformes urgentes sont l'expression de notre ferme engagement à simplifier les procédures de prise en charge des personnes vulnérables et à renforcer les mécanismes et dispositifs de lutte contre les discriminations basées sur le genre, ouvrant la voie à une véritable autonomisation des femmes par la promotion des AGR¹ et de la culture entrepreneuriale.

En matière de prévoyance sociale, nous avons enclenché le processus d'arrimage de la gouvernance des OPS² au cadre normatif de la CIPRES³. Cela induit, entre autres, le toilettage et la consolidation du corpus juridique social pour une prise en compte des problématiques inhérentes aux personnes vivant avec un handicap ; à la protection des droits de la veuve, de l'orphelin, des personnes âgées, de la femme victime de violences, ainsi qu'à l'égalité Femme /Homme.

La finalité de ces réformes, qui requièrent en outre un audit de nos ressources humaines et une digitalisation des opérations d'identification de toutes les cibles sociales, est un service social de proximité, dynamique et résilient, matérialisé par l'existence des entités opérationnelles que sont la CNAMGS⁴, la CNSS⁵ et le SAMU Social.

Outre les Affaires Sociales, les Droits de la Femme sont l'autre mission assignée à votre département ministériel, comment avez-vous abordé cette question ?

Bon nombre d'études menées sur les questions de développement économique et inclusif en Afrique



Le président Ali Bongo Ondimba lors de la cérémonie de remise de la stratégie de promotion des droits de la femme et de réduction des inégalités Femmes/Hommes au Gabon.

convergent vers un même point, la libération du leadership féminin pour que chaque femme développe un statut correspondant à son potentiel. Pour y parvenir, l'élimination progressive mais urgente de toutes les formes de discrimination, d'ostracisation et de violences basées sur le genre s'impose par la sensibilisation et les mesures coercitives adaptées.

C'est pourquoi, nous nous attelons, à l'initiative de la Première Dame, à œuvrer pour l'adoption par le législateur, de textes actualisés entérinant de nouveaux articles en faveur des droits de la femme. L'adoption du texte de loi spécifique portant sur la répression de la violence à l'égard des femmes est déterminante.

L'autre défi crucial à relever est le réveil de l'engagement collectif et résolu des femmes pour la cause des femmes. À cet effet, une étape importante a été franchie en Décembre 2020, avec l'ouverture du Chapitre National du réseau AWLN⁶ qui a pour vocation de fédérer les femmes leaders de tous les secteurs. Il sera instamment renforcé par deux autres comités : le premier en charge du suivi-évaluation du programme de la Décennie de la Femme et le second pour la mise en œuvre du Plan d'Action National de la résolution 1325, en faveur de la participation des femmes dans les processus de prévention et de résolution des conflits.

Quel a été le dispositif social du Gabon, en riposte à la pandémie du Covid-19 ?

Cette question interroge notre modèle social et sa résilience face aux chocs endogènes ou exogènes. La riposte à la pandémie a servi de test grandeur nature, sous la houlette du Chef de l'État, dont la proactivité et le sens aigu de l'urgence ont été salutaires pour le Gabon.

Son leadership et son engagement ont catalysé une mobilisation de solidarité citoyenne inédite qui nous a permis, par ailleurs, d'assurer la distribution d'une aide alimentaire à 131 000 foyers en situation de détresse, soit 790 000 personnes vulnérables dans le « Grand Libreville »⁷ soumis au confinement total.

Qu'en est-il de l'empreinte sociale du Gabon à l'international et quelles sont vos perspectives à moyen terme ?

Le Gabon jouit d'une reconnaissance à l'échelle internationale, aidé en cela par un appui technique et financier de nos partenaires au développement qui ont bien compris notre approche sociale inclusive et structurée.

Cet effort de redynamisation de notre modèle social a vocation à s'externaliser, pour faire avancer l'idéologie égalitaire. C'est dans ce sens que l'OIF a salué l'implication financière du Gabon, en appui à l'élaboration de la stratégie genre de l'organisation ; et que le Gabon a fait un bond à la 3^{ème} place dans le classement des pays africains les plus exemplaires en matière de droits des femmes. Notre ambition est de garder le cap et aller plus loin !

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de réduction des inégalités Femmes/Hommes, la task force « *Gabon égalité* » co-présidée par la Première Dame et le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Madame Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA a été lancée le 25 novembre 2020.



Lancement de la task force « Gabon Égalité » co-présidée par Madame la Première Dame et Madame le Premier Ministre.

Ce programme comporte 33 mesures fortes, élaborées sous l'égide de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba avec la participation d'experts nationaux et des cabinets internationaux, Northon Rose Fulbright et Roland Berger avec pour priorité, l'activation imminente du numéro d'urgence et l'ouverture à Libreville, d'un « Grand Village » entièrement dédié à l'accueil des femmes victimes de violences.

1- AGR : Activités Génératrices de Revenus

2- OPS : Organisme de Prévoyance Sociale (CNAMGS, CNSS)

3- CIPRES : Conférence Inter-africaine de la Prévoyance Sociale.

4- CNAMGS : Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale.

5- CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

6- AWLN : Réseau des Femmes Leaders d'Afrique.

7- Grand Libreville : les communes, de Libreville, Owendo, Akanda et Ntoum.

Plus forts en cacao

Les autorités tentent de redynamiser la production de fèves, qui a été divisée par 120 depuis 1970.

OMER MBADI

Des kits agricoles, composés entre autres de pulvérisateurs et de pesticides, sont remis à des coopératives du programme « Jeunes entrepreneurs café-cacao (Jecca) » dans les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo, du 16 au 21 novembre. Le raout fortement médiatisé illustre la redynamisation de la filière cacao et café.

« Ça va désormais aller très vite grâce aux campagnes menées par le ministère. Les gens commencent aussi à prendre conscience des retombées que le cacao peut générer », témoigne Julie Nyangui. Égérie de la filière grâce aux « Chococats de Julie », dont la majeure partie de la matière première provient de ses 10 hectares de cacaoyers dans la province de l'Estuaire, elle symbolise ce retour en grâce de l'or brun voulu par les autorités gabonaises.

3000 cultivateurs

Pour diversifier son économie, le Gabon a décidé de relancer son agriculture, en mettant en valeur une partie de ses 5,2 millions d'hectares de terres arables encore sous-exploitées. L'or brun, qui fait vivre environ 3000 cultivateurs, est l'une des filières choisies. Entre 1970 et 2015, la production de cacao du pays, fragilisée par la fluctuation des cours mondiaux et sans soutien des gouvernements successifs, a presque été divisée par 120, passant de plus de 6000 tonnes à seulement 53 tonnes. L'an dernier, elle était remontée à 109 tonnes avant de retomber à 53 tonnes cette année en raison des mesures sanitaires prises pour lutter contre le Covid-19. Mais dès l'an prochain, le pays vise une production de 250 tonnes, et de 3000 tonnes dans les cinq ans.

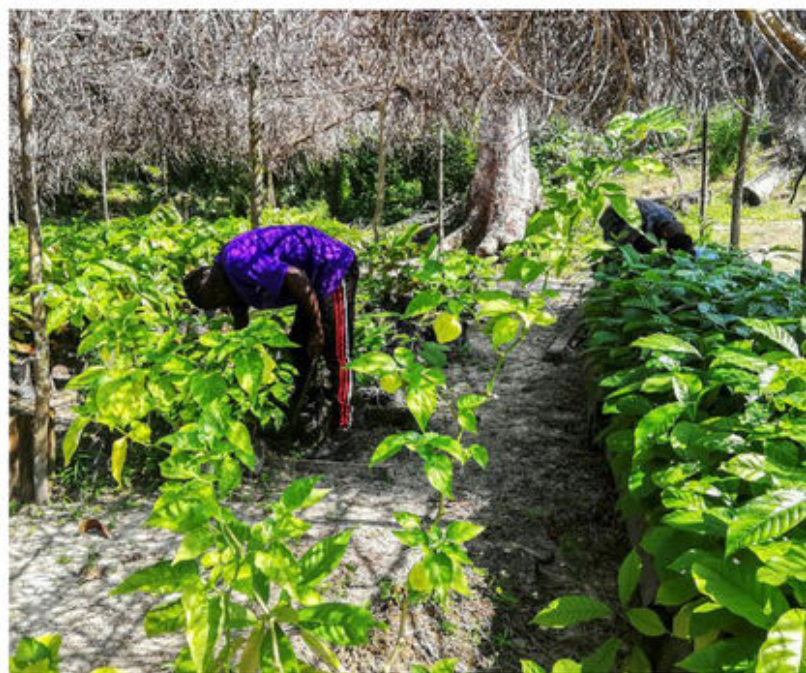
La direction générale des caisses de stabilisation et de péréquation au Gabon (DGCSP), plus connue sous le nom de Caistab, est devenue le bras armé du gouvernement pour sortir la filière cacao-café de l'ornière. « Grâce aux subventions à la production et à la commercialisation que l'État met à sa disposition, la Caistab supporte les charges inhérentes à la production par la diffusion du matériel végétal gratuit et l'encadrement des planteurs. Elle a le monopole de l'achat du cacao à un prix rémunérateur aux planteurs (1000 F CFA bord champ cette année, soit 1,51 euro), stabilise les prix et assure le transport et le conditionnement afin de garantir une qualité optimale des produits », égrène son directeur général, Thierry Prosper Mboutsou.

Depuis son lancement, il y a trois ans, le projet Jecca a permis la création de 409 hectares de cacaoyers. L'objectif est de planter 1000 hectares de cacaoyers d'ici à 2025 pour éviter l'exode rural de 1000 jeunes.

Accès au foncier

« La particularité technique de ce programme est l'intégration des associations de cultures, permettant aux bénéficiaires de diversifier les sources de revenus et de profiter des revenus des cultures à cycle court en attendant la première récolte du cacao et du café », dit Thierry Prosper Mboutsou.

Pour cela, il faut lever certains obstacles. « Le principal défi est l'accès au foncier. Malheureusement, la bonne volonté du ministre de l'Agriculture est bloquée par des collaborateurs qui mettent toutes sortes de freins », peste Julie Nyangui, qui en a fait l'amère expérience. Le financement est un autre casse-tête. « Les banques ont du mal à suivre, en dépit des garanties offertes, notamment sur le foncier », ajoute l'entrepreneuse. Des équations certes difficiles, mais qui ne comportent pas d'inconnues. **JA**



Le projet Jecca vise la plantation de 1000 hectares de cacaoyers d'ici à 2025.

SONIA BAKARICATP



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Afin de garantir l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché de l'emploi, le ministère de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail, de la Formation professionnelle déploie une stratégie ambitieuse qui comprend trois axes.

Le premier axe concerne la réforme de fond institutionnelle régissant les textes de la formation professionnelle, les organes de gestion, l'harmonisation des diplômes, la révision des curricula et la formation des formateurs. Ainsi, sont pris en compte différentes formes d'apprentissage de niveau pré-bac ou post-bac dans des filières adaptées aux emplois disponibles sur le marché.

Une offre plus que triplée

Le deuxième axe concerne le plan de construction de cinq nouveaux centres d'une capacité de 500 à 1000 apprenants chacun, dotés d'équipements pédagogiques de haute technologie, d'internats, de restaurants, d'espaces sportifs, d'infirmeries, amphithéâtres, et la réhabilitation de tous les centres de formation professionnelle existants. L'offre de formation professionnelle devrait passer de 2500 places à plus de 8000 places, hors lycées techniques également en cours de réhabilitation.



Ce volet d'investissement concerne également des centres de formation et d'enseignements spécialisés dans les métiers du bois, notamment la transformation du bois, du bâtiment et des travaux publics et des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Enfin, dans le cadre de la coopération entre le Gabon et le Maroc, le Gabon a bénéficié d'un centre de formation, don de la Fondation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, et spécialisé dans les métiers du transport et de la logistique. Le partenariat conclu couvre également l'accompagnement dans la formation des formateurs.

Un dialogue public-privé permanent

Enfin, le troisième axe concerne la gouvernance de ces centres de formation et d'enseignement professionnel qui impliqueront dorénavant de façon forte et concrète le secteur privé. Des conventions de partenariat ont été déjà signées avec les organisations professionnelles d'employeurs selon les spécialités. La réforme institutionnelle a également intégré le mode de gestion des centres en campus professionnel afin de prendre en compte tous les niveaux de formation de la formation professionnelle et de l'enseignement technique pré bac et post-bac.

L'enjeu majeur de la réforme de la formation professionnelle est de garantir l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins d'emplois afin de former des Gabonais aux métiers porteurs d'emplois en adéquation avec le plan de relance de l'économie tel qu'instruit par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors de son adresse à la nation le 17 août 2020 : « il s'agit d'offrir à notre jeunesse des formations qualifiantes et réellement en phase avec le marché du travail pour réduire considérablement le chômage ».



Ces infrastructures sont destinées à offrir des formations définies à partir d'un dialogue public-privé soutenu avec les employeurs afin que cette offre de formation corresponde aux besoins de leurs entreprises. Ainsi, trois centres multisectoriels sont en cours de construction à Nkok, Franceville et Port-Gentil.

Le centre multisectoriel de Nkok, qui sera inauguré dans les prochains jours, aura une capacité de 1000 apprenants et sera dédié aux métiers suivants : ingénierie mécanique ; maintenance des machines de construction, agricoles et engins de terrassement ; ingénierie de soudage ; maintenance informatique ; ingénierie du froid et climatisation.

GRAND FORMAT GABON

SOCIÉTÉ

Parc de la Lopé, un joyau à valoriser

À 400 km de Libreville, cet espace naturel protégé est l'un des plus riches du Gabon. Au milieu d'un paysage vallonné de forêts et de savanes, le site combine safari, archéologie et recherche scientifique.

Le fleuve Ogooué traverse
le parc, classé en 2007 au
patrimoine mondial de l'Unesco.

MICHAEL RUNKEL/JOSEPH HARDING/PRÉMIUM/POSSER HARDING VIA AP

Des collines verdoyantes se dessinent au milieu d'un patchwork de forêts et de savanes. Le ciel se reflète dans les cours d'eau qui sillonnent le paysage. Au milieu de la savane, se détache le mont Brazza, perché à 500 mètres de haut. Les herbes sont hautes, la terre est rouge et les animaux guettent.

Bienvenue au parc national Lopé-Okanda, qui s'étend sur 5 000 km². C'est l'un des treize parcs nationaux que compte le Gabon, dont les 268 000 km² sont recouverts à plus de 80 % de forêts. Situé à 400 km à l'ouest de Libreville, le site est accessible par le train ou par une route accidentée, qui, à l'horizon 2023, devrait être remplacée par la Transgabonaise, une voie longue de 780 km reliant Libreville à Franceville. Le tracé de ce nouveau corridor vient d'être modifié pour préserver ce joyau naturel.

Devenu parc national en 2002 à l'initiative d'Omar Bongo Ondimba, la Lopé a été classé en 2007 au patrimoine mondial de l'Unesco. « Dès l'arrivée à la Lopé, on se sent complètement immergé dans l'environnement, dans la forêt, les animaux », témoigne Marc, un Franco-Gabonais amoureux du site. Plus encore que des pays très touristiques comme l'Afrique du Sud ou le Kenya, le Gabon garde une part de mystère, dont il enveloppe chaque visiteur. La Lopé ne fait pas exception, et les animaux qui s'y trouvent restent pour la plupart craintifs, préférant éviter les interactions avec les humains.

Buffles, éléphants de forêt, antilopes, potamochères (une espèce de phacochères) peuvent y être observés, mais aussi « entre 315 et 330 espèces d'oiseaux, neuf espèces de singes, deux espèces de pangolins géants, cinq espèces d'écureuils, une dizaine d'espèces de petits rongeurs », énumère Nazaire Madamba, conservateur du parc. La Lopé abrite le plus grand regroupement de mandrills sphinx, un primate endémique d'Afrique centrale, précise-t-il. Pour lutter contre le braconnage, trente écogardes parcourent le parc. Ces salariés de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN) n'échappent pas aux difficultés actuelles. Mécontents de leurs conditions de travail et surtout des arriérés de salaire que l'État refuse de leur verser, ils sont entrés en grève en novembre dernier.

La particularité du parc Lopé-Okanda tient notamment à la présence de sites archéologiques vieux de 620 000 à 850 000 ans. Ce sont les plus anciennes traces de vie humaine d'Afrique centrale connues à ce jour. À la fin des années 1980, le chercheur Richard Osley et ses équipes

avaient identifié plus de 1 500 gravures rupestres appelées pétroglyphes. Il s'agit maintenant pour l'administration du parc de valoriser ce patrimoine. « Un des prochains développements de La Lopé sera la formation d'écoguides culturels », confirme Nazaire Madamba.

Depuis 1984, le parc possède également une station d'étude des gorilles et chimpanzés (SEGC) qui a permis de documenter le comportement social des grands singes. Cette structure collecte aussi des données sur les variations climatiques. « Cela fait trois décennies que 1 400 arbres sont observés tous les mois. Cette étude sans précédent a permis de démontrer l'effet catastrophique du réchauffement climatique sur la santé de la forêt tropicale et de ses habitants. Les arbres ne sont plus synchrones dans la production des fleurs et des fruits et se reproduisent beaucoup plus lentement ces cinq dernières années », explique le conservateur du parc.

Plus récemment, « la station d'étude a mis en évidence les interactions entre le pangolin géant à ventre blanc et une espèce de chauve-souris porteuse d'une souche de

Sars-Covid, démontrant que le transfert des virus et leurs mutations sont possibles entre ces deux espèces », ajoute Nazaire Madamba.

Barrières contre les éléphants

Si la visite du site se fait généralement en 4x4, le parc peut aussi se parcourir à pied ou encore à vélo sur un réseau de pistes aménagées. En 2019, il n'a accueilli que 1 020 visiteurs selon l'ANPN. Une fréquentation peu importante qui a encore baissé cette année à cause de la pandémie. Si les infrastructures touristiques sont limitées, on peut néanmoins trouver des « cases

de passage » dans le village de Lopé, louées 7 000 F CFA (10 euros) la nuit et des bungalows au Lopé Hôtel alignés le long du fleuve Ogooué, affichés à 120 000 F CFA (183 euros).

L'un des enjeux pour poursuivre le développement du parc est d'intégrer les populations dans le projet, en les protégeant notamment des éléphants qui peuvent représenter un danger et commettre d'importants dégâts dans les plantations. Pour les empêcher d'accéder aux périmètres cultivés, l'ANPN a mis en place depuis 2016 des barrières électriques. Si cette solution est la plus efficace, elle est relativement coûteuse et nécessite un entretien quotidien. En moyenne, une barrière coûte 40 millions de F CFA (61 093 euros), explique Nazaire Madamba, et l'an dernier les autorités annonçaient leur intention d'en construire une cinquantaine par an. 

**ON Y TROUVE
LES PLUS
ANCIENNES
TRACES DE VIE
HUMAINE
JAMAIS RELEVÉES
EN AFRIQUE
CENTRALE.**



Le ministère de la
Fonction publique,
à Libreville.

JOËL TATOU POUR JA

Chasse aux fonctionnaires fantômes

Depuis 2018, le Gabon s'est lancé dans une réforme de la fonction publique, jugée inefficace et onéreuse. Deux ans plus tard, les dépenses ont été réduites, mais le pays reste loin de l'objectif défini par la Cemac.

CAROLINE CHAUVET

Ces dernières années, la fonction publique gabonaise a subi une cure d'amincissement. D'une charge trop importante au regard des recettes du pays, son coût a été revu à la baisse. « La masse salariale de 710 milliards de F CFA (près de 1,1 milliard d'euros) est insupportable pour les finances publiques, car elle absorbe 59 % des recettes », avait justifié, en 2018, le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet. Un chiffre très au-dessus

du plafond de 35 % donné comme objectif par la Cemac à ses États membres. Selon les données extraites des lois de finances de 2020, le coût des fonctionnaires a baissé de 4 % en trois ans, représentant l'an dernier un total de 683 milliards de F CFA. Il faut dire qu'au Gabon le service public est depuis longtemps le principal employeur du pays. Selon les chiffres du gouvernement, en 2018, le pays comptait 55 fonctionnaires pour 1 000 habitants, alors qu'ils n'étaient que 13 →



Le Gabon à l'heure des comptes

La présidence a décidé de créer une Task Force pour résoudre la question de la dette intérieure et renforcer la crédibilité de la commande publique en même temps que celle de l'État. En accentuant la pression sur les finances publiques, l'irruption du Coronavirus à renforcer l'État gabonais à contrôler ses dépenses.

Au Gabon, les bons comptes font les bons amis. Bien décidé, depuis plusieurs années, à apurer ses créances nationales comme internationales, le Gabon a mis en place depuis le mois de juin, la Task Force sur le règlement de la dette intérieure. Cette instance, décidée par décret présidentiel, doit redonner un peu d'air au secteur privé local, en cette période de Covid-19, et rassurer les investisseurs étrangers sur la volonté de l'État gabonais à respecter ses engagements.

Encore faut-il pour cela connaître avec exactitude les montants dus par les pouvoirs publics notamment aux entreprises locales. C'est tout l'objectif de cette commission de vingt-et-un membres, experts-comptables indépendants, représentants des différentes régies financières de l'État – Impôts, Douanes, Assurance maladie..., agents judiciaire et magistrats du parquet, qui depuis début septembre, épluchent consciencieusement les contrats passés entre la puissance publique et ses prestataires.

Et cette Task Force a vite justifié sa création puisque à ce jour les travaux ont permis l'annulation de deux tiers de la dette intérieure, estimée à 650 milliards de FCFA peuvent être considérés comme douteux, voire fictifs. Commandes non effectuées ou partiellement réalisées, Travaux non conformes au cahier des charges, cotisations sociales et droits de douane non réglés par les entreprises, le manque à gagner s'élèverait à 440 milliards de FCFA pour les finances publiques gabonaises.

Le Trésor gabonais a vite commencé à rembourser les montants validés par la Task force. Il a débloqué plus de 4 milliards de FCFA pour régler ses dettes inférieures à 70 millions de FCFA, en direction des PME locales fragilisées par la pandémie. Plus de 200 entreprises sont aujourd'hui officiellement crédettes auprès de l'État, pour des montants dépassant parfois le milliard de FCFA.

Avec les opérateurs indécents et convaincus de fraude, l'État s'engage dans un premier temps à trouver un accord satisfaisant les deux partis et permettant d'éviter la fermeture de l'entreprise et les licenciements qui l'accompagneraient.



Au premier plan les Auditeurs de la Task Force. En arrière plan, au centre, Nouredin Bongo Valentin (Coordinateur Général des Affaires Présidentielles), à sa droite Jessye Ella Ekogha (Porte-Parole de la Présidence de la République) et à sa gauche, Pierre Duro (doyen de la Task Force).

.....
55 %

des litiges constatés par la Task force concernant des projets d'infrastructures et mettent en cause des opérateurs du BTP.

.....
70 %

des marchés publics étaient passés encore de gré à gré au Gabon.

.....
526

entreprises auditées

Des poursuites judiciaires pourront être engagées en direction des entreprises, mais également de leurs complices au sein des administrations publiques.

Suivi de près par les bailleurs de fonds internationaux, cette Task Force vient compléter les actions menées par différentes agences et autorités publiques pour améliorer le climat des affaires du pays. En plus d'assainir ses finances, le Gabon espère par ses actions attirer les investissements en redonnant confiance aux opérateurs économiques locaux et étrangers.

Un arsenal juridique et administratif renforcé

Pour assainir ses finances et leurs utilisations mais aussi pour redonner confiance aux investisseurs, l'État gabonais créé ou redynamise un certains nombres d'instances de contrôle ces derniers mois.

- La Direction générale des marchés publics (DGMP), destinée à mettre un terme définitif aux contrats passés en gré à gré, elle veille aussi au respect des cahiers des charges.
- L'Agence nationale d'investigation financière (ANIF), a toutes compétences pour contrôler les opérations financières au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- L'Autorité nationale de vérification et d'audit (ANAVEA), créée en août 2020, elle vient compléter les missions de la Cour des comptes. Elle contrôle aussi en amont, l'utilisation des fonds publics.



L'OPRAG poursuit une stratégie ambitieuse d'investissement afin d'améliorer la compétitivité des Ports du Gabon



Placé sous la tutelle technique du ministère des Transports, l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG) assure la gestion, la promotion et le marketing des ports gabonais. À ce titre, il déploie une stratégie ambitieuse de modernisation.

Cette vision a une traduction concrète dans plusieurs projets d'investissements :

- **La migration du système d'information de l'OPRAG.** La Direction Générale, confrontée à de nombreuses difficultés face aux équipements qui ne sont plus pris en charge par de nombreux constructeurs, est dans l'obligation de moderniser son système d'information. Pour répondre à cette exigence, elle se propose de mettre en place un projet de migration du système d'information.
- **La signalisation et l'adressage des lots des domaines portuaires de Libreville, Owendo et Port-Gentil.** Pour faire suite aux recommandations du conseil d'administration ordinaire du 26 juin 2020 et ce, conformément à la résolution N°5/OPRAG/CA/26-06-2020 relative à l'optimisation des recettes domaniales et à la maîtrise de l'étendue du domaine portuaire, la Direction Générale envisage la mise en œuvre d'un ensemble de projets, dont la signalisation et d'adressage des lots du domaine portuaire de Libreville, Owendo et Port-Gentil.

Ce projet va consister à : recenser et identifier les différents occupants et leurs situations géographiques pour une meilleure organisation de travail sur le terrain ; actualiser le fichier client et maîtriser la gestion de l'occupation du domaine portuaire pour la mise à jour des titres d'occupation ; faciliter les opérations de recouvrement pour une optimisation des ressources de l'Office.

- **La réhabilitation de l'outil de production des services portuaires.** L'un des principaux axes de la vision stratégique de la nouvelle Direction Générale est la « préservation et l'optimisation de l'existant » qui passe par la réhabilitation et la maintenance de l'outil de production des services portuaires AIS/VTS, des caméras infrarouges et de la vidéo-surveillance.

Ce projet permettra à l'Office d'être en phase avec les recommandations de la Convention SOLAS et de l'Organisation maritime internationale (OMI) en matière de sécurité et de sûreté. Le projet va concerner la réhabilitation de ces équipements aussi bien à Owendo qu'à Port-Gentil.

Crise sanitaire : une riposte globale

En raison du contexte sanitaire et suite aux recommandations du Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, du 21 mars 2020, relatives à la prévention contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'OPRAG a mis en place un dispositif sanitaire comportant les éléments suivants :

- Un plan de continuité des services, conformément aux mesures de prévention arrêtées par le Gouvernement, permettant ainsi de garantir l'approvisionnement de l'ensemble du pays. Il s'agissait du changement des horaires de travail pour le personnel d'astreinte, d'un système de rotation du personnel et de la mise en place du télétravail pour les personnes à risques.
- La mise en place mesures de protection sanitaires du personnel : installation de distributeurs de gel et de stations de lavage, accès aux bâtiments conditionné au thermo flash, distribution d'équipements de protection (masques, gel hydro alcoolique, etc.)
- Une campagne de dépistage volontaire pour les agents.
- Des opérations d'inspection des navires accostant en terre gabonaises.
- La mise en place d'un comité stratégique de gestion de la crise sanitaire.

JAM - PHOTOS : DA



VISION STRATÉGIQUE

- ⊙ Préserver et optimiser l'existant
- ⊙ Insuffler un avenir radieux aux ports

LIBREVILLE
BP 1051 Libreville
Tél. : +241 01 70 17 59 / +241 01 70 17 98
Fax : +241 01 70 07 45

PORT-GENTIL
BP 043 Port-Gentil
Tél. : +241 01 55 53 03

RÉSEAUX-SOCIAUX
f OPRAG
📍 Office des Ports et Rades du Gabon

www.opraggabon.ga

→ au Cameroun, 8 au Sénégal, 29 au Congo et 47 au Maroc. Aujourd'hui, la fonction publique doit être plus efficace : « Il faut réduire toutes les lourdeurs et réconcilier les agents avec leur administration, en permettant une évolution normale des carrières, du recrutement jusqu'à la retraite. Plus ce déroulement est compliqué, moins les fonctionnaires sont enclins à offrir un service de qualité aux administrés, créant un fossé entre l'État et ses agents », explique Joël Ondo Ella, vice-président du comité de pilotage sur la réforme de la fonction publique, qui a remis un rapport en septembre dernier.

Pour réduire le nombre de ses agents, Libreville a notamment opté pour leur recensement biométrique. L'objectif est d'éliminer les doublons et les fonctionnaires fantômes grâce à une identification incontestable avec photo et empreintes digitales.

Au Gabon, il arrive que certains anciens fonctionnaires cumulent emplois dans le secteur privé et traitement versé par l'administration. Ils peuvent être commerçants, médecins ou enseignants. D'autres sont partis à l'étranger et certains sont même décédés... alors qu'un salaire leur est encore attribué. Achevé en décembre 2019, le recensement biométrique a mis en évidence un surplus de 11 638 agents. Sur les 103 723 fonctionnaires figurant sur le fichier de versement des soldes, seuls 92 085 étaient en droit de percevoir un salaire de la part de l'administration, selon le gouvernement. « Pour éviter les erreurs liées par exemple à des congés maladie, nous avons lancé une deuxième phase de recensement », explique Joël Ondo Ella.

35000 agents à la fin de 2009

Cette tentative de lutte contre ce qui s'apparente à des détournements de fonds publics n'est pas une première. Déjà en novembre 2009, à peine arrivé à la tête de l'État, le président Ali Bongo avait tenté de faire le ménage dans l'administration, en lançant aussi des audits qui avaient

GEL DES RECRUTEMENTS, DÉPARTS ANTICIPÉS À LA RETRAITE, BAISSSES DE SALAIRE... PLUSIEURS MESURES ONT ÉTÉ DÉJÀ PRISES AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES.

abouti à la radiation de plusieurs centaines de fonctionnaires. À l'époque, l'État ne recensait que 35 000 agents pour une masse salariale de 336 milliards de F CFA. En un peu plus de dix ans, près de 60 000 nouveaux fonctionnaires seraient venus grossir les rangs des administrations.

Pour faire baisser la masse salariale de la fonction publique, d'autres mesures ont été prises ces dernières années, comme un gel des recrutements, des départs à la retraite anticipés (qui ont débuté dès 2016), et même des baisses progressives de salaires pour les agents gagnant plus de 650 000 F CFA mensuels (environ 1000 euros), ou une réduction de 50 % de la main-d'œuvre non permanente. Un train de mesures, dont certaines très fortes, qui ne permettront pas d'atteindre le plafond de dépenses établi par la Cemac pour 2021, comme c'était initialement prévu.

« La baisse n'a donc pas été aussi significative qu'attendue, et les économies pas assez fortes », constate, fataliste, l'économiste Mays Mouissi, qui rappelle que les départs anticipés à la retraite coûtent aussi de l'argent à l'État. Pour Pierre Mintsu, président de la confédération syndicale, la Machette syndicale des travailleurs gabonais vaillants (MSTGV) : « Il faut plus de transparence dans les résultats du recensement de juillet 2018 pour vraiment éliminer tout fonctionnaire fantôme. »

« Depuis le recensement, il est aujourd'hui plus difficile de cumuler un emploi dans le privé et dans le public », témoigne un enseignant à *Jeune Afrique*.

Des agents dénoncent toujours une gestion inefficace de la fonction publique. « Contre toute attente, nous avons continué les recrutements dans les régies financières, qu'il s'agisse de salariés ou de main-d'œuvre non permanente, alors que Libreville aurait dû geler les situations administratives et toutes les embauches dans l'administration publique », explique Sylvain Ombindha Talheywa, secrétaire général de la Fédération des collecteurs des régies financières (Fecorefi), en grève depuis juillet 2020. Parallèlement, nombreux sont ceux qui pointent du doigt les avantages dont bénéficient toujours certains hauts responsables de l'administration. Au début de 2020, Mays Mouissi rappelait par exemple que « le rapport d'exécution budgétaire du 3^e trimestre de 2019 "autorise" le ministre de l'Économie et des Finances à équiper son cabinet de véhicules pour un montant total de 2,1 milliards F CFA ». Des dépenses que cet expert estime superflues en cette période de crise.

Enfin, de nombreux fonctionnaires se plaignent en parallèle du non-paiement des rappels et arriérés de salaire, de l'absence de textes d'intégration, du manque de titularisation ou d'avancement après un stage. « On me doit plus de 4 millions de F CFA, soit plusieurs mois de salaire, montant non versé quand j'ai changé d'indice, et je n'ai pas eu d'avancement avec l'ancienneté », témoigne un professeur de lycée à *Jeune Afrique*. « De même, de nombreux retraités de la fonction publique connaissent d'importants problèmes d'argent du fait des difficultés à percevoir leurs pensions », ont constaté les participants au forum sur la fonction publique organisé en 2020. « La réforme toujours en cours va permettre une reprise sous peu des recrutements (gelés dans la fonction publique à l'exception, entre autres, de la santé et de l'éducation nationale) et la régularisation du versement des salaires, avance Ondo Ella, avant de tempérer. Tout dépendra aussi du budget de l'État, fragilisé par la crise du coronavirus ». **IA**



RÉPUBLIQUE GABONAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE,
DE LA PÊCHE ET DE L'ALIMENTATION

« L'agriculture gabonaise au rendez-vous »



© DESREY MINIKOH POUR JA



**Le Gabon peut, grâce à
ses ressources et à ses
compétences, changer
en une génération le niveau
de vie de tous ses citoyens.**

Ali Bongo Ondimba,
président de la république
du Gabon.

Le Gabon ne manque pas de ressources naturelles et le pays a décidé ces dernières années de récolter tous les fruits de son immense potentiel agricole. Dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), établi par la présidence en 2009, l'agriculture et l'élevage, mais aussi la pêche et l'aquaculture, sont perçus comme d'incontournables leviers de croissances économiques. Ils font donc l'objet d'importantes mesures de la part des pouvoirs publics destinées à moderniser et valoriser au mieux ces filières.

Réformes foncières, développement de nouveaux secteurs de production, renforcement de la qualité sanitaire des produits pour le marché intérieur et l'exportation, soutien aux acteurs agricoles dans l'accès aux intrants et la formation... le Gabon a mis en place une véritable stratégie, pour nourrir sa population de façon durable tout en s'imposant comme un exportateur majeur de produits agro-industriels. Un enjeu de taille pour un pays qui importe pour près de 400 milliards de FCFA de denrées alimentaires chaque année. Les opportunités à saisir pour les investisseurs sont donc à la hauteur des ambitions du pays qui, au-delà des Communautés économiques de l'Afrique centrale, CEMAC et CEEAC, regarde déjà en direction de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF).

Le Gabon a de l'ambition et un programme pour la réaliser. Dès 2013, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a présenté le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), qui doit permettre au pays de gagner 2,7 points de croissance d'ici à 2025 et de multiplier par cinq ses volumes d'exportation. Trois piliers de croissance ont été définies : Gabon Industriel, Gabon Vert et Gabon Services, dont les deux premiers accordent une large place à l'agriculture et à la pêche, ainsi qu'au développement de l'agro-industrie, tous identifiés comme leviers indispensables à l'émergence économique et sociale du Gabon.



PRIORITÉ À LA VALORISATION DU « PÉTROLE VERT »

En valorisant son « pétrole vert » constitué par 2 millions d'hectares de forêts et plus de 5 millions d'hectares cultivables, de 800 kilomètres de littoral maritime, le pays veut garantir sa sécurité alimentaire sur le long terme et réduire l'impact sur sa balance commerciale des importations de denrées diverses qui couvrent chaque année 60 % des besoins alimentaires de la population. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement gabonais a mis en route un programme de développement des secteurs agricoles et agro-industriels, ainsi que de la pêche et de l'aquaculture qui, ensemble, contribuent aujourd'hui pour 7 % au PIB du pays. Une stratégie par « filières » spécifiques a été élaborée en quatre segments, définis en fonction des marchés ciblés et de la valeur ajoutée industrielle recherchée. Parmi les plus rémunératrices, le Gabon veut développer des filières agro-industrielles pour le marché local (sucre et élevage) et mondial (palmier à huile, caoutchouc, aviculture). Idem pour les productions moins performantes, vivrières à l'échelle nationale ou régionale, ou d'agriculture intensive (riz, maïs, soja, café et cacao) destinées à l'export. Trois dossiers ont été élevés au rang de priorité : la réforme foncière, le développement de l'élevage avicole et porcin, la création d'un hub thonier.



LA MISE À DISPOSITION DE TERRES AUX INVESTISSEURS DANS LE CADRE DES ZAP

Pas de développement agricole, de « révolution verte », sans réforme foncière. Un exercice délicat qui compte peu de réussite en Afrique, d'où l'intérêt de la solution gabonaise pour tenter d'améliorer la situation. Le Plan stratégique Gabon Émergent (PSGE) prévoit la création de 40 Zones agricoles à forte productivité (ZAP), réparties sur l'ensemble du territoire. Disposant d'une réserve de 250 000 hectares, le ministère de l'Agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'alimentation souhaite mettre à disposition plus de 8 600 parcelles cadastrées de 1, 5, 100 ou 1 000 hectares, pour les petits producteurs, les agro-entrepreneurs, les agro-industriels ou les coopératives. Le Conseil des ministres a entériné le 13 octobre la mise en place des cinq premières ZAP dans les trois provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué et de la Ngounié. Ces Zones seront spécialisées dans la production de cultures vivrières (banane, manioc, maïs, riz, soja) et le développement de l'élevage (porcin et avicole) à grande échelle. Les terres resteront propriété de l'État. Elles seront mises à disposition des promoteurs nationaux et internationaux dès 2021, sous forme d'un bail emphytéotique.



Quand la Covid accélère l'urgence alimentaire

Dès les premiers jours du mois d'avril, les autorités publiques gabonaises ont saisi la gravité de la pandémie en cours et annoncé une série de mesures de protection sanitaire pour la population, ainsi que l'octroi d'une aide alimentaire pour les personnes en situation précaire. Le gouvernement a également présenté par la suite un Plan d'urgence alimentaire dont l'objectif est de réduire l'impact des mesures de restriction des déplacements et de fermetures des frontières sur l'approvisionnement en denrées de la population. Pour ce faire, un appui aux petits producteurs et aux coopératives, par la mise à disposition d'intrants de qualité et de matériels agricoles, est prévu, ainsi que la création de deux grandes plantations, la première de 1 000 hectares de banane à Remboué, la seconde de 2 000 hectares de manioc à Idemba. Elles devraient fournir 180 000 tonnes de bananes et 220 000 tonnes de manioc supplémentaires d'ici à 2022 et ainsi couvrir les besoins alimentaires des enfants et autres populations vulnérables.



RÉPUBLIQUE GABONAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE,
DE LA PÊCHE ET DE L'ALIMENTATION



Grâce aux zones agricoles à forte productivité (ZAP), nous disposons d'un domaine foncier, ouvert aux petits producteurs comme aux agro-industriels et qui doit permettre la mise en place d'un écosystème propice au développement des chaînes de valeur.

Biendi Maganga Moussavou,
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation



© MONTAGE - STOCKADORE.COM



ÉLEVAGE À HAUTE INTENSITÉ

Dans le cadre de la deuxième phase du programme de développement des investissements agricoles au Gabon (PRODIAG2), le gouvernement gabonais met en place un cluster d'élevage avicole et porcin, dans la Zone agricole à forte productivité (ZAP) d'Andem. Ce projet bénéficie d'un financement de l'Agence française de développement (AFD), à hauteur de 20 milliards de FCFA et doit permettre la création de 1 000 emplois directs, dont 300 éleveurs de porcs, pour une production annuelle de 15 000 tonnes de viande. Ce cluster est accompagné de la construction d'un abattoir destiné

à mieux structurer la filière porcine dans le pays. Le gouvernement met en place dans le même temps un climat attractif pour promouvoir les investissements dans la filière avicole et ainsi limiter les importations qui s'élèvent à 150 000 tonnes par an. Des parcelles sont déjà disponibles, également dans la ZAP d'Andem. Des mesures d'exonération de taxes douanières, ainsi qu'un cadre législatif sont en cours d'élaboration, pour protéger ces industries naissantes. L'ensemble de PRODIAG2 est mis en œuvre par l'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD).



DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET INCLUSIVE

En plus de renforcer la contribution du secteur de l'agriculture dans le PIB, cette stratégie doit surtout assurer, via la transformation locale des produits, la nécessaire diversification d'une économie gabonaise beaucoup trop dépendante de son activité pétrolière. Alors que l'Union européenne engage un processus pour réduire drastiquement sa consommation d'énergies fossiles d'ici cinq à dix ans, le Gabon veut être au rendez-vous et réduire l'impact d'un secteur qui chaque année contribue pour plus de 45% au PIB et 80 % aux recettes d'exportation du pays. Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la pêche et de l'Ali-

mentation, est donc le maître d'œuvre incontournable d'un plan d'actions qui en se matérialisant permet également d'inclure les populations rurales dans le développement économique du pays.

PARTENARIATS PRIVÉS ET SOUTIENS DES INSTITUTIONS

Placée au rang des priorités nationales, l'agriculture gabonaise fait l'objet, depuis plusieurs années, de nombreux programmes de développement de ses filières et de soutien à ses différents acteurs. En octobre 2019, le gouvernement a lancé, avec l'assistance financière de la Banque africaine de développement (BAD), le Projet d'appui au programme Graine – Phase 1 (PAPG1) pour une durée de cinq ans. Ce programme permet de renforcer le programme Graine [Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés], démarré depuis 2014 pour développer les différents segments de l'agriculture locale. Il est issu d'un partenariat public-privé (PPP) établi entre le gouvernement gabonais (51 %) et le groupe Olam (49 %), qui ensemble ont mis en place la société Sotra-der [Société gabonaise de transformation agricole et de développement durable], qui pilote le programme.

Ensemencer demain

Le Conseil des ministres vient d'adopter la loi sur la politique semencière et d'instituer le Comité national des semences en même temps que le catalogue national des semences. Début 2021, le Gabon démarrera la construction des six Centres de multiplication et de diffusion des végétaux, attendus sur l'ensemble du territoire pour garantir aux agriculteurs des semences de bonne qualité et à haut rendement. Également attendus en début d'année prochaine, les 15 plateformes multiservices destinées à assurer la mécanisation du secteur agricole par la mise à disposition du matériel nécessaire. Ces centres et plateformes sont financés dans le cadre du PAPG1.

par ce programme qui vise la création de 5 100 emplois, pour une production agricole de 274 663 tonnes supplémentaires. Le PAPG1 finance également la réhabilitation de 772 kilomètres de routes ainsi que de l'École nationale de développement rural (ENDR), la construction de 30 dispensaires et de 40 écoles, la mise en place de 1 000 lampadaires solaires et de 85 forages hydrauliques, la création de 6 centres de multiplication et de diffusion du matériel végétal et de 15 plateformes multiservices (voir encadré ci-contre).



© TIPHANE SAINT-ORIO POUR JA

Le Projet d'appui au programme graine phase 1 (PAPG1) est doté d'un budget de 76 milliards de F CFA. Près de 635 000 personnes en bénéficieront directement ou indirectement.



Le Plan stratégique Gabon Émergent (PSGE)

4 milliards

de dollars d'investissements

+ 2,7 %

de croissance du PIB d'ici à 2022
des volumes d'exportation
multipliés par cinq

13 000 PME

créées pour 325 000 emplois
supplémentaires

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Le PAPG1 contribue déjà à améliorer l'autosuffisance en matière de productions vivrières du Gabon tout en lui permettant d'espérer devenir un exportateur net d'huile de palme en 2023. Doté d'un budget de 76 milliards de F CFA, il a permis la mise en valeur d'une partie des 10 000 hectares de vivrier et des 15 000 hectares de palmeraie, prévus dans six provinces du pays (Woleu-Ntem, Ogooué-Ivindo, Ngounié, Nyanga, Ogooué-Lolo et Haut-Ogooué). Plus de 635 000 personnes sont directement ou indirectement concernées



RÉPUBLIQUE GABONAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE, DE LA PÊCHE ET DE L'ALIMENTATION

LE GABON COMME HUB THONIER

Si l'agriculture recueille une attention toute particulière de la part des pouvoirs publics gabonais, c'est également le cas pour les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Là encore, la stratégie est globale puisqu'elle s'étend du renforcement des infrastructures de débarquement à la généralisation de la surveillance des activités de pêche. Le Gabon s'est doté d'un port de pêche réalisé par le groupe international Olam et qui a permis le démarrage d'une filière thonière digne de ce nom et d'une ressource halieutique abondante dans les eaux gabonaises. Cinq centres de pêche ont ou seront prochainement lancés à Mayumba, Cocobeach, Mouila, Makokou et Franceville. Chaque zone est équipée de son quai de déchargement, d'un espace de commercialisation, d'une chambre froide et d'une machine productrice de glace. Ces centres doivent permettre de doper les tonnages, pour passer à 18 000 tonnes par an dès les prochaines années, contre 3 000 tonnes aujourd'hui.

Le gouvernement entend relancer l'industrialisation de la filière thonière avec pour objectif la transformation à moyen terme de plus de 100 000 tonnes de thon localement.



© GUIDO - STOCK ADOBE.COM

Formation professionnelle et vocations à l'honneur

Pour assurer l'avenir des filières, le gouvernement gabonais a décidé de mettre l'accent sur la formation des ouvriers et personnels intermédiaires. Il a notamment prévu de relancer l'École nationale de développement rural (ENDR), destiné à devenir un pôle sous-régional de formation agricole. Financée dans le cadre du PAPG1, l'établissement doit être inauguré en 2021. Un lycée agricole doit également ouvrir ses portes l'année prochaine à Lebamba, alors qu'un décret vient de créer des filières agricoles au sein de l'enseignement professionnel, récompensées par un certificat de formation professionnelle (CFP). Différents programmes ont également vu le jour pour susciter les vocations au sein de la jeunesse. Le projet Vacances agricoles, qui a réuni 3 500 enfants en 2019 va être reconduit en 2021. Le projet Gabon famille verte, une banque de semences déployée pendant le confinement, a suscité l'adhésion spontanée de plus de 13 000 foyers autour des pratiques de maraîchage à domicile. Enfin, le projet Gabon famille bleu, censé démarrer fin 2020, se propose d'initier les familles à l'aquaculture.

Le gouvernement entend maintenant relancer l'industrialisation de cette filière thonière, en soutenant les activités de l'usine de la Société industrielle frigorifique du Gabon (Sifrigab), installée à Owendo et la création de nouvelles installations du même type. L'objectif affiché est de transformer à moyen terme plus de 100 000 tonnes de thon localement. Des accords ont déjà été signés avec des acteurs privés. D'autres sont en cours avec l'Union européenne (UE), concernant la mise en place de certains mécanismes permettant de réduire le coût des licences pour les opérateurs prêts à investir dans l'installation d'unités de transformation dans le pays.



GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE

Les pouvoirs publics ne cherchent pas uniquement à augmenter la production halieutique du pays, ils veulent le faire de la manière la plus durable possible, en renforçant notamment le statut des observateurs à bord et des enquêteurs pour améliorer leurs missions de surveillance et de collecte des données statistiques. Chaque embarcation artisanale est dans le même temps équipée d'une balise GPS permettant de suivre leur activité au large et donc de mieux lutter contre la pêche illicite. Des campagnes océanographiques sont également prévues avec l'appui de l'Espagne pour mieux évaluer les ressources.



COMMUNIQUÉ

© DROITS RÉSERVÉS

SÉCURITÉ SANITAIRE À L'HEURE DE LA PANDÉMIE

La question de la sécurité alimentaire se pose avec davantage d'acuité depuis l'arrivée de la pandémie du Covid-19 qui nécessite la mise en place de mesures spécifiques pour protéger les consommateurs. L'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (AGASA) a donc commencé à améliorer le dispositif sanitaire aux frontières avec l'objectif de réduire le nombre de contrôle tout en limitant les risques d'introduction du virus via les importations. Concernant la sécurité sanitaire des aliments, le ministère en charge a décidé d'établir un pôle de cinq laboratoires sur le site d'Avorbam, dont les premiers vont ouvrir leur porte avant la fin 2020.

C'est le cas pour le laboratoire d'analyse alimentaire, financé par l'AGASA, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. Il va permettre de réaliser un plan de surveillance sur l'ensemble des denrées alimentaires importées et produites localement, en contrôlant notamment les taux de métaux lourds et les résidus de pesticides. Prochainement inauguré également, le laboratoire de biologie moléculaire et de vitro culture,

apportera une meilleure réponse aux maladies de certaines plantes comme le manioc, tout en contribuant à l'amélioration des semences. Cette infrastructure est réalisée avec l'appui de la Fondation Bill et Melinda Gate. Un laboratoire des sols et un second sur les Systèmes d'information géographique (SIG), sont également attendus dans les tous prochains mois. Enfin, un laboratoire national Vétérinaire, doit être livré en 2021. Financé par le gouvernement gabonais, cet équipement assurera le suivi sanitaire des animaux, établira les diagnostics dans les élevages ainsi que dans la faune sauvage et aquatique.

Le ministère de l'agriculture a décidé d'établir un pôle de cinq laboratoires sur le site d'Avorbam, dont les premiers ouvriront leur porte au 1^{er} trimestre 2021.

Poursuivre le développement agricole et rural (PDAR2)

Le gouvernement gabonais a complété son plan d'action en démarrant officiellement la 2^e phase du Projet de développement agricole et rural (PDAR2) le 11 août 2020. Là encore, il s'agit de renforcer le système alimentaire des populations de 171 villages des provinces de la Ngounié et de l'Ogooué-Ivindo, en plus de celle du Woleu-Ntem déjà bénéficiaire de la première phase lancée en 2013 et qui a eu un impact indéniable en matière d'augmentation des superficies agricoles, des rendements et donc des revenus des agriculteurs. Le PDAR2 bénéficie d'un financement de 26 millions de dollars sur six ans, apportés à parité par le gouvernement gabonais et par le Fonds international de développement agricole (Fida), déjà contributeur à hauteur de 5,4 millions de dollars lors de la première phase. Ce programme doit aboutir à la création de 250 entreprises et de 2 700 emplois, à travers 16 bassins de production.

PORTE D'ENTRÉE DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE

Avec ses richesses agricoles et désormais un plan pour les valoriser, le Gabon dispose des atouts nécessaires pour atteindre ses objectifs en matière de sécurité alimentaire comme de développement économique. Créatrices de richesses et d'emplois, la diversification des filières et la transformation locale des produits bruts garantiront une croissance réelle et inclusive de l'économie gabonaise. Adossé à des infrastructures de premier plan comme le port d'Owendo, l'ensemble du secteur « agriculture, élevage et pêche » peut prétendre jouer un rôle moteur à l'échelle locale, mais également sur les marchés régionaux et continentaux. Fournisseur de l'Afrique centrale, le Gabon est aussi la porte d'entrée privilégiée pour tous les investisseurs qui souhaitent étendre leurs activités en direction des zones CEMAC et CEEAC, et au-delà, vers cette zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), qui va doper les échanges sur le continent.

JAMG / © Droits réservés sauf mention



www.agriculture.gouv.ga



DIARA NDIAYE

ALORS ON DIT QUOI ?

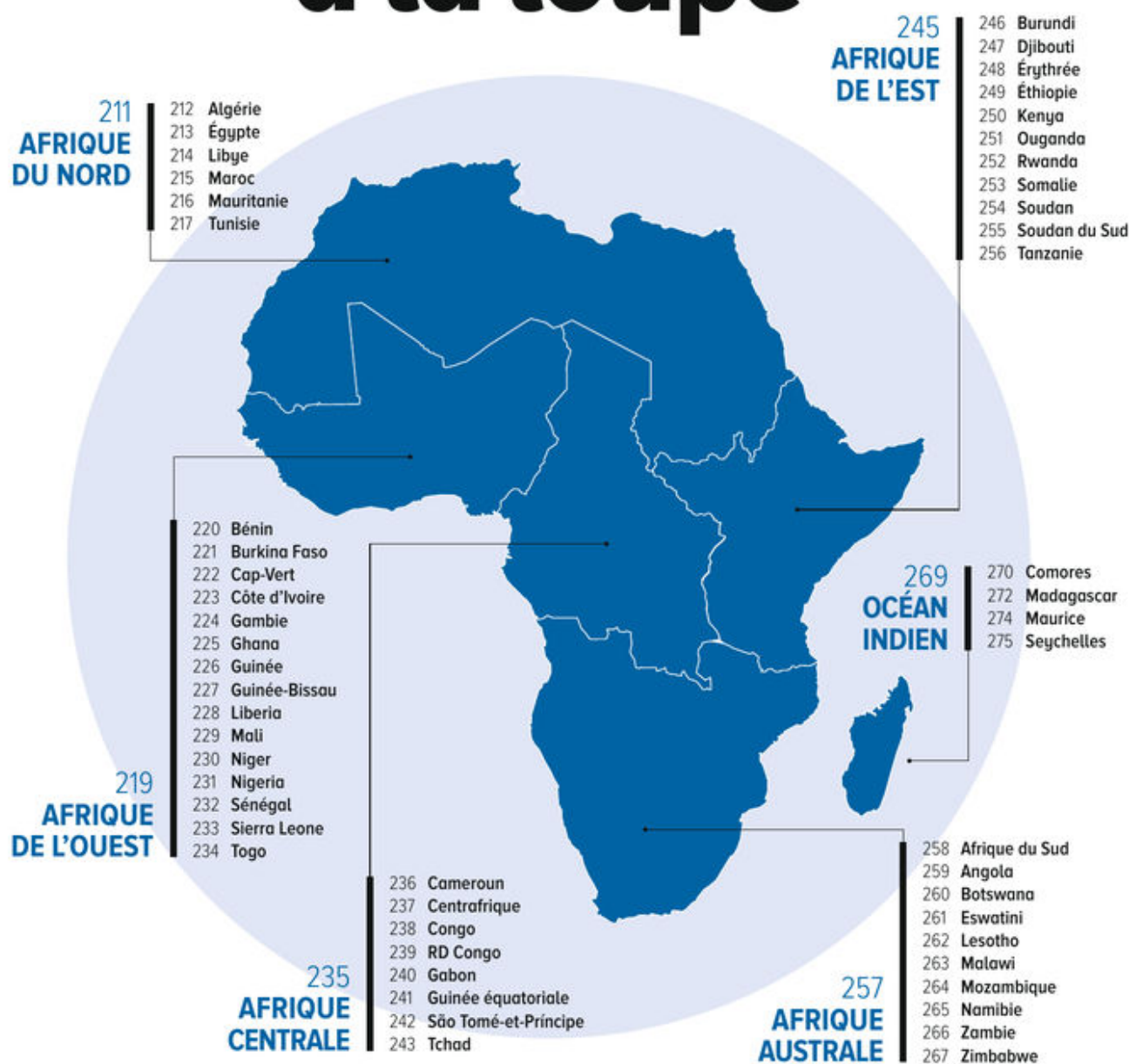
SAMEDI À 11H10 TU

Débats, initiatives, conseils, découvertes...

L'émission interactive consacrée aux jeunes en Afrique



54 États à la loupe



SOURCES: FMI: PIB par habitant et PIB, taux de croissance et inflation (2020). Nations unies: population (2019). Pnud: alphabétisation (2006-2016), espérance de vie et indice de développement humain (2019). Cnuced: investissements directs étrangers (2019). The Africa Report: dernier changement de dirigeant.



euronews.
africanews.

vos partenaires **media en Afrique !**

+ de 50%
de l'élite
africaine
suit l'information

sur euronews & africanews.

disponible en anglais, arabe, français et portugais

contact **régie publicitaire** : advertising@africanews.com

Etude IPSOS Affluent Africa 2020 - 10015 des habitants en terme de revenus personnel âgés de 21 à 74 ans vivant et travaillant dans de grandes villes

AFRIQUE DU NORD



212 **Algérie**
 213 **Égypte**
 214 **Libye**

215 **Maroc**
 216 **Mauritanie**
 217 **Tunisie**

Algérie Crise de confiance

- Abdelmadjid Tebboune est sorti de l'hôpital, mais le pays s'interroge sur la suite de son mandat
- Malgré un climat des affaires morose, l'État table sur une croissance de 3,2 % en 2021

Avec l'échec du référendum sur la réforme de la Constitution, le nouveau pouvoir aura fort à faire pour gagner en légitimité et remettre rapidement le pays sur les rails. D'autant que les interrogations ne manquent pas sur la capacité du président – qui a été atteint du Covid-19 mais semble rétabli – à gouverner le pays.

Crise sanitaire, poursuite des revendications pour un changement de système, sinistrose économique... C'est dans un climat agité qu'aura commencé le mandat d'Abdelmadjid Tebboune, élu en décembre 2019.

Si l'épidémie de coronavirus a forcé les manifestants du Hirak à quitter la rue, la contestation s'est poursuivie sur les réseaux sociaux. Dans un réflexe sécuritaire, le pouvoir a choisi une politique du tout-répressif, interpellant des centaines de citoyens et condamnant des dizaines de personnes à des peines de prison ferme pour des délits d'opinion. Une crispation sécuritaire qui repose la question du respect des droits fondamentaux dans un contexte où la légitimité de l'exécutif est toujours contestée.

Gagner en légitimité auprès de la population afin de prendre les mesures qui permettront de remettre rapidement le pays sur les rails : voilà le pari difficile qui attend le pouvoir en 2021 alors que l'amendement constitutionnel qui devait lui donner une assise populaire a été largement boudé par les Algériens. Un désintérêt qui s'est traduit par un absentéisme record lors du référendum du 1^{er} novembre 2020. Le nouveau texte de la Loi fondamentale a été approuvé par la majorité des votants, mais avec un taux de participation de 23,72 %, soit le plus bas depuis l'indépendance. Le scrutin a été marqué par une grande absence, celle du président de la République, dont l'hospitalisation à l'étranger a rappelé de mauvais souvenirs à une opinion encore marquée par les dernières années du président Bouteflika, alors fragilisé par la maladie.

Après l'encombrant échec populaire sur l'amendement de la Constitution, le nouveau pouvoir devrait tout de même poursuivre sa feuille de route avec l'organisation d'élections

locales et législatives dans les prochains mois. Prévue à l'automne 2020, elles ont été repoussées en raison de la conjoncture. Leur but ? Renouveler la classe politique algérienne et favoriser l'émergence de nouvelles têtes. Mais une partie de l'opposition et quelques forces émanant du Hirak ne sont pas convaincues et réclament toujours une Assemblée constituante nationale et souveraine pour en finir avec les résidus de l'ancien régime. Il faudra aussi chercher l'adhésion des Algériens, en proie à une profonde crise de confiance.

Économiquement, le défi est aussi de taille pour le pays. Les tendances inflationnistes pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages. Les secteurs du BTP, des transports et des services, principaux moteurs de l'emploi, peinent à reprendre leur souffle après une année et demie de manifestations populaires, suivies par des mois de blocage dus à la pandémie. Quant au climat des affaires, il reste morose alors que les responsables de plusieurs grands groupes privés sont poursuivis dans des affaires de corruption. Les appels du pied à la diaspora sont, quant à eux, entravés par la fermeture des frontières.

Transferts sociaux

L'État, à travers son projet de loi de finance, se montre toutefois optimiste. Il table sur une croissance économique de 3,2 % en 2021 et une augmentation du PIB de 4 % entre 2021 et 2023. Quant à la croissance hors hydrocarbures, elle devrait atteindre 2,4 % en 2021, selon les prévisions des autorités. Mais, sur le plan financier, tous les indicateurs sont dans le rouge. Le pays, dont les exportations de pétrole ont connu une chute de 40 % au début de 2020, reste très dépendant des recettes provenant des hydrocarbures. Le gouvernement estime qu'elles s'élèveront à 23 milliards de dollars en 2021, sur la base d'un baril à 45 dollars. Reste que les pressions baissières sur les cours de l'or noir sont persistantes à cause de la situation sanitaire et des mesures de reconfinement en vigueur dans plusieurs pays. La baisse de la demande mondiale s'accompagne aussi d'une probable augmentation de l'offre, qui aura des difficultés à être absorbée par le marché, avertit l'Agence internationale de l'énergie.

Malgré les recommandations des instances internationales et la baisse des réserves de changes – divisées par trois en moins de six ans, pour atteindre 53 milliards de dollars à la fin de juin 2020 –, l'État ne compte pas revoir son budget de fonctionnement à la baisse et poursuit sa politique de transferts sociaux afin de limiter les effets des crises sanitaire et économique. [A](#)

Nombre d'habitants
43,1 millions

PIB par habitant
3331 \$

Espérance de vie
76,7 ans

Alphabétisation
75,1 %

Inflation **3,5 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
82^e

Investissements directs étrangers
1,4 milliard de \$

Dernier changement de président **2019**





Entre autoritarisme et dépendance

- Modification de la Constitution, népotisme, extension du champ d'intervention de l'armée à tous les secteurs de l'économie... Tout indique qu'Abdel Fattah al-Sissi se dirige vers une présidence à vie
- Malgré une baisse de ses revenus touristiques de 25 % due à la pandémie de Covid-19, le pays est la seule économie d'Afrique du Nord à avoir connu la croissance en 2020

Depuis la réouverture de l'espace aérien, en juillet 2020, chaque vol international est reçu comme un cadeau du ciel en Égypte, où les revenus touristiques, qui avaient atteint le record de 12,6 milliards de dollars à l'exercice 2019, ont fondu de 25 % avec la crise du coronavirus, estime une note de BNP Paribas. Malgré ce coup porté à une mamelle du pays et la hausse du taux de chômage à 9,6 % après des années de baisse, l'économie s'est montrée résistante. En septembre, le FMI prévoyait une croissance de 3,5 % pour 2020, en recul de 2,4 points par rapport aux objectifs, mais qui fait de l'Égypte la seule économie nord-africaine à connaître la croissance durant cette année de crise sanitaire. Les institutions internationales saluent les effets de la dévaluation et des mesures d'austérité décidées en 2016. En 2020, l'agence de notation Fitch maintenait sa notation à B+. Pour la Banque mondiale, « les perspectives de l'Égypte sont favorables. La croissance du PIB restera dynamique, tirée par la forte demande domestique et la croissance des exportations ».

Si la « bombe de croissance » annoncée pour l'après-Covid enflamme les marchés, l'Égypte tirera son épingle du jeu. Les désirs d'évasion pourraient déclencher une ruée vers ses temples. Avec la mise en production, à la fin de 2017, du mégachamp gazéifère de Zohr, le pays est devenu autosuffisant et exportateur d'hydrocarbures, troisième source de devises après les transferts des expatriés et le tourisme. Avec la relance mondiale, la demande d'hydrocarbures va bondir et bénéficiera à l'économie du canal de Suez, dont le trafic a connu des ralentissements. Le développement d'une vaste zone économique sur ses rives va continuer de favoriser croissance et emploi.

Mais ce dynamisme a ses revers. L'économie est abreuvée par les finances du Golfe, tant pour ses investissements que par les virements des expatriés. Si la relance post-Covid tarde et que le ralentissement s'installe dans les pétromonarchies, ces flux diminueront. Les financiers du Golfe n'accepteront pas de déverser indéfiniment des milliards dans des programmes que des analystes qualifient

de « systèmes de Ponzi ». Au Caire, un observateur s'inquiète d'une surévaluation de 10 % à 15 % de la livre, d'un pouvoir d'achat en chute et de la paupérisation des classes moyennes.

« Dictateur favori » de Trump

Autre critique, l'extension du champ d'intervention de l'armée à tous les secteurs de l'économie, qui refroidit les investisseurs étrangers. « Elle prend le contrôle de l'économie, mais aussi de l'administration et de l'action sociale, créant des dépendances qui visent à maintenir l'acceptation du régime », commente Stéphane Lacroix, professeur associé à Sciences Po Paris. Un régime à la tête duquel se trouve depuis 2014 le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, arrivé au pouvoir en chassant les Frères musulmans. En 2019, il a modifié la Constitution pour postuler à un troisième mandat en 2024. Pour Lacroix, tout indique qu'il se dirige vers une présidence à vie : « Il favorise de plus en plus ses proches, comme Mahmoud, son propre fils, numéro deux des services de renseignements. »

Mais celui que Donald Trump avait appelé son « dictateur favori » marche sur des œufs. Premier Arabe à avoir félicité Joe Biden, Sissi n'oubliait pas que quatre mois plus tôt le démocrate avait twitté « plus de chèques en blanc pour le "dictateur favori" de Trump ». Le maréchal devra modérer ses ardeurs répressives, même si l'Occident semble ne plus pouvoir se passer de sa poigne dans un environnement explosif. Grand acteur dans le conflit libyen, où il soutient un maréchal Haftar malade et vieillissant, il se place en première ligne de la lutte contre la Turquie d'Erdogan, devenu agressif et incontrôlable. Autre dossier qui obnubile Le Caire : la crise qui l'oppose à Addis-Abeba autour du remplissage et du débit du barrage Renaissance, en construction sur le Nil éthiopien, ne trouve pas de dénouement. Mais il est improbable que l'Égypte fasse « exploser le barrage », comme l'avait suggéré Trump en octobre 2020. Pour notre observateur cairote, « la diplomatie égyptienne voit sur le long terme, et l'Éthiopie sera toujours le pays source. L'Égypte ne peut se brouiller avec elle ». [BA](#)

Nombre d'habitants
100,4 millions

PIB par habitant
3561 \$

Espérance de vie
71,8 ans

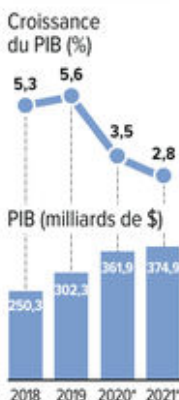
Alphabétisation
71,2 %

Inflation **5,68 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **116***

Investissements directs étrangers
9 milliards de \$

Dernier changement de président **2014**





Libye Le bout du tunnel?

- Une solution politique pourrait mettre fin au conflit qui oppose le Gouvernement d'union nationale et le maréchal Khalifa Haftar
- La fin progressive du blocage des sites pétroliers laisse espérer une relance de l'économie

L'année 2020 sera sans doute rétrospectivement jugée comme une année charnière pour la Libye depuis la chute de Mouammar Kadhafi, en 2011. Elle aura coïncidé avec l'internalisation à outrance du conflit civil, la participation croissante de mercenaires, l'échec de l'offensive du maréchal Haftar contre Tripoli et le Gouvernement d'union nationale (GNA), l'instrumentalisation de la ressource pétrolière et, enfin, la reprise des négociations, qui semblent cette fois bien engagées.

Il aura fallu la déconfiture de l'Armée nationale libyenne (ANL) pour que la solution politique soit enfin sérieusement envisagée pour sortir la Libye de près de dix années d'instabilité. Après près d'un an et demi à buter sur la capitale libyenne, les troupes du maréchal Haftar ont été contraintes de se replier sur la Cyrénaïque et Syrte, en particulier avec le soutien militaire turc apporté aux forces du GNA dès décembre 2019, lequel aura été déterminant.

Sur le plan militaire, le statu quo s'est figé autour de la ville de Syrte, fief de la tribu de Mouammar Kadhafi et centre d'une importante zone de production pétrolière appelée le Croissant pétrolier, dont le contrôle revêtira une importance cruciale dans les prochaines discussions. C'est en grande partie la société militaire privée russe Wagner qui a arrêté l'offensive du GNA aux portes de Syrte, de sorte que Turquie et Russie ont émergé en 2020 comme les acteurs internationaux clés du conflit.

Comme souvent, la diplomatie, loin d'influer sur le cours des événements, a plutôt été tributaire de l'évolution du rapport des forces sur le terrain, laquelle a quelque peu tempéré les ardeurs militaires du maréchal Haftar et de certains de ses sponsors internationaux, en particulier l'Égypte. La conférence de Berlin, en janvier, avait ainsi abouti à une déclaration non contraignante de respect de l'embargo sur les armes à destination de la Libye, aussitôt violée par certains des pays pourtant associés à ladite déclaration. La Russie, à laquelle s'était jointe la Turquie pour la circonstance, avait bien tenté en janvier de mettre sur pied un cessez-le-feu en invitant Faye al-Sarraj

et Khalifa Haftar à Moscou. Sans succès, le maréchal ayant choisi de tourner les talons sans signer l'accord, alors qu'il n'était pas encore en mauvaise posture sur le plan militaire.

Une décision qu'il a dû amèrement regretter en juin, quand l'ANL a abandonné la Tripolitaine sous les coups de boutoir des drones turcs. Depuis, le maréchal se trouve marginalisé dans les discussions internationales, les responsables du GNA étant pour la plupart réticents à s'asseoir à la même table que lui. C'est donc Aguila Saleh, le plus consensuel président de la Chambre des représentants de Tobrouk, qui incarne aujourd'hui les intérêts de l'Est libyen dans les négociations. Ces dernières se déploient sur trois volets : institutionnel, à Bouznika, au Maroc ; militaire, à Genève, sous les auspices de l'ONU ; et économique. Sur ce dernier plan, le blocage des sites pétroliers par des tribus et par des forces proches de Haftar prend progressivement fin depuis octobre, laissant espérer une relance de l'économie, qui a accusé un manque à gagner de plusieurs milliards de dollars durant ce blocage. Toute la question est de déterminer la répartition des revenus pétroliers dans la future Libye afin que les populations de Cyrénaïque en tirent elles aussi profit.

Avenir institutionnel incertain

Les observateurs ont salué l'accord de cessez-le-feu permanent signé à Genève le 23 octobre, alors que les précédents avaient été systématiquement violés. Reste que le maréchal Haftar et son soutien émirati, qui n'ont jamais réellement cru à une solution politique pour la Libye, chercheront à conserver un poids militaire dans le pays. D'autant que, si les parties libyennes se sont entendues sur le principe d'un cessez-le-feu permanent, le détail de cet accord reste à trouver... et à mettre en place.

Quant à l'avenir institutionnel du pays, là aussi l'imbroglio est complet. À Bouznika, les parties libyennes se sont entendues sur une refonte du Conseil présidentiel. Ce dernier serait ainsi constitué de trois membres, un par région (Tripolitaine, Fezzan, Cyrénaïque), avec un poste de Premier ministre séparé. L'annonce de la démission de Faye al-Sarraj en septembre avait lancé la course aux candidatures, mais, face au risque de vide institutionnel, le Premier ministre et président du Conseil a finalement conditionné son départ à la formation du nouveau Conseil présidentiel. Alors que des élections sont prévues en décembre 2021, la composition de ce nouveau Conseil promet des discussions ardues dans les prochains mois. Les négociations avaient déjà achoppé sur cette question à Tunis, à la mi-novembre, lors de la conférence consacrée à la Libye. [\[1\]](#)

Nombre d'habitants
6,8 millions

PIB par habitant
3282 \$

Espérance de vie
72,7 ans

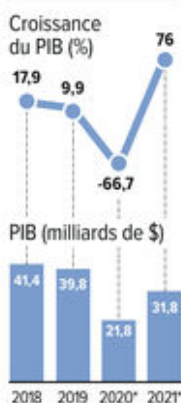
Alphabétisation
NC

Inflation **22,26 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
110^e

Investissements directs étrangers
NC

Dernier changement de président **2016**





2020, ou le retour de l'État protecteur

- Si la pandémie de Covid-19 a mis au jour les faiblesses du royaume, elle a aussi révélé sa formidable réactivité
- Un plan de relance de 120 milliards de dirhams a été mis en place pour aider des dizaines de milliers d'entreprises

Au Maroc, 2020 était censée être une année de changements. Des modifications qui devaient être enclenchées lorsque la Commission sur le nouveau modèle de développement aurait livré son rapport, en juin. Mais la pandémie de coronavirus a bousculé les agendas, y compris au sein de la commission royale appelée à produire un nouveau pacte social et économique pour les quinze prochaines années. Son mandat a donc été prolongé. Entre-temps, il fallait traiter l'urgence. Et les Marocains, qui commençaient à douter de leur « État », comme on a pu le voir lors du Hirak, dans le Rif, ont été surpris de voir réapparaître un État protecteur, agile, efficace.

La crise du Covid-19 a été rude. En plus de la récession qu'elle a engendrée (entre -6 % et -7 % de croissance), elle a sorti de l'ombre ces deux tiers de la population qui vivent dans l'informel, sans le moindre filet social. Des failles que le Maroc a su gérer avec célérité. Dès l'apparition des premiers cas de Covid-19, un confinement général a été décrété. Pour parer à la perte de revenus d'une grande majorité des familles, le royaume a mis en place la plus grande opération de transfert monétaire de son histoire en distribuant des revenus mensuels à cinq millions de familles vivant dans l'informel ainsi qu'à plus de 1 million de salariés qui se sont retrouvés au chômage temporaire. Une opération financée par le Fonds spécial pour la gestion de la pandémie de Covid-19 lancé sur appel royal et qui a mobilisé plus de 30 milliards de dirhams (2,7 milliards d'euros environ).

Sur le plan sanitaire, le Maroc s'est aussi montré très réactif. Au moment de la polémique sur la chloroquine, il a décidé, dès fin mars, de réquisitionner tous les stocks de cette molécule produits sur son territoire pour traiter le Covid-19. Et, face à la pénurie planétaire de matériels médicaux, le royaume a adapté en un temps record son outil industriel pour fabriquer masques, gel hydroalcoolique, respirateurs artificiels... Il en exporte

Nombre d'habitants
36,5 millions

PIB par habitant
3121 \$

Espérance de vie
76,5 ans

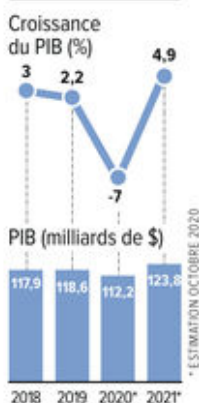
Alphabétisation
69,4 %

Inflation **0,20 %**

Indice de développement humain
(sur 189 pays)
121*

Investissements directs étrangers
1,6 milliard de \$

Dernier changement de chef de l'État **1999**



désormais dans plusieurs pays, dont l'Arabie saoudite, les États-Unis et la France.

Si cette crise a révélé des fragilités, elle a aussi fait naître beaucoup d'espoirs. Ça aura été le fil rouge de 2020, qui a agi comme un accélérateur de réformes. La généralisation de la couverture sociale est ainsi au menu du projet de loi de finances 2021... Un chantier social a été annoncé en juillet dernier par le roi Mohammed VI, qui aura été à la manœuvre tout au long de cette année cruciale, en même temps que le lancement d'un plan de relance de 120 milliards de dirhams. De l'argent qui servira à venir en aide à des dizaines de milliers d'entreprises fragilisées par la crise. En mettant 12 % de son PIB pour sauver son économie, le Maroc est entré dans le top 10 des pays qui ont fourni l'effort le plus important (rapporté à la richesse produite) pour soutenir son tissu productif.

Car faire le choix de la santé ne signifie pas sacrifier l'économie, que le premier confinement a mise à rude épreuve, avec des pertes quotidiennes de l'ordre de 1 milliard de dirhams par jour. Pour faire face à la deuxième vague de la pandémie, le royaume a choisi de ne pas reconfiner. Et a misé sur la vaccination. Dès que les premiers résultats des tests cliniques de vaccins ont été connus, il a été l'un des premiers pays, avec la Chine, la Russie et les Émirats, à décider de faire vacciner les Marocains de plus de 18 ans. Une opération géante, qui devrait démarrer en ce début d'année.

Fin du statu quo au Sahara

La semaine même de cette annonce, incarnation du retour de l'État protecteur, le royaume prenait une autre décision radicale sur le plan diplomatique et sécuritaire. Avec l'envoi de forces pour mettre un terme au blocage par les milices du Polisario du poste frontière de Guerguerat, les Forces armées royales sécurisaient définitivement la zone. Un succès qui s'est traduit par l'annonce de la reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara et la poursuite des ouvertures de consulats dans la région. Le Maroc a, dans le même temps, rétabli des relations diplomatiques avec Israël, dans la foulée des Émirats arabes unis, du Bahreïn et du Soudan.

Ce qui permet au Maroc d'entrevoir l'année 2021 avec sérénité. Ses conjoncturistes tablent d'ailleurs sur un retour rapide à la croissance, avec un taux de 4,9 % dès cette année, et un allègement du déficit budgétaire de 7,5 % à 6,5 %. Un redressement qui sera soutenu par le nouveau modèle de développement en gestation, et les diverses réformes profondes qui en découleront, dont l'exécution incombera à un nouveau gouvernement issu des élections législatives de 2021. [UN](#)



Mauritanie

Le patron, c'est lui

- Entre le président, Mohamed Ould Ghazouani, et son prédécesseur, Mohamed Ould Abdelaziz, la guerre est déclarée
- Après un net recul, de 5,9 % en 2019 à -3,2 %, la croissance devrait repartir à la hausse et se situer à 2 % en 2021

Mohamed Ould Ghazouani a consacré la majeure partie de l'année 2020 à affirmer son leadership et à anéantir tout espoir de retour de son prédécesseur et mentor, Mohamed Ould Abdelaziz. Dans un pays dont l'histoire est jalonnée de coups d'État, ce très discret ancien chef d'état-major des armées a souhaité asseoir son pouvoir. Aux Mauritanien(ne)s, qui l'ont élu à la tête du pays en juin 2019, il a tenu à prouver que lui seul tirait les ficelles et non Aziz, son ami de quarante ans avec qui il a pris ses distances dès le mois de novembre. Après avoir d'abord assumé la continuité, il s'est senti agressé lorsque l'ancien chef de l'État a revendiqué le leadership de l'Union pour la République (UPR), le parti au pouvoir. Les deux hommes, qui s'étaient rencontrés en 1978 dans les couloirs de l'Académie royale militaire de Meknès, au Maroc, alors qu'ils étaient élèves officiers, ont rompu tout contact. Et la guerre a été déclarée.

Après avoir très vite pris la main sur le pouvoir en consolidant sa majorité au Parlement, en s'assurant la loyauté du Bataillon pour la sécurité présidentielle (Basep) et, enfin, en remplaçant les titulaires des principaux postes de commandement de l'armée, Mohamed Ould Ghazouani a franchi un ultime cap en permettant aux députés de la majorité comme à ceux de l'opposition d'auditer, via une commission parlementaire, toute une série de marchés publics passés durant les deux mandats (2009-2019) de son prédécesseur et soupçonnés d'être frauduleux. Le rapport remis à la fin de juillet a révélé de nombreuses irrégularités. Dans la foulée, l'ancien président a été auditionné, puis placé en garde à vue pendant sept jours. Il est désormais sous la menace d'un retrait de son immunité et d'un procès devant la Haute Cour de justice, qui a été réhabilitée par les députés. Mohamed Ould Ghazouani, qui se défend de toute attaque personnelle quand Aziz crie au règlement de compte politique, ne s'est pas encore exprimé sur cette affaire, faisant mystère de son intention de le juger.

Nombre d'habitants
4,5 millions

PIB par habitant
1791 \$

Espérance de vie
64,7 ans

Alphabétisation
NC

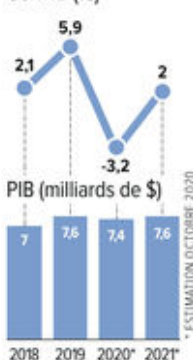
Inflation **3,85 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
161*

Investissements directs étrangers
885 millions de \$

Dernier changement de président **2019**

Croissance du PIB (%)



Les Mauritanien(ne)s n'en ont également pas cru leurs yeux quand ils ont assisté au retour dans leur pays des opposants exilés, qui étaient depuis de nombreuses années en conflit ouvert avec l'ancien président. En mars 2020, le riche homme d'affaires Mohamed Ould Bouamatou, contre qui Nouakchott avait lancé des mandats d'arrêt internationaux pour des faits de blanchiment et d'évasion fiscale, a regagné sa terre natale. Tout comme Moustapha Chafi, l'ex-éminence grise de Blaise Compaoré, qui est arrivé à Nouakchott en septembre. Il a quant à lui été recherché pendant plusieurs années par la justice de son pays pour « intelligence avec des groupes terroristes ». Dans cette même logique de décrispation de la scène politique, le chef de l'État a entre-temps reçu personnellement, dès septembre 2019 et au fil des mois suivants, les anciens candidats à la présidentielle et d'autres grandes figures de l'opposition, comme Ahmed Ould Daddah, Mohamed Ould Maouloud, Biram Dah Abeid ou encore Jemil Ould Mansour. La paix est désormais scellée entre les anciens ennemis d'Aziz, qui concentrent toutes leurs critiques sur l'ancien président.

Programme prioritaire élargi

Mais, dès mars, cet élan a été freiné par la gestion de la crise liée à la pandémie de coronavirus, qui a paralysé l'activité politique et fait perdre à l'État 25 % de ses recettes. Pour relancer l'économie, le président a annoncé le 2 septembre la mise en place d'un « programme prioritaire élargi » (PPE) de plus de 24 milliards d'ouguiyas (près de 540 millions d'euros). Plusieurs chantiers prioritaires ont été identifiés, parmi lesquels l'appui aux secteurs sociaux, les infrastructures urbaines, rurales et routières, ainsi que l'autosuffisance alimentaire. Selon le FMI, la croissance devrait chuter, de 5,9 % en 2019 à -3,2 %, pour repartir à 2 % en 2021. L'inflation, à 2,3 % en 2019, devrait grimper à 4,1 % en 2021, et le déficit des transactions courantes devrait en parallèle se dégrader, de 10,6 % du PIB à 18,5 %. La crise liée au Covid-19 risque également de retarder l'exploitation des quelque 425 milliards de mètres cubes de gaz du gisement de Grand Tortue Ahmeyim. La phase 1 devait permettre de produire, en 2022, 2,5 millions de mètres cubes par an. Mais, le 8 avril, le britannique BP a évoqué un cas de force majeure pour justifier un retard de lancement du projet de près d'un an. En attendant, la Banque mondiale a donné à la Mauritanie et au Sénégal 20 millions de dollars dans le but de former des techniciens. [UA](#)

Indicateurs au rouge

- Dix ans après l'avènement du Printemps arabe, la société civile dénonce des initiatives « qui contreviennent aux principes de la révolution »
- Après une contraction de 7 %, la croissance pourrait rebondir à 4 % en 2021, mais la baisse des exportations et des investissements étrangers due à la pandémie de Covid-19 sera difficile à juguler

Les promesses des dernières élections, qui devaient constituer un tournant symbolique, ont fait long feu. La vision de Kaïs Saïed – outsider sans parti – reste indéchiffrable, et la cohabitation entre Carthage et Ennahdha se fait en dents de scie. La durée de vie du gouvernement indépendant de Hichem Mechichi est en jeu. La Tunisie a encore un an pour faire ses preuves au Conseil de sécurité des Nations unies avant d'en prendre la présidence, et doit continuer de s'imposer dans la résolution du conflit libyen. Mais des voix s'élèvent pour dénoncer la fragilisation de sa diplomatie.

En dépit de l'avertissement des élections de l'automne 2019, les partis restent loin des préoccupations des Tunisiens, de leurs difficultés économiques comme de leur désir de justice sociale et de transition. Après ce vote de la dernière chance, Ennahdha se maintient à flot avec une cinquantaine d'élus à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP). Malgré son règlement et des contestations internes, son leader, Rached Ghannouchi, n'a pas renoncé à sa propre succession. Or la formation à référentiel islamique devra se confronter à l'organisation de son congrès et aux problématiques qui fâchent.

À l'autre extrémité du spectre, le Parti destourien libre, d'Abir Moussi, fait grand bruit, mais ses 16 députés ont une capacité d'action limitée. Toujours dans l'opposition, Tahya Tounes – dont l'élan aura été aussi rapide que le déclin –, avec ses 14 élus, ne saurait combler les vides laissés par un Nidaa Tounes qu'il a contribué à décimer. L'union des auto-proclamés « progressistes » reste en suspens. La récente tentative de regroupement au sein du parti Amal Tounes trouvera-t-elle un écho à l'ARP ? Au centre, le Bloc démocrate et Qalb Tounes, forts respectivement de 38 et de 30 sièges, peuvent difficilement échapper aux alliances de circonstance. Et la menace de recombinaison des blocs parlementaires pèse toujours sur l'hémicycle.

Nombre d'habitants
11,7 millions

PIB par habitant
3295 \$

Espérance de vie
76,5 ans

Alphabétisation
79 %

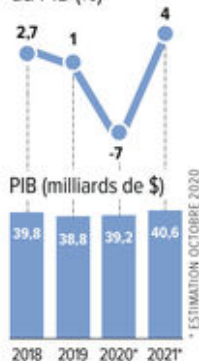
Inflation **5,84 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
91^e

Investissements directs étrangers
845 millions de \$

Dernier changement de président **2019**

Croissance du PIB (%)



Ce morcellement reste un frein alors que les retards s'accumulent : formation de la Cour constitutionnelle, réformes de l'administration et des entreprises publiques, lutte contre la corruption, décentralisation sont en souffrance. De quoi alarmer la société civile, qui dénonce en outre des initiatives « qui contreviennent aux principes de la révolution ».

Disparités régionales

Au dixième anniversaire de cette dernière, la justice transitionnelle semble un lointain souvenir. Et la réconciliation entre la classe dirigeante et les citoyens reste l'un des défis de l'année 2021. Alors que tous les voyants sont rouges, de nouvelles contestations populaires ne sont pas à exclure. D'autant que la crise du Covid-19 s'est invitée dans ce contexte déjà compliqué.

La pandémie a souligné les carences du système sanitaire et l'ampleur des disparités régionales. Reste à dépasser les conséquences économiques du confinement du printemps 2020 et des mesures coercitives mondiales, qui ont affaibli le tourisme et la production minière. Mais avec quels moyens ? La récession est bien là, l'inflation devrait continuer à tourner autour des 5 %. La baisse des exportations, de 15 %, et des investissements internationaux, de 26 %, seront difficiles à juguler.

Après une contraction de 7 % de la croissance, le FMI prévoit un rebond à 4 % en 2021. La Banque mondiale souligne que le ralentissement de l'économie passerait de 9 % à 6 %. La part de la population susceptible de basculer dans la pauvreté devrait aussi commencer à diminuer. À condition que les effets de la pandémie s'estompent. En attendant, la hausse du budget de l'État et l'aggravation du déficit budgétaire s'accompagnent d'un pic de la dette extérieure, portée à 16 milliards de dinars (4,8 milliards d'euros) pour 2021. L'avenir sera aussi tributaire de la situation sécuritaire, dans un contexte intérieur et régional sensible. [\[A\]](#)

NEO

CONCEPT

Une galaxie de compétences



Paix

Santé

Réussite

*Nous vous souhaitons
une scintillante année*

2021

| Business and Creative
Marketing Agency

📞 +225 78 78 78 78
info@neoconcept-ci.com

AFRIQUE DE L'OUEST



220 **Bénin**
 221 **Burkina Faso**
 222 **Cap-Vert**
 223 **Côte d'Ivoire**
 224 **Gambie**

225 **Ghana**
 226 **Guinée**
 227 **Guinée-Bissau**
 228 **Liberia**
 229 **Mali**

230 **Niger**
 231 **Nigeria**
 232 **Sénegal**
 233 **Sierra Leone**
 234 **Togo**



Bénin

Patrice Talon, acte II?

- Malgré sa promesse de n'effectuer qu'un seul et unique mandat, le président devrait se représenter cette année
- Si la situation économique et sécuritaire est bonne, l'heure n'est pas encore à l'apaisement politique

À mesure qu'approche l'échéance de la présidentielle, prévue pour le 11 avril, le « président-patron » laisse de plus en plus entendre qu'il a besoin d'un mandat supplémentaire pour remplir ses objectifs et faire que le « Bénin révélé » – son slogan – devienne une réalité. Et s'il ne l'a pas officiellement annoncé, tous les signaux sont là : des alliés qui le pressent de se représenter à l'évolution de son propre discours, qui, de catégorique en début de mandat, est devenu progressivement plus flou.

Sur le plan économique, Patrice Talon, s'il se représente, pourra s'appuyer sur les bons résultats obtenus au cours de son premier quinquennat, sur les grands indicateurs macroéconomiques. La croissance a certes marqué le pas en 2019, mais elle se maintient à un niveau honorable. Le secteur du coton, dans lequel le président a bâti sa fortune avant d'entrer en politique, explique en partie cette bonne santé économique. Le Bénin, devenu en 2019 le premier producteur de coton d'Afrique, a conforté son assise en 2020 et devrait maintenir cette place de leader, malgré la très légère baisse de production que le département américain de l'Agriculture (Usda) prévoit pour la saison 2020-2021.

Autre levier de croissance qui a permis au pays de tirer son épingle du jeu, les investissements publics consentis dans le cadre des grands projets amorcés par le Plan d'action du gouvernement, sans pour autant que le déficit budgétaire n'explose.

Malgré la pandémie de Covid-19, les indicateurs sont au vert. Si la crise sanitaire n'a pas durement frappé le pays, ses conséquences ont pesé sur les échanges commerciaux. Déjà, en août 2019, la fermeture de sa frontière avec le Nigeria avait fait craindre le pire. Pourtant, alors que la Banque mondiale estime que le commerce informel de réexportation et de transit vers le Nigeria pèse pour environ 20 % du PIB du Bénin, la catastrophe économique n'a pas eu lieu. La réouverture de la frontière, décidée à la mi-décembre 2020 par Abuja, devrait cependant donner un

Nombre d'habitants
11,8 millions

PIB par habitant
1259 \$

Espérance de vie
61,5 ans

Alphabétisation
32,9 %

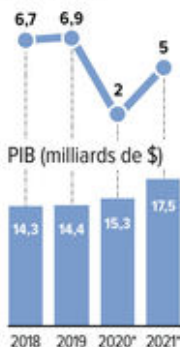
Inflation **2,5 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
163^e

Investissements directs étrangers
230 millions de \$

Dernier changement de président **2016**

Croissance du PIB (%)



peu d'air à l'économie béninoise. Quant à la crise sécuritaire dans laquelle ses voisins du Nord sont plongés depuis plusieurs années, elle ne s'est pas – encore ? – propagée au Bénin. L'enlèvement, en mai 2019, dans le parc de la Pendjari de deux touristes français et l'assassinat par les ravisseurs de leur guide, Fiacre Gbédji, n'ont été suivis jusqu'à présent d'aucune autre alerte terroriste.

Des opposants en exil

Si le bilan du premier quinquennat de Patrice Talon sur les plans sécuritaire et économique est plus qu'honorable, l'heure n'est pas encore à l'apaisement politique. Assumant, dans un entretien accordé à JA en septembre 2020, d'avoir « pris le risque d'être impopulaire », le président l'est très certainement au sein d'une opposition en lambeaux. La plupart de ses principaux opposants vivent en exil. C'est notamment le cas de Sébastien Ajavon et de Lionel Zinsou. Tous deux condamnés, ils ont dénoncé une « instrumentalisation de la justice » pour les écarter de la scène politique.

Surtout, les plaies ouvertes par la crise qui a éclaté lors des législatives d'avril 2019 (auxquelles aucun parti d'opposition n'avait été autorisé à participer pour cause de non-conformité avec le nouveau code électoral) ne semblent pas refermées. Et si le dialogue a permis d'apaiser les tensions, les réformes engagées pour « renforcer le système partisan » mettent le pays dans une situation paradoxale : les deux seuls partis qui siègent à l'Assemblée nationale, l'Union progressiste et le Bloc républicain, se réclament de la majorité présidentielle. Or ce sont eux qui, compte tenu de la révision du code électoral qu'ils ont eux-mêmes adoptée en novembre 2019, accordent les parrainages nécessaires aux futurs candidats présidentiels. Et les états-majors des deux partis ont d'ores et déjà prévenu que Patrice Talon serait leur candidat pour 2021.

Bien que les élus locaux puissent eux aussi accorder leurs parrainages, les municipales de mai 2020 n'ont pas changé la donne. Le scrutin a été plus ouvert – les Forces cauris pour un Bénin émergent ont pu présenter des listes, malgré l'opposition de l'ancien président Thomas Boni Yayi, qui a claqué la porte du parti –, mais les élus locaux FCBE sont en nombre insuffisant pour parrainer le candidat de leur choix. Le tout jeune parti Les Démocrates n'a quant à lui aucun élu.

Pour que la démocratie béninoise redore son blason, deux solutions apparaissent : revenir sur le système des parrainages, ou que les députés de la majorité consentent, pour certains, à parrainer un candidat de l'opposition. [aa](#)



Burkina Faso

Réconciliation au forceps

- Priorité de Roch Marc Christian Kaboré, réélu en novembre 2020 : la sécurisation du pays
- Malgré les crises sanitaire et sécuritaire, l'économie résiste, avec des perspectives plus favorables que prévu

Roch Marc Christian Kaboré, réélu en novembre 2020 au terme d'une compétition électorale disputée par treize candidats, devra incarner le président de la paix et de la cohésion sociale. Réputé pour sa stabilité sous l'ère Compaoré, le Burkina Faso a été, au cours du dernier quinquennat, la cible répétée des groupes terroristes. D'abord cantonnées dans le Nord, autour de Djibo, les attaques meurtrières se sont propagées sur la quasi-totalité du territoire. Bilan : plus de 1200 morts et plus de 1 million de déplacés fuyant les exactions. La sécurisation du pays sera donc en 2021 la grande priorité du chef de l'État.

Autre chantier phare, la réconciliation. Le retour de l'ancien président Blaise Compaoré, en exil en Côte d'Ivoire depuis sa chute, en octobre 2014, est envisagé. « Si je suis élu, le premier semestre de 2021 doit nous permettre de régler ces questions-là. Nous allons réunir l'ensemble des composantes de la société pour discuter de la réconciliation, et la décision [des conditions du retour de Blaise Compaoré] sera prise », avait déclaré Roch Marc Christian Kaboré.

Ce processus devra inclure toutes les personnalités qui ont choisi l'exil après l'insurrection populaire de 2014, comme les ex-barons du pouvoir Assimi Koanda, Salif Kaboré ou encore le frère cadet de l'ancien président François Compaoré, sous le coup de poursuites judiciaires pour son implication présumée dans l'assassinat du journaliste Norbert Zongo.

Le président prend cependant les rênes d'un pays avec des perspectives économiques bien meilleures que prévu. Alors que la pandémie de Covid-19 et le difficile contexte sécuritaire ont durement affecté l'activité économique, la bonne tenue des élections, les projections optimistes des récoltes agricoles, notamment de coton, et la reprise sur le dernier semestre de 2020 offrent de nouvelles perspectives économiques.

Toutefois, des experts du FMI indiquent que « la pandémie a eu un impact négatif sur la collecte des recettes tout en exigeant des dépenses supplémentaires pour le contenir. En conséquence,

Nombre d'habitants
20,3 millions

PIB par habitant
1259 \$

Espérance de vie
61,5 ans

Alphabétisation
34,6 %

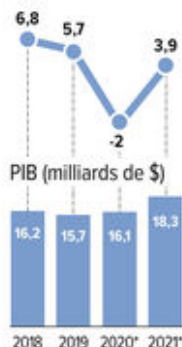
Inflation **2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
182*

Investissements directs étrangers
208 millions de \$

Dernier changement de président **2015**

Croissance du PIB (%)



le déficit budgétaire pour 2020 devrait atteindre 2 % du PIB. Les dépenses supplémentaires sont essentiellement affectées à la santé, aux transferts aux ménages les plus vulnérables, à l'appui aux secteurs économiques les plus touchés et à la sécurité. Les dépenses liées au Covid-19 sont soumises à un standard élevé de transparence, et les rapports audités de ces dépenses seront publiés en 2020 et 2021. »

Pour le bailleur de fonds, il subsiste donc des incertitudes sur l'ampleur de la reprise qui semble s'être amorcée : « Dans ce contexte, le PIB réel devrait reculer de 2,8 % en 2020 et croître de 3,9 % en 2021. Aussi, l'inflation a commencé à inverser sa récente tendance négative, conséquence de problèmes de chaîne d'approvisionnement dus à la pandémie et qui commencent à affecter les prix. Les perspectives économiques restent toutefois soumises à des risques à la baisse en raison de l'évolution incertaine de la pandémie et de l'impact de la crise sécuritaire. »

« New deal »

La mise en œuvre du Plan national de développement économique et social, dont le coût est estimé à 15 400 milliards de F CFA (23,5 milliards d'euros), a néanmoins permis d'engranger des résultats appréciables, avec taux moyen de croissance du PIB à 6,3 % par an entre 2016 et 2018, contre 4 % en 2014 et en 2015. Ce qui fait du Burkina Faso le deuxième pays le plus performant à cet égard au sein de l'Uemoa. Ce bon résultat a été en partie porté par l'investissement public dans les infrastructures routières conçues pour désenclaver le pays, mais aussi dans celles qui permettent de produire de l'électricité.

Comme en 2016, au lendemain de sa prise de pouvoir, Kaboré devrait solliciter le concours des bailleurs de fonds traditionnels et des privés internationaux lors d'une conférence internationale sur le financement de son « new deal ». Ce plan, en cours de rédaction, qui établit le diagnostic de la situation insiste sur la nécessité de continuer à consolider les acquis des trois piliers du précédent en matière de transformation structurelle de l'économie, de développement du capital humain et, surtout, de gouvernance.

La désignation des élus locaux, prévue en mai 2021, constitue également un autre grand rendez-vous. L'adoption d'un nouveau code des collectivités qui consacre l'élection des maires au suffrage universel demeure un enjeu crucial. Tout comme l'adoption attendue de la nouvelle Constitution, qui abroge la peine de mort et limite à deux le nombre de mandats présidentiels, d'une durée de cinq ans. [JL](#)



Cap-Vert

En attendant le verdict des urnes

- C'est une opposition confortée par sa percée aux municipales d'octobre 2020 que le parti au pouvoir affrontera lors des prochains scrutins législatifs et présidentiel
- La pandémie de Covid-19 a durement frappé le secteur du tourisme, dont les recettes devraient diminuer de 70 % par rapport à 2019

Les Cap-Verdiens seront bientôt appelés aux urnes. Si le calendrier électoral n'était pas encore connu fin décembre 2020, le pays organisera bien dans les prochains mois les élections législatives puis le scrutin présidentiel. Les premières, plutôt prévues pour le début de l'année, s'annoncent cruciales : le Premier ministre, qui détient l'essentiel du pouvoir, en tire sa légitimité. De son côté, le président a davantage un rôle d'arbitre.

Nul doute qu'Ulisses Correia e Silva, actuel chef du gouvernement, jettera toutes ses forces dans la bataille pour obtenir la victoire du parti libéral qu'il préside, le Mouvement pour la démocratie (MpD). Mais c'est une opposition bien décidée à prendre sa revanche et revigorée par sa percée lors des municipales d'octobre 2020 qu'il devra affronter. Le Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert (PAICV), dirigé par Janira Hopffer Almada, l'a en effet emporté dans 8 des 22 municipalités, soit 6 de plus que lors du dernier scrutin, en 2016. Le MpD, quant à lui, marque le pas : la formation dirige désormais 14 municipalités, contre 18 auparavant. Symbole de cette victoire amère : la capitale, Praia, dont l'actuel Premier ministre est l'ancien maire, a basculé dans l'opposition. Si le parti de Janira Hopffer Almada venait à l'emporter, celle-ci serait en position de devenir la première femme cheffe de gouvernement de l'archipel.

Le spectre de la cohabitation

Les Cap-Verdiens seront également appelés à se prononcer lors de la présidentielle. Comme le prévoit la Constitution, Jorge Carlos Fonseca, soutenu par le MpD, laissera sa place après deux mandats. À la mi-novembre 2020, les candidats à sa succession n'étaient pas officiellement déclarés.

Pour contenir l'érosion de son électorat constatée lors des municipales et conserver le pouvoir tout en s'épargnant une cohabitation,

Nombre d'habitants
0,55 million

PIB par habitant
3358 \$

Espérance de vie
72,8 ans

Alphabétisation
86,8 %

Inflation **1 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **126***

Investissements directs étrangers
104 millions de \$

Dernier changement de président **2011**

Croissance du PIB (%)



le parti libéral devra donc convaincre face aux promesses sociales du PAICV. Sans surprise, le principal défi sera d'amortir coûte que coûte les effets dévastateurs de la pandémie. À la mi-décembre 2020, le nombre de morts du Covid-19 s'élevait à 109. La crise sanitaire a durement frappé l'économie du pays, très dépendante du tourisme. Au Cap-Vert, ce secteur d'activité contribue au quart du PIB et représente une large partie des emplois privés. Selon la Banque mondiale, les recettes du tourisme devraient diminuer de 70 % par rapport à 2019. Le pays pourrait par ailleurs difficilement miser sur un redémarrage rapide de l'activité. Les principaux pays pourvoyeurs de touristes, situés en Europe, étaient de nouveau confinés alors que débutait la haute saison. À la mi-décembre, le FMI estimait que la récession atteindrait 6,8 % en 2020, mais prévoyait un rebond malgré tout dès 2021.

D'ici là, l'économie cap-verdienne devra tenir bon face à la baisse des transferts de fonds de la diaspora – qui représentent plus de 10 % du PIB –, mais aussi des investissements directs étrangers, notamment européens. Selon la Banque africaine de développement (BAD), cette réduction retardera les investissements dans des secteurs clés comme le tourisme, la construction ou encore les transports, dont le développement est nécessaire pour améliorer les échanges entre les dix îles de l'archipel.

Les élections pourraient également se jouer sur le front des promesses sociales, alors que la crise devrait ralentir la réduction de la pauvreté et détériorer les conditions de vie de nombreux Cap-Verdiens. Pour faire face, le gouvernement a approuvé l'octroi de 369 000 euros à 8 000 ménages en situation d'extrême pauvreté et une aide alimentaire à 22 500 familles. Ces mesures seront-elles jugées suffisamment protectrices ? La réponse devrait se trouver dans les urnes. **UA**

Côte d'Ivoire

Retour à la normale ?

- La réélection d'Alassane Ouattara, le 31 octobre 2020, a cristallisé les tensions et provoqué des violences
- Si le revenu national brut a doublé depuis dix ans, les inégalités persistent

Après le décès soudain de son dauphin, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, en juillet 2020, Alassane Ouattara savait qu'il prendrait des risques s'il décidait de briguer un troisième mandat alors qu'il s'était engagé à quitter le pouvoir. Mais le président avait préféré les assumer et avait finalement annoncé, début août, qu'il se présenterait le 31 octobre. Face à lui, ses différents opposants avaient immédiatement dénoncé une candidature illégale et anticonstitutionnelle, lui déniaient tout droit de rempiler. Dans ce contexte de défiance mutuelle, la suite de la campagne a été très tendue, laissant craindre la résurgence d'une crise électorale dix ans après celle de 2010-2011.

À la mi-septembre 2020, le Conseil constitutionnel validait la candidature de Ouattara, ainsi que celle de trois autres candidats sur plus de quarante dossiers reçus : Henri Konan Bédié, Pascal Affi N'Guessan et Kouadio Konan Bertin. Dans la foulée, l'opposition, regroupée autour de Bédié, lançait un « appel à la désobéissance civile » contre la « forfaiture » de Ouattara. Jusqu'au scrutin, pas de mobilisation généralisée, mais des violences – dégénérant souvent en conflits intercommunautaires – qui ont fait plusieurs morts. Après une journée de vote marquée par de nombreux incidents et le boycott actif des principales forces de l'opposition, Alassane Ouattara a été proclamé vainqueur avec 94,3 % des voix.

En réaction, les opposants ont annoncé la création d'un Conseil national de transition (CNT), présidé par Henri Konan Bédié. Mais le pouvoir leur a coupé l'herbe sous le pied en encerclant leurs résidences à Abidjan et en arrêtant plusieurs d'entre eux pour sédition, dont Pascal Affi N'Guessan. Pressé par les principaux partenaires étrangers de renoncer à son projet, Bédié a fini par s'entretenir avec Ouattara le 11 novembre. À l'issue de leur rencontre, la première depuis leur séparation, en 2018, les deux hommes ont souligné leur volonté de renouer le dialogue pour préserver la paix. Un mois plus

Nombre d'habitants
25,7 millions

PIB par habitant
2281 \$

Espérance de vie
57,4 ans

Alphabétisation
43,9 %

Inflation **1,2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **165^e**

Investissements directs étrangers
1 milliard de \$

Dernier changement de président **2010**

Croissance du PIB (%)



tard, Bédié enterrait le CNT et réclamait la mise en place d'un grand « dialogue national » impliquant toutes les « forces vives » de la nation. Nul doute que l'apaisement sera la priorité d'Alassane Ouattara. Dans certaines zones, les tueries ont continué après le scrutin, comme au début de novembre 2020 à Daoukro et à M'Batto, d'où sont parvenues des images insoutenables. Un bilan officiel fait état de 85 morts et 484 blessés.

Pour Ouattara, il est donc urgent de ramener la paix partout dans le pays, d'autant plus que le Nord est sous la menace des groupes jihadistes sahéliens. Dans son discours à la nation après l'annonce de sa réélection, il a affirmé sa volonté de calmer le jeu avec ses adversaires. Plusieurs mesures allant dans ce sens sont pressenties, comme la formation d'un gouvernement d'ouverture ou le retour de Laurent Gbagbo à Abidjan.

Cela suffira-t-il ? Difficile de le savoir, mais une nouvelle crise politique dans les mois à venir ne serait pas surprenante tant la présidentielle a cristallisé les tensions. Depuis l'Europe, Guillaume Soro, l'un des plus farouches opposants de Ouattara, n'a ainsi pas hésité à appeler les forces armées à le renverser.

Progrès économiques

Le chef de l'État, lui, continue de se présenter en défenseur de la stabilité et des progrès économiques de son pays. Durant la campagne électorale, le gouvernement a ainsi largement mis en avant son bilan, vantant notamment les chiffres de la croissance, qui oscille entre 7 % et 8 % par an depuis son arrivée au pouvoir, en 2011. En raison de la pandémie de Covid-19, elle ne devrait être que de 1,8 % en 2020, avant une reprise attendue à plus de 6 % en 2021. Si cette forte croissance a permis de doubler le revenu national par habitant entre 2011 et 2019, d'énormes inégalités de revenus persistent, avec toujours environ 10 millions de pauvres (sur 26 millions d'habitants), soit le même chiffre qu'il y a dix ans.

Les services, l'énergie, et de forts investissements publics dans les infrastructures restent les principaux moteurs de l'économie. Sans oublier le secteur agricole (notamment la production de caoutchouc et de bananes) et, surtout, la filière cacao, qui représente 15 % du PIB et fait vivre un cinquième de la population. Avec 2,2 millions de tonnes produites en 2020, le pays a conforté sa place de premier producteur mondial. Il doit maintenant relever le défi de transformer la moitié de sa production cacaoyère d'ici à 2022 et son intégralité d'ici à 2025. [13](#)

Gambie J'y suis, j'y reste!

- À la tête d'un gouvernement provisoire depuis 2016, Adama Barrow semble vouloir se maintenir au pouvoir coûte que coûte
- Pour tourner la page des années Yahya Jammeh, un rapport sur les crimes commis à l'époque devrait être remis d'ici à juin

L'année 2020 aura été marquée par le renforcement de la contestation contre le président Adama Barrow. Élu le 1^{er} décembre 2016 à la tête d'un gouvernement provisoire, il était censé quitter le pouvoir après trois années d'intérim. Finalement, il a décidé de rester jusqu'au terme du mandat de cinq ans que la Constitution l'autorise à mener. Une décision qui cristallise les mécontentements de la société civile, laquelle multiplie les manifestations et exige le départ du chef de l'État. Son maintien a aussi entériné la rupture avec l'opposition, qui l'avait porté au pouvoir en 2016 pour assurer une transition après la chute du dictateur Yahya Jammeh.

L'année qui s'est écoulée aura aussi été celle de la révision ratée de la Constitution. Pour respecter la promesse du rétablissement de l'État de droit, le Parlement devait voter une nouvelle Loi fondamentale : limitation à deux du nombre de mandats présidentiels pour enterrer l'ère de la « présidence à vie ». Le texte a été rejeté le 22 septembre 2020, bloqué par des parlementaires des camps d'Adama Barrow et de Yahya Jammeh. En s'opposant à une révision constitutionnelle, les soutiens du chef de l'État ont ravivé les craintes de ses détracteurs de le voir manœuvrer pour se maintenir à la tête du pays.

C'est en décembre 2021 qu'Adama Barrow devrait affronter ses alliés dans les urnes. Il portera les couleurs de sa nouvelle formation, le Parti national du peuple, dont le lancement à la fin de 2019 avait acté sa rupture avec les partis d'opposition qui l'avaient mené au pouvoir, parmi lesquels le Parti démocratique unifié (UDP), dont il est issu.

Pour faire valoir son bilan, le chef de l'État devra mener à bien plusieurs projets emblématiques pour le développement du pays. Notamment un réaménagement en profondeur de l'aéroport international de Banjul, qui doit contribuer au désenclavement de ce territoire d'un peu plus de 11 000 km², enserré par le Sénégal. En partie financé par un prêt du Fonds

Nombre d'habitants
2,3 millions

PIB par habitant
746 \$

Espérance de vie
61,7 ans

Alphabétisation
42 %

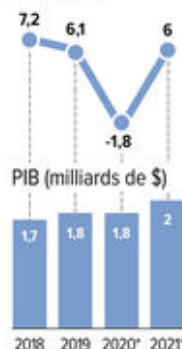
Inflation **6,15 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
174^e

Investissements directs étrangers
32 millions de \$

Dernier changement de président **2017**

Croissance du PIB (%)



saoudien pour le développement (FSD), l'aéroport rénové vise une augmentation de 43 % de son trafic, pour atteindre 400 000 passagers par an et favoriser le secteur touristique, durement éprouvé par la crise sanitaire et économique mondiale.

Le désenclavement de la Gambie passera également par la réception d'une partie du corridor transgambien, maillon de la route transafricaine qui doit s'étendre du Caire, en Égypte, jusqu'à Lagos, au Nigeria, en passant par Dakar, la capitale sénégalaise. Avec ce nouveau tronçon de 24 km, la Gambie espère une meilleure circulation terrestre entre le nord et le sud du pays, et un accès routier facilité vers le Sénégal. Les échanges commerciaux du pays n'en seront que dynamisés.

Électrification de tout le pays

Le développement de la Gambie passe aussi par une meilleure électrification du pays : selon la Banque africaine de développement, le taux d'électrification est de 25 % en région, contre 60 % dans la capitale. Décidé à lutter contre les délestages incessants, le gouvernement s'est fixé comme objectif de donner accès à l'électricité à plus de 1,6 million de Gambiens d'ici à 2030. La rénovation du réseau et la très contestée Nawec (la compagnie nationale d'électricité) seront au cœur des chantiers de 2021.

En plus de développer son économie, la Gambie veut en finir avec la dictature. Les conclusions de la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations (TRRC), censée faire la lumière sur les crimes perpétrés par le régime de Yahya Jammeh, sont très attendues. Depuis janvier 2019, 261 témoins ont été auditionnés, parmi lesquels des victimes de l'ancien dictateur gambien et des auteurs supposés d'enlèvements, d'exécutions ou de détentions illégales.

Prévue initialement pour la fin de 2020, la rédaction du rapport a pris du retard à cause de la pandémie de Covid-19, mais devrait être achevée d'ici à juin, selon Baba Galleh Jallow, secrétaire exécutif de la commission. Après plus de deux années d'enquête, la TRRC pourrait recommander des poursuites contre les auteurs et demander des réparations pour les victimes de Yahya Jammeh. [JA](#)



Ghana

Akufo-Addo rempile

- À l'issue de l'élection de décembre, le président sortant s'est de nouveau imposé face à John Dramani Mahama
- Selon le FMI, le coronavirus a « ébranlé les fondations » du pays

Le 7 décembre 2020, le président Nana Akufo-Addo, leader du Nouveau parti patriotique (NPP), a remporté 51,59 % des voix, contre 47,36 % pour le candidat de l'opposition John Dramani Mahama, du Congrès national démocratique (NDC). Mais à l'issue de ce scrutin extrêmement serré, le NDC a aussitôt contesté la victoire du chef de l'État, dénonçant même une « attaque » à l'encontre de la démocratie.

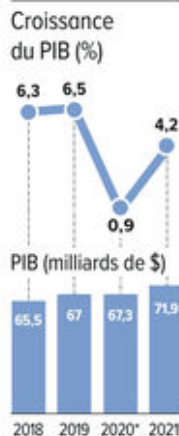
Une autre transition est en cours, à la tête du NPP lui-même cette fois. Mahamudu Bawumia pourrait entrer dans l'Histoire en tant que premier Nordiste à diriger la formation au pouvoir, ce qui contribuerait à briser la critique de l'opposition selon laquelle le NPP est tenu par un groupe d'Akans. En outre, le vice-président pourrait figurer parmi les principaux candidats à la magistrature suprême en 2024. Ken Ofori-Atta, ministre des Finances et fondateur de Databank, est également considéré comme un concurrent dans la course à la direction du parti.

Ces élections nationales sont un remake de la présidentielle de 2016, à l'issue de laquelle Nana Akufo-Addo avait battu le président sortant de l'époque, John Dramani Mahama, avec 53,7 % des voix. La faiblesse de l'économie, l'augmentation des dettes et les inquiétudes concernant la corruption avaient alors joué un rôle clé dans la défaite de Mahama. Or ces mêmes questions ont dominé la campagne électorale de 2020 et seront toujours au cœur du débat politique en 2021.

Au niveau économique, le FMI rapporte que la pandémie de coronavirus a « ébranlé les fondations » du pays et met le gouvernement en garde contre l'augmentation de la dette. Le Ghana a été l'un des premiers pays à demander à l'institution des prêts d'urgence à déboursement rapide pour faire face au ralentissement induit par la pandémie, en empruntant 1 milliard de dollars à des conditions avantageuses.

Selon le FMI, la croissance ne devrait être que de 0,9 % en 2020, mais elle rebondirait à 4,2 % en 2021, soit l'une des meilleures performances du continent après la pandémie. En revanche, le cedi s'est déprécié par rapport au dollar américain, et

Nombre d'habitants	30,4 millions
PIB par habitant	2188 \$
Espérance de vie	63,8 ans
Alphabétisation	71,5 %
Inflation	10,6 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	142*
Investissements directs étrangers	2,3 milliards de \$
Dernier changement de président	2017



l'inflation devrait rester à deux chiffres en 2021. Des analystes étrangers ont tiré la sonnette d'alarme à propos de l'augmentation du niveau de la dette. D'après l'agence de notation Fitch, la dette publique globale du Ghana dépassait 70 % du PIB fin 2020, contre 57 % en 2016.

Au niveau national, l'agriculture devrait se renforcer cette année grâce à une meilleure logistique pour alimenter le marché national. Les producteurs locaux bénéficieront également du ralentissement du commerce régional et international causé à la fois par la pandémie et par la fermeture des frontières du Nigeria depuis 2019.

Les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'hôtellerie et du tourisme ont tous été durement touchés et ne devraient se redresser que lentement. Toutefois, bien que la pandémie ait ralenti les voyages internationaux, la reprise probable de la mobilité en 2021 devrait bénéficier rapidement au Ghana, qui s'est présenté aux Africains-Américains comme leur base sur le continent en 2019, baptisée « Année du retour », pour les inciter à venir y découvrir leurs origines.

Cacao en baisse

Le gouvernement tente de contraindre la compagnie locale Springfield, qui avait annoncé en novembre 2019 avoir découvert l'équivalent de 1,5 milliard de barils de pétrole dans son champ d'Afina, à travailler avec l'italien Eni, qui exploite celui de Sankofa, situé juste à côté. La société norvégienne Aker Energy a pour sa part déclaré qu'elle prévoyait de poursuivre le développement de son champ de Pecan, dont la mise en service requiert plus de 4 milliards de dollars et qui devrait produire, à terme, 110 000 barils par jour. Le canadien Kinross a quant à lui investi dans l'exploration de sa mine de Chirano, qui a prolongé sa durée de vie jusqu'en 2022.

Les plans du Ghana et de la Côte d'Ivoire visant à augmenter les revenus des producteurs de cacao pour la campagne 2020-2021 en offrant une prime de 400 dollars par tonne (t) ont été affectés par la pandémie et l'interruption des échanges commerciaux. La sécheresse et les maladies ont affaibli la récolte de cacao, estimée à 770 000 t pour 2019-2020, contre 812 000 t en 2018-2019.

Cette année, le Ghana fera pression pour être retiré de la liste de surveillance financière de l'UE. Bruxelles l'y avait inscrit en mai 2020 faute de mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le pays. Le vice-ministre des Finances, Kwaku Kwarteng, a déclaré que le gouvernement travaillait avec le Groupe d'action financière (Gafi) pour remédier à ces faiblesses. [14](#)



Guinée

Jamais deux sans trois

- Sa candidature à un troisième mandat avait été contestée par l'opposition, mais Alpha Condé a été réélu le 18 octobre 2020
- Pour redresser l'économie, touchée par la pandémie de Covid-19, il pourra miser sur les importantes richesses minières du pays

L'année 2020 avait débuté sur fond de contestation contre la perspective d'un troisième mandat d'Alpha Condé. Déclaré vainqueur de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020 par la Cour constitutionnelle avec 59,50 % des voix, Alpha Condé s'était en effet heurté à une mobilisation importante de l'opposition, qui jugeait inconstitutionnelle sa candidature. Le référendum du 22 mars – couplé à des législatives boycottées par les principaux partis d'opposition – avait pourtant permis l'adoption d'une nouvelle Constitution avec 91,59 % des voix.

La crédibilité du scrutin avait toutefois été remise en question par plusieurs organisations internationales, dont l'Union européenne. En cause, notamment : un fichier électoral jugé problématique, avec plus de 2,4 millions d'électeurs enregistrés sans pièce d'identité, et qui avait entraîné le retrait de l'assistance de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et des missions électorales de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et de l'Union africaine (UA).

Année agitée

Le principal adversaire d'Alpha Condé, le candidat de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG, opposition), Cellou Dalein Diallo, avait alors décidé de rompre avec la stratégie de boycott adoptée lors du double scrutin du 22 mars 2020. Déclaré perdant, avec 33,49 % des voix, l'ancien Premier ministre de Lansana Conté a contesté ces chiffres. Il s'était d'ailleurs autoproclamé vainqueur de l'élection au lendemain du scrutin, avant même la publication des résultats provisoires par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Alpha Condé débute donc ce nouveau mandat au sortir d'une année électorale difficile et agitée, marquée par des heurts meurtriers entre manifestants et forces de l'ordre, et alors que la confiance du peuple envers les institutions s'est érodée. Si le scrutin d'octobre a suscité

Nombre d'habitants
12,8 millions

PIB par habitant
1019 \$

Espérance de vie
61,2 ans

Alphabétisation
32 %

Inflation **9,1 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **174^e**

Investissements directs étrangers
45 millions de \$

Dernier changement de président **2010**

Croissance du PIB (%)



de – timides – critiques de la part de ses partenaires occidentaux, le président Condé peut toutefois compter sur le soutien d'autres partenaires, comme la Chine, la Russie, la Turquie ou les Émirats.

Sur le plan économique, la Guinée n'échappe pas à la mauvaise conjoncture liée à la pandémie de Covid-19 et qui touche durement tout le continent.

Le FMI, qui avait prévu une croissance du pays de 5,8 % pour 2020, a revu ses estimations à la baisse, à 1,4 %. La Guinée a subi de plein fouet le fort ralentissement de l'activité économique chinoise, son principal marché d'exportations, et a souffert d'une diminution de ses exportations minières et de ses recettes fiscales, avec une contraction de la production minière de 5 % en glissement annuel pour le premier trimestre de 2020.

Avec près de 6 millions de tonnes d'exportations de bauxite sur l'année et un peu plus de 1,2 million de tonnes d'or, le pays tire en effet une grande partie de ses revenus de l'exploitation minière. Le FMI a toutefois décaissé 148 millions de dollars afin d'aider le pays à faire face à la crise, et la croissance réelle pourrait rebondir à 6,6 % en 2021.

Une manne de 15,5 milliards

Le pays mise notamment sur le développement de sa gigantesque réserve de minerai de fer du mont Simandou, le plus grand projet d'exploitation minière industrielle guinéenne depuis l'indépendance.

Les gisements seront exploités par le consortium sino-singapourien-guinéen SMB-Winning, qui comprend la Société minière de Boké (SMB), la compagnie maritime basée à Singapour Winning Shipping, et des intérêts du gouvernement guinéen. La première production commerciale est prévue pour 2026.

Le projet signé, avec le consortium SMB-Winning, prévoit également la construction d'une voie ferrée de plus de 650 km reliant la région forestière jusqu'à la côte, ainsi qu'un port en eau profonde situé à Matakang. Une manne estimée à 15,5 milliards de dollars sur vingt-cinq ans.

Autre projet d'envergure : la nouvelle aérogare de l'aéroport international Conakry-Gbessia, qui sera trois fois plus grande que l'actuelle. Cet aéroport, dont la première pierre a été posée en octobre 2020, pourrait avoir une capacité de 1 million de passagers par an et sera développé par le groupe français ADP, qui a signé une concession de vingt-cinq ans.



Guinée-Bissau

Réforme constitutionnelle

- Soupçonné de vouloir renforcer ses prérogatives de chef de l'État, Umaro Sissoco Embaló promet néanmoins de conserver le régime semi-présidentiel, sans convaincre ses opposants
- Affectée par la crise sanitaire, l'économie pourrait toutefois connaître un rebond dès cette année grâce à la reprise des exportations vers l'Inde et le Vietnam

Dans le milieu feutré des chefs d'État, le nouveau président bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló, détonne. La proclamation de sa victoire à la présidentielle de décembre 2019, avec 53,55 % des voix, fut âprement contestée par son adversaire, Domingos Simões Pereira, candidat du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC, ex-parti unique). Si le scrutin s'était déroulé sans heurts, le contentieux électoral avait dégénéré en bras de fer institutionnel entre la Cour suprême et la Commission nationale électorale (CNE). Cette dernière, plusieurs fois sommée par la Cour de procéder à la vérification des procès-verbaux, avait répété s'y être conformée et maintenu les résultats annoncés le 1^{er} janvier 2020.

Sans attendre la proclamation définitive de la Cour, entre-temps saisie par son rival, Umaro Sissoco Embaló, 48 ans, avait organisé son investiture à la fin de février après une tournée dans plusieurs pays africains. L'ex-candidat du Madem G-15 avait dans la foulée démis Aristides Gomes de son poste de Premier ministre et nommé à sa place Nuno Gomes Nabiam, son allié arrivé troisième à la présidentielle. Pressé d'asseoir sa légitimité, Sissoco Embaló avait été reconnu vainqueur du scrutin par la Cedeao après plusieurs mois de tractations.

Adeptes du franc-parler

L'ancien Premier ministre avait remporté une bataille supplémentaire en ravissant, à la fin de juin 2020, la majorité parlementaire à ses adversaires. Ces derniers n'avaient pas manqué de dénoncer des pressions exercées sur les députés. Celui qui se fait appeler *general do povo* (« général du peuple ») s'était définitivement installé dans le fauteuil présidentiel en septembre dernier, lorsque la Cour suprême avait finalement jugé « non fondé » le recours déposé par son rival.

Adeptes du franc-parler et très connecté – il fut le VRP du fonds souverain libyen sous Kadhafi –, le nouveau président ne s'embarrasse pas de

Nombre d'habitants
1,9 million

PIB par habitant
767 \$

Espérance de vie
58 ans

Alphabétisation
45,6 %

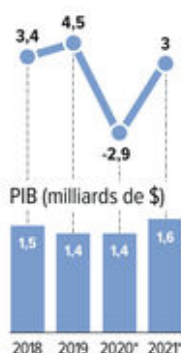
Inflation **2,03 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **178^e**

Investissements directs étrangers
31 millions de \$

Dernier changement de président **2020**

Croissance du PIB (%)



froisser ses pairs. Le 20 août 2020, lors d'une réunion avec des chefs d'État de la Cedeao, il avait assimilé les troisièmes mandats à des coups d'État, visant, sans le nommer, son homologue et voisin Alpha Condé. Entre les deux hommes, les relations sont exécrables. « Nous ne serons jamais des amis », assurait en septembre le Bissau-Guinéen. Se montrera-t-il plus diplomate à l'avenir ? « Je ne changerai aucune virgule de mon style direct et cash », ajoutait-il.

Persécutions politiques

À l'intérieur des frontières bissau-guinéennes, sa vision du pouvoir inquiète davantage que son franc-parler. La modification de la Constitution préconisée par la Cedeao pour clarifier plusieurs ambiguïtés préoccupe ses adversaires, qui le soupçonnent de vouloir en profiter pour renforcer ses prérogatives de chef d'État. Le président s'en défend et promet de conserver le régime semi-présidentiel, assurant que le projet sera discuté à l'Assemblée nationale populaire. Ses engagements n'ont pas rassuré l'opposition, qui dénonce également une dérive autoritaire et des persécutions politiques, notamment à l'encontre de l'ancien Premier ministre Aristides Gomes, qui était, à la mi-décembre, toujours réfugié à la représentation des Nations unies de Bissau.

Sur le plan économique, le pays n'échappe pas à la crise mondiale provoquée par la pandémie de Covid-19, responsable de 44 décès au 3 novembre 2020. Mais, contrairement à de nombreux autres États du continent, le FMI prévoyait à la fin de la même année une récession relativement contenue, estimée à 2,9 %. En cause, la baisse des prix de la noix de cajou et de sa commercialisation – le secteur représente près de 70 % de l'emploi et plus de 90 % des exportations. Mais, selon la Banque africaine de développement (BAD), un rebond pourrait survenir dès 2021 grâce à la reprise des exportations vers l'Inde, principal partenaire commercial du pays, et vers le Vietnam. [\[3\]](#)



Liberia

George Weah veut-il jouer la prolongation?

- La réforme constitutionnelle visant à ramener la durée du mandat présidentiel de six à cinq ans fait grincer des dents
- Déjà en récession avant la pandémie de coronavirus, l'économie devrait connaître cette année un rebond de 3,2 %

Le chef de l'État, George Weah, a organisé un référendum pour modifier la Constitution le 8 décembre. Les amendements proposés visent en particulier à réduire le mandat présidentiel de six à cinq ans, et à autoriser la double nationalité. Mais les membres de l'opposition craignent que Weah ne se serve de ce changement de durée du mandat pour s'autoriser à se représenter.

Afin de contrer ces critiques, George Weah s'appuie sur son chef de cabinet, Nathaniel McGill, président de son parti, le Congrès pour le changement démocratique (CDC). Face à eux, l'ancien vice-président Joseph Boakai, Charles Brumskine, du Parti de la liberté, Benoni Urey, du All Liberian Party, et Alexander B. Cummings, de l'Alternative National Congress. Cette nouvelle alliance veut présenter un front uni lors des élections nationales prévues en 2023.

L'administration Weah peine en effet à convaincre. En prenant ses fonctions, en janvier 2018, l'ancien footballeur avait promis d'œuvrer en faveur des pauvres, mais il n'a pas encore fait de progrès majeurs sur ce front, notamment en raison du ralentissement causé par la crise du Covid-19. Le gouvernement ne dispose pas des fonds nécessaires pour investir dans des programmes sociaux, dont beaucoup sont soutenus par des donateurs. Or la Banque mondiale prévoyait que la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté passerait de 55,5 % en 2019 à 65,2 % en 2020. Ce alors que ce taux avait déjà augmenté de 52,7 % en 2018. L'inflation ronge également le pouvoir d'achat, avec un taux qui devrait atteindre 11,9 % pour 2020. Quant à la question de la corruption, elle ne semble pas avoir avancé non plus malgré une conférence nationale organisée en septembre.

La demande – émanant d'acteurs locaux autant qu'internationaux – de mise en place d'un tribunal consacré aux crimes de guerre a peu de chances d'aboutir dans un avenir proche,

Nombre d'habitants
4,9 millions

PIB par habitant
654 \$

Espérance de vie
63,7 ans

Alphabétisation
NC

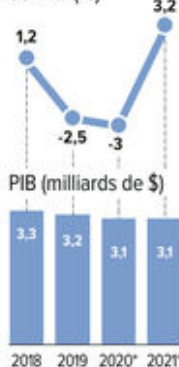
Inflation **11,89 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **176***

Investissements directs étrangers
138 millions de \$

Dernier changement de président **2018**

Croissance du PIB (%)



malgré les pressions que subit l'État. Weah dépend en effet du soutien de personnes qui pourraient être visées si des enquêtes étaient ouvertes devant une telle instance, comme sa vice-présidente, Jewel Taylor, ancienne épouse de Charles Taylor, ou le sénateur Prince Johnson. Le pays se limite à coopérer lors de procès se tenant à l'étranger.

Le Liberia a par ailleurs enregistré en 2020 une contraction de son économie, qui s'était déjà affaiblie l'année précédente, avant le Covid-19. Le gouvernement a travaillé avec le FMI, qui déplore une médiocre mise en œuvre des réformes. L'institution a néanmoins accordé un prêt de 50 millions de dollars au gouvernement en juin de l'année passée pour l'aider à résoudre ses problèmes de balance des paiements. Le ministre des Finances, Samuel D. Tweah, mène la charge pour réduire la masse salariale de la Fonction publique et augmenter les recettes de l'État.

Projets aurifères

Importateur de pétrole, le Liberia a bénéficié de la chute des cours du baril alors que ses principales ressources d'exportations – or, minerais de fer et caoutchouc – se sont montrées plus robustes. Un certain nombre de projets aurifères sont en cours. En 2020, le canadien Pasofino Gold a par exemple effectué un forage exploratoire pour son projet de Dugbe. Le secteur du tourisme, que les autorités voudraient encourager, a en revanche pâti d'une décision particulièrement malvenue : à la fin d'octobre dernier, l'État a lancé une compagnie aérienne nationale.

L'administration Weah investit en parallèle dans les infrastructures, et met l'accent notamment sur les routes. Un important programme en cours vise ainsi à améliorer les liaisons entre les grandes villes du pays, et l'axe desservant l'aéroport international Roberts, à Monrovia, est en voie d'extension.

Le gouvernement étudie aussi la possibilité de mettre en place des zones économiques spéciales qui pourraient bénéficier de ces progrès en matière d'infrastructures, ce qui devrait également stimuler les marchés agricoles. Dans le comté du Maryland, une route récemment achevée et financée par la BAD contribue ainsi à améliorer les opérations de la Cavalla Rubber Corporation. Mais un autre acteur majeur, Firestone, a annoncé des plans de licenciement au milieu de l'année 2020 en raison de la réduction de la demande et d'une offre excédentaire. Enfin, la BAD finance pour sa part des projets visant à stimuler la productivité des petits exploitants. [B](#)



Grand chambardement

- En août 2020, un coup d'État mettait fin à plusieurs mois d'instabilité, avec instauration d'une transition civile
- Si l'état d'urgence et la fermeture des frontières ont endigué l'épidémie de Covid-19, ils ont aussi porté un coup à l'économie

Au lendemain de la proclamation des résultats des législatives de mars et avril par la Cour constitutionnelle, des manifestations ont éclaté à travers le pays. Elles ont marqué le début de plusieurs mois de crise sociopolitique. Le paysage politique s'est également recomposé avec l'émergence du Mouvement du 5-Juin - Rassemblement des forces patriotiques (MS-RFP). Cette organisation hétéroclite, qui se dit placée sous l'autorité morale de l'imam Mahmoud Dicko, a fait vaciller le pouvoir. Elle a réuni des milliers de Maliens dans les rues pour dénoncer la corruption, la gestion de la crise sécuritaire, et réclamer la démission d'Ibrahim Boubacar Keïta.

Tandis que les positions semblaient irréconciliables entre les deux camps, et ce malgré l'intervention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), un coup d'État a mis fin à plusieurs mois d'instabilité. Le 18 août 2020, de jeunes officiers réunis au sein du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) ont arrêté IBK et son Premier ministre, Boubou Cissé, et les ont conduits à la base militaire de Kati, où plusieurs autres personnalités civiles et hauts gradés de l'armée étaient détenus. La démission d'IBK dans un discours télévisé, au cours duquel il a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement, a officialisé le coup d'État.

Apaiser le front social

Le monde a alors découvert les putschistes et leur leader, le colonel Assimi Goïta, 37 ans. Le commandant du Bataillon autonome des forces spéciales et des centres d'aguerrissement a occupé pendant quelques semaines les fonctions de chef d'État avant la mise en place d'une transition civile. Mais Goïta et ses camarades du CNSP resteront au cœur du pouvoir pour les dix-huit mois que doit durer la transition, si le calendrier fixé par la charte est respecté. Le chef de la junte est le vice-président de la transition, chargé des questions de défense et de sécurité.

Nombre d'habitants
19,7 millions

PIB par habitant
899 \$

Espérance de vie
58,9 ans

Alphabétisation
33,1 %

Inflation **0,5 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **184***

Investissements directs étrangers
494 millions de \$

Dernier changement de président **2020**

Croissance du PIB (%)



Plusieurs autres cadres du CNSP occupent des postes ministériels clés.

Le président de la transition, Bah N'Daw, un militaire à la retraite, et son Premier ministre, Moctar Ouane, sont attendus sur de nombreux dossiers. Apaiser le front social alors que plusieurs syndicats sont en grève, faire des progrès dans l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation de 2015, résoudre la crise sécuritaire, réformer le système électoral...

La création d'un organe unique de gestion des élections est l'une des revendications portées par l'opposition depuis la présidentielle de 2018, à l'issue de laquelle plusieurs opposants avaient dénoncé des manquements et des fraudes. L'adoption d'un mode de scrutin proportionnel pour une meilleure représentativité des députés est aussi l'une des pistes de réforme électorale sur laquelle la transition devra plancher.

Le FMI optimiste

En attendant les élections, qui devraient se tenir au début de 2022, le Mouvement du 5-Juin, affaibli depuis le coup d'État, cherche à se faire une place dans la gestion de la transition. La libération, en octobre 2020, de Soumaïla Cissé, ancien chef de file de l'opposition enlevé le 25 mars alors qu'il était en campagne dans son fief de Niafunké, dans le Centre, apportera-t-elle un nouveau souffle ? L'ancienne majorité réussira-t-elle, elle aussi, à revenir dans le jeu politique ?

Sur le plan économique, les autorités auront du pain sur la planche après une année aussi mouvementée. Alors que le FMI prévoyait une croissance de 4,9 % en 2020 puis de 4,8 % en 2021, légèrement en baisse par rapport aux 5,1 % de 2019, la crise sociopolitique sur fond de crise sécuritaire et d'épidémie de coronavirus a chamboulé les activités. Si l'état d'urgence sanitaire déclaré par les autorités à la fin de mars avec la fermeture des frontières et un couvre-feu ont permis d'endiguer l'épidémie, ils ont porté un coup aux activités économiques. Le FMI prévoit une grave récession économique : - 2 % en 2020.

Le coton, un des piliers de l'économie malienne, traverse une crise. Le département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) prévoit en 2020 une baisse de 30 % de la production de l'or blanc. Cette baisse aura des conséquences sur d'autres domaines, notamment l'huile alimentaire de coton et le tourteau, une source de protéines à bas prix pour l'alimentation animale. Les prévisions du FMI sont toutefois optimistes pour 2021. L'institution table sur une reprise de la croissance qui devrait atteindre les 4 %. [\[3\]](#)



Niger

An I de l'après-Issoufou

- Le successeur du président sortant aura fort à faire avec la menace terroriste qui pèse sur le Sahel...
- ... quand le pouvoir est accusé d'avoir sacrifié l'éducation, la santé et la lutte contre la corruption au profit d'une sécurité relative

Les ambitions pétrolières du pays devraient permettre au prochain président de redresser l'économie. Mais il lui faudra aussi faire taire les critiques qui accusent le pouvoir d'avoir sacrifié l'éducation, la santé et la lutte contre la corruption au profit d'une sécurité relative.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, une seule chose semblait certaine à Niamey : en février 2021, Mahamadou Issoufou ne sera plus le président. Au pouvoir depuis 2011, réélu en 2016, il a en effet assuré qu'il respecterait la Constitution, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels, et il n'était donc pas candidat au premier tour de l'élection, prévu le 27 décembre 2020.

Le président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir), Mohamed Bazoum, espérait prendre le relais. Mais ce fragile favori affrontait une kyrielle de prétendants expérimentés, parmi lesquels l'ancien Premier ministre Seini Oumarou, les anciens ministres Albadé Abouba et Ibrahim Yacouba, ou l'ancien président Mahamane Ousmane. La candidature de Hama Amadou avait quant à elle été invalidée par la Cour constitutionnelle. Toujours en décembre 2020, les Nigériens ont en outre été appelés aux urnes pour les élections législatives et locales.

Sous tension permanente

Quel que soit le successeur du président sortant, il aura fort à faire. Le Niger est en effet frappé de plein fouet par les crises sécuritaires dans le Sahel, en Libye ou dans le bassin du lac Tchad, et fait notamment face à l'État islamique, dans le Grand Sahara ou en Afrique de l'Ouest (Boko Haram). Les jihadistes ont frappé à plusieurs reprises le long de la frontière malienne en 2020 et font peser une menace constante dans la zone des trois frontières, entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali.

L'État islamique a également perpétré l'assassinat de six humanitaires français, ainsi que de leur guide et de leur chauffeur nigériens, le 9 août 2020, provoquant une vague d'indignation internationale et le placement du pays tout entier en zone rouge, selon les critères du ministère français des

Affaires étrangères. Sous tension permanente, le Niger, par ailleurs engagé au sein du G5 Sahel (coalition regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad), dépense toujours entre 15 % et 20 % de son budget dans le secteur de la défense, un effort qui ne devrait a priori pas faiblir.

Le futur président nigérien devra en outre montrer une attention toute particulière à son ministère de la Défense, durement frappé en 2020 par le scandale puisque, selon un audit de l'Inspection générale des armées, pas moins de 76 milliards de F CFA (116 millions d'euros) y auraient été détournés entre 2013 et 2016 à l'occasion de commandes d'armement. Ces détournements présumés, qui auraient eu lieu alors que de hautes personnalités du parti au pouvoir étaient chargées du ministère de la Défense, sont entre les mains d'un juge d'instruction à Niamey, l'opposition et la société civile mettant la pression pour que justice soit faite.

Attirer les investisseurs étrangers

Face aux critiques, qui l'accusent d'avoir sacrifié l'éducation, la santé et la lutte contre la corruption au profit d'une sécurité relative, Niamey met en avant la construction d'hôpitaux de référence dans la capitale, à Maradi et prochainement à Tahoua, mais aussi celle de la centrale hydroélectrique du barrage de Kandadji (130 MW) et d'un oléoduc (de 2 000 km vers le Bénin) qui pourrait permettre au pays de passer d'une production de 20 000 à 500 000 barils de brut par jour d'ici à 2030.

Les ambitions pétrolières nigériennes ont notamment pour objet de soutenir un secteur de l'agriculture qui représente plus de 40 % du PIB, occupe près de 80 % de la population active, mais demeure vulnérable aux changements climatiques. Niamey, qui s'est notamment fortement rapproché de la Turquie (laquelle a beaucoup investi dans le domaine des infrastructures aéroportuaires, routières ou hôtelières), espère également attirer toujours plus d'investisseurs étrangers. Entre 2016 et 2019, les investissements directs étrangers sont ainsi passés de 155 milliards à 340 milliards de F CFA, selon les autorités.

« Avec le début prévu des exportations de pétrole en 2022 et le maintien de la vigueur de l'investissement, à moyen terme, la croissance devrait être de 9 % en moyenne », a conclu le FMI lors d'une mission virtuelle en septembre 2020. Selon le Fonds, dès 2021, l'économie devrait atteindre 6,9 % de croissance, malgré les contrecoups de la pandémie de Covid-19. L'État traîne cependant toujours un déficit budgétaire de 5,8 %, dû aux dépenses de santé et de sécurité. Quel que soit l'heureux élu à l'issue de la prochaine présidentielle, il n'aura donc pas tout à fait les coudées franches. ■

Nombre d'habitants
23,3 millions

PIB par habitant
536 \$

Espérance de vie
62 ans

Alphabétisation
30,6 %

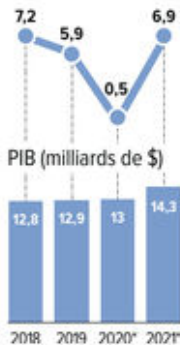
Inflation **4,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **189^e**

Investissements directs étrangers
593 millions de \$

Dernier changement de président **2011**

Croissance du PIB (%)



Nigeria

Buhari serre la vis

- Face aux manifestations massives contre les brutalités policières, le chef de l'État choisit la fermeté
- L'économie devrait, cette année encore, pâtir de la chute des revenus pétroliers

C'est la plus grande mobilisation jamais observée dans le pays en vingt ans. Depuis octobre 2020, des jeunes réclament des réformes de gouvernance et dénoncent les brutalités policières, notamment celles commises par l'unité de police Sars, dont ils exigent la dissolution. Beaucoup s'attendent à ce que le mouvement, qui demande également l'amélioration de la santé publique et de l'éducation, prenne de l'ampleur en 2021. Les sécuocrates ont déjà répliqué avec force, jugeant ces manifestations dangereuses pour la stabilité du pays. Et le chef de l'État, Muhammadu Buhari, redouble d'efforts pour réglementer les médias sociaux et internet.

À Abuja, les yeux sont déjà tournés vers la présidentielle de 2023. Atiku Abubakar, par exemple, ancien vice-président et candidat malheureux du Parti démocratique populaire (PDP, opposition) en 2019, a la richesse et la notoriété nécessaires pour se présenter à nouveau.

Au niveau économique, le gouvernement fédéral a fixé d'ambitieux objectifs aux secteurs de la santé et de l'éducation, dont le budget 2021 affiche une hausse de 56,3 % par rapport à celui de 2020. Cependant, la situation dans le domaine du pétrole – principale source de revenus du pays – devrait continuer de se détériorer, et l'inflation demeurer importante en 2021. Pour répondre à la crise liée au Covid-19, l'État mise sur la construction de logements à bas prix et sur l'extension des prêts aux agriculteurs. Le FMI prévoit une reprise de la croissance cette année, mais avec une stagnation au maigre taux de 1,7 %. Certains projets devraient contribuer à réduire les principaux goulets d'étranglement structurels. Ainsi, la Presidential Power Initiative va faire construire une nouvelle infrastructure de production et de distribution d'électricité par l'allemand Siemens – dont la première étape devrait être achevée en 2021.

Le gouvernement fédéral et certains États réalistes quant à eux d'importants investissements dans les infrastructures et les futures liaisons ferroviaires Lagos-Kano et Lagos-Ibadan. Par

Nombre d'habitants
201 millions

PIB par habitant
2149 \$

Espérance de vie
54,3 ans

Alphabétisation
51,1 %

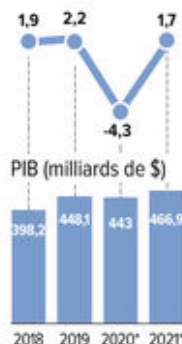
Inflation **12,88 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **158***

Investissements directs étrangers
3,3 milliards de \$

Dernier changement de président **2015**

Croissance du PIB (%)



ailleurs, des fonds privés sont investis dans les projets urbains de la péninsule de Lekki et d'Eko Atlantic, à Lagos.

Côté or noir, le complexe de raffinage et de fertilisation du milliardaire Aliko Dangote, d'une capacité de 650 000 barils par jour (bpj), devrait entrer en service cette année. Il permettra d'économiser les devises étrangères auparavant dépensées en produits pétroliers. À la fin de 2020, le rival de Dangote, Abdul Samad, projetait, lui, la mise en place d'une raffinerie de 200 000 bpj. De quoi faire du Nigeria un important exportateur dans la région et au-delà. Le gouvernement en profite pour tenter de réformer. En juin 2020, il avait annoncé la suppression des subventions aux carburants. Le projet de loi sur les hydrocarbures, longtemps retardé, doit être adopté au début de l'année. Il servira à remanier la gestion du secteur et à commercialiser la Nigerian National Petroleum Corporation.

Protectionnisme

De manière générale, l'économie se diversifie, les secteurs des technologies de pointe, des médias et de la culture étant en pleine croissance. À la fin de 2020, la société américaine Stripe a accepté de racheter la start-up nigériane Paystack pour 200 millions de dollars environ. L'accord de libre-échange continental africain, qui doit prendre son envol en ce début d'année, pose un problème politique à Abuja, qui l'a signé avec réticence. Le président, Muhammadu Buhari, et certains barons de l'industrie locale préfèrent en effet privilégier une stratégie de nationalisme économique et de protectionnisme.

Si le Nigeria a annoncé, le 16 décembre 2020, la réouverture de ses frontières terrestres, qu'Abuja avait fermées unilatéralement en août 2019, les autorités maintiennent cependant l'interdiction d'importer une série de produits, en particulier le riz asiatique et les volailles. Des mesures qui seront mises en œuvre par des patrouilles frontalières communes avec le Bénin et le Niger.

Les débats sur l'eco, monnaie régionale ouest-africaine, se poursuivront, mais sans perspective de résolution en 2021. Le Nigeria semble déterminé à continuer de s'opposer à l'accélération que préconisent ses voisins francophones. [DA](#)



Sénégal

Macky Sall

en position de force

- Après être parvenu à affaiblir l'opposition, le président peut dérouler sans entraves son Plan Sénégal émergent
- Face à la perspective d'une récession, le pays a adopté dès septembre 2020 un plan de relance de 22,4 milliards d'euros

Un Parti démocratique sénégalais (PDS) léthargique, un Khalifa Sall inéligible, et Ousmane Sonko, pour le Pastef-Les Patriotes... Au terme de l'année 2020, voilà peu ou prou ce qu'il reste de l'opposition sénégalaise, réduite comme peau de chagrin par la stratégie de « captation-annihilation » mise en œuvre par Macky Sall. Après des années d'alliances qui lui ont permis de diriger le pays les mains libres, le président sénégalais a porté le coup de grâce en novembre dernier, avec un remaniement marqué par l'arrivée de poids lourds de l'opposition, comme le dissident PDS Oumar Sarr, ou le libéral Idrissa Seck, arrivé second à la présidentielle de 2019.

Une situation politique qui permet à Macky Sall de dérouler son Plan Sénégal émergent (PSE) sans entraves, ou presque. Comme l'ensemble des économies de la planète, celle du Sénégal n'aura pas échappé aux conséquences du Covid-19. Avec la mise en place très rapide de mesures pour faire face à la pandémie (fermeture des frontières, interdiction des déplacements inter-régions, couvre-feu), le pays a évité l'hécatombe sanitaire annoncée, mais son économie est mise à rude épreuve.

En 2020, 24,7 % des entreprises sénégalaises ont fait face à un arrêt momentané de leurs activités, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), et des secteurs clés, comme le tourisme, sont à l'arrêt. Résultat, selon le Fonds monétaire international : la croissance devrait reculer de 0,7 % en 2020, au lieu des 6,8 % attendus avant la crise.

Des perspectives de récession face auxquelles le Sénégal a lancé, à la fin de septembre 2020, un plan de relance qui prévoit 22,4 milliards d'euros de financements d'ici à 2023, dont un tiers doit provenir du secteur privé. En attendant la production des premiers barils d'hydrocarbures, prévue elle aussi en 2023, ce programme de relance économique est un réajustement du

Nombre d'habitants
16,3 millions

PIB par habitant
1455 \$

Espérance de vie
67,7 ans

Alphabétisation
51,9 %

Inflation **2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **166***

Investissements directs étrangers
983 millions de \$

Dernier changement de président **2012**

Croissance du PIB (%)



PSE, dont plusieurs projets phares sont attendus pour 2021. Le Train express régional (TER) d'abord, inauguré dès 2019 et dont le retard dans le démarrage cristallise les crispations, mais qui, selon le chef de l'État, devrait rouler entre Dakar et Diamniadio en 2021.

D'importants chantiers devront aussi être lancés, comme le très ambitieux chantier d'Akon City, un projet de ville ultra-futuriste et écologique porté par le rappeur américain Akon. Les travaux, qui devraient débuter au premier trimestre de 2021 se poursuivront jusqu'en 2029, pour un coût estimé à 6 milliards de dollars. À quelques kilomètres de là, le port de Ndayane, sur la Petite Côte, au sud de Dakar, viendra décongestionner le port autonome de la capitale.

D'autres chantiers, déjà en cours, ont été retardés en partie à cause du Covid-19, tels que l'université Amadou-Mahtar-Mbow, dont la date d'achèvement reste incertaine, ou le Stade olympique de Diamniadio. Confié à l'entreprise turque Summa, ce projet s'inscrit dans le vaste programme de construction et de réhabilitation d'infrastructures sportives en vue des Jeux olympiques de la Jeunesse de Dakar, d'abord prévus en 2022, puis reportés à 2026, qui visent à placer le Sénégal sur la carte des événements sportifs d'envergure mondiale.

Calendrier électoral incertain

Au-delà de la feuille de route infrastructurelle, la priorité doit être mise sur l'accès à la souveraineté alimentaire et sanitaire, mais aussi sur la relance du tourisme, durement touché par une année blanche. Avec, au programme, notamment la réhabilitation des aéroports régionaux et le lancement de lignes long-courriers de la compagnie aérienne nationale Air Sénégal.

L'incertitude demeure également autour de la date des prochaines élections locales. Maintes fois repoussés depuis juin 2019, les scrutins municipaux et départementaux auraient dû se tenir « au plus tard le 28 mars 2021 », selon le consensus trouvé entre la majorité et l'opposition lors du dialogue national. Une date de moins en moins probable, selon les participants à ce dialogue, qui admettent un retard pris dans les travaux à mener en amont des élections, tels que l'audit du fichier électoral. Qu'ils aient lieu en 2021 ou l'année suivante, les scrutins locaux devraient être une étape préparatoire à la présidentielle de 2024, notamment pour l'opposition, entravée par l'absorption par la majorité d'une partie de ses caciques et l'inéligibilité de deux de ses principales figures, Karim Wade et Khalifa Sall. [UA](#)



Sierra Leone

L'ex-chef de l'État sur le banc des accusés

- La lutte contre la corruption est l'une des priorités du président Julius Maada Bio depuis son élection, en 2018
- Déjà en grande difficulté en raison de la baisse de l'activité minière, l'économie a subi de plein fouet la crise du coronavirus

Le président Julius Maada Bio, du Parti du peuple de Sierra Leone (SLPP), a pris ses fonctions en 2018 en promettant de lutter contre la corruption. Après des réunions manquées et quelques inquiétudes concernant la sécurité – en Sierra Leone, les confrontations politiques ont souvent dégénéré en violences ces dernières années –, le groupe d'enquêteurs désigné a interrogé l'ancien président Ernest Bai Koroma, du All People's Congress (APC), pour la première fois en novembre 2020. Le gouvernement affirme que lui et ses alliés doivent rembourser quelque 200 millions de dollars obtenus illégalement. Ils avaient jusqu'au 24 décembre de la même année pour le faire avant que les tribunaux n'interviennent.

L'APC, lui, dénonce une chasse aux sorcières et demande au gouvernement de s'appliquer ses principes à lui-même. Notamment en procédant à un audit régulier de la manière dont est dépensé l'argent destiné à lutter contre la crise du Covid-19.

Les tensions entre le SLPP et l'APC restent fortes. En mai dernier, après une série d'émeutes, Bio a accusé l'APC d'essayer de rendre le pays ingouvernable. Cependant, pour panser les blessures de la guerre civile et lutter contre la tendance des politiciens à se mobiliser autour des identités ethniques et régionales, le pouvoir est également en train de former la Commission indépendante pour la paix et la cohésion nationale.

L'État travaille avec le FMI pour améliorer l'économie, qui s'était contractée de plus de 20 % en 2015 à cause de la baisse de l'activité minière. L'institution a accordé au pays un prêt de 143 millions de dollars en juin 2020 pour l'aider à faire face à la pandémie, qui a durement frappé le tourisme et les services en général. La dette publique devrait avoir atteint 77,2 % en 2020. Cela limite la capacité du gouvernement à lutter contre la pauvreté et à investir dans les infrastructures essentielles. L'inflation devrait, elle, s'être établie à environ 17 % fin 2020 en raison des perturbations dans le secteur des transports, entre autres.

Pour compenser les pertes entraînées par le coronavirus, l'État a lancé un programme qui

comprend une augmentation de la production alimentaire, un élargissement de l'accès au microcrédit et une amélioration des routes de campagne. La révision du code minier a créé des tensions qui se sont traduites par un certain immobilisme dans le secteur. La mine de Marampa, qui appartient au groupe britannique Gerald, n'a pas produit de minerai de fer en 2020 parce que le pays a refusé de rétablir sa licence après que Freetown a perdu dans une procédure d'arbitrage. Les autorités ont arrêté cinq des employés expatriés de la mine en mai dernier, ce qui a accru les tensions avec l'entreprise.

Centrales flottantes

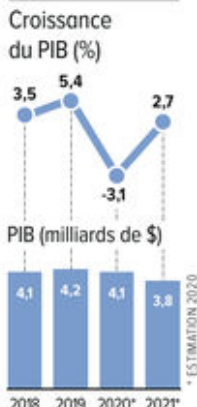
La société chinoise Shandong a eu des difficultés à rentabiliser la mine de Tonkolili et a remis l'infrastructure au gouvernement, qui en a attribué les droits au mineur de charbon China Kingho Group fin 2020.

Le manque d'électricité représente un sérieux problème pour les ménages et les entreprises. En juillet, le gouvernement et Joule Africa ont signé un accord pour le projet hydroélectrique Bumbuna II, d'une capacité de 143 MW. Sa construction doit commencer en 2021 et s'achever en 2025. Il doit permettre de doubler, à terme, la capacité de production du pays. La connexion du West African Power Pool devait d'autre part être achevée cette année, mais elle a été quelque peu ralentie par le coronavirus. Le pays tire la majorité de son électricité des centrales flottantes de la société turque Karpowership, avec laquelle le pays a signé un nouveau contrat de cinq ans en 2020.

Pour obtenir davantage de revenus du secteur de la pêche, l'État a renforcé la capacité des gardes-côtes et amélioré la surveillance afin de lutter contre les activités de pêche illégales et non déclarées. Mais face à la difficulté de contrôler les frontières maritimes, le gouvernement appelle également à une plus grande coopération régionale dans le domaine.

Le ministère de l'Environnement a lancé un projet national de plantation d'arbres pour reboiser le pays et améliorer l'environnement. L'objectif est d'en planter 5 millions sur un peu moins de 15 000 hectares de terres dégradées et de zones côtières. [\[A\]](#)

Nombre d'habitants	7,8 millions
PIB par habitant	518 \$
Espérance de vie	54,3 ans
Alphabétisation	32,4 %
Inflation	15,7 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	181*
Investissements directs étrangers	368 millions de \$
Dernier changement de président	2018





Togo Coudées franches

- Après la réélection de Faure Essozimna Gnassingbé en février 2020, le front sociopolitique est en voie d'apaisement
- Malgré la pandémie de Covid-19, la croissance reste positive, grâce notamment à la bonne tenue des exportations

Après les élections législatives de 2018, boycottées par l'opposition réunie au sein de la coalition C14, et après la tenue des premiers scrutins municipaux depuis trente-deux ans, en juin 2019, la présidentielle s'est tenue en février 2020. Faure Essozimna Gnassingbé a été réélu pour un nouveau mandat avec 70,78 % des suffrages. Face à lui, l'opposant Agbéyomé Kodjo s'est malgré tout proclamé vainqueur du scrutin avec le soutien de Philippe Fanoko Kpodzro, archevêque émérite de Lomé. Le bras de fer engagé avec le pouvoir n'a pas été favorable à Kodjo, qui s'est vu accuser notamment « d'atteinte à la sécurité intérieure de l'État » et contre qui un mandat d'arrêt a été émis. Passé à la clandestinité, il était toujours en fuite fin 2020. Le 1^{er} octobre, sept mois après la tenue du scrutin présidentiel, le nouveau Premier ministre était enfin nommé : pour la première fois au Togo, la fonction a été confiée à une femme, Victoire Tomegah Dogbé.

Au Togo comme partout ailleurs dans le monde, la propagation du Covid-19 a pesé sur les performances économiques du pays. Après un ralentissement sensible en 2017 imputable aux tensions sociopolitiques, la croissance avait pourtant repris de la vigueur, passant d'après les estimations de 4,9 % en 2018 à 5,3 % en 2019. La pandémie a donc légèrement ralenti cette tendance, les projections ne tablant plus que sur 0 % de croissance en 2020, contre 5,5 % auparavant, mais les perspectives restent néanmoins honorables.

« La tendance est à la reprise, explique un économiste ouest-africain. Le risque de récession paraît être écarté. » Cette reprise de l'activité est fournie essentiellement par la grosse commande publique de l'entreprise de BTP Ebomaf, de l'entrepreneur burkinabè Mahamadou Bonkougou, mais aussi par la bonne tenue des exportations de phosphates et de matières premières agricoles (coton, café-cacao, etc.), et par le maintien du trafic dans le port de Lomé. « Le Togo a une économie assez résiliente,

Nombre d'habitants
8,1 millions

PIB par habitant
690 \$

Espérance de vie
60,8 ans

Alphabétisation
63,7 %

Inflation **1,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **167^e**

Investissements directs étrangers
133 millions de \$

Dernier changement de président **2005**

Croissance du PIB (%)



poursuit notre interlocuteur. Même si des secteurs comme le tourisme, l'hôtellerie ou les services ont été frappés de plein fouet par la pandémie de Covid-19, la croissance résiste bien. »

Le déficit budgétaire devrait néanmoins se creuser, et passer d'une projection initiale de 1,9 % à 3,6 % du PIB, compte tenu de la hausse des dépenses de santé et de la perte de recettes. La balance des paiements accuse, quant à elle, un déficit de financement de 1,7 % du PIB. Compte tenu de l'évolution rapide des conséquences du Covid-19, une grande incertitude entoure ces projections macroéconomiques. Les autorités sollicitent une augmentation de l'accès aux ressources du FMI à hauteur de 48,7 % de la quote-part (71,49 millions de droits de tirage spéciaux) afin de répondre au besoin de financement urgent découlant de leur projet « d'endiguer la propagation du Covid-19 et d'en atténuer les conséquences économiques », expliquent les experts de l'institution de Bretton Woods.

Déficit budgétaire en baisse

La récente réévaluation du PIB togolais, qui a bondi de plus de 36 %, constitue un signal encourageant pour les autorités togolaises.

Celles-ci sont par ailleurs en train de revoir le Plan national de développement (PND, estimé à 4 622 milliards de F CFA, soit 7 milliards d'euros), qui avait fixé des objectifs pour la période 2018-2022, mais dont le déploiement est perturbé par les conséquences de la pandémie de coronavirus.

Autre aspect positif de cette mise à jour des modes de calcul des comptes nationaux, et non des moindres, le déficit budgétaire, qui s'élevait à 68,6 %, enregistre une baisse drastique de 27 points, accroissant du même coup les capacités d'endettement du pays pour financer de nouveaux projets structurants.

Seul bémol : avec la réforme, le taux de pression fiscale chute mécaniquement, de 21,1 % à 14,6 %. Et il va falloir ramener ce taux à un seuil acceptable, autour de 20 %, conformément aux standards régionaux.

Trouver un repreneur aux deux banques publiques – l'Union togolaise des banques (UTB) et la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTIC) – reste un défi sur lequel Lomé est particulièrement attendu par les partenaires financiers. Ralenti par la pandémie de Covid-19, le processus de cession des deux établissements financiers a été relancé par la Commission de privatisation, pilotée par le grand argentier togolais, Sani Yaya, avec l'ouverture de la *data room*. [BA](#)

AFRIQUE CENTRALE



236 Cameroun
 237 Centrafrique
 238 Congo
 239 RD Congo

240 Gabon
 241 Guinée équatoriale
 242 São Tomé-et-Príncipe
 243 Tchad



Cameroun

Nouveau faux départ

- Réélu pour un septième mandat en 2018, Paul Biya n'est toujours pas parvenu à résoudre la crise anglophone qui fait rage dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest
- Malgré le soutien des institutions internationales, Yaoundé enregistre ses plus mauvaises performances économiques depuis deux décennies

Yaoundé avait prévu faire de l'année 2021 celle du démarrage effectif du septième mandat du président Paul Biya, après deux premières années marquées par la crise politique sur fond de conflit armé qui secoue ses régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Réélu en octobre 2018 avec une majorité de 71 %, selon les chiffres officiels, le président camerounais comptait notamment sur l'accélération de la décentralisation – qui connaîtra son apogée en décembre avec l'élection des conseillers régionaux et la mise en place des régions – pour tourner la page de la violence et engager l'opérationnalisation des « grandes opportunités » qu'il avait annoncées lors de son investiture pour ce nouveau septennat.

Mais les plans du président pourraient ne pas se dérouler comme prévu. Après la tenue, à la fin de 2019, d'un « grand dialogue national », les premiers pas de la décentralisation ont peiné à faire taire les armes dans le Nord-Ouest et dans le Sud-Ouest, où des atrocités ont marqué l'année 2020. Une situation qui a contribué à perpétuer un climat de tension, terreau fertile pour des revendications de l'opposition. À la fin de septembre, 500 membres du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) qui réclamaient que le gouvernement ouvre des négociations avec les rebelles pour mettre fin à la guerre ont ainsi été incarcérés, et leur leader placé en résidence surveillée de fait, après l'organisation d'une énième marche pacifique de protestation.

Incertitudes

Le problème de la crise anglophone demeure donc entier pour les autorités camerounaises, malgré leur assurance d'un retour à la normale. Les incertitudes économiques devraient également être l'un des enjeux majeurs à scruter. Avec une croissance négative attendue en 2020 (-1,2 %, contre 4,1 % espérés), le pays devrait enregistrer sa pire performance économique des deux dernières décennies. Une courbe que Yaoundé doit s'atteler

Nombre d'habitants
29,9 millions

PIB par habitant
1493 \$

Espérance de vie
58,9 ans

Alphabétisation
71,3 %

Inflation: **2,8 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **150***

Investissements directs étrangers
782 millions de \$

Dernier changement de président **1982**

Croissance du PIB (%)



à inverser pour ne pas prolonger la récession. La tâche s'annonce difficile dans un climat marqué par les chutes successives des cours du pétrole, l'arrêt d'une croissance portée par les projets d'infrastructures de la CAN ainsi que la survenue de la pandémie de Covid-19. Seul point positif dans ce contexte peu favorable, le Cameroun continue de recevoir le soutien des institutions internationales. Malgré une dette qui s'élève à plus de 40 % du PIB, les partenaires internationaux, à l'instar du FMI, ont fortement appuyé le pays en 2020, tout en félicitant sa discipline.

Décentralisation

À moyen terme, le Cameroun attend toujours de dévoiler sa Stratégie nationale de développement 2020-2030, document de référence de son émergence dont la conception a été actée après l'échec du précédent plan, le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). L'industrialisation du pays annoncée par le président comme l'une des actions prioritaires et mise en attente par l'actualisation du Plan directeur d'industrialisation sera également l'un des leviers de croissance à activer.

Des avancées qui devraient permettre au Cameroun de poursuivre sereinement les préparatifs de la Coupe d'Afrique des nations, qu'il abritera en 2022. La construction des infrastructures, un temps à l'arrêt, a d'ailleurs connu une avancée considérable. Et le Championnat d'Afrique des nations (Chan), consacré aux joueurs locaux, qui se tiendra en janvier sur les sites déjà opérationnels servira de galop d'essai.

Enfin, une interrogation demeure : la décentralisation tant attendue depuis plusieurs années passera-t-elle un cap ? Début décembre, la tenue des élections régionales, certes remportées haut la main par un RDPC souverain, a offert un nouveau motif d'espoir, que certains imaginent comme une piste de sortie de crise dans le conflit qui oppose Yaoundé aux séparatistes anglophones de l'Ambazonie. [\[A\]](#)

Centrafrique **À quand la paix?**

- Au début de décembre 2020, la Cour constitutionnelle a invalidé la candidature à la présidentielle de François Bozizé
- Lancé en 2018, le désarmement des milices qui contrôlent les trois quarts du pays traîne en longueur

L'ancien chef de l'État François Bozizé espérait que 2021 serait l'année de son retour au premier plan de la politique centrafricaine, celle où il allait reconquérir son poste de président de la République, qu'il avait quitté contraint et forcé en 2013. Las, début décembre, la Cour constitutionnelle en a jugé autrement, invalidant sa candidature à la présidentielle dont le premier tour devait se tenir le 27 décembre. La confrontation attendue dans les urnes avec Faustin Archange Touadéra, candidat à sa propre succession, Anicet-Georges Dologuélé, Martin Ziguélé, Jean-Serge Bokassa, Catherine Samba-Panza ou encore Mahamat Kamoun n'aura donc pas eu lieu.

Le défi des élections – présidentielle et législatives – n'en reste pas moins de taille, le processus étant suivi de près par les partenaires internationaux du pays, qui jugeront sur le terrain des avancées de la sécurisation. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), présidée par le Congolais Denis Sassou Nguesso (un habitué des médiations centrafricaines), est en première ligne au niveau régional. Le désarmement complet des groupes armés n'est à l'heure actuelle qu'une gageure, ceux-ci contrôlant toujours les trois quarts de la Centrafrique. Le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion de leurs combattants, lancé à la fin de 2018, et qui devait durer un an, a ainsi été maintenu et se poursuivra en 2021.

De plus, la justice tarde à entrer en action. Mise en place il y a deux ans, la Cour pénale spéciale, destinée à juger les nombreux crimes commis dans le pays, devra tenir ses premières assises en 2021. De nombreux leaders de milices et groupes armés ont été arrêtés et le suivi de leurs dossiers est très attendu, tant au plan national qu'à l'international. Pour beaucoup, le gouvernement du Premier ministre Firmin Ngrebada et du président Faustin-Archange Touadéra s'est pour le moment montré trop laxiste envers les principaux chefs des groupes armés, comme Ali Darassa ou Sidiki Abbas,

lesquels avaient pourtant signé un accord de paix et de réconciliation avec le pouvoir au début de l'année 2019 à Khartoum, au Soudan.

Sur le plan des finances, pilotées par le ministre Henri-Marie Dondra, un fidèle du président Touadéra, les chiffres sont relativement flatteurs, après la débâcle des années de guerre civile et la contraction de l'économie en 2018 (due à une chute des exportations de diamants). Le PIB de la Centrafrique est cependant passé d'une chute de 37 % en 2013 à un score de -1 % prévu pour l'année 2020 et de 3 % projetés en 2021. Cela a en tout cas convaincu le FMI de Christine Lagarde – réputé proche de Dondra – d'approuver l'accord d'un prêt de plus de 115 millions de dollars pour soutenir l'économie (par ailleurs impactée par la pandémie de Covid-19) jusqu'en 2024. Lors de son élection en 2016, Faustin-Archange Touadéra avait fait de la modernisation des infrastructures routières l'un de ses chantiers prioritaires.

Nouvelle forme de guerre froide

En quatre années d'exercice, le président se targue d'avoir mobilisé (en grande partie auprès de partenaires internationaux) plus de 87,54 milliards de francs CFA (133,4 millions d'euros) pour ce secteur, qui reste toutefois l'un des défis majeurs du pays et l'un des plus importants freins à ses capacités commerciales.

La Centrafrique enregistre en outre toujours un déficit de son budget annuel, les recettes du pays étant de 237,8 milliards de francs CFA pour des dépenses établies à 292 milliards de francs CFA (près de 363 millions d'euros, en partie consacrés à la Défense et à des recrutements en masse au sein de l'armée et des forces de l'ordre).

Au niveau militaire, l'ONU, présente dans le pays avec la Minusca (dirigée par le Sénégalais Mankeur Ndiaye), a renouvelé pour un an en juillet l'embargo sur les armes, dont la diplomatie centrafricaine demandait pourtant la suppression. Bangui a cependant reçu le renfort de poids de son allié russe, lequel ne fait guère mystère de son intérêt pour le potentiel minier du pays. Moscou, qui a dépêché un conseiller sécurité au côté du président centrafricain, le très influent Valeri Zakharov, a notamment livré des dizaines de véhicules blindés, célébrés en grande pompe dans les rues de la capitale. L'influence russe continue d'ailleurs d'inquiéter les autres alliés traditionnels du pays, en particulier la France, qui se retrouve mêlée à une forme de nouvelle guerre froide au sein même de son ancien pré carré. 

Nombre
d'habitants
4,7 millions

PIB par habitant
480 \$

Espérance de vie
52,8 ans

Alphabétisation
36,8 %

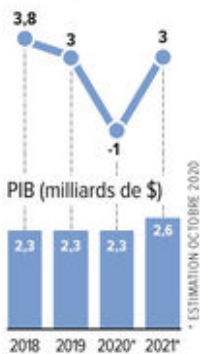
Inflation **2,95 %**

Indice de
développement
humain (sur
189 pays) **188***

Investissements
directs étrangers
26 millions de \$

Dernier
changement de
président **2016**

Croissance
du PIB (%)



Congo Chantier titanesque

- L'ONU anticipe un léger rebond de l'économie, à 1,1 %
- Nombre de décisions politiques sont suspendues à la présidentielle de 2021

La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation du Congo, qui peine toujours à se remettre de la récession de 2015. Le PIB, après des reculs de 2,5 % en moyenne annuelle entre 2015 et 2019 selon le comité de cadrage macroéconomique, devrait chuter en 2020 à 7 %. Le déficit budgétaire, après la loi de finance rectificative, s'établit à 10 % du PIB. Le budget 2020 est marqué par une diminution des recettes, avec la baisse des exportations de bois vers la Chine et l'Europe, et la chute des cours du pétrole.

La dette publique a explosé, passant de 82,9 % du PIB en 2019 à 126,2 % en 2020. L'activité des entreprises du secteur formel a baissé de 34 % à 96 %. Les entreprises du secteur privé étaient déjà mises à mal par la dette intérieure accumulée par l'État. Les opérateurs économiques privés réclament le remboursement de plus de 1800 milliards de F CFA (environ 2,7 milliards d'euros) de dette publique. La moitié a été auditée, et l'État a commencé à en régler une partie grâce aux 300 milliards de F CFA prêtés par Ecobank, La Congolaise de banque, la Banque sino-congolaise et BGFI, les banques du Club de Brazzaville, au titre des dettes du secteur privé cumulées entre 2014 et 2016, à la suite de l'accord trouvé mi-octobre 2020. La restructuration de la dette publique constitue l'objectif principal de la loi de finances 2021.

Outre le règlement de la dette intérieure, les négociations sur la restructuration de la dette avec les traders pétroliers sont cruciales. Le Congo s'efforce d'élargir son assiette fiscale. L'Institut national de la statistique a lancé un recensement des entreprises. Un projet de bancarisation de la collecte des impôts a été lancé afin de la rendre plus efficace. Le budget 2021 est également marqué par le maintien des dépenses d'investissement. Le gouvernement poursuit l'aménagement des routes telles que le futur axe Congo-Tchad-Centrafricain, la réhabilitation et l'élargissement de la route nationale n° 2 (Brazzaville-Ouesso), ainsi que la mise en chantier, fin 2021, du pont route-rail Brazzaville-Kinshasa.

Nombre d'habitants	5,4 millions
PIB par habitant	2128 \$
Espérance de vie	64,3 ans
Alphabétisation	79,3 %
Inflation	2,45 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	138^e
Investissements directs étrangers	3,4 milliards de \$
Dernier changement de président	1997



Le Congo cherche à renforcer le secteur agricole pour diversifier son économie : le pays importe 70 % de sa nourriture et a reçu un financement de 280 millions F CFA du Fida pour développer la filière manioc, l'aliment de base de la population.

Pour 2021, les Nations unies anticipent un léger rebond avec 1,1 % de croissance pendant que les autorités congolaises tablent sur une reprise de 0,5 %.

Pas de grande concertation

La présidentielle de 2021 doit constitutionnellement se tenir au plus tard le 16 mars, soit trente jours avant la fin du mandat de Denis Sassou Nguesso. Le chef de l'État a été désigné candidat du Parti congolais du travail (PCT) à l'issue du congrès de décembre 2019, mais il ne s'est pas encore officiellement lancé dans la course.

Côté opposition, et en l'absence du général Mokoko et d'André Okombi Salissa, tous deux incarcérés pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État, Guy-Brice Parfait Kolélas de l'Union des démocrates humanistes-Yuki (UDH-Yuki), Mathias Dzon, de l'Alliance pour la République et la démocratie (ARD), Paulin Makaya, d'Unis pour le Congo (UPC), Anatole Limbongo Ngoka, du Parti africain pour un développement intégral et solidaire (Paradis), Anguio Nguanga Engambé, du Parti pour l'action de la République (PAR), ainsi que de nombreux membres de la diaspora sont déjà sortis du bois.

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), emmenée par Pascal Tsaty Mabiala, le chef de file officiel de l'opposition, continue d'exiger une refonte du fichier électoral et une recombinaison de la Commission électorale indépendante, tout en se préparant à entrer en lice. La grande concertation nationale annoncée pour 2020 n'a finalement pas eu lieu. Les travaux du Conseil national du dialogue présidé par Martin Mbéri, se sont achevés au stade des consultations avec les partis. Le spectre d'une conférence nationale bis (après celle de 1991), à l'issue de laquelle Denis Sassou Nguesso avait dû renoncer au pouvoir, a conduit à écarter les travaux. Tel un serpent de mer, le principe d'un dialogue a été remis à l'agenda par le ministre de l'Intérieur, Zéphirin Mboulou, et une concertation nationale s'est tenue fin novembre à Madingou. Tous les partis n'ont pas été admis à y participer et une fraction de la classe politique commence à se lasser de cet exercice, devenu coutumier à l'approche d'un scrutin présidentiel, sans jamais déboucher sur un vrai consensus. [A](#)

RD Congo

Recherche majorité

- Après l'échec de la cohabitation avec le FCC, de Joseph Kabila, le président Tshisekedi est en quête de nouvelles alliances
- Les bailleurs de fonds attendent des garanties pour convenir d'un plan d'aide économique

Après une première année passée à négocier la formation de son gouvernement, Félix Tshisekedi l'avait promis: 2020 serait l'« année de l'action ». Contraint de composer avec son partenaire de coalition, le Front commun pour le Congo (FCC), de l'ancien président Joseph Kabila, majoritaire au Parlement et au gouvernement, le chef de l'État a tenté d'obtenir une plus grande marge de manœuvre, en vain. Réforme judiciaire, remaniement dans la magistrature, élection à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni)... Les dossiers clivants se sont accumulés, empoisonnant plus encore la cohabitation entre ces deux camps, ennemis de longue date.

Le 6 décembre 2020, après plusieurs mois de tensions, il a finalement annoncé la fin de son alliance avec l'ex-chef de l'État. En quête de nouvelles alliances pour renverser la majorité parlementaire à son avantage, Félix Tshisekedi a donc nommé un informateur. Le président peut compter sur le soutien des opposants Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba et de certains députés du FCC, mais il devra obtenir le ralliement de plusieurs autres élus du camp Kabila pour atteindre son objectif. Le FCC, lui, dénonce un « coup d'État institutionnel ». Une fois nommé, l'informateur aura trente jours – période renouvelable une fois – pour réussir sa mission. Il faudra donc peut-être attendre février pour savoir si ce dernier aura réussi à composer une nouvelle majorité.

En cas d'échec, Félix Tshisekedi s'est dit prêt à dissoudre l'Assemblée nationale. Mais cette option pose plusieurs problèmes. Le bureau de la Ceni n'est toujours pas formé, les réformes électorales n'ont pas encore été discutées et il semble quasiment impossible à la RD Congo de mobiliser les fonds nécessaires pour organiser les élections dans les délais prévus par la Constitution dans ce cas de figure (60 jours).

Sur le plan judiciaire, le procès historique de Vital Kamerhe, première action en justice contre un directeur de cabinet en fonction en RD Congo, a captivé les Congolais pendant plusieurs mois. Arrêté le 8 avril, le principal allié de Tshisekedi a

été condamné à vingt ans de prison en première instance, pour corruption et détournement de deniers publics dans le cadre de la gestion du programme dit des cent jours. Reporté à plusieurs reprises, son procès en appel pourrait se tenir cette année. Si Kamerhe n'a cessé de dénoncer une affaire politique, sa condamnation a rebattu les cartes à la présidence, où les proches de Tshisekedi ont repris la main. Mais nombre d'observateurs estiment qu'au-delà du cas Kamerhe d'importants progrès restent à faire dans le domaine de la lutte contre la corruption.

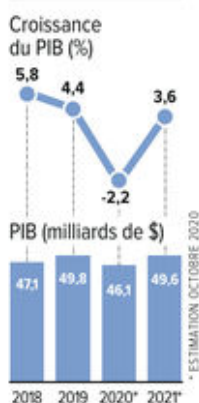
Efforts diplomatiques

Pour ce faire, Tshisekedi pourra compter sur le soutien de plusieurs chancelleries, dont Washington, dont il continue de se rapprocher. Tshisekedi a aussi redoublé d'efforts diplomatiques dans la région, qu'il s'agisse de la médiation qu'il mène depuis août 2019 avec l'Angola pour résoudre la crise entre l'Ouganda et le Rwanda ou de la tentative de coopération régionale contre l'insécurité dans l'est de son pays. En 2021, il pourrait aussi tenter de se rapprocher du Burundi, qui entame un discret retour sur la scène diplomatique après cinq années d'absence, et le Rwanda, avec qui Kinshasa a beaucoup resserré ses liens depuis deux ans.

Le rapprochement de Tshisekedi avec Kigali n'est pas sans embûches. Avec la mobilisation du Dr Denis Mukwege, Prix Nobel de la paix 2018, le débat sur l'application du rapport « Mapping » de l'ONU publié il y a dix ans a ressurgi. Sur le terrain sécuritaire, la situation semble s'aggraver. Selon le baromètre Kivu Security Tracker, le bilan humain des vingt derniers mois de Tshisekedi est plus lourd que celui des vingt derniers mois de Joseph Kabila. Tshisekedi continue d'ailleurs à appeler à une plus grande coopération sur le plan sécuritaire. Il aura, en 2021, une plateforme diplomatique plus importante pour porter ses revendications puisque, en février, il succédera au Sud-Africain Cyril Ramaphosa à la présidence de l'Union africaine. Un mandat qu'il souhaite notamment axer sur les questions sécuritaires.

En parallèle, Tshisekedi devra aussi gérer l'impact économique de la pandémie de Covid-19. Après avoir tablé sur un budget record de 11 milliards de dollars pour l'année 2020, le président congolais a dû se résoudre à opter pour un collectif budgétaire situé autour de 5,7 milliards de dollars. Dans le même temps, le FMI et les autres bailleurs de fonds attendent toujours certaines garanties, dont une réduction nette du train de vie de l'État et de la taille du gouvernement, pour convenir d'un réel plan d'aide économique. ■

Nombre d'habitants	86,8 millions
PIB par habitant	457 \$
Espérance de vie	60,4 ans
Alphabétisation	77 %
Inflation	11,5 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	179^e
Investissements directs étrangers	1,5 milliard de \$
Dernier changement de président	2019





Gabon

Dissiper les doutes

- C'est sur fond de lutte anticorruption, de batailles politiques et d'incertitudes financières que s'ouvre l'année 2021
- Avec un secteur pétrolier en berne, le pays doit s'atteler à diversifier rapidement son économie

Le Covid-19 n'a fait, selon les chiffres officiels, que peu de victimes, mais ses conséquences ont tout de même jeté un froid sur l'économie, qui tentait de sortir de la crise liée à la chute, en 2014, des prix du baril de brut. Dans la loi de finances 2021, adoptée par le Parlement, la baisse se fait sentir avec un budget prévu à 2681 milliards de F CFA (4 milliards d'euros), contre 3047 milliards pour la loi de finances rectificative (LFR) de 2020.

De même, les ressources de trésorerie et de financement ont baissé de moitié en 2021. Les populations commencent à subir les effets de la crise économique. Et, si elle n'a pas encore pu être chiffrée, la pauvreté a indéniablement augmenté du fait du manque d'activités ou des licenciements.

Cinquième producteur de pétrole sur le continent, avec environ 200 000 barils par jour (b/j), le Gabon ne peut plus s'appuyer sur ce secteur, en berne, et doit s'atteler à respecter les contraintes de l'Opep, qui l'invite à une baisse de sa production. L'économie gabonaise est en voie de diversification, avec un accent sur le bois, ou encore le développement – toujours poussif – de l'agriculture, mais n'est pas prête à sortir du pétrole.

Task force

Libreville table malgré tout sur une relance, avec des projets comme la Transgabonaise, prévue pour 2023, qui reliera Libreville à Franceville sur plus de 700 km, en partenariat public-privé avec le fonds français Meridiam et la multinationale Arise. Le Gabon compte aussi sur sa zone économique spéciale de Nkok, autre partenariat public-privé avec Arise.

Le pays, qui vient de terminer son programme de mécanisme élargi de crédit (MEDC) avec le FMI, devra aussi rembourser une dette publique qui pourrait s'élever à près de 75 % du PIB en 2021, le « repère risque élevé » du FMI. En juillet, l'agence de notation Moody's a salué le Gabon pour ses efforts de remboursement de la dette extérieure.

Nombre d'habitants
2,2 millions

PIB par habitant
7185 \$

Espérance de vie
66,2 ans

Alphabétisation
82,3 %

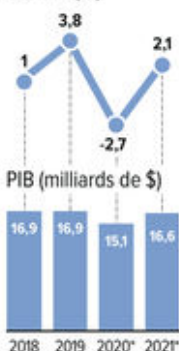
Inflation **3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **115***

Investissements directs étrangers
1,6 milliard de \$

Dernier changement de président **2009**

Croissance du PIB (%)



La dette intérieure s'élève, elle, à environ 20 % du PIB et fait actuellement l'objet d'un audit lancé par la présidence, sous la supervision du coordinateur des affaires présidentielles, Nouredin Bongo Valentin, le fils aîné du président Ali Bongo Ondimba. La *task force* a déjà prévu d'annuler deux tiers de la dette pour l'instant auditée, à la surprise de plusieurs entrepreneurs et alors que la dette avait déjà été validée par les autorités.

Au niveau politique, les supputations vont déjà bon train pour le scrutin présidentiel de 2023. Le chef de l'État, qui se remet d'un accident vasculaire cérébral (AVC) survenu le 24 octobre 2018, se représentera-t-il comme candidat du Parti démocratique gabonais (PDG)? Il n'a, depuis cet AVC, jamais accordé d'interview.

Opposition divisée

Le 5 décembre 2019, son fils Nouredin Bongo Valentin, alors âgé de 28 ans, était nommé coordinateur général des affaires présidentielles. Du fait de sa présence croissante sur la scène publique et dans la gestion du pays, les Gabonais lui prêtent des ambitions. Ce que l'intéressé nie. Au niveau du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda a été nommée Première ministre le 16 juillet 2020.

Du côté de l'opposition, Jean Ping, qui revendique toujours la victoire à la présidentielle mouvementée de 2016, a perdu de nombreux soutiens. Plus divisés qu'il y a quatre ans, les adversaires du chef de l'État se réorganisent autour de plusieurs partis : l'historique Union nationale (UN), le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM, d'Alexandre Barro-Chambrier), composé d'ex-barons du régime, les Démocrates de Guy Nzouba-Ndama, ou de jeunes partis comme Pour le changement (PLC), auquel appartient Anges Kevin Nzigou.

L'élection, au début de 2021, d'un nouveau président du Sénat pour remplacer Lucie Milebou (PDG) pourrait renouveler le débat sur les scénarios en cas de vacance du pouvoir. Le président du Sénat assure l'intérim du chef de l'État si la vacance est constatée par la Cour constitutionnelle.

Enfin, la lutte anticorruption continue sur fond de batailles politiques avec, par exemple, le placement en détention préventive, en septembre 2020, du maire de Libreville, Léandre Nzue. L'ex-directeur de cabinet, Brice Laccruche Alihanga, et quelques-uns de ses soutiens sont, eux, incarcérés depuis un an, dans l'attente d'un jugement pour des soupçons de détournements de fonds publics. [UA](#)



Guinée équatoriale

Pétro-dépendance

- Le chef de l'État prépare sa succession, et son fils, Teodorín Nguema Obiang, qui est aussi le vice-président, est sur les rangs
- L'économie, très peu diversifiée, a gravement pâti des effets de la pandémie de Covid-19

Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, 78 ans, a laissé entendre qu'il était prêt à prendre sa retraite à l'issue de son mandat. L'organisation de sa succession sera donc l'une des priorités du pouvoir pour l'année à venir, la prochaine présidentielle étant prévue pour 2023. Son fils, le vice-président Teodorín Obiang Nguema Mangué, consolide son pouvoir et cherche à neutraliser les menaces qui pourraient entraver son ascension – ascension que les Occidentaux ne voient pas forcément d'un bon œil en raison de son mode de vie volontiers ostentatoire et de sa condamnation en France dans le procès dit des « biens mal acquis ».

Mais ce sont les membres mécontents des forces armées et le demi-frère de Teodorín, Gabriel Mbagha Obiang Lima, ministre du Pétrole, qui font peser les plus grandes menaces sur les ambitions de Teodorín. Celui-ci s'efforce donc de renforcer son contrôle sur les forces de sécurité. Ses principaux alliés sont sa mère, la première dame et femme d'affaires Constanza Mangué Nsue Okomo, influente à Mongomo, la ville natale du président, et le secrétaire général du Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE, au pouvoir), Jerónimo Osa Osa Ecoro.

La gouvernance autoritaire du chef de l'État, à la tête du pays depuis 1979, ne permet pas aux médias indépendants de travailler librement. Quant à l'opposition, elle a perdu en efficacité depuis que Plácido Micó Abogo a quitté la direction de Convergence pour la démocratie sociale (CPDS, dirigé à présent par Andrés Esono Ondo). Le gouvernement maintient par ailleurs la pression : les organisations de la société civile évoquent des arrestations politiques et des accusations inventées de toutes pièces.

Du point de vue économique, les graves difficultés de la Guinée équatoriale devraient se poursuivre, la croissance diminuant chaque année depuis 2015 – une tendance qui pourrait durer au moins jusqu'en 2025. L'État a signé un accord avec le FMI en décembre 2019, qui prévoit des réformes liées à la transparence et à la corruption.

Nombre d'habitants
1,4 million

PIB par habitant
7131 \$

Espérance de vie
58,4 ans

Alphabétisation
95 %

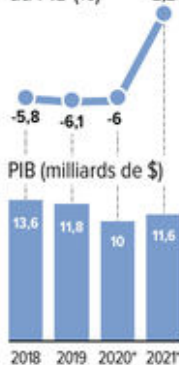
Inflation **3,03 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **144***

Investissements directs étrangers
452 millions de \$

Dernier changement de président **1979**

Croissance du PIB (%)



On devrait savoir en 2021 si le pays sera en mesure de rejoindre l'Initiative pour la transparence des industries extractives.

Le gouvernement a lancé un cycle d'octroi de licences pétrolières en 2019, mais seuls les projets les plus attrayants pourront avancer étant donné le contexte actuel. De nombreuses découvertes récentes concernent le gaz plutôt que le pétrole, et il sera donc beaucoup plus difficile pour des projets portant sur le premier – par exemple celui de gaz naturel liquéfié flottant sur le bloc EG-27, qui n'avait déjà pas réussi à lever des fonds avant la crise actuelle – d'obtenir un feu vert. Par ailleurs, un projet de raffinerie modulaire capable de produire 5 000 barils de pétrole par jour pourrait être validé en 2021.

Ingérences extérieures

De manière générale, le gouvernement a adopté une position plus musclée à l'égard des sociétés qui obtiennent des licences mais ne respectent pas leurs obligations, de sorte que les tensions risquent de s'aggraver entre les entreprises et l'administration.

Le pouvoir, qui parle depuis longtemps de la nécessité de diversifier l'économie, a vu, pendant la pandémie, sa croissance pâtir de la dépendance du pays à l'égard des exportations de pétrole et de gaz. Le gouvernement n'a pas économisé pour les mauvais jours, et la diversification s'annonce encore plus difficile. La Banque africaine de développement s'est engagée à apporter son aide dans ce domaine et commence à s'occuper du secteur agricole. Mais la Guinée équatoriale ayant un très petit marché intérieur, elle aura fort à faire pour rendre ses exportations dans la sous-région plus viables si ses projets d'agro-business décollent.

En matière de diplomatie, le pays continue de cultiver des liens avec la Russie et la Chine, qui partagent ses préoccupations quant à l'ingérence d'autres nations dans les affaires souveraines. Ces deux dernières s'intéressent de près au secteur des hydrocarbures, et une entreprise détenue à la fois par la Russie et la Guinée équatoriale est désormais active dans la cartographie des gisements de pétrole et de gaz dans le bassin du Rio Muni. Le gouvernement souhaite également une plus grande coopération régionale pour lutter contre la piraterie dans le golfe de Guinée, où les prises d'otages sont monnaie courante. [\[A\]](#)



São Tomé-et-Príncipe

Jorge Bom Jesus fait de la résistance

- Après avoir déjoué, en juillet 2020, une motion de censure déposée par l'opposition, le Premier ministre a remanié son gouvernement
- Les autorités doivent satisfaire aux exigences de leurs partenaires internationaux, et notamment respecter leur engagement de ne pas laisser filer le déficit

Pour la première fois depuis 1990, São Tomé-et-Príncipe est entré en récession. Comme tous les États insulaires très vulnérables aux chocs exogènes, la crise sanitaire a frappé le pays de plein fouet. De nombreux indicateurs y sont dans le rouge. Le tourisme, qui tirait depuis plusieurs années la croissance du secteur privé et qui contribue au tiers du PIB, s'est effondré. Selon les prévisions du FMI, l'économie devrait se contracter de 6,5 % en 2020.

La pandémie, dévastatrice pour l'économie – elle ébranle également le secteur du cacao, qui représentait en 2018 plus de 66 % des exportations du pays –, avait provoqué la mort de 17 personnes à la mi-décembre. Selon la Banque africaine de développement, São Tomé-et-Príncipe fait partie des trois États africains nécessitant « une attention particulière en raison du faible niveau de préparation de [son] système de santé ».

De solides alliances

C'est dans ce contexte économique et sanitaire dégradé que le Premier ministre social-démocrate, Jorge Bom Jesus, a remanié en septembre son gouvernement, quelques semaines après avoir déjoué la motion de censure déposée par l'opposition. À la fin de juillet 2020, l'Action démocratique indépendante (ADI, centre droit) – parti disposant du plus grand nombre de sièges au Parlement, mais mis en minorité par la coalition qui dirige le pays depuis 2018 – avait en effet tenté de censurer le gouvernement. Mais les alliances conclues par le leader du Mouvement pour la libération de São Tomé-et-Príncipe - Parti social-démocrate (MLSTP-PSD) ont une fois de plus tenu bon.

Jorge Bom Jesus devra prendre soin de son socle parlementaire. Ces derniers mois, attaques et critiques ont redoublé à l'encontre de son gouvernement, notamment de la part du président, Evaristo Carvalho. Élu en 2016 sous les couleurs de l'ADI, il terminera son mandat en 2021. Sera-t-il candidat à sa succession lors de la présidentielle

prévue au début du second semestre ? Hospitalisé en octobre à Lisbonne, Evaristo Carvalho n'avait pas encore fait part de ses intentions à l'heure où nous mettons sous presse. En attendant, son parti, miné par de profondes divisions, tente de se remettre en ordre de bataille. L'ancien Premier ministre Patrice Trovoada, qui tente de reprendre la main sur l'ADI, était toujours absent de l'archipel début novembre. Son entourage politique dit craindre des persécutions de la part des autorités, « sous prétexte d'accusations fabriquées de toutes pièces », s'il venait à rentrer et dénonce un projet de révision du code électoral destiné à l'empêcher de se présenter lors des prochaines échéances.

Répétition générale

Au début de novembre, le parti de Jorge Bom Jesus n'avait lui non plus pas encore désigné de candidat à la présidentielle. Cette élection sera surtout une répétition générale avant les législatives de 2022, bien plus cruciales pour l'avenir du pays. Car, comme au Portugal, l'ancienne puissance coloniale, le président arbitre mais ne gouverne pas.

Pour convaincre lors des prochaines échéances électorales, le gouvernement devra s'affairer à amortir le choc économique provoqué par la pandémie. Le pays pourrait miser sur l'afflux de touristes extra-européens, en particulier en provenance d'États de la région comme l'Angola, la Guinée équatoriale ou le Gabon. São Tomé devra également composer avec les attentes de ses partenaires internationaux. À commencer par le FMI, qui a rappelé au gouvernement son engagement à ne pas laisser filer le déficit.

L'institution l'a par ailleurs fortement encouragé à instaurer dans les prochains mois la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), déjà repoussée au début de 2020. Le social-démocrate Jorge Bom Jesus devra concilier ces injonctions avec les demandes de son électorat, qui l'attend au tournant sur le front des nombreuses urgences sociales. [\[A\]](#)

Nombre d'habitants
0,22 million

PIB par habitant
1912 \$

Espérance de vie
70,2 ans

Alphabétisation
90,1 %

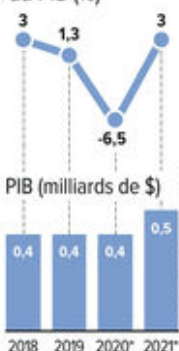
Inflation **7,87 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **137^e**

Investissements directs étrangers
57 millions de \$

Dernier changement de président **2016**

Croissance du PIB (%)



Tchad

Année test

- Crise en Libye, terrorisme dans le Sahel... En 2020, le « tout jeune » maréchal Déby Itno n'aura pas ménagé sa peine
- Trois rendez-vous électoraux sont prévus en 2021, dont la présidentielle, à laquelle le chef de l'État devrait se présenter

Une IV^e République remaniée et, à sa tête, un maréchal. L'année 2020, qui consacrait les trente années d'Idriss Déby Itno à la tête du pays, aura réservé quelques surprises aux Tchadiens. Le 26 juin, le président se voyait ainsi élevé par décret au grade de maréchal, dont le costume d'apparat sera accompagné d'une bague « gravée de la mention "Terror Belli Decus Pacis" » (« Terreur pendant la guerre, bouclier pendant la paix »).

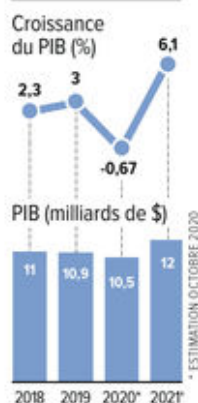
Il faut dire qu'Idriss Déby Itno aura eu une année chargée sur le plan sécuritaire. Les crises en Libye, au Sahel et sur les bords du lac Tchad ont en effet contraint le chef de l'État à déployer ses troupes. Sur ses ordres, l'armée tchadienne a ainsi lancé, en avril 2020, une offensive de grande envergure dans le nord du lac Tchad. Objectif : anéantir les jihadistes et laver l'affront de l'attaque du 23 mars à Bohoma, dans laquelle au moins 98 soldats avaient été tués.

Atout politique et diplomatique

Sur le front sahélien, Idriss Déby Itno a joué à plein la carte du G5 Sahel, coalition regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad et dont le commandement est basé à N'Djamena. Soucieux d'apparaître comme le principal soutien de la France au Sahel – un atout politique et diplomatique essentiel –, Idriss Déby Itno a annoncé ces derniers mois l'envoi en renfort de plusieurs centaines de soldats tchadiens dans le « fuseau central », situé aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Jamais autant à l'aise que dans les dossiers sécuritaires, Idriss Déby Itno a également tenté de soulager la pression qui pèse sur les finances du pays, lequel traîne toujours les mêmes boulets : lutte contre le terrorisme (Boko Haram, État islamique) et les rébellions (notamment du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République, dont les activités ont repris en raison de l'instabilité en Libye), mais aussi mauvais climat des affaires, arriérés de paiement de l'État, corruption...

Nombre d'habitants	15,9 millions
PIB par habitant	640 \$
Espérance de vie	54 ans
Alphabétisation	22,3 %
Inflation	2,8 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	187^e
Investissements directs étrangers	567 millions de \$
Dernier changement de président	1990



Selon la Banque africaine de développement, les perspectives de croissance restent cependant relativement bonnes, avec un taux de croissance du PIB de 5,5 % projeté pour 2020 et 4,9 % pour 2021. Toutefois, le FMI a indiqué que ces projections étaient soumises à d'importantes incertitudes, notamment en raison de la pandémie de Covid-19. Idriss Déby Itno espère attirer des investisseurs du Golfe et du Proche-Orient. Le Tchad a rétabli ses relations diplomatiques avec le Qatar et travaille à son rapprochement avec Israël. Pour cela, et vu l'importance du dossier, le président a missionné son propre fils et directeur de cabinet adjoint, Abdelkerim Idriss Déby. L'un des objectifs de N'Djamena est d'amener les investisseurs étrangers à financer des projets d'infrastructures, notamment dans le domaine minier et aurifère de la région du Tibesti, riche mais en proie à des tensions avec le pouvoir central.

Émergence d'une jeune garde

Surtout, le nouveau maréchal du Tchad se prépare aux échéances électorales. Des élections présidentielle (en avril), puis locales et législatives (en octobre), doivent se dérouler en 2021. Sauf surprise, Idriss Déby Itno devrait remettre son fauteuil en jeu. La limitation du nombre de mandats présidentiels (deux fois six ans) ayant été introduite lors de la dernière modification de la Constitution, en 2018, il peut en effet se représenter à deux reprises et a la possibilité d'occuper la magistrature suprême jusqu'en 2033.

Si la IV^e République, instaurée en 2018, a supprimé le Premier ministre, un poste de vice-président devrait en revanche être créé avant la présidentielle, sur proposition du deuxième forum national inclusif – lequel s'est déroulé au début de novembre en l'absence d'une partie de l'opposition. Le futur vice-président devrait être nommé par le chef de l'État, ce qui n'a d'ores et déjà pas manqué d'alimenter les craintes des opposants. Ces derniers estiment qu'Idriss Déby Itno pourrait en profiter pour favoriser l'accès d'un membre de sa famille à sa succession.

Avec une opposition tchadienne qui cherche à s'unir – et au sein de laquelle émerge une jeune garde, avec le mouvement des Transformateurs, de Succès Masra –, l'année 2021 fait figure de véritable test pour Idriss Déby Itno avec trois rendez-vous électoraux très attendus. Si son parti du Mouvement patriotique du salut se met actuellement en ordre de marche pour conserver la mainmise sur les institutions, ce sont surtout les conditions et la crédibilité des scrutins qui seront observées, notamment par les principaux partenaires internationaux du Tchad. [■](#)



MAMOUDOU IBRA KANE
Directeur Général Emedia Invest

PRÉSENTATION DU GROUPE E-MEDIA INVEST

ALASSANE SAMBA DIOP
Directeur iRadio & iTV
Monsieur SCOOP

Groupe de Presse e-media INVEST, au capital de 200 000 000 Francs CFA, a été créé au mois de septembre 2018. Il s'agit d'une plateforme de médias intégrés avec un site web : www.emedia.sn, une chaîne radio généraliste : **iRadio** sur la fréquence **90.3** et une chaîne de télévision **iTV** présente depuis février 2019 sur le bouquet de CANAL PLUS AFRIQUE sur le **canal 217**.



iTV la chaîne
d'ici et d'ailleurs

Une marque de presse qui se donne à lire,
à écouter et à voir avec la plus grande
variété possible.



L'INFORMATION CERTIFIÉE



BOUBACAR DIALLO
(DJ BOUBS)
Présentateur vedette

AFRIQUE DE L'EST



246 **Burundi**
 247 **Djibouti**
 248 **Érythrée**
 249 **Éthiopie**

250 **Kenya**
 251 **Ouganda**
 252 **Rwanda**
 253 **Somalie**

254 **Soudan**
 255 **Soudan du Sud**
 256 **Tanzanie**



Burundi

Nouveau bail pour le CNDD-FDD

- Élu le 20 mai 2020, avant le décès brutal de Pierre Nkurunziza en juin, Évariste Ndayishimiye hérite d'une nation divisée
- Le Covid-19 et les sanctions prises par l'Europe pour non-respect des droits humains vont plonger le pays dans la récession

La 8 juin, le décès brutal de Pierre Nkurunziza plongeait le pays dans l'incertitude. Le président burundais succombait à un arrêt cardiaque à l'hôpital de Karuzi. L'annonce de sa mort – qui n'a été confirmée que le lendemain, après avoir été contestée par certains de ses proches – a alimenté les interrogations, certains se demandant s'il n'avait pas été emporté par le Covid-19, que son épouse, Denise Bucumí, était soupçonnée d'avoir contracté.

Après quinze années passées au pouvoir, cet évangélique *born-again* et grand sportif de 55 ans était sur le point de quitter le fauteuil présidentiel. L'ancien maquisard, qui avait plongé son pays dans une violente crise après sa candidature, très contestée, à un troisième mandat en 2015, s'était finalement résolu à le quitter. Y a-t-il été contraint par le groupe de généraux qui l'accompagnait depuis la rébellion ? Difficile d'apporter une réponse tant les hautes sphères du pouvoir burundais entretiennent le culte du secret.

Son héritier désigné, Évariste Ndayishimiye, avait été déclaré vainqueur de la présidentielle du 20 mai avec plus de 68 % des voix, contre 22,42 % pour Agathon Rwaswa. Les recours déposés par ce dernier devant la Cour constitutionnelle ont tous été rejetés. Les législatives ont elles aussi consacré la victoire du parti de Ndayishimiye, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie. Le CNDD-FDD obtient 86 sièges à l'Assemblée, contre 32 pour le Conseil national pour la liberté, de Rwaswa.

Le nouveau chef de l'État hérite d'un pays divisé et isolé et devra asseoir son influence sur une formation politique que l'on dit traversée par de forts courants contraires.

Évariste Ndayishimiye a promis de « continuer sur la voie » tracée par son prédécesseur. Le premier geste en ce sens a été de nommer Alain-Guillaume Bunyoni au poste de Premier ministre. Considéré comme le bras droit de Nkurunziza, dont il était le ministre de la

Sécurité publique, ce faucon est sous le coup de sanctions des États-Unis depuis 2015 en raison de son rôle présumé dans la répression.

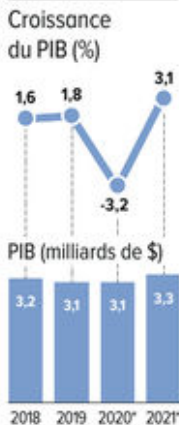
Cette nomination n'a pas rassuré les principaux bailleurs de fonds internationaux du Burundi. En septembre, Évariste Ndayishimiye s'est pourtant dit ouvert à la reprise du dialogue avec l'Union européenne, alors que l'économie du pays reste durement touchée par les sanctions prises par l'UE depuis 2016. En décembre 2020, celle-ci s'est finalement dite prête à renouer avec la diplomatie burundaise. Les Nations unies, qui s'étaient pourtant inquiétées du « peu de changements positifs » depuis l'élection du mois de mai, ont de leur côté retiré le Burundi de leur agenda politique.

Attaques rebelles

L'arrivée de Ndayishimiye nourrit également les espoirs de réconciliation avec le voisin rwandais. Mais en refusant de prendre part au sommet de Goma, qui s'est tenu virtuellement le 8 octobre, entre le Rwanda, l'Angola, l'Ouganda et la RD Congo, il a fait savoir qu'il ne se sentait pas encore prêt à rencontrer Paul Kagame. Évariste Ndayishimiye considère par ailleurs que son homologue congolais, Félix Tshisekedi, penche davantage du côté de Kigali que de Gitega. Les sécurocrates burundais ont pourtant le regard braqué sur la RD Congo, et plus particulièrement sur le Sud-Kivu, où semblent trouver refuge les rebelles du mouvement Résistance pour un État de droit-Tabara (RED-Tabara). Ces derniers ont mené plusieurs attaques meurtrières visant l'armée, la police et les Imbonerakure (la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, que l'ONU qualifie de milice).

Évariste Ndayishimiye a en revanche amorcé un virage spectaculaire au sujet du coronavirus. Alors que Pierre Nkurunziza estimait que son pays était protégé par « la grâce divine », il a qualifié le Covid-19 de « plus grand ennemi des Burundais » et promis des dispositifs de dépistage après un don de 5 millions de dollars de la Banque mondiale à la mi-avril. À la fin d'octobre 2020, le virus n'avait officiellement causé que 1 mort, un bilan jugé sous-estimé par plusieurs sources médicales. Les stigmates de la pandémie sur l'économie ne laissent en revanche pas de place au doute : pour 2020, le FMI table sur une récession de 3,2 %. [BA](#)

Nombre d'habitants	11,5 millions
PIB par habitant	264 \$
Espérance de vie	61,2 ans
Alphabétisation	61,6 %
Inflation	7,56 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	185°
Investissements directs étrangers	1 million de \$
Dernier changement de président	2020



Djibouti **Même pas mal!**

- Bonne gestion de la pandémie de Covid-19, bilan économique honorable, rayonnement diplomatique...
Ismail Omar Guelleh a toutes les chances de l'emporter s'il décidait de briguer un cinquième mandat en avril
- Après une récession en 2020, l'économie devrait retrouver son rythme de croisière et renouer avec une croissance de 7 % dès cette année

Malgré la pandémie mondiale, l'année 2020 s'inscrit in fine dans les pas de la précédente à Djibouti. L'arrivée du Covid-19 en mars dans la région a certes grippé l'économie du pays, mais pas au point de la mettre à l'arrêt, et la politique de dépistage lancée dès la confirmation des premiers cas a permis de contenir durablement la propagation du virus au sein de la population. Au point que Djibouti a été l'un des très rares pays africains à recevoir le satisfecit de l'Organisation mondiale de la santé pour sa gestion de la crise sanitaire.

Un bon point pour Ismaïl Omar Guelleh (IOG), qui a pu compter sur ses alliés traditionnels, à commencer par la Chine, pour le soutenir dans cette tâche. Si l'activité du pays n'a pas tardé à redémarrer, c'est d'ailleurs aussi parce que Pékin a vite relancé ses chantiers pharaoniques. Celui du vaste complexe industriel-portuaire de Damerjog, au sud de la capitale, estimé à plusieurs centaines de millions de dollars, doit toujours venir compléter le projet inauguré en 2018 au nord de la cité.

Les troubles internes à l'Éthiopie voisine n'ont pas encore eu d'impact sur les échanges commerciaux et énergétiques entre les deux pays, et, si la croissance économique aura été négative en 2020, elle devrait retrouver dès l'an prochain son rythme de croisière, autour de 7 %, comme au cours des cinq dernières années. Un résultat qui, conjugué à un endettement inférieur aux 100 % du PIB annoncés par les bailleurs de fonds en 2019, permet à Djibouti de poursuivre sa politique de développement économique.

Promesses de campagne

Le gouvernement a annoncé, à la fin de juin, la création du Fonds souverain de Djibouti (FSD). Doté à terme de 1,5 milliard de dollars, il doit contribuer au financement de la transformation économique du pays, toujours appelé à devenir, selon les vœux présidentiels, le hub logistique, bancaire et numérique de la Corne de l'Afrique.

Nombre d'habitants
0,97 million

PIB par habitant
3074 \$

Espérance de vie
66,6 ans

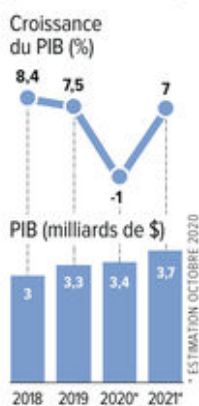
Alphabétisation
NC

Inflation **2,88 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **171**

Investissements directs étrangers
182 millions de \$

Dernier changement de président **1999**



Cet outil fait partie des principales promesses qu'avait faites IOG lors de la campagne de 2016, quand le président avait annoncé vouloir placer son quatrième mandat sous l'angle social. D'importants efforts ont été réalisés en matière de logement, de déconcentration et de décentralisation des services de l'État, mais, à quelques mois de la prochaine élection présidentielle, la situation de l'emploi reste toujours aussi préoccupante.

Rôle central dans la région

Pas au point cependant de mettre Ismaïl Omar Guelleh en difficulté en avril. Personne, tant dans son camp que dans celui d'une opposition bien timide, ne semble être en mesure de pouvoir contester une cinquième victoire du président si celui-ci décidait, à 73 ans, de se représenter.

Fort d'un bilan économique plutôt favorable à l'intérieur, IOG peut également s'appuyer sur l'activisme diplomatique de son pays à l'international. La petite République n'a pas obtenu en juin le siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle convoitait face au Kenya, mais elle a confirmé son rôle central dans le grand jeu en cours dans la région.

Si les négociations, qui ont démarré en 2018, avec l'Érythrée semblent au point mort depuis de long mois, celles qui ont été engagées entre la Somalie et le Somaliland connaissent un nouveau regain depuis juin et l'invitation des deux présidents par leur homologue djiboutien, en présence d'Abiy Ahmed, le Premier ministre éthiopien.

Les relations entre Djibouti et les Émirats arabes unis, au plus mal depuis le départ forcé de DP World du terminal de Doraleh, se sont également réchauffées ces derniers mois. Une solution négociée avec l'opérateur dubaïote semble même se profiler, mettant ainsi un terme à une brouille qui empoisonne la renommée portuaire de Djibouti depuis bientôt trois ans. [M](#)



Suspendue au sort du Tigré

- La guerre qui fait rage chez le voisin éthiopien pourrait déstabiliser le régime d'Afewerki
- La reprise de l'économie, durement touchée par la crise sanitaire, dépendra elle aussi de l'issue du conflit

Le sort du président Issayas Afewerki, au pouvoir depuis près de trois décennies, sera-t-il scellé en 2021 par les événements qui se déroulent de l'autre côté de la frontière ? Au moment où ces lignes étaient écrites, de fortes suspicions laissaient imaginer que des troupes érythréennes avaient commencé à s'engager dans le conflit en cours dans le nord de l'Éthiopie. Et, le 26 novembre, la région du Tigré avait tiré une série de roquettes sur Asmara, capitale de l'Érythrée, à environ 130 km au nord du Tigré. Afewerki a un compte à régler avec les dirigeants du Front populaire de libération du Tigré (TPLF) depuis ses années de rebelle combattant aux côtés des guérillas du TPLF contre la junte marxiste éthiopienne de l'époque. L'amertume s'est aggravée avec la défaite de l'Érythrée face aux troupes éthiopiennes – alors dirigées par des généraux du TPLF – dans la guerre frontalière que le pays nouvellement indépendant a menée entre 1998 et 2000.

Lorsque Abiy Ahmed a pris les rênes de son pays, en 2018, il s'est rapproché d'Afewerki, qui a profité de cette main tendue pour changer la donne dans sa longue querelle avec le TPLF. De nombreux observateurs estiment que son influence sur le Premier ministre éthiopien a été déterminante dans la période qui a précédé le déclenchement de la guerre entre le gouvernement fédéral et le TPLF, en novembre 2020. Dans les semaines qui ont suivi, des rapports ont fait état de l'utilisation de l'aéroport d'Asmara par les troupes éthiopiennes.

La victoire d'Abiy renforcerait la position du président érythréen sur le territoire national et dans la région. Après avoir revendiqué une victoire sur les forces du TPLF, l'armée éthiopienne se retrouve malgré elle entraînée dans une guérilla qui risque de s'enliser. Un échec d'Addis-Abeba pourrait déstabiliser le régime d'Afewerki, dont les troupes ne sont pas équipées pour une campagne prolongée.

Rien de tout cela ne serait bon pour l'économie de l'Érythrée, durement touchée par le Covid-19.

Nombre d'habitants
3,2 millions

PIB par habitant
585 \$

Espérance de vie
65,9 ans

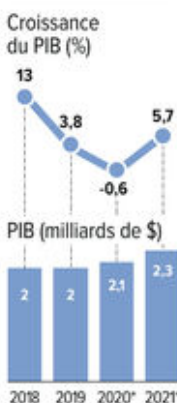
Alphabétisation
64,7 %

Inflation **4,7 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **182^e**

Investissements directs étrangers
67 millions de \$

Dernier changement de président **1993**



Les strictes mesures de confinement ont certes freiné la propagation du virus, mais elles ont aussi nui à l'industrie hôtelière – importante source d'emplois, en particulier dans la capitale –, et les prix des produits de base ont augmenté de manière significative.

Des projets miniers au point mort

Malgré leur grand potentiel, il n'y a toujours que deux mines en activité – l'une d'or principalement, l'autre de zinc –, gérées et détenues par des sociétés chinoises. Elles emploient 15 330 personnes, soit environ 1,1 % de la main-d'œuvre érythréenne. Une troisième mine chinoise, près d'Asmara, devait démarrer au début de 2018, mais est au point mort faute de financements.

Outre les entreprises chinoises, le mineur d'engrais Danakali, basé en Australie, qui cherche à exploiter des gisements de potasse dans la dépression de Danakil, a déclaré qu'il s'attendait à ce que le dégel diplomatique avec l'Éthiopie l'aide à lever des capitaux pour de nouveaux investissements. Le financement est presque terminé, mais la pandémie l'a freiné, et, bien que le contrat de construction ait été attribué à une société sud-africaine, rien n'a encore commencé. La production devrait débuter en 2022. Toutefois, ce projet nécessitera une coopération avec l'Éthiopie, car les gisements sont à cheval sur les deux pays et dépendent donc de l'évolution de la situation dans le Tigré.

Un programme, financé par l'Union européenne, de réhabilitation des routes permettant de relier les ports de l'Érythrée à la frontière éthiopienne devait se terminer prochainement, mais il a lui aussi été retardé par le Covid-19. Et, là encore, beaucoup dépendra de l'issue de la guerre dans le Tigré. Si le TPLF est mis en déroute et qu'Abiy parvient à pacifier cette région, Issayas Afewerki pourrait perdre sa dernière excuse pour s'opposer à la normalisation du commerce et de la circulation le long de la frontière. Une paix réelle entre les deux pays pourrait également permettre de mettre fin au service national obligatoire, principal moteur de l'émigration érythréenne de masse. Et peut-être d'étendre à terme les lignes électriques du grand barrage éthiopien de la Renaissance, situé à proximité, à l'Érythrée, ce qui contribuerait à intégrer celle-ci dans l'économie régionale. ■



Éthiopie

Bras de fer dans le Tigré

- La guerre fait rage entre les troupes du Premier ministre Abiy Ahmed et les rebelles du TPLF
- La pandémie de coronavirus et les troubles politiques ont durement frappé l'économie

La marche tant attendue vers la démocratie, qui a commencé avec la nomination d'Abiy Ahmed il y a deux ans, s'est arrêtée net en 2020. En novembre, le Premier ministre a ordonné à ses troupes de passer à l'offensive dans la région du Tigré en réponse à une attaque des camps de l'armée fédérale par des forces loyales au Front de libération du peuple du Tigré (TPLF). Cet assaut a marqué le point culminant de l'escalade des tensions entre le Parti de la prospérité (PP) d'Abiy Ahmed et le TPLF, un ancien mouvement de guérilla qui a dominé le pays pendant près de trente ans et qui dispose toujours d'une puissance de feu importante.

Le TPLF considère le Premier ministre comme un usurpateur qui cherche à défaire la Constitution de 1995 et néglige le dispositif fédéral au profit d'un gouvernement unitaire. Après que les autorités ont reporté les élections législatives en raison du Covid-19, dépassant donc la limite de cinq ans de leur mandat, le TPLF et d'autres groupes de l'opposition ont accusé le Premier ministre de jeter les bases d'une dictature. Et organisé en septembre des élections régionales au mépris du gouvernement fédéral. Preuve d'un soutien populaire considérable, le TPLF y a remporté 98 % des voix. En renversant les dirigeants de ce dernier, Abiy Ahmed risquerait donc de jeter les bases d'une insurrection prolongée.

De son côté, le PP – auquel le TPLF a refusé de se joindre lorsqu'Abiy Ahmed l'a formé, à la fin de 2019 – voit son rival comme une organisation « terroriste » qui alimente l'instabilité dans tout le pays depuis deux ans pour tenter de reprendre le pouvoir. La confrontation armée semble définir le gouvernement d'Abiy Ahmed et la politique éthiopienne en général. Même si la guerre se conclut assez rapidement, ses ramifications se feront sentir au-delà de 2021. En supposant que le Premier ministre parvienne à supprimer le TPLF et à mettre en place une administration régionale de transition comme promis, les choses n'en resteront certainement pas là.

Nombre d'habitants
112,1 millions

PIB par habitant
974 \$

Espérance de vie
66,2 ans

Alphabétisation
NC

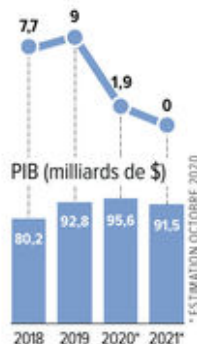
Inflation **20,16 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **173***

Investissements directs étrangers
2,5 milliards de \$

Dernier changement de Premier ministre **2018**

Croissance du PIB (%)



Une résistance soutenue du TPLF pourrait en revanche contraindre les deux parties à s'asseoir et à discuter, ce qu'Abiy Ahmed a jusque-là systématiquement refusé malgré les injonctions de la communauté internationale.

Si Abiy a perdu le soutien d'une partie de sa base oromo, il peut désormais compter sur un large soutien des Amharas, qui ont soutenu sa guerre dans le Tigré et partagent sa vision unitariste – qui s'oppose au fédéralisme ethnique prôné par le TPLF. Mais une centralisation trop forte du pouvoir provoquerait des réactions dans la région Somali ou en Oromia. Ce qui compliquerait les tentatives d'apaiser les nombreuses revendications autonomistes dans la Région des nations et des peuples du Sud. Un climat extrêmement tendu pour organiser des élections prévues à la mi-2021.

Un plan de 10 milliards de dollars

La pandémie et les troubles politiques ont frappé durement l'économie. Les investissements directs étrangers, qui ont atteint 2,5 milliards de dollars entre 2019 et 2020 – soit une baisse de 19 % par rapport à l'année précédente –, ne rebondiront pas sans une amélioration significative de la sécurité. En revanche, les exportations se sont bien comportées malgré la pandémie, avec une hausse de 12 %, ce qui reflète le succès d'Ethiopian Airlines dans le maintien des liaisons aériennes.

Le gouvernement est optimiste malgré les vents contraires qui soufflent sur le monde. En septembre 2019, il a dévoilé son programme économique national, un plan décennal d'environ 10 milliards de dollars qui vise à faire de l'Éthiopie un pays à revenu moyen d'ici 2030. L'élément central est la vente ou la privatisation partielle des entreprises publiques, y compris le fournisseur monopolistique de télécommunications Ethio Telecom, dont l'État procédera à la vente partielle après des mois de retard, en délivrant deux nouvelles licences de télécommunications.

Mais les projets de privatisation partielle d'Ethiopian Airlines et de la société publique de transport et de logistique ont été abandonnés – une réaction en partie politique contre ce qui était perçu comme une campagne de privatisation trop hâtive. Une grande partie des espoirs de rebond reposent donc sur le succès des mégaprojets d'État : parcs industriels, ligne de chemin de fer en difficulté d'Addis-Abeba à Djibouti... Et barrage de la Renaissance. Le plus grand projet hydroélectrique du continent est presque terminé, malgré les objections persistantes de l'Égypte. [UA](#)



Tous en lice pour 2022

- La campagne présidentielle n'a pas encore commencé, mais déjà les couteaux sont tirés
- La crise liée au coronavirus, en plus d'avoir touché l'économie, a fait basculer 2 millions de personnes dans la pauvreté

Déjà en campagne pour succéder à Uhuru Kenyatta à la présidentielle prévue en 2022, les politiques kenyans vont redoubler d'efforts cette année. Un référendum sur le projet de loi d'amendement constitutionnel de 2020, qui doit restructurer l'exécutif, devrait se tenir en 2021. Publié le 25 novembre dernier dans sa version finale, ce texte propose notamment la réintroduction du poste de Premier ministre (supprimé en 2013, l'ancien leader de l'opposition Raila Odinga ayant été le dernier à occuper cette fonction) et entend rétablir la possibilité pour les élus d'être nommés ministres. Or ce débat oppose indirectement Raila Odinga à William Ruto. Le vice-président est à couteaux tirés avec Uhuru Kenyatta, qui cherche à l'affaiblir pour aider Odinga dans la course à la présidentielle. Ce dernier, qui s'est présenté plusieurs fois sans succès, prévoit en effet de se porter à nouveau candidat.

Ruto, lui, est contre les réformes, arguant qu'elles sont destinées à lui compliquer la vie. Kenyatta s'en est pris aux alliés de ce dernier au sein du Jubilee Party ainsi qu'au Parlement, mais Ruto a cherché du soutien au niveau national, avec son « mouvement de la brouette ». Afin de se distinguer, l'ancien colistier du président s'est construit l'image d'un travailleur qui lutte pour joindre les deux bouts. Il a distribué des brouettes et des motos à des jeunes en recherche d'emploi pendant la crise du Covid-19. Mais la stratégie portera-t-elle ses fruits ? Durant cette crise sanitaire, Kenyatta a pu, lui, tester ses pouvoirs exécutifs.

Au niveau économique, les mesures pour endiguer le coronavirus ont eu un impact négatif. La croissance, certes positive, sera faible en 2020, malgré une aide du FMI en mai de 739 millions de dollars. La Banque mondiale estime que la pauvreté a augmenté de 4 %, affectant 2 millions de personnes supplémentaires. La perturbation des voyages et du commerce a eu de graves répercussions sur les principales industries du pays, en particulier le tourisme, ainsi que les produits agricoles cultivés pour l'exportation, dont le thé.

Nombre d'habitants
52,6 millions

PIB par habitant
2075 \$

Espérance de vie
66,3 ans

Alphabétisation
78,6 %

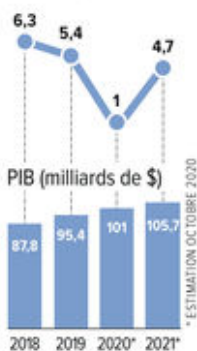
Inflation **5,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **147**

Investissements directs étrangers
1,3 milliard de \$

Dernier changement de président **2020**

Croissance du PIB (%)



En novembre 2020, la plus grande banque du Kenya, KCB, a signé des accords avec la société de services financiers Atlas Mara, cotée à Londres, pour reprendre ses intérêts bancaires au Rwanda et en Tanzanie. L'acquisition d'une participation majoritaire dans la Banque populaire du Rwanda fera de KCB le deuxième établissement du pays des Mille Collines. Les bénéfices du groupe financier kenyain ont diminué de 43 % en 2020, soit l'une des plus fortes baisses enregistrées dans le secteur à Nairobi. Ceux de sa filiale, la National Bank of Kenya, ont même chuté de 77 % dès sa première année d'existence au sein du groupe.

Une dette qui inquiète

La relance du tourisme, fortement touché par la pandémie de Covid-19, dépendra en grande partie de la situation sanitaire mondiale. Selon le gouvernement, plus de 80 % des entreprises du secteur ont, en 2020, licencié du personnel ou réduit les salaires en raison de la forte baisse de fréquentation. Et pour faire face à cette crise, de nombreuses personnes se sont tournées vers l'agriculture. Au deuxième trimestre de 2020, la croissance dans ce secteur était de 6,4 %.

Au niveau diplomatique, après une querelle avec Djibouti, le Kenya a obtenu un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qu'il occupera dès janvier 2021. Le pays devra démontrer ses capacités de médiation sur des dossiers tels que l'offensive militaire dans le Tigré et les élections en Somalie. En revanche, la candidate kenyane Amina Mohamed a perdu la course à la tête de l'OMC – à cause, suppose le gouvernement, de sa proximité avec Pékin. En attendant la mise en œuvre de l'accord de libre-échange continental africain, l'administration Kenyatta négocie des accords commerciaux avec le Royaume-Uni et les États-Unis.

Par ailleurs, les analystes s'inquiètent du niveau élevé de la dette du pays. Ainsi, le chemin de fer à écartement standard (SGR), qui a coûté 3,5 milliards de dollars, n'en a généré que 107,2 millions en 2019 avec le trafic de fret. Difficile à ce rythme de rembourser le prêt contracté sur vingt ans. En juin, les parlementaires ont donc conseillé au gouvernement d'en renégocier les conditions. Mais c'est une fin de non-recevoir que lui a opposée la Haute Cour, en octobre. [\[1\]](#)



Ouganda

Conflit de générations

- Au pouvoir depuis 1986, Yoweri Museveni briguera un sixième mandat cette année face à un jeune rival de 38 ans
- Le tourisme, principale source de revenus en devises, a été durement touché

La lutte entre le candidat Yoweri Museveni et l'homme fort de l'opposition Robert Kyagulanyi, alias Bobi Wine, sera l'une des plus suivies parmi les élections générales du 14 janvier 2021. Le président de 76 ans s'opposera au rappeur-politicien de 38 ans dans une bataille symbolique entre jeunes et anciens.

Électorat clé, les premiers ont été durement touchés par la crise du Covid-19, qui a entraîné une montée en flèche du chômage puisqu'un certain nombre d'entreprises ont dû fermer boutique, tandis que d'autres ont mis en place des mesures de réduction des coûts.

Museveni, qui dirige l'Ouganda depuis trente-quatre ans, rencontre en Bobi Wine un type de challenger inédit, ce dernier n'ayant pas de passé militaire et n'ayant jamais travaillé au sein de son cabinet. Kyagulanyi est également la plus jeune figure d'opposition que le chef de l'État ait jamais affrontée. Or un peu plus de 75 % de la population ougandaise est considérée comme jeune.

Mais, pour l'opposition, conquérir des voix va être difficile dans le contexte actuel. Afin d'arrêter la propagation du coronavirus, le gouvernement a en effet interdit les rassemblements de masse, notamment politiques. Depuis le début de la campagne, Bobi Wine dénonce les nombreux obstacles qu'il rencontre : il a lui-même été arrêté plusieurs fois.

L'ensemble du dispositif électoral évite à Museveni, dont la santé a fait l'objet de discussions, de se lancer dans ce qui aurait dû être une campagne épuisante. La plupart des candidats vont devoir se contenter de s'exprimer à la radio et à la télévision ou sur les réseaux sociaux.

Et les membres de l'opposition craignent déjà de ne pas avoir de temps d'antenne, notamment sur les stations locales, détenues pour la plupart par des hommes d'affaires qui appartiennent au parti au pouvoir ou qui ne peuvent résister aux pressions de ce dernier. Les réseaux sociaux devraient assister à une bataille intéressante, même s'il est difficile de prédire comment cela se traduira le jour du scrutin. La crainte que les sites

internet ne soient bloqués avant les élections, comme cela s'est produit en 2016, reste prononcée. Déjà, la Commission des communications de l'Ouganda (UCC) a publié une directive selon laquelle les chaînes d'information en ligne, ainsi que les blogs, devaient être enregistrées, ce que de nombreuses personnes ont interprété comme une forme de restriction de la liberté d'expression.

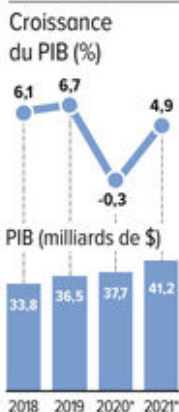
Regain d'activité pétrolière

L'économie, tirée par le secteur des services, a été affectée par la pandémie car de nombreuses personnes sont restées confinées chez elles pour éviter d'être contaminées. Il deviendra possible d'évaluer l'impact des mesures de verrouillage prises pour ralentir la propagation du Covid-19 lorsque les chiffres de la croissance seront publiés, en ce début d'année. L'ampleur des conséquences de la pandémie sur les entreprises en particulier se dessinera avec plus de précision lorsque les banques commerciales commenceront à rendre publics leurs états financiers à la même période.

Comme lors de la plupart des cycles électoraux, une grande partie des investisseurs devraient rester prudents et attendre le résultat des élections avant de prendre des décisions commerciales clés. Le tourisme, principale source de revenus à l'exportation du pays, a été durement touché. Alors qu'il devait rapporter 1,29 milliard de dollars en devises étrangères pour l'exercice 2020-2021, il ne devrait plus désormais représenter que 369,8 millions de dollars, selon la Banque centrale.

Au pire des moments, l'industrie pétrolière devrait connaître un regain d'activité après la signature de deux accords en octobre 2020 qui ont mis fin à des mois de négociations. Le pouvoir projette également la construction d'une raffinerie à la capacité de 60 000 barils par jour dans la partie occidentale du pays. L'Ouganda a jusqu'à présent découvert des ressources équivalentes à 6,5 milliards de barils d'or noir. Environ 1 à 1,4 milliard d'entre eux seraient récupérables. L'industrie pétrolière ougandaise entend réaliser des investissements de l'ordre de 10 à 20 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Le premier gisement de pétrole devrait être atteint en 2023. Reste à découvrir combien de temps encore le coronavirus ralentira la consommation mondiale de pétrole. [\[1\]](#)

Nombre d'habitants	44,3 millions
PIB par habitant	915 \$
Espérance de vie	63 ans
Alphabétisation	70,2 %
Inflation	4,18 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	159^e
Investissements directs étrangers	1,3 milliard de \$
Dernier changement de président	1986





Rwanda

Détente et fermeté

- Pas d'ouverture politique, mais un réchauffement diplomatique avec les voisins congolais, tanzanien, burundais et ougandais
- La crise sanitaire compromet l'objectif de générer 800 millions de dollars de revenus touristiques d'ici à 2024

Malgré une année 2020 marquée par la pandémie de Covid-19, le Rwanda affiche un bilan maîtrisé, avec, à la mi-novembre, moins de 5500 cas, 45 décès et des contaminations à la baisse. Le pays a imposé très tôt un confinement total et a pu compter sur l'innovation technologique, notamment le traçage des contaminations.

Avec une vie publique dominée par le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, 2020 n'aura pas connu de changements sur le plan politique. Du côté de l'opposition, le parti Développement et liberté pour tous (Dalga Umurinzi), lancé fin 2019 par l'opposante Victoire Ingabire, n'a pas reçu d'agrément, et la mort en prison, en février 2020, du chanteur Kizito Mihigo – lequel se serait suicidé, selon les autorités –, a ému au sein de la diaspora rwandaise et à l'étranger. La prochaine élection présidentielle aura lieu en 2024 et le chef de l'État n'a pas encore dit s'il allait briguer un nouveau mandat. Lors d'un sommet qui s'est tenu à Doha en décembre 2019, il a néanmoins affirmé qu'il était « très probable » qu'il ne se représente pas.

C'est donc sur la scène internationale que se sera joué l'essentiel de l'actualité rwandaise, sur fond de réchauffement diplomatique. Avec la France, déjà, dont la cour d'appel de Paris a confirmé le non-lieu dans l'épineux dossier sur l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, menant à l'abandon des poursuites contre neuf proches de Paul Kagame. Sur le plan régional ensuite, le Rwanda a poursuivi le rapprochement, entamé en 2019, avec la RD Congo. Entre Kigali et Kinshasa, les enjeux sont économiques, mais surtout sécuritaires : il s'agit de pacifier l'est de la RD Congo, où sévissent des groupes armés hostiles à Kagame. La RD Congo espère par ailleurs devenir le septième État membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Elle est soutenue dans cette démarche par le Rwanda, qui préside toujours l'organisation.

Si la situation avec le Burundi est tendue depuis plus de cinq ans, 2021 pourrait aussi être l'année du dégel des relations entre Kigali et Bujumbura.

Nombre d'habitants
12,6 millions

PIB par habitant
823 \$

Espérance de vie
68,7 ans

Alphabétisation
70,8 %

Inflation **6,9 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **157***

Investissements directs étrangers
420 millions de \$

Dernier changement de président **2000**

Croissance du PIB (%)



Évariste Ndayishimiye, élu en mai 2020, se montre encore prudent, mais des contacts entre les deux administrations existent, et Kigali se dit prêt à dialoguer.

Avec l'Ouganda, en revanche, les relations restent houleuses, sur fond d'accusations mutuelles de déstabilisation et d'espionnage. « Un problème persistant malgré tous les efforts consentis pour le résoudre », selon Paul Kagame, qui a signé en 2019 avec le président ougandais un accord engageant les parties prenantes à s'abstenir de toute action de nature à déstabiliser ou à subvertir le territoire de l'autre. Des questions qui seront au cœur des discussions entamées avec la médiation de l'Angola et de la RD Congo.

Des procès très attendus

Sur le plan juridique s'ouvriront des procès très attendus. Dont celui de Paul Rusesabagina, « héros » déchu du génocide des Tutsi au Rwanda. Arrêté en août 2020 pour plusieurs chefs d'accusation liés au terrorisme après des années d'exil en Belgique, il a confirmé avoir participé à la création du groupe armé des Forces de libération nationale (FNL). Son procès devrait se tenir en même temps que celui de Callixte Nsabimana, dit Sankara, ancien porte-parole du FNL, arrêté en avril 2019. Félicien Kabuga, financier présumé de ce même génocide, arrêté en France en mai 2020, devrait lui être transféré en Tanzanie, où se trouve le siège du Mécanisme de l'ONU sur le Rwanda. Son procès pourrait débuter en juillet 2021.

Si le bilan sanitaire de la pandémie de Covid-19 n'est pas aussi lourd qu'ailleurs, le bilan économique n'échappe pas à la tendance mondiale, avec des prévisions de croissance pour 2020 de 2 %, contre 9,5 % escomptés. Le tourisme de luxe et d'affaires est frappé de plein fouet, ce qui remet en question les prévisions de générer 800 millions de dollars de revenus d'ici à 2024.

Bousculée elle aussi, la compagnie nationale Rwandair, qui enregistre 50 millions de dollars de pertes annuelles depuis sa création, espère un nouvel essor avec l'entrée au capital à hauteur de 49 % de la compagnie du Golfe Qatar Airways, laquelle avait déjà pris 60 % du nouvel aéroport de Bugesera, à l'est de Kigali. Mais, Covid-19 oblige, une grande partie de la flotte de la compagnie est clouée au sol, avec le spectre d'importants licenciements parmi ses pilotes. [JF](#)

Somalie

Jusqu'ici, rien ne va bien

- Une élection présidentielle au suffrage indirect est prévue pour le 8 février
- Invasions de criquets, inondations, déplacements de population... Le pays fait face à une crise humanitaire aiguë

À la fin de l'année, si tout se passe comme prévu, la Somalie aura organisé un scrutin présidentiel et pris en main la sécurité de son propre territoire. Mais en 2020, Mogadiscio peinait à atteindre ses objectifs ambitieux. Les autorités ne sont pas parvenues à affaiblir suffisamment les rebelles islamistes Shebab. Elles n'ont pas pu non plus organiser d'élections législatives et présidentielles au suffrage universel comme c'était l'objectif du président Mohamed Abdullahi Mohamed « Farmaajo » dont le slogan était « un citoyen, une voix ».

La présidentielle, prévue pour le 8 février, doit finalement se dérouler selon un mode de suffrage indirect. Des délégués envoyés par les chefs de clan vont désigner les membres du Parlement, lesquels vont ensuite choisir le président. Le scrutin législatif devait se tenir tout au long du mois de décembre. Les négociations pour choisir le chef de l'État se déroulant à huis clos, il n'y a pas de favori évident. Plusieurs candidats vont se présenter face à Farmaajo, parmi lesquels l'homme d'affaires Abshir Aden Ferro, l'ancien Premier ministre Hassan Ali Khaire et l'ex-président Sharif Sheikh Ahmed.

Retrait des troupes américaines

Les tensions politiques ont été fortes en 2020. Le pouvoir central s'est heurté à certains représentants fédéraux sur des questions de répartition des ressources, et il n'y a pas eu de Premier ministre de juillet à septembre en raison de conflits sur la manière d'organiser les élections. L'une des tâches du futur gouvernement sera d'achever l'élaboration de la Constitution provisoire. Les institutions du pays sont faibles, quand elles existent. Il n'y a par exemple pas de Cour constitutionnelle pour statuer sur les litiges électoraux. Or, lors des derniers scrutins, des candidats ont signalé que des voix avaient été achetées.

Beaucoup craignent que les forces armées somaliennes ne soient pas en mesure d'assurer la sécurité de la population en 2021, notamment

face aux Shebab. Plutôt que de tenter d'arracher le contrôle du pays au gouvernement, les milices islamistes attaquent et bombardent des cibles militaires et civiles. L'organisation liée à Al-Qaïda, qui compte jusqu'à 10 000 soldats, a ainsi mis sous sa coupe environ un cinquième du territoire somalien. Des groupes plus petits, alliés aux rebelles de l'État islamique, sont également actifs dans le pays. Le 30 mai 2020, une commission a commencé à enquêter sur le meurtre, par des hommes qui porteraient des uniformes militaires somaliens, de sept travailleurs humanitaires et d'un commerçant dont les corps ont été retrouvés dans un village situé à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale, dans l'État d'Hirshabelle.

Cette insécurité inquiète les partenaires internationaux de la Somalie. Juste avant de passer la main à son remplaçant, Joe Biden, Donald Trump a ainsi ordonné le retrait de la « majorité » des troupes américaines, a fait savoir le Pentagone le 4 décembre. Les États-Unis, qui comptent environ 700 soldats dans le pays, affirment que leurs frappes aériennes ont tué plusieurs hauts responsables Shebab en 2020. Les 19 000 soldats de l'Amisom doivent quitter la Somalie d'ici 2021, mais il n'y a pas assez de troupes actuellement en formation pour remplacer celles qui vont partir. Sur le front civil, les diplomates regrettent pour leur part que le gouvernement ne mette pas en place d'administrations locales assez rapidement. Même si peu de voix s'élèvent pour recommander des pourparlers, force est de constater que des années d'approche militaire n'ont pas non plus permis de trouver une solution à cette crise.

Mogadiscio et la région séparatiste du Somaliland ont pris contact. Le président de ce dernier, Muse Bihi Abdi, et Farmaajo ont entamé des discussions en août sous l'égide de l'Éthiopie, de l'Union européenne et des États-Unis. En 2021, le pays devra aussi gérer des relations diplomatiques tendues avec son voisin kényan, allié stratégique dans la lutte contre les Shebab.

La santé de l'économie somalienne dépendra de l'évolution de la situation sur les fronts politique, sécuritaire et humanitaire. Les invasions de criquets et la sécheresse ont entraîné des pertes de récoltes dramatiques. Des inondations extrêmes ont forcé plus de 650 000 personnes à fuir leur foyer à travers le pays en 2020. Or la collecte du milliard de dollars nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires de quelque 5 millions de personnes – environ un tiers de la population – progresse lentement pendant la crise provoquée par le Covid-19, ont averti les Nations unies. [EN](#)

Nombre d'habitants
15,4 millions

PIB par habitant
NC

Espérance de vie
NC

Alphabétisation
NC

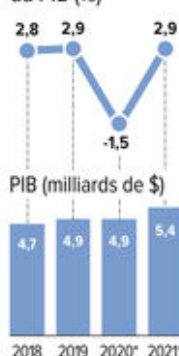
Inflation **NC**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
NC

Investissements directs étrangers
447 millions de \$

Dernier changement de président **2017**

Croissance du PIB (%)



Soudan Les généraux rompront-ils les rangs?

- Les militaires doivent rendre le pouvoir aux civils en juin, mais ils pourraient être tentés de le garder
- La pandémie de coronavirus, les inondations et les invasions de criquets plombent la production alimentaire

Le gouvernement de transition, dans lequel des généraux conservateurs et des civils réformateurs se partagent le pouvoir, atteindra un point critique en juin, quand le général Abdel Fattah al-Burhane devra remettre la présidence du Conseil de souveraineté à un civil. Ce dernier devra alors guider la transition dans sa phase la plus délicate, à savoir la rédaction d'une nouvelle Constitution, la réforme en profondeur du système judiciaire et des services de sécurité, ainsi que l'organisation d'élections multipartites – le tout avant la fin de l'année 2022. Au sein du gouvernement de transition se tient un conseil des ministres dirigé par Abdallah Hamdok. Il est principalement composé de technocrates. Un conseil législatif chargé de rédiger la nouvelle Constitution viendra compléter l'ensemble en ce début d'année.

S'ils parviennent à obtenir le soutien de puissances régionales telles que l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, les généraux dirigés par Burhane et Mohamed Hamdan Dagalo, alias Hemetti, pourraient revenir sur leur engagement de passer le relais. Hemetti commande les Forces de soutien rapide (RSF), un corps paramilitaire issu en partie des rangs des Janjawid. Son autorité sur ces milices qui combattaient au Darfour a permis à sa famille d'y développer ses intérêts dans l'exploitation de l'or.

Si le déclin de l'économie se poursuit – hausse des prix, baisse des revenus et de la croissance obligeant à réduire les prestations sociales –, les manifestations risquent de reprendre. Ce que pourraient exploiter les militaires et les groupes conservateurs proches du régime déchu d'Omar el-Béchir.

En plus de maintenir la transition sur les rails, le Premier ministre cherche à consolider les accords de paix avec de multiples groupes rebelles insurgés du Darfour, du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Trois séries d'accords ont été signées en

Nombre d'habitants	42,8 millions
PIB par habitant	735 \$
Espérance de vie	65,1 ans
Alphabétisation	53,5 %
Inflation	141,6 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	168*
Investissements directs étrangers	800 millions de \$
Dernier changement de président	2019



septembre et en octobre. Des négociations tortueuses sont encore en cours sur l'intégration de ces éléments insurgés dans les forces armées et sur la définition d'un rôle dans la transition pour leurs commandants. Ils réclament un tiers des sièges au conseil de souveraineté et au conseil législatif, ainsi qu'une nouvelle Constitution établissant une séparation claire entre l'État et la religion.

Mais le plus grand défi, pour l'équipe de Hamdok, est de gérer l'économie, frappée par des catastrophes naturelles et des crises sociopolitiques. Les retombées de la pandémie de coronavirus, les inondations généralisées et les essaims de criquets entravent grandement la production alimentaire et réduisent les revenus des mines ainsi que ceux liés aux exportations de pétrole.

Cela a affaibli la livre soudanaise par rapport au dollar américain, et l'inflation dépasse 100 %. La restructuration de la dette de 80 milliards de dollars est le plus urgent. Afin de lever le plus grand obstacle – l'inscription, par Washington, du Soudan sur la liste des États soutenant le terrorisme – dans les négociations avec la Banque mondiale et le FMI, Khartoum a dû trouver un accord avec les familles américaines touchées par des attaques dans lesquelles le régime de Béchir avait joué un rôle.

Prudence

Les États-Unis ont également exigé que le Soudan normalise ses relations avec Israël – ce qui est inacceptable pour les militants islamistes purs et durs ainsi que pour les radicaux de gauche et les démocrates. Enfin, Burhane et le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, ont signé un accord qui, selon Hamdok, devra encore être ratifié par le nouvel organe législatif. Ce compromis permettra au Soudan d'avancer quelque peu dans la restructuration de sa dette et d'accéder à certaines mesures du FMI. Le nouveau président américain, Joe Biden, soutiendra probablement plus fermement les démocrates et les réformateurs civils du Soudan.

Au niveau régional, Hamdok devra faire preuve de prudence. Les affrontements entre l'armée fédérale éthiopienne et le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) ont provoqué un afflux de réfugiés considérable. Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, qui a aidé Hamdok à négocier l'accord de transition avec les généraux soudanais, comptait sur l'appui du Soudan lorsqu'il a voulu fermer leur frontière commune pendant le conflit du Tigré. Il s'attendait donc également à recevoir le soutien du Soudan contre l'Égypte dans le dossier du barrage hydroélectrique sur le Nil. [12](#)



Soudan du Sud

Blocage à tous les étages

- Le pouvoir peine à trouver un terrain d'entente avec les groupes armés
- À la baisse des recettes pétrolières induite par la chute du prix du baril est venue s'ajouter la dépréciation de la monnaie nationale

Malgré la formation d'un gouvernement d'unité nationale en février 2020, le Soudan du Sud est loin d'être sur la voie de la paix et de la prospérité économique. L'absence de progrès dans la mise en œuvre de l'accord d'Addis-Abeba, signé en 2018 et qui a permis l'existence dudit gouvernement, signifie que cette année sera dominée par les mêmes débats sur une nouvelle Constitution, la fin du conflit, la justice de transition et bien sûr le sauvetage de l'économie, en chute libre car extrêmement dépendante du pétrole.

D'ici à 2023, le pays doit organiser ses premières élections depuis son indépendance, en 2011 – mais l'ONU a prévenu que ce délai risquait de ne pas être respecté. La méfiance est grande parmi les principales forces politiques du pays, représentées notamment par le président, Salva Kiir, et le vice-président, Riek Machar. Les vols de bétail et les attaques ethniques sont répandus, aggravant l'insécurité. Un rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies d'octobre 2020 indique que les forces gouvernementales continuent d'armer les milices. En raison des combats, l'ONU entend maintenir son embargo sur les armes jusqu'en mai 2021, au moins.

Plusieurs groupes armés n'ont pas signé l'accord de paix de 2018. Le gouvernement est en pourparlers avec le Front national du salut (NAS), de Thomas Cirillo Swaka, membre de l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud, pour trouver d'autres terrains d'entente. Les processus d'unification des forces belligérantes n'ont pratiquement pas progressé en 2020, ont signalé les Nations unies. La mission de maintien de la paix de l'ONU s'est également exprimée sur ses relations avec le pouvoir et, en particulier, sur les cas où les soldats de la paix n'ont pas pu se rendre là où ils devaient aller en raison du manque d'autorisations gouvernementales.

De nombreuses pierres d'achoppement subsistent sur le chemin de la paix. Djouba n'a pratiquement pas progressé dans la mise en place

d'une commission vérité et réconciliation et d'un tribunal hybride pour juger les crimes de guerre depuis la formation du gouvernement d'unité nationale. La corruption reste aussi un problème majeur, qui freine les donateurs internationaux.

Sur le plan diplomatique, le pays a eu l'occasion de rendre la pareille en aidant à réconcilier les forces opposées au Soudan. En octobre, Djouba a accueilli la signature d'un accord de paix entre l'équipe du Premier ministre, Abdalla Hamdok, et neuf mouvements rebelles. Pendant ce temps, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège restent des acteurs essentiels de la médiation sud-soudanaise.

Trop de dollars

En 2021, le pays vit toujours l'une des pires crises humanitaires du continent. À la fin de 2020, le conflit avait fait près de 400 000 victimes, déplacé 1,6 million de personnes à l'intérieur des frontières nationales et provoqué l'exil de 2,3 millions de Sud-Soudanais dans les États voisins – tout cela pour un pays dont la population est estimée à 11 millions d'habitants. De plus, 1,4 million d'habitants seraient en état d'insécurité alimentaire, due en partie aux attaques contre les agriculteurs et les éleveurs. Et 7,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. Une situation aggravée par les inondations du Nil blanc, qui ont entraîné l'exode de 800 000 autres personnes.

La crise du Covid-19 a mis à mal le moteur économique du pays, le pétrole. La production est en déclin en raison du conflit et du manque d'investissements. La production moyenne atteignait 350 000 barils par jour (b/j) avant l'indépendance, un chiffre tombé à 165 000 b/j en octobre 2020.

Le gouvernement a maintenant du mal à payer les salaires des fonctionnaires. La livre sud-soudanaise s'est dépréciée, et l'inflation est montée en flèche, ce qui a entraîné une plus grande utilisation du dollar dans les échanges. Or les flux de ce dernier sont plus difficiles à contrôler. L'État a voulu émettre une nouvelle monnaie locale à la fin de 2020, avant d'annuler ce projet. Pour endiguer la demande de dollars, le gouvernement a émis un ordre pour que toutes les transactions soient effectuées en monnaie locale en octobre dernier – mais des tentatives similaires ont déjà échoué. [\[1\]](#)

Nombre d'habitants
11,1 millions

PIB par habitant
303 \$

Espérance de vie
57,6 ans

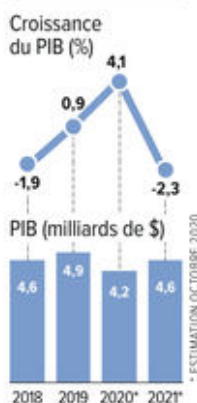
Alphabétisation
26,8 %

Inflation **27,08 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **186^e**

Investissements directs étrangers
18 millions de \$

Dernier changement de président **2011**





Tanzanie

Bienvenue au club des présidents autoritaires

- John Magufuli a été réélu pour un second mandat en octobre 2020
- Provoqué par la vague de Covid-19, le retour à l'or comme valeur refuge a profité à l'économie

Le président, John Magufuli, commence l'année débarrassé de ses rivaux. Lui et son parti, le Chama Cha Mapinduzi (CCM), ont pour ce faire exploité tous les leviers à leur disposition. Les leaders de l'opposition s'exilent pour éviter d'être arrêtés sur la base d'accusations parfois forgées de toutes pièces, après que les élections nationales d'octobre 2020 ont vu Magufuli réélu et le CCM rafler la quasi-totalité des sièges au Parlement.

Ses opposants, menés par Tundu Lissu, retourné en exil après la présidentielle, du Chama Cha Demokrasia na Maendeleo (Chadema), craignent que le chef de l'État n'utilise sa majorité parlementaire pour modifier la Constitution afin de pouvoir rester à la tête du pays au-delà de son deuxième mandat. Les partis d'opposition ne reconnaissent pas les scrutins de 2020, qui ont été, selon eux, entachés de manipulations, d'intimidations et d'irrégularités. Mais vu la faiblesse de leur représentation au sein du Parlement, ainsi que leur capacité limitée de mobilisation, il est peu probable qu'ils puissent obtenir des gains majeurs prochainement.

Magufuli rejoint le club des présidents « autoritaires du développement » : ceux qui promettent de favoriser la croissance s'ils sont autorisés à restreindre les libertés. Le FMI a apporté son soutien au pays afin que, le service de la dette allégé, il puisse donner la priorité aux dépenses de santé et aider la population à absorber l'impact économique de la pandémie.

Le fait que la première vague de cas de Covid-19 ait conduit les investisseurs internationaux vers des valeurs refuges comme l'or a permis d'augmenter les recettes publiques du secteur extractif. Magufuli se dit en croisade contre les compagnies qui se soustraient aux impôts, mais ses récentes batailles avec les sociétés minières se sont calmées. Selon l'institution de Bretton Woods, il reste encore beaucoup de travail à faire pour rendre l'administration fiscale plus efficace. À cet égard, le ministre des Finances, Philip

Nombre d'habitants
58 millions

PIB par habitant
1106 \$

Espérance de vie
65 ans

Alphabétisation
77,9 %

Inflation **3,56 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
159^e

Investissements directs étrangers
1,1 milliard de \$

Dernier changement de président **2015**

Croissance du PIB (%)



Mpango, est un allié clé du président. Pour lutter contre la contrebande et maximiser ses revenus, le pays continue de mettre en place des centres de négoce de l'or. Une plus grande diversification minière est également à l'ordre du jour, car les investisseurs s'intéressent aux autres minéraux potentiels du sous-sol tanzanien.

Sur le plan de la sécurité, les rebelles islamistes de la province mozambicaine de Cabo Delgado, riche en gaz, représentent également une menace. À la fin d'octobre 2020, ils ont lancé leur première attaque en Tanzanie, dans la région de Mtwara, qui abrite des réserves de gaz. Signe inquiétant pour Dodoma, la police a déclaré que certains attaquants étaient tanzaniens.

Magufuli, qui prône le mot d'ordre « la Tanzanie d'abord », se montre quelque peu discret sur la scène diplomatique régionale. Alors que la Communauté de l'Afrique de l'Est fait pression sur la Tanzanie pour développer l'intégration de la sous-région, l'administration du pays semble plus encline à soutenir des projets qui apporteront des avantages à ce dernier.

Un hub régional

Cette année commenceront les travaux sur l'oléoduc Ouganda-Tanzanie afin que le pétrole du lac Albert puisse être vendu sur le marché international. Dodoma vise également à faire du pays un hub régional et a signé un accord de financement de 1,5 milliard de dollars pour la construction d'une liaison ferroviaire à écartement standard reliant Dar es-Salaam à Makutupora. Elle devrait être connectée au Rwanda, au Burundi et à la RD Congo.

Parallèlement, l'équipe de Magufuli concentre son énergie sur la recherche d'un bon contrat dans le secteur du gaz, car ses mégaprojets dans ce domaine ne progressent pas, contrairement à ceux du Mozambique. Toutes les négociations en cours s'étaient interrompues au début de l'année 2020. Le gouvernement pourrait encourager les différents consortiums concernés à travailler ensemble ou à développer leurs propres projets, plus modestes. Il n'a pas encore révélé les résultats de son examen des contrats types de partage de production.

Dodoma poursuit ses projets de création de réseaux de gaz pour alimenter les entreprises à travers plusieurs régions. Ses priorités sont la consommation intérieure et l'augmentation des recettes publiques. Les analystes du secteur affirment qu'à ce rythme la production pourrait être retardée au-delà de 2030. Les sociétés souhaitent bénéficier des prix plus élevés et de la diversification que les exportations peuvent permettre. [B](#)

AFRIQUE AUSTRALE



258 **Afrique du Sud**
 259 **Angola**
 260 **Botswana**
 261 **Eswatini**
 262 **Lesotho**

263 **Malawi**
 264 **Mozambique**
 265 **Namibie**
 266 **Zambie**
 267 **Zimbabwe**

Afrique du Sud Timide reprise

- Le chef de l'État, Cyril Ramaphosa, doit composer avec ses adversaires au sein même de l'ANC
- L'incertitude liée au coronavirus a rendu l'or plus attractif

Le Congrès national africain (ANC, au pouvoir) est confronté à de graves difficultés. Les syndicats du secteur public réclament des augmentations de salaires, mais le ministre des Finances, Tito Mboweni, a répondu que l'État n'en avait pas les moyens, créant ainsi les conditions d'une potentielle grève prolongée. Une situation qui n'encouragerait guère les électeurs à voter pour l'ANC aux prochaines locales.

Une série de scandales liés à l'achat d'équipements de protection individuelle suscite également la colère des Sud-Africains. Des entrepreneurs disposant de contacts dans le milieu politique ont décroché des contrats importants auprès des gouvernements provinciaux et des municipalités sans disposer des compétences nécessaires. Conscient des dommages ainsi causés à la réputation déjà bien ternie de l'ANC, Cyril Ramaphosa a insisté pour que les coupables soient traqués, jugés et punis.

Les ennemis du chef de l'État au sein de l'ANC – dirigé par le secrétaire général Ace Magashule – avaient espéré renverser le président (avec le soutien de Jacob Zuma en coulisse) au cours du Conseil général national, mais celui-ci a été reporté. Ramaphosa a donc gagné du temps, mais il ne pourra désormais plus régler le conflit entre ces deux factions avant la prochaine conférence nationale, prévue en 2022. Entretemps, l'Autorité nationale des poursuites (NPA) pourrait attaquer Magashule, Zuma et d'autres ennemis du président au sein de l'ANC pour fraude et corruption.

Malgré les appels des partis à reporter les élections locales, la Commission électorale indépendante insiste pour que le vote ait lieu entre août et novembre. De toute façon, il se peut que les carences de chaque formation s'annulent et que le scrutin ne change pas grand-chose à la carte électorale, bien que de plus en plus de Sud-Africains refusent de voter. L'alliance politique entre le vice-président, David Mabuza, et Paul Mashatile, trésorier de l'ANC et ancien Premier ministre de la province du Gauteng, sera aussi à surveiller cette année.

Nombre d'habitants
58,6 millions

PIB par habitant
4736 \$

Espérance de vie
63,9 ans

Alphabétisation
94,4 %

Inflation **3,36 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **113***

Investissements directs étrangers
4,6 milliards de \$

Dernier changement de président **2018**

Croissance du PIB (%)



Au niveau économique, le sévère blocage des frontières qu'a imposé le président en réponse au Covid-19 a eu des conséquences dévastatrices. La dette publique représente environ 70 % du PIB et le Trésor estime que, sans réponse efficace, elle atteindra 140 % d'ici à 2028. Tito Mboweni a annoncé des mesures visant à réduire ce fardeau, notamment en diminuant les dépenses et en gelant les salaires dans le secteur public.

Banques résilientes

La décision du gouvernement d'injecter 10 milliards de rands (532 millions d'euros) de fonds publics supplémentaires dans la South African Airways (SAA) n'a guère rassuré. Certes, cet argent permettra à la compagnie – menacée de faillite et plombée par la pandémie – de se maintenir à flot sur le plan fiscal jusqu'au début de cette année, mais pas pour longtemps.

Pour sa part, la dette de la société sud-africaine de production et de distribution d'électricité Eskom, d'environ 483 milliards de rands, ne cesse d'augmenter, les ventes n'arrivant pas à suivre le rythme des paiements d'intérêts. Pour parvenir à réduire la dette publique, l'État veut diminuer le renflouement d'Eskom au cours des trois prochaines années, ce qui rendra encore plus incertain l'avenir de l'entreprise.

Après un premier semestre 2020 très difficile en raison des mesures de lutte contre la pandémie, l'économie a montré des signes de reprise, en particulier dans le commerce de gros. Et si les activités minières avaient été interrompues au plus fort de la crise, l'incertitude liée à la pandémie a contribué à faire monter le prix de l'or. La croissance n'aurait donc finalement chuté que d'environ 8 % sur l'ensemble de l'an dernier – après avoir reculé de 51 % entre avril et juin. Elle pourrait ensuite remonter à 3 % environ au cours de cette année.

Le secteur bancaire, lui, demeure résilient. Le gouvernement lui a fourni une aide pour traiter les prêts en souffrance. La Banque centrale affirme que les grands établissements disposent de réserves suffisantes pour faire face au contre-coup du coronavirus mais qu'il faudra déployer beaucoup d'efforts pour les reconstituer une fois la période terminée. En outre, les prêts non performants resteront un problème pendant un certain temps et nuiront à la rentabilité du secteur. [►](#)



Angola

Sur le fil du rasoir

- Trois ans après son élection, João Lourenço, « l'homme du changement », peine à convaincre
- Le moratoire accordé par les membres du G20 jusqu'en juin 2021 ne suffira pas à délester le pays du fardeau de sa dette

La pression qui pèse sur les épaules du président angolais, João Lourenço, ne va pas en diminuant. Alors qu'il ne lui reste plus que deux ans avant les prochaines élections générales, en 2022, le successeur de José Eduardo dos Santos, élu en 2017 sur la promesse d'être l'homme du changement, peine à convaincre. À sa décharge, il doit composer avec une situation extrêmement difficile, qui mêle crise économique et sanitaire, mécontentement social inédit et tensions politiques exacerbées au sein de son camp, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA).

Tous les indicateurs sont dans le rouge. En 2020, l'Angola, deuxième producteur de pétrole du continent derrière le Nigeria, a enregistré sa cinquième année consécutive de récession (-4 %). À la crise provoquée par la chute du prix de l'or noir depuis la mi-2014 s'est ajoutée la pandémie de Covid-19. Résultat, l'inflation s'envole (21 % en 2020), la monnaie nationale (le kwanza) dévisse, le chômage bondit (officiellement à 34 %) et l'endettement public se creuse (à 123 % du PIB à la fin de 2020).

En parallèle, la stratégie de rupture, incarnée par la croisade anticorruption, a fait long feu. Certes, elle a permis de réaliser des coups : le gel préventif des avoirs d'Isabel dos Santos, la fille de l'ancien président, à la fin de 2019 en Angola et au début de 2020 au Portugal ; la condamnation du fils de l'ex-chef de l'État, José Filomeno dos Santos, à cinq ans de prison pour fraude, blanchiment d'argent et trafic d'influence, en août (un recours a été déposé) ; la récupération d'actifs auprès d'anciens très proches de José Eduardo dos Santos, les généraux Dino (Leopoldino Frago do Nascimento) et Kopelipa (Manuel Hélder Vieira Dias), en octobre.

Mais ces victoires médiatiques ne cachent pas la faiblesse d'une lutte contre la corruption, qui apparaît de plus en plus sélective. Le maintien à son poste du directeur de cabinet du président, Edeltrudes Costa, soupçonné de conflit d'intérêts et d'enrichissement à travers l'obtention de contrats publics, a déclenché critiques de

Nombre d'habitants
31,8 millions

PIB par habitant
2021 \$

Espérance de vie
60,8 ans

Alphabétisation
66 %

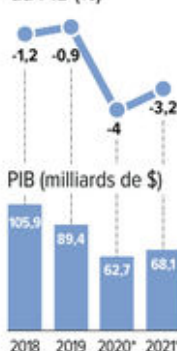
Inflation **21 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **149^e**

Investissements directs étrangers
4,1 milliards de \$

Dernier changement de président **2017**

Croissance du PIB (%)



l'opposition et manifestations de jeunes – réprimées par la police. Une affaire qui fait écho au cas Manuel Vicente, l'ancien vice-président de dos Santos resté proche de Lourenço et bénéficiant d'une immunité jusqu'en 2022.

La première des tâches de Lourenço pour cette année sera de regagner la confiance des Angolais, désenchantés après l'espoir suscité par son élection. Pour certains observateurs, l'enjeu est bien d'éviter une explosion sociale. Des signaux forts pourraient être envoyés. Sur le plan politique, il s'agirait, enfin, de fixer une date pour la tenue des premières élections municipales de l'histoire du pays, maintes fois reportée par dos Santos et promise par Lourenço. Sur le plan social, la présidence aurait intérêt à repenser sa réponse policière et judiciaire à la grogne tout en garantissant une réelle liberté de parole dans les médias.

Pur produit de l'ancien système

C'est toutefois sur le volet économique que la bataille sera la plus rude, en particulier sur la gestion de la dette. Si l'Angola va bénéficier du moratoire accordé par les pays occidentaux du G20 jusqu'en juin, le pays doit encore négocier avec la Chine, son principal créancier. Selon la ministre des Finances, Vera Daves, un allègement de 6 milliards de dollars sur les échéances dues jusqu'en 2023 est envisagé. Mais l'ardoise auprès de Pékin est estimée à 20 milliards...

Ce fardeau de l'endettement en plus de la crise économique et sanitaire compliquent l'avancée des réformes, pourtant nombreuses, lancées par Lourenço. La diversification de l'économie tant attendue devrait encore patiner alors que le gouvernement prévoit une croissance nulle pour cette année et lutte pour maintenir le niveau de la production pétrolière et les recettes qui y sont associées. Surtout, la série de privatisations annoncées, qui devrait permettre l'arrivée de nouveaux acteurs étrangers et l'émergence d'opérateurs nationaux solides, risque de tourner à la braderie.

Dans un tel contexte, « JLo » a besoin d'alliés. Or, malgré le soutien réaffirmé des bailleurs de fonds internationaux, le président semble bien seul. La multiplication des exonérations dans son administration montre qu'il y cherche encore des relais fiables. Les tensions accrues au sein du MPLA témoignent de la réticence à embarquer dans un mode de gouvernance plus transparent. Le dialogue constructif avec l'opposition reste impossible. Pour sortir de l'impasse, Lourenço, pur produit de l'ancien système, n'a pas d'autre choix que de trancher entre continuité ou rupture. **JA**

Botswana Vers un rebond en 2021?

- Mokgweetsi Masisi détient toujours la majorité au Parlement, tandis que d'ex-hauts fonctionnaires sont traduits en justice
- Grâce aux économies réalisées, un programme de relance est en cours, axé en particulier sur l'industrie et l'agriculture

Le Parti démocratique du Botswana (BDP), du président Mokgweetsi Masisi, a remporté les législatives d'octobre 2019, avec 38 sièges sur 57. Les députés du Collectif pour le changement démocratique (UDC), une alliance d'opposition soutenue par l'ancien président Ian Khama, ne sont donc pas en mesure de bloquer le programme du pouvoir.

Dans la perspective des élections de 2024, le Mouvement pour la démocratie du Botswana (BMD) est en pourparlers avec l'UDC en vue d'une éventuelle adhésion au collectif. Par ailleurs, les dirigeants de l'opposition réclament des réformes de la commission électorale afin de rendre le vote plus équitable.

La querelle entre Masisi et l'ex-président Seretse Ian Khama, ancien membre du BDP, est allée loin. La Direction de la corruption et des crimes économiques a accusé Khama ainsi que d'anciens hauts fonctionnaires d'avoir transféré des fonds publics sur des comptes personnels situés à l'étranger. L'ancien officier supérieur de renseignement Welheminah Mphoeng Maswabi et la femme d'affaires sud-africaine Bridgette Motsepe ont même été traduits en justice, accusés d'avoir tenté de voler 10,1 milliards de dollars à la Banque centrale – selon des preuves fabriquées de toutes pièces, estime Khama. Les deux personnes mises en cause affirment vouloir poursuivre le gouvernement pour diffamation. L'affaire devrait avancer cette année, une fois l'enquête terminée.

Au niveau économique, le gouvernement met l'accent sur l'emploi, les infrastructures et la diversification. Son objectif, ambitieux, est de faire du Botswana un pays à revenu élevé d'ici 2036, mais, pour l'instant, la croissance est fortement tributaire des secteurs minier et touristique.

L'économie a subi un choc majeur en 2020, mais devrait rebondir cette année. Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie s'est contracté de 27,4 %, et celui des mines de 24,5 %, d'après les données officielles. Un programme de relance, axé sur l'industrie et l'agriculture en particulier,

Nombre d'habitants
2,3 millions

PIB par habitant
6558 \$

Espérance de vie
69,3 ans

Alphabétisation
87,7 %

Inflation **1,62 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **94***

Investissements directs étrangers
261 millions de \$

Dernier changement de président **2018**

Croissance du PIB (%)



est en cours, financé grâce aux économies réalisées et à un faible niveau d'endettement. Les salaires de certains fonctionnaires ont augmenté et la masse salariale devrait peser davantage.

Le pays investit également dans des zones économiques spéciales. Les travaux préliminaires de la zone spéciale de l'aéroport international de Gaborone devraient être achevés d'ici le milieu de l'année. Pandamatenga (Nord) abrite pour sa part une zone de transformation agroalimentaire. Les infrastructures de stockage de céréales, d'une capacité de 60 000 tonnes, devraient être prêtes cette année.

Côté mines, la crise du Covid-19 a entraîné une baisse de 43 % des ventes de diamants au cours des neuf premiers mois de 2020. Or, l'exploitation minière représente généralement 80 % des devises étrangères du Botswana et 20 % de son PIB.

Un secteur aérien sinistré

Les autres ressources naturelles se portent mieux. L'usine de cuivre et d'argent de Cupric Canyon Capital, à Khoemacau, devrait commencer à fonctionner au début de cette année. Quant au projet d'expansion de la mine de charbon de Morupule, il devrait prendre forme au second semestre.

Le Botswana prévoit d'utiliser son charbon pour augmenter sa production d'électricité : il en importe une grande partie de Namibie et d'Afrique du Sud, ce qui est coûteux et conduit à une augmentation des tarifs. En 2020, les autorités ont approuvé les projets de centrale à charbon de l'ENRC (d'une capacité de production 600 MW) et de Sese Power (225 MW). Celle de Morupule B (600 MW) n'a pour sa part jamais fonctionné à pleine capacité. Elle est en cours de réparation par l'entreprise chinoise qui l'a construite, et ne devrait pas fonctionner à 100 % avant 2023.

Le pays a également lancé des appels d'offres pour la construction de deux parcs solaires de 50 MW et en prévoit un autre portant, lui, sur un parc de 200 MW cette année.

Espérant stimuler le tourisme – soutenu par des subventions salariales –, l'État a rouvert le trafic aérien en novembre 2020. Plus de 90 % des entreprises du secteur ont fermé en 2020, la reprise devrait donc être longue et difficile. Afin d'améliorer les liaisons régionales, des projets de lignes ferroviaires entre Mosetse et Kazungula d'une part et entre Mmamabula et Lephalele d'autre part sont à l'étude. Elles seront respectivement reliées aux réseaux ferroviaires de la Zambie et de l'Afrique du Sud. [\[1\]](#)



Eswatini

Trône de fer

- Les partis sont toujours officiellement interdits et toute contestation est impossible
- L'économie reste extrêmement dépendante du voisin sud-africain

La crise du Covid-19 nuit à l'économie, déjà faible, du pays, mais pas au point que le roi Mswati III, qui régent l'Eswatini d'une main de fer, commence à accepter les réformes pour lesquelles les militants prodémocratie se battent depuis longtemps. La Constitution lui permettant de nommer le Premier ministre et d'autres fonctionnaires, il a placé de nombreux membres de sa famille à des postes élevés. Et si ses dépenses ainsi que celles de son clan avaient suscité quelques rares protestations en 2019, il n'y en a pas eu depuis.

Ambrose Dlamini, membre de la famille royale, est le chef du gouvernement depuis octobre 2018. Ancien directeur général de MTN Eswatini, il a été chargé de mener de grands programmes gouvernementaux et a contribué à améliorer le climat des affaires tout en soutenant le secteur privé. Un effort qui n'a pas encore été récompensé par des investissements majeurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers.

En attendant, le chômage est très important, le pays a l'un des taux de prévalence du VIH le plus élevé au monde, et le FMI estime que deux cinquièmes de la population vit dans une pauvreté extrême.

Le gouvernement continue d'utiliser des tactiques d'intimidation, arrestations comprises, pour affaiblir la société civile et l'opposition, notamment le Mouvement démocratique uni du peuple, dirigé par Wandile Dlodlu. Les partis restent officiellement interdits. Un groupe de forces d'opposition a formé en 2019 un mouvement appelé l'Assemblée des partis politiques, mais il n'a pas bouleversé le paysage. Le gouvernement a rejeté les appels du PPA en faveur d'un dialogue sur l'avenir du pays.

Par ailleurs, si ce pays enclavé n'a pas déploré beaucoup de cas de Covid-19 (5746 seulement avaient été signalés à la mi-octobre 2020), son économie s'est contractée sous l'effet du ralentissement et du verrouillage de celle de l'Afrique du Sud. Au milieu de l'année, des pénuries de ciment importé ont par exemple entraîné des

Nombre d'habitants
1,1 million

PIB par habitant
3415 \$

Espérance de vie
59,4 ans

Alphabétisation
83,1 %

Inflation **4,12 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
138*

Investissements directs étrangers
130 millions de \$

Dernier changement de président **1986**

Croissance du PIB (%)



retards dans les projets de construction. Des dépenses publiques élevées et de faibles recettes ralentissent en outre la croissance. Le gouvernement s'efforce désormais de faciliter les affaires, avec des plans de réduction de l'impôt sur les sociétés et un « plan Marshall » de 1,3 milliard de dollars visant des secteurs clés comme le textile et l'agriculture. La privatisation de certaines entreprises publiques est également prévue au cours des prochaines années. Mais ce plan, qui dépend fortement des investissements privés, ne semble pas susciter beaucoup d'intérêt de la part des chefs d'entreprise.

Pic de la dette

Le FMI est venu en aide au pays avec un programme de 110,4 millions de dollars qui repose sur des réformes en profondeur. Le ministre des Finances, Neal Rijkenburg, est chargé de réduire le budget national, et son objectif d'un déficit de 6,5 % du PIB a peu de chances d'être approuvé. Le FMI prévoit que la dette du pays devrait atteindre un pic de 54 % du PIB en 2024.

Parmi les réformes figurent le renforcement du secteur bancaire et la lutte contre les niveaux élevés de prêts non productifs (PNP). Le pouvoir accumulant des arriérés intérieurs, ces PNP représentaient 9 % du total des prêts en 2019. L'institution souhaite également voir des changements dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications. L'État veut en finir avec sa dépendance aux importations d'électricité en provenance de l'entreprise sud-africaine Eskom et du Mozambique voisin. Le pays, qui dispose d'une capacité de production nationale de 60 MW seulement, prévoit ainsi de produire au moins 40 MW d'énergie solaire et 40 MW tirés de la biomasse l'année prochaine, si le climat d'investissement le permet. Pour ce qui est du tourisme, sa renaissance dépendra bien entendu de la maîtrise du coronavirus.

L'Eswatini est le seul allié diplomatique national que garde Taïwan sur le continent, et ses représentants font pression pour que le gouvernement de Taipei obtienne un siège aux Nations unies ainsi que dans les organes subsidiaires, comme l'Organisation mondiale de la santé. Pékin entend toujours de son côté pousser Mbabane à changer de camp afin d'isoler davantage la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen. [UA](#)



Lesotho

Introuvable consensus

- Le nouveau Premier ministre, Moeketsi Majoro, doit faire face à de multiples crises
- L'économie est mise à rude épreuve par la crise du Covid-19

Le nouveau Premier ministre, Moeketsi Majoro, membre de la Convention de tous les Basotho (ABC), doit en finir avec l'instabilité pour préparer les élections nationales prévues en juin 2022. Son prédécesseur, Tom Thabane, s'est retiré en mai 2020 après sa mise en cause dans l'assassinat de son ancienne épouse. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) insiste sur la nécessité d'améliorer la gouvernance, de réformer le secteur de la sécurité et de ramener la stabilité politique dans le pays, mais aucun progrès n'a été constaté dans ces domaines. De nombreux partis s'accordent à dire que la Constitution devrait être réformée afin de mettre en place plus de contrôles et de favoriser les équilibres, mais aucun consensus ne semble se dégager sur la façon de mener à bien ces changements.

Ancien fonctionnaire du FMI et ex-ministre des Finances, Majoro va voir ses compétences politiques mises à l'épreuve par le climat tendu qui règne dans le pays. Ainsi qu'au sein de son gouvernement de coalition : les deux principaux partenaires de cette union, l'ABC et le Congrès démocratique (DC), du vice-Premier ministre Mathibeli Mokhothu, n'ont en effet pas accueilli de la même manière la décision de la justice de poursuivre pour trahison l'ancien vice-Premier ministre, Mothetjoa Metsing, et l'actuel ministre de la Planification du Développement, Selibe Mochoboroane, leader du Mouvement pour le changement économique. Et puis, dans l'histoire du pays, les alliances de ce type ne tiennent jamais longtemps. La marge de manœuvre de Majoro est également limitée par des luttes intestines au cœur de l'ABC : Thabane n'a pas encore été arrêté, et ses partisans refusent qu'il soit poursuivi.

Au fil des ans, un certain nombre de personnalités politiques de premier plan ont été assassinées. D'autres, craignant pour leur sécurité, prennent régulièrement la route de l'exil. Les procès déjà mentionnés ainsi que celui de l'ancien commandant des forces de défense du Lesotho, Tlali Kamoli, accusé de tentative de meurtre, pourraient exacerber les tensions.

Quant au Covid-19, davantage que le nombre de cas locaux, c'est son impact sur

Nombre d'habitants	2,1 millions
PIB par habitant	924 \$
Espérance de vie	54,6 ans
Alphabétisation	76,6 %
Inflation	4,26 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	164*
Investissements directs étrangers	118 millions de \$
Dernier changement de président	2017



l'activité mondiale qui affecte le Lesotho. Le FMI a accordé à Maseru un prêt de 49,1 millions de dollars en juillet pour l'aider à mettre en place une réponse économique et sanitaire à la crise, qui est survenue alors que le pays était déjà en mauvaise posture. Comme d'autres petits États de la région, le Lesotho dépend des recettes de l'Union douanière de l'Afrique australe, qui sont imprévisibles mais aussi globalement en baisse. L'institution de Bretton Woods souhaite que les autorités fassent plus d'efforts pour élargir l'assiette fiscale.

Chute des transferts d'argent

Plusieurs secteurs de l'économie sont peu performants. La majorité de la population vit d'une agriculture de subsistance, et il n'y a pas eu d'investissements majeurs dans ce domaine. Le secteur textile, qui dépend des importations de Chine, a lui été touché par les perturbations commerciales dues au coronavirus. Pour leur part, les transferts de fonds ont été affectés par les fermetures d'usines en Afrique du Sud en 2020 et par le retour de dizaines de milliers d'émigrés. Or cet argent représente environ 20 % du PIB national.

L'incertitude risque de persister dans le secteur des télécommunications. L'opérateur de téléphonie mobile Vodacom et l'Autorité des communications du Lesotho (LCA) sont à court de licences. Le régulateur a menacé de retirer sa licence à l'entreprise en octobre et lui a imposé une amende de plus de 8 millions de dollars en raison de son prétendu non-respect de la réglementation. L'entreprise zimbabwéenne Econet a également été condamnée à une amende pour un retard dans sa demande de renouvellement de licence.

Côté électricité, Pékin finance le projet d'énergie solaire Mafeteng, d'une capacité de 70 MW, qui doublera presque la capacité de production du pays. La construction devrait commencer au début de l'année, si tout se passe comme prévu. Quant à l'expansion du projet d'approvisionnement en eau des Highlands du Lesotho, qui fournit l'Afrique du Sud, elle devrait être retardée en raison de la pandémie.

Le coronavirus a aussi perturbé les opérations dans les mines de diamants. Le gisement de Letšeng, qu'exploite Gem Diamonds, a été fermé pendant trente jours. L'entreprise australienne Lucapa Diamond a fermé son site de Mothae en mars, avant d'annoncer sa réouverture en octobre. En raison de la baisse de la demande, les analystes affirment qu'il est peu probable que la production nationale retrouve rapidement les niveaux précédents. [JA](#)



Un pouvoir bicéphale

- Le nouveau président, Lazurus Chakwera, doit composer avec son allié, Saulos Chilima, l'ancien vice-président de Mutharika
- Préconisée par le FMI, la réforme de la fonction publique, dont l'élimination des « travailleurs fantômes », est sur les rails

Malgré une victoire éclatante en juin 2020, en pleine crise du coronavirus, le président Lazurus Chakwera aura du mal à tenir ses nombreuses promesses électorales dans le contexte actuel. Il doit d'abord mener la lutte contre la corruption, que plusieurs gouvernements successifs ont eu du mal à contenir. L'administration travaille également sur des réformes constitutionnelles qui devraient permettre de rééquilibrer les pouvoirs au sommet de l'État. Le ralentissement économique rendra toutefois plus difficile la création de 1 million d'emplois en un an et la réduction drastique du prix des engrais afin d'augmenter la production agricole.

L'élection de Chakwera a eu lieu après que la Cour suprême a pris la décision historique de rejeter les résultats du scrutin de 2019, dont le président sortant, Peter Mutharika, était sorti vainqueur. Chakwera et le Parti du congrès du Malawi (MCP) l'ont emporté lors du nouveau vote grâce à la formation de l'Alliance Tonse, avec Saulos Chilima, l'ancien vice-président de Mutharika, qui avait pour sa part remporté 20,2 % des voix dans la course initiale.

La relation entre Chilima et Chakwera est très importante pour la stabilité du gouvernement. En plus d'être vice-président, Chilima est un « super-ministre » chargé de la Planification et du Développement économiques ainsi que des Réformes du secteur public.

Désormais dans l'opposition, le Parti populaire démocratique (DPP) et Mutharika luttent pour se faire entendre. Ils ont remporté le plus grand nombre de sièges aux législatives de 2019, mais le MCP peut faire passer des lois avec le soutien de petits partis et d'indépendants.

En 2020, le FMI a contribué à relancer l'économie du Malawi en lui accordant des prêts bonifiés d'une valeur totale de 193 millions de dollars. Le gouvernement n'a pas les ressources financières suffisantes pour sortir de la crise, car la dette publique devrait atteindre 78 % du PIB en 2021.

Chakwera promet que les réformes en cours dans la fonction publique vont améliorer la

Nombre d'habitants
18,6 millions

PIB par habitant
399 \$

Espérance de vie
63,7 ans

Alphabétisation
62,1 %

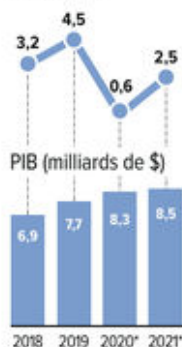
Inflation **9,31 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **172***

Investissements directs étrangers
98 millions de \$

Dernier changement de président **2020**

Croissance du PIB (%)



qualité des services fournis. À la fin de 2020, il a déclaré qu'il renverrait les employés des ministères et des administrations dont les performances étaient médiocres. La réduction de la masse salariale du secteur public est une mesure que le FMI recommande après une forte augmentation des salaires en 2020. Le gouvernement doit achever cette année un programme visant à éliminer les « travailleurs fantômes ».

Par ailleurs, l'économie est très dépendante de l'agriculture et en particulier des cultures de rente, comme le tabac. Le gouvernement s'efforce d'aplanir les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme de fourniture d'intrants abordables, qui vise à aider les petits exploitants produisant du maïs, un aliment de base essentiel pour la population. La production est en hausse depuis 2018, et le gouvernement prévoit de lever l'interdiction d'exporter cette céréale.

Marijuana et chanvre à la rescousse

De manière générale, les cultures ont souffert du mauvais temps, et les récoltes ont baissé. Le gouvernement a indiqué que celles de 2020 étaient inférieures de 31,3 % à celles des années précédentes. Afin de diversifier le secteur et d'augmenter ses revenus, l'État fait la promotion de la marijuana et du chanvre à usage médical.

Autre problème, récurrent celui-là, la production d'énergie. Le Malawi a une capacité de 363 MW qui repose en grande partie sur l'hydroélectricité, et qui diminue donc pendant les sécheresses. Il dispose aussi d'une centrale solaire de 23 MW. Une autre, de 37 MW, est en cours de développement à Nkhotakota. Et une interconnexion avec le Mozambique devrait être achevée d'ici à 2022 pour permettre l'importation d'électricité. En outre, Lilongwe cherche des bailleurs de fonds pour le projet de barrage de 350 MW de Mpatamanga.

L'exploitation minière ne représente actuellement qu'une très faible part du PIB du Malawi, mais certains projets ayant du potentiel vont de l'avant. L'étude de faisabilité de la mine de terres rares de Songwe Hill, gérée par Mkango Resources, devrait être achevée cette année. Ce qui signifie que la production ne démarrera pas avant quelques années, le temps pour l'entreprise canadienne de parvenir à réunir les fonds nécessaires à ce développement. La société effectue également des travaux d'exploration de rutile sur son site de Mchinji.

Pendant ce temps, sa compatriote Lotus Resources étudie la possibilité de relancer la production de la mine d'uranium de Kayeleker. [DA](#)



Mozambique

En difficulté sur tous les fronts

- Le pays doit faire face aux violences répétées des jihadistes affiliés au groupe État islamique dans le nord de son territoire
- Son économie est grevée par des emprunts frauduleusement contractés par l'administration précédente

L'avenir du pays pourrait être radieux: en dépit de la chute des cours du brut et de la crise sanitaire mondiale, Total a bouclé le 17 juillet 2020 un financement de 15 milliards de dollars pour son projet d'extraction et de liquéfaction de gaz situé dans le nord du Mozambique, d'un montant de 20 milliards de dollars. Soit le plus grand investissement étranger direct jamais réalisé sur le continent. La production pourrait commencer dès 2024. De son côté, ExxonMobil pourrait décider d'investir cette année dans la même région dans un projet gazier encore plus important, de 30 milliards de dollars.

Mais le pays est marqué par une pauvreté extrême dans de nombreuses zones et par les violences des insurgés islamistes dans la riche province de Cabo Delgado, la plus septentrionale. En novembre 2020, 50 personnes ont été décapitées, des femmes et des enfants ont été enlevés. Depuis le début des attaques, en octobre 2017, plus de 250 000 personnes ont été déplacées, dont près de la moitié sont des enfants. En août, la stratégie ville portuaire de Mocimboa da Praia a été prise par des jihadistes affiliés au groupe État islamique (EI). L'armée a réagi avec force, commettant elle-même des violations des droits de l'homme.

Cette situation crée une spirale de violence similaire à celle observée dans le Sahel, les représailles militaires conduisant à de nouveaux recrutements et à un regain d'attaques. Et le manque d'équipement des forces de sécurité est préoccupant. Un nouveau programme de financement de la sécurité, soutenu par les compagnies pétrolières, pourrait aider... ou cristalliser le conflit autour de la question de la nationalisation des ressources, les milices affirmant que le gouvernement central ne redistribue pas les richesses aux populations.

Pour Maputo, la sécurité vient en premier, le développement en second. Le président, Filipe Nyusi, dont le mandat prendra fin en 2024, est un ancien ministre de la Défense, plus poigne de fer que gant de velours. Il est donc à craindre que tout problème lié à l'application de l'accord

de paix signé en août 2019 avec la formation Renamo (également originaire du nord) ne trouve une réponse sécuritaire. Si le parti d'opposition historique d'Ossufo Momade n'a pas accepté les résultats des élections de 2019, il n'a par la suite pas été capable d'articuler une stratégie efficace.

Le mal est fait

Le Premier ministre, Carlos Agostinho do Rosário, qui s'occupe de la plupart des affaires courantes d'une main ferme, a été maintenu en fonction après le remaniement gouvernemental de janvier 2020. Parmi les piliers de l'équipe Nyusi figure aussi le ministre de l'Énergie, Ernesto Tonela, chargé de superviser les projets gaziers.

Des projets qui n'empêchent pas l'économie de bégayer. Le tourisme a été durement touché par le Covid-19, avec une baisse des revenus de 95 % en 2020, selon la ministre du Tourisme, Eldevina Materula. L'agriculture est affectée par l'insurrection dans le Nord, de nombreuses personnes abandonnant leurs champs, et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture redoute une famine pour cette année.

Handicapé par un service de la dette paralysant en raison des emprunts frauduleux contractés par le précédent gouvernement d'Armando Guebuza, l'État peine à venir en aide aux populations. Alors que le bureau de la procureure générale a finalement annoncé l'inculpation de l'ancien ministre des Finances Manuel Chang, le mal est fait: les bailleurs de fonds ont suspendu leurs aides au pays. Le niveau de la dette devrait se maintenir à plus de 100 % du PIB au cours des prochaines années.

L'exploitation minière reste un secteur économique important. La société Kenmare, qui a commencé à traiter le titane de la mine de Moma, devrait pouvoir fournir 10 % de la matière première mondiale. Un rebond des cours du charbon à coke a permis à Vale de redémarrer l'activité de sa mine de charbon Moatize, qui avait été fermée en raison des perturbations liées au Covid-19.

Alors que le Mozambique subit toujours les contrecoups économiques des cyclones Idai et Kenneth de 2019, le FMI a approuvé en mai 2020 un prêt d'urgence de 309 millions de dollars pour l'aider à faire face aux effets de la pandémie, affirmant qu'il constate des progrès en matière de responsabilité et de transparence. [\[1\]](#)

Nombre d'habitants
30,4 millions

PIB par habitant
455 \$

Espérance de vie
60,2 ans

Alphabétisation
56 %

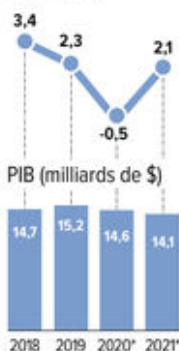
Inflation **3,63 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **180***

Investissements directs étrangers
2,2 milliards de \$

Dernier changement de président **2015**

Croissance du PIB (%)





Namibie

Geingob sur le déclin

- La Swapo, au pouvoir depuis l'indépendance, perd en influence, tandis que l'opposition se renouvelle
- Pour enrayer la contraction de l'économie, le FMI appelle à des réformes structurelles majeures

À l'approche des élections présidentielle et législatives de 2024, les principales préoccupations du chef de l'État, Hage Geingob, sont d'enrayer le déclin de la popularité de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo, au pouvoir) et de redresser l'économie, dépendante du secteur des mines.

Geingob a obtenu 56 % des voix lors du scrutin de 2019, le score le plus faible jamais enregistré par un candidat de la Swapo. Lors des régionales et des locales du 25 novembre 2020, le parti au pouvoir a réfuté les critiques selon lesquelles il aurait tardé mener la réforme agraire et à lutter contre la précarité en construisant des logements sociaux. Geingob a demandé un amendement constitutionnel devant permettre au gouvernement d'exproprier plus facilement les Blancs de leurs fermes afin de donner leurs terres à des fermiers noirs, mais il n'a pas encore obtenu gain de cause. Durant l'année écoulée, les protestations contre les violences sexistes se sont également intensifiées.

À la Swapo, on prépare la transition. Sa vice-présidente, Netumbo Nandi-Ndaitwah, se positionne pour remplacer le chef de l'État à la tête du parti, puis comme candidate à la présidence.

Le plus grand bouleversement récent dans l'opposition est la montée des Patriotes indépendants pour le changement. Leur leader, Panduleni Itula, alors dissident de la Swapo, avait remporté 29,4 % des voix à la présidentielle de 2019. Auparavant, au sein de l'opposition, c'était le Mouvement démocratique populaire, dirigé par McHenry Venaani, qui recevait le plus grand soutien des électeurs. Itula fait campagne en promettant d'améliorer l'économie et de lutter contre la corruption. Fin 2019, WikiLeaks avait révélé, avec les dossiers Fishrot, des transactions opaques entre la société islandaise Samherji et des fonctionnaires namibiens. Et plusieurs anciens ministres font l'objet de poursuites judiciaires.

L'économie s'est contractée ces deux dernières années. Le FMI affirme que des réformes structurelles majeures sont nécessaires pour

Nombre d'habitants

2,5 millions

PIB par habitant

4 052 \$

Espérance de vie

63,4 ans

Alphabétisation

88,3 %

Inflation **2,33 %**

Indice de développement

humain (sur 189 pays) **130***

Investissements directs étrangers

-17 millions de \$

Dernier changement de président

2015

Croissance du PIB (%)



stimuler la croissance, telles l'amélioration du climat des affaires, l'assainissement de la gestion des entreprises publiques, la réduction du coût de l'électricité et la diminution de la masse salariale que représente la fonction publique. La dette est également en hausse, notamment en raison des mesures prises pour répondre à la crise du Covid-19. Elle devrait avoir atteint 68 % du PIB en 2020.

La pandémie a affecté de nombreuses exportations. Celle de bovins a chuté d'environ 50 % au cours des trois premiers trimestres de 2020 par rapport à la même période l'année précédente, et le secteur est aux prises avec une épidémie de fièvre aphteuse. L'extraction de diamants par Namdeb, une entreprise détenue à 50-50 par le gouvernement et De Beers, a également été touchée. La société a bénéficié d'un allègement fiscal en 2020 pour faire face au ralentissement économique et prévoit d'arrêter l'exploitation minière dans les prochaines années.

Pétrole off-shore

De leur côté, les banques namibiennes sont bien capitalisées mais font face à un environnement plus difficile. Les prêts non performants sont passés de 1,5 % en 2016 à 5,2 % en 2020, selon l'agence de notation Fitch.

Connue pour son uranium et ses diamants, la Namibie se diversifie désormais. Gratomic prévoit de lancer très prochainement des opérations commerciales dans sa mine de graphite d'Aukam. Et, lorsque celle-ci aura atteint sa vitesse de croisière, elle pourrait produire 20 000 tonnes par an du matériau utilisé dans les batteries et les panneaux solaires.

La Namibie produit déjà du cuivre, et la société canadienne Deep-South Resources poursuit ses travaux d'exploration sur le site de Haib. Son compatriote Trigon Metals est pour sa part optimiste au sujet des ressources, fortement estimées à la hausse, de son projet d'extraction de cuivre à Kombat. La contribution du secteur de l'uranium au PIB s'est en revanche réduite depuis que les cours ont baissé après la catastrophe de Fukushima, en 2011. Mais la Chine devrait contribuer à stimuler la demande à plus long terme avec ses projets de construction de centrales nucléaires.

Enfin, les eaux de la Namibie seraient riches en pétrole et en gaz. Le champ Venus, de Total, qui pourrait représenter jusqu'à 2 milliards de barils de brut, intéresse les acteurs du secteur, mais l'exploration des zones où la présence d'or noir n'a pas été démontrée pourrait être réduite dans le contexte actuel de baisse des cours. [\[A\]](#)



Edgar Lungu persiste et signe

- Malgré l'opposition de la société civile, le chef de l'État entend bien se représenter en août
- L'économie, plombée par les dépenses publiques et le service de la dette, marque le pas

L'élection présidentielle prévue le 21 août devrait voir s'affronter le chef de l'État, Edgar Lungu, du Front patriotique (PF), et son rival, le leader du Parti uni pour le développement national (UPND), Hakainde Hichilema. Mais auparavant, Lungu a dû s'assurer que son nom pouvait figurer sur des bulletins de vote. L'Association juridique de Zambie et d'autres organisations de la société civile affirmaient en effet qu'il ne pouvait concourir, car il briguerait alors un troisième mandat, contraire à la Constitution. Mais le président et ses partisans soutenaient que le premier mandat, effectué en 2015, n'en était pas un puisque Lungu avait simplement accompli les dix-huit mois qu'aurait dû assurer son prédécesseur, Michael Sata, mort trois ans après son élection.

L'économie, grevée par des emprunts et des dépenses publiques considérables, n'a pu améliorer ses performances. Le FMI s'est demandé si la Zambie était tout à fait transparente sur le niveau de sa dette – désormais estimée à 12 milliards de dollars – et semble peu susceptible de venir en aide à Lusaka. L'institution aurait voulu que le pays mène des réformes de grande envergure, ce que l'équipe de Lungu n'a pas accepté.

Le budget 2021 n'alloue que 18 % aux projets de développement, tandis que 41 % sont consacrés au service de la dette. Standard & Poor's a déclaré la Zambie en défaut de paiement en octobre, lorsque le pays a manqué à son obligation de payer les intérêts de sa dette. Lusaka veut reporter en avril le paiement de ses eurobonds, d'une valeur globale de 3 milliards de dollars. Le déclin du kwacha, dont la valeur a chuté d'environ un tiers en 2020, rend encore plus difficile le remboursement de sa dette, libellée en devises étrangères.

Au niveau des infrastructures, le projet phare Link Zambia 8000, un plan ambitieux qui visait à paver 8 201 km de routes pour un coût estimé à 5,6 milliards de dollars, a dépassé son objectif et atteint plus de 9 000 km asphaltés. L'Institut d'ingénierie de la Zambie exprime toutefois des doutes à l'égard du coût élevé des travaux

Nombre d'habitants
17,9 millions

PIB par habitant
1001 \$

Espérance de vie
63,5 ans

Alphabétisation
83 %

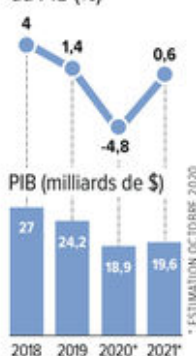
Inflation **14,45 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
143^e

Investissements directs étrangers
753 millions de \$

Dernier changement de président **2015**

Croissance du PIB (%)



effectués et de leur qualité. La capacité de l'État à entretenir le réseau pose aussi question, et les appels à un audit des travaux routiers se multiplient en raison de l'opacité des financements.

L'achèvement imminent du pont de Kazungula entre la Zambie et le Botswana, d'un coût de 298 millions de dollars, constituera une étape clé pour le développement du pays. Après de nombreuses interruptions dues au fait que l'État n'avait pas payé l'entrepreneur, les deux premières phases sont terminées. La dernière étape, l'édification d'un poste-frontière à arrêt unique de 13,1 millions de dollars, sera achevée cette année.

Baisse des cours du cuivre

Les infrastructures de transport aérien constituent un autre domaine d'investissement. L'aéroport international Kenneth Kaunda de Lusaka, qui bénéficie d'un prêt de 360 millions de dollars d'Exim Bank of China, est achevé à 90 %. Celui de Ndola, capitale régionale de la Copperbelt, qui a demandé 397 millions de dollars, est lui avancé à hauteur de 76 % grâce à un autre prêt consenti par Pékin.

La Chine a fourni la plupart des fonds destinés aux projets d'infrastructures de la Zambie dans le cadre de son Initiative Belt and Road. Lorsque celle-ci a semblé sur le point de manquer à ses obligations de paiement, Pékin a cherché de nouvelles garanties qui impliquent l'exploitation minière et d'autres actifs stratégiques, tels que la compagnie nationale d'électricité Zesco et la Zambia Forestry and Forest Industries Corporation. Cela est devenu un point de ralliement pour l'opposition, qui a accusé Lungu de vendre le pays aux Chinois.

La crise du Covid-19 a freiné la demande de cuivre, en faisant baisser le prix à 4 700 dollars la tonne (t) en 2020, contre plus de 6 300 dollars/t l'année précédente. Lusaka avait adopté une ligne dure sur les négociations minières avant la pandémie, et n'a pas changé de cap depuis. Les sites du pays, qui devaient initialement produire 1,5 million de t pour la fin 2020, devraient finalement n'atteindre que 850 000 t et pourraient même tomber autour de 700 000 t cette année, tandis que les questions des royalties et du remboursement de plus de 600 millions de dollars de taxes sur la valeur ajoutée n'étaient toujours pas réglées. [\[A\]](#)



Zimbabwe

Chassez le naturel...

- Emmerson Mnangagwa conservera-t-il le soutien de l'armée?
- En 2020, 50 % de la population a eu besoin d'une aide alimentaire

En arrivant au pouvoir après le renversement de Robert Mugabe, Emmerson Mnangagwa avait promis de rompre avec les habitudes autoritaires de son prédécesseur. Mais, selon l'opposition, la situation politique et économique du pays ne cesse de se détériorer, et l'État se sert de la crise sanitaire comme excuse pour réduire les libertés. Au sein de l'opposition, l'absence de leader clair a permis à de nouvelles personnalités d'émerger, tel le journaliste Hopewell Chin'ono, un militant anticorruption arrêté début novembre après un tweet critiquant l'intervention du gouvernement dans une enquête sur un trafic d'or.

Jusqu'à présent, Mnangagwa a réussi à empêcher les divisions au sein de la Zanu-PF de causer trop de problèmes. Il a mis sur la touche de nombreux proches de Robert et Grace Mugabe. Et, bien conscient de l'importance du maintien de la sécurité, il a fait du chef militaire Constantino Chiwenga son vice-président.

Déficit de confiance

Les absences répétées de ce dernier, parti recevoir des soins médicaux à l'étranger, ont cependant suscité des questions sur l'équilibre du pouvoir. Sur fond de rumeurs suggérant un affaiblissement de ses soutiens au sein de l'armée, le pouvoir a démenti l'existence d'un risque de coup d'État en juin. En septembre, le ministre de la Sécurité a accusé l'opposition de chercher à déstabiliser le pays.

Les relations avec les Occidentaux restent extrêmement mauvaises. En août, un groupe d'ambassadeurs a envoyé une lettre commune à Harare pour critiquer ses bilans politique et économique ainsi que son action en matière de droits humains. Les diplomates zimbabwéens, eux, jugent les sanctions occidentales responsables de la sous-performance persistante de leur économie. Celle-ci n'éveille plus la confiance, ainsi que l'illustre la dépréciation du dollar zimbabwéen. Mais, plutôt que d'améliorer ces fondamentaux, le gouvernement s'est attaqué à la Bourse et aux opérateurs de téléphonie mobile.

Harare doit des milliards de dollars aux institutions financières internationales et aux créanciers

Nombre d'habitants
14,6 millions

PIB par habitant
922 \$

Espérance de vie
61,2 ans

Alphabétisation
88,7 %

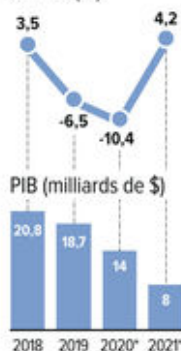
Inflation
622,78 %

Indice de développement humain (sur 189 pays)
150^e

Investissements directs étrangers
280 millions de \$

Dernier changement de président **2017**

Croissance du PIB (%)



bilatéraux, ce qui l'empêche d'avoir accès à des financements à des conditions préférentielles. La crise économique et le manque de confiance avaient saboté plusieurs plans de remboursement des arriérés, mais le pays a fini par régler ses dettes auprès du FMI. Cependant, l'institution affirme que les discussions avec les créanciers ne commenceront pas tant que le Zimbabwe ne s'engagera pas dans des réformes sérieuses. Les deux parties sont en pourparlers, mais le pays ne semble pas aller dans le sens voulu par le FMI. En outre, les subventions agricoles et les coûts élevés que représente la fonction publique limitent la capacité de l'État à répondre aux crises.

En raison de la sécheresse, du Covid-19 et du déclin économique du pays, le Programme alimentaire mondial a estimé qu'environ la moitié de la population avait eu besoin d'une aide alimentaire en 2020. Malgré des dépenses élevées dans le secteur agricole (5 % du PIB en 2018), la production n'a pas augmenté.

Les banques n'ont pas été épargnées. Le gouvernement a converti leurs actifs et passifs en dollars zimbabwéens en 2019, ce qui a réduit leur base d'actifs, passée de 58 % du PIB en 2018 à 24 % du PIB en septembre 2019. Le crédit au secteur privé n'a cessé de diminuer depuis l'arrivée au pouvoir de Mnangagwa. Paradoxalement, le Covid-19 a eu des effets positifs. Bien que la faiblesse des économies du monde entier, et en particulier de l'Afrique du Sud voisine, ait affaibli les transferts de fonds, la fermeture des frontières a contraint les envois à passer par le système financier officiel. Ils ont ainsi augmenté de 45 % au cours des trois premiers trimestres de 2020, pour atteindre 657,7 millions de dollars.

Dans l'exploitation minière, cruciale par ses recettes en devises, peu de projets se sont concrétisés. Le site du groupe Great Dyke Investments, à Darwendale, dont le volume de platine est estimé à 17,2 millions d'onces, sera le prochain grand gisement à entrer en production. Et l'entrepreneur nigérian Benedict Peters a annoncé en novembre que son entreprise, Bravura, allait investir 1 milliard de dollars dans une mine de platine située dans la région de Selous. Par ailleurs, ménages et entreprises pâtissent de coupures de courant régulières en raison d'un déficit de 700 MW dû aux déficiences des usines de Kariba et de Hwange. [UA](#)

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



AVEC JEUNE AFRIQUE DIGITAL, PROFITEZ :

- + de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- + de nos newsletters et de nos alertes pour toute l'actualité africaine en temps réel
- + de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres

Abonnez-vous

à Jeune Afrique Digital
pour seulement

1 €

le premier mois

et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.



OCÉAN INDIEN



- 270 Comores
- 272 Madagascar
- 274 Maurice
- 275 Seychelles



Comores

Azali à la manœuvre

- Conforté par le référendum de 2018, qui lui permet de rester en poste jusqu'en 2029, l'ancien chef d'état-major fait de l'essor économique le préalable à toute démocratie
- Malgré ses excès, le président bénéficie d'un crédit certain auprès de la communauté internationale, au point que les grandes institutions ont fait leur retour dans l'archipel

En décembre 2019, le président Azali Assoumani avait clos l'année en lançant « la marche irréversible vers l'émergence des Comores ». Pendant deux jours, les principaux bailleurs de fonds, publics et privés, du pays s'étaient réunis à Paris pour découvrir le Plan Comores émergent (PCE) présenté en grande pompe par le chef de l'État comorien en personne.

Un an plus tard, les 4,3 milliards de dollars de promesse de financement n'ont pas eu le temps de se matérialiser. L'arrivée du Covid-19, même si elle a été tardive puisque le premier cas positif n'a été déclaré que le 30 avril 2020, a sérieusement grippé le bon fonctionnement de l'archipel. Avec un bilan inférieur à 500 cas confirmés depuis le début de la pandémie, la crise sanitaire semble avoir été évitée, mais l'impact économique, lui, commence juste à se faire sentir.

L'insularité du pays n'arrange pas la situation, alors que les échanges commerciaux entre les trois îles, piliers de pans entiers de l'économie locale, tournent au ralenti et que les liaisons aériennes sont réduites au strict minimum. Le pays craint même l'asphyxie financière si les contributions de la diaspora, qui représentent près de 15 % du PIB, venaient à se raréfier – notamment de la part des 300 000 ressortissants comoriens établis en France. Les prévisions sont donc plus sombres que prévu. La croissance pour 2020, estimée au début de l'année à 4,4 %, sera finalement négative. Seule perspective pour le pays : devoir attendre encore un peu plus longtemps des investissements si nécessaires à toute relance durable de l'économie.

Anjouan la frondeuse

Un contretemps fâcheux pour Azali Assoumani, même s'il s'est donné les moyens constitutionnels d'avoir du temps. Élu en 2016, il a fait adopter deux ans plus tard par référendum une réforme qui lui permettrait, en cas de réélection, de rester en poste jusqu'en 2029. Désormais

assuré de conserver ses positions, l'ancien chef d'état-major semble s'être fixé comme priorité d'assurer le développement économique de son pays. C'est en tout cas le message qu'il diffuse à travers l'archipel, notamment en direction d'Anjouan la frondeuse, ainsi que vers la communauté internationale, à l'exemple de cette première conférence des partenaires organisée à Paris.

Gouvernance par décrets

À l'instar de Paul Kagame, qu'il aime citer en exemple, Azali Assoumani semble avoir fait de l'essor économique le préalable à toute démocratie dans son pays.

L'opposition est fragmentée et désorganisée depuis que sa principale figure de proue, Ahmed Abdallah Sambi, attend toujours de savoir pourquoi il est maintenu en détention surveillée depuis plus de deux ans. La vie parlementaire est réduite à sa plus simple expression par un chef d'État qui gouverne par décrets.

Malgré ces excès, Azali Assoumani bénéficie d'un crédit certain auprès de la communauté internationale. Les relations avec la France n'ont pas été aussi apaisées depuis longtemps, alors que les négociations se poursuivent avec Paris sur la question mahoraise.

Surtout, les grandes institutions financières, Banque mondiale en tête, ont fait leur retour aux Comores et rehaussent d'un cran la crédibilité du pays auprès des éventuels investisseurs.

L'Union des Comores continue ainsi de resserrer ses liens avec le Maroc, qui avait envoyé une forte délégation d'entreprises à Paris à la fin de l'année 2019. Une ambassade comorienne a été inaugurée pour la première fois à Rabat en octobre, et, à cette occasion, les deux pays ont signé cinq accords commerciaux.

Une bonne nouvelle pour l'archipel, contraint d'aller chercher ailleurs les fonds dont il a besoin s'il veut espérer atteindre l'émergence promise par son président pour 2030. [\[1\]](#)

Nombre d'habitants
0,85 million

PIB par habitant
1337 \$

Espérance de vie
64,1 ans

Alphabétisation
49,2 %

Inflation **3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
156^e

Investissements directs étrangers
8 millions de \$

Dernier changement de président **2016**

Croissance du PIB (%)





Abdérhmane BERTHE
Secrétaire Général de l'AFRAA
Association des compagnies
aériennes africaines

Les priorités de l'AFRAA pour le redémarrage durable du secteur aérien en Afrique

Le transport aérien est de loin le mode le plus efficace pour les trajets internationaux et représente environ 40% de part de marché de tous les modes de transport. La contribution économique du transport aérien au continent était évaluée à 63 milliards de dollars avant la pandémie de la COVID-19. En effet, le continent devra se concentrer sur le transport aérien en tant que l'un des principaux moteurs de la reprise et du développement socio-économique.

Les compagnies aériennes africaines étaient déjà dans une situation très fragile avant la pandémie de la COVID-19 qui a plongé le secteur aérien dans une spirale pénible. En novembre 2020, l'AFRAA estimait les pertes de revenus pour l'année 2020, pour les compagnies africaines à 10 milliards de dollars en raison du coronavirus. Conscient du rôle de l'aviation dans la facilitation du commerce et la croissance de nos économies, l'AFRAA continue à jouer un rôle central pour soutenir les compagnies aériennes africaines à travers ces turbulences en traçant une voie durable pour l'industrie grâce à des mesures spécifiques.

Les mesures d'urgence

Il est nécessaire que les gouvernements assurent la viabilité du transport aérien par leur soutien financier et réglementaire.

Le soutien financier est essentiel pour que l'industrie puisse conduire la reprise économique et sociale. A cette fin, nous avons lancé des appels à tous les gouvernements africains à travers les ministres des finances et des transports, en préconisant plusieurs options possibles d'intervention: la compensation directe des pertes durant cette période, l'octroi de prêts ou de dons, l'allègement des charges et de certaines taxes.

Nous avons aussi lancé un appel conjoint, avec l'Association internationale du transport aérien (IATA), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), aux institutions financières internationales, aux partenaires du développement et aux donateurs internationaux pour soutenir le secteur du transport aérien et du tourisme par plusieurs mesures financières.

Quant au soutien réglementaire, nous en appelons aux gouvernements et aux parties prenantes à mettre en œuvre les orientations définies dans le document « CART Paré au décollage » phase 2 de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans le but de mettre en place des protocoles de biosécurité acceptés à l'échelle mondiale. Pour faciliter la reprise du trafic et ramener la confiance des voyageurs, nous faisons appel aux gouvernements afin de rouvrir les frontières aux voyageurs et mettre en place suivant les recommandations du CART phase 2, des mesures alternatives aux règles actuelles de quarantaine.

Plan de relance

Le plan de relance de l'AFRAA, élaboré en avril 2020, comprend des actions pour surmonter la crise de la COVID-19, qui sont ancrées sur 9 piliers, dont: les Gouvernements, les Régulateurs, les Prestataires de services, les Clients, la Maintenance, la Gestion des coûts, les Opérations de fret, la Main-d'œuvre et la Continuité des services. L'AFRAA, par le biais de ce plan de relance, se positionne de manière à fournir un leadership unique pour amener le secteur, les régulateurs et les partenaires à travailler ensemble pour une reprise réussie.

Le plan stratégique et les initiatives de l'AFRAA

L'AFRAA a mis en place un plan stratégique conçu pour couvrir la période 2021 à 2025. Avec ce plan en place, l'AFRAA sera en mesure de mieux remplir sa mission de *Promouvoir et servir les compagnies aériennes africaines et défendre l'industrie aéronautique africaine.*

Le plan stratégique 2021-2025 repose sur les cinq piliers stratégiques de transformation suivants:

1. Promouvoir un transport aérien sûr, sécurisé et fiable;
2. Renforcer la visibilité, la réputation et l'influence des compagnies aériennes africaines dans l'industrie mondiale de l'aéronautique;
3. Assurer la pérennité du transport aérien africain;
4. Renforcer la coopération; et
5. Développer un pôle de données et d'informations;

Le plan stratégique 2021-2025 est naturellement aligné et fidèle aux attentes de nos membres et des principales parties prenantes. Nous entreprenons ce parcours en Afrique avec nos compagnies aériennes membres, nos organisations partenaires, les États africains et la multiplicité des autres parties prenantes pour la mise en œuvre effective de ce plan en vue de parvenir à un « Transport aérien viable pour les compagnies aériennes africaines ».

La coopération entre les compagnies aériennes membres de l'AFRAA est primordiale pour le redémarrage et la viabilité de l'industrie du transport aérien. Au travers de nos projets communs, nous identifions continuellement des solutions communes qui ouvriront la voie à une industrie du transport aérien efficace et pérenne en Afrique. C'est pour cette raison que nous avons lancé, entre autres initiatives, un portail interactif de partage des capacités pour les compagnies aériennes africaines. L'AFRAA offre également des services de conseil en restructuration pour aider les compagnies aériennes africaines à élaborer des plans à court et moyen terme.

L'AFRAA va intensifier le lobbying contre les défis auxquels les transporteurs africains sont confrontés, dont: le niveau élevé des taxes et redevances, le prix élevé du carburant, les taxes aéroportuaires prohibitives, les redevances de navigation aérienne excessives etc. Ces défis affectent négativement la capacité des compagnies aériennes africaines à développer leur activités et à proposer des tarifs compétitifs aux passagers pour faire croître leur trafic.

Le Marché unique du transport aérien africain (MUTAA) qui est un projet phare de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), permettra un développement harmonieux du transport aérien et aboutira à une meilleure rentabilité des compagnies aériennes africaines. L'AFRAA restera impliqué pour faire avancer le processus du MUTAA dans les meilleures conditions. Comme le trafic aérien suit le commerce, la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) favorisera la connectivité qui facilitera aussi la reprise d'activité des services aériens.

Conclusion

Le transport aérien est essentiel au développement économique et à l'intégration du continent africain. En ce sens, le soutien à l'industrie aérienne va faciliter une reprise économique plus rapide. La reprise du secteur aérien nécessitera des efforts coordonnés et une approche collaborative avec toutes les parties prenantes. L'AFRAA soutient ses compagnies aériennes membres afin qu'elles sortent de cette pandémie plus résilientes, organisées et déterminées à réussir.

Madagascar À l'épreuve de la réalité

- Andry Rajoelina semble avoir vaincu tous ses rivaux et ne plus craindre d'opposition
- Mais l'économie reste en berne, les grands projets sont à l'arrêt, et la malnutrition gagne du terrain...

Tout va bien pour Andry Rajoelina. Du moins sur un plan purement politique. Les élections sénatoriales, dont les résultats doivent être officiellement arrêtés en début d'année, devraient donner à ses équipes un contrôle total sur les institutions, après avoir remporté l'Assemblée nationale et la plupart des mairies importantes, dont la capitale. Le président pourrait d'ailleurs en profiter pour faire voter la réforme constitutionnelle avortée en 2019, qui devait, entre autres, supprimer le Sénat.

En face, l'opposition est moribonde. L'ancien président Hery Rajaonarimampianina réside en France, et Marc Ravalomanana n'est même plus en mesure de contrer la mise sous séquestre de ses entreprises. Quant aux organisations de la société civile, elles manquent de relais citoyens.

Conscient de sa force, Andry Rajoelina joue sur sa corde favorite : la communication. Il a déjà réussi son effet avec le Covid-Organics, une tisane à l'armoise (*Artemisia annua*) qu'il a présentée comme « préventive et curative » contre le virus. Même si aucune étude n'a prouvé son efficacité, Rajoelina s'est érigé, à Madagascar et sur tout le continent, en messie, en leader panafricain opposé aux intérêts pharmaceutiques occidentaux. Et depuis la très forte accalmie (temporaire ?) de la pandémie sur la grande île, il sillonne le pays, posant de « premières pierres » ou inaugurant des infrastructures mineures. Il s'expose, promet beaucoup et dans des délais records.

Mais le président focalise ainsi les critiques sur lui, et verra ses promesses confrontées à la réalité. Il devra ainsi répondre du retard de ses grands projets, telle la ville nouvelle de Tanamasoandro (« ville soleil »), dont les premiers bâtiments devaient sortir de terre en 2019, ou comme celui du port de Toamasina, annoncé comme le futur Miami malgache. Mais surtout, au-delà des créations ex nihilo, les dirigeants devront soigner l'économie, malade du confinement national et de la crise internationale. Les entreprises ont licencié en masse. Certains secteurs, comme le tourisme (environ 45 000 emplois directs), sont

totalement à l'arrêt. Ambatovy, la plus grande mine du pays (un quart des exportations nationales), a suspendu ses activités en avril. Le projet pétrolier Madagascar Oil (déjà environ 425 millions d'euros investis) est en panne. Enfin, les barrages hydroélectriques de Sahofika (192 MW) et de Volobe (120 MW) prennent du retard.

Dossiers épineux

Autres dossiers épineux : les pertes opérationnelles abyssales des entreprises d'État, comme Air Madagascar, qui doit se chercher un nouveau partenaire après le départ d'Air Austral. Quant à la Jirama, la compagnie nationale d'eau et d'électricité, elle a demandé plus de 20 millions d'euros de subventions pour cette année... Pour corser encore le défi, le produit emblématique de Madagascar, la vanille, a vu son cours divisé par deux (d'environ 500 dollars le kilogramme à 250 dollars). Et il faudra composer avec des recettes étatiques en baisse : environ 30 % de moins en mai 2020, sur douze mois glissants, selon le FMI.

En grande partie à cause de cette économie atone, qui peine à exporter, l'ariary a baissé. Sur les douze derniers mois, la monnaie a perdu 12,5 % face à l'euro, et seulement 2 % face au dollar, mais après une remontée de plus de 6 points en novembre et décembre (mi-décembre, 1 euro valait 4 500 ariarys et un dollar, 3 730 ariarys). Ce qui provoque des pressions inflationnistes sur des produits vitaux comme les médicaments, le carburant, le riz, l'huile... La Banque centrale devra décider si elle soutient la monnaie en vendant des réserves de change, estimées à 5,9 mois d'importations, en juin, par le FMI.

Pour la population, la malnutrition s'aggrave, à la fois aiguë et chronique (l'insuffisance de nourriture nutritive qui cause notamment des retards de développement irréversibles chez les enfants). En juin, déjà, une étude de l'Institut national de statistiques et de la Banque mondiale montrait, sur 1 240 ménages interrogés, que 4,2 % n'avaient « rien mangé de toute la journée » et que 49,6 % n'avaient pas pu se procurer des « aliments nutritifs ou de leur choix ». Dans le Sud, c'est la famine : enfants et adultes squelettiques, regards vides, bétail maigre... Comme en 2010, comme en 2019, Andry Rajoelina a promis la fin du calvaire... Ses équipes ont toute l'année pour en finir avec ce fléau, enfin. [MA](#)

Nombre d'habitants
27 millions

PIB par habitant
515 \$

Espérance de vie
66,7 ans

Alphabétisation
71,6 %

Inflation **4,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
162^e

Investissements directs étrangers
227 millions de \$

Dernier changement de président **2019**

Croissance du PIB (%)



LE SERVICE D'INFORMATION N°1 EN ITALIE POUR L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

La référence des
entreprises italiennes
pour les affaires sur
le continent

InfoAfrica

un outil unique pour suivre l'Afrique
des affaires
www.infoafrica.it

Africa e Affari

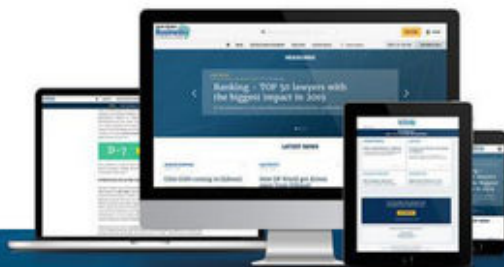
le seul mensuel d'économie sur l'Afrique
en italien
www.africaeaffari.it



Internationalia Srl

Via Val Senio 25, 00141 Roma, Italia - info@infoafrica.it
+39.06.8860492 / +39.06.92956629

Jeune Afrique
Business+



Soyez le premier informé,
**et prenez les meilleures décisions
d'investissements**

- Fusions-acquisitions
- Levées de fonds
- Nominations...

Testez gratuitement pendant 1 mois

abonnements@jeuneafriquebusinessplus.com

Tél. : + 33 1 44 30 19 03



Maurice

Pravind Jugnauth fragilisé

- En juillet 2020, la marée noire provoquée par le pétrolier Wakashio a porté un coup à l'économie de l'île, qui repose en grande partie sur le tourisme
- Le Premier ministre, accusé d'avoir mal géré cette catastrophe écologique, est en mauvaise posture

La marée noire provoquée par l'échouement du vraquier japonais Wakashio, le 25 juillet dernier, laissera de profonds stigmates à Maurice. Ceux-ci seront d'abord et surtout environnementaux. Lorsqu'il est venu se heurter sur un récif de Pointe d'Esny, dans le sud-est du pays, le navire transportait 3 800 tonnes de fioul et 200 de diesel. Au moins 1 000 t d'hydrocarbures se sont répandues dans les eaux turquoises, venant souiller des forêts de mangrove protégées ainsi que des espaces réservés aux espèces menacées.

La catastrophe a provoqué la mobilisation massive des Mauriciens. Des milliers d'entre eux se sont affairés à fabriquer des barrages flottants pour capter les écoulements d'hydrocarbures. Mais les dégâts sont considérables. Selon Greenpeace Afrique, il s'agit de « la pire catastrophe écologique » qu'ait connue le pays. L'armateur japonais du navire a promis de participer, à hauteur de 8 millions d'euros, aux lourdes opérations de dépollution qui restent à mener.

Négligence

Les conséquences de la marée noire sont aussi politiques. Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, dont l'Alliance Morisien avait obtenu la majorité absolue à l'Assemblée lors des législatives de novembre 2019, fait face à des accusations de négligence. Des milliers de Mauriciens sont plusieurs fois massivement descendus dans la rue pour reprocher au gouvernement d'avoir tardé à enrayer la fuite d'hydrocarbures. L'opposition demande elle aussi des comptes.

À l'heure où nous mettions sous presse, Pravind Jugnauth rejetait toujours ces accusations. Port-Louis a fait savoir qu'il demanderait des compensations au propriétaire du navire, et des suites judiciaires sont d'ores et déjà annoncées.

Pour les dizaines de milliers de Mauriciens dépendants du tourisme, la marée noire est venue s'ajouter à la crise sanitaire. La fermeture

des frontières – qui ont rouvert de façon progressive en septembre – a stoppé net leur activité, qui risque d'être longtemps pénalisée par l'image de ses eaux cristallines souillées. En 2018, le secteur représentait 8,6 % du PIB.

Si la crise sanitaire semble contenue à Maurice – à la mi-décembre 2020, le Covid-19 y avait fait 10 morts, pour 515 cas –, son économie très exposée aux chocs extérieurs est rudement mise à l'épreuve. De fait, elle repose essentiellement sur ses échanges avec des clients étrangers, que ce soit dans le tourisme, les affaires ou encore les services financiers.

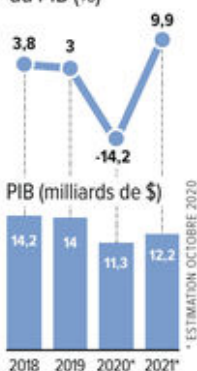
À lui seul, le secteur des services a contribué à plus de 75 % du PIB en 2019. Cette année-là, le dynamisme des activités de construction et de services avait permis au pays de se hisser, pour la première fois, dans la catégorie des économies à revenu élevé, selon la Banque mondiale.

Bonne foi

Il en sera autrement pour l'année 2020 : le FMI prévoit une récession de 14,2 %. Mais l'institution s'attend aussi à un rebond fort et rapide dès cette année. Pour retrouver le chemin de la croissance, la Banque mondiale estime que Maurice devra avant tout « lever les freins qui entravent le développement de nouvelles sources de croissance et l'investissement privé, comme le manque de connectivité et la pénurie de compétences ».

Port-Louis devra aussi mettre les bouchées doubles pour convaincre l'Union européenne (UE) de sa bonne foi. En octobre 2020, cette dernière a ajouté Maurice à sa liste des pays tiers ne luttant pas assez contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Si une telle inscription n'implique pas de sanction directe, elle oblige toutefois les banques européennes à des contrôles renforcés des opérations financières liées au pays. Régulièrement taxée de paradis fiscal et placée sur la liste grise de l'UE depuis 2017, Maurice en a en revanche été retirée à la fin de 2019. [UA](#)

Nombre d'habitants	1,3 million
PIB par habitant	8 951 \$
Espérance de vie	74,9 ans
Alphabétisation	93,2 %
Inflation	2,55 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	66*
Investissements directs étrangers	472 millions de \$
Dernier changement de président	2019
Croissance du PIB (%)	



Seychelles **Une page se tourne**

- Candidat à la présidentielle pour la sixième fois, le pasteur anglican Wavel Ramkalawan a été élu dès le premier tour, en octobre 2020, et contrôle aussi le Parlement à travers son parti, le Linyon Demokratik Seselwa
- En 2020, l'archipel a fait face à une forte récession, estimée à -13,8 % par le FMI

À bien des égards, l'année 2020 aura été historique pour les quelque 98 000 Seychellois. Pour la première fois depuis 1977, l'ex-parti unique – le Lepep, rebaptisé United Seychelles – a été défait et contraint de quitter le pouvoir. L'ancien opposant Wavel Ramkalawan, qui présentait sa sixième candidature à la magistrature suprême, l'a cette fois emporté avec 54,9 % des suffrages, battant dès le premier tour le président sortant Danny Faure (43,5 %). Ce dernier a immédiatement reconnu sa défaite et souhaité bonne chance à son successeur.

Wavel Ramkalawan, candidat du Linyon Demokratik Seselwa (LDS), avait considérablement réduit l'écart avec le pouvoir lors de la dernière présidentielle. En 2015, il avait été battu par seulement 193 voix d'écart face à James Michel, contraignant l'ancien homme fort du pays à un second tour inédit depuis 1993 et l'avènement du multipartisme. Cette fois, la victoire de ce pasteur anglican âgé de 59 ans est nette et sans appel. Comme lors du dernier scrutin, les électeurs se sont en effet déplacés en masse : le taux de participation a dépassé les 88 %.

En attendant la reprise

Le 26 octobre 2020, Wavel Ramkalawan a donc prêté serment au palais présidentiel de Victoria, la capitale. Son parti aura les mains libres pour gouverner : lors des élections législatives organisées en même temps que le scrutin présidentiel, le LDS a remporté 25 sièges et contrôle désormais les deux tiers de ce Parlement monocaméral.

De son côté, United Seychelles a obtenu 10 sièges. Le nouveau chef de l'État a appelé à l'unité et à la réconciliation, n'excluant pas de modifier si besoin la Constitution « en concertation avec les autres partis politiques ». Wavel Ramkalawan a également promis de s'attaquer à la consommation de drogue – 5 % des 98 000 habitants sont héroïnomanes, soit près de 10 % de la population active, un record mondial – et à la corruption, jurant que sous son

Nombre d'habitants	98 000
PIB par habitant	12 323 \$
Espérance de vie	73,3 ans
Alphabétisation	94 %
Inflation	4 %
Indice de développement humain (sur 189 pays)	62^e
Investissements directs étrangers	126 millions de \$
Dernier changement de président	2020



« administration personne ne sera au-dessus des lois ».

Le nouveau président devra faire face à des défis historiques, à commencer par la crise provoquée par la pandémie de coronavirus. Si le Covid-19 épargnait toujours les 115 îles de l'archipel à la mi-décembre – le pays enregistrait 187 cas et aucun décès le 2 novembre –, il a en revanche provoqué l'effondrement du tourisme, principal moteur de croissance. La trop grande dépendance des Seychelles à ce secteur d'activité avait fait l'objet d'alertes répétées.

En 2020, l'archipel devrait donc avoir fait face à une forte récession, estimée par le FMI à -13,8 %. Avant la pandémie, le taux de croissance prévu était de 3,5 %. Les perspectives d'une reprise de l'activité économique, dans un premier temps espérée dès cette année, pourraient s'assombrir en raison de la deuxième vague de confinement décrétée en octobre et novembre en Europe, grand pourvoyeur de touristes pour l'archipel.

Montée des eaux

Wavel Ramkalawan et son gouvernement devront aussi veiller à ce que la crise n'accroisse pas davantage les inégalités. Alors que le revenu par habitant y est parmi les plus élevés du continent, le coût élevé de la vie a fait basculer bon nombre de Seychellois dans la pauvreté. Si aucune mesure n'était prise, les plus pauvres « devraient supporter un impact disproportionné du choc économique », s'inquiétait en juillet la Banque mondiale.

Mais la crise sanitaire ne doit pas détourner l'attention d'un autre grand défi : l'adaptation au réchauffement climatique. De fait, l'archipel et son économie sont très vulnérables aux périls environnementaux, et particulièrement à la montée des eaux, qui menace directement ses 115 îles. La Banque mondiale rappelle qu'une meilleure gestion du littoral est essentielle, tout comme le renforcement des systèmes de préparation aux catastrophes naturelles. [UN](#)



Appel d'Offres

Élaboration d'un mécanisme d'accès aux Fonds renouvelables pour la diversification des Activités Génératrices de Revenus dans la zone du complexe WAP

L'Observatoire du Sahara et du Sahel recrute un bureau d'études pour l'élaboration d'un mécanisme d'accès aux Fonds renouvelables pour la diversification des Activités Génératrices de Revenus dans la zone du complexe WAP

Les offres doivent être adressées par courriel à : procurement@oss.org.tn. Pour plus de détails, veuillez consulter les termes de référence de la consultation disponibles sur le site web de l'OSS à l'adresse suivante : www.oss-online.org/fr/mecanisme-agr

Le dernier délai de réception des dossiers est fixé au 10 janvier 2021 à 23h59 (heure Tunisienne).

Adjaye Associates JOB OPPORTUNITIES

PROJECT ARCHITECT

We are looking for a talented Project Architect with a minimum of 8 years experience in the role to join our team in Accra to lead high profile projects across the firm. You will be a good communicator who is able to guide and supervise an architectural team, directly interfacing with clients and contractors. Skills required:

- Experience and high level knowledge of; all Autodesk packages (including Revit), Rhino, Adobe Creative Cloud.
- 8 year experience in the role.
- 5+ of professional experience.

SENIOR INTERIOR DESIGNER

The Senior Interior Designer will have proven experience successfully leading an interiors team overseeing projects from inception to completion. The candidate will have a portfolio of high-quality interiors in hospitality, residential, civic, & commercial/mixed-use sectors. Skills required:

- Design, coordination, management, & attention to detail.
- Experience, & proficiency in Revit, Adobe Creative suite & Office Suite.
- 7+ years' postgraduate experience.
- Experience working in Africa is a plus.
- Experience of FF&E selection, budgeting, scheduling & procurement.
- Strong understanding of construction & manufacturing of FF&E (materials, finishes, detailing & scheduling) & procurement.

Application deadline: 31st January, 2021
To apply please email: ghcareers@adjaye.com
Website: www.Adjaye.com

APPEL D'OFFRES - RECRUTEMENT



AVIS DE VACANCE DE POSTE - Secrétaire de Société

SHELTER-AFRIQUE est une institution financière de développement panafricaine qui se consacre à l'investissement dans le logement et le développement urbain en Afrique. La société fournit des services de conseil et de gestion de projets pour les grands projets de logements abordables, ainsi que des lignes de crédit aux institutions financières pour financer l'accès à des logements abordables dans 41 pays africains. La société a son siège à Nairobi et dispose de bureaux régionaux à Abidjan en Côte d'Ivoire et à Abuja au Nigeria.

Objectif général : Assurer le secrétariat du Conseil d'administration et des Assemblées générales annuelles de la société.

Fonctions et responsabilités clés

- 1) Fournir des services de secrétariat au conseil d'administration, aux comités du Conseil et aux Assemblées générales annuelles (AGA)
- 2) Enregistrer et conserver les procès-verbaux de toutes les délibérations, décisions et recommandations du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale
- 3) Rapport sur la mise en œuvre des décisions et résolutions prises par l'AG et le Conseil d'administration, y compris les comités du Conseil d'administration
- 4) Assurer la garde et l'utilisation autorisée du sceau de la Société
- 5) Coordonner les relations avec les directeurs, les actionnaires et les gouvernements des pays membres ainsi qu'avec les autorités du pays hôte
- 6) Coordination, préparation et distribution finale des documents relatifs à l'AGA et aux réunions du Conseil d'administration ainsi qu'aux symposiums annuels
- 7) Planification générale, organisation et tenue des Assemblées générales, des réunions du Conseil d'administration et des symposiums annuels
- 8) Enregistrement et conservation de tous les originaux des accords, conventions et contrats signés avec les États et les organisations, y compris le pays hôte, et garantie du respect des obligations et des droits qui y sont stipulés.
- 9) Diriger la négociation, la rédaction, l'examen, l'exécution et l'interprétation des statuts, des accords et des contrats régissant les activités de SHAF
- 10) Effectuer toute autre tâche qui peut être assignée de temps à autre.

Demands : Les candidats sont invités à envoyer une lettre de motivation illustrant leur compétence par rapport aux qualifications énumérées et leur curriculum vitae détaillé, ainsi que les noms et adresses de leurs références, à l'adresse suivante : hr@shelterafrique.org. Les candidats doivent indiquer le poste pour lequel ils ont postulé dans l'objet de leur courriel. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **24 janvier 2021**. Seuls les candidats présélectionnés qui remplissent les conditions ci-dessus seront contactés. Nous vous invitons à en apprendre davantage sur Shelter-Afrique et sur ce rôle en visitant notre site web : <http://www.shelterafrique.org>



Avis d'Appel d'Offres International

La Société Immobilière et d'Aménagement Urbain (SIMAU) est mandatée par l'Assemblée Nationale du Bénin pour la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre des **travaux de construction du nouveau siège de l'Assemblée Nationale à Porto-Novo**, financés sur Budget National.

Dans ce cadre, la SIMAU sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser le Projet de construction du nouveau siège de l'Assemblée Nationale à Porto-Novo, en République du Bénin.

Date limite de dépôt des offres : Mercredi 27 janvier 2021 à 10 heures (GMT + 1) au plus tard.

Les candidats intéressés par cette annonce sont invités à consulter l'Avis d'Appel d'Offres International complet sur le site : www.simaubenin.com dans la rubrique « APPEL D'OFFRES ».

En raison de l'évolution de la pandémie de Covid-19 qui limite les déplacements, les soumissionnaires qui le souhaitent, pourront déposer leurs offres en ligne. Les offres seront ouvertes le même jour, le **Mercredi 27 janvier 2021 à 10 heures 30 (GMT + 1)** et les soumissionnaires qui le désirent sont invités à y assister uniquement par visioconférence.

Cotonou, le 27 novembre 2020
Le Directeur Général
Moïse Achille HOUSOU

Commission du Bassin du Lac Tchad



Avis d'Appel d'Offres International N° 001/CBLT/PTEIB/2020

Études approfondies de l'amélioration de l'hydraulique du Chari et du Logone

- 1- La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) est une organisation sous régionale créée par la convention de Fort-Lamy le 22 mai 1964 par les quatre pays riverains du Lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad). La République Centrafricaine a été admise comme membre à part entière en 1994 et la Libye en 2007. Le Soudan a été accepté comme pays observateur en 2000 en attendant la ratification de la convention créant la CBLT. La République du Congo, le RD Congo et l'Égypte sont également des pays membres observateurs. Le siège de la CBLT est à N'Djamena, République du Tchad. Avec l'adhésion de la RCA et de la Libye, le bassin conventionnel couvre désormais une superficie de plus d'un million de km².
- 2- La CBLT a obtenu une donation en différentes monnaies des pays membres pour financer le coût des études approfondies pour l'amélioration de l'hydraulique des tributaires du lac Tchad pour lesquelles le présent Appel d'Offres est lancé.
- 3- La CBLT, représentée par son Secrétaire Exécutif, invite par le présent Avis d'Appel d'Offres International, les soumissionnaires remplissant les conditions requises, à présenter leurs offres sous pli cacheté, pour la réalisation desdites études.
- 4- L'appel d'offres sera soumis aux procédures de passation des marchés internationaux contenues dans le guide de la Banque Mondiale, acquisition des biens et services, et est ouvert à tous les soumissionnaires des pays éligibles tel que défini dans les documents de l'appel d'offres.
- 5- La zone d'étude est située au Tchad, dans le bassin conventionnel du Lac Tchad et concerne spécifiquement les fleuves Chari et Logone et leurs plaines d'inondation, depuis leurs exutoires jusqu'à l'embouchure au lac Tchad.
- 6- Les études approfondies pour l'amélioration de l'hydraulique des deux tributaires du lac Tchad sont réparties en un (1) seul lot à réaliser en trois (3) étapes.

Etape 1 : Réalisation des études préliminaires

Pays : Tchad et Cameroun

Lieu : Lit du Chari et du Logone (en aval de Sarh pour le Chari et de Lai pour le Logone jusqu'à l'embouchure du lac).

Etudes :

- Étude conceptuelle de l'interface Chari et Logone avec les plaines inondables ;
- Étude des fonctions écologiques des plaines d'inondation ;
- Analyse des impacts des débits additionnels sur le Chari et le Logone et sur le Lac Tchad ;
- Analyse des impacts de l'érosion hydrique, de l'ensablement, de la sédimentation et des plantes envahissantes sur les débits ;
- Conceptualisation des solutions envisageables et élaboration des TDR de l'Avant-Projet Détaillé ;
- Validation des résultats des études en atelier ;
- Corrections et remise des rapports finaux.

Etape 2 : Réalisation des études approfondies et l'Avant-Projet Détaillé

Pays : Tchad et Cameroun

Lieu : Lit du Chari et du Logone (en aval de Sarh pour le Chari et de Lai pour le Logone jusqu'à l'embouchure du lac).

Etudes :

- Collecte des données ;
- Analyse des impacts des changements hydrauliques ;
- Solutions d'amélioration de l'hydraulique ;
- Mesures d'atténuation des impacts ;
- Élaboration de l'Avant-Projet Sommaire (APS) des travaux ;
- Élaboration de l'Avant-Projet Détaillé (APD) des travaux ;

- Étude approfondie d'impact environnementale et sociale ;
- Élaboration du Document d'Appel d'Offres (DAO) des travaux ;
- Validation des résultats des études en atelier ;
- Corrections et remise des rapports finaux.

Etape 3 : Réalisation des études approfondies d'Impact Environnemental et Social (EIES).

Pays : Tchad et Cameroun

Lieu : Lit du Chari et du Logone (en aval de Sarh pour le Chari et de Lai pour le Logone jusqu'à l'embouchure du lac).

Etudes sollicitées :

- Contexte et justification du projet ;
- Analyse des options d'amélioration de l'hydraulique ;
- Description du projet retenu et travaux à exécuter ;
- Description du milieu (naturel et humain) ;
- Impacts et mesures d'atténuation ;
- Programme de surveillance et de suivi ;
- Élaboration du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ;
- Correction des TDR de l'APD pour la prise en compte de l'étude d'impact approfondie ;
- Validation des résultats des études en atelier ;
- Corrections et remise des rapports finaux.

7- La passation du marché se déroulera conformément aux procédures d'Appel d'Offres International et ouverte à tous les soumissionnaires.

8- Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la CBLT et adresser le Dossier d'Appel d'Offres International à l'adresse indiquée ci-après :

Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT)

Adresse : BP 727, N'Djamena, Tchad

Téléphone : (235) 22 52 – 41 – 45 ; Fax : (235) 22 52 – 41 – 37

Email : cblt.lcbe@gmail.com

9- Les soumissionnaires intéressés peuvent acheter un jeu complet du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour un montant non remboursable de mille dollars américains (1000 \$US). Le paiement devra être effectué contre un chèque bancaire certifié ou en espèces. Le dossier peut être retiré au vu du chèque directement à l'adresse ci-dessus ou par demande d'envoi des dossiers par courrier express accompagné des frais d'expédition non remboursables.

10- Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée au plus tard le **25 mars 2021 à 12h00, heure locale**. Les offres doivent être accompagnées des garanties de soumission telles que stipulées dans le dossier d'appel d'offres. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées. Le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant une période de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

11- Les plis seront ouverts en présence des représentants des donateurs et des soumissionnaires qui désirent assister à la séance d'ouverture des plis le **25 mars 2021 à 13h00, heures locales** dans une salle prévue pour la circonstance à la CBLT.

12- La sélection des soumissionnaires se fera sur la base des critères énumérés dans le document d'appel d'offres.

Secrétaire Exécutif
Amb. MAMMAN NUHU

APPEL D'OFFRES



Société Tunisienne
de l'Électricité et du Gaz



الشركة التونسية
لل كهرباء والغاز

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHÉS DE BIENS ET TRAVAUX NOTE D'INFORMATION

Date de publication : 22/07/2019 sur le site de l'Observatoire National des Marchés Publics (ONMP)

Pays : RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Agence d'exécution : Société Tunisienne d'Électricité et du Gaz (STEG) 38, Rue Kamel ATATÜRK, - Tunis.

Nom du Projet : Le projet d'aménagement et de développement du réseau de transport de l'électricité de la STEG dans le cadre du XIII^{ème} plan.

Numéro de Prêt/Don : Prêt BAD N°2000200004557

Prêt AGTF 5050200000951

Nom de l'appel d'offres : Aménagement du réseau de transport d'électricité 13^{ème} plan Équipement et Construction des liaisons en câbles souterrains haute tension.

Numéro et nom du lot (si différent du nom de l'AO) :

Méthode d'acquisition : AOI

Préférence nationale (Oui ou Non) : Non

Préférence régionale (Oui ou Non) : Non

Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur : 2019E4001

Date de réception par la Banque du projet de DAO : 17/04/2019

Date d'approbation par la Banque du DAO : 27/06/2019

Date d'émission du DAO : 21/07/2019

Date limite de remise des offres : 23/10/2019 à 9h00

Date d'ouverture des offres : 23/10/2019 à 9h30

Date de réception par la Banque du rapport d'évaluation des offres : 27/08/2020

Date d'approbation par la Banque de l'évaluation : 19/10/2020

Nom de l'attributaire du Marché : LS CABLE ET SYSTEM LTD

Nationalité : Sud Coréen

Adresse : LS Tower, 127, LS-ro, Dongan-gu, Anyang-si, Gyeonggi-do, Republic of Korea

Montant du Contrat : Treize millions Quatre cent trente quatre mille cinquante et un US\$ (13 434 051,00 US\$) Et Onze millions quatre cent soixante huit mille neuf cent cinquante Dinars cinq cent millimes (11 468 950,500 DT).

Date de démarrage du Contrat : 25/11/2020

Durée d'exécution du Contrat : 720 jours.

Résumé de l'objet du Contrat : Etudes, construction en usine, fourniture, transport à pied d'œuvre, travaux génie civil, pose et montage, essais et mise en service des liaisons en câbles souterrains Haute Tension (90kV, 150kV et 225kV).

Nombre total de soumissionnaires : Deux (02).

Pour chaque soumissionnaire :

1/Nom : LS CABLE ET SYSTEM LTD

Nationalité : Sud Coréen

Adresse : LS Tower, 127, LS-ro, Dongan-gu, Anyang-si, Gyeonggi-do, Republic of Korea

Prix des offres lus à haute voix : 13 434 051,00 \$US et 11 468 950,500 DT

Prix évalués : 13 434 051,00 \$US et 11 468 950,500 DT

Offres acceptées / rejetées : Acceptée

2/Nom : PRYSMIAN CABLES ET SYSTÈMES

Nationalité : Français

Adresse : 4 Cours Chambonas 89100 Sens-France

Prix des offres lus à haute voix : 13 891 321,610 EURO et 10 054 241,133 DT

Prix évalués : 13 891 321,610 EURO et 10 054 241,133 DT

Offres acceptées / rejetées : Acceptée

N.B. : Tout soumissionnaire qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été sélectionnée doit en faire la demande auprès de l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.



MINISTÈRE DE L'ASSAINISSEMENT
ET DE LA SALUBRITÉ



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT



OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DRAINAGE

PROJET D'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES MATIÈRES DE VIDANGE (PAGEMV) EN CÔTE D'IVOIRE

MINISTÈRE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITÉ (MINASS)

OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DRAINAGE (ONAD)

Avis de Pré-qualification

Pays : Côte d'Ivoire

Nom du projet : Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) en Côte d'Ivoire

Secteur : Eau et assainissement

Brève description des Travaux : Construction de stations de traitement de boues de vidange dans douze (12) villes en République de Côte d'Ivoire à savoir : Abidjan, Bouaké, Daoukro, Dimbokro, Abengourou, Bondoukou, Daloa, Gagnoa, Man, Soubre, Séguéla et Odienné.

Financement N° : CIV 1008

Intitulé du Marché : Travaux de construction de stations de traitement de boues de vidange dans douze (12) villes en République de Côte d'Ivoire :

Lot 1 : Travaux de construction de deux (2) stations de traitement des boues de vidange (STBV) à Abidjan Ouest et Abidjan Est

Lot 2 : Travaux de construction de cinq (5) stations de traitement des boues de vidange (STBV) à Bouaké, Daoukro, Dimbokro, Abengourou et Bondoukou

Lot 3 : Travaux de construction de six (6) stations de traitement des boues de vidange (STBV) à Daloa, Gagnoa, Man, Soubre, Séguéla et Odienné

1. La République de Côte d'Ivoire a reçu un financement auprès de la Banque Islamique de Développement (BIsD) pour financer le coût du **Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) en Côte d'Ivoire** et entend affecter une partie du produit de ce financement aux paiements relatifs aux marchés pour les travaux de construction de stations de traitement de boues de vidange dans douze (12) villes en République de Côte d'Ivoire :

Lot 1 : Travaux de construction de deux (2) stations de traitement des boues de vidange (STBV) à Abidjan Ouest et Abidjan Est,

Lot 2 : Travaux de construction de cinq (5) stations de traitement des boues de vidange (STBV) à Bouaké, Daoukro, Dimbokro, Abengourou et Bondoukou,

Lot 3 : Travaux de construction de six (6) stations de traitement des boues de vidange (STBV) à Daloa, Gagnoa, Man, Soubre, Séguéla et Odienné.

Les candidats peuvent manifester leur intérêt pour tous les lots. Pour être pré-qualifié pour plusieurs lots, il faut satisfaire aux critères cumulés de ces lots.

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) entend pré-qualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour les travaux de construction de stations de traitement de boues de vidange dans douze (12) villes en République de Côte d'Ivoire tel que décrits ci-dessus. Les exigences particulières sont :

Lots	Capacités financières	Chiffres d'Affaires	Expériences spécifiques
Lot 1	1,5 millions euros (1 milliard F.CFA)	7 millions euros (4,5 milliards F.CFA)	Deux (2) marchés de montant minimum chacun de sept (7) millions d'euros soit environ l'équivalent de 4,5 milliards de F CFA

Lot 2	2 millions euros (1,4 milliards F.CFA)	9 millions euros (6 milliards F.CFA)	Deux (2) marchés de montant minimum chacun de neuf (9) millions d'euros soit environ l'équivalent de 6 milliards de F CFA
Lot 2	2,5 millions euros (1,6 milliards F.CFA)	10 millions euros (6,5 milliards F.CFA)	Deux (2) marchés de montant minimum chacun d'onze (11) millions d'euros soit environ l'équivalent de 7 milliards de F CFA

Les invitations à soumissionner devraient être lancées en Février 2022.

- La pré-qualification se déroulera conformément aux procédures de pré-qualification spécifiées dans les Directives pour l'acquisition de Biens, Travaux et Services connexes dans le cadre de Projets financés par la BIsD, Septembre 2018, (les « Directives ») ; elle est ouverte à tous les candidats des pays qui répondent aux critères de provenance, tels que définis dans les Directives.
- Les candidats intéressés admissibles peuvent obtenir de plus amples renseignements et consulter le document de pré-qualification auprès de l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (dont l'adresse figure ci-après) de 8 heures à 17 heures locales.
- Les candidats intéressés peuvent acheter un jeu complet du document de pré-qualification en langue française en en faisant la demande écrite à l'adresse indiquée ci-après accompagnée du versement non remboursable de **deux cent mille (200 000) F CFA ou trois cent (300) Euros**. La méthode de paiement sera en espèce à l'UG-PADSAD ou par chèque certifié. Le document sera adressé par e-mail ou retiré à l'ONAD à l'adresse indiquée ci-dessous.
- Les dossiers de candidature pour la pré-qualification doivent être déposés sous enveloppe cachetée délivrée à l'adresse ci-après avant le **vendredi 12 mars 2021** et doivent être clairement marquées « **Candidature de pré-qualification pour les travaux de construction de stations de traitement de boues de vidange dans douze (12) villes en République de Côte d'Ivoire (préciser le numéro du lot) - À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT** »

Nom : Aboubakar BAMBA, DGA de l'ONAD et Coordonnateur du PADSAD

Adresse : Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) - Unité de Gestion du PADSAD (UG-PADSAD), 01 BP 11 025 Abidjan 01

Tél. : (+225) 22 40 41 98 / 99

Courriel : a.bamba@onad.ci avec copie à a.agnessan@onad.ci et e.kouadio@onad.ci

Aboubakar BAMBA

AVIS DE PRÉ-QUALIFICATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

AGENCE DE L'ÉLECTRIFICATION
RURALE DU CAMEROUN

DIRECTION GÉNÉRALE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

RURAL ELECTRIFICATION
AGENCY OF CAMEROON

DIRECTORATE GENERAL

Yaoundé, le 11 novembre 2020

COMMUNIQUÉ N° 20/AER/DG/PER3R/2020

Portant publication du résultat de l'Appel d'Offres International Ouvert N° 002/AOI/AER/PER 3R/CSPM-PER II/2019 du 22 septembre 2019 Pour la passation de marché des travaux du Projet d'Electrification Rurale dans 03 Régions (En procédure d'urgence) - Lot 01

Le Directeur Général de l'Agence d'Electrification Rurale (AER), Maître d'Ouvrage, communique :

L'Entreprise TRAGEDÉL B4, Immeuble MOLKA, Avenue de la Bourse, les Jardins du lac, Tunis, 1053, Tunisie, Tél. : +216 53 997 272 - Télécopie : +216 70 294 980, Email : kamel.charfeddine@tragedel.com, est attributaire du Marché relatif à l'exécution des travaux d'électrification rurale dans certaines localités dans la Région de l'Adamaoua - Lot 01, dans le cadre du Projet d'Electrification Rurale dans 03 Régions.

Montant du Marché Hors Taxes : Trois Milliards Six Cent Vingt Neuf Millions Deux Cent Cinquante Huit Mille Deux Cent Soixante et Un (3 629 258 261) Francs CFA.

Montant du Marché TTC : Quatre Milliards Trois Cent Vingt Sept Mille Huit Cent Quatre Vingt Dix Mille Quatre Cent Soixante Seize (4 327 890 476) Francs CFA.

Délai d'exécution : Douze (12) mois.

Ladite Entreprise est par conséquent invitée à se présenter à la Direction Générale de l'AER sise à Nylon Bastos, dès publication du présent communiqué, pour suite de procédure.

Par ailleurs, les soumissionnaires non retenus sont invités à se présenter au Secrétariat de la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Projet d'Electrification Rurale Phase II (PER II), sis à l'Annexe de l'AER Etoudi au Carrefour du Palais, sous quinzaine, à l'effet de retirer leurs Offres, à l'exception de l'original et l'exemplaire destiné à l'Agence de Régulation des Marchés Publics. Passé ce délai, elles seront tout simplement détruites.

Le présent communiqué tient lieu de main levée de caution pour les soumissionnaires non retenus.

Le Directeur Général,
Moussa Ousmanou

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

AGENCE DE L'ÉLECTRIFICATION
RURALE DU CAMEROUN

DIRECTION GÉNÉRALE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

RURAL ELECTRIFICATION
AGENCY OF CAMEROON

DIRECTORATE GENERAL

Yaoundé, le 11 novembre 2020

COMMUNIQUÉ N° 21/AER/DG/PER3R/2020

Portant publication du résultat de l'Appel d'Offres International Ouvert N° 002/AOI/AER/PER 3R/CSPM-PER II/2019 du 22 septembre 2019 pour la passation de marché des travaux du Projet d'Electrification Rurale dans 03 Régions (En procédure d'urgence) - Lot 02

Le Directeur Général de l'Agence d'Electrification Rurale (AER), Maître d'Ouvrage, communique :

L'entreprise STEG International Services, Centre Urbain Nord, Imm. Assurance Salim, Bloc B Parcelle Email : stegis@steg-is.com, Tél. : +216 71 948 314 - Fax : +216 71 948 356, BC5, 1082 Menzah, est attributaire du Marché relatif à l'exécution des travaux d'électrification rurale dans certaines localités dans des Régions de l'Extrême-Nord et du Nord - Lot 02, dans le cadre du Projet d'Electrification Rurale dans 03 Régions.

Montant du Marché Hors Taxes : Trois Milliards Deux Cent Huit Millions Trois Cent Soixante Mille Trois Cent Quinze virgule Quarante Sept (3 208 360 315,47) Francs CFA.

Montant du Marché TTC : trois Milliards Huit Cent Vingt Cinq Millions Neuf Cent Soixante Neuf Mille Six Cent Soixante Seize (3 825 969 676) Francs CFA.

Délai d'exécution : Douze (12) mois.

Ladite Entreprise est par conséquent invitée à se présenter à la Direction Générale de l'AER sise à Nylon Bastos, dès publication du présent communiqué, pour suite de la procédure.

Par ailleurs, les soumissionnaires non retenus sont invités à se présenter au Secrétariat de la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Projet d'Electrification Rurale Phase II (PER II), sis à l'Annexe de l'AER Etoudi au Carrefour du Palais, sous quinzaine, à l'effet de retirer leurs Offres, à l'exception de l'original et l'exemplaire destiné à l'Agence de Régulation des Marchés Publics. Passé ce délai, elles seront tout simplement détruites.

Le présent communiqué tient lieu de main levée de caution pour les soumissionnaires non retenus.

Le Directeur Général,
Moussa Ousmanou

Parkn'play
I create solutions



Votre fabricant de parcs de loisirs pour l'Afrique



**Parcs aquatiques
Parcs de loisirs
Piscines collectives**

**Thématisation
Terrains multi-sport
Fitness**

www.parknplay.fr

Tél : +33 4 77 20 67 11
info@parknplay.fr

Batiments moins chers

- Présent dans plus de 30 pays africains
- Plus de 15 ans d'expertise
- Plus de 2 000 transactions par an
- Plus de 275 000m² réalisé en Afrique

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT
+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE



1 Conteneur 40'OT



00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
00352 20 20 10 12 www.afrique.batimentsmoinschers.com

PROPOSITIONS COMMERCIALES

HTG INDUSTRY

Un souffle d'avance.

INVESTISSEZ DANS L'INDUSTRIE AFRICAINE
USINES CLÉS EN MAIN DE MISE EN BOUTEILLES PLASTIQUES PET ET CANETTES
HTG INDUSTRY vous conseille, vous guide et vous forme.
Plus de 50 usines installées avec succès en Afrique




Usine de production
Boissons plates, gazeuses, lait, huiles.
Brasseries clés en main.
Cadence de 2 000 à 25 000 BPH.

Supervision des usines pour une meilleure rentabilité

Fabrication Européenne
Machines garanties 3 ans
Tropicalisées et protégées des fluctuations et des coupures d'électricité

Notre service après vente
Nos bureaux se situent à **ALGER, DAKAR, BRAZZAVILLE** ce qui nous permet d'être à l'écoute, réactif et d'avoir un service après vente performant.

TRES RENTABLE
Amortissement en 3 ans

COVID-19

Lignes de fabrication " Clés en main " de bouteilles de Gel Hydro-Alcoolique

HTG INDUSTRY SAS

42 Avenue Foch 60300 Senlis FRANCE Tél : +33 (0) 344 265 893 contact@htgindustry.com



Fawzia Zouari

2020 : bon débarras!

Pour une fois, je vais faire l'unanimité – ou presque –, en disant le plus grand mal de... 2020. Puisqu'il me revient de clore cette année, je ne vais pas m'en priver. « Clore »? Je devrais dire « achever » 2020, dans le sens physique du terme, c'est-à-dire lui tordre le cou ou lui botter le derrière. Qu'est-ce qu'elle nous a fait souffrir, cette garce! Je ne vois pas qui pourrait regretter son départ, hormis les pompes funèbres, les fournisseurs de masques et de produits désinfectants, les firmes pharmaceutiques, les médecins en mal de notoriété, les dictateurs qui adorent les couvre-feux en temps de Hiraq ou les Frères qui se délectent du port du masque en guise de niqab pour leurs moins que moitiés. Partout dans le monde, ce fut la catastrophe. Je vous passe la crise économique que, néophyte, je ne saurais évaluer, pour rappeler la sombre chronique des confinements successifs dans des villes réduites à des cages à rats et à des murs d'hôpitaux, la voracité cruelle d'une pandémie qui s'est goinfrée de nos chibanis, n'a épargné ni l'homme ordinaire ni l'artiste ou le sportif de carrière, pas même le chef d'État, le dernier en date étant le pauvre Giscard d'Estaing qu'on croyait éternel.

Abrutissement général

2020, donc. Pendant que les mecs expérimentaient leur première réclusion de l'Histoire (bien fait!), les filles vivaient un minicataclysme: hormones de séduction en baisse, coquetterie au placard, retour au

foyer, découverte de compagnons sous leur vrai jour, envies d'infanticides face à des gamins devenus des monstres puisque privés d'air, d'école et ne sachant plus quoi faire de leur cerveau. Tout le monde fut logé à la même enseigne du reste: plus de fac, plus d'art, plus de cinéma; 2020 devrait être baptisée « l'année de la non-culture et de l'abrutissement général ». Nous n'avons même plus droit au traditionnel – et somme toute heureux – « métro-boulot-dodo »: plus qu'un métro sur quatre, un boulot sur trois et un anxioly-

QU'EST-CE QU'ELLE NOUS A FAIT SOUFFRIR, CETTE GARCE! JE NE VOIS VRAIMENT PAS QUI POURRAIT REGRETTER SON DÉPART...

tique avant chaque dodo. Et puis, le boulot, on y allait jadis avec plaisir, pas forcément pour travailler, mais pour se montrer en société ou épater le collègue. Plus rien de tout cela. Même pas la possibilité de draguer son supérieur hiérarchique ni de se faire martyriser par lui en direct: l'autorité patronale s'est effondrée à distance. On peut faire un bras d'honneur à son chef à côté de l'écran sans conséquences.

2020, donc. Et une nouvelle carte du monde, fracturée en deux, avec des frontières entre les corps, les espaces, les liens du sang, et les

vocables qui vont avec, tels que « distanciation sociale » ou « présentiel ». L'émergence également d'un courant nouveau qu'on pourrait appeler « l'in-humanisme », défini par un postulat étrange et contradictoire selon lequel l'on peut sauver l'Homme en sacrifiant le propre de l'humain, à savoir le lien social, la conscience de la vulnérabilité ou le simple rituel d'enterrement des morts.

Année virtuelle

Ce courant a entraîné une sorte de « grand remplacement », substituant les experts aux penseurs, les médecins aux philosophes, les spéculateurs sur le cours de l'inflation pandémique aux traders de la Bourse. L'habituelle « liste des personnalités de l'année » a réuni, pour l'essentiel, les noms de personnels hospitaliers. Le discours scientifique s'est acquiné à la parole politique aux frais de la littérature et de la poésie. L'industrie médicamenteuse devint reine, excluant les remèdes de jadis: doses de tendresse, traitement par la caresse, efficacité de la voix qui injecte la potion magique des mots dans l'oreille du patient: « Ne t'inquiète pas, tu vas guérir! »

2020, donc. Une année virtuelle, puisque sans chair, sans visage, sans vie véritable, et qu'on devrait nous rembourser. Bien sûr, rien ne dit que l'année qui vient sera différente. Il se pourrait que nous portions, en plus des masques, des séquelles invisibles. Mais, au moins, nous aurons été avertis, et 2021 ne nous prendra pas par surprise. C'est un bon point pour commencer. ■

**LES FEMMES SONT SOUVENT LES PREMIÈRES
FRAGILISÉES PAR LES CRISES.
ENSEMBLE, SOUTENONS-LES.**



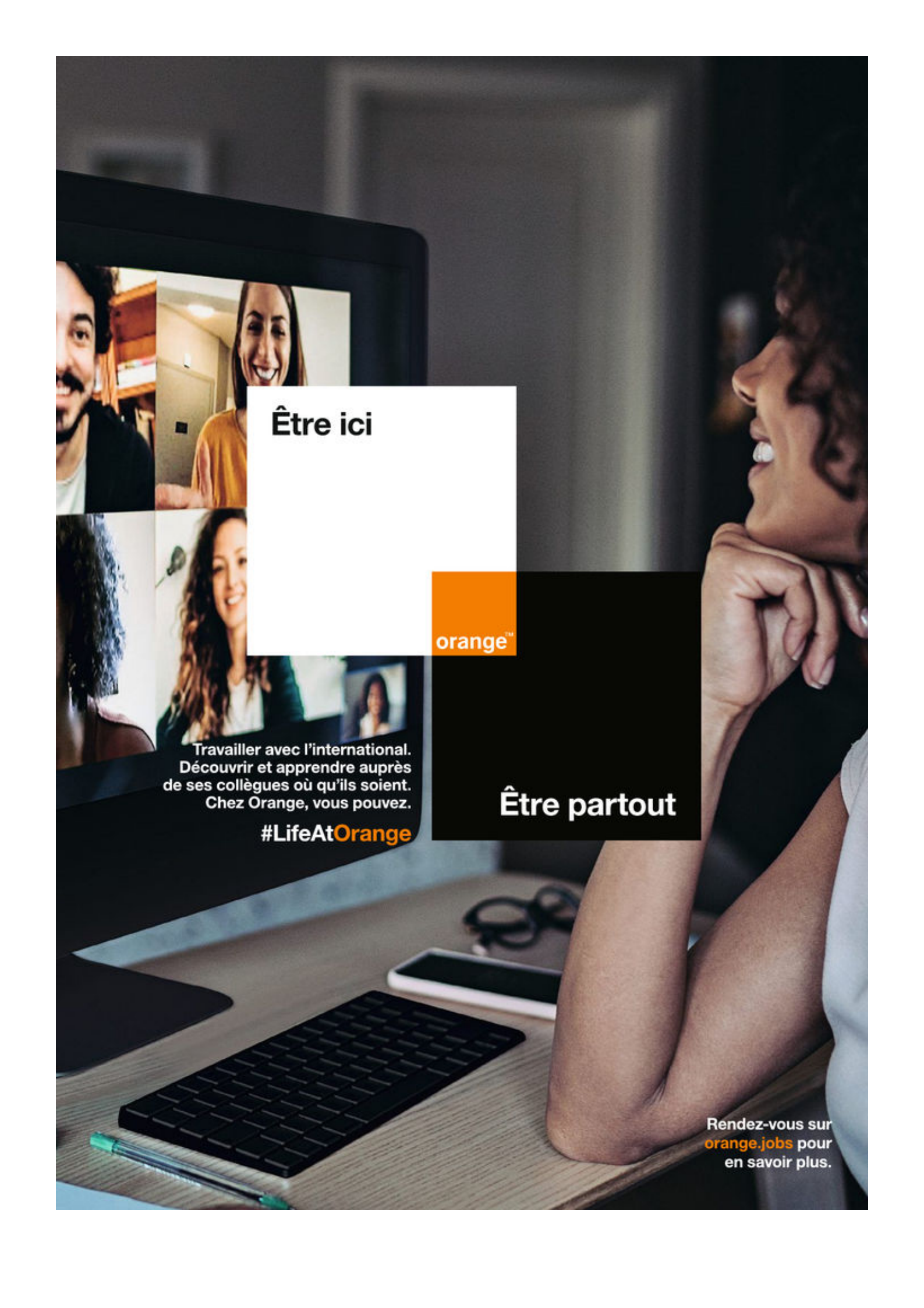
Dans les pays francophones, chaque nouvelle crise plonge des millions de femmes actives dans la précarité. Faire un don au fonds **#LaFrancophonieAvecElles** c'est les aider à se relever et à retrouver leur autonomie. Ensemble, soutenons-les sur

www.francophonie.org

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



#LaFrancophonieAvecElles



Être ici

orange™

Travailler avec l'international.
Découvrir et apprendre auprès
de ses collègues où qu'ils soient.
Chez Orange, vous pouvez.

#LifeAtOrange

Être partout

Rendez-vous sur
orange.jobs pour
en savoir plus.